

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

Digitized by Google

Digitized by Google

Per.
Gen. 135.

(N°. 40.)

SAMEDI 2 Octobre 1790.

MERCURE DE FRANCE.

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. MARMONTEL, DE LA HARPE & CHAMFORT, tous trois de l'Académie Françoise; & par M. IMBERT, ancien Auteur & Éditeur : quant à la partie historique & politique, par M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève.

Le prix de l'Abonnement est de 33 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google
A 33

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Septembre 1790.*

EFFETS ROYAUX.	Jeudi 23.	Vend. 24.	Samedi 25.
Actions	1860..65.	1870. 72..	1870..95.
D°. $\frac{1}{2}$ ces	.....	.....	.....
Emprunt Oct	.....	375.....	375.....
Id. Décembre 82	16 $\frac{1}{2}$. 14 $\frac{3}{4}$.	14 $\frac{3}{4}$.....	14 $\frac{3}{4}$.....
Lot. d'Avril	700...5..	705. 6. 8..	708 ...
Lot. d'Octobre.	560	560.....	562..12..
Emprunt 125 m^{s}	7 $\frac{7}{8}$ $\frac{5}{4}$ $\frac{4}{3}$...	7 $\frac{1}{4}$ $\frac{7}{8}$ $\frac{3}{4}$....	7. 6 $\frac{7}{8}$ $\frac{3}{4}$...
Id. 80 millions	3.....	.....	3.....
Sans Bulletin.	9 $\frac{3}{4}$ $\frac{1}{2}$.....	10. 9 $\frac{5}{8}$ $\frac{1}{8}$..	9 $\frac{1}{4}$.....
Bulletin	61..62..	63.....	64 $\frac{1}{2}$ 65..
Emprunt 120 m^{s}	.....	.....	.....
Bon de Ch.	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3440 .45.	3445. 60	3470. 75.
D°. demi-act.	1720. 26	1723 .30.	1740.....
Eaux de P.	510 500.	500.....	.....
E. V. Bord	.....	.....	.....

CHANGES du 25

Amst	10 $\frac{7}{8}$.
Lond.	26.
Hamb	207
Mad..	6^{l} 2^{s} 6^{d}
Cadix	76^{l} 1^{s} 0^{d}
Liv..	110 $\frac{1}{2}$
Gên..	102
Lyon	$\frac{1}{4}$ B^{ee}

Paycurs, Année 1789, lettre J.

(N°. 41.)

SAMEDI 9 Octobre 1790.

MERCURE DE FRANCE.

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. MARMONTEL, DE LA HARPE & CHAMFORT, tous trois de l'Académie Françoise; & par M. IMBERT, ancien Auteur & Éditeur : quant à la partie historique & politique, par M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève.

Le prix de l'Abonnement est de 33 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Octobre* 1790.

EFFETS ROYAUX.	Jeudi 30.	Vend. 1.	Samedi 2.
Actions	2020	1990 .. 92 1/2	1990 .. 97 1/2
D°. 4 pour 100		1200	
Emprunt Oct.			
Id. Decembre 82.	9		9
Lot. d'Avril	735	740	740
Lot. d'Octobre	575	572 . 75	575
Emprunt 125 m.	3 . 3 1/2 . 4 3/4 3/8	4 . 4 1/8 1/4 1/8 3/8	4 1/8 3/8 1/8 . 4
Id. 80 millions			3
Sept Bulletin	6 1/4 1/2 3/8	6 1/4 . 7	7 1/4 1/4
Bulletin	66	65	65
Emprunt 110 m.			
Bords Ch.			
Caisse d'Escompt.	3485 . 70	3470	3470 . 75
D°. demi-act.	1740 . 35	1735	1733 . 35
Faux de P.	500		500
E. V. Bord			

CHANGES du 30.
Amst. 50.
Lond. 25 1/8.
Ham. 202.
Mad. 16l 6s. 0d
Cadix 16l 5s 0.
Liv. . 112.
Gên. . 105.
Lyon.

* Payeurs, Année 1789, lettre *J*.

Digitized by Google

(N°. 42.)

SAMEDI 16 Octobre 1790.

MERCURE DE FRANCE.

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. MARMONTEL, DE LA HARPE & CHAMFORT, tous trois de l'Académie Françoise; & par M. IMBERT, ancien Auteur & Éditeur; quant à la partie historique & politique, par M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève.

Le prix de l'Abonnement est de 33 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Octobre* 1790.

EFFETS ROYAUX.	Jeudi 7.	Vend. 8.	Samedi 9.
Actions	2030..25.	2025..40.	*Fête.*
D°. $\frac{1}{10}$			
Emprunt Oct.	580	580	
Id. Décembre 82.		9 $\frac{1}{2}$	
Lot. d'Avril		748	
Lot. d'Octobre	575	580	
Emprunt 125 m°.	3 $\frac{1}{2}$ 4 4 $\frac{1}{2}$	4 4 $\frac{1}{2}$ 3 $\frac{7}{8}$ $\frac{1}{2}$	
Id. 80 millions	1		
Sans Bulletin	7 $\frac{2}{8}$ $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{4}$	7 $\frac{1}{2}$	
Bulletin	66	66 $\frac{1}{2}$ 66	
Emprunt 120 m°.			
Borde. Ch.			
Caisse d'Escompt.	3470..68.	3470	
D°. demi-act.	1735..33.	1735 36	
Eaux de P	590		
E. V. Bord.			

CHANGES du 9.	
Amst.	51.
Lond.	25 $\frac{7}{8}$.
Ham.	208.
Mad.	16^{l} 0^{s} 0^{d}.
Cadix	16^{l} 0^{s} 0^{d}.
Liv.	109 $\frac{1}{2}$.
Gên.	102 $\frac{1}{2}$.
Lyon.	1 $\frac{1}{8}$ p. $\frac{0}{8}$ Pte.

Payeurs, Année 1789, lettre J.

Digitized by Google

(N°. 43.)

SAMEDI 23 Octobre 1790.

MERCURE DE FRANCE.

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. MARMONTEL, DE LA HARPE & CHAMFORT, tous trois de l'Académie Françoise; & par M. IMBERT, ancien Auteur & Éditeur : quant à la partie historique & politique, par M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève.

Le prix de l'Abonnement eſt de 33 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Octobre* 1790.

EFFETS ROYAUX.	Lundi 11.	Mardi 12.	Merc. 13.
Actions	2060. 45.	2040. 30.	2020. 25.
D°. 4 2es			
Emprunt Oct.	390.	390.	390.
Id. Decembre 82.	9 · 9 7/8 3/4	9 1/2	9 1/4 1/2
Lot. d'Avril	580.		748.
Lot. d'Octobre	580.	750.	580.
Emprunt 125 m.	3 · 3 1/8 1/4 · 3	3 1/8 · 3 · 3 1/4	3 1/4 1/8 1/4
Id. 80 millions		2.	
Sans Bulletin	7 · 7 1/2 · 6 3/4	6 3/4 7/8 · 7 · 7 1/2	6 1/4
Bulletin		69. 68 1/2	
Emprunt 120 m.			
Borde. Ch.			
Caisse d'Escompt.	3490. 510.	3515. 25.	3515. 20.
D°. demi-act.	1745. 60.	1770. 60.	1753. 60.
Eaux de P.	500.	500.	500.
E. V. Bord.			

CHANGES du 13.

Amst. 50 7/8.
Lond. 25 1/8.
Ham. 203 1/4.
Mad. 16 l 1 s. 0 d.
Cadix 16 l 1 s. 0.
Liv. 109 1/2.
Gên. 102 1/2.
Lyon. 1 p % Bce.

Payeurs, Année 1789, lettre J.

Ger. 135.

(N°. 44.)

SAMEDI 30 Octobre 1790.

MERCURE DE FRANCE.

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. MARMONTEL, DE LA HARPE & CHAMFORT, tous trois de l'Académie Françoise; & par M. IMBERT, ancien Auteur & Éditeur : quant à la partie historique & politique, par M. MALLET DU PAN, Citoyen de Genève.

Le prix de l'Abonnement est de 33 liv. franc de port par tout le Royaume.

Digitized by Google

COURS DES EFFETS PUBLICS. *Octobre* 1790.

Effets Royaux.	Lundi 18	Mardi 19.	Merc. 20.
Actions	2030. 25.	2020. 15.	2025. 40
D°. 2me	.....	1225	1230.
Emprunt 80.	393.	392.	392.
Id. Decembre 82.	9. 10. 9 1/2.	8 1/2. 9. 10. 8	8.
Lot. d'Avril.	740.	740.	740.
Lot. d'Octobre.	578. 80	580. 82.	582.
Emprunt 125 m.	1 5/8 1/2 1/8.	1 7/8. 2. 2 7/8.	3 1/4 1/4 1/4. 2 1/8
Id. 80 millions.	.....	1 1/2. 1.	.....
Sans Bulletin.	4 1/2 1/4.	4. 4 1/2. 5.	4. 3 1/4.
Bulletin.	.....	.....	.....
Emprunt 110 m.	.....	.....	.....
Borde. Cl.	.....	.....	.....
Caisse d'Escompt.	3535. 30.	3525. 27	3535. 40.
D°. demi-act.	1765. 60.	1762.	1765. 70
Eaux de P.	.....	500.	500.
E. V. Bord.	.....	.....	.....

Changes du 20.	
Amst.	50 1/4.
Lond.	26.
Ham.	208.
Mad.	16 l 4 s. 0 d.
Cadix	16 l 3 s. 0.
Liv.	109 3/4.
Gên.	103.
Lyon.	7/8 p 0/0 Pie.

Payeurs, Année 1789, lettre J.

MERCURE
DE FRANCE,
DÉDIÉ AU ROI,

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. Marmontel, de la Harpe & Champfort, *tous trois de l'Académie Françoise; & par M.* Imbert, *ancien Editeur : quant à la partie historique & politique, par M.* Mallet du Pan, *Citoyen de Genève.*

SAMEDI 2 OCTOBRE 1790.

A PARIS;

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Avec Privilége du Roi.

Digitized by Google

TABLE

Du mois de Septembre 1790.

ROMANCE.	3	L'Angleterre ancienne.	40
Suite de la Veillée.	6	Académie.	43
ODE.	49	Véritable Origine.	74
Charade, Enig. & Logog.	56	Nouvelle.	76
Exposé.	58	Projet.	80
VERS.	85	Discours.	103
Conte.	86	Preuve.	116
Charade, Enig. Logog.	87	Notices.	119
Les Châteaux en Espagne.	89		
DIALOGUE.	121	Le Payſage du Pouſſin.	129
Charade, Enig. Log.	127	Obſervations.	154

BIBLIOTECA REAL

A Paris, de l'Imprimerie de MOUTARD, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

VERS
A MADAME DE LA FAYETTE.

OUI, modeſte Zulmé, tes talens & tes charmes
Méritoient le Héros qui reçut ton ſerment :
Deux fois la Liberté lui fit prendre les armes,
Et dans tes bras deux fois il revint triomphant :
Vos deux noms enlacés au Temple de Mémoire,
Près d'Alceſte & d'Admète un jour ſeront inſcrits ;
Les Dieux à tes vertus accorderont ce prix :
Qui le rendit heureux doit partager ſa gloire.

(*Par M. l'Abbé Dourneau.*)

Digitized by Google

VERS à M. DE LA HARPE, *en lui demandant l'extrait d'un Ouvrage.*

CHACUN sur terre a sa lubie,
Ce point-là n'est point contesté ;
Mon voisin a sa fantaisie,
Par moi son goût est respecté ;
Et mon voisin, de son côté,
Pardonne à ma bizarrerie.
Or moi, Monsieur, j'ai la manie
D'un soupçon d'*immortalité :*
Je veux que mon nom soit cité ;
La gloriole est ma folie.
Vous riez de ma vanité,
Et bernez ma pédanterie :
Grand bien vous fasse, en vérité ;
Car dans ce monde il faut qu'on rie.
Léger grain de plaisanterie
Maintient le cœur dans la gaîté,
Et sans blesser la prud'hommie,
Est excellent pour la santé.
Mais faites trève à l'ironie :
Ecoutez avec gravité
Auteur chétif qui vous supplie,
Monsieur, avec humilité,
Et qui, de votre courtoisie,
Attend cette célébrité
Qui fait l'objet de son envie.

(*Par M. Charlemagne.*)

Digitized by Google

ÉPITRE PASTORALE,

A M. DE SELDÉ, *pour répondre aux Vers qu'il a fait inférer dans le N°. 31 du* Mercure.

Nantes, ce 9 Août 1790.

Vous qui chantez comme au jeune âge,
De votre voix pourquoi vous plaignez-vous ?
Vos chants sont si flatteurs ! vos accens sont si doux !
Vous m'avez trop loué, je le sens ; c'est dommage.

Apollon chantoit comme vous,
Lorsqu'il étoit Berger en Thessalie ;
Mais cet aimable Dieu, qui fit tant de jaloux,
N'avoit pas votre modestie.

D'éloges séduisans, je dois être confus ;
Adressez-moi des vers (1), mais ne me flattez plus.

La louange est perfide, & toujours son langage
Séduit le vieillard & l'enfant ;
Mais qui veut agir prudemment,
Ne doit jamais la prendre, & sur-tout à mon âge,
Que comme un encouragement.

(1) Je vous prie aussi de me faire l'honneur de m'envoyer votre adresse. Voilà, peut-être, deux indiscrétions ; mais je n'ai pu m'empêcher de les commettre, & je vous en demande pardon.

Digitized by Google

O vous qui m'inſpirez un penſer auſſi ſage !

Oubliez vos chagrins, oubliez vos erreurs ;
Venez de l'amitié ſavourer les douceurs
Dans cette paiſible chaumière,
Que nous devons aux ſoins d'un vertueux Paſteur :
Ah ! c'eſt mon ami !... c'eſt mon père !
Elle eſt ſimple comme ſon cœur,
Et belle comme ſa Bergère.—
Au ſein de l'amitié, dans les bras de l'amour,
C'eſt dans ce réduit ſolitaire
Que je gravai ces vers un jour :

Heureux celui qui, loin du tumulte des villes,
N'a jamais envié les biens de ſon voiſin ;
Et de qui les déſirs tranquilles
Ne paſſent pas l'enclos de ſon jardin (1).

Là, content d'une humble fortune,
Chériſſant les vertus, aux loix toujours ſoumis,
Et fuyant des cités cette foule importune,
Le Sage y trouve des amis,
L'Amant une tendre Bergère ;
Et tous avec un cœur ſincère,
Du ſort craignant peu les rigueurs,
Savent y jouir de la vie

(1) *Ille terrarum mihi præter omnes*
Angulus ridet. . . . . .
Horace.

Digitized by Google

Loin des flatteurs & de l'envie,
Loin des sots & de leurs clameurs.
On n'y connoît point l'imposture,
Et le ruisseau seul y murmure.

Sur un autel, sous un ombrage frais,
Du vertueux Gessner j'ai placé les Ouvrages;
Dans ce lieu nos Bergers viennent goûter le frais,
Et je vois que toujours ils en sortent plus sages.
Par un doux sentiment ému,
Sur ce champêtre autel que j'élève à sa gloire,
J'osai tracer aussi ce vers à sa mémoire :

On n'aime point ses chants sans aimer la vertu.

Peu loin de ce bosquet, sous un sombre feuillage,
Repose en paix l'ami que nous aimions;
Chaque matin nous lui faisons l'hommage
De nos fruits, de nos fleurs & de nos actions.....
De ses vertus, de ma tristesse,
Le touchant souvenir m'occupera sans cesse.
Sur son tombeau je répandrai des pleurs,
Aussi long-temps que l'ame & bienfaisante & tendre
De l'indigent calmera les douleurs,
Et qu'elle aura des larmes à répandre.

Mais, un instant, quittons ces tristes lieux....
J'entends du chalumeau les sons harmonieux;
Ce sont tous nos Bergers que le plaisir appelle
Sous cet ormeau, sur cette herbe nouvelle....

Digitized by Google

Ecoutez leur joyeux refrain.....
Les voyez-vous danſer gaîment avec leurs Belles ?
Malin comme eux, moins léger qu'elles,
Le volage Zéphir vient careſſer leur ſein.

Près de cette Troupe légère,
S'il ſe peut dirigez vos pas :
Vous n'y trouverez point d'ingrats ;
L'amitié ne fait point en faire.
Venez, mon aimable Caton,
De nos Belles ſuivre les traces ;
Vous êtes chéri d'Apollon,
Vous le ſerez auſſi des Graces.

(*Par M. Mellinet fils, de la Société des Amis de la Conſtitution, à Nantes.*)

Digitized by Google

LE FRANC BRETON.

Première Partie.

PLÉMER, riche Négociant de Nantes, homme ſimple, franc, un peu bruſque, tête vive, bon cœur, vrai Breton, faiſant un voyage à Paris, s'y étoit logé dans un petit Hôtel d'une rue aſſez ſolitaire. C'étoit l'homme du monde le moins avare & le plus économe : il n'avoit connu de ſa vie aucun des beſoins de la vanité.

Un ſoir, rentrant chez lui & montant l'eſcalier, il rencontra une vieille femme qui deſcendoit en pleurant. Qu'avez-vous, bonne Dame, lui demanda-t-il? Elle ſe rangea ſur le palier, lui fit la révérence, & ne répondit rien. — Qu'avez vous donc? parlez. On ne pleure pas ſans chagrin. — Ah! du chagrin, j'en ai. — Et la cauſe? Etes-vous, ce qu'on appelle, dans la peine? — Non pas moi, Monſieur, grace au ciel. — Non pas vous! c'eſt donc le malheur de quelque autre qui vous afflige? — Hélas! oui, Monſieur. — Et de qui? allons, courage, expliquez-vous. Comme elle ſe taiſoit encore : Ouvrez ma porte, dit-il à ſon Valet. Cette femme m'impatiente; & je veux la faire parler. Entrez chez moi, Ma-

Digitized by Google

dame, entrez. Nous voilà seuls. Asseyez-vous. Mais, morbleu, asseyez-vous donc; & dites-moi bien vîte qui vous êtes, d'où vous venez, quel est le sujet de vos larmes. — Monsieur, je m'appelle Dupré, je suis veuve, garde malade, & je sers ici un jeune homme qu'une fièvre lente consume & que je vois abandonné. — Quel est-il ce jeune homme? — Je ne le connois pas. — Le connoît-on dans cet Hôtel? — Je ne crois pas: il y est venu tomber malade. — Son nom? — Montalde. — A-t-il l'air honnête? — Hélas! oui; c'est-là ce qui m'afflige tant. Il est d'une douceur, d'une bonté!..... C'est lui qui me plaint, moi, de voir les peines qu'il me donne. La nuit, toutes les fois qu'il m'éveille, il en est fâché, & il m'en demande pardon. — Vous le veillez donc toutes les nuits? — O mon Dieu, oui. Et comment le délaisserois-je? il n'a que moi au monde. — Pas même un Médecin? — Il ne veut pas que j'en appelle. Cependant il se sent mourir; & je crois qu'il en est bien aise. A ces mots, ses pleurs redoublèrent. — Bonne femme!..... & sans doute il est dans le besoin? — Jusqu'ici rien ne lui a manqué; mais il vient de me dire d'aller demain engager sa montre au Mont-de-Piété; & c'est-là tout ce qui lui reste: encore devons-nous à l'Hôte tous les bouillons de la semaine, & à l'Herboriste les plantes que j'ai mises dans sa boisson. — Et vos peines, vos soins, vos

Digitized by Google

veilles ? — Ah ! que je puisse le sauver ; je me croirai assez payée ! — Bonne femme ! excellente femme ! Tenez, d'abord voilà pour vous, & puis voici pour les bouillons & pour les besoins du malade. Laissez-lui croire que sa montre est en gage, entendez-vous ? & gardez-la lui. — Ah ! Monsieur ! — Puis-je le voir ? — Il ne voit personne. — Allez lui dire qu'un bon voisin, un homme qui n'est pas d'ici, demande à le voir un moment. — Demain, Monsieur, si vous vouliez ? — Oh non ! diable ! les nuits sont longues ; je ne dormirois pas : je veux le voir avant de me coucher. Moi, j'aime à dormir en repos.

La bonne femme fit son message, & revint dire qu'avec bien de la peine elle avoit obtenu de le laisser entrer.

Il monta au troisième étage ; & en entrant : Hé bien, mon voisin, dit-il au malade, vous ne voulez pas voir vos amis ? — Mes amis ! ah, Monsieur ! serois-je assez heureux pour en avoir un seul au monde ? Si le bien qu'on me dit de vous est sincère, dit le Breton, vous méritez d'en avoir, des amis ; & vous en avez au moins un. — Hélas, Monsieur, je ne crois pas même être connu de vous. — Pardonnez-moi, je sais que vous êtes honnête ; & puis, moi, je suis sans façon, & j'ai bientôt fait connoissance quand je trouve des malheureux. Adieu, mon voisin ; je ne veux pas vous fatiguer. Dormez tranquille, & rêvez cette

Digitized by Google

nuit que vous avez trouvé un ami, un véritable ami, dans Plémer, Négociant de Nantes. Bonne nuit, mon voisin. Vous avez-là une excellente Garde. Si je tombe malade, elle aura soin de moi.

Montalde se demandoit à lui-même s'il n'étoit pas dans le délire, ou s'il n'avoit pas vu en songe un de ces enchanteurs des *Mille & une Nuits*, qui consolent les malheureux. Il voulut savoir de sa Garde comment cet Etranger avoit appris son existence. Par droit de voisinage, dit la bonne femme : dormez tranquille, & me laissez dormir.

Il dormit peu, mais d'un sommeil paisible, mêlé de douces rêveries; & le lendemain son nouvel ami vint le voir. Après s'être informé comment la nuit s'étoit passée : Vous ne voulez donc pas de Médecin ? lui demanda-t-il. J'en avois deux, répondit le jeune homme, la Nature & le Temps; à présent j'en ai trois. — Et quel est l'autre ? — L'Amitié. J'espère donc, lui dit Plémer, que vous suivrez ses ordonnances. Ma bonne Dame, ayez bien soin de mon malade; & que rien ne lui manque, son Médecin l'ordonne; il reviendra ce soir.

Montalde, après s'être répandu en éloges sur la bonté de cœur de ce brave Nantois : Avez-vous fait ce que je vous ai dit, demanda-t-il à Madame Dupré ? ma montre est-elle en gage ? mes dettes sont-elles

Digitized by Google

payées ? La bonne femme, usant de son empire, lui répondit qu'un malade devoit être comme un enfant, & ne se donner aucun soin. Qu'il vous suffise, lui dit-elle, de savoir que tout est payé & que vous ne devez plus rien : le reste me regarde, & vous devez vous en fier à moi.

Le jeune homme n'insista point, de peur de lui marquer une inquiétude offensante. Mais dans un moment où elle croyoit ses yeux fermés par le sommeil, il lui vit consulter sa montre. Tout est payé, je ne dois plus rien, & ma montre est encore ici, lui dit-il, & vous me la cachez ! Ah ! je pénètre ce mystère. Vous en avez plus dit à mon voisin que vous n'auriez dû lui en dire, & plus que je n'aurois voulu.

La Garde ne fit pas semblant de l'écouter ; mais le soir, Plémer fut instruit des inquiétudes du malade. Je m'en vais l'en guérir, dit-il ; & s'étant assis au chevet de son lit, après quelques propos d'humeur sur la sottise & la vanité du luxe de Paris, & sur le misérable orgueil de l'opulence : Et vous, jeune homme, lui demanda-t-il, attachez-vous un grand prix à l'argent ? Un grand prix, non, dit le malade. Ni moi non plus, dit le Breton ; & comme je ne suis pas glorieux d'en avoir, je ne trouve pas bon que mon ami soit honteux de n'en avoir pas, & de m'avouer qu'il en manque. N'affligez donc plus cette femme de vos puériles délicatesses ; je ne suis pas

Digitized by Google

votre ami pour rien. Ah ! je le vois bien, dit Montalde. Mais moi, comment pourrai-je reconnoître ?.... — Oh ! le plus aisément du monde. D'abord, si jamais l'occasion de m'obliger se présente à vous, je vous promets votre revanche ; & vous en aurez le plaisir. Sinon, vous vous en passerez, & nous n'en serons pas moins quittes. Vous me voudrez du bien ; & n'est-ce pas en faire que d'en vouloir ? Les cœurs reconnoissans ne restent jamais redevables. Le chagrin de devoir n'est pardonnable qu'aux ingrats.

Assurément, dit le malade, ce caractère n'est pas le mien : je me haïrois trop moi-même, si je sentois jamais sur mon cœur le poids d'un bienfait. Je vous avouerai même que, tel que je vous vois, vous êtes celui de tous les hommes que j'aurois préféré pour bienfaiteur, si j'avois eu à choisir. Mais encore dois-je m'étonner que dès le premier jour de notre connoissance..... Plémer l'interrompit. Ecoutez moi, dit-il, car il faut qu'un malade laisse parler, & parle peu.

Supposons que je sois un Tartare, un Arabe, un Cafre ; je passe, je vois mon semblable languissant, abattu ; je lui tends la main. Va-t-il me demander qui je suis pour le secourir ? Sommes-nous donc si loin de l'état de nature, que l'homme ne soit plus ami de l'homme, s'il ne lui a décliné son nom ? Nous nous connoissons

Digitized by Google

peu ; cependant nous avons bonne opinion l'un de l'autre. Reposons-nous sur cette pensée, & donnons-nous le temps de nous connoître mieux. Tenez, reprit-il, moi qui ne lis guère, j'ai pourtant lu dans un vieux Livre que, je ne sais dans quel pays, lorsqu'un Etranger arrivoit à la maison, d'abord on commençoit par le bien recevoir : on le menoit au bain ; on l'habilloit, s'il étoit mal vêtu ; on lui donnoit un bon souper, un bon lit ; & le lendemain, on lui demandoit son nom, son pays, sa naissance, ses aventures. Alors, si l'on se convenoit, on se touchoit la main, on étoit amis pour la vie : sinon, bon jour & bon voyage. Le bien n'en étoit pas moins fait, & l'on n'y pensoit plus. Cette politesse en valoit bien une autre, n'est-ce pas ? Eh bien, c'est la mienne. Ici, c'est moi qui exerce envers vous l'hospitalité jusqu'à votre convalescence. Alors nous nous expliquerons. Jusque-là tenez-vous tranquille, & ne m'impatientez pas ; car je n'ai pas travaillé trente ans à amasser du bien pour être contrarié dans l'usage que j'en veux faire.

Voilà, dit le jeune homme, une bien nouvelle manière de faire agréer ses bienfaits !

Le jour suivant, Plémer vint lui annoncer un Médecin qu'il lui amenoit, & pour lequel, en dinant avec lui, il avoit conçu de l'estime. Il a mangé, dit-il, d'un ap-

Digitized by Google

pétit à faire envie, & il a bu d'autant. Je lui ai demandé s'il digéroit de même ? Oui, fort bien, m'a-t-il répondu, sans perdre un coup de dent.—S'il étoit quelquefois malade ? — Non, jamais. — Quelle étoit sa recette & son régime ? —L'exercice, &, au besoin, la diète & l'eau. — Quelle étoit sa méthode en médecine ? — Observer la Nature, & la laisser aller, quand elle va bien toute seule ; la suivre, & l'aider quelquefois. Je lui ai parlé de votre fièvre lente. — Fièvre lente, à son âge ? chagrin d'infortune ou d'amour. Cet homme-là n'est pas un sot. Je vous l'amène, il va venir.

Il vint, consulta le malade, causa quelques momens tête à tête avec lui, & répondit de sa guérison. Monsieur, dit-il au bon Plémer, en s'en allant, ce jeune homme vous doit la vie : sans vous, le coup étoit mortel. La Garde le suivit pour payer sa visite, & Plémer s'apperçut qu'il refusoit. Non, Monsieur, non, dit-il, en s'avançant ; nous sommes riches ; avec nous s'il vous plaît, point de ces façons-là ; gardez votre noblesse pour des infortunés.

A présent me voilà tranquille, dit-il à son malade ; vous ne me verrez plus que rarement. Je vais vaquer à mes affaires. Mais gardez votre montre ; car il faut qu'un malade puisse au moins, quand il ne dort pas, compter les heures de la nuit. La nuit, le jour, lui dit Montalde, ce

Digitized by Google

ſera toujours l'heure de la reconnoiſſance. — Dites celle de l'amitié.

Le calme répandu dans l'ame du jeune homme, ſe gliſſa dans ſes veines; & la fièvre, ſenſiblement affoiblie de jour en jour, s'éteignit, & fit place à la ſérénité d'une douce convaleſcence. C'eſt dans l'âge où étoit Montalde, que la Nature en peu de temps ſe renouvelle, & répare ſes forces : Plémer eut le plaiſir de voir ſon jeune ami ſe ranimer comme une fleur qu'il auroit arroſée, lorſqu'elle expiroit de langueur.

A préſent, lui dit il un jour, lorſqu'il fut en pleine ſanté, apprenez-moi par quelle infortune un jeune homme bien né, bien élevé comme vous l'êtes, eſt tombé dans l'état où je vous ai trouvé.

Je ſuis jeune, & l'hiſtoire de mes malheurs ſeroit bien longue, lui dit Montalde; ſi je vous en faiſois tous les triſtes détails; mais je vais vous en dire aſſez.

Je ſuis né au pied du Mont-d'Or, dans ce plus beau pays de la Nature. Nommer la Limagne d'Auvergne, c'eſt la décrire; & tout le monde ſait quelle eſt la riante fertilité de cette agréable contrée. Mais par un contraſte affligeant & difficile à concevoir, dans ce pays ſi riche, le plus grand nombre des habitans eſt pauvre ou mal aiſé. Ma famille étoit de ce nombre. Je ne laiſſai pas d'être élevé avec ſoin; & la vue habituelle d'une belle Nature,

Digitized by Google

d'un côté, ces aſpects majeſtueux de nos montagnes, de l'autre, ce tableau romantique de nos vergers, ces collines couronnées de pampres, & au bas, ces belles prairies ſemées d'arbres chargés de fruits, où ſerpentent à plein canal les eaux des ſources de Roya, auſſi pures que le criſtal; enfin les travaux, les plaiſirs, les mœurs de nos campagnes avoient fait ſur mon ame de ſi vives impreſſions, qu'en me les retraçant, je me flattai d'être né Poëte. Mes eſſais furent applaudis par un Public peu difficile; & j'avoue que j'étois loin de le croire trop indulgent. Enivré de louanges, & fondant l'eſpérance de ma fortune ſur mon talent, j'engageai mon père à ne pas s'inquiéter de moi dans le partage de ſes biens; mes ſœurs furent dotées avec tout l'avantage que permettoit la Loi; & mon père étant mort après les avoir établies, je laiſſai ma mère auprès d'elles, jouir, comme elle fait encore, du peu de bien dont j'avois hérité, me réſervant à peine de quoi vivre à Paris le peu de temps qu'il me falloit pour y commencer ma carrière.

Preſque en y arrivant, j'allai voir un homme auſſi célèbre par ſa bonté que par ſon goût & ſes lumières, le ſage d'Alembert. Je n'ai jamais connu de plus vrai Philoſophe. Il l'avoit été dès l'enfance. Tel que l'avoit fait la Nature, tel on le voyoit tous les jours & dans

Digitized by Google

toutes les ſituations : rien d'apprêté, rien de factice, rien même d'arrangé dans ce grand caractère. Ses petites impatiences, ſes naïves foibleſſes, ſes colères d'enfant, comme on les appeloit, ſe laiſſoient voir en lui auſſi ingénument que les penſées les plus ſublimes & que les ſentimens les plus fermes & les plus hauts.

Un accueil ſimple & doux encouragea ma confiance. Je lui parlai des eſpérances que l'on m'avoit fait concevoir ; &, en le ſuppliant de les évaluer, je lui ouvris mon porte-feuille. Eſt-ce bien, me dit-il, la vérité ſévère que vous me demandez ? Hélas ! oui, lui dis-je en tremblant ; il n'y a que celle-là de bonne. Elle reſſemble à ces remèdes dont l'amertume fait la vertu. Cela étant, me dit-il, liſons. Nous lûmes. Ah ! Monſieur, quel ſouffle rapide diſſipa mes illuſions ! Tout ce que j'avois cru nouveau dans mes Ecrits, étoit uſé ; tout ce que j'avois peint l'avoit été mille fois mieux ; il mit ſous mes yeux mes modèles, & je me vis anéanti. Il s'apperçut de mon abattement, & pour me relever, il voulut bien me dire que, livré à moi-même, & auſſi dénué que je l'avois été de conſeils & d'exemples, il étoit encore étonné que l'inſtinct m'eût ſi bien conduit. Mais il me fit conſidérer le champ de la Poéſie comme tout moiſſonné, & le tréſor de l'imagination comme une mine d'or fouillée, épuiſée de veine

Digitized by Google

en veine. Je ne prétends pas, reprit-il, que, dans ses profondeurs, il n'y ait encore quelques filons réservés au génie; mais il faut y creuser; le travail en est long; & je vous avertis que, même après une étude assidue & de l'Art & de la Nature, rien n'est plus incertain, plus rare que le succès du talent poétique, & rien n'est plus infructueux.

Vous me rendez, lui dis-je, un grand service; mais l'erreur étoit douce, le remède est cruel. Ainsi, pour moi, plus de poésie! Mais si ce moyen de percer la foule & d'exister m'est interdit, que vais-je devenir? Vous êtes à confesse, me dit il; puis-je en sûreté répondre de vos mœurs? Je lui ouvris mon ame, & ne lui cachai rien des pécadilles de ma jeunesse. Allons, me dit-il en souriant, il n'y a pas grand mal à tout cela. Mais à présent c'est à vous de voir si vous vous sentez le courage de sacrifier une partie de votre liberté à l'avantage de vivre à Paris, tranquille, au dessus du besoin, dans une situation commode pour observer le monde, & vous former le goût.

J'acceptai ces conditions, & peu de jours après, je fus chargé de l'éducation des enfans de la Comtesse de Ventaumont.

En me traçant une méthode d'éducation pour mes Disciples, d'Alembert avoit eu la bonté de me donner aussi pour moi quelques préceptes de conduite.

Digitized by Google

Dans la maison où vous allez être, m'avoit-il dit, la familiarité ne vous convient avec personne ; évitez-la comme un écueil. Si on oublioit avec vous la dignité de votre état, ne l'oubliez jamais vous-même, & faites-la sentir avec une douce fierté. La réserve, la politesse, l'air simple du respect, quand vous sentirez qu'il est dû, voilà les bienséances de votre situation. Souvenez-vous que vous avez à faire à l'orgueil qu'il ne faut ni blesser ni flatter. Parlez peu, écoutez-vous bien. La mesure, la précision, la justesse, le naturel dans l'expression comme dans la pensée, sont le partage du bon esprit ; & celui-là est bien reçu par-tout : le bel esprit ne l'est pas de même ; on le punit de ses succès. Que la vérité dans votre bouche soit le langage d'un homme libre, mais modeste. Il y a pour la sincérité un ton qui n'offense jamais. Gardez-vous bien d'être plaisant, & ne répondez même à la plaisanterie que par un froid silence : c'est un jeu qui doit être égal ; il ne le seroit pas pour vous. Ne visez pas non plus à la finesse, car c'est un but qu'on manque trop souvent ; & des prétentions manquées, c'est-là peut-être la plus risible. Enfin, en attendant que l'usage du monde vous ait appris à dire avec agrément des choses communes ou frivoles, faites aux beaux parleurs le plaisir dont ils sont le plus reconnoissans, celui de les bien écouter.

Digitized by Google

Vous avez raiſon, dit Pléinet, ce d'Alembert étoit un homme de bon ſens. Eh bien, reprit Montalde, ſes leçons furent inutiles ; j'eus beau les ſuivre de mon mieux, dans trois mois je fus renvoyé.

M. le Comte, en me regardant de toute ſa hauteur, me fit ſentir à quelle diſtance infinie je devois me tenir d'un homme comme lui. Il m'honoroit quelquefois d'un affable *comment vous-va* ? mais en paſſant, & ſans écouter ma réponſe. Une fois cependant, il daigna me demander compte des études de ſes enfans. Je lui parlai de la méthode que d'Alembert m'avoit tracée. Voyons, dit-il, en y jetant les yeux ; & un moment après : Que d'inutilités ! Du latin ! à quoi bon ? De la morale ! cela s'apprend tout ſeul à la Cour & dans le grand monde. De la métaphyſique ! Ah, M. d'Alembert, des définitions, des analyſes à mes enfans ! Un peu d'Hiſtoire paſſe ; non pas celle des Peuples, mais celle des familles ; un Abrégé de Moréri, que vous leur donnerez en thèmes, voilà ce qu'il leur faut. Je veux qu'ils connoiſſent leur monde, & que dans l'occaſion ils puiſſent dire d'où chacun vient. Quant à ma propre généalogie, je vous recommande deux choſes, l'une, qu'ils la ſachent par cœur, l'autre, qu'ils n'en parlent jamais : car il faut ſentir ce qu'on eſt ; mais il ne faut humilier perſonne. J'ai toute ma vie été modeſte, & je m'en ſuis fort bien trouvé.

Digitized by Google

Ah ! quel fat que Monſieur le Comte, s'écria le Breton ! Eh bien, reprit Montalde, Monſieur le Comte étoit un homme aiſé à vivre, en comparaiſon de Madame la Comteſſe : car tout glorieux qu'il étoit, comme il n'en faiſoit pas myſtère, dès qu'on avoit connu ſon foible, il n'y avoit qu'à le ménager.

Mais pour Madame la Comteſſe, on ne ſavoit jamais ce qu'elle étoit, ni ce qu'elle vouloit. Du matin au ſoir, d'une heure à l'autre, c'étoit les deux extrêmes : affable, douce, familière, haute, arrogante, dédaigneuſe, elle paſſoit d'une modeſtie exceſſive à un orgueil démeſuré. On eût dit qu'elles étoient deux. Ah ! ſi elle avoit été ma femme, diſoit le bon Plémer, comme dans peu de temps je vous l'aurois égaliſée !

Lorſqu'elle ſembloit dédaigner les avantages de la naiſſance, je me gardois bien d'être de ſon avis, reprit Montalde ; ſeulement j'avouois que dans ces avantages, il y avoit plus de bonheur que de gloire, & qu'il étoit plus raiſonnable de s'en féliciter que de s'en applaudir.

Vous l'avez entendu, diſoit-elle à ſes femmes ? C'eſt un apprenti Philoſophe que M. d'Alembert a bien voulu nous envoyer, pour nous guérir du péché de l'orgueil. Et une heure après, je la retrouvois haute comme les nues, daignant à peine me parler.

Digitized by Google

Vingt fois je lui avois entendu dire que rien n'étoit plus fade, plus insipide que des éloges donnés en face. Je n'avois pas besoin de ces avis pour ménager sa modestie, & j'étois avec elle aussi économe de louanges qu'elle sembloit le désirer; mais je la voyois mécontente toutes les fois que je manquois d'appuyer & de renchérir sur le bien que l'on disoit d'elle, ou qu'elle en disoit elle-même. Assurément elle détestoit l'adulation, & tout le monde le savoit bien; mais me croyois-je obligé pour cela d'être déplaisant avec elle? Et entre la flatterie & l'impolitesse, n'y avoit-il pas un milieu, & des nuances délicates que je devois savoir observer & saisir?

Un jour, s'étant fait lire un des thèmes de ses enfans, elle en fut indignée au point qu'elle ne put s'en taire. Votre Provincial, dit-elle à d'Alembert, n'estime rien que les vieilleries. Il parle à mes enfans de la mère des Gracques, & ne leur dit pas un mot de la leur, qui sans vanité la vaut bien.

Enfin, le jour de sa fête arriva. Elle avoit su que je faisois des vers; elle ne doutoit pas que je n'en eusse fait pour elle; & le matin en me voyant paroître à sa toilette, avec ses enfans, la voilà qui se dresse sur son fauteuil, sans doute préparée à nous entendre tous les trois lui réciter quelques belles tirades. Quelle fut sa surprise, lorsque ses deux enfans, en lui baisant la main,

Digitized by Google

main, lui souhaitèrent la bonne fête comme à une simple Bourgeoise, avec quelques mots tendres où leur cœur s'exprimoit mieux que n'auroit fait mon esprit ! Quoi, Monsieur, me demanda-t-elle, est-ce là tout ce que mes enfans ont à me dire, dans un jour comme celui-ci ? La Nature a parlé, Madame ; l'Art n'a pas osé s'y mêler : il ose encore moins se montrer, ajoutai-je, dans mon respectueux hommage. Un sourire amer exprima son dépit. Votre respectueux hommage ! rien de plus neuf assurément, dit-elle, & rien de mieux tourné que ce compliment-là. Allez, Monsieur, voilà qui est bien. Dès ce moment je fus absolument perdu dans son esprit, & il fallut songer à ma retraite.

Mais le Comte, qui s'accommodoit assez de moi, ne voulut pas me renvoyer d'une façon humiliante, & il me proposa pour Secrétaire à son ami le Marquis de Fervac, qu'on envoyoit en ambassade : je lui fus présenté par lui, & dès le premier entretien j'eus le bonheur d'être agréé.

Le Marquis étoit un jeune homme plein de cet esprit naturel & brillant, qui a tant de succès dans le monde, mais auquel ni l'étude, ni la réflexion n'avoient presque rien ajouté. Toute lecture sérieuse lui étoit insoutenable ; il ne pouvoit pas même achever celle d'un Roman, s'il étoit un peu long ; & il alloit bien vîte au dénouement, savoir si l'amant malheureux

Digitized by Google

s'étoit noyé de déſeſpoir, ou s'il avoit fléchi la rigueur de ſon inhumaine, ou s'il s'en étoit conſolé.

M. Montalde, me dit-il, quand je fus inſtallé chez lui, nous partons dans trois mois; & il faut, d'ici-là, que je ſache parler ſupérieurement bien de tout ce que contiennent les porte-feuilles & les volumes que voilà. Or je vous déclare que je n'ai ni le loiſir, ni le courage de lire ce fatras de négociations & de correſpondances. Il faut pourtant que ce ſoit vous ou moi qui dévorions cette lecture. Ce ſera moi, lui dis je, Monſieur l'Ambaſſadeur, la conſéquence eſt évidente. En faiſant vos extraits, ajouta-t-il, ſouvenez-vous de ce Cuiſinier qui avoit réduit la quinteſſence de ſix douzaines de jambons à une petite fiole. Le langage diplomatique eſt compreſſible comme l'air; & dans ce petit porte-feuille je veux avoir en poche tous ces in-folio. Vous travaillerez tout le jour; le ſoir nous irons au Spectacle, & vous ſerez de mes ſoupers.

Je me livrai à ce travail avec d'autant plus d'ardeur que j'y voyois pour mon avenir un moyen de me rendre utile; & le Marquis m'en récompenſoit, en m'aſſociant à ſes plaiſirs.

Parmi les Danſeuſes de l'Opéra, il avoit une maîtreſſe fort jolie & aſſez aimable. Elle s'appeloit Emilie. Tous les ſoirs nous ſoupions chez elle avec des filles de ſon

Digitized by Google

état, & des jeunes gens assortis. Le secret de mon petit talent de Poëte ayant percé, je ne sais comment, on m'invitoit à réciter mes vers; & on vouloit bien les entendre avec cette indulgente politesse qui se donne l'air du plaisir. Je ne vous dissimule pas que j'étois fort sensible à ces petits succès.

Emilie avoit la bonté d'oublier avec moi cette sévérité de Nymphe de Diane, qui en imposoit à sa cour; & comme elle étoit sûre que je respecterois en elle l'objet du culte de mon Ambassadeur, elle vouloit bien quelquefois se rendre avec moi familière; ses camarades l'imitoient. Ainsi quelquefois, dans un coin, j'égayois avec elles le sérieux des bienséances & du respect qui régnoit au soupé. Vous vous moquez, dit Plémer. Du respect! du sérieux! des bienséances! chez une Nymphe d'Opéra! & qu'y faisoit-on? — De l'esprit, de la galanterie délicate & légère; quelquefois de la politique; & moi, de temps en temps, un peu de poésie, l'épithalame de deux serins, le dialogue de deux perruches, ou le triomphe d'Emilie dans un pas qu'elle avoit dansé, & que l'on avoit applaudi. Chacune des jeunes convives ambitionnoit la petite gloire d'être célébrée à son tour; & cette ambition m'attiroit des attentions particulières.

La maîtresse d'un jeune Duc, bien sec, bien triste, bien usé, & d'autant plus

Digitized by Google

jaloux qu'il avoit moins de droits de l'être, Apolline étoit celle qui me faiſoit le plus d'amitiés. Comme elle étoit un peu maligne, elle s'amuſoit avec moi des ridicules de la petite cour. Une fois que le ſérieux du ſoupé l'avoit ennuyée : Savez-vous, me dit-elle, que tel de ces Meſſieurs que vous voyez bien ſages, bien reſpectueux avec nous le ſoir, a été le matin un fat impertinent chez des Dames de qualité ?

Je lui demandai la raiſon de ce contraſte ſi ſingulier. Rien de plus ſimple, me dit-elle ; chez nous la liberté n'a d'accès que dans le boudoir, & là, elle n'eſt introduite que par billets ſignés de l'amour ou de la fortune ; au lieu que dans le monde.... Le Duc l'interrompit en s'approchant de nous, & il me demanda ſi j'aurois ce jour-là quelque jolie choſe à leur dire ? Oui, reprit Apolline, une pièce fort amuſante ſur la mauſſaderie des amans jaloux & taquins. Le Duc fit la grimace, & il tourna ſur le talon.

Pourquoi lui avez-vous dit cela, demandai-je à la jeune eſpiégle ? Pour lui apprendre, me dit-elle, à n'être pas impertinent. Eſt-ce qu'on ne vous amène ici que pour dire des vers ? c'eſt un fort joli inſtrument que votre lyre poétique ; mais le plaiſir de l'entendre eſt une faveur qu'il faut ſavoir rendre plus rare. Le talent, comme la beauté, s'avilit quand il ſe pro-

Digitized by Google

digne; & il y a pour vous aussi une coquetterie que je vous apprendrai.

Je lui répondis qu'au contraire, j'avois toujours pensé que les petites choses n'avoient de prix qu'autant qu'on ne les faisoit pas valoir, & que dans la facilité il y avoit une bonne grace qui nous concilioit l'indulgence. Point du tout, me dit-elle; fâchez qu'en votre absence vous êtes jugé comme un homme qui est obligé d'être amusant. Cela me choque, moi qui vous aime, & qui vous vois vous livrer bonnement aux perfides cajoleries qu'on vous fait pour vous mettre en jeu. Je la remerciai, & je lui promis bien de me tenir un peu plus en réserve. Mais votre Duc est fâché, lui dis je, & cela m'inquiète. Oh non, soyez tranquille, me dit-elle; je suis comme un chasseur qui corrige son chien quand il a fait quelque sottise. Mais j'ai beau le châtier, il revient sous le fouet. Tenez, ne le voyez-vous pas qui déjà rode autour de nous? Félicitez-moi, lui dit-elle: j'ai fait la conquête de M. de Montalde; il me fait l'honneur de venir dîner avec moi demain. Vous en serez? Il nous récitera ses vers sur le jaloux maussade. Non, répondit le Duc, je n'aurai pas le plaisir de l'entendre. Et en s'éloignant, il ajouta, j'ai des vers par-dessus les yeux.

Je vois, dit-il à mon Ambassadeur, que votre fat de Secrétaire s'avise de faire le galant, & cherche à s'introduire avec

Digitized by Google

ſes petits vers; dites-lui, je vous prie, de ne pas ſe rendre aſſidu chez Apolline. Je ne le trouverois pas bon; & je ſerois fâché qu'un homme qui vous appartient me donnât de l'humeur.

On me fit à ſouper bien des agaceries, pour tirer, diſoit-on, ma Muſe de cette rêverie qui attriſtoit les plaiſirs. Mais ma Muſe leur tint rigueur.

Vous n'avez pas été auſſi aimable & auſſi complaiſant que de coutume, me dit l'Ambaſſadeur en me ramenant; qu'aviez-vous donc? quelque caprice de Poëte? M. l'Ambaſſadeur, lui répondis-je, perſonne n'eſt aimable tous les jours, & je ne me crois pas obligé d'être tous les jours complaiſant. — Dites la vérité: vous avez de l'amour en tête. — De l'amour, non, aſſurément. — Je vous vois cependant bien préoccupé, bien épris de cette petite Apolline. Mais croyez moi, ne vous y jouez pas; le Duc le trouveroit mauvais. Ce ſeroit-là le moindre de mes ſoucis, lui répondis-je. Vous auriez tort, répliqua-t-il d'un ton plus impoſant. Le Duc eſt mon ami, & je ne voudrois pas qu'il eût à ſe plaindre de moi. — De vous, Monſieur l'Ambaſſadeur! Et qu'auroit de commun avec votre Excellence ma liaiſon avec Apolline? Répondez-vous de moi? Mais un peu, me dit-il: n'eſt-ce pas moi qui vous amène? Et ne ſerois-je pas la cauſe?.... Oh! la cauſe très-innocente. — Quoi qu'il

Digitized by Google

en soit, vous me ferez plaisir de laisser en paix mes amis. Le moyen, dis-je, en est facile : c'est de ne plus être de vos soupers, & je n'en serai plus. Pourquoi donc, me dit-il ? — Parce que je me trouve désormais déplacé dans le cercle de vos plaisirs. Vous y êtes, ce me semble, assez bien reçu cependant ? — Oui, mais comme témoin pour y contribuer ; & ce rôle, je vous l'avoue, ne va point à mon caractère. — Vous êtes fier, Monsieur de Montalle ! — Un peu, Monsieur l'Ambassadeur. — Mais de bonne foi, voulez vous que nous ayons la complaisance de vous laisser cajoler nos maîtresses ? Je dois vous respecter, lui dis-je, dans la vôtre, mais dans celle-là seulement. Ce n'est pas que les autres me fassent plus d'envie ; & quoiqu'Apolline m'amuse, je prouverai en ne la voyant pas, qu'elle ne me tient point au cœur. Mais je veux être libre ; & si je donnois à quelqu'un le droit de me défendre ce qui pourroit me plaire, je ne le ferois plus. Evitons, je vous en supplie, toute discussion sur ce point.

Le lendemain, j'écrivis à Apolline que je serois privé du plaisir de dîner chez elle, & je ne lui en dis pas la cause. Mais le soir, dans sa loge, le Duc eut la sottise de se vanter que c'étoit lui qui m'avoit fait défendre de la voir, sans quoi j'aurois eu mon congé. Oui da ? dit-elle ; eh bien, je vous donne le vôtre. Il fut renvoyé sur le champ. Il m'attribua sa

Digitized by Google

disgrace, & furieux, il alla s'en plaindre à mon Ambassadeur, qui me sacrifia à son ressentiment.

Et cette brave fille, cette Apolline, dit Plémer, vous l'allâ es voir, je l'espère?—Hélas, non : j'étois triste, j'étois préoccupé de ma situation; je ne voulus pas l'associer à mes chagrins & à mon infortune. Mais en répondant au billet qu'elle eut la bonté de m'écrire, pour m'annoncer le renvoi de son Duc, je lui exprimai combien j'étois sensible à ce procédé généreux. A votre place, dit Plémer, je n'y aurois pas tenu; & vous êtes plus sage que je ne l'ai jamais été. C'est que vous n'avez jamais eu, lui dit Montalde, l'inquiétude du lendemain. C'est un grand moraliste que le malheur; & dans ce moment là, plus que jamais, j'étois à son école.

Alors on vint les avertir que leur dîné étoit servi. Dépêchons-nous de l'expédier, dit le Breton : je suis impatient d'apprendre ce que vous allez devenir.

(*Par M. Marmontel.*)

(*La suite à l'un des prochains Mercures.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Aſpic* ; celui de l'Énigme eſt *Patience* ; celui du Logogriphe eſt *Aire*, où l'on trouve *Ire*, *Air*.

CHARADE.

DU doux plaiſir à la triſteſſe,
Et de l'aiſance à la détreſſe,
Il n'eſt ſouvent que mon premier.
La fortune change & varie ;
S'attendre à ſa bizarrerie,
C'eſt être vraiment mon dernier.
Le bien après le mal arrive ;
De l'une à l'autre alternative,
Toute la vie eſt mon entier.

(*Par M. F. M. Haumont de Princé.*)

ÉNIGME.

JE ſuis un adjectif qui convient à la nuit ;
Mais coupez-moi la tête, & par une merveille

Digitized by Google

Qui n'a point sa pareille,
Je suis l'obscurité que la clarté produit.

(*Par M. Daviau, Orateur de la Société Littéraire & Patriotique de Quimperlé.*)

LOGOGRIPHE.

IL n'est pas un seul goût qui m'aime,
Et je contrains la fièvre même,
Cher Lecteur, à fuir devant moi.
Tranche-moi la queue, ô prodige!
Je pense, sens, me réjouis, m'afflige;
En cet instant je travaille dans toi;
Mais remets ma queue en sa place,
Et sans me faire aucune grace,
Fais à mon chef le même sort,
Je serai la route publique
Qui mène à l'Amérique
Un vaisseau de haut bord;
Place ma queue avant ma tête,
Je suis une machine prête
A le faire sortir du port.

(*Par M. F. M. Haumont de Princé.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

PALLADIUM de la Conſtitution politique, ou Régénération morale de la France ; Queſtion importante propoſée à l'examen des Départemens, des Diſtricts, &c. & à la déciſion de l'Aſſemblée Nationale ; par M. L. RIVIÈRE. *Brochure in-8°. A Paris, chez Mme.* Leſclapart, *Libraire, rue du Roule, N°. 11 ; & chez les Mds. de Nouveautés.*

DANS ce grand recenſement de toutes les Inſtitutions ſociales, occaſionné par une Révolution trop rapidement opérée ; dans cette revue générale de tous les Etabliſſemens publics & des corporations de toute eſpèce, de ſes abus, des inconvéniens attachés à leur exiſtence, on ſent que l'Univerſité de Paris ne pouvoit être oubliée. Depuis long-temps un cri général s'étoit élevé contre le ſyſtême d'éducation, ou plutôt contre le plan d'études établi dans ſes Ecoles depuis pluſieurs ſiècles : ce cri redouble & ſe fait entendre de toutes parts, au moment où l'excès de tous les abus en

Digitized by Google

fait par-tout chercher les remèdes. Le mot que l'Auteur cite de Saint Auguſtin, *vieil uſage, vieille erreur*, mot très-philoſophique, dont les Ecrivains Janſéniſtes du dernier ſiècle n'ont pas fait aſſez d'honneur à leur Patron, paroît aujourd'hui une maxime devenue en peu de temps familière à la Nation. Elle ne ſera nullement effrayée de la propoſition que lui fait M. Rivière. Il ne s'agit de rien moins que d'efficer juſqu'aux veſtiges *de ces ridicules Etabliſſemens appelés Colléges* : ces derniers mots ſont de J. J. Rouſſeau; texte qui, dans le temps où Rouſſeau écrivoit, fit plus de ſenſation que n'en fera aujourd'hui le Commentaire. Ce Commentaire n'eſt qu'une Brochure de trente pages, *petite, ſi l'on veut, mais grande par ce qu'elle contient.* Encore une fois, l'attaque eſt ſérieuſe, & l'Univerſité a trouvé dans M. Rivière un adverſaire formidable. Il s'y prend très-bien, & voici comme il procède. Il commence par établir, & perſonne ne le nie, que l'étude du Grec & du Latin, conſidérée comme baſe de l'enſeignement public, eſt abſurde & nuiſible. Il examine enſuite ſi l'on ne peut étudier ſuffiſamment ces deux Langues que dans les Colléges. Il ne lui eſt pas difficile de prouver le contraire, puiſqu'on a des Grammaires, des Méthodes, des Livres & des Maîtres particuliers pour enſeigner mieux & plus promptement ces deux Langues à ceux qui veulent les ap-

Digitized by Google

prendre. Enfin, en supposant à l'étude du Grec & du Latin une utilité que M. R. leur conteste, faut-il pour cela entretenir des Etablissemens publics ? Non, sans doute, & dans la rigueur des principes, il n'est pas douteux que M. R... a raison ; mais il nous semble qu'il pousse un peu loin cette rigueur ; il nous semble que ces deux Langues se sont liées de trop près à l'ensemble des connoissances humaines, aux progrès de l'esprit humain, pour que les hommes instruits, & même les Philosophes, vissent avec plaisir cette étude entièrement bannie de l'enseignement public. Quant à l'inconvénient de faire payer les frais de cet Etablissement par la Nation, on peut répondre qu'il est aisé de le lui rendre très-peu couteux. Il faut même qu'il soit très-peu couteux si l'on veut qu'il soit utile.

Il suffiroit d'abandonner aux Professeurs un local commode, en leur assurant des appointemens très-médiocres. Qu'il leur soit permis ensuite de recevoir de leurs Ecoliers le prix de leurs leçons ; & dès-lors la concurrence produira entre les Professeurs une émulation qu'on n'a cherché à faire naître jusqu'ici que parmi leurs Disciples. Dès ce moment la méthode d'enseigner se perfectionnera de jour en jour, chaque Maître fera les plus grands efforts pour attirer à soi la foule des Ecoliers, en augmentant sa fortune par sa célébrité, &

Digitized by Google

sa célébrité par sa fortune. C'est ce qui est arrivé à plusieurs Professeurs en différentes Universités de Hollande & d'Allemagne; & sans cette innovation, il est difficile que la méthode d'enseignement public pour ces deux Langues, fasse de grands progrès parmi nous.

Ici M. R.... nous accusera d'un reste de foiblesse pour le Grec & le Latin; de leur supposer quelque utilité *à cause des vieux modèles que quelques personnes désœuvrées prennent encore plaisir à lire.* Hélas! oui, nous sommes de ces désœuvrés, & ces vieux modèles nous font encore quelque plaisir; cependant nous triomphons bien vîte de cette foiblesse. Nous convenons avec M. R... qu'il ne s'agit plus de faire des Latinistes, des Prêtres & des Moines; mais des François, des Citoyens, des hommes libres; & nous pensons qu'aucune de ces qualités n'est incompatible avec le foible encouragement que la Nation pourroit donner à quelques Chaires fondées pour ces deux Langues, dont les Professeurs pourroient n'être point à charge à l'Etat. On s'accoutumera difficilement à regarder la Langue Latine comme aussi inutile que le prétend M. R..... Indépendamment des vieux modèles dont nous n'osons plus parler, il faut considérer que la Langue Latine, devenue depuis quatre siècles la Langue savante de l'Europe, a produit, presque jusqu'au moment actuel,

Digitized by Google

un grand nombre d'Ouvrages utiles, dont il seroit fâcheux que la connoissance restât concentrée entre un petit nombre de Lecteurs; & c'est ce qui arriveroit peut-être si l'étude de cette Langue, bannie tout-à-fait de l'enseignement public, étoit en quelque sorte désavouée par la Nation. Nous aurions bien aussi quelque petit mot à dire en faveur du Grec; mais la manière dont l'Auteur traite M. l'Ab. Auger, nous ferme la bouche, & prévient de notre part toute témérité (1).

On devine aisément que la question sur la préférence de l'éducation publique & de l'éducation privée, n'est pas même une

(1) On peut reprocher à M. Rivière, dont les intentions très-pures seront peut-être calomniées, de n'avoir pas supposé cette même pureté dans les intentions d'autrui. Tous ceux qui connoissent M. l'Abbé Auger savent qu'il est impossible de pousser plus loin le désintéressement. Il a pu se tromper, & s'est trompé en effet en donnant à l'étude des Langues Grecque & Latine un trop grand rôle dans l'éducation nationale; mais cette erreur n'est-elle pas bien pardonnable dans un homme qui a consacré à l'étude de ces deux Langues la plus grande partie de sa vie? S'il a poussé trop loin son zèle pour l'Université, ce n'est pas, comme le prétend M. R., pour assurer le débit de ses Traductions, c'est que sa reconnoissance l'a trop prévenu en faveur d'un Corps qui savoit au moins exciter une vive émulation entre ses Elèves les plus distingués; c'est que

Digitized by Google

queſtion pour l'Auteur. Il préfère ſans balancer l'éducation privée ; mais cette préférence, ou plutôt ſon averſion pour les Colléges & pour tout ce qui peut y reſſembler, ne l'entraîne-t elle pas trop loin, lorſqu'il va juſqu'à dire : *Mais pourquoi une éducation publique ?* C'eſt encore ici que la rigueur des principes ne paroît pas applicable à nos circonſtances actuelles. Sans doute chez une Nation que ſon Gouvernement & toutes les Inſtitutions ſociales des ſiècles précédens n'auroient point avilie & corrompue, chez un Peuple où la multitude ne ſeroit pas dès long-temps dégradée par tous les préjugés de l'ignorance naturelle & de l'ignorance acquiſe, l'éducation des enfans pourroit être livrée aux ſoins de leur famille ; mais dans l'état où

M. l'Abbé Auger a pris pour une bonne éducation nationale, celle où il avoit conçu une ſorte de paſſion pour le travail ; & pouvoit-il, ſans cette paſſion, traduire plus de 40 Harangues de Démoſthène, 60 des autres Orateurs Grecs, celles des Hiſtoriens Grecs, 30 Diſcours de Cicéron, &c ? Un ſi grand travail, utile dans tous les temps, ne le devient-il pas davantage dans les circonſtances préſentes, & M. l'Ab. A... ne ſe trouve-t-il pas, au moins par l'événement, avoir fait un uſage patriotique de l'Education, en reproduiſant les chef-d'œuvres de l'Eloquence Grecque, au moment où la liberté, qui ſera naître chez nous des modèles, peut & doit encore en aller chercher dans Athènes & dans Rome ?

Digitized by Google

nous sommes, l'idée de courir un pareil risque est entièrement inadmissible ; & combien même ne sommes-nous pas éloignés de l'heureux moment où elle sera praticable ! Ce n'est pas trop du concours de la puissance publique & de tous les esprits éclairés pour hâter ce moment ; notre Révolution n'est pas, comme quelques autres, un simple changement plus ou moins subit dans le mode du Gouvernement, changement qui quelquefois n'influe que d'une manière lente & peu sensible sur les idées & les mœurs. Elle est, en partie, l'ouvrage des idées nouvelles qui l'avoient secrétement préparée & qui ont formé la Constitution. Il faut donc qu'elles en deviennent le soutien, qu'elles triomphent des idées anciennes qui la combattent, des habitudes qui lui sont contraires, que nos erreurs en morale, en politique, achèvent de se dissiper au jour de la raison.

Jusque-là point de vrai calme, point de félicité sociale ; c'est le combat du bon & du mauvais principe, & le bon principe, vainqueur, sans jouir de sa victoire, ne peut être tout-à-fait triomphant qu'en appelant à lui son invincible auxiliaire, la génération naissante. M. R...., ne l'ignore pas, puisqu'il intitule son Ecrit *Palladium de la Constitution* ; mais alors on ne voit pas ce qu'il prétend par cette exclamation : *à quoi bon une éducation publique ?* Ce n'est sans doute qu'un mouvement d'hu-

Digitized by Google

meur, puisqu'il paroît attendre de l'Assemblée Nationale un *Code d'éducation digne des Législateurs d'un grand Empire.* Ce sera probablement un des bienfaits par lesquels l'Assemblée Nationale terminera cette première session; mais ce ne sera pas l'un des moins importans. Tous les bons Citoyens désirent sur-tout, comme M. R..., qu'on multiplie les petites Ecoles dans les Villes, Bourgs & Villages, en faveur de ceux qui ne peuvent faire une certaine dépense pour l'instruction de leurs enfans. Cette nombreuse partie du Peuple, jusqu'aujourd'hui si négligée, se trouve encore dans un état d'ignorance & d'abrutissement capable de retarder pour elle même les plus heureux effets d'une Révolution dont elle a seule profité, du moins jusqu'à ce moment.

C'est à la fois le fruit de la misère où elle étoit plongée, & du soin qu'on prenoit d'écarter d'elle toute instruction. Le Gouvernement qui, par les gênes mises à la presse, & en quelque sorte à la pensée, n'a pu empêcher les lumières de se répandre dans la classe mitoyenne, n'a eu que trop de moyens de les tenir éloignées de la classe indigente. C'est un des obstacles qu'il rencontrera au retour de l'ordre, lorsque, plus éclairé lui-même, il sera contraint de le désirer sincèrement; car enfin ne fût-ce que par lassitude, il faudra bien finir par-là. S'il y a jamais eu une raison

Digitized by Google

d'instruire & d'éclairer le Peuple, c'est, à coup sûr, lorsqu'il est devenu le plus fort. Il est donc vrai que les Citoyens propres à remplir cette fonction, forment en ce moment une classe très-précieuse : il en existe un grand nombre dans l'Université, & M. R..... lui rend avec plaisir cette justice. Eux-mêmes conviennent & s'affligent des abus de l'éducation actuelle, abus devenus intolérables, & qui ne peuvent plus subsister : c'est ce qui a fait déserter les Colléges, dont trois suffiroient aujourd'hui au nombre d'Elèves répandus dans les dix Colléges de l'Université. Rien n'annonce davantage une institution qui tombe en ruine, & cette réflexion doit diminuer les regrets de ceux qui craignent pour l'Université une destruction légale & définitive. Les Professeurs qui ont du mérite seront aisément placés dans l'Etablissement de l'instruction publique. » Les autres, dit » M. R..., je les mettrois au nombre des » vieillards & des infirmes, à qui on ac» corderoit une pension alimentaire pro» portionnée à leurs besoins & au temps » de leur service «. L'Université jouit, selon l'Auteur, de biens immenses, & le Collége de Louis le Grand possède lui seul un million de revenu. Un million ; c'est beaucoup ; mais cette partie du temporel ne nous regarde pas. C'est un article à renvoyer au Comité des Finances, & de là, si l'on veut, au Comité d'Aliénation.

Digitized by Google

Les autres Etabliſſemens Littéraires, tels que le Collége Royal & les trois Académies de la Capitale, n'éprouvent pas, de la part de l'Auteur, beaucoup plus d'indulgence. L'Académie des Sciences eſt le moins maltraitée. » C'eſt, dit M. R....., la plus » utile & la ſeule peut-être que l'on dût » conſerver. C'eſt dommage qu'elle ſoit ſi » nombreuſe, & que les vrais Savans y » ſoient en ſi petit nombre. A la place de » ceux qui ſont là, ſans qu'on ſache pour- » quoi, ne conviendroit-il pas de nommer » quelques Juriſconſultes & quelques Théo- » logiens diſtingués «? Ce dernier vœu nous a ſurpris. Des Théologiens à l'Académie des Sciences, & que veut-on qu'elle en faſſe?

Même reproche à l'Académie des Belles-Lettres ſur le trop grand nombre de ſes fauteuils. Parmi ceux qui les occupent, il y en a *qui ne ſavent pas lire*. Le trait eſt fort, & nous le croyons exagéré. L'Auteur n'aime pas les honoraires.

A l'égard de l'Académie Françoiſe, M. R.... paroît un peu plus meſuré. Il voudroit ſeulement la rendre encore plus utile, déſir bien pardonnable, & qui n'a rien de déſobligeant. Nous obſerverons ſeulement que le moyen propoſé par M. R.... pour rendre l'Académie Françoiſe encore plus utile, eſt entièrement étranger à l'objet de ſon inſtitution. Ce n'eſt point là réformer, c'eſt détruire; & c'eſt ce qui arrive preſque toujours quand on veut faire dans les

Digitized by Google

Corps des changemens d'une certaine importance : voilà pourquoi ces Corps répugnent à tous ces changemens, & semblent avoir pris pour devise le mot d'un Pape sur les Jésuites : *Qu'ils soient comme ils sont, ou qu'ils ne soient plus.* M. R..... voudroit que l'Académie Françoise examinât les mœurs & les talens de tous ceux qui prétendroient ériger des Ecoles, Pensions, ou Pédagogies publiques de Littérature, d'Histoire, de Géographie, &c. elle ne donneroit le sceau de son approbation qu'à ceux qu'elle en auroit reconnu dignes, &c. On demande ce qu'une telle fonction a de commun avec les devoirs académiques attachés, jusqu'à ce moment, à cet honneur ou à cette récompense littéraire. N'y a-t il pas plusieurs Membres de ce Corps qui se feroient une peine d'exercer une censure, laquelle portant à la fois sur les talens & sur les mœurs, ne seront pas sans inconvéniens pour ceux qui se trouveroient contraints à l'exercer ? Enfin, cette Assemblée d'examinateurs, de censeurs, pourquoi s'appelleroit elle l'Académie Françoise? & puis que deviendroit le Dictionnaire ?

Reste le Collége Royal, qui s'annonce pour donner des leçons sur toutes les Sciences, qui enseigne si peu de chose, & où personne n'apprend ce qu'on y enseigne. C'étoit-là une riche matière ; mais l'Auteur réservoit toutes ses forces pour l'Université, & le Collége Royal en est quitte, au

Digitized by Google

moins cette fois ci, pour une petite exclamation philosophique, mais expressive : *O quantum est in rebus inane !* C'est tout ce qu'il en dit, Brutus dormoit.

Cet Ecrit, plein de vues saines & d'idées utiles, paroît l'Ouvrage d'un Citoyen éclairé, vivement animé de l'amour du bien public; mais ce sentiment fait illusion à M. R..., lorsqu'il croit voir la source de tous les abus dans l'abus qu'il attaque avec tant de force. Il y auroit sans doute encore, même après la destruction des Colléges, un assez grand nombre de raisonneurs sans raison, de Savans sans principes, d'Ecrivains sans style, &c. & s'il se trouve moins de Prêtres sans vocation, c'est qu'on leur a ôté les riches espérances qui leur en tenoient lieu. Un système d'éducation raisonnable, appropriée aux dispositions naturelles des enfans, & aux besoins de la Société, diminuera sensiblement les maux ou les inconvéniens dont il se plaint. C'est tout ce qu'on peut prétendre, & c'est bien assez pour hâter l'instant d'une réforme.

(C.....)

Digitized by Google

NOTICES.

Livres nouveaux qui viennent de paroître chez Moutard, Lib.-Impr. rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Le Voyageur François, ou la Connoissance de l'ancien & du nouveau Monde ; par M. l'Abbé de la Porte. Tomes XXIX, XXX, XXXI & XXXII ; in-12. Prix, 3 liv. chaque Vol. rel.

L'Auteur de cet Ouvrage, dans les 28 premiers Volumes, parcourt tous les pays du Monde ; il revient à Marseille, d'où il étoit parti ; & son XXIX^e. Vol. commence son Voyage en France. Les Tomes XXIX à XXXII que nous annonçons, comprennent la Provence, le Dauphiné, le Lyonnois, l'Auvergne & le Languedoc. Il donnera la description des autres Provinces de France dans les 6 Volumes qui restent à paroître, & qui termineront cette instructive & amusante Collection. Ce Livre se distribue 2 Vol à 2 Vol. & cette Partie de la France peut convenir à ceux qui n'ont pas les 28 premiers Volumes, qu'ils peuvent d'ailleurs se procurer quand ils le voudront, chez le même Libraire Moutard.

Pour faire l'éloge de cet Ouvrage, on se contentera de rapporter les quatre vers suivans, tirés du Mercure de France, premier Vol. de Janvier 1771, page 139.

Quatrain sur le Voyageur François.

J'ai lu cet Ouvrage charmant,
Qui réunit la double gloire
Et d'instruire comme une Histoire,
Et d'amuser comme un Roman.

Digitized by Google

Mémoires sur la Météorologie, par le P. Cotte. 2 Vol. in-4°. Fig. 30 liv. rel.

Notice & Extraits des Manuscrits de la Bibliothèque du Roi, traduits de toutes les Langues, par MM. de l'Académie des Inscriptions. Tome 2e. in-4°. rel. 12 liv. 10 s.

Cet Ouvrage est une suite indispensable des Mémoires de l'Académie des Inscriptions & Belles-Lettres, dont il paroît déjà 43 Vol. in-4°.

Les personnes qui n'ont pas les 43 Volumes, sont priées de se compléter. Chaque Volume se vend séparément 12 liv. en feuilles.

La 3e. Année des *Délassemens de l'Homme sensible*, par M. d'Arnaud; & une *Suite des Epreuves du Sentiment*, du même Auteur; commenceront à paroître dans le courant de Novembre prochain, ainsi qu'une nouvelle édition du Drame du *Comte de Comminge*, tel qu'il est représenté sur le Théatre de la Nation.

La Souscription de la 3e. Année des *Délassemens*, *&c.* est de 21 liv. port franc pour Paris & pour la Province. Le même prix & les mêmes conditions pour la *Suite*, *&c.* La Souscription du *Comte de Comminge* est de 36 sous.

On souscrit à Paris, chez M. de St-Hilaire, cul-de-sac Saint-Dominique, N°. 8, près la rue d'Enfer.

Les 12 Cahiers des *Délassemens*, ainsi que les 12 Cahiers des *Epreuves*, paroîtront successivement de mois en mois.

TABLE.

VERS.		3	*Le Franc Breton*, 9
Vers.		4	*Charade, Enig. Log.* 33
Epître Pastorale.		5	*Palladium.* 35

Digitized by Google

MERCURE
DE FRANCE.

SAMEDI 9 OCTOBRE 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

ESSAI SUR LA SÉDUCTION,
Considérée dans son principe & dans ses suites.

JE te salue, ô toi, Vierge céleste & pure,
Qu'avec un noble orgueil voit croître la Nature !
Sur ton front ingénu le Ciel a consacré
D'une sainte candeur le charme révéré.
Reçois du monde entier cet hommage sublime
Qu'il rend à tes attraits d'un concert unanime :
Un Trône t'est dressé sur un tapis de fleurs,
Et l'auguste INNOCENCE est la Reine des cœurs.

Ô vous donc que chacun aime, idolâtre, admire,
Voulez-vous à jamais conserver votre Empire ?

Digitized by Google

Fermez, fermez l'oreille au langage impoſteur
Qu'en ſoupirs affectés profère un ſéducteur.
Sous les traits du plaiſir, hélas ! le fourbe impie,
A vos regards trompés n'offre que l'infamie.
La trame eſt concertée : il veut, dans ſon projet,
Changer en objet vil un adorable objet,
En un cyprès lugubre une roſe vermeille,
Et faire à la Nature abhorrer ſa merveille.

Quel être audacieux, de la Société
Renverſe l'ordre ſaint que Dieu même a dicté,
Pour troubler l'Univers & ſes Loix éternelles,
Allume ſourdement des flammes criminelles,
Et de ſon ſein exhale un ſouffle empoiſonneur,
Qui ſur ſa tige encor va ſécher cette fleur ?
Apprenez par ma bouche, objets ſacrés que j'aime,
Que l'art de vous trahir eſt réduit en ſyſtême ;
Et que du genre humain une indigne moitié,
Au plus affreux calcul a ſoumis ſans pitié
Le déshonneur de l'autre.... O honte ! ô perfidie !
Mais du monſtre au grand jour découvrons l'infamie.
Muſes, inſpirez-moi, ſecondez mes ardeurs :
La cauſe que je plaide eſt la cauſe des mœurs.

Quand Dieu donna le jour aux enfans de la Terre,
Il grava dans leurs cœurs, en profond caractère,
Le déſir de la paix, l'amour de l'équité,
Le reſpect pour l'honneur, & la ſincérité.

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS
Digitized by Google

Maudit soit le mortel qui, dans sa frénésie,
De ce concert touchant vient troubler l'harmonie!
Dans ta bouche sans cesse, homme vil & trompeur,
Sonnent les mots pompeux de justice & d'honneur.
Tu n'iras pas peut-être, à leurs loix infidèle,
Couvrir de noirs projets sous le masque du zèle;
De ton frère abusé trahir les intérêts;
On ne te verra pas ravager ses guérets,
Piller, voler ses biens: ton bras incendiaire
N'ira pas consumer son toit héréditaire.
A ce tableau hideux tu recules d'effroi.....

Es-tu moins criminel, écoute & réponds-moi,
Lorsque tu prends les Dieux, dont ta bouche se joue,
A témoin des sermens que ton cœur désavoue;
Quand opposant la ruse à la simplicité,
Et l'horrible parjure à la crédulité,
Tu caresses l'objet qui sera ta victime,
Par un chemin de fleurs le conduis dans l'abîme;
Quand, pour comble d'horreur, triomphant en secret,
Tu nargues l'infortune, & ris de ton forfait?

Tel, moins coupable encore, est l'assassin perfide;
Qui, tramant à loisir une attaque homicide,
Dans un réduit obscur, un poignard à la main,
Attend son ennemi pour lui percer le sein.

Ne respirant que sang, qu'horreur & que carnage,
Un brigand forcené vole, pille, ravage:

Digitized by Google

Rien ne peut arrêter ce torrent furieux,
Et ſes forfaits ſans nombre épouvantent les Dieux.
Mais la peine à pas lents a ſuivi le coupable :
Il eſt venu ce jour aux crimes redoutable ;
Alors Thémis ſe lève, & tous les Tribunaux,
Pour écraſer le monſtre ont armé des bourreaux.

Homme cruel & lâche, amant vil & parjure,
J'en atteſte le Ciel, tes remords, la Nature ;
Eh bien ! ſur l'échafaud ce monſtre que je voi,
A mes yeux, du ſupplice eſt moins digne que toi.

Et ne viens point ici crier à l'hyperbole :
Oui, quand l'aſſaſſin pille, & ruine, & déſole,
A celui qu'il attaque il montre le danger,
Et ne careſſe pas ce qu'il veut égorger.
Si même au vol de l'or ſa main reſpectueuſe
Borne ſon œuvre inique, & pourtant ſcrupuleuſe,
Il peut tout réparer, tout rendre au poſſeſſeur ;
Le repentir tardif peut rentrer dans ſon cœur :
On ne peut par ſes coups perdre enfin que la vie.
Eh ! qu'eſt-ce que la mort au prix de l'infamie ?

De ta ſéduction, mais l'objet éperdu,
Pour le dédommager, dis-moi, que feras-tu ?
Le Ciel peut excuſer l'erreur & l'imprudence,
Mais non pas dans un cœur rappeler l'innocence ;
Il peut même aux forfaits pardonner quelquefois,
Mais jamais des remords il n'étouffa la voix.

Digitized by Google

Cependant ta victime, aujourd'hui ta complice,
Ne voit point sous ses pas s'ouvrir le précipice :
Les plaisirs purs & doux de ses jours innocens,
Pour sa vertu paisible, autrefois si touchans,
De ses jeux enfantins les compagnes aimables,
Des hameaux d'alentour les fêtes agréables,
Rien n'intéresse un cœur d'un autre objet rempli :
L'Amour y parle en maître, & seul est obéi :
Elle est indifférente aux caresses d'un père,
Et reçoit sans plaisir les baisers de sa mère :
Elle ne voit que toi, te mêle en ses désirs
Avec le nom des Dieux qu'invoquent ses soupirs :
C'est toi seul qu'elle cherche au lever de l'aurore ;
C'est toi seul que la nuit elle recherche encore ;
Et quand un doux sommeil suspendant ses langueurs,
Vient fermer un instant ses yeux baignés de pleurs ;
Dans un songe charmant à son ame enivrée,
Vient s'offrir aussi-tôt ton image adorée :
Elle te voit, te parle, & reçoit tes sermens :
Voit ce bosquet témoin de tes empressemens ;
Dans ce bois solitaire avec toi se promène,
Et s'assied avec toi sous cet antique chêne ;
Avec toi sur l'herbette, au son du chalumeau,
Elle vient se mêler aux danses du hameau ;
Et modulant des sons d'une voix qui chancelle,
Fredonne l'air nouveau que tu chantas pour elle.

Mais avec la lumière un réveil douloureux,
Va venir en sursaut lui dessiller les yeux :

Digitized by Google

C'eſt un ſoupçon d'abord ; c'eſt un léger nuage ;
Mais il ſe développe, & fait place à l'orage :
Elle veut un inſtant douter de ſon malheur ;
Cette foible reſſource eſt ravie à ſon cœur.
L'affreuſe certitude a bientôt devant elle
Offert en traits de feu ſon miroir trop fidèle :
C'en eſt fait : Dieux puiſſans, vous l'avez donc permis !
Ce mortel à ſes pieds qu'elle a vu ſi ſoumis,
Qui lui jura cent fois, qu'avant qu'il fût parjure,
On verroit au chaos retomber la Nature,
Les lions dans nos prés careſſer nos agneaux,
Et la Seine au Danube aller porter ſes eaux ;
Eh bien ! le ſcélérat, de ſon ame avilie,
Sous ces dehors trompeurs cachoit la perfidie.
Il peut donc la trahir ! il peut, à force d'art,
Au ſein de ſon Amante enfoncer le poignard !

Ah ! de quels traits ici peindre l'abandonnée,
Les mortelles douleurs de cette infortunée ?
Pâle, & fixant à terre un œil décoloré,
Traçant le déſeſpoir dans ſon air égaré,
Elle garde long-temps un ſilence terrible,
Et ſent trop vivement pour paroître ſenſible :
Son corps ſous un poids lourd paroît anéanti :
Sa langue eſt immobile en ſon palais flétri ;
Et ſa bouche collée à ſes lèvres brûlantes,
Mugit ſans s'entr'ouvrir des plaintes frémiſſantes.

Digitized by Google

Mais en ſanglots amers prononçant ſes douleurs,
Elle inonde ſoudain ſon viſage de pleurs :
Ce ſont des pleurs de rage ! ..... hélas ! bien différentes
De ces larmes d'amour ſi douces, ſi touchantes,
Qu'au ſein de ſon Amant jadis elle verſoit,
Dans les tranſports naïfs d'un feu qu'il partageoit.
Elle accuſe aujourd'hui de ſon malheur extrême
Les hommes & les Dieux, & s'accuſe elle-même ;
Voit l'Univers en deuil, & le ciel obſcurci,
Veut chaſſer de ſon cœur l'ingrat qui l'a trahi ;
Mais elle le maudit en l'adorant encore,
Et penſe avec plaiſir au monſtre qu'elle abhorre :
Elle le redemande à tout ce qu'elle voit ;
Elle veut lui parler, elle lui parle, & croit
Que ſon Amant l'écoute, & que ſa voix timide
Se fait encore entendre & parvient au perfide.

Eloigné de ſa mère, ainſi l'agneau tremblant,
Pouſſe des cris plaintifs, & l'appelle en bêlant.

Et plaiſe au Ciel, hélas ! que cette infortunée,
Livrant au repentir ſa triſte deſtinée,
Le reſte de ſes jours déplore ſon erreur,
Dans ſes regrets cruels ſoit ſans conſolateur ;
Et que la vertu ſeule, à ſon ame éperdue,
Puiſſe rendre à la fin la paix qu'elle a perdue !

Muſe, repoſe-toi ; trace un autre tableau ;
Rembrunis tes couleurs, & noircis ton pinceau.

Digitized by Google

Fuyez, fuyez, Mortels, loin du ſentier du vice :
Toujours le premier pas conduit au précipice ;
A ſes détours trompeurs un malheureux livré,
Ne revoit point ſa route une fois égaré.
L'erreur ouvre aux ennuis une ſource éternelle ;
Là le forfait ſe lève où la vertu chancelle :
Long-temps l'infortunée a gémi ſur ſon ſort ;
Mais le temps détruit tout, & même le remord.
Sans horreur, ſans effroi contemplant ſa foibleſſe,
Du mortel inconſtant qui trompa ſa tendreſſe,
Elle a déjà perdu l'importun ſouvenir.
Cependant dans ſon cœur, au profit du plaiſir,
Germeront les leçons que donna l'infidelie :
Elle étoit malheureuſe, & devient criminelle.
Qu'arrive-t-il ? Amour, épaiſſis tes rideaux :
Que ne puis-je aux regards dérober ces tableaux !
Cet objet, jadis pur, auguſte & reſpectable,
N'eſt donc plus qu'un objet & vil & mépriſable.
Un cœur pour la vertu que le Ciel a formé,
Au déſordre bientôt ſe livre accoutumé.
Bientôt calme & tranquille au ſein même du crime,
Elle ne voit plus rien qui ſoit illégitime,
Etonne en ſes progrès juſqu'à ſon ſuborneur,
Pour ſon complice même eſt un objet d'horreur ;
Dans ſes goûts effrénés raffine la luxure,
Et fait frémir l'Amour & rougir la Nature.

Et que ſera-ce donc ſi le Ciel en courroux
Unit un jour ſon ſort à celui d'un époux ?

Digitized by Google

Quel spectacle ! voyez la Messaline impie,
Couronnant de forfaits son exécrable vie,
Trahir, déshonorer un être vertueux,
Qui reçut ses sermens à la face des Dieux,
Traiter Loix & pudeur d'ennuyeuses chimères,
Et compter tous ses jours par autant d'adultères.

Et peut-être, grand Dieu ! la verra-t-on un jour
Prostituant enfin les baisers de l'Amour,
Aller mettre à l'encan une beauté flétrie,
A l'or du Financier vendre son infamie,
Et la ravalant même au degré le plus bas,
Au coin d'un carrefour débiter ses appas.

A ces traits, quel spectacle à mes yeux se présente ?
Un époux aux abois, une mère expirante,
Un père inconsolable, & maudissant le fruit,
Le fruit impur & vil qu'un feu chaste a produit :
Des enfans que le crime a jetés sur la Terre,
Et souillés en naissant des forfaits de leur mère :
La malheureuse en butte au plus cruel mépris,
De ses charmes usés cherchant en vain le prix,
Dans le sein de l'opprobre achevant sa carrière,
Sans appuis, sans secours à son heure dernière ;
Dans le cercueil ouvert qui va la recevoir,
N'emportant que la rage & que le désespoir.

Approche, séducteur, contemple cette image :
Pleure & frémis des maux qui sont tous ton ouvrage.

Digitized by Google

Je te dénonce au Ciel au défaut de la Loi :
Entends-tu ces clameurs qu'on lance contre toi ?
C'eſt du fond des Enfers ; c'eſt une ombre plaintive
Qui pouſſe un cri vengeur ſur la fatale rive,
Excite contre toi tous les Dieux infernaux,
Et pour punir ton crime invoque des Bourreaux.

(*Par M. Charlemagne.*)

COUPLETS

Préſentés à M. & à Mde. DE JUMILHAC, *lors de leur retour à Jumilhac.*

Impromptu *fait en allant à leur rencontre.*

Air : *Que ne ſuis-je la fougère.*

DE votre départ, Madame,
Nos cœurs furent affligés ;
Tous les ennuis de votre ame,
Nous les avons partagés :
Bonté, douceur, bienfaiſance,
Mille attributs auſſi doux,
Chers à la reconnoiſſance,
Nous les regrettions en vous ;

Digitized by Google

Mais ce moment plein de charmes
Comble enfin notre désir ;
Et si nous versons des larmes,
Ce sont celles du plaisir ;
Comment dans ce jour prospère
Contenir nos sentimens ? ....
Nous retrouvons une mère ;
Vous retrouvez des enfans.

Vous revenez plus chérie ;
Vos sentimens méconnus,
Une injuste tyrannie,
N'ont pu ternir vos vertus.
L'Astre du jour qu'un nuage
Vient obscurcir un moment,
Reparoît après l'orage,
Et plus pur & plus brillant.

Vous qui de la Renommée
Bravez les bruits imposteurs,
Pour suivre une épouse aimée,
Pour partager ses malheurs,
Ah ! d'une amitié si belle,
Ce gage nous fut bien doux ;
Vous aviez nos cœurs pour elle,
Nous avons le sien pour vous.

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Paſſage*; celui de l'Enigme eſt *Sombre*; celui du Logogriphe eſt *Amer*, où l'on trouve *Ame*, *Mer*, *Rame*.

CHARADE.

UN bon cœur craint toujours de faire mon premier,
Et ſe plaît à changer mon tout en mon dernier.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

PLUS je ſuis inconnue,
Plus je dois briller à tes yeux.
Lecteur, tu me connois, & cependant tu veux;
Quoique devant toi toute nue,
Me connoître encor mieux.
Me connois-tu? — Non. — Tu ne peux;
Tu vois que je dis vrai, car je ſuis ingénue;

Digitized by Google

Enfin tu me connois ! — Non pas. — Hé bien ! pourſuis.
Eh ! tu ne peux donc me connoître !
Je reſterai ce que je ſuis.
Me connois-tu ?... je ceſſe d'être.

(*Par M. Cauville, Curé de St-Maixme.*)

LOGOGRIPHE.

Je ſuis un monſtre affreux ; arrachez-moi le cœur,
Eh ! ... mais je ſuis encore une terrible bête
Redoutable aux chiens, au chaſſeur,
Coupez-moi donc la tête,
Et rendez-moi mon cœur,
Puis m'arrachez la queue, & ma main ſecourable,
Dans un ſort déplorable,
Tâchera d'eſſuyer vos pleurs.

(*Par M. Daveau, Orateur de la Société Littéraire & Patriotique de Quimperlé.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES secrets de Robert, Comte de PARADÈS, *écrits par lui-même au sortir de la Bastille, pour servir à l'Histoire de la dernière guerre.* 1 *Volume in-*8°. *A Paris, chez* Desenne, *Libraire, au Palais-Royal.*

CE n'est point ici un de ces Ecrits pseudonymes, où un Auteur, souvent étranger aux affaires & aux personnes, se joue de la crédulité publique & la rançonne en satisfaisant sa propre malignité. Ces Mémoires sont vraiment l'ouvrage de celui dont ils portent le nom. On se rappelle la brillante & rapide fortune du Comte de Paradès pendant la dernière guerre. On vit un jeune homme d'une naissance équivoque & incertaine, entré au service à 25 ans, élevé en deux ans au grade de Colonel, avec des pensions sur trois Départemens, paroître à la Cour avec tout l'extérieur de l'opulence, être présenté au Roi, & prêt à monter dans les carrosses de Leurs Majestés. Mais tout cet éclat fut un

Digitized by Google

beau ſonge, auſſi court qu'il avoit été brillant ; le réveil en fut très-fâcheux.

Cet homme ſingulier, que des talens, ou ſi l'on veut, des qualités peu communes, tirent de la claſſe des Aventuriers vulgaires, fut mis à la Baſtille. On le ſoupçonnoit d'avoir, par un double eſpionnage, ſervi l'Angleterre au moins auſſi bien que la France. Il paroît que ce ſoupçon étoit fort injuſte, puiſque M. de Paradès fut relâché après une détention de quatorze mois, quoiqu'il continuât de réclamer une ſomme d'un demi-million, avancée, diſoit-il, au Gouvernement. Il eſt probable que les ſoupçons répandus contre lui étoient l'ouvrage des inimitiés perſonnelles que, malgré ſa réſerve, il s'étoit attirées : malheur inévitable dans le rôle qu'il joue ſur la flotte Françoiſe, & auprès de M. d'Orvilliers, dans la campagne de 1779. Il ne put s'empêcher de montrer un vif chagrin ſur des fautes, ſur des abus, ſur une inſubordination, dont les effets ſi nuiſibles au bien général, devoient de plus faire avorter ſes vûes particulières ſur Plimouth, entrepriſe à laquelle il attachoit ſon honneur & toutes ſes eſpérances. Le crédit, qu'à ſon retour il parut prendre auprès des Miniſtres, dut alarmer les coupables, & donner à l'envie un motif de plus pour le perdre. La prétention de monter dans les carroſſes, dut rallier à ſes ennemis la vanité bleſſée d'un grand nombre de Courtiſans. On ré-

Digitized by Google

pandit des nuages sur sa naissance, en effet équivoque & incertaine. C'étoit une grande affaire dans un temps où l'on mettoit les noms à la place des hommes, & les mots à la place des choses. Il est très-possible qu'un jeune homme, plein de ressources, dévoré d'ambition, mais probablement léger de principes, s'étant donné pour ce qu'il n'étoit pas, ait voulu tenter de justifier sa prétention : mais il parut n'avoir aucune inquiétude sur ses preuves, & sur le certificat de M. Cherin. Par malheur, il fallut attendre. M. Cherin, homme alors fort occupé, lui déclara qu'il avoit à faire plus de soixante Généalogies, genre de composition qui exigeoit quelquefois un travail fort long & fort pénible. La Bastille où M. de Paradès fut envoyé quelques jours après, l'empêcha de se mettre en règle pour M. Cherin. Quel dommage pour ce jeune homme d'être entré dans le monde un peu trop tôt ! Un délai de quelques années, & M. de P.... ne trouvoit plus sur son chemin ces deux grands achopemens, M. Cherin & la Bastille. Venons aux Mémoires.

C'est l'exposé d'un plan conçu avec autant d'habileté que de hardiesse, & dont l'objet étoit de mettre Plimouth entre les mains du Roi de France. C'est le détail de toutes les mesures qui pouvoient conduire à ce but ; intrigues, espionnages, corruption, tous ces vils moyens, nécessaires dans une entreprise de cette espèce, se

Digitized by Google

trouvent un peu rehaussés par l'intelligence, l'adresse, la présence d'esprit, l'intrépidité de celui qui les emploie. M. de P....., dans un premier voyage en Angleterre, s'étoit procuré une connoissance exacte & détaillée de toutes les forces Angloises, des places maritimes, des ports, des rades, des vaisseaux, des bâtimens, des citadelles, de l'état des fortifications, &c. Toutes ces instructions, il les avoit rassemblées dans l'espace de peu de mois, avec l'ardeur d'un jeune homme qui veut brusquer la fortune en risquant plus d'une fois sa vie. De retour en France, il développe ses plans, ses idées, ses projets à M. de Sartine, alors Ministre de la Marine. Le Ministre les agrée, encourage M. de P.... & le renvoie en Angleterre, avec des ordres particuliers. Il y achète sous son nom, mais pour le compte du Roi, un bâtiment Anglois propre pour la course, avec 75 hommes d'équipage, & le Capitaine à ses ordres. Cet arrangement, qui seul coûta 30,000 francs par mois, subsista pendant deux campagnes. Il se ménagea de plus, & toujours à prix d'or, des intelligences & des correspondances à Londres & dans toutes les places maritimes : mais la meilleure emplette que fit M. de P... fut celle d'un premier Secrétaire de l'Amirauté, qui, pour la somme de 150 louis par mois, s'engagea à lui faire remettre copie de tous les ordres qu'on recevroit à l'Amirauté &

Digitized by Google

qu'on y donneroit. Cet honnête homme tint religieusement sa promesse tant qu'il fut payé, c'est-à dire, jusqu'à l'empriſonnement de M. de P....

Ces petites inſtructions devoient donner de grands avantages au Miniſtère François ; mais on n'en profita pas. C'eſt en vain que M. d'Orvilliers étoit averti de tout ce qui ſe paſſoit ſur la flotte ennemie & dans les ports Anglois. L'Amiral Keppel, à la tête d'une eſcadre dans la Manche, ne couvrit pas moins le départ de Byron pour l'Amérique. On manqua la flotte de l'Inde, faute d'avoir tenu la mer 24 heures de plus, comme on le pouvoit, puiſqu'il fut vérifié dans le port que nos vaiſſeaux pouvoient ſe réparer en mer à peu près dans le même eſpace de temps. Cette campagne ne fut utile qu'à M. de P...., qui développoit pour ſa fortune particulière l'activité, l'intelligence dont il donnoit des preuves dans les affaires publiques. Il revint en France, où on le fit Capitaine, & bientôt après Colonel. De tous les plans qu'il préſenta au Miniſtre à ſon retour, ce fut ſon projet de ſurprendre Plimouth qui fut le plus goûté, & c'eſt celui auquel on s'arrêta.

Nouveau voyage en Angleterre ; & c'eſt dans ce voyage que M. de P..... achève de déployer tous ſes talens pour l'intrigue. On eſt confondu de ſa hardieſſe, de ſon habileté à former des liaiſons dangereuſes, à ſéduire, à corrompre. On n'eſt pas moins

Digitized by Google

étonné de la facilité qu'il y trouve, même dans les classes où l'aisance, sinon la richesse, devroit préserver de la corruption.

Cette scandaleuse facilité rappelle le projet de cet Empereur, qui voulut obliger, par Edit, les Dames Romaines de fermer leurs litières dans les rues, pour les empêcher, disoit-il, d'être suborn[illegible] par les passans. Il n'en coûta guère à M. de P.... que de passer avec de l'argent, pour multiplier le nombre de ses amis, comme il les appelle.

Nous sommes tentés de croire, non seulement en qualité de François *régénérés*, mais en qualité de François tels quels, que la corruption, qui, chez nous, n'est pas sans exemple, n'eût pas été, dans la dernière guerre, si facile & si commune en France; au surplus, ce n'est là qu'une conjecture. Revenons à M. de P..... Assuré d'un grand nombre d'amis en Angleterre, il revient à Versailles, & communique à M. de Sartine un nouveau projet, celui de brûler la flotte Angloise à Spithéad.

Cette idée lui étoit venue en voyant avec quelle facilité il avoit pénétré au milieu de cette flotte, avec son bâtiment Anglois. Il ne s'agissoit que de se faire accompagner de deux brûlots, qu'on eût aisément fait passer pour des bâtimens pris sur les François. Il offre de commander un de ces deux brûlots, tandis que son Capitaine commandera l'autre. Ce projet fut agréé par M. de Sartine, sans préju-

Digitized by Google

dice de l'entrepriſe ſur Plimouth. On prit des meſures pour le ſuccès de l'un & de l'autre. Qu'arriva-t-il ? tout avorta ſans qu'il y eût de la faute ni du Miniſtre ni de M. de P.... Les haſards de la guerre & de la mer, la foibleſſe de M. d'Orvilliers, qui, malgré ſes talens, étoit mal obéi, l'inſubordination des Officiers de tout grade, la jalouſie de quelques-uns contre un Officier de terre, à peine âgé de vingt-ſix ans, la mauvaiſe foi, les faux rapports qu'on ſe permit pour démentir ceux de M. de P.... & faire rejeter ſes conſeils & ſes promeſſes ; voilà ce qui déconcerta ſes projets & lui fit perdre, comme au Gouvernement, le fruit de tant de ſoins, de peines & de dépenſes.

Telle étoit cependant l'inébranlable fermeté de cet homme ſingulier, qu'ayant perdu toute eſpérance d'exécuter, avec l'aveu du Miniſtre, ſon entrepriſe ſur Plimouth, il offrit de la tenter à ſes riſques & fortunes. Il raſſembla tous ſes moyens de crédit ; & aſſuré de quatre millions, il propoſa au Miniſtère de payer au Roi trois millions comptant, s'il vouloit lui confier un vaiſſeau de ſoixante-quatre, une frégate, deux bâtimens de tranſport & deux mille hommes de troupes. Il s'engageoit à ce prix de remettre la place au Roi avec tout ce qu'elle contenoit, ne prétendant que le rembourſement de ſes avances, & s'en rapportant du reſte à la munificence de Sa

Digitized by Google

Majesté. Cette offre fut rejetée comme peu digne du Roi. M. de P... ne se rebuta pas ; il résolut de s'adresser à la Cour d'Espagne. Il en demanda la permission à M. de Sartine, qui remit la réponse au lendemain, & cette réponse fut négative. Malheureusement M. de P.... en avoit parlé dans l'intervalle à M. d'Aranda, indiscrétion étonnante de sa part ; & quoiqu'il rende à Mr. d'Aranda la justice de dire qu'il n'a pas été compromis par ce Ministre, il s'apperçut bientôt qu'il étoit devenu suspect, & que ses démarches étoient observées. Quelque temps après, il fut mis à la Bastille, où il fut détenu quatre mois. Il paroît qu'il y fut traité avec une rigueur assez gratuite ; c'est ce qu'il se contente d'indiquer du ton d'un homme qui dédaigne de se plaindre ; car ce n'est point ici un aventurier ordinaire. Tous ceux qui l'ont connu, disent que son caractère avoit de la grandeur. A l'emploi des moyens malhonnêtes qu'exigeoit habituellement la triste fonction qu'il s'étoit imposée, il joignoit souvent l'exercice d'une bienfaisance simple & noble, quoique tranquille & froide. Plus d'une fois il a fait transporter en France des hommes, suspects qui le gênoient en Angleterre, quoique ses confidens lui offrissent de l'en défaire d'une manière moins contraire & plus expéditive. Il sauva, racheta, ou fit évader plus de trois cents matelots prisonniers, en soulagea un plus

Digitized by Google

grand nombre, & rendit des services signalés à plusieurs Officiers supérieurs.

Sa figure douce & naïve comme celle d'un enfant, servoit de voile heureux à l'intrépidité de son ame, aux combinaisons de son esprit & à la force de son caractère. N'oublions pas un avantage nécessaire dans son métier; il parloit plusieurs Langues avec une égale facilité : voilà une réunion de talens & de qualités bien rare, & le tout pour faire un espion & le conduire à sa ruine. Il ne put jamais parvenir à se faire rembourser de ce qu'il appeloit ses avances : mais un tel personnage ne pouvoit long-temps manquer de ressources. Avant sa détention à la Bastille, il avoit fait l'acquisition de l'Isle Massache, près Saint-Domingue. C'est-là qu'il alla mourir, après y avoit fait un établissement qui commençoit à prospérer.

Le style de ses *Mémoires* (adressés au Roi) est clair, naturel, facile; c'est celui d'un homme d'esprit, bien élevé, que les circonstances forcent à prendre la plume; qui la prend non pour faire un Livre, mais pour avoir cinq cent mille francs. Bonne raison d'être occupé des choses plus que des mots : *De re magis quam de verbo laboranti.* C'est le précepte de Quintilien, auquel M. de Paradès ne songeoit guère, mais qu'il a très-bien rempli.

(C.....)

Digitized by Google

LETTRE d'un Grand-Vicaire à un Evêque, sur les Curés de Campagne ; par M. SÉLIS, Professeur d'Eloquence. Brochure in-8°. A Paris, chez Cailleau, *Impr-Libr. rue Galande, N°. 64.*

UN Ecrivain célèbre, pour exprimer que les Habitans de la campagne forment le fond de l'humanité, a dit énergiquement: *Les Nations vivent sous les chaumes.* Ce mot seul suffiroit pour faire sentir de quelle importance sont les Curés de campagne ; cette importance, reconnue même sous le despotisme, doit l'être encore davantage sous le régime de la liberté. Faits pour instruire & consoler le Peuple, que pouvoient-ils autrefois, du moins la plupart? C'est beaucoup s'ils pouvoient remplir la dernière de ces fonctions, parmi des Paroissiens dont ils partageoient la misère, & quelquefois l'ignorance. A la vérité, un petit nombre de ces Curés jouissoit d'une sorte d'opulence ; autre abus, qui, dans un mauvais ordre de choses, entraînoit des désordres d'une autre espèce. C'est le contraste de ces désordres que M. Sélis présente dans un cadre qui les rapproche d'une manière naturelle, piquante & animée. Sobre de morale directe, l'idée que l'Auteur n'énonce

Digitized by Google

pas, naît du récit des faits, du choix des circonstances réunies avec goût, avec esprit, & quelquefois plaisamment. Une grande variété résulte naturellement du cadre que M. Sélis a choisi. Le Grand-Vicaire a voyagé dans toute la France ; il a le choix des abus. Au Curé grossier, ignorant, quelquefois profanateur par sa sottise, qui dit à ses Paroissiens : Morbleu, vous ne voudriez pas de Jésus-Christ pour Maître d'Ecole, il oppose le Curé riche, dont le Presbytère est un petit palais, qui recevant des hôtes distingués, & leur présentant des mets délicats dans des plats d'argent, fait valoir l'attention polie qu'il a eue de n'inviter aucun de ses Confrères, tous pauvres diables, dit-il, assez mal mis & peu présentables ; le Curé Janséniste, qui ne veut pas qu'on danse, & dont les Paroissiens s'enivrent, se battent les Dimanches & se haïssent toute la semaine ; celui qui croit, comme les paysans, que certaine statue de la Vierge parle dans l'occasion ; celui qui explique à ces Paysans ce que c'est que le Scotisme & le Thomisme ; celui qui, pour se faire admirer au Château, où il vient du monde tous les étés, affecte dans ses Sermons les beaux gestes, & fait de l'esprit, Dieu sait comment ; un autre qui, dans sa chaire, établit en patois une conversation familière entre lui & ses auditeurs, sur leurs affaires, sur les femmes, sur son ménage, sur sa gouvernante,

Digitized by Google

nante, &c. Voilà le tableau des travers qu'offroit cette portion du ci-devant bas-Clergé, qui ne ſera plus ni bas ni haut. Sur chacun de ces travers, dont M. Sélis indique la cauſe, on ſe dit, & c'eſt une réflexion conſolante : Cela ne ſera plus ainſi. Une de ces cauſes, c'eſt le vice de l'éducation des Séminaires. — Elle changera ; les Evêques la ſoigneront davantage ; ils auront moins de diſtractions. — C'eſt le défaut ou le peu de lumières des Collateurs. — Il n'y aura plus de Collateurs que le Peuple, qui connoît ſes beſoins & ſes amis. — C'eſt l'inertie & l'abrutiſſement où la vie des Curés de la campagne les fait tomber trop ſouvent. — Cette vie ne ſera plus la même. A peine pouvoient-ils autrefois conſoler le Peuple ; ils pourront avant peu d'années le conſoler & l'inſtruire.

Les fêtes de Roſière ne pouvoient guère trouver grace devant un homme auſſi ſenſé que Monſieur le Grand-Vicaire. La vertu qui entre en concours, dit-il, n'eſt plus digne du prix, tout eſt en péril lorſque la vertu a un but humain, & que ce but c'eſt la gloire. Il faut que la vertu agiſſe avec ſimplicité, ſans rien rechercher, ſans rien attendre. L'Auteur paſſe en revue les effets de cette inſtitution, mauvaiſe en morale, & provoquant pluſieurs vices, tels que la fauſſeté, la jalouſie entre les rivales ; & dans les villages, les mauvais propos, les

Digitized by Google

calomnies, les parallèles, &c. A des traits d'un pinceau ferme, succèdent quelques autres du crayon de Calot; c'est la peinture de la fête du château, de la Rosière, en cordon bleu, du repas donné par le Seigneur *bienfaisant*; de l'embarras de la pauvre fille en présence des Dames de la ville, dont le ricannement la rend honteuse de sa gloire. Pour comble d'indécence, dit M. Sélis, on a fait des Pièces de Théâtre & des Romans sur les Rosières. Voilà bien notre Nation! J'arrête l'Auteur sur ce dernier mot. Sans doute il a voulu dire, telle a été trop long-temps notre Nation. Il ne veut pas dire sans doute que notre Nation est condamnée, par son caractère, à une frivolité éternelle, à une incurable futilité. Il sait trop que les Nations sont ce qu'elles doivent être par leur Gouvernement, leurs institutions, leurs circonstances antérieures; & que ce n'est pas une bonne manière de corriger les hommes, que de vouloir leur prouver qu'ils sont incorrigibles par leur nature: c'est ce que les partisans du despotisme essayèrent pourtant de nous persuader. François, vous êtes frivoles, inconséquens & nés pour toujours l'être. Ne vous mêlez point de vos affaires; mettez dans nos mains le bout de vos chaînes, & puis, riez, chantez, le reste nous regarde. Laissez-vous conduire par nous qui sommes profonds & conséquens, quoique François; cette doctrine a prévalu long-temps, mais

Digitized by Google

elle ne réuſſira plus. Une ſagacité médiocre ſuffit pour prédire que dans vingt ans, ces mots, voilà bien notre Nation, ſeront pris dans un ſens beaucoup plus favorable & plus obligeant pour elle.

Ce petit Ecrit eſt terminé par le récit d'une aventure intéreſſante & vraiment arrivée. Les perſonnages ſont trois Curés, dont l'un étoit mort depuis peu. Il eſt remplacé par le Curé d'un village, ſitué dans le même Diocèſe, mais à une aſſez grande diſtance. Ce ſecond Curé, homme vertueux, & chéri de ſes Paroiſſiens depuis vingt-deux ans, ne ſe réſout qu'avec peine à les quitter pour un plus riche Bénéfice; mais l'Evêque l'ordonnoit, & même au nom de la Religion. Il cède la Cure vacante à ſon Vicaire, également plein de vertus. Il part, & s'arrête en chemin chez un de ſes confrères qui lui donne à dîner. Il trouve à table un Prêtre pâle & languiſſant, qui raconte d'une voix lugubre le danger qu'il avoit couru, ayant été cru mort, & enterré pendant une léthargie. C'étoit le poſſeſſeur de la Cure opulente vers laquelle s'acheminoit, malgré lui, le Curé voyageur. Ravi plus qu'affligé de ce haſard, qui le rendoit à ſes anciens amis, à ſes chers Paroiſſiens, il veut retourner ſur ſes pas pour être Vicaire dans le village dont il étoit Curé. On le retient, on l'empêche de partir. Le poſſeſſeur de la riche Cure renonce à ſes droits, & prétend qu'il les a

Digitized by Google

laissés dans le tombeau. Le nouveau Titulaire retourne chez lui, & va embrasser son ancien Vicaire, qui veut lui rendre la Cure. Nouveau combat de générosité. L'affaire est portée devant l'Evêque qui, touché du désintéressement de ces trois vertueux Ecclésiastiques, donne un bon Bénéfice au Vicaire déplacé, & laisse les deux Curés chacun à leur place. Ces trois hommes sont encore vivans.

Ce nouvel Ecrit ne peut que faire honneur à M. Sélis, déjà connu par une bonne Traduction de Perse, & par plusieurs Ouvrages agréables, où l'on remarque plus d'une sorte d'esprit. C'est un de ces Professeurs qui associent à l'érudition un excellent goût de Littérature, ce qui n'est pas rare dans l'Université, & un esprit philosophique qui n'y est pas assez commun.

(C.....)

VŒUX d'un Patriote, sur la Médecine en France, où l'on expose les moyens de fournir d'habiles Médecins au Royaume, de perfectionner la Médecine, & de faire l'Histoire Naturelle de la France; par M. THIÉRY, *Médecin-Consultant du Roi, Docteur-Régent de la Faculté de Paris, & Membre de plusieurs Acadé-*

Digitized by Google

mies. A Paris, chez Garnery, *Libraire, ci-devant rue du Hurepoix, à présent rue Serpente.*

PARMI une foule d'Ecrits qui paroissent tous les jours, il s'en trouve qui sont faits pour fixer nos idées sur les objets les plus utiles, & dont la réputation ne peut être momentanée. Nous pensons que l'Ouvrage que nous annonçons est de ce nombre.

On y trouve d'abord une Préface où l'on examine les objections de quelques détracteurs de la Médecine. En Italie, Pline l'Ancien & Pétrarque; en France, Montagne & un Auteur moderne ont montré plus de mauvaise humeur que de bonnes raisons contre cet Art. Des esprits superficiels croient briller dans les Cercles, ou dans leurs Ecrits, à en être les échos. Eh! pourquoi vouloir déprimer une Science qui, par son but & de fréquens succès, mérite les encouragemens de nos Sociétés? L'Auteur réfute ces objections futiles & tant rebattues.

Il n'en expose pas moins différens abus très-capables de diminuer la grande utilité qu'on peut retirer de la Médecine. Il donne les moyens de les corriger: voilà, ce semble, le travail dont devroient s'occuper les Ecrivains qui veulent se montrer véritablement amis des hommes; car, puisque

Digitized by Google

cet Art eſt utile & néceſſaire, qu'y a-t-il de mieux à faire pour la malheureuſe humanité que de le perfectionner autant qu'il eſt en notre pouvoir ?

La ſource des différens abus vient principalement de ce grand nombre de Facultés de Médecine, fondées ſous la Féodalité & ſans revenus ſuffiſans. L'enſeignement y eſt imparfait du côté de la théorie ; & la pratique, ſi importante ſur-tout pour les jeunes Médecins, y eſt abſolument négligée. M. Thiéry propoſe de borner à cinq le nombre des Facultés de Médecine pour tout le Royaume. Il trace le plan d'un Etabliſſement particulier pour porter l'Art à ſa perfection, ſous le nom d'*Inſtitut Royal de Médecine*. Il donne la préférence à Paris, à cauſe des ſecours analogues qu'on y trouve ; & il choiſit le local du Jardin du Roi, devenu précieux par les avantages que nos Rois y ont réunis. L'article des réceptions aux grades & les divers Réglemens pour l'exercice de la Médecine, ſont dictés par l'amour le plus pur de l'humanité, & d'un Art qui ſera toujours l'un des premiers d'une Société policée.

Nous invitons les perſonnes éclairées, qui ont à cœur le bien public, à lire cet Ouvrage rempli de vûes ſaines, grandes, économiques & déſintéreſſées. L'on doit en conclure qu'on ne pourroit appliquer ici quelques règles générales ſur les *Corpora-*

Digitized by Google

tions bonnes à détruire, sans entraîner bientôt la perte d'une Science aussi nécessaire que bienfaisante, & qui n'a pu s'augmenter que par des travaux infinis. Les Médecins qui liront cet Ecrit, pourront s'y convaincre de plus en plus de l'excellence & de la dignité de la profession pénible à laquelle ils se sont voués.

HISTOIRE critique de la Noblesse, depuis le commencement de la Monarchie jusqu'à nos jours; où l'on expose ses préjugés, ses brigandages, ses crimes; où l'on prouve qu'elle a été le fléau de la Liberté, de la raison, des connoissances humaines, & constamment l'ennemi du Peuple & des Rois : par J. A. DULAURE, *Citoyen de Paris. A Paris, chez* Guillot, *Impr-Libr. rue des Bernardins, vis-à-vis St-Nicolas du Chardonnet.*

Nous ne citerons qu'un trait de cet Ouvrage, que l'on s'empressera sans doute de rechercher, pour les Anecdotes curieuses qu'il contient.

Digitized by Google

Edouard II, Sire de Beaujeu, enleva la fille d'un Bourgeois de Ville-Franche. Les parens portèrent leur plainte au Parlement. Le Sire de Beaujeu fit saisir l'Huissier qui lui signifioit l'ajournement, & le fit jeter par une fenêtre de son Château. Le Roi envoya des troupes qui assiégèrent le Sire, & le conduisirent prisonnier à Paris. Edouard implora la protection de Louis II, Duc de Bourbon, qui lui promit, à de certaines conditions, l'impunité de son crime. Ce Prince eut la bassesse & l'iniquité d'exiger de ce criminel une donation après sa mort, du Beaujolois & du pays de Dombes; & ce fut à ce prix qu'il lui rendit la liberté & la vie. Edouard, absous par ce moyen honteux, ne jouit pas long-temps de l'une ni de l'autre; il mourut six semaines après son élargissement, le 11 Août 1400. Les Seigneuries de Beaujolois & de Dombes sont restées, depuis cette époque, dans la Maison de Bourbon.

Digitized by Google

NOTICES.

Discussions importantes débattues au Parlement d'Angleterre, par les plus célèbres Orateurs, depuis trente ans ; renfermant un Choix de Discours, Motions, Adresses, Répliques, &c. accompagné de Réflexions politiques analogues à la situation de la France, depuis les Etats-Généraux, Ouvrage traduit de l'Anglois. 4 Volumes in-8°. Prix, 18 liv. br., & 20 liv. franc de port par la Poste. A Paris, chez Maradan & Perlet, Libr-Impr. Hôtel de Châteauvieux, rue Saint-André-des-Arts. 1790.

Cet Ouvrage, vraiment neuf & nécessaire pour nous, offre tout à la fois la théorie & la pratique, la règle & le modèle, le fruit du talent & de l'expérience. On y prendra, 1°. l'idée vraie de la Constitution Angloise, & de celle qui nous convient ; 2°. de l'étendue du pouvoir du Roi ; 3°. de la nature du Parlement, destiné à prévenir le Despotisme ; 4°. du Ministère & de la surveillance des Chambres ; 5°. de l'Organisation & de la dépense de l'Armée ; 6°. de la Marine & du Commerce ; 7°. des Finances & des Impositions ; 8°. de la vraie liberté de la Presse ; 9°. des Emeutes ; 10°. les Discussions sur l'Amérique & l'Irlande donnent des leçons aux Rois & aux Peuples, & montrent où peut conduire un Ministère opiniâtre ; 11°. enfin le quatrième Volume est terminé par des Lettres curieuses des Généraux Gates, Burgoyne, Washington ; & de MM. d'Estaing, de la Luzerne & de la Fayette.

Une Collection aussi rapprochée de nos besoins doit inspirer un vif intérêt, & former un véritable Cours de Droit Public.

Nous la ferons bientôt connoître plus particulièrement.

Digitized by Google

SOUSCRIPTION

Pour les Œuvres du ci-devant P. Venance de Carcaſſonne, Capucin, de pluſieurs Académies.

MM. les Souſcripteurs recevront pour un petit écu, un Volume in-16 des Œuvres, tant en proſe qu'en vers, du P. Venance. On peut s'adreſſer à M. de Villiés, Receveur général des Fermes, à Montpellier; à M. Carrière, Prêtre, à St-Pons de Thomières; ou à M. Dougados, ci-devant P. Venance, rue des Pénitens Bleus, à Carcaſſonne. Les Souſcripteurs ſont priés d'affranchir leurs lettres, & de donner leurs noms & leurs adreſſes d'une écriture liſible.

On a remarqué dans les vers que l'on connoît du ci-devant P. Venance, quelques traits de la facilité, de la grace & de l'abondance de Greſſet. Il avoit tenté, comme lui, ſes premiers eſſais dans l'ombre du Cloître. Rendu, comme lui, au monde, puiſſe-t-il nous rendre ſa Muſe aimable, dont la perte le fait ſentir plus vivement tous les jours?

AVIS.

ON propoſe, ſous le titre de *Société des Amis des Lettres & des Arts*, un Etabliſſement dont on veut que le but utile aux Artiſtes & aux Gens de Lettres, offre encore de grands avantages aux Amateurs. Des Commiſſaires nommés par cette Société, examineront les Ouvrages de Littérature & d'Arts qu'elle pourra acquérir; & les Membres qui la compoſeront, recevront chacun un

Digitized by Google

Exemplaire de toutes les Gravures & de tous les Livres dont elle se sera chargée : quant aux Peintures & aux Sculptures, ils se les partageront par la voie du sort. Il résultera de ces dispositions, que les Gens de Lettres & les Artistes ne seront plus embarrassés pour placer les Productions de leur génie, & que tous les Membres de cette Société se trouveront bientôt possesseurs de la Bibliothèque la mieux choisie & du Cabinet le plus précieux en Peintures, Sculptures & Gravures. Tous les Membres auroient, en outre, la faculté de se réunir à toute heure dans le Salon d'exposition, soit pour y voir les Ouvrages présentés, soit pour y lire les Papiers publics, ou s'y entretenir de tout ce qui les intéresse. On pourroit encore, si le nombre des actions étoit assez considérable pour suffire à ces dépenses, former un Journal dont l'intention seroit de faire connoître promptement les bons Ouvrages dans tous les genres, & l'état de la Littérature & des Arts en France.

On doit ajouter que ceci n'est qu'un projet, que la Société pourra retrancher de ce plan ce qui ne lui conviendroit pas, comme elle aura le droit d'y ajouter ce qu'on auroit omis, & qu'enfin ceux qui n'approuveront point ce qu'elle arrêtera dans la première Assemblée convoquée, seront les maîtres de retirer leurs soumissions.

La Souscription n'est que de 4 louis par an ; on s'inscrit actuellement chez M. *Knapen fils*, Libr. Impr., rue St-André-des-Arts, N°. 1, qui délivre des reconnoissances des soumissions. Il ne reçoit point d'argent, & l'on ne remettra le prix de sa Souscription qu'entre les mains du Trésorier que la Société aura elle-même nommé, quand elle sera composée au moins de cent Membres, nombre auquel on a lieu d'espérer qu'elle ne sera

Digitized by Google

pas bornée, puisqu'en 1784, une Société du même genre, établie en Angleterre, avoit 6700 Souscripteurs. Celle qu'on propose ici compte déjà parmi ses Soumissionnaires des Gens de Lettres, des Artistes & des Amateurs du premier ordre.

DES Ressorts de voiture, qui, en présence des Commissaires de l'Académie des Sciences, & de tous ceux qui voudront en être témoins, badinent sous un poids de 8 à 900 livres; qui soutiennent, en outre, le choc d'un poids de 400, tombant librement de dix pouces de haut, sans se casser, s'affaisser ni s'écraser; des Ressorts bien trempés & du meilleur acier, qui réunissent la propreté, la solidité, l'élasticité, la douceur, & qui ne seront pas plus chers que les moins mauvais de l'ancienne fabrique; tels sont les Ressorts qu'annonce & offre au Public amateur le Sr. Hérisson, Md. Arquebusier, rue des Tournelles, au Marais, N°. 66, à Paris. Il distribue le Rapport de MM. les Commissaires de l'Académie. Les Selliers trouveront chez lui les égards ordinaires du commerce. Il entreprend d'ailleurs la ferrure des trains & des caisses, comme tout raccommodage. Ses Ressorts d'une seule feuille ont la même solidité.

TABLE.

Essai sur la Séduction.	49	*Lettres.*	71
Couplets.	58	*Vœux d'un Patriote.*	76
Charade, Enig. & Log.	60	*Histoire.*	79
Mémoires.	62	*Notices.*	81

Digitized by Google

Ger. 135.

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 16 OCTOBRE 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

IM-PROMPTU

Mis au bas d'un Tableau fait par M. le Chev. DE POUGENS, *qui eſt maintenant aveugle.*

DU vrai talent ſublime & douce image,
Combien vous charmeriez mon eſprit & mon cœur!
Qu'avec raviſſement ils vous rendroient hommage,
S'ils pouvoient un inſtant oublier que l'Auteur
Eſt le ſeul qui ne puiſſe admirer ſon ouvrage!

(*Par Mme. de Bourdic.*)

Digitized by Google

LES PREUVES D'AMOUR.

Lise accueille tous mes Rivaux,
Et pour moi seul fait la tigresse ;
Lise écoute leurs doux propos,
Et se moque de ma tendresse ;
Que de malice ! que d'attraits !
Quelle adroite coquetterie !
Mes chers amis, je m'y connois ;
Oh ! Lise m'aime à la folie.

Il n'est ruse ni méchant tour
Que n'imagine la friponne ;
Quand je veux lui parler d'amour,
Elle danse, rit ou fredonne ;
Un jour même elle s'avisa,
Au milieu de mon élégie,
De fuir & de me planter là...
Oh ! Lise m'aime à la folie.

J'arrive hier avec Damis :
Approchez, me dit la Coquette,
Un baiser vous étoit promis,
Et je veux acquitter ma dette.

BIBLIOTHECA REGIA MONACENSIS
Digitized by Google

Je cours d'un air passionné...
Mais voyez cette espiéglerie !
C'est à Damis qu'il fut donné :
Oh ! Lise m'aime à la folie.

Quoi ! devois-je m'en courroucer ?
Non, non ; je sus mieux la surprendre ;
Sur sa bouche, sans balancer,
J'osai moi-même le reprendre :
Et savez-vous quel fut l'effet
De ce trait de galanterie ?
Lise aussi-tôt d'un bon soufflet...
Oh ! Lise m'aime à la folie.

(*Par M. Reynier, Sec. Perp. de la Société d'Emulation de Liége.*)

Nota. Cette Chanson, ainsi que la suivante, mise en musique par M. Adrien, se trouve avec l'air noté, chez Imbault, rue Saint-Honoré, près l'hôtel d'Aligre, N°. 627.

Digitized by Google

RÉPONSE Ingénue d'une Dame à la Chanson précédente.

D'UN jeune Fat on a chanté
La confiance un peu crédule ;
Eh ! Meſdames, en vérité,
Le trouvez-vous ſi ridicule ?
D'un cœur ſenſible & délicat
Nous priſons fort la modeſtie ;
Mais tout en nous moquant du Fat,
Oh ! nous l'aimons à la folie.

QUE dans les bornes du reſpect
Un Amant tienne ſa tendreſſe ;
Qu'il ſoit timide, circonſpect,
Nous eſtimons tant de ſageſſe ;
Mais qu'il nous lâche leſtement
Un calembour, une ſaillie :
Il eſt unique ! il eſt charmant !
Oh ! nous l'aimons à la folie !

QUAND il eſt payé de retour,
Qu'il reſte toujours bien fidèle ;
De l'héroïſme de l'amour
Nous admirons un tel modèle ;

Digitized by Google

Mais qu'il voltige, & que vingt fois
Quittant Chloé, Liſe, Julie,
Il revienne encor ſeus nòs loix...
Oh ! nous l'aimons à la folie.

MESDAMES, ſoit dit entre nous,
Notre cœur eſt un vrai dédale,
Dans ſes caprices, dans ſes goûts;
Tendre, léger par intervalle;
Mais ſi parfois le ſentiment
Chez nous cède à la fantaiſie,
Si nous aimons moins tendrement
Oh ! nous aimons à la folie.

MALGRÉ tous ces petits travers,
Demeurons telles que nous ſommes;
Nous commandons à l'Univers,
Et nous valons mieux que les hommes.
Comment leur plaire ſans cela?
Perfection bientôt ennuie;
Avec ces jolis défauts-là...
Oh ! l'on nous aime à la folie.

(*Par le même.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Malheureux*; celui de l'Énigme eſt *Enigme*; celui du Logogriphe eſt *Lamie* (monſtre marin), où l'on trouve *Lait*, *Ami*.

CHARADE.

LE vrai n'eſt pas ſi beau quand il a mon premier;
Le vin n'eſt pas ſi pur quand il a mon dernier;
On n'eſt pas ſi léger quand on a mon entier.

(*Par M. F. M. Haumont, de Princé.*)

ÉNIGME.

ZULMIS, je ſuis l'argument ſans réplique
Du ſot, du lâche, ou du fripon.
Tel au champ de l'honneur auroit terreur panique,
Qui par moi s'eſt acquis un glorieux renom.
Mon origine eſt, dit-on, très-antique;
Aux premiers temps de Rome on la fait remonter.
Mais cette ſage République,
Qu'en tout on devroit imiter,

Digitized by Google

Avoit en tout une fin politique ;
Qu'en voulant comparer chacun devroit citer.
Alors, Zalmis, alors une vertu civique
M'inſtituoit arbitre entre deux Nations.
Un dévoûment patriotique
Par moi mettoit un terme à leurs diviſions.
Mais un Peuple léger, un Peuple ſans logique,
En imirant, ne ſait point raiſonner.
A quoi bon tous les traits d'une ſaine critique ?
J'en ai trop dit, Zulmis, tu dois me deviner.

(*Par M. le Meteyer, Sec. du Roi.*)

LOGOGRIPHE.

J'ai quatre pieds, pourtant je porte du plumage ;
Et dans les airs je vole en pleine liberté.
Je ſuis, ſans mon chef, un paſſage
Dans les villes bien fréquenté.

(*Par M. Grainville.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ESSAI sur la Mendicité, par M. DE MONTLINOT. *A Paris, de l'Imprimerie Royale; & se trouve chez les Marchands de Nouveautés.*

SUR une population de vingt-cinq millions d'hommes, cinq millions de pauvres, de pauvres dans toute la force du terme, c'est-à-dire mendians ou prêts à mendier. C'est-là une de ces idées qui pénètrent l'ame de tristesse & d'effroi, un de ces résultats qui ont fait mettre en question si la Société est un bien. Oui, elle est un bien acheté par de grands maux, & quand ces maux sont montés à un tel excès, l'édifice social chancèle, & court risque d'être renversé; c'est ce que nous voyons. Un seul fait pareil, connu de l'Administration, comme il l'étoit, devoit annoncer aux hommes éclairés une prochaine révolution dans l'Etat: c'étoit une Nation dans une Nation, & le Gouvernement embarrassé entre ces deux Peuples, n'y savoit d'autre remède que de multiplier, en faveur des propriétaires, les Loix, les Réglemens, les pu-

Digitized by Google

nitions contre les hommes sans propriété. Enfin ses embarras croissant de jour en jour, il sentit qu'il falloit, pour contenir cette multitude de mendians & pour en diminuer le nombre, se faire un système & des principes. Il appela à son secours des hommes instruits, accoutumés à réfléchir, amis de l'humanité, tranchons le mot, des Philosophes; car dans les dernières années le Gouvernement avoit entrevu que ces gens-là avoient quelquefois du bon. On créa des Bureaux où ils furent admis, & il fallut bien convenir qu'on ne laissoit pas d'en tirer des lumières. Dans ce trop petit nombre de Citoyens utiles & respectables, il faut placer M. de Montlinot, à qui l'on confia le Dépôt de Mendicité de Soissons.

Les comptes qu'il rendit au Gouvernement d'année en année, & qu'il publia, portent le caractère d'un esprit étendu & d'une ame philantropique. Le sentiment profond d'humanité qui lui fit remplir ses devoirs avec une scrupuleuse exactitude, bientôt les lui rendit chers & lui fit aimer les malheureux, devenus l'objet de ses soins. C'étoit un Médecin qui s'attachoit à ses malades, & il apprit à parler dignement du pauvre. Il ne vit plus les mendians comme *une vermine qui s'attache à la richesse* (1). Il seroit plus près de répon-

(1) Expression de Voltaire.

Digitized by Google

dre avec Rousseau, qu'il est naturel que les enfans s'attachent à leurs pères. Mais il n'emprunte de Rousseau que le sentiment qui a dicté cette réponse, & quelquefois l'éloquence noble & touchante qu'inspire ce sentiment. C'est le mérite qu'on avoit déjà remarqué dans les comptes rendus des années précédentes, & qui est encore plus remarquable dans celui de 1789, dont il est ici question.

L'Auteur fait d'abord sentir, & malheureusement porte à l'évidence, que la Société consomme le pauvre comme une denrée; qu'elle fait elle-même les mendians qu'elle punit; que tous les Arts, sans en excepter l'Agriculture, dévorent en moins de 30 ans les machines vivantes dont ils s'emparent ou qui végètent à leur solde; que tous les hommes livrés aux travaux de la campagne, ou occupés des métiers les plus nécessaires, contractent des maladies habituelles avant l'âge de cinquante ans. Ainsi l'âge des besoins est pour tous l'âge de la détresse. Voilà ce que n'ont pas voulu voir ceux qui jusqu'à présent ont écrit sur le Peuple. *Sur le Peuple*, c'est le mot qui échappe à la plume de M. de M...., & il signifie les mendians. Hélas! jusqu'à présent ce sont presque des mots *synonymes*, dans un pays où tant de milliers d'hommes meurent dans *une mendicité acquise par le travail*, autre expression énergique & affligeante de M. de M... Tel est l'excès de la misère, & il seroit en-

Digitized by Google

core plus grand, si le remède n'étoit pas dans le mal même, si les 19 vingtièmes des gens sans propriétés ne mouroient pas avant le temps..... C'est le remède, c'est là ce qui soulage l'Administration d'un poids qu'elle ne pourroit seulement pas soulever. Ecartons ces idées; mais pardonnons à J. J. Rousseau ses déclamations contre l'état social. Il ne l'a vu que d'un côté; c'est ce qui fait qu'on déclame; mais il faut l'avouer, ce côté fait frémir, & ce qu'il a d'affreux justifie la sensibilité qui s'en indigne & s'en irrite avec violence. Ce qui n'indigne guère moins, ce sont les reproches calomnieux qu'on accumule sur le Peuple. On l'accuse d'être paresseux, adonné au vin, imprévoyant dans la force de l'âge. Sur ce dernier reproche seulement, écoutons M. de M.... » Eh! quelle épargne peut faire » un ouvrier auquel on n'accorde qu'un mo» dique salaire pour le plus grand emploi » de ses facultés? Dans la loterie de la vie » humaine, il n'a que des chaînes de mal» heur à attendre; défaut d'ouvrage, ma» ladie, accidens, intempérie des saisons, » tout pèse sur lui. Sa reproduction même, » la plus grande consolation des êtres vivans, » devient un poids qui l'accable.

» Ah! si on vouloit l'entendre, ne pour» roit-il pas dire au riche: Pendant que » vous respiriez un air frais, je coupois vos » moissons courbé sur une terre brûlante; » vous dormiez encore quand je devançois

Digitized by Google

» le jour pour vanner vos grains ; vous dor-
» miez encore quand je voiturois, couvert
» de frimas, le produit de vos récoltes.
» Né avec des organes foibles, vous pro-
» longez cependant votre existence au delà
» du terme ; & moi, accablé de maux in-
» curables dans un âge peu avancé, qu'allez-
» vous m'offrir après trente ans de travail ?
» peut-être le pain de l'aumône. Ah ! mal-
» heureux, j'ai trop vécu. Vous m'accusez
» d'imprévoyance ; mais en est-il un seul
» parmi vous qui, largement stipendié par
» le Gouvernement dans sa jeunesse, puisse
» se passer de tout secours ? Des pensions,
» des graces vous assurent une existence
» douce, & en cessant de travailler on vous
» paye encore ; & moi, si ceux qui me
» connoissent sont pauvres, & me forcent
» d'aller mendier au loin la subsistance d'un
» jour, on m'enferme comme un homme
» dangereux ; toutes les bouches semblent
» répéter : *Malheureux, tu as trop vécu* «.

Les autres reproches faits au pauvre sont repoussés par M. de M. avec la même énergie & la même sensibilité.

Des principes établis par l'Auteur, & des faits qui appuyent ces principes, il résulte que la mendicité est un effet nécessaire de l'état social ; que cet acte ne peut être ni un crime, ni un délit, à moins qu'il ne soit uni à une action qui trouble l'ordre public ; alors il devient un objet de Police. Cependant il a presque toujours été puni comme

Digitized by Google

un délit, & M. de M... cite vingt-huit ou vingt-neuf Loix publiées contre ce délit depuis environ deux siècles. Telle étoit encore l'ignorance de l'Administration en 1777, que dans l'Ordonnance alors promulguée, on fait dire au Roi, » que Sa Majesté n'a pu qu'être » surprise qu'il pût encore exister des men» dians «. Comme si les secours donnés à quarante mille pauvres dans les divers Hôpitaux du Royaume, &, si l'on veut, à un pareil nombre dans les ateliers de charité, étoient une ressource suffisante; comme si l'Administration tenoit dans ses mains les infirmités, les malheurs publics & privés, la cause toujours renaissante du luxe & de la misère, &c.

On ajoute, dans cette même Ordonnance, » que tous mendians de l'un & de » l'autre sèxe, vagabonds ou domiciliés, » seront obligés, dans le délai de quinze » jours, de prendre un état ou emploi, » métier ou profession qui leur procure les » moyens de subsister, sans demander l'au» mône «; comme si le Gouvernement avoit créé, dans le moment, des travaux particuliers analogues aux talens de chaque individu; comme si on avoit ouvert de nouveaux champs à la culture, des ateliers dans tous les genres d'industrie; comme si enfin un homme, à la volonté de l'Administration, pouvoit être, dans le délai de quinze jours, Tisserand ou Cordonnier.

Qu'arriva-t-il de cette Loi? ce qui devoit

Digitized by Google

arriver : c'eſt qu'après quelques rigueurs inutiles elle reſta ſans exécution. Un grand nombre de mendians périrent ou furent ſecourus ; un grand nombre trouva des reſſources dans la commiſération générale. » Le pauvre, dit M. de M..., a un patri- » moine diſtinct & connu ; il ne peut faire » un pas ſans marcher ſur ſon terrein. Ne » cherchons pas à trop multiplier les Admi- » niſtrations de charité ; laiſſons agir cette » grande loi de la morale univerſelle, qui » nous pouſſe à ſecourir nos ſemblables : ce » n'eſt point une loi ſéche qui meſure ce » qu'elle doit & ce qu'elle peut. A l'aſpect » de la misère elle n'a plus de limite ; elle » fait verſer ſur le pauvre, & les ſecours qui » ſoulagent & les conſolations qui relèvent, » & ce doux eſpoir d'un avenir meilleur. » Ah ! ſi l'homme puiſſant ne voyoit plus » autour de lui de malheureux, ſi le pau- » vre n'aidoit pas le pauvre, ſi le priſonnier » ne s'intéreſſoit pas au ſort de ſon compa- » gnon, la Société ne ſeroit plus un bien- » fait. C'eſt donc de la ſenſibilité générale » qu'il faut attendre des ſecours ; elle ſeule, » toujours agiſſante, ſaiſit les objets qu'elle » a ſous les yeux : elle ſe repaît de larmes » & de douleurs ; & c'eſt dans ces enivran- » tes fonctions que le cœur s'ouvre, & ſa- » voure à longs traits cette douce bienfaiſance » ſi connue des ames ſenſibles. C'eſt un » adage reçu, qu'il n'y a pas de ſouffrance » où exiſte une femme ; c'eſt dans leurs

Digitized by Google

» cœurs qu'il faut aller chercher ces déli-
» cieuses émotions, ce trésor inépuisable de
» tendresse, qui, sanctifiée par la Religion,
» ou légitimée par le mariage, ou enfin ano-
» blie par des sentimens généreux, pro-
» duit tant d'actes de charité «.

M. de M..... ne parle ainsi qu'après avoir fait sentir l'insuffisance & les inconvéniens de tous les Etablissemens publics, tels qu'Hôpitaux, Maisons de charité, Dépôts, Bureaux d'aumônes, &c. » L'abandon que nous pa-
» roissons faire, dit-il, du mendiant ou du
» pauvre est le plus grand moyen de sub-
» sistance que nous puissions demander à
» l'Administration : c'est à l'importunité de
» la misère, on ne peut trop le répéter, que
» l'on doit les Etablissemens les plus utiles.
» Il ne faut pas indiscrétement ôter toutes
» les épines des roses qui couronnent l'hom-
» me insouciant sur le sort de ses sem-
» blables «.

Après avoir montré l'injustice des Loix *contre la mendicité acquise par le travail*, & prouvé à l'Administration qu'elle s'épargneroit bien des peines inutiles, si elle déclaroit que la mendicité pure & simple n'est pas un délit. M. de M..... cherche quels doivent être les moyens de police contre le mendiant-vagabond, éloigné du lieu qui l'a vu naître, & où il a travaillé ; les moyens de distinguer l'homme inquiétant du malheureux, coupable d'avoir trop vécu ; & il propose divers adoucissemens dans la Police,

Digitized by Google

trop sévère dans l'ordre actuel envers ce dernier. C'est ici qu'il faut déplorer encore les maux inévitablement attachés à l'existence sociale, lorsqu'on entend un Philosophe prononcer ces mots : » Il faut le dire, » c'est qu'en supposant qu'un homme dénué » de tout secours depuis un long terme, ne » fût qu'un homme malheureux, qu'il fût » injuste de l'arrêter.... Eh bien il faudroit » commettre cette injustice politique, & ne » pas laisser errer sur les routes celui qui » n'ayant rien peut tout oser «. C'est pour cette classe d'infortunés que seroient faits les dépôts auxquels on ôteroit ce nom qui réveille trop d'idées avilissantes, & qu'on appelleroit *Maisons de sûreté*. Ces maisons n'emporteroient l'idée d'aucun châtiment, mais seulement celle de simple arrestation. De sages réglemens détermineroient l'utilité qu'on pourroit tirer de cette classe malheureuse. A l'égard des vagabonds détenus jusqu'ici dans les maisons connues sous le nom de *Dépôt de Mendicité*, les Loix prononceroient sur leur sort, & remédieroient aux inconvéniens de la Police actuelle. En voici un exemple. Il a été envoyé de Saint-Denis à Soissons, depuis le 29 Octobre 1788 jusqu'au 20 Février 1789, cent quarante-un mendians valides. Dans ce nombre, quarante-cinq pouvoient être considérés comme repris en tierce récidive. Plusieurs avoient déjà été arrêtés quatre, cinq & six fois. Les frais de transport ont été de

Digitized by Google

606 liv. Voilà donc 606 l. dépensées pour faire transporter quarante-cinq hommes, qui deux fois ont été rejetés de leurs provinces comme inconnus & sans ressource. Pourquoi produire à grands frais un mouvement inutile? A cet abus & à tant d'autres nés d'une Police vicieuse, M. de M..... propose un remède, le seul peut-être qui existe, la transtation, & c'est ici un des principaux objets de son Ouvrage. S'il existe un moyen de faire désirer l'Etablissement que l'Auteur propose, c'est la manière dont il débute pour en faire sentir la nécessité, c'est le tableau qu'il présente à ses Lecteurs. En voici quelques traits qu'il est bon de remettre sous les yeux des heureux du siècle, & de ceux qui ne réfléchissent pas à quel prix on achète le bonheur social.

» Vingt mille individus au moins désolent le Royaume par des déprédations » de toute espèce. Six ou sept mille au » plus sont arrêtés ou punis. La sûreté des » routes coûte plus de quatre millions par » an. La somme volée chaque année en » France, peut être évaluée au moins à un » million. Il existe plus de soixante mille » hommes qui gémissent dans les prisons » ou maisons de force, ou qui végètent » dans les Hopitaux. Il y a plus de cin- » quante mille journaliers, qui, bâtards » ou rejetés par des parens pauvres, » sont sans autre asile que les cabarets. Il » déserte à peu près quatre mille hommes

Digitized by Google

» par année, des troupes de France. La » plupart, manquant de tout, sont obli- » gés d'avoir une marche sourde & des » domiciles secrets. Il y a en France plus » de quatre millions d'individus dont la » subsistance n'est pas assurée pour un mois. » Si l'on considère en masse les dépenses » du Gouvernement, les revenus des Hô- » piteaux, des Hôtels-Dieu, & les actes » particuliers de bienfaisance, on peut » évaluer à plus de cinquante millions » par an ce qu'il en coute pour prolon- » ger l'existence de ceux qui survivent à » la servitude des Arts, à l'incontinence » des corrupteurs, au régime des Hô- » piteaux, & aux châtimens de la Loi. » Que produit cette dépense, avec laquelle » on fonderoit un Royaume? A agiter » l'Administration, qui, sans profit, tour- » mente l'homme sans propriété «.

On conviendra que ce préambule est tout-à-fait propre à faire agréer le projet d'une Colonie en Afrique; & c'est l'idée à laquelle l'Auteur s'arrête. Les raisons politiques, géographiques, qui lui font préférer l'isle de Bulam à nos possessions voisines, les moyens de fonder cette Colonie aux moindres frais possibles, les avantages qu'on pourroit d'ailleurs en tirer, &c.; c'est ce qu'il faut voir dans l'Ouvrage même. Nous ne présenterons que le résultat des idées de l'Auteur. Des calculs très-détaillés semblent prouver invin-

Digitized by Google

eiblement que le transport de sept cents hommes, les fournitures de toute espèce, les frais de l'Etablissement, & de tout ce qui est nécessaire pendant six mois à la nourriture des Colons, ne monteroient qu'à la somme de 130,000 livres. En suivant cette proportion de 130 mille par cent personnes, jusqu'à dix ou vingt mille hommes exportés, on sent combien il en couteroit moins qu'il n'en coute pour le bonheur de ceux qui n'ont point de propriété, & pour la tranquillité de ceux qui en possèdent. La grande objection contre ce projet, c'est l'opinion où seroient les expatriés, qu'on les envoie à une mort certaine; opinion née des fautes du Gouvernement, quand il s'est autrefois chargé de fonder quelques Etablissemens nouveaux à Cayenne & dans la Louisiane. Ce préjugé, enraciné chez le Peuple, seroit sans doute un grand obstacle dans les commencemens; mais il céderoit à la publicité des soins qu'on prendroit pour assurer l'existence des nouveaux Colons.

Le cours naturel des idées nous a empêchés de nous arrêter sur une des meilleures vûes de M. de M..., le projet d'un Etablissement dans les campagnes, en faveur des Cultivateurs invalides. On sait que les Hôpitaux se sont cru en droit de n'appliquer les actes de leur bienfaisance qu'aux individus des villes où ils étoient établis; & que le pain de l'Hôpital est devenu le

Digitized by Google

pain privilégié du Citadin. Les pauvres de la campagne se sont ainsi trouvés abandonnés. Voilà, dit M. de M..., les vrais pauvres de l'Administration : mais il faut les honorer, & non les avilir par l'aumône. Les bornes d'un extrait ne nous permettent pas d'entrer dans le détail du plan qu'il propose de cet Etablissement, pour les pauvres de la campagne, qu'on nommeroit Cultivateurs invalides. L'exécution du plan seroit un véritable monument de bienfaisance nationale, & prouveroit que nous savons honorer l'Agriculture ailleurs que dans les Livres & dans les Pièces de Théatre.

Ce projet d'un Etablissement pour les Cultivateurs invalides, ainsi que l'idée de la transportation dont nous avons parlé plus haut, semblent avoir été agréés par la Section de l'Assemblée Nationale qui forme le Comité de Mendicité. Les Membres qui le composent ont cherché à s'environner des lumières de plusieurs hommes connus (1), parmi lesquels il faut

(1) M. de la Milière, Intendant des Hôpitaux; M. de la Rudelle, ancien Administrateur de l'Hôpital général; M. de Boncerf, connu par des Recherches & des Ouvrages sur la Mendicité; M. Thouret, Inspecteur général des Hôpitaux; M. Lambert, Inspecteur des Apprentis de différentes Maisons de l'Hôpital général.

Digitized by Google

compter M. de Montlinot. Il participe auſſi aux éloges que méritent le plan de travail & les trois premiers Rapports de ce Comité (1). Mais c'eſt ici qu'on voit ce que peuvent les premiers efforts d'une Société de Citoyens libres qui ſe communiquent leurs penſées. Il ne faut pas oublier que l'écrit de M. de M., publié cette année, a été compoſé l'année dernière. On s'apperçoit qu'il a connu la ſource du mal, mais qu'il n'oſe & ne peut la dire; il va juſqu'où l'on pouvoit alors. Il a ſenti, il a établi la néceſſité d'élever l'aumône à la qualité de bienfaiſance publique. Le Comité va plus loin; il prononce nettement que tout homme a droit à ſa ſubſiſtance; que l'aſſiſtance donnée au pauvre n'eſt pas un ſimple bienfait, mais une dette de l'Etat; que la misère du Peuple eſt un tort du Gouvernement; enfin qu'il ne s'agit plus de faire la charité aux pauvres, mais de faire valoir les droits de l'homme pauvre ſur la Société, & ceux de la Société ſur lui. De ce double rapport le Comité a conclu qu'il falloit les conſidérer dans la Conſtitution; que le ſoin de veiller à leur ſubſiſtance, n'eſt pas pour la Conſtitution d'un Empire un devoir

(1) Voyez le plan de travail du Comité de la Mendicité & les trois premiers Rapports, rédigés par M. de la Rochefoucault-Liancourt, imprimés chez Baudouin, à l'Imprimerie Nationale.

Digitized by Google

moins sacré que celui de veiller à la conservation des propriétés du riche. Il faut donc rendre constitutionnelles les Loix qui établissent l'administration des secours donnés aux pauvres. La classe indigente de la Société étant partie intégrante de la Société, la Législation qui gouverne cette classe doit faire partie de la Constitution : c'étoit le seul moyen d'empêcher que cette grande idée ne se réduisît à n'être qu'une belle conception de l'esprit, sans application à un Empire qui jouit du bonheur d'avoir une Constitution. C'est la première fois que des Législateurs ont ainsi parlé aux hommes ; & nombre de gens, nous ne l'ignorons pas, en concluront qu'il ne falloit pas leur parler ce langage. Il est à croire que la Postérité ne sera pas de leur sentiment.

(C.....)

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

PRÉCIS (1) sur l'objet, les Statuts & les travaux de l'Académie Françoise.

CE n'eſt pas à une Aſſemblée auſſi éclairée que celle des Repréſentans de la Nation que nous nous croyons obligés de prouver l'utilité de l'Académie Françoiſe. Ceux qui ont demandé *à quoi elle étoit bonne*, n'ont pas cru, ſans doute, demander à quoi les Lettres pouvoient ſervir ; ce ſeroit une queſtion de Vandale. Il ne s'agiroit donc plus que de ſavoir ſi l'Académie eſt utile aux progrès & à l'honneur des Lettres. Un ſimple expoſé des objets de ſon inſtitution & des effets qui en réſultent naturellement, eſt la meilleure réponſe à cette queſtion : non pas que nous croyions qu'elle ait beſoin d'être réſolue ; mais cet expoſé, qui ſera fort court, nous conduit de lui-même à ce qui eſt plus important, aux améliorations dont l'Académie eſt ſuſceptible, depuis qu'un nouvel ordre de choſes a dû faire naître de nouvelles idées ſur tout ce qui a des rapports avec la choſe publique : & l'Académie en a, puiſque cette Compagnie Littéraire ne

(1) Ce Précis faiſoit partie d'un Rapport que l'Académie avoit demandé à quelques-uns de ſes Membres, nommés Commiſſaires pour l'examen & la rédaction de ſes Réglemens. L'Auteur étoit un des Commiſſaires.

Digitized by Google

peut, comme toutes les autres, avoir la consistance & la considération dont elle a besoin, sans la protection du Gouvernement, qui ne doit l'accorder qu'à ce qui peut entrer dans les vûes générales de l'Administration publique.

Les trois principaux objets de l'Académie Françoise ont été & sont encore de maintenir la pureté du langage, d'honorer les talens par une distinction qui ne dépende que du suffrage libre des Gens de Lettres, d'exciter l'émulation par des Prix d'éloquence & de poésie. Nous considérerons sommairement ces trois objets.

De la pureté du langage.

Il est naturel que le soin de la maintenir ait été confié à une Compagnie habituellement composée de Gens de Lettres les plus exercés à écrire, & les plus estimés en différens genres de composition. Cette pureté n'est pas indifférente. Le langage tend sans cesse à se corrompre, même en s'enrichissant, & la Langue Françoise n'a pu devenir celle de l'Europe qu'en conservant cette clarté, cette précision, cette méthode, ces principes de logique & de goût qui sont les élémens des Langues, en même temps qu'ils sont des barrières toujours subsistantes contre les invasions du mauvais goût, toujours porté à abuser des créations & des hardiesses du génie, & contre la grossièreté populaire qui peut se glisser, par le pouvoir insensible de l'imitation usuelle, jusque dans la conversation des gens instruits. Un Dictionnaire fait dans cet esprit sert à fixer & épurer la Langue sans l'appauvrir. Celui de l'Académie n'est pas encore, il est vrai, ce qu'il devoit être; mais il peut & doit le devenir. Nous savons mieux que personne ce qui lui manque,

&

Digitized by Google

& ce qu'il peut acquérir. Quoiqu'il soit le meilleur que nous ayons, il est encore vicieux dans son plan, & défectueux dans plusieurs parties. Ce plan n'est point l'ouvrage des Académiciens actuels; c'est celui de nos prédécesseurs; & si nous ne l'avons pas encore changé, notre première excuse est dans ce respect d'habitude qu'on a volontiers pour ses Ancêtres dans tous les Corps, & dont l'Académie n'a pas été plus exempte qu'un autre. Mais il y a de plus un autre obstacle à la perfection de ce Dictionnaire, & qui ne peut être levé, si les encouragemens de l'Assemblée Nationale ne secondent pas notre zèle.

L'expérience nous a instruits qu'un bon Dictionnaire ne peut être l'ouvrage d'une Compagnie, si le premier travail, qui est sans comparaison le plus considérable & le plus important, n'est pas fait dans le cabinet avec toute la réflexion, toute la maturité qu'il exige. Tout a été fait jusqu'ici en commun dans nos Assemblées ordinaires; & cette métaphysique fine & délicate qui doit diriger les premiers principes du langage, cette logique précise & sévere qui doit dicter les définitions, sont des opérations de l'esprit très-épineuses & qui demandent de la méditation. Il y a plus: le nouveau plan que nous croyons devoir adopter entraîne un nouveau travail, qui ne peut aussi s'exécuter qu'en particulier. Pour tenir compte, comme nous nous le proposons, de toutes les acceptions figurées que le talent a su donner au langage, & faire ainsi l'histoire & du génie de la Langue & de celui des Ecrivains, il faut commencer par un dépouillement critique des Auteurs classiques Français. Or, il est naturel que des Gens de Lettres, occupés chez eux de leurs compositions par-

Digitized by Google

lières, ne soient pas disposés à les sacrifier à un travail qui, devenant une propriété commune, ne leur rapporte ni gloire ni profit. L'Académie n'a pas droit d'exiger d'eux autre chose que de concourir aux objets qui rempliſſent nos séances. Nous croyons qu'il seroit d'une nécessité indispensable que le premier travail du Dictionnaire fût confié à trois ou quatre Commissaires qui se le partageroient & le soumettroient ensuite dans nos séances à la révision & à la discussion de l'Académie. On peut juger en commun; mais on ne compose bien qu'en particulier. Puisque l'Assemblée Nationale a jugé à propos de prendre en considération le traitement que l'on doit faire aux Gens de Lettres pour diriger leurs travaux vers la plus grande utilité possible, elle rendroit un véritable service aux Lettres, en affectant des fonds pour payer ce travail nécessaire, dont le résultat seroit, au bout d'un certain nombre d'années, un Dictionnaire qui feroit honneur à la Nation & à l'Académie, & qui seroit en même temps une Grammaire, une Rhétorique & une Poétique. Nos anciens Statuts nous en faisoient une loi; mais le temps a fait voir qu'on demandoit à une Compagnie ce qu'elle ne pouvoit pas faire, & ce qui ne peut absolument s'exécuter que par les moyens que nous proposons.

De la distribution des Prix.

Nous ne dissimulerons pas que pendant long-temps ces Prix n'aient été fort au dessous de ce qu'ils devoient être, soit par le choix des sujets qui n'étoient guère que des lieux communs de flatterie ou de dévotion, soit par l'extrême médiocrité des Pièces couronnées. Mais nous oserons assurer, sans craindre d'être démentis par

Digitized by Google

la voix publique, qu'ils commencèrent, il y a environ trente ans, à acquérir un lustre & une importance qui ont contribué beaucoup aux progrès de cette raison générale dont la Nation avoit besoin & dont le Gouvernement avoit peur. En proposant l'éloge des Grands Hommes, on appela les grands talens & les grandes vérités, & l'effet des lectures publiques qui attirèrent dès-lors l'élite des Citoyens, rendit l'application si sensible, que plus d'une fois la Cour en fut alarmée & irritée. L'éloge du bien parut dès-lors la satire indirecte du mal, & c'étoit la seule que l'Académie pût se permettre; encore n'étoit-ce pas sans beaucoup de dangers. C'est dans cette lice honorable que Thomas fit ses premiers pas, & c'est sans contredit un de nos Ecrivains qui, à cette époque, mit dans ses ouvrages le plus de cette philosophie utile & hardie qui demandoit à la fois & du courage & de la mesure. Il a été suivi dans cette même carrière par des Athlètes dont les talens ne sont pas contestés, dont les écrits tendoient au même but, qui ont essuyé les mêmes persécutions, & dont les couronnes étoient véritablement civiques.

Depuis ce temps cette carrière s'est encore agrandie. Un Philosophe éloquent & patriote, M. l'Abbé Raynal, a fondé un Prix annuel pour un Discours historique, c'est-à-dire une nouvelle école de théorie politique. Un bon Citoyen qui a voulu rester inconnu, nous a donné les fonds d'un Prix de Vertu, pour cette classe du peuple chez qui elle est trop souvent sans éclat & sans récompense : un autre nous a légué un Prix d'Encouragement pour les talens qui peuvent avoir besoin de secours; enfin nous en avons un pour l'Ouvrage *le plus utile* de ceux qui ont

Digitized by Google

paru dans l'année ; & c'eſt ſans doute un honneur pour l'Académie d'avoir été jugée digne, par tant d'excellens Citoyens, de couronner tous les ans tant de différens genres de mérite.

Une preuve non équivoque que ces Prix ont excité beaucoup d'émulation, c'eſt qu'ils ont excité beaucoup d'envie : autrefois ils étoient aſſez généralement un objet d'indifférence. Ils ſervent ſur-tout à faire connoître le mérite naiſſant, à l'animer dès ſes premiers pas. C'eſt auſſi le but & l'effet de ce *Diſcours* que l'on prononce tous les ans, dans la Chapelle du Louvre, le jour de la S. Louis. L'éloge de ce grand Roi, déſormais épuiſé, n'en eſt plus que le texte : il amène une inſtruction morale ou politique, ſans ceſſer d'être religieuſe, & c'eſt encore pour les jeunes Orateurs une occaſion de ſe faire connoître. Nous en pourrions citer plus d'un exemple. Ainſi depuis un temps, toutes nos inſtitutions, ſuivant ou même devançant l'eſprit public, ont été tournées vers l'utilité générale.

Des Elections.

Nous répondrons à ce ſujet aux reproches ſi ſouvent & ſi vainement répétés ſur les ſollicitations & les brigues, quand on nous montrera quelque choſe qui dépende du choix des hommes, & dont il ait été poſſible juſqu'ici d'exclure la brigue.

Les viſites n'ont jamais été de règle ; elles ſont d'uſage, & l'on ſent bien qu'il ſeroit parfaitement inutile de les défendre.

Une place à l'Académie n'eſt ni la meſure de l'eſprit, ni celle de la réputation. Cependant comme elle offre l'idée d'une diſtinction en fait

Digitized by Google

d'esprit, c'est-à-dire, dans une chose où tout le monde prétend, il n'est pas fort étonnant qu'elle ait toujours été vivement briguée ; ce qui l'est peut-être davantage, c'est qu'une Nation prodigieusement vaine ait permis cette espèce de distinction, & il est probable qu'elle n'auroit pu s'y accoutumer, sans la ressource & la consolation des épigrammes. Aujourd'hui l'on peut présumer que l'Académie excitera moins d'envie, parce que la Nation, toujours modifiée par son gouvernement, aura moins de vanité & plus d'orgueil.

On conçoit aisément que ceux qui ont élevé le plus de reproches contre l'Académie, étoient ceux qui devoient le moins y prétendre. On peut déterminer à peu près le nombre d'ennemis que doit lui faire chaque élection & chaque distribution de Prix. Ceux qui n'osoient pas dire : *Elle ne m'a pas reçu*, ont nommé des Ecrivains célèbres qui n'y ont pas été admis. La question étoit de savoir, si elle avoit été la maîtresse de les admettre. Molière étoit Comédien, & le préjugé contre cet état, alors, étoit dans toute sa force. Cependant l'on sait que plusieurs années avant sa mort, l'Académie l'avoit fait presser par ses amis de quitter le Théatre, afin qu'elle pût le recevoir dans son sein. Mais il se croyoit trop engagé avec ses camarades pour les quitter, & Racine & Boileau lui en firent d'inutiles reproches.

Dans notre siècle, le lyrique Rousseau ne fut point de l'Académie ; tous ceux qui en étoient avoient été déchirés dans ses Epigrammes & dans ses Satires. C'est demander beaucoup aux hommes, que de vouloir qu'ils choisissent leur ennemi pour Confrère. L'on peut croire pourtant que le temps qui adoucit tout & le talent qui surmonte

Digitized by Google

tout, l'auroient fait entrer à l'Académie, si sa malheureuse affaire des Couplets ne l'eût fait bannir de France, quand il n'étoit encore qu'au milieu de sa carrière.

Rousseau de Genève étoit étranger & Protestant; & de plus, un Arrêt du Parlement le fit aussi sortir de France, peu d'années après que ses ouvrages l'eussent fait connoître. Est-ce la faute de l'Académie?

Elle désiroit vivement de compter parmi ses Membres l'illustre Auteur de l'*Histoire philosophique des deux Indes*. Il étoit sûr du plus grand nombre des voix, quand un Arrêt du Parlement vint encore nous l'enlever. L'Académie est-elle responsable des Arrêts du Parlement?

Voilà les noms les plus fameux: nous nous abstenons d'en rappeler quelques autres qui le sont moins. Nous aurions à donner à peu près les mêmes raisons, qui prouveroient que ce n'est jamais l'Académie qui a repoussé le mérite supérieur.

Mais il en résulte une conséquence que nous sommes les premiers à reconnoître; c'est que si nos statuts que nous n'avons pas faits, & qui ont été originairement rédigés par notre premier Fondateur, Richelieu, & ensuite par les Rois nos protecteurs, se ressentoient nécessairement de l'influence d'un Gouvernement arbitraire, aujourd'hui que nous avons le bonheur de vivre sous un Gouvernement légal, la liberté qui appartient à tous les Citoyens doit appartenir sur-tout à ce qui, par sa nature, est le plus fait pour être libre, c'est-à-dire, au suffrage d'une Compagnie littéraire choisissant ses Membres. Nous n'avons plus à craindre que la manière quelconque de penser soit un titre d'exclusion, à moins qu'elle ne soit légalement flétrie comme licence ou rebellion. La

Digitized by Google

différence des Cultes ne peut non plus être un obstacle depuis que la tolérance universelle est une loi de l'Etat, & que toute espèce de places & d'emplois est ouverte à toute espèce de Religion. Mais parmi nos statuts il en est un qui nous paroît essentiellement contraire à la liberté académique, & par ses conséquences absolument opposé à cet esprit national & patriotique qui doit être désormais celui de toute Société, comme de tout Citoyen. C'est le statut par lequel les Rois nos protecteurs se sont réservés le droit d'annuller nos élections, par le simple refus de les confirmer. C'est par devoir que nous dénonçons ce statut à l'Assemblée législative, qui, sans doute, ne doit pas l'approuver : c'est par respect que nous le dénonçons au Roi lui-même notre protecteur, qui, sans doute, ne l'auroit pas établi. Nous sommes bien sûrs que ce n'est pas lui qui pourroit jamais en abuser : une juste reconnoissance nous attache à sa personne ; une juste vénération nous fait chérir ses vertus ; une juste confiance nous persuade que le Monarque qui n'a voulu d'autre puissance que celle de la loi, sentira comme nous qu'on ne peut juger d'un droit que par ce qu'il est en lui-même, & non par le caractère de celui qui l'exerce. Dès qu'il s'agit de vérité & de justice, on peut sans crainte prendre Louis XVI pour arbitre (1). La chose du monde qui, par sa nature, appartient le moins au pouvoir même le plus absolu, celle

(1) On ne se trompoit pas : le Roi a fait savoir à l'Académie qu'il désiroit que dans la rédaction de ses Réglemens elle ne consultât absolument que l'intérêt des Lettres & de la Compagnie : que pour lui il ne tenoit nullement au droit de confirmer les élections ; ce qui est très-croyable.

Digitized by Google

même dont ordinairement il se soucie le moins, c'est sans contredit une distinction littéraire essentiellement dépendante de l'opinion. La Majesté Royale s'honore elle-même en protégeant les Arts & les talens ; elle ne peut que se compromettre en se faisant leur Juge. Il y a plus ; c'est parce que le Prince les protège, qu'il ne doit pas les juger ; car la protection est un encouragement ; & le plus nécessaire de tous aux Arts & aux Lettres, c'est le maintien de leur indépendance naturelle & légitime. L'Académie est si nécessairement le seul Juge, sous tous les rapports, de ceux qu'elle veut admettre dans son sein, que le Public même, qui peut approuver ou blâmer son choix, n'a jamais prétendu ni l'ordonner ni l'annuller. Nous disons sous tous les rapports ; car indépendamment du mérite littéraire, elle exerce encore, par les boules noires, la censure morale sur le personnel des aspirans. Quelle place reste-t-il donc, dans nos élections, à l'autorité royale ? Nous oserons dire au Roi notre protecteur, qu'il n'est ni de sa grandeur ni de sa justice d'y avoir aucune influence. Nous lui montrerons le premier de nos anciens statuts rédigés par Richelieu : il appréciera ce droit par son origine ; voici les termes : » Personne ne » sera reçu à l'Académie, qui ne soit agréable » à Mgr. le protecteur «. En voilà assez pour nous autoriser à lui dire avec tout le respect dont nous sommes pénétrés pour sa personne encore plus que pour son rang : » Vous voyez bien, » Sire, que ce qui pouvoit convenir à la petite » vanité de Mgr. le protecteur, est au dessous » d'un grand Roi. Mgr. le protecteur avoit be- » soin de flatteurs & de créatures. Mais vous, » Sire, que vous faut-il dans l'Académie Fran- » çoise ? des Poëtes, des Orateurs & des His- » toriens : rien autre chose «. Louis XIV lui-

Digitized by Google

même, si on lui avoit tenu ce langage, l'auroit entendu : pouvons-nous douter que Louis XVI ne nous entende ! ce seroit mettre en doute si le jour de la Fédération est au dessus de la conquête de la Franche-Comté & de l'invasion de la Hollande.

Une autre considération bien digne d'être présentée à un Monarque Citoyen, c'est qu'il importe que ceux qui voudroient encore séparer dans l'opinion deux choses désormais inséparables, le Roi & la Constitution, ne puissent pas dire que la nécessité d'obtenir l'agrément du Roi pour entrer à l'Académie, forcera ceux qui voudront y parvenir, de chercher dans leurs écrits ce qui pourroit flatter le pouvoir d'un seul, plutôt que ce qui seroit favorable aux droits & aux intérêts de tous. Cette induction seroit, sans doute, également injurieuse au Roi & à l'Académie; & sans doute aussi, c'est à lui, comme notre protecteur, d'écarter de nous ce qui nous compromettroit comme Citoyens.

Quoiqu'il y ait eu des vices dans notre Etablissement, il n'est pas moins certain qu'on a voulu qu'il fût honorable aux Lettres; & les honneurs étant toujours subordonnés à l'opinion, l'on n'a pu honorer les Lettres que suivant l'opinion alors généralement reçue. On ne pouvoit donc mieux faire que de mettre dans l'Académie, sur la même ligne & dans une égalité parfaite, les talens & les dignités : on étoit conséquent. De là le mélange des Ecrivains & des Amateurs, qu'une jalousie aveugle a souvent blâmé très-mal à propos. Nous pouvons en parler d'autant plus librement, que nous comptons parmi nos Confrères des hommes qui, dans le temps même où la naissance & le rang étoient avant tout, n'en auroient eu nul besoin pour être de l'Aca-

Digitized by Google

démie, & qui n'ont rien perdu à l'abolition des prérogatives attachées à l'ancienne distinction des ordres. Mais aujourd'hui que l'égalité civique est devenue constitutionnelle, l'Académie Françoise n'a plus qu'une seule manière de s'honorer, c'est d'être essentiellement & uniquement l'Académie des talens littéraires. Tout son éclat ne peut plus être attaché qu'au mérite personnel de ses Membres. Ce doit donc être un de ses statuts, que les talens & les ouvrages seront à ses yeux les seuls titres académiques. On peut objecter qu'alors il sera peut-être difficile de trouver en tout temps de quoi remplir les places. Ceux qui feroient cette objection, oublient qu'un nouvel ordre de choses a ouvert au génie une carrière immense & nouvelle, & que si la licence passagère a multiplié le nombre des mauvais Ecrivains, la liberté affermie & durable enfantera des Orateurs éloquens, des Publicistes profonds: un an a suffi pour en donner l'exemple & la preuve, & l'Académie pourra s'applaudir plus que jamais d'être une des récompenses du talent patriotique, & d'entremêler la palme civique aux couronnes littéraires.

Parmi nos anciens statuts dictés par Richelieu, & qui sont du nombre de ceux qui ont conservé force de Loi, parce que les statuts subséquens, donnés par les Rois nos protecteurs, n'y ont point dérogé, il en est un qui tombe de lui-même, depuis que notre nouvelle Constitution a consacré la liberté de penser & d'écrire, sans laquelle cette même Constitution n'auroit jamais pu exister. Ce statut porte que » les matières » politiques ou morales ne seront traitées dans » l'Académie que conformément à l'autorité du » Prince, à l'état du Gouvernement, & aux » Loix du Royaume «. L'on sait assez aujourd'hui que si les Gouvernemens changent, *la mo-*

Digitized by Google

rate ne change point, que tout homme a le droit de traiter quelque sujet que ce soit, & la *politique*, comme tout le reste, conformément à sa raison, pourvu qu'il ne prêche pas la désobéissance aux Loix.

Nos autres statuts ne concernent que le régime intérieur de l'Académie, & ne touchent en aucune manière à l'ordre public.

L'Assemblée Nationale semble avoir décidé que le traitement pécuniaire des Académies Françoise, des Sciences & des Inscriptions, seroit pris sur le trésor public, puisque c'est cette considération qui l'a conduite à l'examen de leur régime. Mais quand même ces trois Académies ne seroient plus payées par le Roi, elles n'en seront pas moins jalouses de cette protection royale, qui, dans tout état de choses, doit faire sentir son influence bienfaisante à tous les Arts, à tous les talens qui sont les ornemens d'un grand Empire. Les encourager, les faire fleurir par toute sorte de moyens, a toujours été un des beaux apanages du Trône, un des beaux titres de la Royauté.

(*D*.....)

(*La fin au Mercure prochain.*)

NOTICES.

Tome IIIe, des *Recherches sur la nature & les causes de la richesse des Nations*, traduites de l'Anglois de Smith sur la 4e. & dernière édition, par M. Roucher ; & suivies d'un Volume de Notes, par M. de Condorcet, de l'Académie Françoise, &c. Prix, 4 liv. 10 s. le Vol. br., & 5 liv. franc de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Libr. rue Haute-feuille. Le Tome IVe. paroîtra le 20 Novembre prochain.

Ce Tome IIIe. contient 602 pages.

Digitized by Google

AVIS.

On mettra en vente, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18, le 18 du courant, la 40e. Livraison de l'*Encyclopédie* par ordre de matières,

Cette Livraison est composée de Planches du Tableau encyclopédique & méthodique des Règnes de la Nature, par M. l'Abbé Bonnaterre, contenant la fin des figures des Oiseaux, & le commencement des Quadrupèdes. Du Tome III, 1re. Partie, des Antiquités; & du Tome I, 1re. Partie, de la Chirurgie, par M. de la Roche & M. Petit-Radel.

Le prix des 104 Planches de cette partie d'Histoire Naturelle, à 4 s. ci..... 20 liv. 16 s.

Les dix feuilles de Disc. & la Broc. 1 liv.

Un demi-Volume de Discours.... 5 liv. 10 s.

Un, *idem*..... 3 liv.

Brochure des 2 demi-Volumes... 1 liv.

Total..... 31 liv. 6 s.

En feuilles..... 30 liv. 6 s.

Nota. Le prix des Volumes de Planches d'Histoire Naturelle est le même en feuilles ou brochés.

Le port de chaque Livraison est au compte des Souscripteurs.

TABLE.

IMPROMPTU. 81
Les Preuves d'amour. 84
Réponse. 88
Charade, Enig. Log. 90
Essai sur la Mendicité 92
Variétés. 107

Digitized by Google

Jeu. 135.

MERCURE
DE FRANCE.

SAMEDI 23 OCTOBRE 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

VERS
POUR mettre au bas du Portrait de M. l'Abbé DE L'ÉPÉE.

D'UN mortel plus qu'humain reſpire ici l'image :
Il fit ouïr les Sourds & parler les Muets ;
Admiré de ſon Siècle, il vivra d'âge en âge ;
Nul n'eſt muet ni ſourd pour chanter ſes bienfaits.

(*Par M. Audet, Maître-ès-Arts & de Penſion à Picpus, ancien Profeſſeur de Belles-Lettres, & Membre de l'Académie de Châlons-ſur-Marne.*)

Digitized by Google

ÉPITRE SUR LA SATIRE.

A M. L'ABBÉ SICARD (1).

Oui, docte Abbé, j'abjure la Satire :
Elle eut pour moi d'assez puissans attraits ;
Mais excédé des maux qu'elle m'attire,
Je vous remets ces pinceaux, dont les traits
Ont si souvent dégradé mes portraits.
Lorsqu'autrefois à Rome, ou dans la Grèce,
Ces forcenés, nommés Gladiateurs,
Las d'employer leur force & leur adresse
A s'égorger pour plaire aux Spectateurs,
Quittoient la lice & cessoient d'être Acteurs ;
Ils déposoient dans le Temple d'Alcide
Ces gantelets, ce poignard homicide
Dont ils s'armoient pour leurs jeux inhumains :
Tel, en quittant un métier plus funeste
Que les combats de la lutte & du ceste,
Illustre ami, je jure entre vos mains
De fuir un Art que votre ame déteste,
Et de forcer ma Muse plus modeste
(Puisqu'après tout ses efforts seroient vains)

(1) M. l'Abbé Sicard, Instituteur des Sourds & Muets, à Paris, successeur de M. l'Abbé de l'Epée, dont il a perfectionné la méthode.

Digitized by Google

A supporter les défauts des humains.
Je n'irai plus, orgueilleux misanthrope,
Pour observer des cœurs faux & pervers,
Comme Boileau, m'armer d'un microscope,
Et m'aveuglant sur mes propres travers,
Justifier la besace d'Esope.

Je sens qu'un juste & sage observateur
Ne sçauroit voir sans gémir ou sans rire,
Des mœurs du temps le bizarre délire;
Un Peuple vain criant avec fureur
Que des Traitans l'avide politique
A dévoré le prix de sa sueur,
Et néanmoins étalant sans pudeur
Tous les excès du faste Asiatique;
Le célibat par-tout accrédité,
Du chaste hymen brisant l'antique chaîne,
Enervant l'homme & laissant la beauté
Dans les langueurs d'une espérance vaine
Entre l'opprobre & la virginité;
Des Citoyens, par un lâche égoïsme,
Pleurant leurs fers à la face des Loix,
Trop avilis pour entendre la voix
De la raison & du patriotisme;
Dans ses tombeaux cherchant le despotisme
Pour en souiller le Trône de nos Rois,
Et menaçant des débris de leurs chaînes
Les Dieux amis, protecteurs de nos droits,
Les saintes mœurs & les loix souveraines;

Digitized by Google

Du Dieu très-bon les Pontifes crucls,
Fiers de nos dons, gras de notre ſubſtance,
Bravant nos maux à l'ombre des Autels,
Et diſputant aux vœux d'un Peuple immenſe
L'injuſte excès de leurs biens criminels;
Des meurtriers prêchant les droits de l'homme,
Et dans le ſang plongeant tout un Royaume;
La vieille Egliſe, par de jeunes atours,
Briguant en vain les regards adultères
Qui la ſuivoient au printemps de ſes jours,
Et chez ſa fille attirant les Amours
Pour les forcer d'être ſes tributaires.
Mais ſi ces traits viennent choquer mes yeux,
Loin de m'en plaindre en vers plaiſans ou graves,
Je me dirai : Pourquoi m'armer contre eux,
Quand cent défauts, peut-être plus affreux,
Vont auſſi-tôt, indociles eſclaves,
De ma raiſon ſecouer les entraves ?
Roi malheureux, quand mes Sujets ingrats
Briſent mon ſceptre & bravent ma puiſſance,
Puis-je eſpérer d'enchaîner la licence
De l'étranger qui ne me connoît pas ?
Suis-je aſſez grand pour blâmer la baſſeſſe
De ce Créſus ? aſſez dur aux travaux
Pour accuſer ce Prélat de molleſſe ?
Et quand .. .., qui vivoit de nos maux,
Au bien public s'oppoſe en digne Prêtre,
J'approuve fort qu'on démaſque le traître ;
Mais, diſons vrai, moi qui le montre au doigt,
Par mon civiſme en ai-je acquis le droit ?

Digitized by Google

Peut-on d'ailleurs, sur la foi de mes rimes,
Voir ses défauts & rougir de ses crimes ?
Des scélérats qui bravent à la fois
L'œil du Public, les remords & les Loix,
Entendront-ils les cris de la Satire ?
Et tant de fots qui nous prêtent à rire,
D'affronts en vain chaque jour surchargés,
Par quelques vers seroient-ils corrigés ?
Nomentanus, poursuivi par Horace,
Dans ses excès montra-t-il moins d'audace ?
Le fou Barrus devint il un Caton ?
Et Despréaux, par ses rimes cruelles,
Corrigea-t-il la Muse de Pradon ?
Vit-il enfin les femmes plus fideles,
Cotin moins sot, & Rollet moins fripon ?

Tout délateur est suspect d'injustice ;
Sans l'effrayer il prête une arme au vice.
J'aurois beau dire à la jeune Laïs,
Que son époux & dix amans trahis,
Ont de ses mœurs dénoncé le scandale,
Qu'avec son luxe elle-même l'étale,
Et que tout l'art qui compose son teint,
N'efface pas de sa beauté vénale
Les plaisirs vils que l'habitude y peint ;
J'aurois beau dire à ce Marchand avide :
Ton or ne croît qu'avec ton déshonneur ;
En vain aux yeux du vulgaire stupide,
Pour colorer ta succès trop rapide ;

Digitized by Google

Des Dieux amis tu vantes la faveur,
Les Dieux ont vu tes fourbes criminelles ;
L'œil du Public s'ouvre déjà sur elles,
Et ne voit plus dans ton char, tes palais,
Qu'un or infame & de riches forfaits.
Loin de pâlir de ma brusque éloquence,
Le fol orgueil prend ainsi leur défense :
De tous les temps la fureur du jaloux
Coûta des pleurs à la simple innocence ;
La beauté chaste & l'heureuse opulence
Ne sont jamais à l'abri de ses coups ;
Par tous ces traits que la haine nous lance,
Elle nous rend un hommage bien doux.
Et franchement, moi-même, je l'avoue,
Depuis qu'on voit dans ce siècle perdu
Tant de grimauds se traînant dans la boue,
Ecl[illegible]ousser l'honneur & la vertu,
Loin d'avilir, la Satire décore.
Peut-on rougir d'exciter ses clameurs,
Lorsque Necker, que tout grand cœur honore,
L'ami du Peuple & des Loix & des mœurs,
Se voit en proie aux plus vils détracteurs ?

L'Enfant du Pinde interdit à sa Muse
L'Art avili dont la bassesse abuse.
Il doit briser un glaive audacieux,
Qui s'est souillé du sang des demi-Dieux.
C'est aujourd'hui le crime, l'infamie,
Qui des vertus prétend venger les droits ;

Digitized by Google

C'eſt le faux goût, irrité par l'envie,
Qui d'Apollon oſe attaquer la voix.
....., fidèle à ..... ſon beau-frère,
Inſulte encore & la Harpe & Voltaire ;
Et maint Rimeur, au Parnaſſe étranger,
Nous a prouvé dans un beau commentaire,
Que dans *Zaïre* il faut tout corriger.
Mais le Public eſt prompt à nous venger
Des cris affreux de l'injuſte Zoïle :
Gilbert haï, ſans ſecours, ſans aſile,
Vit ſes lauriers ſe flétrir ſans retour ;
Et ..... dans plus d'un carrefour,
Troublant les airs d'une plainte inutile,
A ſatisfait aux Gands Hommes du jour.

Hélas ! je ſens que leur peine eſt trop dure.
Le Médiſant, inquiet & jaloux,
Dans ſon métier n'a-t-il pas ſa torture ?
Son cœur en proie aux plus triſtes dégoûts,
Punit aſſez ſon abſurde courroux.
Et n'eſt-ce pas le dernier des ſupplices
Que d'épier ſans ceſſe autour de ſoi
Les paſſions, les erreurs, les caprices,
Tout ce qu'ont pu commettre d'injuſtices
Les cœurs pervers, les ſcélérats ſans foi,
Sans repoſer un ſeul inſtant ſon ame
Sur le tableau de l'heureuſe vertu,
Sur ce mortel qu'aucun vice n'enflamme,
Qui tend la main au mérite abattu,

Digitized by Google

Instruit ses fils, est l'amant de sa femme,
De l'amitié sent le charme ingénu,
Et satisfait d'un sage revenu,
Qui ne doit rien à l'avarice infame,
Dans un repos au Zoïle inconnu,
De ses longs jours voit embellir la trame ?
Je suis honteux d'avoir vu tant d'appas
Dans un travail & si triste & si bas.
Ami des Arts, Disciple d'Uranie,
Loin d'admirer ces beaux fruits du génie
Dont notre siècle embellit son déclin;
Loin de bénir la Muse enchantereſſe,
Qui, de son myrte, a couronné Bertin,
Et les beaux vers où du cygne Latin
Delille a pris la grace & la richeſſe,
Et mérité son glorieux destin :
Ai-je donc pu consumer mon jeune âge
A rechercher tant d'insectes Auteurs,
Obscurément bourdonnant des fadeurs,
Et leur ôter leur unique avantage
D'avoir vécu sans trouver des Lecteurs ?

Mais vos conseils ont épuré mes rimes.
Aux longs remords abandonnons les crimes;
Laissons le sot dans la honte & l'exil :
Quoiqu'après tout il n'est rien de si vil
Qui n'ait des traits dignes d'obtenir grace ;
Certain Monarque étoit hideux en face,
Son Peintre adroit le peignit de profil.

Digitized by Google

Voyez Zélis dans la fille qu'elle aime,
Admirer tout jusques à sa laideur.
On rit par-tout de sa courte grosseur ;
Mais en petit, c'est Vénus elle-même.
Ses yeux éteints sont remplis de douceur.
Un de ses pieds va clochant .... grand malheur !
Est-ce un défaut s'il lui sied à merveille ?
Sa bouche est grande, il est vrai, mais vermeille,
Et de ses dents fait mieux voir la blancheur.....
Ainsi Zélis jouit de son erreur.
Avec son prisme examinons chaque homme,
Ils prendront tous l'air le plus séduisant.
D'Orbe est avare, appelons-le économe.
L'ami Beffroi, fade & mauvais plaisant,
Peut certains jours passer pour amusant.
Orgon est dur & brutal ; c'est franchise.
En bonhomie érigeons la bêtise :
Les fous sont gais, l'esprit lourd a du poids.
Tout s'enlaidit, ou s'orne à votre choix.
Quelle fureur, quand vos yeux, sans obstacles,
Peuvent errer sur les plus beaux spectacles,
Vous fait chercher tant d'objets odieux ?
Un beau rosier, favorisé des Cieux,
M'offre l'éclat de ses fleurs purpurines ;
Sur leurs attraits dois-je fermer les yeux,
Et me blesser en comptant leurs épines ?

Ah ! désormais plus sage dans mes goûts,
Illustre Abbé, vous serez mon exemple.

Digitized by Google

Loin des méchans, des sots & des jaloux,
D'heureux amis entouré près de vous,
C'est le beau seul qu'il faut que je contemple :
De vos vertus j'admirerai l'accord;
Je chanterai la merveille inouie,
Qui, de nos cœurs excitant le transport,
Aux malheureux dégradés par le sort,
Fait retrouver la parole & l'ouie;
Et d'un néant plus affreux que la mort,
Les fait passer aux douceurs de la vie.
Dieux! quel succès pour votre Art créateur
D'ouvrir leur ame au jour de la pensée,
Aux sentimens qui font notre bonheur;
De voir leur main, interprète du cœur,
Tracer aux yeux d'une mère empressée
Les noms chéris & de frère & de sœur;
Et leur raison, si long-temps éclipsée,
Avec leur foi, jusqu'au ciel élancée,
Du genre humain reconnoître l'Auteur!
A ces objets saisi d'un saint délire,
En vers pompeux j'oserai les décrire,
Et le plaisir d'exercer mon pinceau
A reproduire un si riche tableau,
Me sauvera du malheur de médire.

(*Par M. F...*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Fardeau*; celui de l'Enigme eſt *Duel*; celui du Logogriphe eſt *Grue*, où l'on trouve *Rue*.

CHARADE.

VOLONTIERS à l'entier,
Je pincerois le premier,
Quand il mange le dernier.

(*Par M. Drouin fils, âgé de 12 ans.*)

ÉNIGME.

JE ſuis un uſtenſile
Au foyer fort utile :
Voyez ma ſingularité !
Mon chef eſt plat, & mes deux jambes minces
Vont de mon chef à mon extrémité.
Mon uſage eſt connu dans toutes les Provinces.
Je ſuis ſans corps, je ſuis ſans bras,
Je ſuis ſans cœur, je ſuis ſans ame :
Mais j'ai deux pieds & je ne marche pas ;
Je ſuis dure & crains peu la flamme.
Peut-être en te chauffant m'as-tu devant les yeux :
J'en dis aſſez, Lecteur, devine ſi tu peux.

(*Par M. Cauville, Curé de St-Maixme.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

EN France, un long & funeſte ſommeil
Faiſoit preſque oublier mon être.
Je reſpire; & bientôt l'éclat de mon réveil
A l'Univers enfin apprend à me connoître.
Dans mes ſix pieds, tu trouveras, Lecteur,
Des amours de Jupin une triſte victime;
Et l'inſecte cruel, qui, ſurveillant le crime,
De Junon ſur la Belle exerça la fureur.
La Fable auſſi rappelle une inſenſée,
Qui ſe croyoit lionne, & tua ſes enfans.
Combien d'une autre folle & d'amour obſédée,
La tendre Dugazon rend les accès touchans!
Cherche dans la Sainte Ecriture
Celui que juſtement a puni l'Eternel,
Pour le péché vraiment mortel,
Dont le Docteur Tiſſot fait frémir la Nature.
Devine encor le fils d'un animal mutin;
Puis deux pronoms, maſculin, féminin;
Puis le mot qu'à quinze ans, fille prudente & ſage
Ne dit jamais quand on offre un mari;
Ce qui, ſi tu connois l'harmonique langage,
Te met en D-la ré, E-ſol-ut, E-ſi-mi.
Pour me nommer que veux-tu davantage?
J'ai reçu tes ſermens, maintiens bien mon ouvrage.

(*Par M. d'Urmont fils.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

DISCOURS sur l'amour de la Patrie, prononcé le 25 Août dernier, jour de S. Louis, en présence de l'Académie Françoise; par M. l'Abbé VIGNERAS, *Docteur de Sorbonne, à la Communauté de St-Sulpice. A Paris, chez* Crapart, *Impr-Libr., place St-Michel.*

LIBRE de substituer un sujet de morale au Panégyrique de S. Louis, l'Orateur ne pouvoit faire un choix plus heureux, & il eût été difficile, dans les circonstances actuelles, de traiter plus sagement un sujet aussi délicat. Le plan nous a paru aussi simple que naturel, & bien rempli : » Nous » devons aimer, nous devons servir notre » Patrie « (a dit l'Orateur). Mais avant de développer ses preuves, il a rendu au Saint Roi, dont on célébroit la fête, le juste hommage qu'il lui devoit, en se dispensant de prononcer son éloge. » L'amour » de la Patrie a des autels dans l'ame des » bons Citoyens, il les couvre d'une lu- » mière céleste, rejaillit sur leur cœur, y » fait naître les sentimens les plus nobles,

Digitized by Google

» il se communique des générations pré-
» sentes aux générations futures avec la
» rapidité de l'éclair, &c..... C'est sur-
» tout dans l'ame de S. Louis qu'il réside
» comme dans son Temple ; ses discours,
» ses vertus, ses Loix, les plus beaux
» Etablissemens de son règne, tout nous
» annonce que le premier de ses sentimens
» étoit l'amour de la Patrie. Dieu de nos
» pères (poursuit l'Orateur), vous dont
» l'œil tutélaire veille sur cette Monarchie,
» ne souffrez pas que les colonnes qui la
» soutiennent soient ébranlées, raffermis-
» sez-les par le saint amour de la Patrie.
» Si les ames sont dégradées, jetez-y les
» semences de ce sentiment divin : que
» les vertus de S. Louis fleurissent tous les
» jours autour du Trône de nos Rois ;
» qu'ils n'estiment comme lui que la vertu,
» ne cherchent que la justice, & n'aiment
» que la vérité ! Que la Religion de l'E-
» vangile devienne la politique de l'Etat.
» Ah ! si nos vœux sont accomplis, en
» célébrant la Fête du meilleur & du plus
» sage des Rois, nous célébrons la Fête
» du Patriotisme François ".

M. l'A. V..... ne pouvoit allier plus heureusement l'éloge du Saint Roi à son sujet principal, & l'invocation qui termine son exorde, ne pouvoit être ni plus touchante ni plus noble.

Dans la I^re. Partie, l'Orateur prouve avec une éloquence rapide, que la Nature,

Digitized by Google

notre intérêt, & la Religion nous commandent l'amour de la Patrie. Plein de la lecture des Anciens, des Pères de l'Eglise & des grands Ecrivains du dernier siècle, M. l'A.. V.... peint à grands traits tous ses tableaux; & s'il lui échappe quelque négligence, il répare des taches légères par de grandes beautés. Qui ne seroit pas attendri jusqu'aux larmes en lisant sa paraphrase du Pseaume *Super flumina Babylonis*! Si le Prophète n'eût été son modèle, M. l'A... V..... auroit eu le mérite de le créer, tant il est pénétré du sentiment qu'il exprime.... Plus loin, il cite avec avantage un passage du savant Cassiodore, pour prouver, par l'exemple des animaux eux-mêmes, que l'amour de la Patrie est inné chez tous les êtres sensibles.... » Et » les hommes s'éloigneroient du lieu qui » les vit naître, pour courir après un bon» heur chimérique dans des climats loin» tains!... Ah! s'il en existe de nos jours » qui cherchent un asile chez des Nations » hospitalières, c'est que la misère accable » les uns, suspend le mouvement de leurs » bras industrieux; c'est que les autres ont » cru sans fondement que le feu de la dis» corde alloit embraser nos cités; qu'elles » leur présenteroient le spectacle de cet » arbrisseau dont parle le Prophète, qui » languit tristement, parce que la mort est » dans sa racine, &c.... Qu'ils entendent » la voix de cette Patrie qui les appelle;

Digitized by Google

» François, où portez vous vos pas? n'êtes-
» vous donc plus Citoyens? vos femmes,
» vos enfans, vos amis, toutes les choſes
» divines & humaines ne vous touchent-
» elles donc plus? auriez-vous étouffé tous
» les ſentimens de la Nature? Cependant
» que n'ai-je point fait pour vous à votre
» entrée dans le monde? Ne vous ai-je
» point reçus dans mes bras, réchauffés
» dans mon ſein, nourris de mon lait? Ne
» ſuis-je point pour vous la plus reſpec-
» table, la plus ancienne des mères? Eſt-il
» rien qui doive vous être plus cher que
» moi, puiſque je ſuis le centre de vos
» plaiſirs les plus purs & de vos affec-
» tions les plus tendres? N'aimeriez-vous
» donc plus cette Terre qui vous a vu
» naître, que vous avez habitée, & que
» tous les bons Citoyens révèrent? Ce ſont
» les mains bienfaiſantes de vos pères qui
» l'ont défrichée: leurs pénibles travaux
» ont jeté les fondemens de vos villes,
» élevé ces remparts, ces monumens qui
» les embelliſſent. N'eſt-ce point dans
» mon ſein que repoſent leurs cendres
» comme celles des Patriarches? Refuſe-
» riez-vous de mêler vos cendres avec les
» leurs? . . . «

Après avoir prouvé que nous devons aimer la Patrie à cauſe des biens qu'elle nous procure, l'Orateur inſiſte avec chaleur ſur l'union qui doit régner entre des Concitoyens. » C'eſt (dit-il) par l'union

Digitized by Google

» que le Citoyen jouit de la paix. Le » frère, aidé de son frère, est (dit le Sage) » comme une ville forte : par cette réu- » nion, le pauvre est à couvert des in- » sultes du riche, & le riche jouit tran- » quillement de sa fortune. C'est au Chef » que doit aboutir toute la force publique; » il est le centre de toutes les opérations » politiques, comme le soleil l'est de tout » le système de la Nature.... Considérez » une armée commandée par un habile » Général, les soldats n'ont tous ensem- » ble qu'un regard, qu'un mouvement; » au premier signal le fer étincelle, mille » feux partent d'un rempart vivant; l'on » diroit, à l'accord qui règne entre eux, » que ce n'est qu'un seul homme, qu'une » arme, qu'un feu, &c. «

Il faut lire en entier tout ce que l'Orateur attribue de force & d'énergie à l'amour de la Patrie, inspiré par une Religion éclairée; ce seroit en affoiblir le mérite que de l'analyser.

Dans la II^e. Partie, aussi riche & aussi variée dans ses tableaux que la précédente, l'Orateur démontre jusqu'à la conviction, que tout Citoyen doit à la Patrie ses talens, ses vertus & ses sacrifices.

Nous regrettons de ne pouvoir citer de cette II^e. Partie que la péroraison & la touchante prière qui la terminent. » Réunis- » sons toutes nos forces pour travailler de » concert à la prospérité publique : que

Digitized by Google

» d'anciennes plaies n'avons-nous point à
» guérir ! que de flammes à éteindre !
» Que tout cède à l'amour de la Patrie ;
» nous ne cesserons de faire des vœux
» pour elle ; transmettons à nos derniers
» neveux ce bonheur & cette liberté sage
» que de nouvelles Loix nous font espé-
» rer ; que le Peuple François soit toujours
» le modèle des bons Peuples ; qu'il de-
» vienne l'asile des malheureux ; que la
» paix, ce premier désir d'une ame hon-
» nête, qu'une douce joie règnent dans ses
» murs & dans le cœur de tous les Ci-
» toyens ! Tous les évènemens de ce siècle
» ne me sépareront jamais de mes Con-
» citoyens ; leur cause sera la mienne ;
» s'ils sont heureux, je partagerai leur
» bonheur ; s'ils sont dans la disgrace, mes
» larmes se mêleront avec les leurs. Ne
» nous séparons jamais les uns des autres ;
» nous étions amis avant tous les troubles
» qui nous ont agités, & nous le sommes
» encore. Je ne connois dans nos murs
» qu'un ennemi, c'est le *méchant* ; mais
» n'évitons point sa présence, tâchons de
» le ramener à son devoir ; ce n'est pas
» par la force qu'il est à craindre, mais
» par la ruse & la séduction. Que nos
» maisons deviennent le sanctuaire de la
» paix & de la vertu. O divine Provi-
» dence ! nous nous jetons avec confiance
» dans vos bras ; protégez-nous, défen-
» dez-nous, sauvez-nous « !

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

FIN du Précis sur l'Académie Françoise.

DE tout temps l'existence des Académies a dû importuner, non pas seulement ceux qui se croyoient faits pour y prétendre, & qui n'y parvenoient pas, mais même ceux qui, étrangers par état à cette espèce de prétention, étoient susceptibles de cette petite jalousie, trop commune & trop naturelle à l'esprit humain, & qui fait que l'on est secrètement offensé de toute distinction qu'on n'a pas. Tant de gens sont portés à se dire tout bas, & de manière à ne pas l'entendre eux-mêmes : Pourquoi des Académies, puisque je n'en suis pas ? Voilà l'homme ; on ne sçauroit en douter. Doit-on être surpris qu'à l'époque d'une nouvelle Constitution, certaines gens se soient hâtés de crier, qu'il n'y avoit rien de plus contraire à la liberté qu'une Compagnie de quarante Académiciens, regardés comme gens d'esprit en titre d'office ? Vainement avoit-on la ressource de dire avec Piron, *que ces quarante avoient de l'esprit comme quatre*, l'Académie n'en est pas moins, nous dit-on aujourd'hui, *un reste d'aristocratie*. Cela est profond. C'est une terrible *aristocratie* que celle de s'assembler pour faire un Dictionnaire, & de donner tous les ans des Prix de prose & de vers, dont chacun est le maître de se moquer, sur-tout ceux qui n'ont pas pu les remporter ! Je voudrois bien qu'on me dît quels

Digitized by Google

sont les priviléges *aristocratiques* de l'Académie, quelle espèce de pouvoir elle exerce. Est-ce sur l'opinion ? Quelqu'un se croit-il obligé d'estimer davantage un homme, parce qu'il est Académicien ? Est-ce une raison pour que l'on croie ses ouvrages meilleurs, ou ses jugemens plus sûrs ? Mais personne n'ignore que c'en est une, au contraire, pour apprécier les uns avec plus de sévérité, & pour être armé d'avance contre les autres. Tout tribunal qui juge appelle sur soi la rigueur & souvent même l'injustice du jugement public, sur-tout un tribunal en matière d'esprit & de goût. Que de gens intéressés à se joindre d'abord à ceux qui n'y ont pas gagné leur procès ! N'est-il pas prouvé par l'expérience qu'il faut avoir trois fois raison pour l'avoir en même temps aux yeux de l'Académie & du Public ? Celui-ci n'est-il pas merveilleusement disposé à trouver bons tous les moyens d'appel ? & n'est-ce pas sur-tout dans ce genre que le temps seul fait justice définitivement ?

Il n'y avoit pas quinze jours que la Révolution étoit faite, & l'on crioit déjà dans les rues la *suppression de toutes les Académies*. Il falloit que l'Auteur de cette Feuille, qui faisoit ainsi proclamer ses *Décrets* anonymes à 2 sous, fût un fin politique, pour ne pas voir dans un pareil moment d'objet plus pressant pour l'intérêt public, ni de plus grand danger pour la liberté. Peut-être son nom nous auroit-il révélé sur le champ tout le mystère de sa politique, en nous apprenant combien de fois il avoit concouru en prose & en vers, & concouru sans succès ; mais il a jugé à propos de nous le cacher.

J'ai conservé sa Feuille, que j'achetai bonnement, sur la foi du crieur, comme un Décret de l'Assemblée Nationale, ne m'imaginant pas

Digitized by Google

encore que chacun s'avisât de faire proclamer dans les rues ses fantaisies du matin comme des actes authentiques, dont le Public ne pouvoit être instruit trop tôt ; mais depuis que j'ai entendu crier journellement les *trahisons*, les *attentats*, les *conspirations* de Citoyens appelés par leur nom, & même de Membres de l'Assemblée Législative, je me suis accoutumé à cette police *patriotique*. Il est vrai que c'est un moyen de faire mettre en pièces l'homme du monde le plus innocent, avant qu'il sache seulement de quoi il est question ; mais apparemment que je ne me doute pas de ce que c'est que la *liberté*, puisqu'il y a de grands *Patriotes* qui prétendent qu'il n'y a plus de *liberté*, si la diffamation à cri public, qui est par elle-même une punition légale, n'appartient pas au premier venu, & que la presse n'est pas *libre*, s'il n'est pas permis à qui voudra de crier dans les rues : *Citoyens, pendez-moi ces .....-là*. Il se pourroit cependant que l'Assemblée Nationale n'adoptât pas ces grands principes, & qu'elle ne saisît pas bien la connexion de deux choses si différentes ; mais alors elle sera sûrement déclarée *anti-Nationale* & *anti-Patriotique*, d'autant plus que si les Colporteurs ne pouvoient proclamer que les actes de la puissance publique, il y en auroit moins, & ils gagneroient moins ; & n'est-ce pas-là un motif tout puissant en matière de législation ?

Je sais qu'il y a un peu moins de danger à *crier* dans les carrefours *la suppression des Académies* ; mais enfin, du petit au grand, je me suis trouvé tout naturellement conduit à cette légère digression sur la proclamation publique, dont il adviendra ce qui plaira à Dieu.

» L'Assemblée Nationale a décrété la suppres-
» sion des Chanoines : les Académiciens sont les

Digitized by Google

» Chanoines des Sciences, de la Littérature & » des Arts «.

En ce cas, il n'y a pas de *Chanoines* plus mal payés que les Académiciens François ; ils ne sont nullement *rentés*, & leurs droits de présence, & le travail du Dictionnaire (qui en est un comme un autre, & même parfois un peu ennuyeux) ne leur valent, avec la plus grande assiduité, qu'environ 1200 liv., encore parce qu'un tiers de l'Académie fait la besogne des absens. Si tous y concouroient, les jetons (cet objet si important de reproche ; de scandale & d'envie) ne vaudroient pas 400 liv. C'est être un *Aristocrate* littéraire à bon marché.

» Un Académicien mange dans son *fauteuil* » *de velours*, & à lui seul, la nourriture de 40 » ménages de campagnes «.

Je n'ai rien à dire du *fauteuil de velours*, qui paroît donner bien de l'humeur à l'Anonyme, j'avoue qu'une chaise de paille seroit moins *aristocratique*. Mais enfin ce n'est pas un crime de *lésion* d'être assis à l'Académie aussi commodément qu'on le seroit chez soi ; & c'est le Garde-Meuble qui nous en fournit les moyens. A l'égard des 40 *ménages de campagnes*, je crois qu'ils seroient bien mal *nourris* avec les 1200 liv. d'un Académicien. J'avoue encore qu'il y en a tel qui *mange* en effet beaucoup plus que la *nourriture de 40 ménages* ; mais ce n'est pas *dans son fauteuil* ni du produit de ce *fauteuil*.

» Plus d'Académiciens *rentés* tant qu'il y aura » des travailleurs à salarier, des pauvres à nour- » rir, des créanciers à satisfaire «.

Il y aura toujours dans un grand Etat des *travailleurs à salarier*, *des pauvres à nourrir* &.

Digitized by Google

des créanciers à satisfaire ; mais je ne conçois pas bien comment ce seroit une raison pour qu'un Etat qui peut, avec le plus grand ordre, avoir cinq cent millions de revenu, sans fouler les Peuples, ne dépenseroit pas cent mille écus pour la récompense, le salaire & l'encouragement des Arts & des talens. Il a été démontré par les *Comptes rendus*, que le traitement de toutes les Académies, de tous les Gens de Lettres, & de tous les Artistes de la France n'alloit pas à cette somme. On peut supposer à toute force que les campagnes peuvent fleurir, malgré cette dépense énorme, & que ce ne sont pas les jetons de l'Académie Françoise & les pensions des Académies des Sciences & des Inscriptions qui ont jamais ruiné les cultivateurs.

» Quel renversement de toutes les convenances ! payer le talent avec des écus ! l'honneur » seul est la monnoie courante du génie «.

Oh ! oui, sans doute ; mais avec cette *monnoie* qui n'est pas *courante* au marché, le génie & le talent peuvent mourir de faim ; & faut-il absolument, pour que les campagnes prospèrent, que le génie & le talent meurent de faim ? Corneille & La Fontaine n'auroient pas eu de bouillon dans leur dernière maladie (quoiqu'ils fussent de l'Académie), si Louis XIV ne leur eût envoyé 40 louis. C'étoit peut-être la taille d'un village ; mais est-il sûr que ce village même eût trouvé sa taille mal employée, si on lui eût fait comprendre (& cela se pouvoit) à quoi étoient bons des hommes tels que Corneille & La Fontaine ? Les paysans prennent bien sur leur nécessaire pour payer le Ménétrier qui les fait danser, & le maître d'école qui leur apprend à lire. Croit-on qu'ils ne comprissent pas qu'il falloit payer aussi les grands Ménétriers & les grands Maîtres d'école ;

Digitized by Google

de toute une Nation ? L'Anonyme veut abſolument que ceux-là dînent de louanges & d'*honneur*. L'Anonyme eſt un peu dur.

» Trop d'embonpoint amaigrit le génie. La » plupart des chef-d'œuvres *ſortent du grenier* «

C'eſt un vieux proverbe, qu'il faut nourrir les Artiſtes & qu'il ne faut pas les engraiſſer : *alendi non ſaginandi.* Mais c'eſt auſſi une vieille vérité, depuis les vers connus de Juvenal :

Quorum conatibus obſtat
Res anguſta domi.

que l'indigence eſt un obſtacle au talent. L'obſtacle peut être un aiguillon ; oui, quand il eſt de nature à faire aller & non pas à faire tomber. On citeroit facilement des exemples de la pauvreté qui a nui au talent ; qu'on en cite de l'aiſance ou même de la richeſſe qui les ont *amaigris*. Racine & Boileau étoient à leur aiſe. Voltaire, Buffon, Monteſquieu étoient riches. Ce n'étoient pas de *maigres génies*, malgré *l'embonpoint* de leur fortune. — *La plupart des chef-d'œuvres ſortent du grenier.* — Les chef-d'œuvres des hommes que je viens de nommer n'en ſortoient pas, & en valent bien d'autres. Honneur & reſpect au *grenier*, ſans contredit, s'il loge le talent honnête, comme il eſt arrivé trop ſouvent ; mais où eſt le mal de l'en tirer pour lui donner une bonne chambre bien cloſe ? Je ne ſais ; mais cette phraſe du *grenier* peut contenir ou beaucoup d'humeur, ou beaucoup de prétention. Pourquoi donc vouloir abſolument qu'on n'ait de mérite que dans un *grenier* ? Si par haſard l'Anonyme y eſt logé, n'eſt-il pas un peu vain ? S'il habite ſeulement une chambre de cent écus, n'eſt-il pas bien modeſte ?

» Qu'on

Digitized by Google

» Qu'on cite un grand homme dans les Sciences, la Littérature & les Arts, *dû* aux Académies, *né* dans le sein des Académies «.

C'est dommage que cette phrase soit absolument dénuée de sens. Je ne conçois pas comment un grand homme pourroit *naître* dans une Académie : on n'y arrive guère que tout formé. Une Académie ne fait pas *naître* les talens ; elle les honore, les encourage, les récompense ; & qui sait au juste ce qu'a pu donner de ressort au talent, l'ambition d'être distingué & choisi par ses pairs ? On ne peut rien affirmer là-dessus ; mais il seroit encore plus difficile de nier. Ce qui est sûr, c'est que le désir de remporter les Prix de l'Académie a été la première impulsion de Thomas (pour ne citer qu'un exemple), & que cette émulation a été pendant long-temps la seule qui l'animât ; & Thomas étoit-il sans talent ?

» Mais pour citer les talens que les Académies » ont fait avorter, on ne seroit embarrassé que » du nombre «.

Quant à moi, ce qui m'*embarrasseroit*, ce seroit de comprendre comment une Académie peut faire *avorter un talent*, & j'avoue encore mon ignorance sur ce point : je n'en connois point d'exemple, & n'en ai pas l'idée.

L'Anonyme se donne la peine de nous apprendre que Montagne, Shakespear, Ossian & Descartes existoient avant les Académies, ce qui est vraiment une grande découverte ; & ce qui prouve invinciblement que les Académies *ne sont bonnes à rien.*

Il reproche à l'Académie Françoise, d'avoir fermé ses portes à Gilbert, *le Poëte de notre âge qui approcha le plus de Juvenal & de Boileau.* Gilbert avoit du talent pour la versification, c'est-à-dire, qu'il a fait quelques morceaux qui

Digitized by Google

en prouvoient ; mais dans cette partie même, il étoit extrêmement inégal ; ses satires sont pleines de fautes choquantes ; & de plus, pour *approcher de Boileau*, il faudroit avoir un grand fond de raison, d'esprit & de goût, un excellent ton de plaisanterie, & avoir fait quelque chose qui *approchât* de ses belles Epîtres ; de son Art poétique & de son Lutrin ; je ne connois rien de Gilbert dans ce genre. Je n'ajouterai pas que Boileau rendit justice à tous les Ecrivains de son temps, & fut le fléau des mauvais ; & que Gilbert au contraire fut le détracteur grossier & virulent de tout mérite reconnu, à commencer par Voltaire, qu'il mépriſoit souverainement, & qu'il fut le plus ridicule panégyriſte des plus pitoyables Auteurs. Ce ne seroit pas une raison pour l'Anonyme ; car il me diroit que Gilbert a dit beaucoup de mal de l'Académie, & *la charité couvre la multitude des péchés*.

» Quel Ouvrage de génie est-*il* (1) sorti du » milieu des quarante assemblés « ?

Je ne conçois pas davantage comment quarante personnes feroient un *Ouvrage de génie*. Le génie est seul & ne travaille pas en commun.

» Il n'a pas tenu aux Académies, que le *Cid* » & la *Jérusalem délivrée* soient (2) deux mau» vais Ouvrages «.

Cela est vrai de l'Académie de la Crusca, qui fut très-injuste envers le Tasse : cela est faux & très-faux de l'Académie Françoise, qui, malgré Richelieu, eut le courage de reconnoître le grand mérite du *Cid* ; quoiqu'en plusieurs endroits de sa critique, elle se soit trompée.

(1) Cet *il* est de trop. Mais on ne peut pas exiger d'un homme qui a tant de mépris pour l'Académie Françoise, qu'il s'abaisse à parler François.

(2) Il faut *ne fussent*. C'est encore une bagatelle.

Digitized by Google

» Les Académies ont été trop long-temps *les* » *lanternes sourdes* des Tyrans «.

Il m'eſt impoſſible de deviner ce que cela veut dire ; mais je prouverois ſans peine, s'il en étoit beſoin, que, pendant les vingt dernières années du règne de Louis XV, l'Académie Françoiſe ne laiſſa pas d'être à ſa manière *une lanterne* pour la Nation (car je ne veux pas m'écarter de la noble figure dont ſe ſert l'Anonyme) ; & ce qui le démontreroit, c'eſt la mauvaiſe humeur que cette *lanterne* donnoit au Miniſtère & à la Cour, & l'envie qu'on avoit de l'éteindre.

» Toutes les ſottiſes de la trop longue vieilleſſe de Louis XIV, nous les devons aux baſſes » adulations des Académies «.

C'eſt beaucoup ; je ne croyois pas que l'Académie Françoiſe ni aucune autre eût été cauſe de tout le mal qu'ont fait, & la dévotion ignorante & puſillanime de Louis XIV, & ſon orgueil mal-entendu qui lui fit ambitionner le titre de deſtructeur de l'héréſie, & ſa foibleſſe pour Madame de Maintenon qui lui fit choiſir de mauvais Généraux & de mauvais Miniſtres, & ſa ſecrète averſion pour le mérite qui lui fit éloigner les bons, & ſa ſoumiſſion aux Jéſuites qui ſe rendit le perſécuteur des Janſéniſtes, & l'adroit aſcendant de Louvois qui, pour être de quelque choſe dans la révocation de l'Edit de Nantes & la faire rentrer dans ſon miniſtère, imagina les *dragonades*, &c. &c. Voilà ce qu'apprend l'Hiſtoire à tous ceux qui l'ont étudiée ; mais l'Anonyme, bien plus clair-voyant, trouve tout cela dans les compliméns académiques ; comme ſans doute il trouve auſſi l'invaſion de la Hollande dans les Prologues de Quinaut. Je m'étonne que d'après ces notions toutes neuves, il n'ait pas pris le ton d'un de nos Journaliſtes, qui dernièrement parla de l'Académie Françoiſe préciſé-

Digitized by Google

ment avec la même horreur qu'on auroit pour l'Inquisition. Voilà ce qui s'appelle avoir la mesure des choses.

» Des Académies Royales ! cela sent l'esclave «.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire qu'aucune Académie soit *Royale*, pas même celle de l'Opéra ; mais je n'aurois pas cru non plus que les Anglois fussent *esclaves*, pour avoir une Société *Royale*. Il est vrai que depuis quelque temps on a découvert qu'*ils n'étoient pas libres*.

Un Aumônier de Régiment exhortoit à la mort un Grenadier qui se mouroit, & il lui parloit de l'autre Monde, comme s'il l'avoit vu. *Mon père*, lui dit le Soldat, *vous me paroissez bien sûr de votre fait sur toutes ces choses-là. Pour moi, dans un moment, j'en saurai plus que vous. Mais je connois un Caporal de mes amis qui m'a dit plus de cent fois, qu'il donneroit bien un petit écu de sa poche pour savoir au juste tout ce dont vous venez de me parler.*

Je ne suis pas sur notre existence future en ce Monde, comme le Grenadier sur notre destinée dans l'autre ; je me crois fort loin du moment de savoir tout ; mais je suis un peu comme le Caporal, & je donnerois volontiers un petit *écu de ma poche*, & peut-être un peu plus, pour être sûr que dans dix ans nous serons aussi *libres* que les Anglois, c'est-à-dire, aussi soumis à la loi. J'ai encore la simplicité de ne pas connoître d'autre *liberté*.

Voilà encore une digression ; mais qu'importe ? est-ce qu'il faut toujours parler d'Académies ? Si l'on en croit l'Anonyme, bientôt on n'en parlera plus ; car il conclut comme il a commencé ; *plus d'Académies*.

Tout comme il lui plaira : pour ce qui me regarde, je n'y tiens pas autrement. Mais pourtant, après avoir plaisanté avec le destructeur Ano-

Digitized by Google

nyme, parlons un moment raison, puisque ce n'est plus à lui que nous parlons.

J'assurerai d'abord les raisonneurs profonds qui se sont apperçus que les Académies n'étoient pas d'une nécessité absolue; que je pense comme eux, qu'elles ne sont pas tout-à-fait aussi nécessaires qu'une bonne législation, une bonne organisation militaire, un bon système d'imposition, &c. Mais je demanderai à ceux qui réfléchissent, si dans un Etat, & sur-tout dans un grand Etat, c'est un bon principe de politique de n'admettre que ce qui est strictement nécessaire? En ce cas, vivons comme les Spartiates; rien n'est plus aisé & plus praticable, comme on sait; & faisons vîte de belles loix somptuaires. Mais si l'on doute que nous soyons susceptibles de ce genre de perfection morale & politique, si l'on admet qu'un certain *superflu* est devenu *chose très-nécessaire*, les Académies sont, ce me semble, une espèce de *superflu* qui peut passer comme un autre, attendu qu'il n'y en a pas qui coute moins. L'Académie Françoise coute au Gouvernement, tous frais faits, près de 25,000 livres, y compris le bois & la chandelle: c'est marché donné. Je ne crois pas en conscience qu'on puisse avoir une Académie *immortelle* & un Dictionnaire *éternel* à meilleur compte. Nous avons vu, dans le bon temps, des Financiers à qui leur musique revenoit plus cher, & l'on en cite un qui disoit à son Jardinier qu'*on avoit bien des marguerites pour dix mille écus*. On dira que les temps sont un peu changés, il est vrai; mais aussi les fleurs de rhétorique valent peut-être un peu mieux que les marguerites d'un parterre.

L'Académie des Sciences coute deux fois davantage; mais heureusement c'est la seule en qui l'on veuille bien reconnoître quelque utilité directe, quoique l'Anonyme pût nous dire qu'elle n'a pas inventé une machine, comme l'Académie

Digitized by Google

Françoise n'a point fait d'*ouvrage de génie*. Somme toute, on ne se plaint pas trop de l'Académie des Sciences; c'est pour le gros du Public une espèce de monde à part, à peu près comme la lune; on n'est guère plus instruit de ce qui s'y passe, & il n'y a pas moyen d'être jaloux. Qui est-ce qui ne se croit pas à peu près autant d'esprit que d'Alembert? Mais il seroit plus difficile de se croire Géomètre comme M. l'Abbé Bossut, ou Naturaliste comme M. Desmarets, ou Chimiste comme M. de Fourcroy. Passe donc pour l'Académie des Sciences.

Reste celle des Inscriptions, un peu plus chère, il est vrai, que la nôtre, parce qu'elle est pensionnée; & l'on ne manquera pas de dire qu'il n'est pas fort *nécessaire* que nous sachions au juste tout ce qui concerne le culte d'Isis & d'Osiris, & toutes les dénominations de Saturne. Mais après tout, il y a bien des occasions où l'étude de l'Antiquité poétique, théologique, numismatique, &c. n'est pas tout-à-fait inutile; & seroit-ce un si grand mal qu'il en coûtât trente ou quarante mille francs à la France pour déchiffrer d'anciens manuscrits & de vieilles médailles? Tout considéré, j'oserois croire qu'on peut, sans être accusé de dissipation folle, se permettre ce luxe d'érudition.

Et l'Académie Françoise! C'est ici la pierre de scandale. Quels reproches ne lui fait-on pas? *Elle a flatté Louis XIV, & même Louis XV.* Mais parlons sérieusement & de bonne-foi. A-t-elle été plus adulatrice que ne l'étoit alors la France entière? Elle a suivi l'esprit du temps. Songez à ce qu'étoit *Louis le Bien-Aimé* en 1744. Je dirai plus, ce furent deux Académiciens qui osèrent seuls parler à Louis XIV pour le soulagement des Peuples, Racine & Fénélon, l'un dans un Mémoire que lui demanda Madame de Main-

Digitized by Google

tenon, l'autre dans son Télémaque ; & cette courageuse véracité causa la disgrace de tous les deux. Sous le dernier règne, quand la liberté de penser commençoit à se répandre par l'influence de quelques grands Ecrivains, la plupart du nombre de ses Membres, non seulement elle n'y fut pas étrangère, comme on le voit, mais elle contribua beaucoup, & par la nature des ouvrages qu'elle couronnoit, & par le choix même des sujets qu'elle proposoit, & par les principes qu'elle suivoit le plus souvent dans ses élections, à propager cet esprit philosophique qui préparoit de loin l'affranchissement des Peuples. Des plumes serviles lui en firent assez long-temps un reproche, alors répété tous les jours. Pourquoi donc affecte-t-on aujourd'hui de l'oublier ? Pourquoi oublie-t-on combien alors elle étoit suspecte & odieuse à la Cour ; combien elle en fut maltraitée vers la fin du dernier règne ; combien de Journalistes esclaves & de satiriques mercenaires l'accusoient d'être un centre *de rebellion à l'autorité*, de semer *l'esprit d'indépendance*, d'être en un mot (& ce mot alors comprenoit tout) *Philosophe* ? Faut-il tout dire ? En 1771 il fut question de la détruire à cause de sa *philosophie* ; & voilà qu'en 1790 on veut la détruire à cause de son *aristocratie* ! Convenons que c'est jouer de malheur, & qu'il y a là un peu de ce qu'on appelle les contradictions humaines.

On lui fait un crime de célébrer ses morts. Passe encore pour le temps où ces Eloges funèbres n'étoient que pour les Académiciens ; on pouvoit en être un peu jaloux ; mais depuis que le Nécrologe nous apprend tous les ans la mort de tant d'hommes *célèbres*, comme on apprenoit à Rome par des lettres de France, *que Pierre Mazarin étoit mort à Rome* ; depuis qu'indépendamment du Journal de Paris, qui a aussi sa *nécro-*

Digitized by Google

logie, chaque petite ville a aussi son Journal où l'on *sème toujours des fleurs* sur la tombe de quantité de personnes très-connues de leurs amis, n'y a-t-il pas un peu d'humeur à disputer à un pauvre Académicien quelques lignes de compliment ? Et seroit-ce la peine d'être d'une Compagnie où l'on rembourse de son vivant tant d'épigrammes individuellement & collectivement, si l'on n'avoit pas du moins l'espérance d'en être un peu dédommagé après sa mort ? Pour moi je suis là-dessus comme feu M. de Paulmy, qui, lorsque l'Académie résolut de ne plus faire célébrer pour ses Membres défunts le service qui étoit d'usage, dans l'église des Cordeliers, jeta les hauts cris, & protesta hautement contre cette délibération, disant qu'il étoit entré à l'Académie sous la condition qu'après sa mort il lui reviendroit un service académique aux Cordeliers, & que jamais il n'y renonceroit. Il a fallu pourtant qu'il s'en passât. Dieu lui fasse paix !

On va dire que ce sont encore des plaisanteries. Mais d'abord, dans la première partie de ce Précis, il me semble que j'ai été très-sérieux, & même que j'ai parlé raison. Je vais tâcher encore, en finissant, d'en dire un petit mot. N'est-il pas vrai que l'Académie Françoise, avec les changemens que j'ai indiqués ci-dessus, dont une partie est déjà adoptée, & l'autre très-vraisemblablement le sera, avec un régime analogue à la Constitution de l'Etat, est très-susceptible de cet esprit patriotique qui désormais doit être celui de tous les talens & de tous les Arts ? Et pourquoi ne l'auroit-elle pas ? Quoi ! sous le règne du despotisme, elle a non seulement suivi, mais même quelquefois devancé l'esprit public (c'est beaucoup pour une Compagnie), & sous un Gouvernement légal elle ne seroit *bonne à rien !* J'ai parlé de son travail sur le langage. Observez, je

Digitized by Google

vous prie (& ceci mérite quelque attention), que la même époque où le ſtyle acquiert l'eſpèce d'énergie que donne la liberté, eſt auſſi celle où la diction eſt le plus expoſée à ſe corrompre ; & ſi l'un eſt un bien, l'autre eſt un mal. La liberté eſt toujours tout près de contracter quelque choſe d'agreſte & de groſſier. Voyez déjà quelle foule d'expreſſions baroques, contraires à l'analogie des élémens & à la juſteſſe des idées, s'eſt répandue dans les écrits & dans la converſation ! Sur quelques acquiſitions heureuſes, combien d'innovations bizarres que le bon goût doit réprouver ! Ouvrez nos brochures, vous en trouverez à chaque page, même dans celles qui d'ailleurs prouvent du talent. Pour quelques hommes dont la Révolution a fécondé le génie & révélé la force, quelle multitude de barbouilleurs politiques, qui la veille ſavoient à peine lire, & qui aujourd'hui s'imaginent qu'ils ſavent écrire, dès qu'ils ont reſſaiſi les mots de *Nation*, de *patriotiſme*, de *civiſme*, &c ! Le ſujet les fait lire plus ou moins ; on eſt ſi occupé des choſes qu'on ne prend pas garde au ſtyle : & pourtant, oſons le dire, quoi qu'il en puiſſe arriver, il n'eſt pas d'une néceſſité indiſpenſable d'être un mauvais Ecrivain pour être *bon patriote* ; il y a des gens qui le prouvent tous les jours. Je ne vois pas quelle force les ſoléciſmes & les barbariſmes peuvent donner aux raiſons, ni pourquoi l'éloquence de la liberté ſeroit obligée d'être barbarement néologique. En un mot, pour être bon François, faudroit-il donc ne plus parler françois ? Eh bien ! un bon Dictionnaire fait par l'Académie (autrement qu'il ne l'a été juſqu'ici, je l'avoue) peut nous apprendre à diſtinguer, dans la Langue nouvelle que l'on parle aujourd'hui, ce qui eſt bon à conſerver & ce qui eſt bon à rejeter. *Nous ne ſommes pas*

Digitized by Google

des Académiciens, disent fièrement nos Solons & nos Brutus à deux sols, & ils croient, avec ce seul mot, se donner un brevet de génie. Messieurs, point tant de superbe. C'est beaucoup, sans doute, de n'être pas de l'Académie ; c'est déjà en votre faveur une puissante présomption ; mais avouez pourtant que si l'on n'est pas nécessairement un grand homme parce qu'on est de l'Académie, ce n'est pas assez non plus pour être un grand homme, *de n'être pas Académicien.*

J'ai parlé de nos Prix : croit-on qu'aujourd'hui, que la liberté laisse le choix des plus grands sujets, ce genre d'émulation ne sera pas un aiguillon de plus pour les aspirans à la palme de l'éloquence ? On vient de proposer l'Eloge de Franklin. Quel sujet ! Et combien, si je me croyois capable de le remplir, je serois fâché d'être Académicien ! Un Journaliste a dit & répété qu'il ne falloit louer personne, ni les vivans, ni les morts ; qu'il étoit indigne d'hommes libres de louer un individu, qu'il ne falloit louer que la Patrie, la liberté. Assurément cet homme écrivoit dans un accès de délire, ou bien il y a là une rage de jalousie, *quæsta rabbia detta gelosia*, qui s'effarouche au son de la louange comme certains animaux féroces à la vue des couleurs brillantes. Quoi ! c'est offenser la Patrie & la liberté que d'honorer ceux qui les ont servies ! Les Athéniens ne savoient donc pas ce que c'étoit que Patrie & liberté, eux qui non seulement prononçoient l'éloge funèbre de leurs grands hommes, mais qui regardoient comme la distinction la plus glorieuse d'être choisi pour rendre ce dernier hommage à la mémoire des soldats morts pour leur pays, & qui en faisoient la récompense du plus grand de leurs Orateurs : il n'y en avoit pas de plus brignée.

Enfin les Compagnies savantes & littéraires

Digitized by Google

ſont un titre d'illuſtration nationale qui n'eſt pas à négliger. Et que gagneroit-on à nous l'ôter? Elles gardent comme un dépôt qui en quelque ſorte leur eſt propre, la mémoire de cette foule d'eſprits immortels qu'elles ſe glorifient d'avoir poſſédés dans leur ſein. Si elles ſont, dans leur propre pays, expoſées aux traits de la ſatire, qui, après tout, n'épargne rien de ce qui s'élève, elles ſont honorées de l'Etranger, à qui elles ſemblent préſenter comme en maſſe toutes les richeſſes de la Littérature & des Arts, accumulées parmi nous pendant deux ſiècles. Je le demande encore une fois, que gagnera-t on à détruire ces palais des talens & du génie, ſi long-temps conſacrés par la préſence & par le ſouvenir des grands Hommes? Si l'envie n'y peut ſouffrir les vivans, qu'elle y reſpecte les morts. Il n'appartient qu'à elle d'oſer dire que ces morts célèbres n'y appercevroient pas encore quelques ſucceſſeurs, qui, ſans être leurs égaux, du moins ne les feroient pas rougir; & ſi leurs ombres auguſtes, qu'il eſt permis à l'imagination de ſe repréſenter quelquefois revenant viſiter leur ancienne demeure, la trouvoient déſerte & abandonnée, ne croiroient-elles point, non pas que la Nation Françoiſe eſt devenue libre, mais qu'elle a été ſubjuguée par les Barbares?

Il ne m'a pas été difficile de parler en faveur des Académies, ſans diſſimuler le mal qu'on peut corriger, & ſans exagérer le bien que l'on peut accroître. Je n'ignore pas qu'il ſera beaucoup plus facile à l'envie d'être contre elles éloquemment ſatirique; elle trouvera l'oſtraciſme au fond des cœurs; mais j'ai parlé à l'eſprit public; c'eſt lui qui doit m'entendre, & c'eſt à lui à juger la cauſe.

(D.....)

Digitized by Google

Déclaration du Sr. Panckoucke.

PLUSIEURS plaintes que j'ai reçues relativement aux Journaux dont je suis chargé, m'ayant fait connoître qu'on voudroit me rendre responsable de divers articles qui y ont été insérés, je déclare de nouveau que je n'ai aucune part, ni directe ni indirecte, à la rédaction & composition de ces ouvrages périodiques. Accablé par les détails de la manutention économique de mes propres affaires, je n'ai point le temps de lire les épreuves des Journaux, je n'ai point le droit d'en être le censeur, je n'ai point celui d'en changer les Auteurs à ma volonté, ayant passé avec eux des actes devant Notaire, avant & depuis la Révolution, que je dois respecter, & qu'il ne me seroit pas possible d'enfreindre : je déclare donc hautement & publiquement que je ne puis être responsable directement ni indirectement d'aucuns articles de ces Journaux. Tous les Auteurs & Rédacteurs sont connus, & eux seuls doivent répondre de leurs écrits.

J'ajouterai que j'ai publié dans le Mercure de France de l'année dernière, un Mémoire sur l'organisation des Journaux Anglois ; Mémoire dont j'ai pris les renseignemens sur les lieux, que j'ai rédigé avec tout le soin dont je suis capable, & où j'ose dire que j'ai appris à des Anglois même ce qu'ils ignoroient à ce sujet. Cet écrit a été adressé à tous les Membres de l'Assemblée Nationale. Il contient la meilleure manière d'organiser les Journaux & *Papiers-Nouvelles* quelconques dans un pays libre.

Paris, ce 16 Octobre 1790.

N. B. Cette Déclaration n'a point été imprimée dans plusieurs Journaux telle que je l'ai envoyée, & je la rétablis ici comme elle doit l'être.

TABLE.

VERS. 121
Epître sur la Satire. 122
Charade, Enig. Logog. 131
Discours. 133
Variétés. 139

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 30 OCTOBRE 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

A MA FEMME,
Qui, la veille de son Mariage, ignoroit encore que son nom de baptême étoit Aimée.

Air : *Avec les jeux dans le Village.*

BONNE avoit le doux nom d'AIMÉE,
Et point du tout ne s'en doutoit.
A vingt ans BONNE étoit aimée,
Et pareillement l'ignoroit.
BONNE a su qu'elle étoit aimée,
De sa main elle a fait le don :
O BONNE, tu seras aimée
Toujours d'effet comme de nom! *(bis)*

(Par M. Landry, Professeur de Philosophie en l'Université de Paris.)

Digitized by Google

DISCOURS PATRIOTIQUE
AU PEUPLE.

Placé loin des grandeurs, par la ſuprême Loi,
Peuple, j'ai vu tes maux ; j'ai vécu près de toi.
Sous le joug trop long-temps je vis courber ta tête ;
J'ai pleuré ſur tes fers ; je bénis ta conquête.

Ne crois pas cependant qu'aigriſſant tes douleurs,
J'aille de tes Tyrans rappeler les noirceurs.
Mon pinceau ſe refuſe à retracer des crimes :
Des mortels abhorrés ont été tes victimes ;
Le plus juſte courroux avoit armé ton bras,
Et le déſeſpoir ſeul t'entraînoit aux combats.
Mais lorſque ton courage a vengé tes misères,
Quand la Loi te promet des deſtins plus proſpères,
Peuple, abjure à jamais la haine & la fureur :
Si tu fus opprimé, ne ſois pas oppreſſeur.
Apprends à tes rivaux, qui ne ſont plus à craindre,
Que tu ſus les dompter, mais que tu ſais les plaindre ;
Montre-toi généreux quand tu les as ſoumis ;
Ils furent tes Tyrans, ils ſeront tes amis.
Jouis en paix des biens qui pour toi vont éclore.
Déjà la Liberté, ſi douce à ſon aurore,
Te prépare des jours plus purs, plus glorieux.
L'homme, quand il eſt libre, eſt preſque égal aux Dieux.

BIBLIOTECA REGIA

Par quel aveuglement, par quel fatal ſyſtême
Se donna-t-il des fers, s'avilit-il lui-même ?
La force de l'Empire, & le glaive des Loix,
Il abandonna tout aux caprices des Rois.
D'un devoir chimérique, eſclaves imbécilles,
Les Peuples chaque jour, cruellement dociles,
Dirigeant follement leur courroux & leurs bras,
Pour l'intérêt d'un homme écraſoient des Etats.
Le jour de la raiſon éclaire enfin la Terre.
Les Rois, à tes périls, ne feront plus la guerre.
Un arrêt éternel, bien conſolant pour toi,
Soumet le Peuple au Prince, & le Prince à la Loi.
Vois des Ordres détruits l'égalité renaître ;
Non cette égalité, plus fatale qu'un maître,
Fille d'un ſot orgueil, qui place aux mêmes rangs
Le crime & la vertu, l'intrigue & les talens ;
Mais ce droit qu'en naiſſant nous donna la Nature ;
Qui du bonheur public eſt l'utile meſure ;
Qui juge les humains ſans faveur & ſans choix,
Et met chaque ſujet ſous la garde des Loix.
Conçois un noble orgueil ; ton ſort eſt ton ouvrage.
Un moment t'a vengé de mille ans d'eſclavage ;
Un moment t'a rendu ta gloire & ton éclat ;
Et je vois dans tes mains les rênes de l'Etat.
Redoute cependant l'excès de la puiſſance :
Fier de ta liberté, repouſſe la licence.
Eh ! quel droit plus affreux que le droit du plus fort ?
Songe qu'il fut long-temps l'arbitre de ton ſort ;

Digitized by Google

Qu'il te donna des fers ; & que ce droit horrible
Prépare aux oppreſſeurs un châtiment terrible.

Déſormais tu vivras d'écueils environné.
Malheureux par toi-même, ou par toi fortuné,
Prends ſur tes paſſions un ſouverain empire :
Qui ſe laiſſe émouvoir, peut ſe laiſſer ſéduire.
Des ennemis ſecrets déguiſant leur fureur,
Flatteront tes penchans pour égarer ton cœur.
Reconnois à leurs ſoins le déſir qui les preſſe ;
Brave qui te menace, & fuis qui te careſſe.
D'autres plus dangereux égareront ta foi.
Interprètes ſacrés du Ciel & de ſa Loi,
Mais eſclaves pourtant des paſſions humaines,
Ils feront de ce Dieu l'inſtrument de leurs haines.
N'as-tu pas vu déjà la ſuperſtition
Fomenter la révolte & la diviſion ?
Des Sujets égarés déſignoient les victimes ;
Des Soldats Citoyens ont arrêté ces crimes ;
Et marchant fièrement au ſecours de nos Loix,
Du fanatiſme aveugle ont étouffé la voix.
Ainſi d'un zèle faux crains les perfides trames :
Redoute encor pour toi l'or qui corrompt les ames,
L'ambition avide & ſes lâches appas ;
Qui brigue les honneurs, ne les mérite pas.
Diſtingue les talens & la vertu timide ;
Si l'intérêt te meut, que la raiſon te guide.
Qu'un éclat emprunté ne fixe plus tes yeux :
Exige des vertus & non pas des aïeux.

Digitized by Google

De ton pouvoir enfin entretiens l'équilibre.
Mais respecte les Loix si tu veux être libre ;
Sans elles sur la Terre il n'est rien de sacré,
Le mérite est proscrit, le crime est honoré,
La vertu chaque jour est en butte aux outrages :
Près de toucher au port, crains encor les orages....
Non, ne redoute rien. Regarde autour de toi,
Tu verras des égaux, la Patrie & ton Roi.
Consacre avec transport, bénis la bienfaisance
De ces mortels nouveaux, idoles de la France :
Philosophes profonds, hardis Législateurs,
Dédaignant fièrement d'importunes clameurs ;
Au choc des intérêts opposant leur courage,
Ils ont pour l'Univers composé leur ouvrage.
Tous les Peuples déjà, s'indignant de leur sort,
Veulent briser leur joug ou demandent la mort.
Des droits sacrés de l'homme ils réclament l'usage :
De ses longs préjugés le monde se dégage.
Déjà ce Peuple esclave, enfant de Romulus,
Rappelle dans son cœur les vertus de Brutus.
Au bonheur comme nous l'Ibère veut renaître :
Qui rougit de ses fers, n'a déjà plus de maître ;
L'Anglois même s'agite, & s'étonne aujourd'hui
De nous trouver plus grands & plus libres que lui ;
La France au Despotisme a déclaré la guerre.
En éclairant l'Europe, elle éclaire la Terre.
Ainsi lorsque le Dieu qui préside aux Saisons,
A rougi l'Orient de ses premiers rayons,

Digitized by Google

Soudain le feu s'accroît, & sa vive lumière
S'étend en un moment sur la Nature entière.

(*Par M. Despaze fils, du Musée de Bordeaux.*)

MORALITÉ.

Im-promptu *sur une Pendule à secondes.*

AIGUILLE fugitive, image du plaisir,
Et l'emblême du temps qui nous presse de vivre;
Toi que l'œil peut à peine suivre,
Hélas! pour m'apprendre à mourir,
Je n'ai pas besoin d'autre Livre.

(*Par M. l'Abbé Dourneau.*)



Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Bec-figue* ; celui de l'Énigme eſt *Pincette* ; celui du Logogriphe eſt *Nation*, où l'on trouve *Io, Taon, Ino, Nina, Onan, Anon, Ton, Ta, Non, Ton.*

CHARADE.

D'UNE aſſez floriſſante ville
Le nom s'exprime en mon premier ;
Dans mon ſecond, le Financier
Cache de ſes penchans le ſouverain mobile :
Si contre mon entier, ſouvent aſſez léger,
Le Soldat fatigué, peſte, jure & fait rage ;
Plus ſatisfait, il peut, après un long voyage,
Trouver dans mon entier de quoi ſe ſoulager.

(*Par M. Privat.*)

ÉNIGME.

L'AVARICE me tient toujours très-bien fermée,
La généroſité me fait ouvrir ſouvent ;
Plus je ſuis groſſe & plus je ſuis aimée,
Et foin de moi ſi je le ſuis de vent.

(*Par M. Prévoſt de Montigny.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

Le vrai bonheur, dit on, dépend de vivre en paix;
Mais avec mes ſept pieds, c'eſt projet inutile.
Voulez-vous à Paris connoître mon aſile ?
Allez à la Sorbonne, & ſur-tout au Palais.
Si l'amour offenſé me donne la naiſſance,
Loin d'être nuiſible à l'Amant,
Un baiſer juſqu'alors demandé vainement,
S'obtient l'inſtant d'après & m'ôte l'exiſtence.
Je voudrois, mais en vain, excuſer tous mes torts;
Ils ſont trop bien connus; ſur-tout en Normandie;
Pour m'éloigner de vous, faites tous vos efforts;
Et vous, mes partiſans, craignez la tragédie.
C'eſt aſſez de moi ſeule ennuyer le Lecteur;
En me décompoſant, tâchons de le diſtraire.
D'abord je ſuis oiſeau qui ne ſais pas me taire;
Maître abſolu de tout, j'ai des adorateurs;
En hiver, en été, le feu me donne l'être;
Je ſuis ce qu'en marchant chacun laiſſe après ſoi;
D'une manière ou d'autre on s'amuſe de moi;
L'amant jaloux ſouvent me fait paroître;
A Bicêtre ſur-tout on vante ma beauté;
Très-rarement ſans moi vous trouvez une fille.
De grace permettez encor que je babille;
Je parois en public avec Sa Majeſté.

(*Par le même.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

HISTOIRE de Pierre le Cruel, Roi de Castille & de Léon, & des évènemens mémorables qui se sont passés pendant son Règne. 2 *Volum. in-8°. A Paris, chez* Briand, *Libraire, rue Pavée St-André-des-Arts.* 1790.

C'EST ici l'un de ces noms qui ne passent à travers les générations & les siècles que poursuivis par la haine & par les malédictions publiques. La Postérité est prompte à se faire justice des Rois, & rarement elle se rétracte de ses jugemens. Quelques voix se sont élevées en faveur de Pierre, à qui elle a conservé le surnom de *Cruel*, qui lui fut donné pendant sa vie. Voltaire, qui a jeté un coup-d'œil d'aigle sur les erreurs de l'Histoire, mais qui, dans le dessein de la rectifier, se plu trop souvent peut être à la contredire, demande pourquoi l'on donna le nom de *Cruel* à ce Don Pèdre, Roi légitime de Castille, nom qu'il falloit donner au bâtard Henri de Transtamare, assassin de Don Pèdre & usur-

Digitized by Google

pateur (1) ? L'Hiſtoire du Roi de Caſtille eſt la meilleure réponſe à cette queſtion.

Sans doute ce Henri qui l'aſſaſſina, qui uſurpa ſes Etats, quoique moins habituellement cruel, quoique diſtingué même par ſon amabilité, par un caractère affable, généreux & populaire, méritoit bien à peu près le même titre ; & dans ces temps de barbarie, il y avoit peu de Princes à qui il ne pût convenir plus ou moins ; mais Pierre fut cruel par inclination, par habitude ; il le fut toute ſa vie, il le fut avec des raffinemens de perfidie qui le mettent au même rang que les tyrans les plus déteſtés. Plaignons-le ſi l'on veut d'être né dans un ſiècle barbare, d'être monté ſur le trône dans la première fougue des paſſions, de n'avoir vu autour de lui que révoltes & brigandages ; mais ſi l'on nous demai de *pourquoi* on le nomma *cruel*, ouvrons ſon Hiſtoire ; & répondons comme elle, c'eſt-à-dire par les faits.

Pour arrêter les premiers troubles qui s'élèvent dans ſes Etats, on lui perſuade qu'un remède violent eſt néceſſaire ; il fait ſaiſir Garci Laſſo de la Vega, Gouverneur de Caſtille, & donne ordre de l'aſſaſſiner : les Gardes, qui reſpectoient beaucoup la Vega, n'oſent obéir. Le Roi réitère ſes ordres, qui ſont enfin exécutés. On jette

(1) Diſcours hiſt. & crit. à la tête de ſa Tragédie de *Don Pèdre*.

Digitized by Google

le corps par une croisée ; & comme il y avoit eu la veille un combat de taureau vis-à-vis le Palais (spectacle digne d'un tel temps & d'un tel Roi, mais dont les Rois & les Peuples en Espagne s'amusent encore de notre temps), ce cadavre resta tout le jour exposé à sa vue sur une des banquettes destinées au spectacle.

Les Communes de Burgos avoient pris part à ces premiers mouvemens. Trois Citoyens distingués, arrêtés en même temps que la Vega, furent conduits devant l'appartement où dînoit le Roi avec Alburquerque, son premier Ministre : on les exécuta sous ses yeux, sans qu'il témoignât la moindre compassion.

C'étoit Alburquerque, rival de la Vega, qui le poussoit à ces actes de violence ; & l'on ne sait quel degré d'exécration peut suffire à un Ministre qui se fait un jeu de développer ainsi dans le cœur d'un Roi de 16 ans, les germes de cruauté qu'y avoit semés la Nature ; mais il n'y a point, on doit en convenir, de conseil qui puisse forcer un si jeune Prince à contempler un cadavre, & à voir sans émotion, pendant son repas, égorger trois malheureuses victimes.

Près de cinq ans après, furieux des hostilités de Transtamare, il fait mourir tous ceux qui furent convaincus d'avoir combattu pour ce Prince rebelle. Ce n'est-là, si l'on veut, que l'un des droits de ces horribles guerres ;

Digitized by Google

mais sur quels droits, sinon sur ceux des tyrans & des tigres, s'appuieroit-on pour excuser ce trait de barbarie ? » Parmi le » nombre de ces malheureux que l'on » conduisoit au supplice, il se trouva un » vieillard ; son fils, âgé de dix-huit ans, » fend la foule, se jette aux pieds du » Roi, demande la grace de son père, » & s'offre à subir le trépas destiné à » l'auteur de ses jours. Pierre, insensible » à cette tendresse filiale, accepte la pro- » position du jeune homme, & le fait » supplicier à la place de son père «.

L'aimable Don Frédéric, son second frère naturel, fils de son père Alphonse par Eléonore de Gusman, comme Henri de Transtamare, après avoir trempé d'abord dans la révolte de Henri, s'étoit réconcilié avec le Roi, & paroissoit rentré en grace : mais Pierre renfermoit dans son cœur le désir & le projet de se venger. Le jour où Don Frédéric devoit arriver à Séville, il fait dire à Don Juan, Infant d'Aragon, de venir lui parler. Après lui avoir fait jurer de garder le secret sur ce qu'il va lui communiquer : » Je sais, mon cousin, » lui dit-il, que vous & Don Frédéric » ne vous êtes jamais aimés ; j'ai appris » aussi que ce Prince se préparoit à se ré- » volter contre moi ; toutes ces raisons » me déterminent à le faire mourir, & » je vous prie de me rendre le service » essentiel de contribuer à sa mort. Quand

Digitized by Google

» il ne ſera plus, vous irez en Biſcaie, » faire ſubir le même ſort à Don Tello, » (frère de Henri & de Frédéric); après » quoi je vous nommerai Prince de Biſcaie, » vous épouſerez Iſabelle, &c. «.

De quelque impartialité que doive ſe piquer un Hiſtorien, on ne voit pas de ſang froid celui de l'Auteur, qui en racontant ce trait nous dit tranquillement, & ſans le moindre ſigne déſapprobatif : — » L'Infant d'Aragon remercia le Roi » de ſes bonnes intentions pour lui, & » l'aſſura de ſa ſoumiſſion aux ordres qu'il » lui donneroit. Il offrit même de tuer lui-» même Don Frédéric. Le Roi y conſentit » avec empreſſement. Mais Sarmiento, » (témoin de cette émulation de barbarie » entre le Roi de Caſtille & l'héritier du » Trône d'Aragon) (1), dit à l'Infant » qu'on ne manqueroit pas de gardes pour » aſſaſſiner Don Frédéric, & qu'il pour-» roit s'épargner ce crime. Le Roi ne lui » pardonna jamais cette réflexion «.

Don Frédéric arrive; il ſe rend au Palais : on vient le chercher de la part du Roi; il commence à ſoupçonner & à craindre. Il traverſe les appartemens, qu'il trouve plus ſolitaires & mieux gardés qu'à l'ordinaire : il arrive au cabinet du Roi. On n'y laiſſe entrer que lui & Don Garcie de

(1) Cette parenthèſe n'eſt pas de l'Hiſtorien.

Digitized by Google

Padilla, Grand-Maître de Calatrava, comme Frédéric l'étoit de S. Jacques. Le Roi s'étoit retiré dans un cabinet intérieur, nommé *del fierro*, chambre de fer. La porte étoit fermée. Les deux Grands-Maîtres attendirent qu'elle fût ouverte; le Roi parut enfin, & dit à l'un de ses Officiers de garde : — Saisissez le Grand-Maître; l'Officier très-embarrassé, demanda lequel des deux? — Celui de S. Jacques, reprit le Roi : Tuez-le, ajouta-t-il. — L'Officier n'obéissoit point. — Eh quoi! s'écrie un Courtisan, n'entendez-vous pas les ordres du Roi? Alors les gardes tombèrent sur Don Frédéric; il se sauva dans une autre salle, & voulut se défendre; mais accablé par le nombre, il tomba couvert de blessures.

Le Roi sort de son appartement, décidé à tuer tous les amis de Frédéric. N'en voyant point paroître, il retourne chez sa Maîtresse, Maria de Padilla, où l'Ecuyer de Don Frédéric s'étoit réfugié. Il tenoit dans ses bras la jeune Beatrix, fille du Roi. Pierre la lui fait ôter, & le poignarde. Il revient dans le salon où le malheureux Frédéric étoit dans les angoisses de la mort; voyant qu'il respiroit encore, il donne son épée à un Officier, & lui commande d'achever sa victime.

Ce fut ce meurtre qui fit donner à Pierre le surnom de *Cruel*, & nous ne voyons pas qu'il y eût à cela de l'injustice.

Digitized by Google

Son impassible Historien avoue lui-même que depuis cet instant, le Roi devint de plus en plus féroce; semblable, dit-il, au tigre qui, après s'être abreuvé de sang humain, n'en devient que plus altéré. Nous nous garderons bien de suivre davantage les détails révoltans de ces barbaries. Nous en avons assez dit pour rendre peu embarrassante la question de Voltaire: Pourquoi donna-t-on à Don Pèdre le nom de *Cruel*? & cependant jusque-là ce ne sont que les degrés par lesquels il parvint au point de férocité qu'il étoit capable d'atteindre. Ce ne sont plus depuis lors que meurtres, assassinats & supplices. Puis viennent les défaites & les revers dont le propre n'est pas d'adoucir une ame altérée de sang & de vengeance; & enfin la mort violente qu'il reçoit de la main de son frère naturel, qui dut la couronne à ce crime, mais qui mit tous ses soins à le faire oublier par un gouvernement plus doux. Il prit le titre de Henri *le Bon*, qu'il ne justifia peut-être pas aussi bien que Pierre celui de *Cruel*.

On croiroit que la Castille, déchirée par ces guerres sanglantes entre un Roi né légitime, mais devenu par sa tyrannie indigne de régner, & un usurpateur qui l'inondoit de sang & la couvroit d'armes étrangères, étoit alors despotiquement gouvernée; que la Nation n'étoit rien ni par elle-même, ni par ses représentans; qu'enfin les

Digitized by Google

fameuſes *Cortès*, dont on s'eſt fait une ſi haute idée, n'exiſtoient déjà plus, ou ne furent point convoquées pendant ce règne. Elles le furent pluſieurs fois; & même elles réſiſtèrent aux entrepriſes d'Alburquerque, qui vouloit détruire les anciennes Loix, parce qu'elles étoient favorables à la liberté des Peuples. Mais de quelle liberté & de quelle partie des Peuples de Caſtille eſt-il ici queſtion? C'eſt ce dont on peut juger par la compoſition de ces aſſemblées.

Les *Cortès*, ou le Parlement national de l'Eſpagne, conſiſtoient dans les Prélats, les Ducs, les Marquis, les Comtes, les *Ricos hombres*, & les Maîtres des trois Ordres militaires qui ſiégeoient pour la Nobleſſe. Dix-ſept villes recevoient l'ordre du Roi d'envoyer chacune deux Députés, pour qu'ils repréſentaſſent les Communes; & ces Repréſentans étoient les deux principaux Magiſtrats de chaque ville. Ce n'eſt pas aux François d'aujourd'hui qu'il eſt beſoin de dire, d'après ce ſimple apperçu, ce que c'étoit pour le *Peuple* Caſtillan que cette *Liberté*, protégée par *les Loix anciennes* que les *Cortès* étoient chargées de défendre; ce que c'étoit pour tout le Peuple que ces aſſemblées toutes féodales, où pas un véritable Repréſentant du Peuple n'étoit admis.

Les *Cortès* étoient pour l'Eſpagne ce qu'é-

Digitized by Google

toient pour nous ces anciens *Etats-Généraux*, auxquels les partisans intéressés des *Loix anciennes* vouloient nous ramener en 1789. Ils avoient leurs raisons ; mais nous avions les nôtres, & nous avons eu raison. Lorsque la force & l'impulsion naturelle des choses rendront les *Cortès* à l'Espagne, ne doutons point que les Prélats, Ducs, Marquis, Comtes, *Ricos hombres*, Maîtres des Ordres, & principaux Magistrats des villes, ne veuillent persuader à la Nation qu'ils sont la Nation ; mais malgré l'ignorance où l'on paroît dormir encore au delà des Pyrénées, il ne faudra pas beaucoup de temps pour que cette persuasion devienne fort difficile, & pour que les *Cortès* paroissent aux Espagnols ce qu'elles étoient en effet, une véritable *Cour*, c'est-à-dire une Assemblée anti-nationale.

Voici un petit échantillon de la manière dont les prétendus Représentans du Peuple, ou des Communes, coopéroient dans ces *Cortès* aux affaires publiques. La première fois que Don Pèdre les convoqua, le jour de la seconde séance, on avoit laissé au bout de la salle, un espace entre les sièges des Députés de Burgos & ceux de Léon ; » on y avoit mis un fau-
» teuil : une table étoit devant, revêtue
» d'un velours cramoisi : dessus étoient un
» Crucifix & le Livre du Nouveau-Testa-
» ment..... Le Président adressa un
» très-beau discours à l'Assemblée, ensuite

Digitized by Google

» ſon Secrétaire appela à haute voix les » Députés des Communes, qui s'avan- » cèrent deux à deux vers la table. Après » avoir ôté leur chapeau, ils posèrent la » main ſur le crucifix, tandis que le Se- » crétaire lut ce ſerment : Jurez ſur ce » livre & ſur cette croix, que vous » garderez le ſecret ſur tout ce que vous » entendrez & direz dans cette Aſſemblée, » en ce qui ſera relatif au ſervice de Dieu » & à celui du Roi, & que *vous n'en* » *ferez point part aux villes qui ont le droit* » *de voter dans les Cortès*, juſqu'à ce que » les affaires qui les engagent à s'aſſem- » bler, ſoient terminées, ou juſqu'à ce » que le Roi vous faſſe donner des ordres » contraires; & nous de notre côté, nous » nous engageons *à défendre l'immaculée* » *conception de la Sainte Vierge*, la pa- » trone & la gardienne de ce Royaume «.

Ce qui vouloit dire : Vous entendrez ici bien des choſes qui ſous le prétexte de la Religion & du ſervice du Roi, nuiront aux intérêts des villes que vous repréſentez. Jurez de ſacrifier avec nous ces intérêts que vous devriez défendre. Nous ſerons les champions de la conception immaculée : voilà l'important de l'affaire; que vous importe le reſte ? Les Communes n'étoient donc là que comme elles ont été dans tout le reſte de l'Europe pendant les ſiècles féodaux, c'eſt-à-dire pour la forme & pour conſentir aux impôts. C'étoit beau-

Digitized by Google

coup que la néceſſité de ce conſentement; & c'eſt ce point capital de la Conſtitution des *Cortès* qui tôt ou tard les fera renaître. » Quand les ſubſides étoient accordés » à titre de grace, on recueilloit les voix » en particulier. Si trois perſonnes ſe trouvoient d'un avis contraire, l'impôt ne » paſſoit point, & ne pouvoit plus être » propoſé qu'au bout de quatre mois; » mais quand ce qu'on demandoit étoit » dû de droit, on recueilloit publiquement les ſuffrages, & la majeure partie » l'emportoit «.

Il eſt vrai que la Cour avoit toujours des moyens d'obtenir à la longue ce conſentement; l'intérêt, la vanité, ces deux grands corrupteurs des Aſſemblées publiques, ne lui manquoient pas au beſoin. Ce dernier mobile eſt d'autant plus commode qu'il oblige ordinairement à peu de frais. Par exemple, pour encourager les *Cortès*, non ſeulement à accorder les ſubſides, mais à en augmenter la ſomme au gré du Gouvernement, il n'en avoit couté que d'établir cet uſage. Quand l'impôt conſenti s'élevoit à une valeur conſidérable, *tous les Députés avoient l'honneur de baiſer la main du Roi*; & voici comme ſe pratiquoit cette cérémonie conſtitutionnelle. » Ils étoient conduits en » grande pompe dans la ſalle d'audience, » où ils attendoient le Roi. Quand il étoit » entré, chacun ſe plaçoit: le Préſident

Digitized by Google

» déclaroit au Roi le motif qui avoit engagé
» les Députés à ſe raſſembler. Ceux de Bur-
» gos entroient dans un plus grand détail
» au nom des Communes, & réitéroient l'aſ-
» ſurance d'être toujours diſpoſés à préve-
» nir les déſirs du Roi. Les Députés, après
» ce diſcours, avoient l'honneur de baiſer
» ſa main «.

Ainſi, pour que le fruit des ſueurs du Peuple vînt à plus grands flots remplir les coffres d'un Tyran, qui ne l'employoit qu'à opprimer de plus en plus ce Peuple même, il ſuffiſoit de flatter le ſot orgueil de ſes lâches & ſtupides Repréſentans, par le ſingulier honneur de baiſer une main deſpotique, & ſouvent meurtrière & parricide. Et c'eſt-là ce qu'on nommoit une Conſtitution conſervatrice des Libertés! Et c'eſt-là ce que dans l'inévitable réſurrection des *Cortès*, on entendra peut-être un jour appeler *Loix anciennes*, & par conſéquent *conſtitutionnelles* ! Mais le temps de ces illuſions eſt paſſé. Le dix-huitième ſiècle les a diſſipées ; & il n'eſt plus déſormais poſſible qu'une grande Nation, en ſe réveillant d'une longue léthargie, ſe laiſſe replonger dans la barbarie du quatorzième.

Nous n'avons point voulu ſuivre avec l'Hiſtorien de Pierre, le fil de cette vie orageuſe & coupable; mais ſi l'on a là-deſſus quelques regrets, voici à quoi l'on en peut réduire les principaux évènemens.

Digitized by Google

Pierre, fils du brave Alphonse XI, monta sur le trône à l'âge de 15 ans, en 1350. Son père, qui n'étoit pas tout-à-fait Alphonse le Sage, avoit fait la folie de prendre publiquement pour Maîtresse Léonore de Guſman, d'avoir d'elle sept ou huit bâtards, d'abandonner absolument pour elle la Reine Marie sa femme, & qui pis est, de donner à sa Maîtresse, qui étoit d'une des premières familles du Royaume, une grande influence dans les affaires. Après sa mort, Pierre, son seul héritier légitime, vit s'élever contre lui toute cette ligue d'enfans naturels, dont les deux aînés sur-tout, Henri de Transtamare & Don Frédéric, avoient la faveur du Peuple & d'une partie de la Cour. Le jeune Roi, né avec des passions très-vives, commença par celle de la chasse; & pour chasser tout à son aise, il donna toute sa confiance à Don Juan d'Alburquerque, & le laissa gouverner comme il voulut. L'amour vint ensuite; Pierre devint éperdûment amoureux de la belle Maria de Padilla, dont la famille fut bientôt élevée aux premiers grades. La guerre eut son tour. Ses frères naturels, après quelques mouvemens qui n'avoient paru que passagers, & des réconciliations qui n'étoient qu'apparentes, se formèrent enfin un parti assez puissant pour lever le masque, & pour lui donner l'occasion d'exercer sa valeur & sa cruauté naturelles.

Digitized by Google

Malgré sa passion pour Padilla, la politique & sur-tout Alburquerque voulurent qu'il épousât Blanche de Bourbon, du sang de France. Ce mariage, comme tous ceux de cette espèce, fut célébré avec beaucoup de pompe; mais le bonheur ne fut pas du cortège : après trois jours d'une froideur soutenue, que ni les charmes de la jeune Reine, ni les remontrances de la Reine-mère ne purent vaincre, Pierre partit à cheval, accompagné de quelques Favoris, & vint rejoindre sa Maîtresse. La disgrace d'Alburquerque fut la suite de ce triomphe de *Padilla* : mais ce triomphe fut bientôt troublé. Jeanne de Castro toucha le cœur du Monarque; & comme sa vertu ou son ambition l'empêchèrent de se donner à lui, il ne vit pour l'avoir d'autre moyen que de l'épouser. Il trouva facilement deux Evêques qui attestèrent que son mariage avec Blanche étoit de toute nullité. Jeanne de Castro n'avoit rien à répondre en ces matières à deux Evêques. Elle fut donc épousée, proclamée Reine de Castille, & abandonnée deux jours après. Padilla reprit alors son premier empire.

Cependant le parti de Transtamare & de ses frères se fortifioit tous les jours, de l'inconduite du Roi & du mécontentement des Peuples; mais l'activité, la sévérité, le courage de Pierre, parvinrent à dissiper ce premier orage, & Transta-

Digitized by Google

mare fut obligé de se sauver en France : il y trouva les esprits bien disposés contre Pierre, par les mépris qu'avoit essuyés Blanche de Bourbon. Il revint avec une armée, pour venger l'assassinat de son frère Frédéric, & de tous les Gentils-hommes de son parti, que Pierre avoit fait mourir. Il mit en feu toute la Castille. Le Roi si vivement attaqué par son frère, l'étoit en même temps par le Roi d'Aragon, nommé Pierre comme lui, fils comme lui d'un Roi Alphonse, & pour dernière conformité, surnommé comme lui le *Cruel*. Pierre résiste avec courage sur terre & sur mer ; mais les armes lui sont défavorables, en même temps que ses cruautés lui aliènent de plus en plus ses Sujets : il fait assassiner de sang-froid Don Juan & Don Pierre, l'un âgé de 19 ans, l'autre de 14, dont tout le crime étoit d'être ses frères naturels, & d'être frères de Transtamare. Un Prêtre veut faire auprès de lui l'officieux ; il se vante d'une vision de S. Dominique, qui lui ordonne d'avertir le Roi que Henri veut le faire assassiner. Pierre imagine que ce sont ses ennemis qui lui ont député ce visionnaire, dans l'espérance de l'effrayer ; & pour le payer de ses bons avis, il le fait brûler vif à l'instant.

Enfin, après quelques escarmouches où il eut toujours l'avantage sur les troupes de Transtamare, il le vainquit, & l'obligea de fuir en Aragon. Pierre l'y poursuivit,

Digitized by Google

& s'appuya de l'alliance d'Edouard III, Roi d'Angleterre, & du fameux Prince de Galles son fils, si célèbre sous le nom de Prince Noir. La Castille se trouva donc déchirée par ses propres armes & celles d'Angleterre d'un côté, & de l'autre par celles de l'Aragon & de la France.

Transtamare ayant repris ses avantages, en profita pour gagner les cœurs des Castillans; ses libéralités lui faisoient par tout des amis; ses discours n'annonçoient que le désir de délivrer ces Peuples malheureux de la tyrannie d'un Roi féroce. Ses troupes, commandées par le brave du Guesclin, faisoient tous les jours des progrès. Il fut enfin proclamé Roi de Castille & de Léon. Pierre eut alors le plus grand tort ou le plus grand malheur que puisse avoir un Roi dans une situation aussi critique. Il perdit la tête & le courage, & se mit à fuir de ville en ville, sans plus oser faire tête à son heureux rival; il se retira en Portugal, puis en Galice, & de là en France, ou plutôt en Guienne, qui étoit alors sous la puissance du Prince Noir. Ce Prince le reçut bien, leva pour lui une armée, & marcha vers la Castille pour le remettre sur le trône. Henri de Transtamare s'avance à leur rencontre, est vaincu près de Nagera, & forcé de se sauver en Aragon. Pierre est rétabli dans ses Etats, proclamé de nouveau Roi de Castille, & reçu, comme on peut penser, dans ses principales

Digitized by Google

cipales villes, avec ces mêmes témoignages de joie qu'on venoit de prodiguer peu de temps auparavant à Henri.

Des discussions d'intérêt pour le payement des Troupes Angloises le brouillent avec le Prince de Galles, qui retourne en Guienne, où il meurt quelque temps après. La France fournit de nouveaux secours à Transtamare, qui revient attaquer la Castille: la fortune se déclare de nouveau pour lui: Pierre veut en vain faire tête à l'orage; il est défait dans les plaines de Montiel, & se retire dans le château de ce nom. Attiré ensuite dans la tente de du Guesclin, sous prétexte d'une entrevue, il y est poignardé par Henri de Transtamare.

Cet assassinat étoit sans doute prémédité; mais les choses se passèrent de manière qu'en tuant son ennemi, Transtamare ne parut en quelque sorte que se défendre. Voltaire se trouve ici, comme il lui arrive souvent, en contradiction avec l'Histoire. » Guesclin, dit-il (1), » prit Don Pèdre prisonnier à la bataille » de Montiel (Don Pèdre, ou Pierre, ne » fut point fait prisonnier). Ce fut après » cette journée que Henri de Transtamare » entrant dans la tente de Guesclin, où » l'on gardoit le Roi son frère désarmé, » s'écria: *Où est ce Juif, fils de P.....*

(1) Dans le discours déjà cité.

Digitized by Google

» *qui ſe diſoit Roi de Caſtille* ? & il l'aſ-
» ſaſſina à coups de poignard «.

Voici le fait, d'après tous les Hiſtoriens Eſpagnols. Pierre, dans ſon déſeſpoir, ſe décide à l'entrevue qu'on lui propoſe, quoiqu'il en ſente tout le danger. Henri paroît tout armé, & prononce en effet l'interrogation rapportée par Voltaire. » A ces mots » l'intrépide Pierre, enflammé de colère, » répondit : *Tu es un traître, je ſuis Pierre,* » *Roi de Caſtille, fils légitime du Roi* » *Alphonſe.* Il ſe précipita ſur Henri : » comme il étoit le plus fort, il le ren- » verſa par terre, & tirant ſon épée, il » l'eût certainement tué ſans la célérité de » quelqu'un, ſoit du Gueſclin, ſoit un au- » tre, qui ſaiſiſſant Pierre par la jambe, » & le jetant ſur le côté, donna le temps » à Henri de ſe relever. Henri prit alors » un poignard, & l'enfonça dans le cœur » de Pierre, qui rendit le dernier ſou- » pir «. Digne fin d'un règne odieux & d'une vie noire de crimes.

Cette Hiſtoire, écrite en Anglois par J. Talbot Dillon, Auteur d'un Voyage en Eſpagne, eſt aſſez médiocrement conçue. Il falloit le pinceau d'un Tacite, ou d'un Salluſte, pour tracer le tableau d'un tel règne ; & l'Auteur, à force de vouloir être impartial, eſt ſouvent froid & languiſſant. Le Traducteur, qui ne s'eſt pas nommé, participe à ce défaut, & l'augmente peut-

Digitized by Google

être par un ſtyle ſans nerf, ſans phyſionomie, & ſouvent même incorrect.

L'Ouvrage ne ſe lit cependant pas ſans intérêt, ſoit parce que l'énergie des caractères, qui perce, pour ainſi dire, à travers la foibleſſe du ſtyle, attache, comme il arrive preſque toujours, malgré leur atrocité; ſoit parce que, dans les circonſtances où nous ſommes, l'Hiſtoire, quelle qu'elle ſoit, nous fourniſſant des réflexions & des comparaiſons nouvelles, acquiert pour nous un degré d'intérêt qu'elle n'a jamais eu.

PROJET de Légiſlation Civile, dans lequel on ſe propoſe de ſubſtituer un Code général & ſimple aux Coutumes nombreuſes & contradictoires qui régiſſent les diverſes contrées de la France; dédié à l'Aſſemblée Nationale; *par* P. PHILIPPEAUX, *Avocat au Préſidial du Mans, avec cette Epigraphe :*

Salus Populi ſuprema Lex eſto.

A Paris, chez Cuſſac, *Libraire, au Palais-Royal.*

CET Ouvrage, qui ſuppoſe des recherches & de la méditation, préſente, dans un

Digitized by Google

tableau méthodique & rapide, les élémens du Droit Civil sur les personnes & les biens. L'Auteur y discute les principes du Droit Coutumier, du Droit Romain & du Droit général ; rapproche toutes ces Loix incohérentes ; fait sentir l'immoralité du plus grand nombre ; & après être remonté aux principes du Droit naturel, arrive à des résultats conformes à l'esprit de la nouvelle Constitution. Dès le mois d'Octobre 1789, cet Ouvrage fut présenté à l'Assemblée Nationale, qui a consacré l'opinion de l'Auteur sur le Droit de primogéniture, le partage des ci-devant Fiefs, l'abolition des Retraits & du Droit d'Aubaine.

Après avoir démontré dans son Introduction l'importance & l'absolue nécessité d'un Code Civil uniforme pour toute la France, il traite dans le I^er. Livre des personnes, 1°. des Citoyens : il propose pour la régénération des mœurs un plan motivé d'éducation nationale ; 2°. de la Noblesse : il s'élève contre l'illustration par les seuls droits du sang ; 3°. du Clergé : il insiste sur la proscription du célibat, & indique d'autres réformes utiles ; 4°. des Bâtards ; c'est là qu'il indique les sources de dépravation & leurs antidotes ; 5°. du Mariage envisagé comme sacrement & comme acte civil : sous le premier rapport, il traite la question du divorce, qui n'en a jamais été une

Digitized by Google

que pour nous ; sous le second, il discute les règles de la dot, de la communauté, du douaire, &c. 3°. de la puissance paternelle, dont il examine les avantages & les inconvéniens. De ce sujet il passe à celui de la majorité légale, & démontre son importance chez un Peuple libre que la civilisation a éloigné des mœurs patriarcales.

Le II^e. Livre traite de la différence des biens, de la manière dont ils s'acquièrent & se transmettent ; 1°. de la transmission par vente & des prescriptions à fin de libérer : à cette occasion, il indique un mode simple de purger les hypothèques pour faciliter les emprunts & favoriser l'Agriculture ; 2°. des donations, où il examine leur degré d'utilité, & ce que doivent être les retranchemens légitimaires dans divers cas ; 3°. des successions directes & collatérales, de celles entre mari & femme : sur ces matières compliquées, l'Auteur a eu le secret de se rendre fort intelligible ; 4°. enfin des substitutions & successions contractuelles, que l'Auteur propose d'abolir toutes, excepté la seule que motive l'inconduite des enfans dissipateurs.

Digitized by Google

MÉMOIRES intéressans pour servir à l'Histoire de France, ou Tableau Historique, Chronologique, Pittoresque, Ecclésiastique, Civil & Militaire des Maisons Royales, Châteaux & Parcs des Rois de France; avec Figures gravées en taille-douce; par M. PONCET DE LA GRAVE, *Membre de plusieurs Académies. Tomes III & IV. Prix, 6 liv. reliés. A Paris, chez* Nyon l'aîné & fils, *Libraires, rue du Jardinet.*

CES deux Volumes ont pour objet la description de Saint-Cloud & de ses dépendances. L'Auteur a rassemblé toutes les pièces relatives à son sujet, parmi lesquelles il a répandu des anecdotes assez curieuses. Nous nous contenterons d'en citer une, extraite d'une lettre de *Madame*, deuxième femme & veuve de *Monsieur*, frère de Louis XIV.

» La grand'tante de Mylord Hondley, » Mme. du Gourdon, a été ma Dame d'a- » tours pendant longues années. C'étoit » une singulière personne; elle rêvoit con- » tinuellement. Un jour voulant cacheter » une lettre dans son lit, elle fit couler la

Digitized by Google

» cire sur sa cuisse, & y appliqua le ca-
» chet : elle ne sentit qu'alors les douleurs
» de la brûlure, & jeta les hauts cris. Elle
» jouoit souvent au lit ; alors elle crachoit
» sur les draps, & jetoit les dés à terre. Le
» soir, quand elle me donnoit ma coiffe pour
» aller à la Cour, elle posoit toujours ses
» gands sur ma tête, & s'enveloppoit les
» mains de ma coiffe. Une de ses habitudes
» étoit encore de déboutonner la veste de
» tout homme à qui elle parloit. *Monsieur*,
» mon époux, la chargea une fois de dire
» quelque chose de sa part au Capitaine
» de ses Gardes, un très-grand homme,
» nommé le Chevalier de Beuvron. Comme
» elle étoit fort petite, ses mains, qui
» n'atteignoient pas à la veste, n'en désirent
» pas moins d'autres boutons. Le Capitaine
» tout étonné, sauta en arrière en s'écriant :
» *Eh, Madame, que me voulez-vous?* Cela
» fit éclater de rire tous ceux qui étoient
» dans la salle de Saint-Cloud «.

La dernière moitié du quatrième volume renferme les descriptions de Meudon, Madrid, la Muette & la Faisanderie de la porte de Boulogne.

Digitized by Google

FORMATION de l'Infanterie Françoiſe, plan combiné d'après le génie de la Nation ; par M. D'ANGUY DE LA MÉNAYE, *ancien Capitaine-Commandant au Régiment de Beſſigny. A Paris, chez* Debure l'aîné, *Libr. Hôtel Ferrand, rue Serpente.*

DIFFÉRENS Journaux parlèrent de cet Ouvrage dans le temps qu'il parut : le Journal Militaire ſur-tout en fit la mention la plus honorable pour l'Auteur, & cita ſon plan comme un des plus utiles à la Conſtitution de l'Armée Françoiſe.

Les deux points ſur leſquels il croit que l'Aſſemblée Nationale a le plus eſſentiellement à prononcer, ſont *l'organiſation des troupes & leur rappel à la diſcipline.* Il prétend que le moyen le plus prompt & le plus ſûr de rétablir la confiance ſi néceſſaire entre le Soldat & l'Officier, c'eſt de réformer tous les inſtigateurs de troubles, & de charger les Capitaines du recrutement de leurs Compagnies, en n'enrôlant que des jeunes gens non corrompus, & propriétaires autant

Digitized by Google

qu'on pourroit (1). On sent quel bien il résulteroit de cet intérêt réversible du Soldat à ses Chefs, & de ceux-ci à leurs enfans.

L'autre point recommandé par M. d'Anguy, c'est de ne pas entasser inutilement les Soldats dans les garnisons, & de ne pas solder en temps de paix une armée qui ne sert à rien; mais il établit des Compagnies d'auxiliaires non soldés, entretenus dans l'exercice, qui au besoin doublent les défenseurs de l'Etat.

On est forcé de renvoyer le Lecteur, pour les autres articles, à l'Ouvrage même, qui, par l'étendue & le développement des principes approfondis sur le génie national, forme un Cours militaire également utile à l'Officier consommé & au jeune homme sans expérience.

(1) Chez les Romains, ceux qui n'avoient à déclarer que leur nom, *proletarii capite censi*, n'étoient point enrôlés.

Digitized by Google

Exposé des travaux de l'Assemblée générale des Représentans de la Commune de Paris, depuis le 25 Juillet 1789 jusqu'au mois d'Octobre 1790, époque de l'organisation définitive de la Municipalité ; fait par l'ordre de l'Assemblée, & rédigé par M. Godard, *Avocat, ancien Président de l'Assemblée des Représentans de la Commune, & imprimé aux frais des Représentans. A Paris, chez* Lottin, *Imprimeur ordinaire de la Ville, rue St-André-des-Arts.* 1790.

Cet Ouvrage, dont le seul titre annonce suffisamment l'intérêt, offre de nouvelles preuves du talent & du civisme de M. Godard. On a distingué, comme une pièce pleine d'éloquence, de noblesse & de fermeté, l'Adresse à ses Commettans, qu'il rédigea, au mois d'Avril dernier, au nom de l'Assemblée des 240 Représentans de la Commune de Paris. Nous voyons avec plaisir l'opinion publique le désigner aux Electeurs pour remplir une des places des Tribunaux de Paris. Celui qui a défendu avec autant de courage & de sagesse les Accusés de Dijon, ne peut être qu'un Juge intègre & éclairé.

Digitized by Google

NOTICES.

De la Destruction du Régime Féodal, ou Commentaire sur les nouvelles Loix concernant les Droits Féodaux, leur rachat & liquidation, les Droits de Chasse, les Dixmes inféodées, &c. ; par M. Garnier, Avocat. In-12 d'environ 300 pages, sous presse.

Ouvrage utile à tous les ci-devant Possesseurs de Fiefs, Vassaux & Censitaires, aux Corps Administratifs & Municipaux, chargés de recevoir le rachat, & de faire la liquidation desdits Droits, & aux Juges qui auront à prononcer sur les contestations relatives aux Droits supprimés ou conservés.

On s'inscrit à Paris, chez Royez, Libraire, quai des Augustins, auquel les lettres seront adressées franches de port.

La Solitude considérée relativement à l'esprit & au cœur. Ouvrage traduit de l'allemand de M. Zimmermann, Conseiller aulique & Médecin de Sa Majesté Britannique. Par M. J. B. Mercier, in-8°. Prix, 3 liv. br. 3 liv. 12 s. franc de port. A Paris, chez Leroy, Libr. rue St. Jacques.

On lira avec intérêt cet Ouvrage, dont l'original est estimé en Allemagne.

Les Conversations d'Emilie; 5e. édition. 2 Vol. in-12. Prix, 6 liv. rel. A Paris, chez Belin, Lib. rue St-Jacques.

Cet Ouvrage est aussi connu qu'estimé; on sait qu'il a obtenu le Prix d'Utilité, décerné par l'Académie Françoise.

Digitized by Google

GRAVURES.

Journée du 6 Octobre 1789.

La satisfaction qu'ont témoigné à l'Artiſte (le Sieur Andrieu) toutes les perſonnes qui avoient ſouſcrit pour ſa Médaille du *ſiége de la Baſtille*, étant pour lui un encouragement qu'il a ſu apprécier, il a conçu le projet d'en graver d'autres de même grandeur, qui repréſenteront quelques-uns des évènemens les plus remarquables de la Révolution. La Médaille qu'il a terminée depuis celle de la Baſtille, & qu'il annonce aujourd'hui, eſt *l'arrivée du Roi à Paris pour y fixer ſa demeure habituelle.* Cette Médaille, par ſon diamètre de 35 lignes, a fourni à l'Artiſte un champ aſſez vaſte pour donner à ſon ſujet le ton pittoreſque qui lui étoit convenable. D'après cela, il eſpère que cette Médaille ne plaira pas moins à ſes Souſcripteurs & à tout le Public, que celle de la Baſtille.

Elles ſe trouvent l'une & l'autre, chez l'Auteur, maiſon du Libraire, rue des Noyers, n°. 33.

Chez le Sieur Duprier, Marchand d'Eſtampes, rue des Cordeliers, vis-à-vis celle Haute-Feuille.

Et chez le Sieur de la Fontaine, Ciſeleur-Doreur, rue de la Vieille-Monnoie, près le Pont-Neuf, maiſon du Notaire, n°. 22.

Le prix de l'une ou l'autre de ces deux Médailles, encadrée, eſt de 6 livres.

Les mêmes, dorées, avec leur cadre, l'une ou l'autre, 9 livres.

TABLE.

A ma Femme.	157	*Projet de Légiſlation.*	185
Diſcours patriotique.	158	*Mémoires.*	186
Moralité.	162	*Formation.*	188
Charade, En. Log.	163	*Exp. ſt.*	190
Hiſtoire.	165	*Notices.*	191

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 9 Septembre 1790.

L'EXÉCUTION du Décret rendu contre l'ancien Grand Trésorier, Prince *Poninski*, s'est faite, le 1^er^. de ce mois, avec quelques adoucissemens. La Sentence l'obligeoit à entendre en public la lecture de l'Arrêt, à être dépouillé de ses Ordres, et promené dans les principales rues. Au lieu de ces dispositions ignominieuses, on a permis au Prince de se dépouiller lui même de ses Ordres, que son plus jeune fils a rapportés au Roi. La nuit tomboit au moment où on lui a fait lecture publique de la Sentence, devant l'Hôtel-de-Ville. Le Peuple bien plus inhumain qu'il n'est juste, le Peuple qui adoroit le Coupable lorsqu'il étoit puis-

Digitized by Google

sant, a souillé ce spectacle de ses acclamations. Immédiatement après, le Prince, accompagné de l'un de ses fils, s'est rendu dans une terre, où il profitera du délai de quatre semaines qui lui est accordé avant de sortir du Royaume, pour mettre ordre à ses affaires. A l'ouverture de ce procès d'Etat, nous en indiquâmes l'objet. Pour en perpétuer la mémoire, le Décret qui punit le Prince *Poninski* sera inscrit sur un marbre qu'on placera dans la Salle des Nonces. L'on a aussi demandé, qu'à côté de ce monument on en établît un second, qui rappelât le courage patriotique de feu M. *Reytaw*, Nonce de Novogrodeck, lequel s'opposa aux funestes projets de la Délégation dans les fameuses Séances des 19 et 20 Avril 1773.

Les Factions qui divisent la Diète s'animent de plus en plus. Les Séances sont rouvertes depuis huit jours. On a commencé à discuter le nouveau plan de Gouvernement. Par le premier article, unanimement adopté, la Religion catholique est reconnue et déclarée seule dominante : les autres cultes restent libres ; mais on a décrété une peine contre tout Gentilhomme qui se rendroit Protestant. — Les opinions n'ont pu s'accorder sur l'hérédité de la Couronne. Pour mettre fin à ces dissentimens, on avoit proposé de consulter les Diétines.

Digitized by Google

cette motion a fait naître les plus violens débats ; on n'a pris aucune décision.

En accélérant sa paix particulière avec la Suède, sans aucune entremise, la Cour de Pétersbourg s'est procuré un moyen de négocier aussi toute seule avec la Porte, et d'écarter toute médiation étrangère. Ce système, conforme à la hauteur de ce Cabinet, et au bonheur de ses destinées, vient de se manifester dans sa Réponse à la Déclaration de la Convention de Reichenbach, que lui avoit faite la Cour de Berlin. L'Impératice a notifié, à son tour, « qu'Elle termine-« roit Elle-même ses affaires avec la « Porte, sans l'intervention d'aucune « autre Puissance, et qu'Elle se croyoit « libre de continuer la guerre ou de faire « la Paix, ainsi qu'Elle le jugeroit con-« venable. » Depuis cette fière décision, la Prusse qu'elle n'intimide pas, se prépare à appuyer les Turcs de la présence d'une armée de 60 mille hommes sur les confins de la Livonie : un second Corps de 25 mille hommes se concentrera dans la Nouvelle Marche entre Crossen et Driesen, sous les ordres du Général *de Mollendorff*. Le commandement de toutes ces forces réunies, qu'on porte à 80 mille hommes, est destiné au Duc régnant *de Brunswick*. On prépare les magasins nécessaires dans la Nouvelle Marche, où s'est rendu le Ministre d'Etat, Comte *de Schulenbourg*.

Digitized by Google

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 13 Septembre.

A l'instant où l'on attendoit le Roi et LL. MM. Siciliennes à Laxembourg, un Courrier, a apporté l'ordre de suspendre les préparatifs des fêtes qui doivent suivre le mariage des deux Archiducs. Ce message a été occasionné par l'indisposition d'une des Princesses de Naples, tombée malade à Neustadt où la Cour est rassemblée. La Reine étoit partie le 7 pour aller au devant des augustes Voyageurs.

Le même jour 7, nous vîmes arriver ici le Cardinal *Bathiany*, le Comte *Zichy*, le Comte *Caroly* et plusieurs autres Députés Hongrois, chargés enfin du Diplome inaugural, qu'on a rédigé sur les instructions du Chancelier de Hongrie. Malgré les sollicitations de ce Royaume, très-vraisemblablement le Couronnement de S. M. à Bude ne précédera pas celui de Francfort. La première réponse du Roi à la grande Députation, a excité quelques mouvemens parmi la populace de Bude et de Pest que les mécontens ont mise en fermentation; mais la Bourgeoisie ayant pris les armes, on a bientôt ramené la tranquillité. Cette réponse de S. M. écrite de sa main, et adressée au Comte *de*

Digitized by Google

Palfy, Chancelier de Hongrie, étoit en ces termes.

« Mon cher Comte *Palfy*, comme les Députés ont eu aujourd'hui leur audience, et que je dois partir pour aller à la rencontre du Roi et de la Reine des deux Siciles; vous déclarerez de nouveau et confirmerez auxdits Députés, en mon nom, qu'il m'a été agréable de les recevoir, et d'apprendre de de leur bouche le vœu que forment les Etats, de me voir chez eux pour procéder à mon couronnement. Vous donnerez à connoître aux Députés, et par eux aux Etats, que, comme ils le savent bien eux-mêmes, jusqu'ici le non-accomplissement de leur vœu n'a point dépendu de moi, ni n'en dépendra encore à l'avenir, parce que, dès le moment où, *viâ legitimæ et immediatæ successionis*, j'ai commencé à gouverner le Royaume de Hongrie, j'étois prêt et le suis encore à accepter, confirmer par serment, et observer ponctuellement *Diploma Theresianum* ou *Carolinum*, en changeant seulement, ainsi que cela s'entend de soi-même, le huitième paragraphe du dernier, contre le sixième paragraphe du premier. Vous ajouterez à tout ceci que je suis fermement et irrévocablement résolu de prêter la main à ce diplome et non à aucun autre; que j'attends sur cela, de la part des Etats, une déclaration prompte, dont la qualité me déterminera à fixer le terme pour l'ouverture de la Diète et la cérémonie du couronnement, s'il est possible, avant mon couronnement impérial, ou à prendre d'autres mesures légales. »

Vienne, le 20 Août 1790.

LÉOPOLD.

Digitized by Google

Le Roi a adressé au Chancelier Comte *de Colowrath* des instructions relatives à la liberté de la presse. Ce Souverain exige qu'on recherche avec vigilance et qu'on prohibe la publication de tous les écrits propres à troubler le repos public, à produire des dissentions scandaleuses, à soulever contre l'obéissance due au Prince, de même les ouvrages contumélieux aux Lois, parce qu'ils tendent à diminuer l'obéissance des Sujets, et ceux qui ont pour objet d'attaquer les principes de la Religion, la Constitution Ecclésiastique établie dans ce pays, et d'exposer au mépris et au ridicule les Ministres de la Religion.

De Francfort sur le Mein, le 21 Septemb.

L'élection de l'Empereur, d'abord fixée au 27, a été remise au 30. On sait que les suffrages sont unanimes en faveur de S. M. Apostolique.

Les Troupes Autrichiennes, destinées pour les Pays-Bas sont très-certainement en marche, puisque la première colonne descend actuellement le Mein. Elles traversent les Cercles de Bavière, de Souabe, de Franconie, et du Haut-Rhin, auxquels ont été adressées les Lettres réquisitoriales de la Cour de Vienne. Leurs quartiers sont déja préparés dans nos environs. 500 hommes des Troupes *d'Anhalt Zerbst* ont passé, le 12, à Cologne, avec 6 pièces de canon et 2 obusiers, pour joindre l'Armée Autrichienne dans le Luxembourg. Ainsi, la farce des Dé-

Digitized by Google

magogues Brabançons approche du dénouement, malgré leurs artifices pour la prolonger. Une Proclamation récente du Général *de Bender* est bien propre à désenivrer enfin ce Peuple égaré, qui réclame la Souveraineté et le Gouvernement à l'instant où il est tombé en démence. Voici les termes de la Proclamation :

« Il m'est parvenu que les mal-intentionnés répandoient de rechef le bruit qu'il ne se trouvoit point de Troupes en marche de l'Allemagne pour les Pays-Bas, mais que les troubles se termineroient enfin par la voie des négociations. »

« Les ennemis se flattent d'avance, non-seulement d'effrayer nos Troupes par l'augmentation apparente de leurs hordes, c'est-à-dire, par la réunion forcée de quelques Villageois, mais encore, de leur faire perdre completement le courage, et de porter à la desertion ces Troupes, si fideles jusqu'ici, en publiant sur-tout, qu'il n'arriveroit point de secours de l'Allemagne. »

« Quoi que je sois intimement convaincu, que des Troupes si courageuses, et qui se sont autant distinguées par leur fermeté, ne sont point susceptibles de se laisser effrayer ni egarer par des bruits si illusoires et si dénués de sens, je ne puis m'empêcher de faire connoitre de mot à mot, la Depêche de L. A. R., datée du 8, et reçue le 10 de ce mois, pour compléter la preuve de la malchanceté et du peu de fondement de ce bruit. »

« Cette Dépêche dit : que la volonté invariable du Roi, est de faire entrer aux Pays-Bas le Corps d'Armée, dont la marche

Digitized by Google

a été intimée dernièrement, et que même elle doit déja se trouver en ce moment sur les terres de l'Empire; que S. M. desiroit cependant, que, pour épargner le sang et les biens de ses Sujets, ils voulussent se soumettre à leur légitime Souverain, avant que son Armée arrivât dans le Pays; mais, que si cette soumission n'avoit pas lieu avant que l'Armée soit ici, et si les Rebelles ne profitoient point du laps de temps qu'on leur laissoit encore pour obtenir grace, et le maintien de leur Constitution, S. M. étoit fermement résolue de soutenir ses droits de souveraineté par la force des armes, et quelque dur qu'il fût à son cœur de faire verser encore le sang de ses Sujets, d'obtenir, à main armée, ce qu'Elle a tenté jusqu'à ce moment avec si peu de fruit, par sa générosité, son amour pour l'humanité, et sa bonté ordinairement paternelle. »

Luxembourg, le 10 Septembre 1790.
BENDER, Maréchal des Armées. »

Le Prince *Ferdinand de Rohan*, Archevêque de Cambray, avoit briqué dans le temps, et sans le moindre succès, l'Evêché de Liège (il est Tréfoncier de la Cathédrale). Les circonstances lui ont paru plus favorables; il se rendit, il y a deux mois dans cette Ville; il y flatta les Chefs de la Faction dominante, caressa la populace, donna des déjeûnés, et par ces moyens de popularité, il est parvenu à se faire nommer Régent par les trois Etats, avec une bonne Prébende. On l'a proclamé le 13, et le Peuple, qui le lapidera peut-être dans

Digitized by Google

huit jours, si cela convient à ses Directeurs, lui a prodigué ces stupides acclamations, qui presque toujours déshonorent le vrai mérite.

FRANCE.

De Paris, le 29 Septembre.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

DU LUNDI 20 SEPTEMBRE.

L'autorisation donnée à la Ville de Chauny, d'emprunter 8000 liv., et à Compiègne d'emprunter 12000 liv., a précédé un rapport de M. *Vernier*, sur les dettes de M. le Comte *d'Artois*. Le Rapporteur, considérant ces dettes comme un engagement du Roi authentiquement confirmé, et devenu plus sacré depuis le retrait des Appanages, a proposé de ne point en charger la Liste civile, et d'acquitter les Créanciers légitimes du Prince. Cet avis du Comité des Finances n'a pas manqué d'exciter les murmures des Galeries et d'un certain nombre de Membres: M. *Camus* leur a servi d'organe. Il a demandé la preuve des *prétendues avances* faites par les Créanciers : « Alors, a-t-il ajouté, « trouverons-nous *peut-être* que nous n'ac- « quitterions pas la moitié des dettes de M. « *d'Artois ; peut-être* encore que les fonds « donnés par le Roi en 1783 n'ont pas servi « à éteindre les dettes de M. *d'Artois ; peut-* « *être* ce qu'on paie à sa Maison chaque se- « maine, du Trésor public, ne sert pas à « cette destination. Puisqu'on veut payer les « dettes d'un PARTICULIER, il faut impri-

Digitized by Google

« mer les noms de ses Créanciers, et la preuve « de leurs avances. »

Il semble que, lorsqu'à la face du Public, on accuse d'infidélité un *Particulier*, on devroit se munir d'autres preuves que des *peut-être*. M. *Malouet* a inutilement rappelé un titre sacré de M. le Comte *d'Artois*, auquel le Roi devoit tenir compte de sa part dans la succession mobiliaire de feu M. le Dauphin, de la Princesse, fille du premier lit de ce Prince, de Mde. la Dauphine, de *Louis XV*. Les droits de la nature, ni ceux des Lois n'ont ébranlé les Murmurateurs, qui par la logique ordinaire ont fait taire M. *Malouet* : « Je préviens le côté « gauche, a-t-il dit, que son despotisme « parviendra peut-être à faire taire la Mi- « norité, mais ne la fera pas frémir »

L'Assemblée a décrété l'impression du Rapport, et les demandes de M. *Camus*, afin de produire l'état actuel de l'actif et du passif des affaires de M. *d'Artois*.

La Séance a fini par un Rapport de M. *Alexandre de Lameth* sur l'avancement militaire ; on retrouvera les principes de ce discours dans les Décrets qui l'accompagnoient, et rendus presque sans aucune discussion. Nous les transcrirons avec leur suite dans la Séance suivante.

Du Lundi. Séance du soir.

Rappeler les Peuples à la Religion, c'est aujourd'hui commettre un acte de fanatisme. Nous entendîmes, il y a 15 jours à la Tribune, un Opinant avertir les Prêtres de cesser de parler de Dieu au Peuple. Aujourd'hui, M. *Boissy d'Anglas* a dénoncé comme *incendiaire* un Mandement de M. l'Archevêque de Vienne. Il est en effet *très-in-*

Digitized by Google

cendiaire, car il est sage et pieux. Quelques Membres révoltés ont repoussé cette délation dont on vouloit nantir le Comité des Recherches; elle a été renvoyée à celui des Rapports. Bientôt il ne sera plus permis de parler ni d'écrire, si ce n'est *dans le sens de la Révolution.*

Pendant la Séance du matin, M. *de la Luzerne* avoit envoyé des nouvelles fâcheuses de Brest; portées aux trois Comités réunis, ils ont fait ce soir leur Rapport; il repose principalement sur une Lettre de M. *d'Albert de Rioms*, en date du 16 Septembre, dont voici la substance:

« Hier, à sept heures du soir, un Officier vint m'annoncer qu'un Matelot du *Léopard* avoit tenu des propos séditieux, et avoit insulté le Major du vaisseau. Je demandai s'il étoit ivre; et sur l'affirmative, j'ordonnai qu'on le conduisît à bord. Un autre Officier, bientôt après, m'annonça que l'arrestation de ce Matelot avoit excité de la fermentation sur le vaisseau *le Patriote*, où elle avoit été faite. Le Patron du canot du vaisseau avoit montré le plus de chaleur. Je le fis venir dans la Chambre du Conseil, où il me déclara que le Matelot n'étoit point coupable, et qu'il ne devoit pas être puni. J'eus la force de me contenir. Je lui demandai pourquoi il prenoit pour une punition l'ordre que j'avois donné; que lui seul étoit coupable, et que je me contentois de le renvoyer à son bord. J'avoue cependant que je pensai perdre patience, lorsqu'il me demanda, si j'assurerois ce que je venois de dire. Je lui ordonnai de se retirer promptement, ce qu'il fit, en me disant que c'étoit au plus fort à faire la loi; qu'il l'étoit, et que le Matelot ne seroit

Digitized by Google

point puni. — Le désordre duroit toujours à bord du *Patriote*. M. *d'Entrecasteaux* cria aux séditieux que si cela continuoit, il seroit forcé de quitter son commandement. *Tant mieux*, s'écrièrent-ils, *vive la nation, les Aristocrates à la lanterne*.. M. *d'Entrecasteaux* sortit alors du vaisseau, et je lui permis de venir à terre, en le chargeant d'informer la Municipalité de ce qui s'étoit passé. — Ce matin, à huit heures, je me suis transporté à bord du *Patriote* : j'ai ordonné que tous les Officiers se tinssent sur le gaillard d'arrière ; j'ai fait venir l'équipage, et j'ai demandé quelle étoit la cause du trouble ; on a gardé le plus profond silence. Je me suis alors adressé au Patron du canot ; il m'a répondu qu'on avoit craint que le Matelot du *Léopard* ne fût trop sévèrement puni. J'ai fait venir l'Officier que j'avois chargé de cette commission ; il a rapporté les faits que je viens de vous raconter. « Vous voyez, ai-je dit à l'Equipage, que vos craintes etoient mal fondées. Votre faute, ai-je ajouté au Patron du canot, est bien plus grave ; vous avez manqué à votre Capitaine ; vous m'avez manqué ; je ne puis m'empêcher de vous envoyer en prison, et je vais vous y envoyer. Plusieurs voix ont crié : *Il n'ira pas*. — Vous allez donc me désobéir ? — *Il n'ira pas*. — Que ceux qui sont disposés à obéir, se montrent et lèvent la main. — Personne ne s'est montré. J'ai dit que j'allois faire part de leur désobéissance à la Cour. J'ai voulu auparavant m'informer s'ils avoient à se plaindre de leur Capitaine ? — Non. — S'ils se plaignoient de moi ? — Non. — S'ils avoient des plaintes à faire contre leurs Officiers ? — Non. — Je suis entré dans la Chambre du

Digitized by Google

Conseil, où j'ai fait entrer les Sergens; je leur ai fait observer que l'Equipage les déshonoroit en se déshonorant lui-même. Ils ont répondu qu'ils n'étoient pour rien là dedans. Je leur ai dit qu'ils ne remplissoient pas tout leur devoir, en observant l'ordre, s'ils ne le faisoient pas observer. Je rejoins mon bord, ai-je continué, afin de leur donner le temps de revenir sur ce qui s'est passé. A mon départ, j'ai entendu beaucoup de cris de *vive la Nation*, sans rien distinguer de malhonnête pour moi. L'heure s'écouloit, et j'attendois en vain; je me suis embarqué dans mon canot pour aller conférer avec M. *Hector*. Plusieurs voix ont crié au Patron: *Fais chavirer le canot*. Je n'ai pu distinguer ceux qui se sont rendus coupables de cette insolence, qui sera sans doute suivie de bien d'autres. A bord du *Majestueux*, plusieurs Soldats ont refusé de faire le service de la manœuvre, sans être punis.... En vain je voudrois persuader aux Officiers que la subordination règne encore, ma bouche leur persuaderoit mal ce que je ne crois pas moi-même. Il n'y a d'espoir absolument que dans une Commission composée de Membres de l'Assemblée Nationale. Les Décrets ne ramèneroient point l'ordre; on s'en moqueroit.»

Aux détails de cette lettre, le Rapporteur a ajouté que la multitude attroupée devant la Maison de M. *de Marigny*, Major-Général de la Marine, avoit dressé une potence destinée à cet Officier; il a donné sa démission.

M. *de Montcalm* a vu de la liaison entre l'affaire de St. Domingue et celle de Brest; les Membres de l'Assemblée Coloniale étant arrivés à bord du *Léopard*.

Digitized by Google

Le Décret proposé par le Rapporteur, statuoit l'envoi de deux Commissaires nommés par le Roi auxquels s'adjoindroient deux Membres de la Municipalité de Brest. M. *d'Estourmel* a remarqué l'inconvenance de cette clause, puisque la Municipalité elle-même étoit suspecte. Le choix de deux Membres du Directoire lui a paru plus sage. En effet, il y a quatre jours que la Municipalité venoit de se rendre coupable d'un abus d'autorité, de résistance aux ordres du Roi, et que sa conduite avoit été blâmée dans l'Assemblée Nonobstant cette considération, la clause a été jointe au Décret, en vertu duquel le Roi est prié de faire poursuivre et punir les principaux Auteurs de l'insurrection, et désarmer le *Léopard*. Les Membres de l'Assemblée Coloniale arrivés sur ce bâtiment, et M. *de Santo-Domingo* qui avoit pris le commandement de ce vaisseau, sont mandés à la suite de l'Assemblée Nationale.

La Séance a fini par une dénonciation qu'a fait M. *de Curt*, d'une Lettre attribuée à M. *de Gouy*, et écrite à St. Domingue. M. *de Curt* y est inculpé, et elle paroit tendre à semer l'insurrection contre les Décrets de l'Assemblée Nationale. Interpélé de dire, s'il avouoit ou non cette missive, M. *de Gouy* commençoit à récriminer contre son dénonciateur; M. le Président lui a rappelé que l'interpellation étoit catégorique, qu'il eût à dire oui ou non, mais que l'Assemblée lui laissoit une certaine latitude. M. *de Gouy* a repris:

« Il me semble, a-t-il dit, que ma réponse pourroit se réduire à l'examen de ces quatre questions: Ai-je écrit la lettre que l'on m'im-

Digitized by Google

pute? à qui ai je adressé cette lettre? est-ce à une Assemblée Administrative, ou à un particulier seulement? les principes qu'elle contient sont-ils inconstitutionnels? en est-il résulté quelqu'inconvénient, et le décret rendu par l'Assemblée Générale de St. Domingue, le 28 Mai, a-t-il été motivé sur une lettre qui n'a été reçue que le 16 Juin? »

« Mais je ne traiterai point aujourd'hui ces questions, et je me bornerai à déclarer, que j'ai écrit à M. l'Archevêque *Thibaud*, alors simple particulier à St. Domingue, à l'epoque à peu près de la lettre que l'on m'impute; que je lui ai fait le récit de ce qui s'etoit passé au sujet de l'instruction envoyée à St. Domingue; »

« Que j'ai pu raconter que MM. de *Lameth* et *Gérard* avoient demandé la question préalable, sans chercher à leur nuire, parce que la question préalable n'a rien de criminel en elle-même; »

« Mais qu'il y auroit de la folie à moi de *désavouer* ou *d'avouer* toutes les expressions d'une lettre écrite il y a six mois, dont on ne présente qu'un manuscrit informe, copié sur un imprimé non authentique, d'après un extrait qui peut être infidèle, jusqu'à ce que l'on m'ait représenté l'original que j'avouerai bien hautement, dès que je le verrai revêtu de ma signature. »

M. de *Gouy* a été au Bureau, où il a écrit et signé sa déclaration.

On a renvoyé la lettre au Comité Colonial.

Du Mardi 22 Septembre.

Au début de la Séance, M. *Heurtault de Lamerville*, l'un des Députés qui ont assisté

Digitized by Google

hier à la cérémonie du Champ-de-Mars, en a fait un rapport noble et touchant.

« Nous avons été conduits, a-t-il dit, à la place destinée aux Représentans de la Nation. L'affluence des spectateurs est devenue immense ; les divers Corps de Troupes se sont avancés sous nos yeux dans le plus grand ordre, lesquels se sont formés de même. Le plus profond silence qui régnoit augmentoit ce qu'avoit de lugubre la musique et la décoration. Different du grand jour de la Fédération, celui d'hier avoit comme lui un caractère bien marqué ; l'un présentant le tableau de la joie du cœur la plus exaltée ; l'autre de l'affliction fraternelle qui ne fait que sentir et pleurer. »

« La Messe dite, M. le Commandant de la Garde Nationale a traversé à pied le champ de la Fédération, et est venu, accompagné du Clergé, inviter la Députation de l'Assemblée Nationale à s'approcher de l'Autel, pour rendre les derniers devoirs aux mânes des généreux Guerriers dont nous voyions la pompe funéraire. »

« Nous nous sommes avancés dans le champ de la Fédération ; nous sommes montés à l'Autel qui étoit au pied du Mausolée, entouré de peupliers et de torches funéraires et de jeunes Soldats de la Garde Nationale qui sembloient, autour de ce tombeau vénérable, prendre la première leçon de mourir pour la Patrie. »

« La Députation a fait le tour de l'Autel, et jeté de l'eau bénite sur le tombeau ; »

« En silence et les yeux mouillés de larmes, nous sommes ensuite descendus de l'Autel ; nous avons été reconduits avec dignité jusqu'à l'entrée du champ de la Fédération,

Digitized by Google

et nous nous sommes éloignés en désirant de ne revoir jamais un spectacle semblable. »

On a repris la suite des articles sur les règles de l'avancement militaire; ils ont été décrétés dans l'ordre suivant, tant hier qu'aujourd'hui.

TITRE Ier. *Nomination aux places de Sous-Officiers.*

« ART. Ier. L'on comprendra à l'avenir dans la dénomination de Sous-Officiers dans l'Infanterie, les Sergens-Majors, les Sergens, les Caporaux-Fourriers, et les Caporaux; dans la Cavalerie, les Maréchaux-des-Logis en chef, les Maréchaux-des-Logis, les Brigadiers-Fourriers, et les Brigadiers. »

« II. Les Caporaux dans l'Infanterie et les Brigadiers dans la Cavalerie, présenteront, chacun à leur Capitaine, celui des Soldats ou Cavaliers de leur Compagnie qu'ils jugeront le plus capable d'être élevé au grade de Caporal ou de Brigadier. »

« III. Le Capitaine choisira un Sujet parmi ceux qui lui auront été présentés. »

« IV. Il sera formé une liste de tous les Sujets choisis par les Capitaines. »

« V. Lorsqu'il vaquera une place de Caporal ou de Brigadier dans une Compagnie, le Capitaine de cette Compagnie choisira trois Sujets dans la liste. »

« VI. Parmi ces trois Sujets, le Colonel choisira celui qui devra remplir la place vacante. »

« VII. Lorsque la liste sera réduite à moitié, elle sera supprimée, et il en sera fait une nouvelle en suivant les mêmes procédés. »

« VIII. Lorsqu'il vaquera une place de

Digitized by Google

Caporal ou de Brigadier-Fourrier dans une Compagnie, le Capitaine de cette Compagnie choisira, parmi tous les Caporaux ou Brigadiers, et parmi tous les Soldats ou Cavaliers du Régiment, ayant au moins deux ans de service, le Sujet qui devra la remplir. »

« IX. Les Sergens-Majors et les Sergens, dans l'Infanterie, les Maréchaux-des Logis en chef, et les Maréchaux-des-Logis, dans la Cavalerie, présenteront chacun à leur Capitaine celui des Caporaux ou Brigadiers qu'ils jugeront le plus convenable d'être élevé au grade de Sergent ou de Maréchal-des-Logis. »

« X. Le Capitaine choisira un Sujet parmi ceux qui lui auront été présentés. »

« XI. Il sera formé une liste de tous les Sujets choisis par les Capitaines. »

« XII. Lorsqu'il vaquera une place de Sergent, ou de Maréchal-des-Logis dans une Compagnie, le Capitaine de cette Compagnie choisira trois Sujets dans la liste. »

« XIII. Parmi ces trois Sujets, le Colonel choisira celui qui devra occuper la place vacante. »

« XIV. Lorsqu'il vaquera une place de Sergent Major ou de Maréchal-des-Logis en chef, les Sergens-Majors, et les Maréchaux-des-Logis en chef du Régiment, présenteront chacun pour la remplir, un Sergent ou Maréchal-des-Logis de leur Compagnie, et il en sera formé une liste. »

« XV. Le Capitaine de la Compagnie où la place de Sergent-Major ou de Maréchal-des Logis en chef sera vacante, choisira trois Sujets sur la liste de ceux qui auront

Digitized by Google

été présentés par les Sergens-Majors ou Maréchaux des-Logis en chef. »

« XVI. Parmi ces trois Sujets, le Colonel choisira celui qui devra remplir la place vacante. »

« XVII. Lorsqu'il vaquera une place d'Adjudant, les Officiers Supérieurs réunis nommeront, à la pluralité des voix, parmi tous les Sergens ou Maréchaux-des-Logis du Régiment, celui qui devra la remplir; en cas d'absence des Colonels et des Lieutenans-Colonels, ils enverront leur suffrage, et en cas de partage, la prépondérance est accordée au Colonel. »

« XVIII. Les Sergens ou Maréchaux-des-Logis nommés aux places d'Adjudans concourront du moment de leur nomination, avec les Sous-Lieutenans (sans cependant être brévetés) pour arriver à la Lieutenance, et ils resteront Adjudans jusqu'à ce que leur ancienneté les y porte. »

« XIX. Lorsqu'un Sergent ou Maréchal-des-Logis moins ancien que les Adjudans, sera fait Sous-Lieutenant, les Adjudans jouiront en gratification et par supplément d'appointement, des appointemens du grade de Sous-Lieutenant. »

TITRE II. *Nomination aux places d'Officiers.*

« ART. Ier. Il sera pourvu de deux manieres aux emplois de Sous Lieutenant, lesquels seront partagés entre les Sujets qui auront passé par les grades de Soldat, Cavalier et Sous-Officiers, et ceux qui arriveront immédiatement au grade d'Officier, après avoir subi les examens dont il sera parlé ci-après. »

« II. Sur quatre places de Sous-Lieute-

Digitized by Google

nant, vacantes par Régiment, il en sera donné une aux Sous-Officiers. »

« III. Les places de Sous-Lieutenant destinées aux Sous-Officiers, seront données alternativement à l'ancienneté et au choix. »

« IV. L'ancienneté se comptera sur tous les Sergens et Maréchaux-des-Logis indistinctement, à compter de leur nomination. »

« V. Le choix aura lieu parmi tous les Sergens ou Maréchaux-des-Logis, et il sera fait par tous les Officiers et Officiers Supérieurs à la majorité absolue des suffrages; mais l'Officier n'aura voix délibérative que lorsqu'il aura 24 ans d'âge. »

« VI. Quant aux autres places de Sous-Lieutenans, il y sera pourvu par le concours, d'apres des examens publics, dont le mode sera déterminé par un Décret particulier. »

« VII. Les Sous Lieutenans de toutes les armes, sans aucune exception, parviendront à leur tour d'ancienneté dans leur Régiment aux emplois de Lieutenant. »

« VIII. Les Lieutenans de toutes les armes, sans aucune exception, parviendront à leur tour d'ancienneté aux emplois de Capitaine. »

« IX. Les Quartiers-Maîtres seront choisis par les Conseils d'Administration, à la pluralité des suffrages. »

« X. Les Quartiers-Maîtres pris parmi les Sous Officiers, auront le rang de Sous-Lieutenans. Ils conserveront leur rang, s'ils sont pris parmis les Officiers. »

« XI. Les Quartiers-Maîtres suivront leur avancement dans les differens grades pour le grade seulement, ne pouvant jamais être Titulaires, ni avoir de commandement, mais jouissant en gratification, et par supplément

Digitized by Google

d'appointement, de ceux attribués aux différens grades où les portera leur ancienneté. »

« XII. On parviendra du grade de Capitaine à celui de Lieutenant-Colonel par ancienneté, et par le choix du Roi, ainsi qu'il va être expliqué. »

« XIII. L'avancement aux grades de Lieutenant-Colonel, soit par ancienneté, soit par le choix du Roi, sera pendant la paix sur toute l'arme, et à la guerre le tour d'ancienneté sera sur le Régiment. »

« XIV. L'Infanterie Françoise formera une arme. Les Troupes à cheval indistinctement formeront une seule arme. L'Artillerie et le Génie formeront deux armes différentes. »

« XV. Sur trois places de Lieutenant-Colonel vacantes, dans une arme, deux seront données aux plus anciens Capitaines en activité dans cette arme, et la troisième par le choix du Roi, à un Capitaine en activité dans cette arme depuis deux ans au moins. »

Nomination aux places de Colonels.

« XVI. On parviendra du grade de Lieutenant-Colonel à celui de Colonel par ancienneté et par le choix du Roi, ainsi qu'il va être expliqué. »

« XVII. L'avancement au grade de Colonel, soit par ancienneté, soit par le choix du Roi, sera, pendant la paix, sur toute l'arme; à la guerre, le tour d'ancienneté sera sur le Régiment. »

« XVIII. Sur trois places de Colonels vacantes dans une arme, deux seront données aux plus anciens Lieutenans-Colonels en activité de l'arme, et le troisième, par le choix du Roi, à un Lieutenant-Colonel en

Digitized by Google

activité dans cette arme depuis deux ans au moins. »

Nomination au grade de Maréchal-de-Camp.

« XIX. On parviendra du grade de Colonel à celui de Maréchal-de-Camp, par ancienneté et par le choix du Roi, ainsi qu'il va être expliqué. »

« XX. Sur quatre places vacantes dans le nombre fixé des Maréchaux-de-Camp en activité, deux seront données aux plus anciens Colonels en activité depuis deux ans au moins. »

« XXI. Si un Colonel, que son tour d'ancienneté porteroit au grade de Maréchal-de-Camp, préféroit de se retirer avec ce grade, il en auroit la liberté, et recevroit la retraite fixée pour les Colonels ; sans égard à son grade de Maréchal-de-Camp. »

« XXII. Le Colonel qui préféreroit se retirer avec le grade de Maréchal-de-Camp sans y être employé, ne pourroit néanmoins faire perdre le tour d'ancienneté à celui qui le suivroit, et qui, dans ce cas, seroit nommé à la place vacante. »

Nomination au grade de Lieutenant-Général.

« XXIII. On parviendra du grade de Maréchal-de-Camp à celui de Lieutenant-Général, par ancienneté et par le choix du Roi, ainsi qu'il va être expliqué. »

« XXIV. Sur quatre places vacantes, dans le nombre fixé de Lieutenans-Généraux en activité, deux seront données aux plus anciens Maréchaux-de-Camp en activité, et deux au choix du Roi, à des Maréchaux-de-Camp également en activité. »

« XXV. Si un Maréchal-de-Camp, que

Digitized by Google

son tour d'ancienneté porteroit au grade de Lieutenant-Général, préféroit de se retirer avec ce grade à y être en activité, il en auroit la liberté, et percevroit la retraite fixée pour les Maréchaux-de-Camp, sans égard cependant à son grade de lieutenant-Général. »

« XXVI. Le Maréchal-de Camp qui préféreroit se retirer avec le grade de Lieutenant-Général sans y être employé, ne pourroit néanmoins faire perdre le tour d'ancienneté à celui qui le suivroit, et qui, dans ce cas, seroit nommé à la place vacante. »

Nomination au grade de Maréchal de France.

« XXVII. Le grade de Maréchal de France sera conféré par le choix du roi, et le nombre en sera fixé. »

Ces Décrets terminés, M. *de Montcalm* a lu un Projet d'impositions, dans lequel il a proposé différentes taxes sur les objets de luxe, les chevaux, les voitures, les domestiques, les spectacles. Lorsque M. l'Abbé *Maury* énonça généralement l'importance de ce genre de taxation, à substituer à celle qui pèse sur les consommations nécessaires, on poussa les hauts cris, on le traita d'incendiaire et de Conspirateur. M. *de Montcalm* a obtenu plus d'indulgence, quoique son projet soit peu réfléchi. En imposant, comme il l'entend, trois millions sur les Spectacles, on les feroit bientôt tous fermer. Vingt millions sur les domestiques eussent été à peine propagables, il y a dix ans; et c'est au moment du renversement de toutes les fortunes qu'on espère ouvrir une semblable source de revenu! M. *de Montcalm* retient 10 pour cent sur les rentes des Créanciers publics,

Digitized by Google

et se procure ainsi 15 millions. Le Contrôle, les Droits Domaniaux, et le Timbre lui rendent 70 millions. Il évalue ensuite à 80 millions le revenu des Domaines Nationaux, et assure au total 568 millions de revenu au Trésor public, dont les terres supporteroient un peu plus des deux cinquièmes.

Du Mardi. Séance du soir.

La lecture d'une Lettre de Nantes a instruit l'Assemblée de l'arrivée de M. *de la Galissonnière*, qui commandoit le *Léopard*, avant que ce vaisseau eût été enlevé à St. Marc par l'Assemblée Coloniale. Cet Officier est débarqué à Nantes, de la corvette le *Scrin*, avec six Députés du Port-au-Prince et du Cul-de-Sac, isle de St. Domingue, lesquels viennent plaider contradictoirement avec les Membres de l'Assemblée générale.

M. *de Murinais* a ensuite donné connoissance, qu'on avoit envoyé de Paris à Lyon des Emissaires à un Club *affidé*, en l'excitant à réclamer les Assignats ; que non-seulement on a arraché des signatures, mais qu'on s'est encore permis d'en apposer de fausses à une Adresse.

« Ce ne sont-là que des jeux d'enfans, a « dit M. l'Abbé *Maury*. Je suis porteur de « 150 Oppositions qui dévoileront toutes ces « manœuvres ; je les ferai connoître. » Le cri de l'ordre du jour a prévenu toute recherche ultérieure.

Le Comité Ecclésiastique, avouant la pauvreté de la plupart des Couvens de Religieuses, a proposé de réduire celles du Chœur à 600 liv. de pension, et les Sœurs Converses

Digitized by Google

Converses à 300 liv. MM. *Régnault*, l'Abbé *de Montesquiou* et l'Evêque *de Clermont* se sont élevés avec les forces de la justice et de l'humanité, contre la modicité de ce misérable traitement. Par amendement, il a été décidé que son *maximum* seroit de 700 l. pour les Religieuses de Chœur, et de 350 pour les Sœurs Converses.

Du Mercredi 22 Septembre.

La première opération importante de la Séance a été un Décret, par lequel l'Assemblée Nationale décide de statuer sur diverses acquisitions domaniales, telles que la cession des droits utiles du Clermontois, de l'Orient et des terres de Châtel et Carman, de la Principauté d'Enrichemont, de l'Hôtel de la Force, etc. L'Assemblée se réserve aussi, par le second article, de prononcer sur les 606000 liv. de rentes constituées à l'Ordre du S. Esprit, quand elle aura statué sur l'éducation et sur les Ordres de Chevalerie.

M. *le Brun*, sur le Rapport de qui ces articles ont été décrétés, les a fait précéder d'un exposé nerveux et concis de l'Histoire de nos Finances, et de la dette publique. Entre plusieurs morceaux frappans de ce Mémoire, on remarque ce tableau de l'Administration de l'Abbé *Terray*.

« Enfin un homme vint, qui avoit quelque chose du sens *de Sully* et de la précision *de Colbert*, qui crut, comme *Colbert* et *Sully*, que la base de toute finance étoit l'ordre dans la recette et la dépense; que le grand secret de la finance étoit d'établir le niveau entre la dépense et la recette. Ses lumières allèrent jusques-là; son caractère

Digitized by Google

alla plus loin. Dans notre siècle, dans un siècle où le destin du Royaume roule sur le pivot du crédit et de l'opinion, il osa frapper sur la dette et prononcer une dure banqueroute. Il osa rejeter les anticipations sur le passé et marquer une ligne entre son Ministère et les Ministres qui l'avoient précédé. Il étoit fort des circonstances, fort de nos alarmes; il le fut de la soudaineté de ses opérations; bientôt les effets n'en furent plus sentis, et il n'en resta que le souvenir. La perception se fit, les dépenses furent fidèlement acquittées; les Capitaux accumulés se lassèrent de rester inutiles, et le crédit se remontra plus fort et plus vigoureux. »

On a consacré tout le reste de la Séance, au projet de Décret proposé par M. *Emery*, sur l'organisation et la compétence des Tribunaux Militaires. Il a été adopté en entier avec quelques amendemens, et forme un petit volume, qui absorberoit, et au delà, tout l'espace de ce Journal. Nous nous bornerons donc à annoncer qu'il sera établi des Cours Martiales, chargées de prononcer sur les crimes et délits militaires, en appliquant la Loi pénale, après qu'un Juré Militaire aura prononcé sur le fait. — Les Cours Martiales seront composées de Commissaires Auditeurs des Guerres, dont l'un prendra le titre de Grand-Juge Militaire. — Le tableau des Jurés sera formé par le Commandant en Chef, et divisé en sept colonnes relatives aux divers grades, depuis les Officiers-généraux jusqu'aux simples Soldats. — Il y aura Juré de l'accusation, et Juré du jugement. — Les combinaisons de leur choix, de leur nombre, de leurs fonctions, sont très-recherchées.

Digitized by Google

Du Jeudi 13 Septembre.

Après la lecture du Procès-verbal, M. *Alexandre de Lameth* a proposé trois articles additionnels à ceux sur l'avancement militaire : on les a décrétés tels qu'ils suivent.

Tit. I. *Du Remplacement.* « Art. I. Le grade de Major étant supprimé dans la nouvelle organisation, les Majors prendront le taire-grade de Lieutenant-Colonel.

» Ne pourront cependant les Majors titulaires et ceux par Brevet, prendre rang qu'après les Lieutenans-Colonels titulaires pour le commandement dans les Régimens; mais ils prendront rang dans la colonne des Lieutenans-Colonels, en comptant deux années de Major pour une.

Tit. II. » XV. Les Capitaines de remplacement pourront, en outre, concourir avec les Lieutenans dans les Régimens où ils sont attachés, pour leur remplacement aux premières places de Capitaines en activité qui viendront à vaquer à la date de leur brevet de Lieutenant, dans quelqu'arme qu'ils aient eu ce grade.

» Les Officiers de tous grades, de toutes les armes actuellement en activité, réformés par la nouvelle organisation, conserveront, jusqu'à leur remplacement dans leur grade, la moitié des appointemens dont ils jouissent en ce moment. Si la réforme porte sur des Officiers parvenus par les grades de Soldats et de Sous-Officiers, ils conserveront, jusqu'à leur remplacement, la totalité des appointemens dont ils jouissent en ce moment. »

Ensuite M. *le Chapelier* a annoncé [illegible] Tribune, au nom du Comité [illegible]

Digitized by Google

tion, qu'il existoit peu d'objets à décréter pour l'achèvement de celle-ci, et qu'en arrêtant le tableau de ce qu'il reste à faire, on pourroit indiquer à la Nation le moment prochain où elle s'assemblera, pour former la première Législature.

Cette grande espérance, prise au pied de la lettre, a valu à M. *le Chapelier* les acclamations des Galeries, et l'approbation sincère de la Minorité. Cette joie cependant a bientôt diminué à la lecture du Décret qu'a propose l'Orateur. Il nous a placés au bout d'une avenue en ligne droite, mais à perte de vue.

D'abord, un Membre de chaque Comité, sauf de celui des Recherches, sera adjoint au Comité de Constitution, pour former un Comité central, où chaque Membre donnera l'état des travaux à faire par son Comité. — L'Assemblée Nationale suivra invariablement l'ordre du Tableau, une fois décrété. — Il sera divisé en deux parties, *Constitution* et *Finances*. — Toutes les affaires particulieres seront renvoyées aux Séances du soir. — Sept Membres seront adjoints au Comité de Constitution pour séparer les Décrets Constitutionnels des Décrets réglémentaires, reviser la rédaction, et corriger les erreurs qui auroient pu se glisser.

Désirons que ce Plan soit exécuté plus fidèlement, que ne l'ont été tant de réglemens et de formes, tombés en désuétude presqu'à leur naissance. Tant que le Corps législatif continuera d'être le Conseil universel d'Etat, et que l'anarchie lui amènera journellement une multitude intarissable d'infractions, de chocs, d'insurrections, de plaintes, de requêtes, de sentences, de désastres, de dé-

Digitized by Google

tails d'administration publique et privée, d'exécution générale, particulière et provisoire, on pourra dire de l'ordre du jour, en parcourant les tables de matières, *hîc jacet.*

La discussion ayant continué sur la Contribution foncière, trois Membres, MM. *Aubry du Bochet, Ramel de Nogaret* et *Rey*, ont fait entendre leurs idées. Le premier, au travers d'une déduction diffuse, et d'éloges emphatiques donnés à l'Assemblée, a proposé un Cadastre divisé en autant de parties que de Départemens : il établit trois genres de Contributions qu'il nomme foncière, facultative et industrielle.

M. *Rey* n'a pu achever la lecture de son Mémoire, écrit avec ordre, et clarté. Il a très-solidement combattu le Projet du Comité; l'Assemblée a ordonné l'impression de son Discours.

Du Jeudi. Séance du soir.

Nous avons fait observer plus d'une fois les entreprises de différentes Municipalités, qui mettant à profit la doctrine anarchique semée dans le Royaume, désobéissent à l'Assemblée Nationale, après avoir été encouragées à désobéir au Roi. La Municipalité de Corbigny a poussé la hardiesse de l'esprit d'indépendance, jusqu'à protester contre un Décret qui place le Tribunal du District dans un autre lieu, et contre l'élection des Juges dont elle a ordonné la surséance. Le Directoire du District a approuvé cette conduite. M. *Gossin* après avoir rapporté cet acte d'insubordination, a fait passer un Décret qui improuve la Municipalité et le Directoire; déclare l'Arrêté nul, attentatoire, etc.

Digitized by Google

mande à la Barre le Procureur de la Commune et le Procureur-Syndic du District.

M. *Voidel* a dénoncé ensuite la Municipalité de Soissons, coupable de complaisance et de facilité pour les excès du Peuple. *La Nation* de Soissons crut, le 30 Juillet, devoir retenir 80 muids de bled achetés pour Metz, menacée de la famine. Ces grains, disoit-on, sans doute d'après certaines Feuilles de la Capitale, étoient enlevés par les Autrichiens. La Municipalité n'imagina pas d'opposer quelque résistance à un Peuple *Souverain*; elle écrivit ses embarras au Comité des Recherches qui la pressa d'exécuter la Loi. Le Peuple s'attroupa de nouveau et commit de nouveaux excès; il étoit aisé de le prévoir. On eut beau lire le Décret de l'Assemblée Nationale, et la lettre du Comité, les séditieux s'en moquèrent; ils enfermèrent l'Agent de la Ville de Metz à l'Hôtel de-Ville.

M. *Voidel* avoit joint à ce récit un projet de Décret qui a ému M. *Robespierre*. Cet honorable Membre n'a pas voulu laisser parler d'une insurrection, sans lui prêter le secours de son éloquence. Les alarmes du Peuple de Soissons lui ont paru *très-patriotiques*. Une Municipalité peut-elle exécuter une Loi contre le vœu du Peuple, qui la juge contraire au soin de sa subsistance? des Soldats Citoyens eussent ils obéi? On voit par ces maximes de M. *Robespierre*, que si le délit de Soissons ne se repète pas ailleurs, ce ne sera pas sa faute.

M. *Roederer* a vivement combattu cette apologie, et a fait passer le Décret qui improuve la Municipalité, et ordonne d'informer contre les Auteurs de l'émeute.

Digitized by Google

Du Vendredi 24 Septembre.

La question des Assignats a absorbé la Séance entière. C'est M. *d'Elbecq* qui a rouvert la lice ; mais il s'est à peu près borné à citer le vœu de Lille, et le résumé d'un Mémoire très-solide de cette Ville manufacturière, contre l'émission de deux milliards d'Assignats.

M. *Morin* a parlé long-temps dans les mêmes principes, en mêlant l'éloquence au raisonnement. Il étoit difficile qu'il ne rentrât pas dans les raisons déja développées ; son principal mérite a été de les reproduire sous des rapports encore inaperçus. Le premier, il a expliqué très-judicieusement la répugnance du Clergé à voir troquer les Biens Nationaux contre des Assignats.

« On a répandu dans le public, a-t-il dit, que la portion de cette Assemblée, qui paroissoit contraire à la vente des Biens nationaux, ne vouloit pas des Assignats, afin d'éluder un moyen favorable à cette vente. Je doute que le Clergé conserve sur ses anciennes possessions une prétention proscrite par la Nation entière ; mais ce qu'on ne peut pas se cacher, c'est que le Clergé étant salarié, il doit craindre, si les Assignats prennent la place des écus, qu'on ne le paie en papier, ce qui forceroit ses Membres respectifs à mourir de faim, ou à vendre pour vivre, les assignats à perte. Ainsi, la résistance du Clergé peut avoir pour objet de sauver une partie de la subsistance des divers salariés, dont il partage le sort et dont il court les » chances.

Il a conclu à payer la dette exigible en Délégations nationales de cours libre, et à

Digitized by Google

ne créer, au lieu de 800 millions d'assignats, comme l'avoit proposé M. *Démeunier*, que la quantité de ce Papier nécessaire aux besoins courans.

Avant que M. *Morin* eût la parole, M. *de la Galissonnière* étoit revenu à cette émission de 800 millions d'Assignats, et à des billets de Caisse nationale, pour acquitter la dette exigible.

M. *de Montesquiou*, armé de toutes pièces en faveur des Assignats, a tenu très-longtemps la Tribune. Ce qu'on a dit de plus spécieux à l'appui de ce système, et les réponses les plus hardies aux objections, forment l'essence de ce Discours. Il a reçu des applaudissemens donnés, soit au mérite de la diction, soit au fond même des raisonnemens. Si des pétitions de principe presque continuelles, des conséquences tirées de calculs faux, des illusions à la place des preuves, des inconvéniens présens et démontrés, détruits par des prédictions sur l'avenir, peuvent déterminer le succès d'une hypothèse, nul suffrage n'a dû manquer à M. *de Montesquiou*. « Le Culte public, a-t-il dit, et les » dépenses de l'Etat exigent une Contribu» tion annuelle de 500 millions. » (Les Charges publiques seront au moins de 700 millions *en temps de paix* : on l'a démontré article par article, au moment où M. *Vernier* présenta la même illusion.)

L'Opinant a évalué à QUATRE MILLIARDS les Biens Nationaux; mais par pure complaisance, il a retranché un *Milliard* d'un trait de plume. Tu-dieu! comme l'on joue maintenant avec les *Milliards*. Et quel bel art que celui de ces chiffres mobiles, dont on distrait des unités et des zéros à volonté!

Digitized by Google

Voilà la troisième fois que M. *de Montesquiou* nous donne des 3 ou 4 milliards: n'auroit-il pas eu le temps de se décider dans l'intervalle, et d'opter définitivement? Les bases de son calcul sont des évaluations faites par 1200 Municipalités de l'Isle-de-France. Par une règle de proportion, M. *de Montesquiou* porte à 132 millions le revenu total des Biens nationaux dans le Royaume. Il ne fait pas attention, qu'en supposant même ces évaluations bien justes, bien vérifiées, bien authentiques, des terres dans l'Isle-de-France ont une valeur très-supérieure à celles des terres des trois quarts du Royaume. Autant vaudroit mettre de pair une maison de campagne à Saint-Cloud ou à Saint-Denis, avec une habitation des environs de Saint-Flour ou de Quimpercorentin. Rien n'est donc plus vague, plus arbitraire que ces chimériques calculs de proportion.

En résumant les causes qui suspendent la circulation de l'argent, M. *de Montesquiou* a tout mis en ligne de compte, sauf le discrédit qui doit tourmenter un Royaume retourne comme un gand en une année, et le défaut absolu d'ordre et de force publique. L'Opinant a eu l'attention délicate de ne pas toucher à cette corde frémissante; il se seroit entaché du titre *d'Ennemi de la Révolution;* mais en sauvant sa gloire, il n'a pas effleuré l'objection terrible que, sans harmonie, sans Lois affermies, sans Police, sans sureté, sans Pouvoirs publics respectés, il n'y a point de crédit; que sans crédit, l'argent se cache et s'enfouit, et qu'enfin sa rareté et son resserrement doivent en élever le prix à une hauteur incalculable, au-dessus

Digitized by Google

de celui du Papier-Monnoie : pas une ligne dans ce discours qui attaque cette vérité.

Au lieu de la détruire, M. *de Montesquiou* s'est jeté dans les prophéties. Il nous a promis qu'aussitôt ces deux milliards de Papier en mouvement, ce seroit l'argent qui viendroit solliciter son échange. *Ainsi soit-il.*

A la suite de cette chaîne de paradoxes et de sophismes, M. *de Montesquiou*, après avoir décrié de tout son pouvoir les Quittances de Finance, a fini par les admettre avec les Assignats, dans l'échange des Biens nationaux.

Avant qu'un nouvel Opinant prît la parole, M. *Regnault-d'Epercy* a rapporté, au nom des Comités de Commerce et d'Agriculture, l'avis de différentes villes sur les Assignats. 25 contre sept les repoussent : ce sont les principales villes du Royaume, Lyon, Marseille, Rouen, Lille, Nantes, le Havre, la Rochelle, Dunkerque, Abbeville, Elbeuf, Reims, etc. Bordeaux, Rennes, S. Malo, l'Orient, Tours, Auxerre et Louviers, dont M. *Décretot* a désavoué le vœu prétendu, demandent les Assignats.

Ce Rapport commençoit, lorsque M. de *Mirabeau* l'a interrompu, en invoquant la parole. Cette irrégularité a fait naître un moment de trouble : le Président ayant prié ceux qui accordoient la parole à M. *de Mirabeau* de se lever, l'Opinant lui a reproché de poser *astucieusement* la question ; enfin il a obtenu de parler, pour répéter ce qu'il avoit dit l'autre jour ; pour opposer les *raisons* aux *autorités* et affirmer que la crainte d'une Contre-révolution décidoit la Majorité par-tout, à demander les assignats.

Nous croyons bien, en effet, que la *majo-*

Digitized by Google

rité indigente à qui le sort de la fortune publique est indifférent, peut désirer les assignats, quand on la soudoie ou qu'on l'égare pour cela; mais si la Majorité des 25 principales Villes de Commerce partageoit ce vœu, comment celui de la Minorité a-t-il prévalu? Sortant enfin de cette phraserie, M. *de Mirabeau* a fini par où il auroit pu commencer, en avertissant qu'il étoit Porteur de Pétitions, contraires à celles dont M. *Regnault* venoit de rendre compte. « A Lyon, « a répliqué M. *de Murinais*, je sais qu'on a « mandié et calqué des signatures particulières. Voilà les pétitions dont M. *de Mirabeau* est porteur. »

M. *Ansou* a ajouté aux sept Villes à Papier-monnoie, la majorité des Sections et les six Corps de Paris.

Cet épisode terminé, M. *de Beaumetz* a repris la question principale, remanié la défense enthousiate des Assignats, et conclu à en créer pour 800 millions, en liquidant le reste de la dette exigible en Quittances de Finance.

Du SAMEDI 25 SEPTEMBRE.

Le Chef d'une des plus célèbres Manufactures de France, M. *Décrétot* de Louviers s'est fait entendre le premier, et a reproduit le tableau des affreuses conséquences d'une émission d'Assignats poussée au delà de 400 millions. Aux raisons déja présentées, il a joint le poids de sa propre expérience, des remarques judicieuses, des faits précieux.

« Les Assignats, a-t-il dit, émis en somme considérable, perdront nécessairement de leur valeur primitive. Déja la crainte de

Digitized by Google

cette émission à fait resserrer l'argent, et augmenter la perte sur les Assignats qui sont en circulation; déja cette crainte, comme vous l'annoncent les Gazettes, fait chez l'Etranger négocier à perte les Lettres de change sur Paris; déja elle a considérablement influé sur le Change à notre désavantage; déja elle a fait renchérir les matières premières, que nous sommes obligés de tirer du dehors; déja elle a fait suspendre les ventes d'une grande partie de celles qui sont en France; les piastres sont à 5 l. 7 s. contre argent et à 5 l. 18 s. contre Assignats. Le vin de Bordeaux est à 200 l. contre argent et 220 liv. contre Assignats. Ce sont là des faits, et ces faits prouvent plus que les raisonnemens. "

L'Opinant a voté pour un émission de 400 millions d'Assignats, nécessaires aux besoins publics, et pour liquider la dette exigible en délégations territoriales, dont l'intérêt seroit cumulé avec le Capital, à l'acquisition des Biens Nationaux.

Après un discours très-foible de M. de *Custine* en faveur des Assignats, M. *Dupont* a paru dans l'arène, et a fourni sa carrière avec une supériorité continuelle. Son discours est, à notre avis, ce qu'il a jamais rien écrit de mieux. Notions justes, mesure parfaite dans les idées, netteté constante, variété de moyens, style plus soigné que l'Orateur ne l'a quelquefois, noble sans enflure, rapide, purgé de toutes locutions populaires, il nous est impossible de rapporter, même d'extraire cette Opinion de trois heures. Après avoir détruit les trois suppositions sur lesquelles on appuyoit le système des Assignats, savoir; nécessité de payer la dette

Digitized by Google

exigible; vente plus utile et plus prompte de Biens Nationaux; impuissance prétendue de la Nation à supporter l'intérêt des Quittances de Finances, il a dit:

« M. *Arnaud* a fait imprimer le tableau de quatre marchés éloignés les uns des autres, et vous avez vu comment, en 1720, les grains augmentèrent au milieu de l'abondance, et comme ils tombèrent tout-à-coup, lorsque l'illusion cessée eut fait disparoître la masse effective. Mon raisonnement n'est donc pas une hypothèse, c'est un fait dont vos peres ont été les témoins et les victimes. M. *de Montesquiou*, en s'adressant à moi, a nié le fait futur, malgré l'axiome qui veut que du fait à la possibilité, la conséquence soit valable. M. *de Montesquiou* prétend que ce qui est arrivé en 1720, ne peut arriver aujourd'hui parce qu'on ne peut comparer le papier de ce temps-là à celui qu'on propose d'émettre. Il se trompe; car ce fut tant que le papier dont je parle fut un numéraire réel équivalent à l'argent, que le prix des grains fut si haut. »

« L'expérience vous a appris que vos Assignats perdoient 6 pour cent, et l'Arithmétique, la mieux combinée, vous a dit qu'ils perdront 8 ou 9 fois plus, si la masse en est décuplée. On peut, dès-à-présent, calculer combien vos Assignats perdront contre l'argent, comme on calcule le trop plein d'un bassin par le diamètre du réservoir. Lorsqu'une fois la perte qu'ils éprouveront aura dérangé les calculs de l'Agriculture et du Commerce, il deviendra impossible que leur discrédit ne soit pas effrayant. Vous avez un exemple frappant sous vos yeux. Il y avoit, il y a dix ans, dans les Etats Unis d'Amérique, un papier hypothèqué, comme celui

Digitized by Google

que l'on vous propose, sur l'honneur et la loyauté de la République entière, et sur une masse énorme de biens-fonds, soutenu de même par des discours éloquens, par des Décrets impérieux et par l'importance du salut de l'Etat. Eh bien ! malgré tout ce qu'ont fait le Congrès, *Wasington* et *Francklin*, une paire de botte se vendoit, en papier, 36,000 liv., et un souper, pour quatre personnes, qu'on auroit payé dix écus, a coûté 50 mille écus en papier-monnoie. "

" On dit que les Porteurs d'Assignats achèteront des Biens Nasionaux; personne n'achète; très-peu de Citoyens sont en état d'avoir des capitaux accumulés. Le moyen des petits Assignats que l'on a proposé, s'éloigne encore davantage de ce terme. L'Ouvrier qui recevroit un Assignat de 6 liv. à la fin de la semaine, en auroit besoin pour vivre la semaine suivante. Les Ouvriers, les Manufacturiers, les Cultivateurs, les Commerçans, les Artistes vendront leurs Assignats contre des écus, c'est-là que les attendent les Capitalistes spéculateurs. Cette vente se feroit avec une perte de 50, peut-être de 75 pour cent. Il faut dire plus complétement la chose. Le projet des Assignats-monnoie, n'est autre chose qu'une invention pour mettre quelques hommes intelligens en pleine propriété des Biens Nationaux, sans qu'il leur en coûte rien. Voici le méchanisme de leur opération. On achete à terme, pour un million, des effets suspendus, ou des anciennes actions de la Compagnie des Indes, qui perdent 25 pour cent. On porte ces effets à la Caisse de l'Extraordinaire, on reçoit un million en Assignats; à l'échéance du terme on paie 750 mille livres, et l'on gagne 250

Digitized by Google

mille livres, que l'on conserve en Assignats. En faisant trois fois encore cette opération, on se trouve posséder un million en Assignats ; on souscrit pour l'acquisition des Biens Nationaux ; et voilà de bons Citoyens qui se glorifient d'avoir fait vendre pour un million de Biens Nationaux, qui ne leur coûtent pas un écu. »

« L'émission des Assignats n'est point un plan né dans cette Assemblée. Il a été FORMÉ PAR DES ETRANGERS (1), occupés à jouer dans nos fonds publics, qui n'ont rien oublié pour abuser ceux de nos Collegues, qui ont la modestie de ne pas s'en rapporter à leurs propres opinions.

« C'est à votre bonne foi, c'est à votre confiance que j'en appelle. Qui pourroit répondre des suites d'une émission de deux milliards d'Assignats, après avoir fait passer cette émission funeste sur sa seule opinion ? Je veux bien, moi, répondre de mon opinion sur ma tête, sur mon honneur ; et j'en demande acte à la France, à l'Europe, à la Patrie, à l'Histoire. S'il y a du doute sur le succès des Assignats, la cause des Assignats est perdue : il n'est pas permis de hasarder le sort de ses Concitoyens, et le devoir des Législateurs est de prendre le moyen le plus sûr. »

---

(1) M. *Dupont* n'avoit pas besoin de les nommer. Le fléau des Assignats ne sera ni la première, ni probablement la dernière calamité dont ces Etrangers auront affligé la France. L'Orateur vient de donner le véritable secret de leur spéculation, et l'infame trafic sur lequel ils pensent élever leur fortune, à l'aide des Assignats.

Digitized by Google

Ne créer d'Assignats que pour les besoins courans, borner la liquidation de la dette à ce qui est réellement exigible, et l'exécuter en obligations nationales, telles ont été les conclusions de M. *Dupont.*

M. *Prugnon* qui lui a succédé, s'est joué de son sujet, en le traitant un peu trop dans le style d'un Conte de Crebillon.

« Les Domaines Nationaux, a-t-il dit, sont « la dot de la Constitution. Je me refuse « aux Assignats, comme à l'agonie je me « refuserois à la Médecine expectante... » On voit dans la conduite de M. *Necker* un homme qui connoissoit ce vers, *Fata viam inveniunt*.... Si M. *d'Autun* nous guide, nous verrons arriver les cacochismes, les mourans, et non pas les mortels... Si nous remboursons les rentes constituées, ce sera un jour de fête pour la rue Vivienne, et de deuil pour le Peuple.... Le temple de Salomon ne se bâtit pas avec de l'hyssope... La vraie sanction de vos Papiers-monnoie seroit la confiance publique : malgré nous, celle-ci peut avoir son *veto*...Quatre grains d'émétique sauvent un malade, vingt peuvent le tuer. Les Négocians ont pris 400 millions d'Assignats; deux milliards tueront le Commerce... M. *de Montesquiou* vous a montré les Assignats sortant des Manufactures; il vous les a montrés allant de main en main, de Ville en Ville, de District en District, jusqu'à ce qu'enfin ils retournent dans cette Ville, où ils seront brûlés après avoir servi à la vente des Biens du Clergé; c'est-à-dire, qu'après s'être chargés de toutes nos iniquités à la Bourse, dans nos Comptoirs et dans nos Villes, ils viendront les expier par la brûlure, au pied du grand escalier. »

Digitized by Google

Cependant, après avoir tiré l'horoscope des Assignats, M. *Prugnon*, par amour *pour la diagonale*, a demandé que l'on liquidât la dette exigible, moitié en Papier-monnoie, moitié en obligations nationales.

Du Samedi. Séance du soir.

Faute d'occupations, de députations, de lecture d'adresses, de rapports des Comités des Recherches, on s'est occupé à combler l'infortune des Religieuses, ce que M. *Treilhard* nomme *fixer leur traitement.* On sait comment cet impitoyable Avocat a *traité* les Religieux : les Religieuses n'ont pas trouvé plus de grace devant lui. Il a fait décréter ce soir 26 articles. Nous nous bornons aux principaux : le premier tend une amorce aux Religieuses qui voudront sortir de leurs Maisons. On leur promet qu'en ce cas, les Maisons seront aliénées, et les intérêts du prix employés à augmenter leur traitement.

» *A compter du* 1^er^ *Janvier* 1790, Le Traitement des Religieuses sera acquitté par les Receveurs de leur District, sur une Quittance de l'Econome donnée au pied d'un état contenant le nom de toutes les Religieuses qui auront déclaré rester, et qui seront en effet dans la Maison ; ledit état sera signé des Religieuses, et visé par la Municipalité. »

» Les Abbesses perpétuelles et inamovibles jouiront, savoir, celles dont la maison n'avoit pas un revenu excédent 10,000 liv. d'une somme de 1000 liv. ; celles dont la maison avoit un revenu au-dela de 10,000 l. mais moins de 24,000 liv., d'une somme de 1,500 liv. et celles dont la maison avoit un revenu excédant 24,000 liv., d'une somme

Digitized by Google

de 2000 liv., et dans le cas toutefois où le revenu des maisons ne suffiroit pas pour fournir avec les traitemens ci-dessus, ceux des Religieuses Choristes, à raison de 700 l., et des Sœurs Converses, à raison de 350 l.; les traitemens des Abbesses éprouveront une réduction proportionnelle à celles des autres Religieuses, sauf dans la suite leur complément par la réversibilité des pensions qui s'éteindront les premières.

Demeure exceptée du présent article l'Abbesse de Fontevrault qui, en sa qualité de Chef d'Ordre, jouira du traitement décrété par l'article XIV du Décret du 24 Juillet.

» Les Religieuses sorties de leurs maisons depuis la publication du Décret du 29 octobre, et celles qui sortiront avant le premier Janvier 1791, pourront recevoir provisoirement jusqu'à cette époque un secours qui sera fixé par *le Directoire du Département* sur l'avis *du Directoire du District*, après la demande de *la Municipalité*.

» Les costumes particuliers des Ordres et Maisons de Religieuses demeurent abolis, ainsi qu'il a été décrété pour les costumes des Ordres de Religieux. »

Du Dimanche 26 Septembre.

Sur 505 Votans pour la Présidence, M. *Emery* a réuni 284 voix, M. *Merlin* 211 et dix voix perdues. Les nouveaux Secrétaires sont MM. *Vernier*, *Begouën* et *Bouche*.

Avant qu'on passât à l'ordre du jour, le Comité des Finances a requis qu'on autorisât la Caisse d'Escompte à verser 25 millions dans le Trésor public, pour achever le service du mois et commencer celui d'Octobre. Cette demande a enflammé la colere

Digitized by Google

un peu criarde de M. *Fréteau*. Il s'est opposé a ces avances exhorbitantes, il a demandé les états de recettes et dépenses circonstanciés ; il a pris à partie l'Hôtel des Monnoies, et a instruit le Public que, malgré la Fonte de vaisselle, lui M. *Fréteau* n'avoit pas reçu dix écus neufs de 1790.

M. *Mirabeau* a disserté contradictoirement sur les monnoies : et il a promis incessamment un Traité de cette matiere, où il éclaircira la matière, et feroit connoître les principes, comme il l'a fait sur tous autres sujets.

Bref, on s'est réduit à accorder dix millions sur la signature de l'Ordonnateur du Trésor public.

M. *le Coulteux* a recommencé la discussion des Assignats-monnoie, auxquels il a été absolument contraire, en bornant la nouvelle émission à 400 millions.

M. *de Montlauzier* a suivi M. *le Coulteux*, en poussant encore plus loin l'aversion pour les Assignats : il s'est opposé à toute émission nouvelle, et a conclu à une Commission des Créanciers publics, qui travaillât avec un Comité de l'Assemblée Nationale, et à laquelle on adjugeroit ensuite une masse de biens égale à celle de la dette exigible. Son discours nerveux et trop chargé de comparaisons, a été plusieurs fois interrompu par des éclats de rire qui ont dégénéré en emportemens, lorsque l'Opinant a dit : « Vous avez entraîné comme un torrent « nos antiques institutions, nos loix, nos « usages ; mais souvenez-vous que le torrent, « après avoir entraîné les montagnes, s'abîme « lui-même et se perd dans les sables qu'il « a amoncelés. »

Digitized by Google

Samedi dernier, au sortir de la Séance, où M. *Dupont* avoit traité avec talent et solidité la question des Assignats-Monnoie, la multitude qui garnit les environs de la Salle, du côté des Tuileries, prodigua ses acclamations à quelques Députés du Club des Jacobins. M. *Dupont* ayant paru ensuite, cette tourbe l'entoura en lui demandant s'il avoit parlé contre les Assignats. *Oui; sans doute*, répondit-il, avec fermeté, *vous ne savez ce que vous demandez, si l'on vous donnoit des Assignats, vous payeriez le pain six sols.* Il n'avoit pas achevé, qu'il fut livré aux huées de la tourbe; elle l'environna, le pressa, et le poussa jusques vers le bassin, dans le but, disoient ces satellites de la liberté, de lui faire prendre un bain froid. La Garde accourut, et le délivra.

Depuis la question du *Veto* jusqu'à celle des Assignats d'aujourd'hui, nous avons vu se répéter la même manœuvre. Lorsqu'on agitoit à Versailles ce problême de la négative Royale, des auxiliaires ambulans, des valets chassés de chez leurs Maîtres, des Déserteurs, des Femmes en haillons, insultoient les Députés favorables à la négative absolue, les menaçoient de la Lanterne, leur portoient le poingt sous le nez, comme j'en ai été témoin. On inscrivoit dans la Salle même les noms des défenseurs du *Veto*; ces listes étoient remises à la

Digitized by Google

populace ; elles devenoient entre ses mains des tablettes de proscription. — On frémit de se rappeler ce qui se préparoit à Paris, et l'espèce de nouveaux venus qui couvroient le chemin de Versailles, à l'instant où l'on débattoit dans l'Assemblée, si le Roi auroit ou non le droit de remontrer, avant d'accepter la Constitution. Personne n'a oublié les scènes du mois d'Avril et du mois de Mai. Ce seroit trop présumer de la nature humaine de penser que ces menaces et ces fureurs n'influent pas sur les délibérations des hommes foibles. Si cette tyrannie dont le long Parlement se servit avec habileté sous *Charles I*, pour dominer les esprits, et les pousser au crime par la terreur, continuoit, croit-on que les Provinces ne finiroient pas par demander qu'on transférât le Siège de l'Assemblée Nationale ? Paris seroit donc sacrifié aux manœuvres de quelques factieux, et à ce ramas de Motionnaires perturbateurs qui, à l'exemple des satellites de *Néron*, désignent de la mort les Citoyens qui n'applaudissent pas à leurs idoles. Ces groupes, qui se nomment *la Nation*, sont formés de 5 à 600 Acteurs permanens, parmi lesquels se trouvent toujours des harangueurs en titre, et des Chefs d'émeute. Dans les grandes occasions, le Palais-Royal et les greniers fournissent des renforts.

Digitized by Google

Deux Criminels de Lèse-Nation ont échappé dernièrement aux Comités des Recherches, et ont été sauvés par la Justice légale; l'un est M. *Sulleau*, Avocat, détenu, persécuté, interrogé pour une brochure, comme on eût interrogé *Ravaillac*, et que le Châtelet a déchargé de toute accusation, avec affiche de l'Arrêt.

L'autre est M. l'Evêque *de Treguier*, calomnié, persécuté indignement, traîné de son Diocèse à Paris, pour y subir une procédure criminelle. Le Châtelet a rendu, le 13, l'Arrêt suivant en sa faveur.

« Nous, après qu'il en a été délibéré, la Compagnie assemblée par Jugement en dernier ressort, déchargeons la Partie de *de Bruge* des plainte et accusation contre elle intentées à la requête de M. le Procureur du Roi. Permettons à ladite Partie de *de Bruge* de faire imprimer, afficher le présent Jugement, tant à Paris qu'en la ville de Tréguier, et par-tout où elle avisera. »

Jusqu'ici, la Suisse a été préservée de l'esprit de licence qui, fondant sur le crime une liberté qui ne conviendroit qu'à des scélérats, tend à violer tous les droits, à renverser toutes les Lois, fouler aux pieds tous les devoirs, et à livrer les Peuples aux horreurs de la discorde et de l'anarchie. Il les rallie à l'enseigne hypocrite d'une égalité absolue,

Digitized by Google

qui n'exista, ni n'existera dans la Société, pas plus qu'elle n'existe dans la nature. Néanmoins il est impossible que cette charlatanerie politique, arme offensive des Factieux qui élèvent leur autorité sur la ruine de celle des Gouvernemens légitimes, ne rencontre partout des ignorans à égarer, des ames foibles à séduire, des étourdis à enivrer, des hommes pervers ou passionnés à mettre en activité. La partie de la Suisse qui touche la France, où l'on parle notre langue, et où les esprits manquent du phlegme et de l'esprit de réflexion qui caractérise les Suisses Allemands, a reçu quelques étincelles du Volcan, qui brûlera bientôt le Royaume jusqu'à ses entrailles. Des Propagateurs de révolte, clandestinement répandus dans cette superbe contrée, où la nature semble avoir placé le siége de la paix, des inclinations douces, d'une liberté tranquille et du bonheur; des Ecrits incendiaires faits à Paris et envoyés de Paris; des exhortations, des promesses, des offres, des conseils de sang, des invitations à se *régénérer* par des meurtres et des vols, et à s'assurer ensuite l'impunité, comme Avignon, en offrant de s'incorporer à la *République Française*; telles ont été les indignes manœuvres par lesquelles on a cherché, et l'on cherche encore à travailler le Pays de Vaud dans le *sens de la Révolution*.

Digitized by Google

Elles devoient entraîner peu de Prosélytes vers des opinions, propagées par des moyens si vils, et qui, fussent-elles vraies et salutaires, sont absolument inapplicables aux Habitans du Canton de Berne. Ils ont du sens, de la probité et l'expérience de trois siècles, durant lesquels ils offrirent le modèle du Peuple de l'Europe le plus digne d'envie et le plus envié. Nul Gouvernement n'a assuré aux Sujets, avec autant de persévérance, le maintien de ces trois grands pivots de la Liberté Sociale, *fortune*, *paix* et *sureté*.

Mais les maximes anarchiques remuent les esprits inquiets, là ou l'inquiétude n'a même point d'objet; les intérêts personnels contrariés, les prétentions déconcertées, les mécontentemens exagérés, et les illusions de la vanité. On rencontre ces foiblesses dans les Etats libres, comme dans les Etats opprimés. Des Intrigans s'emparent de ces levains, ils les exaltent en y mêlant leurs poisons : ils flattent l'ambition, ils encensent la sottise, ils se font aider par les Importans. La foule des dupes suit bientôt leur cortège, et tel qui n'avoit cru, en commençant, que travailler à la réforme d'un abus, finit par devenir parricide envers sa Patrie, et par concourir à sa ruine.

La sagesse des Suisses du canton de Berne, la fermeté et la justice du Gouvernement préviendront les effets de cette

Digitized by Google

cette conjuration étrangère, et le petit nombre de ceux à qui des intentions droites ont pu déguiser le piége tendu à leur patriotisme, ne tarderont pas à frémir du rôle auquel on les destine à leur insçu. Pour détromper le Public des fausseté qu'ont répandues artificieusement diverses Feuilles publiques, sur les dispositions du Pays de Vaud, nous allons faire connoître une Lettre importante qui nous a été adressée à ce sujet, par le descendant d'un des Fondateurs de la Liberté Helvétique.

Paris, ce 28 Septembre 1790.

« Je lis, Monsieur, dans plusieurs Journaux de cette Capitale, des récits qu'on fait venir du Canton de Berne, et qui, sous l'air de l'extravagance, cachent un but très-profond. Ces Feuilles, et en particulier la *Gazette Universelle*, ont à leurs ordres des Lettres de Vevay, de Lausanne, du Pays de Vaud, où on leur apprend que le Peuple *s'éclaire*, s'échauffe, se soulève; qu'on espère qu'avant peu nous serons dans une situation aussi *florissante* que la France; qu'on s'y armera les uns contre les autres; qu'on y disputera avec le feu et la bayonnette sur les *Droits de l'homme*, suivant les *grands principes*. »

« Ces informations ressemblent à celles dont M. *Dupont* parloit l'autre jour à l'Assemblée Nationale. Pour produire une émeute, disoit-il, on avertit à l'avance qu'un tel jour il y aura explosion : les brigands accourent à cette annonce, dans l'espoir d'un

Digitized by Google

coup de main, et ils réalisent le désordre, auquel nul n'auroit pensé, sans l'avertissement. De même, vos Gazettes, en imaginant partout des soulèvemens, n'ont d'autre dessein que d'en produire, et d'en donner l'envie aux Amateurs, en célébrant ce réveil de la *Liberté assoupie.* »

« Tout ce qu'elles rapportent des mouvemens du Pays de Vaud, est une exagération ridicule. Elles calomnient le Peuple de ce Pays, et calomnient le Gouvernement, en en imposant aux ignorans sur les causes de cette fermentation partielle. »

« La Révolution de la France n'a produit, pendant un an, d'autre effet en Suisse, que de l'horreur pour les brigandages qui se commettoient dans les Provinces voisines, dont les victimes, quittant leurs demeures incendiées et leurs propriétés dévastées, venoient chercher un asyle parmi nous. On leur a donné l'hospitalité, comme on l'eût donnée à leurs Oppresseurs, s'ils eussent été opprimés, comme on la donna aux Infortunés échappés aux Dragonades du dernier siècle, et cela parce que nous n'avons pas encore renoncé à tout sentiment d'honneur, de morale et de générosité. »

« C'est depuis quatre ou cinq mois que des Emissaires actifs, des Conventicules préparés du dehors, et quelques Libelles, ont fait naître en trois ou quatre Villes seulement, une effervescence que le reste du pays a été bien éloigné de partager. Les gens de la campagne, qui forment presque toute la population du pays, pleins d'un attachement juste envers le Gouvernement, dont ils ne cessent d'éprouver les bienfaits et la protection tutélaire, se sont gardés des insi-

Digitized by Google

nuations perfides, par lesquelles on a tâché de soulever les Villages. Ils ne paient aucun impôt territorial, excepté la dîme, qu'ils payoient avant d'appartenir au Canton de Berne. Les imposteurs, qui couroient de lieu en lieu pour les échauffer, leur disoient que cet impôt étoit aboli en France, sans leur dire en même temps qu'il seroit remplacé par un autre. Ils leur parloient de l'abolition des droits féodaux, en leur cachant que ces mêmes droits utiles étoient seulement rachetables, et rigoureusement payables jusqu'au rachat. »

« Une réclamation au sujet de l'égale admissibilité aux grades, dans le Régiment Bernois d'Ernst, au service de France, a été l'incident, auquel les Moteurs secrets, dirigés par leurs Conseils étrangers, se sont attachés. Cette demande qu'appuyoient des raisons d'equité, que le Gouvernement n'avoit aucun interêt à méconnoître, on a tenté de la transformer en plainte publique, et de l'afficher par un éclat pour operer une fermentation. Quelques Villes ont adhéré à cette Petition; les plus considerables du pays s'y sont refusées. L'une des premieres s'etant avisée de vouloir montrer de l'esprit en parlant dans sa Pétition des *Droits de l'homme*, le Gouvernement, qui ne doit reconnoître d'autres droits que ceux des Lois sages, sous lesquelles la Contrée a vécu volontairement, libre et florissante depuis trois siècles, a mandé quatre Membres de cette Municipalité, et a fait biffer de leurs registres, cette incartade puérile. Voilà, Monsieur, à quoi se sont réduites jusqu'à présent, les *révoltes* dont se glorifient vos Gazettes. »

« Leurs calomnies sur le Gouvernement de

Digitized by Google

Berne décèlent l'ignorance la plus grossière. Elles parlent d'impositions levées contre les droits du Pays ; et au lieu de vous énumérer ces taxes illégales, on vous cite la contribution des grands chemins. Vos Feuilliculaires entendent apparemment qu'il seroit plus utile aux Habitans d'être privés des grandes routes. Cette cotisation locale pour les chemins, sans lesquels, il n'y auroit ni commerce, ni communication, ni ventes de denrées, est tellement misérable, que sans les secours du Gouvernement, son objet seroit bien loin d'être rempli. C'est donc des remercimens et non des reproches que le Pays doit au Souverain. La Ville qui a le plus profité de la construction des routes, de leur entretien, des bienfaits du Gouvernement, envers son commerce est celle qui s'est livrée avec le plus d'irréflexion aux intrigues de quelques Esprits tracassiers. »

« Quant à l'insurrection de quelques Villages du bas-Valais, que vos Feuillistes dépeignent avec tant de magnificence, je les prie d'aller sur les lieux, et d'y confronter leurs relations : ils apprendront du moins la Géographie. Le Canton de Berne, garant de la Constitution du Valais, portera sans doute dans la médiation de ces différends, l'esprit de justice, combiné avec la fermeté nécessaire. Il a porté un détachement sur la frontière, et en écoutant les plaintes justes, il réprimera les violences criminelles. »

« Au reste, sa conduite n'a pas besoin d'apologistes, et peut être sans risque abandonnée à vos Docteurs en anarchie. Il préservera son Peuple des fléaux qui l'entourent, et dont on le menace : il empêchera efficacement, que cette terre de concorde et de

Digitized by Google

félicité soit plongée dans les calamités des factions, du fanatisme, et du brigandage, pour servir les intérêts de quelques Démagogues, et faire réussir les préceptes de quelques Ecrivailleurs. »

« On va former dans ce but, divers petits camps qui éloigneront les Missionnaires ambulans, les brigands étrangers, les perturbateurs de la liberté et de la paix publiques. Ces camps seront formés par des Volontaires. Vos Folliculaires affirment qu'on les force : je leur donne le démenti le plus solennel, et les affiche calomniateurs. Quiconque a la moindre idée du pays, sait que le Gouvernement n'a d'autres Troupes que les Milices Nationales. Avec quelle armée les forceroit-il donc à l'obéissance ? »

« Vous jugerez, Monsieur, de la confiance que le Gouvernement met dans la fidélité et le patriotisme des Citoyens, par la Proclamation suivante, qui a été publiée au commencement du mois. »

Je suis, etc. DE D.... *Capitaine au Régiment de....*

« Nous, *l'Advoyer, Petit* et *Grand* Conseils de Ville et République de Berne, à tous les Nobles, nos chers et féaux Vassaux, Corps de Ville, Communautés, Bourgeois et autres Sujets de notre Pays-de-Vaud ; Salut ! »

« Instruits des intentions perfides de quelques hommes audacieux, qui par de sourdes menées et des écrits incendiaires s'efforcent de propager par-tout la discorde et l'esprit de rebellion, et de briser tous les liens qui unissent les Peuples aux Souverains qui les gouvernent ; notre vigilance, et sur-tout

Digitized by Google

votre fidélité, opposeront à leurs funestes projets un obstacle invincible. »

« Tous les moyens qui seront en notre pouvoir, nous les emploierons pour vous conserver les biens inestimables de la paix et de l'ordre public ; mais le moyen auquel nous recourons avec le plus d'empressement, c'est votre patriotisme. »

» Nous aimons à nous persuader, que vous repousserez avec indignation tous les efforts qu'on pourroit tenter pour étendre parmi vous les troubles qui agitent en ce moment differens Etats de l'Europe. Pour vous en garantir, il vous suffira de vous rappeler le bonheur dont vous jouissez. »

« Soit que vous jetiez vos regards sur le passé, soit que vous les portiez autour de votre Patrie, vous ne pouvez trouver que des motifs de bénir la Providence. »

« Bientôt trois siècles se seront écoulés depuis que le Pays-de-Vaud fait partie du territoire de la République, et pendant un si grand nombre d'années le fléau de la guerre n'a jamais approché de vos demeures. »

« Nulle part il est moins difficile de résister aux abus de l'autorité, et plus aisé d'obtenir la protection des lois. Nulle part l'homme foible doit moins se flatter de l'indulgence des Magistrats ; et s'il étoit des faveurs qu'ils pussent concilier avec le devoir d'être justes envers tous, ce seroit le pauvre qui auroit le droit de les espérer. »

» Le Gouvernement de la République est un Gouvernement paternel, qui ne leve pas d'impôts ; car ce nom ne sauroit être donné à des cotisations locales et momentanées appliquées à des travaux, immédiatement utiles à ceux qui les paient, et qui s'oc-

Digitized by Google

cupeavec une tendre sollicitude de tout ce qui peut intéresser le bien général, lié au respect de la liberté personnelle, à la garantie de toutes les propriétés, à l'égalité de tous les hommes en présence de la justice, et à l'uniformité des lois pour toutes les classes de Citoyens. »

« Tout changement seroit donc inutile, s'il pouvoit n'être pas funeste : et comment espérer qu'il ne le seroit pas? »

« Qu'en d'autres pays ont ait fouillé dans les ténebres de l'histoire, pour y chercher des titres ou des usages inapplicables à la situation présente ; qu'on se soit exposé à toutes les incertitudes de la raison, pour découvrir les moyens d'améliorer son sort. Mais que dans celui où l'on jouit de tant d'avantages, on voulût s'exposer au danger de les perdre, pour atteindre une perfection chimérique, qu'on voulût risquer le repos et la fortune de ses peres et de ses enfans, et appeler dans des lieux si long-temps paisibles tous les désordres de l'anarchie, non, chers et fideles Sujets, nous ne saurions en concevoir la possibilité! »

« En vain, les ennemis de votre repos prennent-ils pour prétexte l'amélioration de votre sort. C'est le desir de la nouveauté, ce sont des motifs et des projets plus criminels encore qui les animent. — Aussi l'Histoire nous apprend, que dans ces grandes et importantes querelles sur les formes de Gouvernement, le principal mobile a toujours été l'orgueil de quelques hommes avides du Pouvoir, et que toujours le Peuple qu'ils aveuglioient par de fausses promesses, a été le jouet de leurs intrigues, et la victime de leur ambition. »

Digitized by Google

« Le meilleur de tous les Gouvernemens est sans doute celui qui contribue le plus à la félicité générale. — Ce principe, nous ne craignons pas de vous le rappeler, puisque nous l'avons toujours pris pour guide, et qu'il doit nous assurer votre amour et votre reconnoissance. »

« Si nous tâchons de vous prémunir contre les piéges qu'on pourroit vous tendre, n'imputez pas nos efforts au seul sentiment de nos droits, mais bien plutôt à l'affection que nous vous avons toujours portée, et à la conviction intime de cette grande vérité, démontrée par l'expérience de tous les temps, que le plus grand malheur dont le Ciel puisse affliger un Peuple qui n'est pas opprimé, est de lui inspirer le desir de changer son état politique. »

« Quand un Gouvernement présente en sa faveur près de trois siècles de prospérité, il n'y a que la témérité la plus insensée et la plus coupable qui puisse lui préférer des spéculations vagues et incertaines, et se jouer ainsi du sort de la génération présente et de celles qui doivent la suivre. — Et le soin de réprimer cette témérité criminelle est pour un Souverain, qui chérit ses Sujets, le plus sacré de tous les devoirs. »

« A ces causes, vu un imprimé intitulé : *Aux Habitans du Canton de Berne ;* plus un autre imprimé intitulé : *Lettre aux Villes, Bourgs et Villages de la Suisse ; signé par ordre des Patriotes Suisses résidans à Paris et aux environs, par* Chaperon, *Président ;* Connus *et* Gremion, *Secrétaires à Paris, 16 Août* 1790, et plusieurs écrits, qui sous diverses formes et dénominations tendent

Digitized by Google

à soulever les Peuples contre le Gouvernement. »

« Informés en outre qu'on se prépare à en répandre d'autres encore parmi vous dans le même but, et que nombre d'émissaires sont chargés du soin de prêcher par-tout des principes de révolte et de sédition. »

« Nous défendons d'introduire et de distribuer dans nos Pays les susdits libelles, et tous autres pareils ouvrages incendiaires, imprimés ou manuscrits. »

« Enjoignons à tous ceux qui en auroient reçu ou en recevroient, de les remettre sans délai à nos Baillifs, et de leur dénoncer les Emissaires, soit étrangers, soit de notre Pays, qu'ils sauroient avec certitude travailler à séduire nos fidèles Sujets; leur promettant le secret et des récompenses proportionnées à l'importance de leur dénonciation. »

« Mandons et ordonnons à nos Baillifs, Vassaux, Châtelains, Lieutenans, Secrétaires, Justiciers, Curiaux, Officiers et autres, de quelle qualité et condition qu'ils soient, qui ont charge de nous par le Serment qu'ils nous ont prêté, de veiller à l'exécution de cette Ordonnance, et de s'y conformer eux-mêmes. »

« Le tout sous les peines à décerner suivant l'exigence du fait, par jugement de notre Petit-Conseil, contre les auteurs de ces criminelles entreprises, contre leurs fauteurs et leurs complices. »

Donné le 3 de Septembre 1790.

Signé, Chancellerie de Berne.

La Procédure criminelle du Châtelet sur les forfaits du mois d'Octobre 1789, remplit au delà de 500 pages, et com-

Digitized by Google

prend, ainsi que nous l'avons dit, 393 dépositions. Deux cents de ces témoignages sont vagues, insignifians ou nuls. Cinquante environ portent les traces de la peur, de la lâcheté, quelques-uns de l'audace, plusieurs d'une circonspection louable.

120 dépositions forment un Corps important d'instruction, soit pour les Juges, soit pour l'Histoire. Parmi ces témoins, il s'en trouve de tout état, depuis des Femmes du Peuple jusqu'à des Hommes décorés, depuis des Soldats jusqu'à des Généraux. On remarque dans ce nombre des Députés de tous les Partis, excepté du Parti Archi-Démocratique : les Membres de cette Faction qui se sont fait entendre, s'accordent à peu près tous à dire qu'ils n'ont *rien vu ni rien su.* En lisant quelques-unes de leurs dépositions, on croiroit que les événemens du 5 et du 6 Octobre sont arrivés dans la Lune, et que la vue en a échappé à ceux qui n'étoient pas au Télescope d'Herschel.

On doit observer encore que, parmi les dépositions essentielles, se trouvent celles de Députés qui, dès l'ouverture des Etats Généraux, ont marché sur une ligne inaltérable, entre les excès et les exagérations. Tels sont MM. *Bergasse, Mounier, Malouet, Redon, Henri de Longuève, Taillardat de la Maisonneuve, Dufraisse, Faydel, Guillermy,*

Digitized by Google

Deschamps, etc. Tous Membres des Communes, à l'exception du dernier.

M. *de Mirabeau* se vanta, il y a 15 jours, de faire sauver les témoins; hardiesse qui prouve qu'il ne les connoissoit pas.

Nous analyserons cet épouvantable Recueil, dans le rapport de l'Histoire, et non d'un Procès criminel. Une curiosité maligne ou la haine de Parti peuvent chercher des Coupables, là où on ne trouve encore que des Accusés. Nous écarterons ces préjugés; un sentiment plus profond, plus pénible, préoccupe l'homme de bien à cette lecture. Il voudroit douter d'une férocité si humiliante pour la nature humaine; il frémit de la rapprocher de ses motifs, il est pénétré d'horreur en en considérant les objets.

La légéreté avec laquelle une classe très-nombreuse du Public a reçu et jugé cette Procédure, est un signe effrayant de la dépravation publique. Nous sommes familiarisés avec les forfaits, et les monstres ne nous frappent plus que sur les théâtres.

On a affecté de regarder cette Information préalable, comme une Procédure définitive, et on en a conclu très-justement, qu'elle ne suffiroit pas à opérer la condamnation des Accusés. Qui ignore cependant, qu'elle tend, non à un Jugement, mais à des Décrets, et qu'elle présente uniquement cette ques-

Digitized by Google

tion : *Y a-t-il ou non matière à accusation ?*

Qu'on la soumette à tel Criminaliste de l'Europe qu'on voudra choisir, à un Grand-Juré Anglois par exemple, il n'hésitera pas un instant sur sa réponse. Le corps du délit est malheureusement trop constaté. Je ne fais pas l'injure à quiconque a conservé parmi nous un ombre de sens, de justice et d'humanité, de le supposer complice de quelques scélérats, plus punissables que les Instrumens matériels des journées des 5 et 6 Octobre, et qui, à la face de l'Europe, ont osé justifier ces assassinats, en les disant medités et commis par l'intérêt de la Liberté. Si la Liberté exige de semblables moyens, qu'elle soit la tête de Méduse pour ses Adorateurs : je lui préfère le cordon des Muets de Constantinople.

Les faits démontrés par cette Procédure préalable, dont la continuation et le temps éclaireront les incertitudes, justifient ce que nous avons dit une fois : les attentats qu'elle dévoile sont le plus grand crime du siècle.

Elle constate, 1°. tous les faits perpétrés dans ces horribles journées ; 2°. l'existence d'un complot prémédité d'égorger la Reine de France, et de créer un Conseil de Régence ; 3°. que l'exécution de ce complot s'est faite à prix d'argent, par la corruption exercée, soit sur les Soldats du Régiment de Flan-

Digitized by Google

dres, soit sur les misérables des deux sexes, qui portèrent leurs pas ensanglantés dans la demeure du descendant de *Henri IV*.

A chaque page de cette lecture on est dans la fange et dans le sang; mais la Garde Nationale de Paris, depuis son arrivée à Versailles, sort du creuset irréprochable. Elle ne participa aucunement à tant d'abominations; elle en arrêta le cours; elle épargna la consommation du dernier crime. Si le Château ne fut ni assez gardé, ni assez défendu, ce n'est pas elle assurément qui peut en encourir le blâme; elle fit son devoir avec zèle et courage dans les Appartemens intérieurs.

Une vérité historique résultante encore de cette Procédure, c'est l'innocence de ces infortunés Gardes-du-Corps, si indignement calomniés, auxquels on imputa des actes aujourd'hui démontrés faux, puisque sur 393 témoins, pas un seul n'a eu le front de venir affirmer en présence du Tribunal, cette fable artificieuse de la Cocarde foulée aux pieds, ces imprécations contre l'Assemblée, ces invectives contre quelques Députés. Ce seroit aux affreux Libellistes, qui par leurs Ecrits, égarèrent le Peuple de Paris, en dirigeant ses couteaux sur les Gardes-du-Corps, à expier aujourd'hui de leur sang, celui qui fût versé les 5 et 6 Octobre.

La semaine prochaine, nous commen-

Digitized by Google

cerons par ce dernier exposé, l'analyse de la Procédure ; l'ordre et l'exactitude à mettre dans cet extrait exigent ce délai.

Il faut attribuer vraisemblablement à cette publication, le bruit répandu par quelques Feuilles, d'une nouvelle conspiration pour enlever le Roi et le conduire à Rouen. On gagnoit, disent les Rédacteurs, les Gardes du-Corps et les anciens Gendarmes pour l'exécution de ce Projet. Il ne mérite pas même d'être relevé : on a voulu, sans doute, distraire par cette fable, l'attention du Public qu'absorboit la Procédure. C'est ainsi qu'après les crimes de Versailles, on inventa une fuite du Roi à Metz, on marqua les maisons, on faisoit courir dans le Palais-Royal des Emissaires, qui offroient aux passans de joindre leur signature à des listes d'enrôlemens pour le *service du Roi ;* c'est ainsi qu'à chaque brigandage commis dans les Provinces, on nous a entretenu régulièrement d'un complot de Contre-Révolution. Oh! nous avons de grands maîtres, et *Machiavel* a laissé bien des successeurs.

S. M. a nommé Commissaires du rétablissement de l'ordre à Brest, M. *Bory*, ancien Président du Tiers-Etat aux Etats de Bretagne, homme d'esprit et de mérite, et M. *Gandon*, Avocat à Rennes. On se rappelle que le Décret de l'As-

Digitized by Google

semblée Nationale leur a adjoint deux Membres de la Municipalité de Brest, au moment où ce Corps venoit de défendre le départ du vaisseau le *Ferme*, contre les ordres positifs du Roi. Cet acte, que dans un Gouvernement plus régulier, on appelleroit un attentat contre le Pouvoir légitime, excita l'improbation de plusieurs Députés; ils requirent que la Municipalité fût mandée à la Barre; mais on se borna à libérer le vaisseau détenu; l'examen et le châtiment de la contravention sont allés mourir dans je ne sais lequel des Comités.

Quiconque ne lie pas les faits isolés, ni ne s'arrête à ceux qui paroissent indifférens, ne saura jamais rien de la véritable histoire du jour. Il est à remarquer, qu'à l'instant où les insurrections ont éclaté, M. *d'Albert de Rioms* est devenu le point de mire des Folliculaires, qui s'intitulent *Patriotes*. M. *de Bouillé* avoit été de même, et est encore l'objet de leur rage; l'un d'eux est mort de désespoir d'avoir vu la Ville de Nancy sauvée par ce Général.

Un autre de ces Marchands d'impostures, qui tient dans sa Feuille la balance du crime et de la vertu, et vend à quatre sols la pièce, la Couronne Civique ou celle du martyre, a informé la Nation que l'affaire de Brest tenoit à un *soulèvement contre la Révolution*.

Digitized by Google

Il affirme hardiment que M. *d'Albert* n'a fait lire aux équipages que l'article des peines portées contre les Matelots, et que lecture faite, M. *d'Albert* avoit dit à ces mêmes équipages : « *Vous avez* « *entendu la Loi : si vous ne vous y* « *conformez, je vous y forcerai, et je* » *me ferai connoître.* » *Pour écarter toute idée d'effroi*, ajoute l'Historien, les équipages descendirent au nombre de deux mille, ayant trois Députés en tête : ils crièrent *vive la Nation ;* ainsi l'on voit bien que cette Députation n'étoit point une révolte. L'Auteur apprend encore au Public que ces nouvelles ont été envoyées par la société des *amis de la Constitution* de Brest, à la Métropole de ces Sociétés Provinciales, au Club des Jacobins de Paris.

Il est louable d'*aimer la Constitution ;* mais ce ne doit pas être aux dépens de la vérité, car celle-ci a des droits encore plus sacrés. Or, tout le récit qu'on vient de lire est un tissu de fausseté. On en jugera par le narré suivant, dont nous prenons sur nous la garantie d'authenticité.

« M. *d'Albert* choisit le lundi 6 pour cette publication, parce qu'étant un jour d'exercice, tous les équipages étoient à bord. Il accompagna l'ordre qu'il donnoit, d'une lettre circulaire et ostensible pour les Officiers Commandans. La lecture du Code et de la lettre se fit assez paisiblement dans tous les Bâtimens de l'Escadre, au vaisseau l'*Amerique*

Digitized by Google

près, qui refusa formellement de se soumettre à la loi qu'on lui faisoit connoître. Sur l'avis qui lui en fut donné, M. *d'Albert* se disposoit à se transporter sur ce vaisseau, lorsque tout-à-coup l'équipage du *Majestueux* se mit à pousser des cris d'improbation ; grand nombre de Matelots se précipitèrent dans la Chaloupe ; et ce ne fut pas sans peine qu'on parvint à les faire remonter à bord. M. *d'Albert* voulut faire prendre les armes au détachement : il en donna l'ordre. La manière dont il fut reçu lui ôta bientôt tout espoir d'arrêter le désordre par la force, et lui fit abandonner ce parti, pour tenter celui de la douceur, bien peu convenable à la chose. Il obtint silence, non sans peine, et leur ayant représenté que l'Assemblée Nationale pouvoit seule modifier la loi qu'elle avoit décrétée, il leur promit d'en suspendre l'exécution relativement à la liane, et aux fers avec anneau seul, et avec anneau et chaîne traînante, il se chargea de plus de faire parvenir à l'Assemblée leur réclamation contre l'une et l'autre de ces punitions. Tout s'appaisa dans l'instant, et on eut lieu de croire que le mal n'iroit pas plus loin. M. *d'Albert* alla à bord de *l'Éole* dont l'équipage, voisin de *l'América*, et à son exemple, s'étoit soulevé, espérant d'y obtenir le même succès ; mais à peine arrivoit-il au quatrième de ces vaisseaux, que la chaloupe du dernier, pleine de monde entraînant avec elle un Officier qui vouloit la retenir, et débordant pour aller à terre, fut un signal à toutes les autres chaloupes d'en faire autant. Cependant le *Patriote* vint à bout d'arrêter la sienne : les Frégates en général purent également contenir leurs équipages, par la raison sans

Digitized by Google

doute que les mutins, aisés à connoître dans un équipage peu nombreux, ne pouvoient pas, comme sur les vaisseaux, se cacher dans la foule. »

« M. *de la Laune* voyant le désordre, en envoya prévenir M. *Hector*, qui eut le temps d'en prévenir lui-même la Municipalité, en sorte que les mutins, en arrivant à terre, trouvèrent des troupes sous les armes, ce qui les calma beaucoup. »

« Ils furent à la Municipalité, qui les écouta et accueillit leurs plaintes, quoiqu'accompagnées d'une rebellion ouverte contre des lois émanées de l'Assemblée Nationale; on les tança de l'irrégularité de leur démarche, et on les exhorta à retourner à leurs Bâtimens : ils revinrent à bord, où ils furent reçus. »

On jugera de la prudence de M. *d'Albert*, et de sa fermeté à défendre le maintien de l'ordre par les deux lettres suivantes. La première est la lettre circulaire qui précéda la lecture du Code, en voici la teneur.

A bord du MAJESTUEUX *ce 8 Septembre.*

« Vous êtes déja prévenu, Monsieur, que le Code pénal, décrété par l'Assemblée Nationale et sanctionné par le Roi, vient de nous être envoyé. J'en joints ici un exemplaire que vous lirez ou ferez lire, en votre présence à l'équipage assemblé du vaisseau que vous commandez. »

« Le Décret supprime les lois pénales, éparses dans nos anciennes ordonnances, comme étant incompatibles avec la Constitution d'un Peuple libre. En effet, elles étoient en général vagues et indéterminées, ce qui jetoit les Chefs dans un arbitraire

Digitized by Google

Supplément à l'article de Paris & aux Nouvelles étrangères.

Du jeudi 30 septembre 1790.

Les mouvemens augmentent de jour en jour dans les chantiers de la Grande-Bretagne : les ouvriers ont ordre de travailler à la double tâche. Trois vaisseaux de 98 canons viennent encore d'être mis en commission. Il y en aura 80 avant la fin d'octobre. Le roi a déclaré une nouvelle promotion dans la marine. La grande flotte est à Spithead, & ne rentrera point dans le port : tout annonce qu'elle remettra en mer. L'escadre des Dunes attend les derniers ordres. Nous confirmons à nos lecteurs que la guerre est certaine, si l'Espagne se refuse aux conditions qu'exige le ministère britannique. Le capitaine Mac-Donald, commandant d'un bâtiment qui revenoit de la Jamaïque, a été arrêté par une frégate espagnole, qui a visité le navire & a attaché le capitaine entre deux planches, en le laissant exposé au soleil pendant un jour entier. Tel est du moins le rapport, sous serment, que M. Mac-Donald a fait à son retour, pardevant le conseil privé. Cet incident, que nous penchons à croire fort exagéré, a produit à Londres une sensation violente.

Nous avons précédemment représenté les Insurgens belgiques comme étant à l'agonie ; ils viennent de recevoir le coup de grace. Le 22, leur grande armée a passé la Meuse, pour attaquer les Autrichiens dans le Limbourg. Ceux-ci étoient au nombre de 6000. Les Brabançons, dont les relations portent la force à 25,000 hommes, ont vivement attaqué une première redoute, & l'ont emportée. Arrivés au second poste, les Autrichiens leur ont cédé le terrein, pour les attirer plus avant. Une fois engagés, les Belges ont été foudroyés par une batterie masquée de 12 pièces de canons. Renversées & en désordre, ces milices se sont débandées ; la cavalerie autrichienne les a sabrées, poursuivies, écrasées. Les vaincus ont perdu 34 pièces de canon, tous leurs bagages, leurs munitions, & près de 6000 hommes. On dit qu'un grand nombre a péri dans la Meuse, qu'ils se sont hâtés de repasser : M. van der Noot les attendoit sur l'autre rive. Herve, Luxembourg, & toutes les villes autrichiennes sont pleines de prisonniers.

Du lundi 27. Les membres qui ont lu ce jour dans l'Assemblée nationale des dissertations sur les assignats, ont été MM. l'abbé d'Abbecourt, de Broglie, de Batz & de Mirabeau. Les deux derniers ont seuls produit quelque sensation; M. de Batz par un parallèle piquant des billets de Law & des assignats; M. de Mirabeau par la stérilité de ses moyens, les tours de force de son style, la hardiesse de ses citations. M. l'abbé Maury lui a de nouveau proposé de substituer une discussion à une lecture académique, & de débattre véritablement la question par le choc serré d'une argumentation contradictoire. M. de Mirabeau, & tous ceux dont le talent brille principalement dans le cahier qu'ils tirent de leur poche, ont éludé cette méthode, la seule qui puisse convenir à un corps délibératif, & qui soit d'usage au parlement britannique.

Du mardi 28. M. Bergasse la Ziroule & M. le Chapelier ont plaidé pour les assignats; M. l'abbé Maury les a attaqués durant trois heures; son discours brillant, & plein de traits heureux, contenoit des vuides : il n'a pas toujours profité des avantages que lui avoit laissés hier M. de Mirabeau. Ce dernier, par modestie, avoit réduit sa demande de deux milliards à un; car le génie, les principes, le patriotisme ont leur flexibilité. M. l'abbé Maury a vu dans ce sacrifice d'un milliard, celui des faiseurs d'affaires associés aux bénéfices de l'opération. *Quand les chefs*, a-t-il dit, *ont vu l'orage gronder sur la nacelle, ils ont jetté les passagers à la mer.*

Du mercredi 29. La séance, dont les premières heures ont été livrées au désordre le plus tumultueux, aux cris, aux menaces, aux dénonciations, s'est terminée à sept heures.

Au début, M. d'Esprémenil a proposé, pour rétablir les finances, le crédit, le commerce, l'harmonie, l'ordre public & la circulation, de revenir sur la spoliation du clergé, la dégradation de la noblesse, l'anéantissement de l'autorité royale.

Ce projet a incendié le côté gauche. A sept heures, après un appel nominal, on a décrété l'ultérieure émission de 800 millions d'assignats forcés & sans intérêts. La majorité a été de 90 voix.

Digitized by Google

dont nous devons tous nous applaudir d'être debarrassés. Souvent elles étoient trop sévères pour qu'on ne répugnât pas à leur exécution, et plus d'une fois cette répugnance faisoit que le coupable échappoit à la punition qu'il avoit méritée. La Loi nouvelle n'a pas ce double inconvenient; les châtimens qu'elle inflige sont si bien proportionnés aux fautes et aux crimes, qu'un Chef ne peut plus, sans se rendre véritablement coupable, se dispenser de les faire subir aux délinquans. Les équipages, d'un autre côté, doivent y voir, avec la plus grande reconnoissance, avec quel soin les Représentans de la Nation ont cherché à prévenir les abus d'autorité; faites leur observer que le Chef chargé, comme tout Chef doit l'être, du maintien de l'ordre, ne tient le pouvoir nécessaire que pour remplir cet important devoir que d'une loi expresse, qu'il ne sauroit enfreindre, sans s'exposer lui même à être puni. L'établissement d'un Juré prévient les condamnations precipitées qui, rendues dans la chaleur du premier moment, laissoient quelquefois des regrets à ceux mêmes qui les avoient prononcées; mais cet établissement, si favorable à l'innocent, ne doit jamais dérober le coupable au châtiment qu'il a encouru. C'est-là ce que j'espère que vous n'aurez pas de peine à faire sentir aux braves gens que vous commandez. J'espere qu'ils n'en auront pas à comprendre que la liberté consiste essentiellement dans l'obéissance aux lois; que cette obéissance est le plus saint, le plus sacré des devoirs du Citoyen, et que tous, sans exception, lui doivent être également soumis.»

« L'attente du Code pénal, dont j'avois

Digitized by Google

d'abord cru l'arrivée plus prochaine, m'avoit fait prendre le parti de suspendre les punitions, pour ne pas en infliger d'après des lois que je savois devoir être incessamment proscrites. Plusieurs coupables, detenus en prison d'après cette disposition, attendent un jugement. Je voudrois bien que le jour de la publication d'une loi, qui doit faire renaître l'ordre sur nos vaisseaux, et y établir les principes d'une Constitution que nous avons tous juré de maintenir, ne fût un jour de douleur pour personne. Voyez, Monsieur, examinez la nature des délits que vous auriez à punir, et si vous trouvez qu'ils puissent être pardonnés, livrez-vous au plaisir bien naturel de faire grace; je promets de ne vous désavouer en rien. La bonté du Roi m'est trop connue pour me laisser craindre qu'il improuve l'indulgence que je me permets dans cette occasion. »

« Mais en même temps ne manquez pas de prévenir votre équipage qu'il faut qu'il s'attende à voir exécuter dans tous ses points la loi que vous êtes chargé de lui faire connoître : beaucoup moins sévères que les anciennes lois dont elle prend la place, celle-ci doit être exactement suivie. Je ne doute pas que vous n'en sentiez l'indispensable nécessité : n'oubliez pas que vous ne devez jamais vous écarter des dispositions qu'elle contient. C'est là ce que je ne puis trop vous recommander. »

« Vous aurez incessamment le Code, imprimé sur une seule feuille, de manière à faire tableau et à être collé sur une planche. Vous voudrez bien, en attendant, avoir soin qu'on en tienne un exemplaire à la timonerie, afin que chacun puisse y voir la peine en-

Digitized by Google

courue pour chaque délit commis. Vous me rendrez compte de la publication qui aura été faite. Je ne doute point que le Code soit reçu avec soumission et reconnoissance. »

J'ai l'honneur d'être, etc.

La seconde lettre est la réponse que M. *d'Albert* fit, en ces termes, à la Municipalité.

MESSIEURS,

« Ce ne sont point de véritables Marins qui ont eté réclamer devant vous contre la sévérité des peines décrétées par l'Assemblée Nationale. Oui surement, ceux-là n'ont de Marin que le nom qui, au mépris des lois militaires, malgré leurs Officiers, malgré leur Général, se sont permis d'enlever les Chaloupes de presque tous les vaisseaux de l'Escadre, pour former, ce que vous voulez bien appeler, une Députation; ce sont des Gens qui, accoutumés à confondre la licence avec la liberté et entièrement étrangers à la discipline des vaisseaux, voudroient n'en souffrir aucune : quelques-uns d'eux n'ont-ils pas osé me dire qu'il ne falloit point de punitions ordonnées, et que lorsque quelqu'un manqueroit, ils sauroient bien eux-mêmes le punir. »

« J'espère donc, malgré la trop scandaleuse journée d'avant-hier, que les braves Bretons, que les braves Normands, qui dans tous les temps ont fait la force de nos Armées Navales, loin de se laisser entraîner par le mauvais exemple sauront ramener eux-mêmes à leur devoir ceux qui s'égarent, et qu'en suivant celui que viennent de leur donner les ouvriers de l'Arsenal, tous finiront par rentrer dans l'ordre; et j'ai appris, avec

Digitized by Google

bien de la satisfaction, combien vous avez cherché par vos exhortations à y engager ceux qui se sont adressés à vous. »

« Quant au fond et à la nature des plaintes portées, mon respect pour les Décrets du Corps législatif m'interdit toute discussion et me défend même d'avoir une opinion ; mais j'ai promis de faire parvenir à l'Assemblée Nationale la réclamation des équipages contre l'usage de la liane, et la punition des fers avec anneau seul et avec anneau et chaînes. J'acquitte aujourd'hui ma promesse en faisant part au Ministre de l'engagement que j'ai pris, et en le priant instamment de le remplir pour moi. »

« Je serois honteux de moi-même, si je cherchois à me faire un mérite auprès de vous de mon acquiescement à la demande que vous me faites de suspendre, jusqu'à la décision de l'Assemblée Nationale, l'exécution du Code, en ce que les réclamans que la justice est blessée; ce qui en entraîne la suspension totale, vu que je ne connois point de peine contre laquelle quelqu'un d'eux n'ait réclamé. Je suspendrai donc : j'y suis forcé. Pourquoi craindrois-je d'avouer ce que tout le monde sait? mais si je ne l'étois pas, croyez m'en, que je me serois fait un vrai plaisir de déférer à votre opinion. »

« Je ne veux point vous quitter sans vous montrer une partie de l'amertume dont je suis dévoré. Vous connoissez l'état de l'Escadre. Vous sentez surement, sans être militaire, que le manque de subordination dans les vaisseaux, est ce qu'il peut y avoir de plus dangereux, surtout dans les circonstances où nous sommes; car si les armemens

Digitized by Google

faits et ceux ordonnés, n'ont pour but que d'éviter la guerre en en imposant à nos voisins; quel effet ne produira pas chez eux la nouvelle de ce qui vient de se passer ici? Mais en supposant que la guerre soit inévitable, croyez-vous qu'en l'état actuel des choses, je puisse aller à l'ennemi sans crainte. Cette idée est trop cruelle, je ne veux point m'y arrêter. Je veux, au contraire, espérer que peu de jours ramèneront les équipages au sentiment de leurs devoirs, et qu'en dirigeant mieux cette effervescence, dont ils fatiguent leurs Chefs, et dont ils sont eux-mêmes fatigués, je n'aurai point à craindre, si les superbes vaisseaux dont le commandement m'est confié, rencontrent des ennemis, de déshonorer le pavillon. »

J'ai l'honneur d'être, etc.

Nous avons cru important de recueillir ces deux Piéces, soit pour opposer la vérité de l'histoire aux inventions de l'esprit de parti, soit pour guider le jugement du Public dans la suite des événemens de Brest. On vient d'en voir le premier chaînon : nous avons rapporté les suivans la semaine dernière. — On assure aujourd'hui que le calme est revenu, c'est à-dire, qu'en laissant les équipages dans leur insubordination impunie, ils ne commettent aucun désordre : on dit encore que M. *de Marigny* a bien voulu reprendre son uniforme ; mais que les Officiers, dans l'impuissance de ramener l'ordre, persistent à offrir leur démission.

Digitized by Google

(La lettre suivante, au Rédacteur, a été omise la semaine dernière).

« J'apprends, Monsieur, qu'on distribue dans le Public un écrit ayant pour titre : *Nouvelle protestation de M. Bergasse contre les Assignats.* Voulez-vous bien me permettre d'user de la voie de votre Journal pour désavouer cette brochure. Soit hasard, soit connoissance, j'ai prédit avec une justesse assez singulière, tout ce que la première émission des Assignats devoit produire, et les évènemens m'ont complètement vengé des misérables réponses qui m'ont été faites, ou plutôt des injures grossières qui m'ont été prodiguées, car certainement on ne m'a pas répondu. Peut-être pourrois-je annoncer aujourd'hui avec la même précision, tout ce que la nouvelle émission qu'on médite opérera d'effets funestes; mais dans des circonstances aussi déplorables que celles où nous sommes, quand la raison et même l'expérience ne sont plus écoutées, quand on ne peut réussir qu'autant qu'on appartient à quelque complot, ou qu'on sert quelque ambition particulière, je ne le sens que trop, les vérités que je publierois ne seroient pas mieux reçues que celles que j'ai publiées jusqu'à présent. Pour être tenté de parler de nouveau, il faudroit que j'aperçusse au moins la possibilité de me faire entendre, et plus je promène mes regards autour de moi, plus je demeure convaincu que *quant à présent*, je n'ai d'autre parti à prendre que celui *d'observer et de me taire.* »

BERGASSE.

Paris, ce 25 Septembre 1790.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 24 Septembre 1790.

LES premières versions du Traité de paix entre la Russie et la Suède, répandues par les Russes, étoient inexactes. Il n'est aucunement question dans cet arrangement, de clauses relatives au Gouvernement de la Suède : le Roi ne pouvoit à ce point compromettre sa dignité et son indépendance. Nul article n'annonce une alliance plus étroite entre les deux Cours : les Nouvellistes ont pris à cet égard leur vœu pour une transaction de Souverains. Rien encore n'indique donc, suffisamment, une variation dans la politique générale du Roi de Suède ; car, quel que défavorable que soit cette paix séparée, au projet des Puissances qui soutiennent la Porte Ot-

Digitized by Google

romane, elle peut avoir été le fruit de la nécessité et de motifs inopinés. En attendant de voir écarter le voile, nous allons transcrire une copie exacte du Traité.

« Art. I. Il sera maintenu à l'avenir entre S. M. le Roi de Suède, ses Etats, pays et Sujets d'un côté, et S. M. l'Imperatrice de toutes les Russies, ses Etats, pays et Sujets de l'autre côté, une paix stable, un bon voisinage et une parfaite tranquillité, tant par terre que par mer ; en conséquence, les ordres les plus prompts seront donnés pour faire cesser les hostilités de part et d'autre. Le passé sera oublié, afin de s'accorder réciproquement du rétablissement entier de l'harmonie et de la bonne intelligence, qui ont été interrompues par la guerre actuelle. »

« II. Les limites resteront de part et d'autre, ainsi qu'elles étoient avant la rupture, ou avant le commencement de la guerre actuelle. »

« III. Par conséquent, tous les pays, provinces et endroits, qui pendant cette guerre auront été conquis par l'une ou l'autre des Parties contractantes, seront évacués dans le plus court délai possible, ou dans l'espace de 14 jours après l'échange des ratifications du présent Traité. »

« IV. Les Prisonniers de guerre et tous les autres, qui sans avoir porté les armes, ont été amenés pendant la guerre par les Parties belligérantes, seront remis en liberté de part et d'autre sans aucune rançon, et il leur sera libre de retourner chez eux sans qu'on puisse exiger de part ni d'autre aucun dédommagement pour les frais de leur en-

Digitized by Google

tretien ; mais ces Prisonniers respectifs seront tenus d'acquitter les dettes qu'ils pourront avoir contractées avec des Particuliers des États respectifs. »

« V. Pour prévenir sur mer toute occasion d'un mal-entendu dangereux entre les Parties contractantes, il a été établi que, lorsque des vaisseaux de guerre Suédois, un ou plusieurs, grands ou petits, passeront devant des forts appartenans à S. M. I., ces vaisseaux seront tenus de faire le salut Suédois, et on leur repondra aussitôt par le salut Russe ; il en sera observé de même à l'égard des vaisseaux Russes, qu'ils soient un ou plusieurs ; ces vaisseaux seront obligés en passant devant des forts appartenans à S. M. Suédoise de faire le salut Russe, et il leur sera rendu aussitôt par les forts. Les Hautes Parties contractantes se proposent de faire rédiger le plus tôt possible une Convention particulière, dans laquelle sera déterminée la manière de se saluer lorsque des vaisseaux de guerre Suédois et Russes se rencontreront sur mer, dans des ports ou ailleurs ; mais jusqu'à cette fixation les vaisseaux de guerre respectifs ne se salueront pas afin d'éviter toute méprise. »

« VI. Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies a consenti qu'il sera libre à Sa Majesté Suédoise d'acheter par an, et d'exporter librement pour la Suède pour 50,000 roubles de grains dans les ports du Golfe de Finlande et de la Baltique, si toutefois il est prouvé que ces achats sont faits pour le compte de S. M. Suédoise, ou bien pour les Sujets qui auront été autorisés expressément pour cet objet par Sadite Majesté, sans qu'on puisse en exiger aucun droit ou taxe ; cependant, lorsque l'année

Digitized by Google

aura été disetteuse en grains, ou que Sa Majesté Impériale aura défendu par des raisons importantes l'exportation des grains pour toutes les Nations, cette exportation pour la Suède ne pourra pas avoir lieu. »

« VII. Comme les deux Hautes Parties contractantes ont éprouvé un desir également pressant de terminer le plus promptement possible les maux de la guerre, qui pesoient sur leurs Sujets, et que pressées par ce desir, il ne leur a pas eté possible de régler divers points et objets propres à affermir le bon voisinage, et à maintenir une tranquillité parfaite sur les frontières, Elles s'engagent réciproquement de s'occuper de ces points et objets, de les examiner et de les régler à l'amiable par des Ambassadeurs ou des Ministres Plénipotentiaires qu'Elles s'enverront réciproquement, immédiatement après la conclusion du présent Traité de Paix. »

« VIII. Les ratifications du présent Traité de Paix seront échangées dans le délai de six jours, ou plus tôt s'il est possible. »

« En foi de quoi nous avons signé le présent Traité de Paix, et l'avons scellé du cachet de nos armes. Fait dans la plaine de Wœrelœ, près de la riviere de Kymène, entre les postes avancés des deux Armées respectives, le 14 Août 1790. »

Signé, GUSTAVE MAURICE, Baron D'ARMFELD; OTTON, Baron D'IGELSTROEM.

Suivent les ratifications.

Le 8 de ce mois, Stockholm a vu l'exécution du Colonel *Hasteko*, l'un des Officiers coupables de l'armée de Fin-

Digitized by Google

lande, et convaincu non seulement d'avoir trahi l'Etat, mais encore d'avoir tenté d'entraîner dans la même perfidie les Officiers et les Soldats de son Régiment. Au moment où les autres Coupables alloient subir leur sentence, survint la grace du Roi. Le Colonel *Otter* est relégué à Wexio entre les mains de sa famille : le Lieutenant-Colonel *d'Enchjelm* et le Major *de Kothen* seront enfermés ; le premier, dans la forteresse de Warberg, le second dans celle de Landskrona. M. *de Klinsporre*, dont l'esprit est aliéné, a aussi reçu son pardon.

La Contre-Déclaration de la Russie à la Cour de Berlin va ouvrir une scène importante. Non-seulement l'Impératrice décline toute intervention étrangère dans ses arrangemens avec la Porte ; elle prétend de plus forcer cette Puissance à lui céder Oczakof et Akierman, et à rendre indépendantes la Valachie et la Moldavie. Voilà sans doute de grandes prétentions à la fin d'une guerre onéreuse, avec des finances épuisées, des troupes harassées, et cent mille Prussiens sur la frontière. Si l'Impératrice a espéré par cette exigeance en imposer au Cabinet de Berlin, comme Elle en imposoit à ceux de Stockholm ou de Varsovie, on ne tardera pas à la désabuser. Son Parti en Pologne, à la tête du quel est le Roi lui-même, travaille énergiquement à faire rentrer cette Ré-

Digitized by Google

publique sous l'obéissance des Ministres de l'Impératrice, à décorer le piége, et à exciter les esprits contre la Prusse. Le seul résultat clair de ces manœuvres est que, la Pologne sera incendiée par le Parti Russe et le Parti Prussien, qu'on va se replonger dans les divisions, et revenir en peu de temps au point où l'on étoit il y a quatre ans.

Le Duc *de Sudermanie*, frère du Roi, est de retour à Stockholm depuis le 12. S. A. R. a été reçue aux acclamations publiques, et conduit en triomphe au château où l'attendoit la Duchesse son épouse.

De Vienne, le 22 Septembre.

L'indisposition de la Princesse de Naples n'a pas eu de suites ; toute la Cour, ainsi que LL. MM. Siciliennes sont ici depuis le 12. Le 17, le Marquis *de Gallo*, Ambassadeur de Naples, a fait son entrée publique : le 18, il s'est rendu en cérémonie à la Cour, et dans une audience du Roi et de la Reine il a demandé en mariage l'Archiduchesse *Clémentine* pour le Prince Royal de Naples. — Les mariages de l'Archiduc *François* avec la Princesse *Thérèse* de Naples, de l'Archiduc *Ferdinand* avec la Princesse *Louise* de Naples ont été bénis le lendemain.

Le départ du Roi pour Francfort est

Digitized by Google

fixé au 25. S. M. sera accompagnée de la Reine, du Roi et de la Reine de Naples, des Archiducs *François* et *Ferdinand*, avec les Princesses leurs épouses, des Archiducs *Charles*, *Léopold* et *Joseph*, de l'Archiduchesse *Marie Thérèse* et du Prince *Antoine de Saxe* son époux.

La Députation de Hongrie a eu une audience du Roi, aussitôt après son retour. Le Diplôme inaugural qu'elle a apporté, est conforme à celui de *Charles VI*. On dit que les Députés ont ordre de consentir à toutes les modifications qui pourroient être proposées. Ils espèrent aussi d'obtenir du Roi la promesse de venir se faire couronner après le voyage de Francfort.

Les Grecs *Non-Unis* qui tiennent leur Assemblée Nationale à Témeswar, ont adopté la Langue Allemande dans leurs transactions publiques. Les Raisciens et les Transylvains les ont imités, et ont quitté même l'habillement Hongrois. En général, toute la Nation Illyrienne montre un vif attachement au Roi et à son Gouvernement. Celui-ci a réalisé une grande et salutaire opération, en réduisant ainsi la Hongrie à ses limites propres, et en lui donnant à l'Orient des Voisins charmés de ne plus entrer dans son arrondissement, et qui seront de bons garans de son obéissance.

Les Etats de Gallicie ont demandé au Roi, de laisser dans cette Province, dénuée

Digitized by Google

de numéraire, une certaine quantité de troupes, dont la présence feroit vendre et augmenter le prix des denrées, pour lesquelles on ne trouve pas de débouchés. Le seul commerce de la Province se borne au sel.

De Francfort sur le Mein, le 28 Septemb.

Malgré l'affluence d'Etrangers qui remplissent cette Ville, la Foire actuelle est assez mauvaise : une défiance des événemens lui ôte l'activité, et les affaires se font trés-lentement. Vraisemblablement la Foire de Leipsick ne sera pas meilleure. Si les Négocians ont à se plaindre, la Ville en général se ressent très-utilement de la circonstance ; les loyers, les consommations, les ventes ont augmenté. — L'Electeur de Mayence a fait son entrée solennelle le 22, et l'Electeur de Trèves le 24. Ils avoient été précédés de l'Electeur de Cologne, arrivé avec LL. AA. RR. le Gouverneur et la Gouvernante des Pays-Bas, qui iront ensemble au-devant du Roi de Hongrie, jusqu'à Mergentheim où ce Monarque est attendu demain 29. Une Députation de la Capitale a complimenté les trois Electeurs Ecclésiastiques. Les Joyaux de l'Empire conservés à Nuremberg sont arrivés hier dans une Voiture de cérémonie ; ceux d'Aix-la-Chapelle sont transportés ici par une Députation. — Les Gardes Nobles et la Garde à cheval du futur Empereur arrivèrent la semaine

Digitized by Google

dernière. La plupart des Ministres Etrangers à la Diète d'Election, et entre autres M. *de Romanzof*, Envoyé de Russie, ont remis leur Lettre de créance à la Diète.

« Le Comte *de Pappenheim*, Maréchal-Héréditaire de l'Empire, ayant représenté à l'Electeur de Mayence, en qualité d'Archi Chancelier la nécessité d'assurer par une force militaire suffisante la tranquillité et la sureté publique, pendant que la Cérémonie de l'Election et du Couronnement d'un Empereur des Romains attirera dans Francfort une grande foule d'Etrangers de tout rang et de toute condition, l'Electeur de Mayence s'est adressé au Landgrave *de Hesse Cassel*; et par une Estafette, qu'il lui a expédiée le 13 de ce mois, il l'a requis de tenir dans son Comté de Hanau, voisin de Francfort, un Corps de ses Troupes à portée d'assurer la présence du Chef de l'Empire, et du Collége Electoral en notre Ville. Le Landgrave *de Hesse* y a déferé sur le champ, et dès le 17 au matin, il s'est mis en marche à la tête de 11 bataillons et de 14 escadrons de ses Troupes, pour former un Camp près de Hanuswald, dans les environs de Seckbach et de B r hen, sur les confins du Comté de Hanau. »

Les Troupes Autrichiennes, qui se rendent dans les Pays-Bas par la Bavière et la Souabe, marchent sur trois Colonnes; l'une prend la route de Manheim, derrière Donawert; l'autre, celle d'Augsbourg, et la troisième celle de Landsberg. Le premier de ces Corps est déjà arrivé à Aschaffenbourg; il passera

D 6

Digitized by Google

dans nos environs après demain. Cinquante chariots de munitions l'ont précédé à Luxembourg.

On ne sait encore comment expliquer l'énigme de Liége ; les Etats actuels se sont donnés un Régent sans en conférer préalablement avec le Corps Germanique, dont cependant ce Pays fait encore partie ; le Ministre de Prusse a donné à Chaudefontaine un repas splendide au nouveau Régent, et à plusieurs Membres des Etats. Enfin, ceux-ci ont nommé auprès de la Diète d'Election trois Députés, qui sont : le Comte *de Geloe*, le Comte *de Berlaymont*, et le Bourguemestre *de Chestret*. Il est difficile de concevoir comme on pourra concilier leurs prétentions avec les Lois de l'Empire. Déja l'on a répandu que la Diète leur avoit prescrit les conditions suivantes :

« 1°. Que 1200 hommes des troupes d'exécution occuperont la Citadelle de la Ville ; »

« 2°. Que la démission des Magistrats actuels, le rétablissement du régime de l'Evêque, et en général la restitution complète de toutes choses, sur le pied antérieur à la Révolution du 18 Août 1789, auront lieu avant tout ; »

« 3°. Que des Commissaires des trois Cours Directoriales de Clèves, de Juliers et de Munster, se transporteront sur les lieux, pour être témoins de l'execution fidèle de ces conditions, et donner, d'après des connoissances locales, leur avis sur la manière

Digitized by Google

la plus facile de procéder à un arrangement définitif, et au redressement des griefs, dont on s'occupera incessamment. »

Ces prétendues conditions sont un réchauffé des décisions de la Chambre de Wetzlar ; ainsi, elles ne peuvent avoir été proposées comme termes d'accommodement. Si c'est une Loi qu'on impose au Parti dominant à Liége, il faudra en forcer l'exécution ; et cependant, l'Electeur de Mayence va retirer celles de ses Troupes employées à l'armée contre Liége.

On fait à Berlin les préparatifs nécessaires pour le retour du Roi. S. M. a dû partir de Breslau le 23 de ce mois, et fera route par Grunebourg, Crossen et Francfort. Le même jour, le Duc régnant *de Brunswick* partira aussi, et reviendra à Berlin par la Saxe : les deux armées dans la Silésie marcheront à la même époque dans leurs anciens quartiers de cantonnement.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 29 Septembre.

Le Public reste encore dans l'incertitude sur l'issue de nos armemens. Avant hier, le sieur *Slater*, Courrier du Cabinet, est arrivé de Madrid au Bureau du Ministre des affaires extérieures. Le Conseil s'assemble aujourd'hui pour prendre connoissance des dépêches apportées. Si elles ne sont dans le jour

Digitized by Google

même, ou demain, communiquées au Lord Maire et à la Bourse, ce sera une preuve suffisante de l'ultérieure indécision de l'affaire. Le bruit court que l'Espagne se renferme dans des réponses vagues et dilatoires; mais comment a-t-on pénétré le secret du Cabinet? Si la Cour de Madrid adoptoit cette politique elle desireroit la guerre; car notre Ministère est très-résolu à ne pas laisser nos flottes dans l'inaction, sans pouvoir néanmoins les désarmer.

Le Capitaine *Mac-Donald*, du vaisseau le *Trelawny Planter*, arrêté, en revenant de la Jamaïque, par des bâtimens de guerre Espagnols, dont le Commandant a fait subir à M. *Mac-Donald* 16 heures de station entre deux planches, et au soleil brûlant, fut entendu le 24 au Conseil, ainsi qu'un Passager de son navire, et le Nègre qui le sert. Les Ministres l'interrogèrent sur le traitement dont il se plaint: les trois dépositions ont été conformes. Si le fait est tel que le rapporte M. *Mac-Donald*, et s'il n'a aucun reproche à se faire, surement la Cour d'Espagne fera punir l'Officier qui s'est permis cette violence.

L'escadre des Dunes, forte de 14 vaisseaux de ligne, s'est rendue à Spithead en deux divisions, le 24 et le 25. Elle doit prendre pour quatre mois de vivres, ainsi qu'une partie de la grande flotte. La diligence des chantiers est tou-

Digitized by Google

jours la même. La *Britannia* de 100 can. et l'*Alexandre* de 74 sont sortis du bassin. Le 9 du mois prochain, on lancera à Chatham le *Leviathan* de 74 can. Il est en commission, et sera monté par Lord *Mulgrave*.

Les Capitaines élevés par la dernière Promotion du 11, au grade de Contre-Amiraux, sont MM. *Braithwaite*, *Cosby*, *Fitz Herbert*, *Cornish*, *Brisbane*, *Houlton*, *Wolseley*, *Inglis* et *Cranston Goodall*.

Le Duc *de Cumberland*, Frère aîné de S. M., est mort, le 18, de la consomption, à laquelle s'étoit joint un cancer à la gorge. Ce Prince, né en 1745, ne laisse point d'enfans. Il avoit épousé une fille de M. *Luttrell*, créé Pair d'Irlande il y a vingt ans, sous le titre de Lord *Carhampton*. Par sa mort, le Tresor Public herite de 8000 liv. sterl.; pension viagere que lui avoit accordé le Parlement.

FRANCE.

De Paris, le 6 Octobre.

Assemblée Nationale.

La question des Assignats étant décidée, on ne liroit plus avec intérêt les dernieres dissertations qui ont précede le Décret: les Opinans ont tourne dans le cercle tracé avant eux, et au lieu d'en étendre la circonférence, ils n'ont fait que la parcourir. Nous n'exceptons pas même MM. *de Mirabeau* et l'Abbe *Maury*: au lieu de combattre deli-

Digitized by Google

brativement les objections, l'un et l'autre se sont renfermés dans les raisonnemens déjà connus. Nous nous bornerons donc à l'énoncé rapide des derniers débats, en y joignant quelques passages des principales Opinions.

Du Lundi 27 Septembre.

M. l'Abbé *d'Abbécourt* a aujourd'hui remué la question sans la soulever. Les Assignats, suivant lui, perdront ou sauveront le Royaume. (Ils lui feront beaucoup de mal sans le perdre ni le sauver). Dans son indécision, l'Opinant a dit qu'il parleroit *pour*, *sur* et *contre*, et il n'a pas tenu parole; car il a toujours été *à côté* du sujet. Au surplus, il a fait des vœux pour voir bannir de la langue les mots d'*Aristocrate* et de *Démocrate*. Si M. l'Abbé avoit le secret d'en bannir la chose, il auroit dû le révéler à l'Assemblée Nationale.

Après lui, M. *de Broglie*, qu'on ne soupçonnoit guère d'érudition sur la matière débattue, a pris la parole. « Vous avez à prononcer, a-t-il dit, sur une opération qui mettra le sceau à la Constitution. » Après cette belle phrase, il a répété ce qu'on lisoit depuis huit jours dans tous les Journaux en faveur des Assignats.

Ici M. l'Abbé *Maury* a rappelé le défi qu'il présenta l'autre jour à M. *de Mirabeau*. *Je n'ai point préparé*, a-t-il dit, *de pièce d'éloquence. J'invite M.* de Mirabeau *à monter à la Tribune; je me placerai au Bureau, je lui ferai mes objections; il y répondra.*

Cette méthode n'a été goûtée ni de M. *de Mirabeau*, ni de ses partisans, ni des têtes froides qui ne peuvent accoucher que dans le silence du Cabinet. Elle a été repoussée

Digitized by Google

de haute lutte, et il a été décidé que chacun disserteroit à part.

M. *de Batz* a présenté un parallèle des Assignats et des Billets de Law en argumentant vivement contre les uns et les autres. M. *de Mirabeau* lui a succedé à la Tribune.

Son Discours a été un mélange d'exagérations et de hors-d'œuvres, d'amplifications et d'artifices populaires. Il a parlé de Finances en Tribun; il a consterné tous les esprits timides, en leur montrant la Révolution renversée sans l'étai d'une masse de Papier-monnoie; il a persuadé les simples, qu'en effet, la Constitution Françoise étoit assez fragile, pour tomber en pièces, si on ne l'attachoit à ces Feuilles hypothéquées. Il a combattu toutes les objections foibles, a gardé le silence sur celles qui l'embarrassoient, a justifié ses contradictions par de nouvelles contradictions, et n'a guère montré que l'eloquence convenable dans un District. A ses raisonnemens, il a mêlé des hardiesses dignes du moment. Il a defié tous les Philosophes de la terre de prouver, qu'il y a moins de réalité dans la chose dont nos Assignats sont le *type*, que *dans la chose adoptée sous le nom de Monnoie.* Il n'a plus appelé les Assignats du grand surnom de *Papier territorial :* sous sa plume inventive, ils sont maintenant le *Numéraire National;* le *Papier actif qui remplace le Papier dormant.*

M. *de Mirabeau* s'est aussi écrié que les Anglois doivent rire de nos terreurs! (Ils riront bien plus de nos illusions.) Qu'on consulte le change avec Londres depuis 15 jours, change tombé de 26 et demi, à 25 et trois huitièmes. Des tirades contre MM. *Necker, Dupont, de Condorcet, de Casaux,* ont

Digitized by Google

occupé une grande place, dans ce Traité de 3 heures. Voici un exemple de ces sarcasmes:

« Ici, Messieurs, comment se defendre d'un ressentiment patriotique? Vous avez entendu dans cette Tribune ce mot du Memoire Ministériel: *on dira aux creanciers de l'Etat; achetez des biens Nationaux; mais à quelle époque et dans quels lieux?* A quelle époque? à l'époque de la dette approfondie, connue, arrêtée; à l'époque où toute la Nation mettra tout son salut dans la vente des Biens nationaux, et saura conspirer à l'accomplir; à l'époque où les proprietés territoriales reprendront leurs prix, et ne seront plus grevées par une feodalité barbare, par des impositions arbitraires. Dans quel lieu? Dans un lieu que le ciel a favorisé de ses plus heureuses influences; dans un Empire sur lequel passeront les orages de la liberté, pour ne laisser après eux que le mouvement qui vivifie, que les principes qui fertilisent; dans un pays qui appellera ceux qui cherchent un gouvernement libre, ceux qui fuient et detestent la tyrannie? Voilà *à quelle époque*, et *dans quel lieu* les créanciers de l'Etat sont appelés à devenir proprietaires. Et si l'homme qui a prononcé ces etonnantes paroles, etoit encore à la tête des Finances, je lui dirois à mon tour: à *quelle époque* tenez vous un tel langage; et *dans quel lieu* vous permettrez vous de le tenir? »

Ce Discours fini, on a entendu la lecture d'une Lettre écrite à l'Assemblée Nationale par M. *de Peynier*, qui rend compte de son expedition du 29 Juillet au Port au-Prince, et de ses suites. On a renvoyé cette Dépêche au Comité Colonial, en décretant de recevoir Jeudi soir à la Barre, les Deputés arrivés du

Digitized by Google

Port au-Prince avec M. *de la Galissonnière.*

Du Mardi 28 Septembre.

On n'a pas oublié le blâme jeté sur le Directoire du Département de Seine et d'Oise, à l'occasion des excès commis dans le Parc de Versailles. L'Assemblée a reçu aujourd'hui une Lettre des Membres de ce Directoire, où ils représentent les brigands qui menaçoient le petit Parc, le Château et la Ville de Versailles, comme d'honnêtes Habitans des Campagnes, *induits en erreur.* « *L'amour de la paix*, ajoutent-ils, nous fait » un devoir de garder le silence sur un événement qui n'a pas produit tout l'effet qu'on » pouvoit en attendre : le calme est rétabli. » Heureux d'apprendre cette nouvelle à la » France entière, et à son Chef auguste, » dont il *seroit à desirer que l'on respectât* » *le repos, et que les Ennemis du bien public* » rendent à l'envi le plus malheureux des » hommes, parce qu'il en est le meilleur. »

Il résulte de cette Lettre que les perturbateurs du repos de Sa Majesté sont, non pas les braconniers qui dévastent ses Parcs, mais la Municipalité de Versailles, le Commandant, les Troupes chargées de les défendre.

Sans délibération ni examen, on a accordé à cette Adresse les honneurs de l'impression, en décidant qu'elle seroit communiquée au Roi.

M. *Bergasse Laziroule* a recommencé la discussion sur les Assignats, auxquels il a opposé les principes constans et les effets inévitables de cette opération. Personne n'a mieux défini ce Papier-monnoie. « Les Ar- » signats, a-t-il dit, *ne sont autre chose*

Digitized by Google

« *que des Lettres de change à terme inconnu, payables en, immeubles.* Ce dernier point « de vue constate la perte où l'escompte de « ces sortes d'effets; c'est sur cette perte « qu'est fondée l'absurde iniquité des Assi- « gnats-monnoie. »

M. *le Chapelier*, au contraire, a vu un projet de *contre-révolution* dans la résistance aux Assignats. Sous le rapport de la Constitution, des Finances et de la Justice, tout sollicite cette émission. On voit par ce texte que M. *le Chapelier* s'est contenté de battre la route ouverte.

M. l'Abbé *Maury* est ensuite monté à la Tribune; on s'attendoit qu'il terreroit M. *de Mirabeau* dans ses bras de fer; qu'il reprendroit sous-œuvre chacun des moyens et chacune des allégations de cet Orateur; qu'en un mot, il attaqueroit par une contradiction serrée, les principaux points de la doctrine de son Adversaire. Cette méthode lui donnoit d'autant plus d'avantage, que le talent d'improviser, qui lui est propre, est surtout favorable au genre polémique. L'Orateur a préféré de traiter lui-même la matière généralement. Il l'a fait avec une grande fécondité d'esprit, une promptitude d'expressions choisies; mais sans qu'il en ait résulté de nouvelles lumières.

« Ne vous y trompez pas, a-t-il dit, les Agioteurs et autres Marchands d'argent, sont las de n'avoir en leur pouvoir que la circulation de crédit; ils veulent participer aux deux autres circulations, du numéraire et des effets de commerce. Je vous dis qu'ils auront vos Assignats, la chose est claire; ils sont déja propriétaires d'une partie considérable de votre dette exigible, ils ont

Digitized by Google

acheté les effets de cette dette exigible à 25 et à 30 pour cent de perte, et au moment où vous aurez décrété l'émission d'Assignats, de deux milliards d'Assignats forcés, pour opérer leur remboursement, tous leurs effets remonteront au pair, de sorte que s'ils ont acheté pour 40 millions de la dette exigible, ils auront reçu de votre munificence 70 millions; ils auront donc vos Assignats, et ils les auront au moment même où vous les aurez décrétés; vos Assignats passeront donc entre leurs mains; ils sont dépositaires de la majeure partie de la dette exigible, et lorsqu'ils ont vu le patriotisme s'élever contre l'émission de deux milliards d'Assignats, ils vous ont dit leur secret, ils ont capitulé pour 800 millions de Papier-monnoie, parce que c'est la seule proie dont ils veulent s'emparer (car ne pensez pas que malgré toutes les protestations hypocrites de justice publique, ils s'inquiètent beaucoup du paiement de vos dettes); ils s'inquiètent infiniment de la portion de vos dettes qu'ils ont acquises, ils avoient admis dans leur nacelle les autres Créanciers de l'Etat; ils se sont vus menacés de quelques dangers, ils ont jeté les passagers à la mer.

« Voilà, Messieurs, le véritable secret de la Capitulation qu'ils vous ont offerte, et dont ils plaidoient la cause il y a huit jours avec tant d'éloquence. »

« On nous entretient tous les jours des dangers qui menacent l'Etat; on ne nous parle que de conspiration contre le Peuple. Eh bien, ces Agioteurs, voilà les hommes dont on devroit s'occuper dans vos Comités des Recherches, et qu'il faudroit punir! Le moyen de se défendre d'une vertueuse in-

Digitized by Google

dignation, contre de tels ennemis du bien public, quand on les voit encore corrompre le Peuple pour le tromper, dénoncer à la Nation comme de mauvais Citoyens, des hommes qui ont le courage de s'exposer à la mort pour défendre le Peuple! Il faut vous apprendre que ces accusations criminelles ne sont point de leur invention. Ecoutez, Messieurs, comme on parloit de *Law* en 1720, voilà son Système imprimé. »

« M. LAW *a fait voir à la France, que* Louis XIV *avec l'autorité absolue, n'a pu leur rendre plus qu'il ne leur a restitué. M.* LAW *n'a plus d'ennemis que ceux de tout le genre humain.* Voilà comment nos prédécesseurs parloient de M. *Law.* »

« Le sort des Papiers-monnoie nous est connu; le sort des Papiers-monnoie est encore recent. J'ai extrait, Messieurs, ces deux Billets de *Law* d'un tas où il y en a des millions accumulés. Les voilà, ces Papiers encore couverts des larmes et du sang de nos Peres. Ces Papiers desastreux doivent être comme des balises placées sur des ecueils, pour vous avertir du naufrage et vous en eloigner. »

En finissant, M. l'Abbé *Maury* a annoncé qu'il avoit un Plan, dont il demandoit la discussion par un Comité, et qu'au surplus, si ce vœu etoit rejeté, il se rangeoit, quoiqu'à regret, à la Motion de M. *Dupont*.

M. *Barnave* a tenu le dernier la parole, et quoique son discours ne soit qu'une récapitulation de la defense des Assignats, il lui a prêté une nouvelle force par la méthode et l'adresse de sa deduction; le ton tranchant de ses expressions a servi à leur clarté.

Digitized by Google

On ne peut s'armer de paralogismes avec plus d'assurance.

Par exemple, pour se délivrer de l'objection tirée de la crainte des contre-façons du Papier-Monnoie, il a cité les Banques de Londres et d'Amsterdam, la perfection de l'industrie dans la fabrication du Papier-Monnoie, la plus grande difficulté de contrefaire le Papier, que de contrefaire le métal.

M. *Barnave* n'ignore pas cependant que tous les jours on contrefait les Billets de la Banque de Londres, et que l'industrie qui les perfectionne, est non moins ingénieuse à en fabriquer de faux. Il n'ignore pas que la Banque de Londres, à l'aide de ses profits immenses, peut supporter la perte de ces falsifications, et qu'elle y est obligée; qu'enfin, les fraudes ne peuvent acquérir ni étendue, ni succès durable, parce que la rentrée continuelle des Billets fournit un moyen journalier de vérification. Le danger qui menace les Assignats est de toute autre nature, puisqu'il pourra s'en glisser des milliards de faux, avant qu'ils arrivent à leur Caisse d'amortissement. Au *Visa* du système de *Law*, il se trouva pour 760 millions de billets faux.

M. *Barnave* a traité de *souverainement ignorans* ceux qui placent l'emploi des Assignats dans les consommations, et non dans les placemens de fonds et d'industrie. Pour donner crédit à ce ton de confiance, il s'est avisé de citer *Smith*, qu'il n'a certainement pas lu. Ce Philosophe dit avec raison que, dans un Pays pauvre comme l'Ecosse, le Papier de Banque faisant les fonctions de Monnoie, accroît les Capitaux de l'industrie, du Commerce et de l'Agriculture; mais le

Digitized by Google

Papier-Monnoie dont il parle, est celui qui s'échange à volonté contre de l'argent, et sans escompte. Quel rapport, encore un coup, ont ces Billets de Banque avec les Assignats?

Une élucidation curieuse est celle de M. *Barnave* sur la balance de Commerce. Nous l'avons perdue, à l'entendre, par le *besoin de Capitaux*. Et où sont donc allés ceux qui nous procuroient il y a 3 ans une balance favorable? Elle ne l'est plus, faute de travail, et non de Capitaux; c'est la consommation qui manque, parce que l'Etranger ne s'adresse pas à un Pays en *Révolution*, parce que le commerce de nos Colonies est à moitié perdu, parce qu'enfin l'incertitude de toutes choses, rallentit ou suspend toute affaire. Augmenter les Capitaux, sans remédier à l'anarchie, c'est nourrir de sucs un estomac atonique. Il est vrai que M. *Barnave* aperçoit dans la disette d'argent la cause de l'anarchie. Personne ne lui disputera la gloire de cette découverte.

Il venoit de finir; aussitôt son Parti cumier a crié qu'on fermât la discussion. Il y manquoit néanmoins une pièce importante; M. *le Brun* la tenoit à la main; elle contenoit les nombreuses Pétitions du Commerce, des Municipalités, des Directoires. M. *le Brun* en a demandé lecture, au nom du Comité des Finances.

Précipitamment, M. *de Mirabeau* s'est lancé en avant, pour opposer sa volonté au vœu de la Nation, et lui enlever le droit de faire connoître ses besoins à ses Représentans. Sa doctrine, à ce sujet, a excité les transports des Galeries, des Spectateurs qui tous les jours avec une audace impunie,

Digitized by Google

mêlent leur autorité à celle des Législateurs, et qui aujourd'hui applaudissoient au refus de reconnoître, non l'autorité, mais le vœu des Provinces. Ce contraste est digne d'attention ; il donne le secret de ces acclamations factices. Voici par quels argumens M. *de Mirabeau* les a provoquées :

« Il est très-scandaleux, très-coupable, au moment de fermer une discussion importante de venir lancer, comme le Parthe, en fuyant, le vœu des Directoires et des Municipalités. Il n'est par permis de mettre des intermédiaires entre nous et la Nation ; il ne l'est pas d'avoir la mauvaise foi de donner les neuf personnes qui composent un Directoire, comme l'écho du Département ; il ne l'est pas que ceux qui nous ont accusé de vouloir une République fédérative, viennent soutenir par leurs cris une opinion qui feroit, au même instant, du Royaume une République fédérative. Ce n'est pas aux Corps administratifs, dans les mains desquels sont, en ce moment, les Biens nationaux, à donner leur avis sur les dispositions des Biens nationaux ; ce n'est pas à ceux qui ont dû remarquer que, *par le plus respect* que nous devons aux principes du Gouvernement Représentatif, nous n'avons pas montré le vœu de la Ville de Paris, sur qui pèseroit cette opération. Ils ont eu l'imprudence de ne pas vouloir *notre sage réserve*, et nous ont accusés de payer les applaudissemens des Tribunes ; expressions *gratuitement insolentes* ; ce n'est pas à eux à venir élever contre nous des maximes destructives de la Constitution, dont nous aussi avons posé quelques bases. Qu'ils croient que le feu sacré de la Constitution.

est aussi bien dans nos foibles mains que dans leurs mains si pures. »

Ces étranges raisonnemens, sur lesquels nous proposerons incessamment quelques remarques, ont eu leur effet. On a décrété de ne pas entendre M. *le Brun*, et de prendre demain, sans désemparer, une déliberation définitive sur les Assignats.

Du Mercredi 29 Septembre.

Le Comité des Recherches n'ayant apparemment aucune Contre-révolution à dénoncer pour le moment, s'est attaqué à je ne sais quel Curé Flamand, que le Comité accuse de prêcher contre la Vente des Biens Nationaux. Ordre à la Municipalité de Saint-Omer d'informer contre le Curé.

On a ensuite fait lecture d'une lettre de M. *Berthier*, Commandant de la Garde Nationale de Versailles, lequel en réclamant contre les fausses inculpations qui le concernent dans l'Adresse du Département de Seine et d'Oise, prie l'Assemblée d'ordonner l'examen de cette affaire. Elle a été renvoyée au Comité des Rapports.

La discussion sur les Assignats ayant été fermée la veille, M. *d'Espresmenil* est monté à la Tribune pour faire lecture d'un simple Projet de Décret. Beaucoup d'oppositions et de cris l'ont d'abord repoussé; enfin il est parvenu à lire ce qui suit :

« L'Assemblée Nationale, toujours animée du zèle du bien public, avertie par l'expérience qu'elle n'obtiendra pas la paix, tant qu'une défiance, bien ou mal fondée, éloignera une partie des Citoyens de leur Patrie, a décrété et décrète :

« Art. I^er^, La Caisse d'Escompte reprendra ses

ses opérations originaires ; les 400 millions d'Assignats décrétés seront rendus à leur nature primitive ; il en sera créé de plus pour 600 millions, sans intérêt, à compter du 15 Octobre ; ceux déjà créés cesseront de porter intérêt. Au 15 Janvier prochain la Caisse d'Escompte paiera en argent comptant, et à Bureau ouvert ; tous les fonds versés à ladite Caisse seront composés des valeurs ci-dessous désignées. »

« La Nation accepte, par l'organe de l'Assemblée, l'offre de 400 millions, qui lui a été faite au nom du Clergé : les Communautés Religieuses donneront à l'Etat, sur leur revenu, pendant dix ans, un secours extraordinaire, qui sera fixé de concert entr'elles et le Roi.

« Le Clergé, tant séculier que régulier est rétabli dans la possession de tous les biens dont il jouissoit. Le Clergé séculier demeure autorisé à ouvrir tous les emprunts nécessaires pour réaliser les sommes promises, d'après les règles qui seront fixées par les Lettres-Patentes du Roi. Les Communautés Religieuses pourront aussi faire des emprunts d'après les mêmes formes.

« Tous les Officiers Civils et Militaires, supérieurs et inférieurs, fourniront un supplément de Finance. Les Officiers de Finance et les Employés paieront un supplément de fonds. Tous les Corps, Communautés et Corporations, fourniront également un supplément de Finance. »

« La Justice reprendra son ancien cours, et les Titres des Officiers seront provisoirement transmissibles. »

« A l'exception des servitudes Person-

Digitized by Google

nelles, les Citoyens seront rétablis dans leurs propriétés. »

« La Contribution Patriotique ne sera plus forcée. »

« Tous les anciens droits, à l'exception de ceux de Gabelles et de Francs-fiefs, seront perçus comme par le passé; les Tribunaux veilleront à l'exécution de ce Décret. »

« Les fonds provenant de ces divers secours seront versés à la Caisse d'Escompte en quantité suffisante, pour qu'elle puisse effectuer ses paiemens; les détails de ses opérations ne pourront être mis à exécution qu'après avoir été concertés entre le Ministre et les Administrateurs de la Caisse d'Escompte. »

» Tous les Priviléges pécuniaires demeureront abolis. »

« Toutes les rentes, à quatre pour cent, éprouveront la retenue d'un dixième. »

« La Dette arriérée sera divisée en deux classes; la première sera payée dans l'année prochaine, en douze paiemens égaux; la seconde sera constituée au denier vingt. »

« Il sera créé une Caisse d'Amortissement composée des sommes provenant de l'extinction des rentes. »

« Si ces impositions ne suffisent pas, on pourra faire les augmentations de sols pour livres nécessaires. »

« Le Décret qui prescrit l'aliénation des Domaines de la Couronne sera regardé comme non avenu. »

« La Juridiction Prévôtale sera rétablie. »

« La Maréchaussée sera augmentée d'un tiers »

« Les Princes du Sang seront priés de rentrer dans le Royaume; les autres Citoyens absens

Digitized by Google

seront invités à faire de même, et seront mis sous la sauve-garde de la Loi. »

« Les Comités des Recherches de l'Assemblée Nationale, de la Ville, et tous ceux qui pourroient être établis dans le Royaume seront abolis. »

« L'Assemblée Nationale désirant que le souvenir des troubles qui ont désolé le Royaume depuis un an, soient effacés, supplira le Roi d'accorder une Amnistie générale. »

« Le présent Décret sera porté au pied du Trône par l'Assemblée Nationale en Corps. »

« Le Roi sera supplié d'y donner une prompte Sanction, en lui assurant qu'il n'est point de François qui ne soit disposé à tous les sacrifices. »

« L'Assemblée en sortant de chez le Roi, ira porter ses respects à la Reine. Il sera chanté dans toutes les Eglises et Paroisses, un *Te Deum*, en action de grace de la réunion des esprits; le Roi sera supplié de se trouver, avec son auguste Famille, à celui qui sera chanté dans la Cathédrale de Paris; l'Assemblée y assistera en Corps, et espère y voir les Princes et tous les François absens. »

Des rires de fureur et des huées avoient plus d'une fois interrompu cette lecture. Il est peu aisé d'en démêler l'objet. M. *d'Espremenil* s'égayoit-il à faire la satyre des opérations de l'Assemblée? Son Projet étoit-il une moquerie, ou une prédiction? Quoiqu'il en soit, à peine a-t-il eu achevé que la grêle a commencé. Vingt Membres se disputoient l'avantage de frapper. *Renvoyez l'Auteur au Comité de Santé*, crioit l'un: *Au Comité d'Aliénation*, répétoit un autre, écho: Au *Comité des Recherches*. Dans leur

Digitized by Google

courroux, les Honorables Membres prenoient au pied de la lettre les sarcasmes deplacés de M. *d'Espresménil*, et les traitoient de Projet de contre-révolution. *Qu'on enferme M. d'Espresménil à Charenton*, disoit M *Charles de Lameth* dans un accès de moderation. « *Non*, répondoit son frere *Alexandre*; regardons l'œuvre de M. *d'Espresménil* comme celle d'une imagination déréglée, et pour prouver *la liberté des opinions*, passons à l'ordre du jour. »

M. *Mathieu de Montmorency* a fait un effort de voix et d'éloquence, pour dire *que la folie et le délire, le délire et la folie pouvoient seuls excuser un Projet qui méritoit la sévérité de l'Assemblée..... témoignons le plus profond mépris.*

Tandis que l'Orateur plaidoit si bien la *liberté des opinions*, M. *de Cazalès* a demandé s'il étoit permis à un Membre de l'Assemblée d'en insulter un autre; qu'en ce cas, il alloit demander carte blanche de personnalités nominatives.

« Quoi! a repliqué M. *Charles de Lameth*, « au milieu des bruits qui se répandent, d'une « réunion des Parlemens, de trois Conspira- « tions, de Contre-Révolutions (découvertes « par les Colporteurs), d'un Comité des Re- « cherches qui a dans son porte feuille 50000 « hommes chargés d'emmener le Roi à Rouen; « Quand M. *d'Espresménil* parle, comme une « réponse du Roi, *que tout bon François au- « roit voulu oublier*, vous craindrez de ridi- « culiser un Membre! Le péril... le danger.... « les Ennemis de la Révolution..... tout est « perdu, si les bons Citoyens ne se coali- « sent. » M. *de Lameth* finissoit, que M. *Coroller* le bras tendu, a crié : *Qu'on fasse conduire*

Digitized by Google

M. *Duval à la Barre, où qu'on le traîne en prison.*

On ne pouvoit pousser plus loin le respect de la liberté, et de l'inviolabilité de la parole. Dans trois jours, nous entendrons le même Parti, à l'occasion des horreurs de Versailles, appeler *crime* tout reproche fait à un Député sur ses discours quelconques à l'Assemblée.

Au milieu de ce tapage, M. *d'Espréménil* a tenté de se defendre. Vains efforts : on est passé à l'ordre du jour.

Le reste de la Séance a été une succession de tumultes, nés des debats sur la priorité des Motions, sur les amendemens, sur la manière de poser la question. Ces éternelles et furieuses agitations, dont le récit doit fatiguer les Lecteurs autant que nous, ont toujours le même caractère, et offrent un triste intérêt. Elles ont fini par le Décret suivant, rendu sur la Motion de M. le *Camus* et d'un amendement M. *de Crillon*.

« L'Assemblée Nationale décrète que la dette non constituée de l'État, et celle du ci devant Clergé, sera remboursée suivant l'ordre qui sera indiqué en Assignats-monnoie sans intérêt,

« Il n'y aura pas en circulation au delà de 1200 millions d'assignats, compris les 400 millions déja décrétés. »

« Les Assignats qui rentreront dans la Caisse de l'Extraordinaire seront brûlés, et il ne pourra en être fait une nouvelle fabrication, sans un Décret du Corps législatif, toujours sous la condition qu'ils ne puissent ni excéder la valeur des Biens Nationaux,

Digitized by Google

ni se trouver au dessus de douze cents millions en circulation. »

Cette décision a été rendue à la suite d'un Appel nominal, auquel la gauche a long-temps résisté, et emportée à la foible majorité de 508 voix contre 423. Quatre Députés de Lyon, MM. *Périsse*, *Milanais*, *Coudere* et *Goudard*, nantis des Instructions, du vœu, des Pétitions les plus expresses et les plus multipliées de leur Ville, l'ont sacrifiée à la Majorité, en votant hardiment pour les Assignats. D'autres Membres prudens, qui leur étoient contraires, se sont absentés.

Du Jeudi 30 Septembre.

A l'exemple du Commandant de la Garde Nationale de Versailles, la Municipalité de cette Ville réclame contre la dernière Adresse du Département de Seine et d'Oise, que l'Assemblée Nationale a honorée de l'impression. Elle demande une justification éclatante des imputations qui lui sont faites, et l'examen de sa conduite par un Comité : celui des Rapports est chargé de s'occuper de cette Lettre.

A la suite de quelques Décrets particuliers, M. *Chabroud* a commencé le Rapport de la Procédure Criminelle du Châtelet sur les faits arrivés à Versailles le 6 Octobre 1789. Cette Lecture a rempli le reste de la Séance, sans être achevée : on a remis l'audience au lendemain.

Du Jeudi. Séance du soir.

Une vive discussion s'est élevée, pour décider qui paieroit la Médaille commémorative de la fameuse nuit du 4 Août 1789. Plusieurs Membres économes vouloient la

Digitized by Google

laisser au compte de M. *de Liancourt*, qui l'a fait exécuter, et réclamoient l'ordre du jour. Cette étrange *justice* n'a cependant pas prévalu : la dette sera acquittée par une contribution sur les Membres de l'Assemblée ; ainsi la Noblesse et le Clergé paieront les frais de leur enterrement.

Parmi les secours très-considérables que différentes Communautés recevoient de M. l'Archevêque de Paris, le Collége de Sainte-Barbe étoit compris pour dix mille livres. Comme on n'a laissé au vertueux Prélat de la Capitale, que les dettes qu'il contracta dans l'hiver de 1788 à 1789, pour secourir les misères du Peuple (générosité dont il a été bien récompensé), il se trouve hors d'état de continuer ses largesses : le Collége de Sainte Barbe venoit en conséquence de notifier aux Parens qu'ils eussent à retirer leurs enfans. M. *Camus* a fait décréter en faveur de ce Séminaire, un secours de 3000 liv. à prendre sur les revenus de l'Archevêché.

Les Députés du Port-au-Prince ont été introduits, et ont naïvement récapitulé les excès de l'Assemblée de Saint-Marc.

« Dans toutes les occasions, suivant eux, « cette Assemblée a affecté de se comparer « à l'Assemblée Nationale et de se conduire « comme elle. L'esprit d'indépendance et « de faction éclatèrent de bonne heure. Il « se forma des Comités, ensuite une Assem- « blée générale. On chanta des *Te Deum*. « L'Assemblée déclara ses Membres invio- « lables ; elle s'arrogea un *veto* absolu. Elle « répandit par-tout des Emissaires, et se « fit confirmer par une apparente Majorité. « Elle cassa les Corps rivaux, ouvrit les « Ports aux Etrangers, et affecta l'indépen-

Digitized by Google

« dance. M. *de Peynier* s'étant opposé à ces « usurpations, l'Assemblée générale le dé- « nonce comme traître *à la Nation, à la Loi « et au Roi;* elle proscrit sa tête, ainsi que « celle de M. *Mauduit;* elle intercepte les « Lettres de l'Administration. On coupe la « tête d'un Colon innocent, âgé de 70 ans; « on la porte au bout d'une pique; on tente « de debaucher les Troupes et les Equi- « pages, etc. »

On a décrété l'impression de cette Adresse véritablement curieuse, et d'entendre Samedi soir les Députés de l'Assemblée de Saint-Marc, et ensuite le Rapport du Comité Colonial.

Du Vendredi 1er Octobre.

Au tableau de l'anarchie de Saint-Domingue a succédé aujourd'hui une plainte de la Garde Nationale de Bordeaux contre l'anarchie de Saint-Pierre de la Martinique, où trois Membres de cette Garde ont été dépouillés de leur uniforme, et la Cocarde Nationale proscrite. Cette dénonciation est renvoyée au Comité Colonial.

Par un autre Décret, rendu sur l'avis du Comité Militaire, on a passé aux Soldats des Régimens Suisses, une augmentation de paie de 18 deniers, et aux Officiers et Soldats, la conservation des pensions et traitemens dont ils jouissoient avant l'époque du 1er. Mai 1789.

M. *Chabroud* a ensuite continué son Rapport. Nous avons eu le courage de le lire attentivement; mais on ne nous supposera pas celui de l'analyser. La plume nous eût échappé à chaque ligne, et

Digitized by Google

nous ne partageons ni la force d'ame de l'Auteur, ni le sang froid des Auditeurs. Voici donc l'extrait de ce dépouillement, tel qu'il est recueilli dans les Feuilles publiques qui l'ont transcrit sur l'Imprimé.

« L'Assemblée Nationale va décider s'il y a lieu à accusation. Les Juges ont érigé en certitude ce qui pouvoit n'être qu'un soupçon. Je serai moins hardi, et je demanderai si l'affaire du 6 Octobre n'est pas un de ces évènemens, *où le sort se plaît à confondre la prévoyance humaine. Recherches des causes des excès commis.* On a dit que le Peuple fut conduit à Versailles par les Agens d'une intrigue; on a dit, d'un autre côté, que l'intérêt de sa cause étoit son seul mobile. Tantôt c'est le hasard, tantôt c'est l'accompliissement d'un complot déconcerté. D'abord y a-t-il un complot? »

« M. *Pelletier*, premier témoin, dit qu'il a appris par des bruits publics, dans les Sociétés, promenades, Clubs ou Cafés, que M. *d'Orléans* fomentoit un parti avec quelques Membres de l'Assemblée Nationale, pour s'emparer de l'Administration du Royaume; que M *de Mirabeau* étoit un de ses principaux Agens. M. *la Fisse* a aussi entendu dire par différentes Personnes, et dans différentes Sociétés que ce projet existoit. M. *Malouet* est agité de noirs pressentimens; il pronostique des malheurs, des bruits publics, des bruits de Sociétés, des pressentimens; presque toujours ils sont trompeurs. Nul témoin n'a montré la chaîne d'une intrigue concertée. Je ne dirai pas par quels motifs on a recueilli des faits, que leur date fait remonter au mois de Juillet. Deux témoins

Digitized by Google

déposent que des piques ont été fabriquées par le Serrurier de M. *d'Orléans*, que ses Domestiques avoient des habitudes avec les Habitans du faubourg Saint-Antoine. Les habitudes des Domestiques! on leur fait signifier *ce qu'on veut;* les piques, elles ont été fabriquées par l'ordre du District des Filles St. Thomas. M. *Coroller* a dejeûné chez M. *Malouet* avec plusieurs de ses Collegues; il leur a dit, que la Révolution ne pouvoit se *faire sans commotion*, et là-dessus il est entré dans des détails. Trois Convives, MM. *Dufraisse*, *Guilhermy* et *Tailhardat* ont tenu registre de la conversation, et *comme les devoirs de l'hospitalité ne sont rien devant les grands intérêts de l'Etat*, ils ont rendu compte en Justice de leur conversation. »

« M. *Perrin*, Avocat, le Jeudi 9 Juillet 1789, entendit une harangue dans laquelle on disoit: « Nous nommons M. le Duc *d'Orléans* pour Lieutenant-Général du Royaume. » M. *de Mirabeau* avoit dit à M. *de Virieu* qu'on vouloit faire M. *d'Orléans* Lieutenant-Général du Royaume; mais il *devoit l'obtenir de la médiation entre le Roi et le Peuple*, et alors que *trouve-t on à blâmer?* Antérieurement, M. *de Mirabeau* avoit dit à M. *de Bergasse*: « Qu'on ne feroit jamais un pas vers la liberté, tant qu'on n'opéreroit pas une Révolution à la Cour: interrogé sur la nature de cette Révolution, il avoit fait entendre qu'il importoit d'élever M. le Duc *d'Orléans* au poste de Lieutenant-Général du Royaume. Quelqu'un lui ayant demandé si M. le Duc *d'Orléans* y consentiroit: il avoit répondu que M. *d'Orléans* lui avoit dit sur cela des choses très-aimables. » M. *de Virieu* conversa à la Place Louis XV

Digitized by Google

avec un Officier de la Garde Nationale, le 17 Juillet, et cet Officier lui dit que : « Si on avoit attenté à la sureté de l'Assemblée ou de quelqu'un de ses Membres, on étoit déterminé à Paris à proclamer M. *d'Orléans*, soit Protecteur, soit Lieutenant-Général du Royaume. » *Ce n'est ici qu'une mesure.* Ce n'est, ni dans ce moment, ni dans ce lieu, qu'on peut chercher quelles mesures auroient été prises. »

« M. *de Clermont-Tonnerre* va plus loin, il tient de M. *Besson* : « Qu'un groupe d'hommes ayant porté dans le Palais-Royal le buste de M. *d'Orléans* et celui de M. *Necker*, un de ces hommes a crié : N'est-il pas vrai que vous voulez que ce Prince soit votre Roi, et que cet honnête homme soit son Ministre ? Cri auquel un petit nombre de personnes a répondu : Nous le voulons. » Il y a une seule observation à faire, M. *Besson*, *entendu, n'a rien dit de cela.* On est léger dans des propos familiers ; on est grave devant les Juges. Tous ces faits ont été suivis par la prise de la Bastille. Ce grand évènement, devenu légitime par la nécessité, l'est encore devenu *par le succès ;* il fit la gloire de Paris et le salut de l'Empire. Nous voulons découvrir des coupables, et non disputer au patriotisme les lauriers qu'il a cueillis. On dit que quelques jours avant celui du 5 Octobre, il se tenoit des conciliabules à Passy dans une maison où l'on faisoit l'éducation des enfans de M. *d'Orléans.* M. *de Mirabeau* le jeune a cité pour témoins M. et Madame *Coulomiers* qui ont été entendus et n'ont rien vu. Ici, M. *Malouet* et toute sa Société, MM. *Guilhermy*, *Henri-Longuève*, *Taillardat*, etc., ont dé-

Digitized by Google

posé. Ces dépositions portent *sur des propos tenus par des domestiques* de M. *Malouet*. Ces domestiques les tenoient d'un Officier de M. *Malouet;* celui ci d'un Parfumeur de Versailles. Cette généalogie donne peu de lumières. Deux Soldats disent que le Roi sera enlevé pour le conduire à Paris. M. *Mounier* parle des inquiétudes du Ministère. *Cela s'accorde mal avec les dépositions de* MM. *Lafi se* et *Chamseru*. Plusieurs Particuliers déposent avoir entendu parler d'un Conseil de Régence. M. *Guilhermy*, Député, rapporte que : « Dans la nuit du 5 au 6 Octobre, ayant été rappelé à l'Assemblée vers les une heure après minuit, il fit rencontre, dans la Cour du Chenil, d'un Député, qu'il n'a pas reconnu, dont il ignore le nom, et qui lui dit qu'il falloit nommer un Régent du Royaume, et que c'étoit sur cet objet qu'on se rendoit à l'Assemblée. On sait que l'Assemblée ne s'en est pas occupée, et *n'en a pas eu le projet*. On a dit à M. *Belleville*, que le Peuple auroit proclamé M. le Dauphin, et à son défaut, M. *d'Orléans;* que le Peuple répétoit ce propos. *Quand on médite des complots, on ne parle pas*, et ce n'est pas le Peuple qu'on choisit pour *confident*. M. *Bergasse* et M. *Régnier* racontent une conversation entre M. *Mounier* et M. *de Mirabeau* l'aîné, dans laquelle ce dernier dit : « Eh! mais, bon homme que vous êtes : qui est-ce qui vous a dit qu'il ne faut pas un Roi? Mais qu'importe que ce soit Louis XVI ou Louis XVII? » Je n'ai pas lu de sang froid ces paroles abominables; j'ai dit il y a un complot. Mais revenu au calme qui me convient, je cherche la déposition de M. *Mounier*, et je n'y trouve rien qui confirme celles-ci. »

Digitized by Google

(Qu'on interroge M. *Mounier* sur ce fait. Tous les gens de bien en portent le défi à M. *Chabroud*. Quelle logique de nier un fait attesté par plusieurs Témoins irréprochables, parce qu'un autre Témoin, en déposant de cent faits différens, en a omis un qu'il révéleroit peut-être à la confrontation! Cette logique, on la retrouve à chaque ligne de ce Rapport. Nous passons diverses dépositions obscures et insignifiantes, sur lesquelles le Rapporteur affecte d'appesantir sa critique, et que tout le monde lui abandonne.)

« M. *Blaizot* dépose « que dix à douze jours avant le malheureux événement du 5 Octobre, étant allé parler de livres à M. *de Mirabeau* l'aîné, ce dernier lui dit qu'il croyoit apercevoir qu'il y auroit des événemens malheureux à Versailles, mais que les honnêtes gens qui ressembloient à lui témoin, n'avoient rien à craindre. M. *de Belleville*, en disant tenir ce fait de M. *Blaizot*, ajoute que « M. *de Mirabeau* s'exprima ainsi après avoir fait retirer trois Secrétaires, et fait fermer la porte avec soin. » La déposition de M. *Blaizot* écarte cette circonstance; il ne reste plus qu'une inquiétude dans ce discours. »

« *Anne-Marguerite Andelle*, ouvrière en linge, dépose entre autres choses, « que le 28 Septembre dernier, revenant de Versailles, où elle étoit allée présenter un Mémoire à Madame *Victoire* de France, et pour lequel elle avoit été renvoyée au mois d'Octobre, un Particulier l'aborda, sembla prendre part

Digitized by Google

à son chagrin, lui conseilla d'avoir recours au Duc *d'Orléans*, et lui promit une lettre sur laquelle il lui donneroit des secours à la vue seule du cachet. Elle eut en effet cette lettre. Refusée à la grande entrée, elle en prit une autre qui lui avoit été indiquée par le Particulier de qui elle tenoit sa lettre : elle y trouva un postillon qui, après lui avoir dit que sur un cachet pareil à celui de la lettre qu'elle portoit, M. le Duc *d'Orléans* avoit donné dix louis à une femme, lui indiqua les moyens de parvenir jusqu'à ses Gardes, et lui vanta sa générosité. Elle ne put point parvenir jusqu'à M. *d'Orléans ;* elle entra ensuite dans le Parc, et y ouvrit la lettre qui lui avoit été remise : elle renfermoit, au lieu d'une lettre de recommandation, un papier fort épais, au haut duquel étoient différens signes qu'elle dépeint dans sa déposition, et qui renfermoit des signes qu'elle a cru être Grecs. »

« Voyant ensuite venir à bride abattue deux Cavaliers qui paroissoient avoir la livrée de la Reine, et qui s'adressèrent à une femme, elle demanda à cette même femme ce qu'ils lui avoient dit ; et comme ils s'étoient informés d'une femme qui avoit l'air étranger, soupçonnant qu'ils pouvoient la chercher, elle rentra dans le bois, et y coupa et dispersa dans les charmilles, le papier épais qu'on lui avoit remis. Elle en sortit ; ces Cavaliers vinrent vers elle, et lui demandèrent si elle étoit de Paris ; elle répondit que non : ils la laissèrent, mais bientôt après ils coururent de nouveau après elle, l'atteignirent, la fouillèrent dans ses poches et dans son estomac, lui refirent la même question qu'ils lui avoient déja faite, et la laissèrent. »

Digitized by Google

« Cette avanture est assurément bien étonnante ; ce n'est pourtant rien. Il y en a une autre dont je ferai grace à l'Assemblée : cette femme est un prodige. Quelle justesse ! quelle précision ! après une simple vue, après huit mois, se rappeler ainsi des objets les plus minutieux ! »

« MM. *Latontinière* et *Laimant* déposent d'un récit qui leur a été fait par *Blangey*, domestique de ce dernier. *Blangey* leur dit que vers le 12 ou 13 Septembre 1789, suivant M. *Latontinière*, vers la fin de Juin, ou le commencement de Juillet de la même année, suivant M. *Laimant*, et il y a environ un an, suivant M. *Pierre Bouché*, autre témoin entendu le 22 Juin de cette année, *Blangey* (1) dit que la veille au soir, sortant du cabaret, il fut acosté par un jeune homme, fort bien mis, qui lui proposa de l'argent pour assassiner la Reine. *Voyez les depositions.* »

« Les dépositions de MM. *Latontinière* et *Laimant* different dans les dates. M. *Latontinière* dit que *Blangey* fut acosté par une personne. M. *Laimant* dit qu'il le fut par deux. M *Bouché*, troisième témoin, parle de propos tenus par *Blangey* dans les acces de désespoir, et il dit ne se souvenir pas de ces propos. Voilà un fait bien grave et bien estropié. Comment ne s'est-on pas informé du jeune homme sorti du *Juste*? Comment n'a-t-on pas entendu l'homme battu par *Blangey*, et les personnes qui amenèrent

---

(1) Les Journaux d'où je tire ce Rapport, nomment ce *Blangey*, MONSIEUR BLANGEY. Je suis fâché qu'ils n'aient pas ajouté, le *vertueux M. B.*

Digitized by Google

celui-ci chez M. *Latontinière*? Est-il vraisemblable que l'on confie à un homme ivre, rencontré par hasard, des complots aussi odieux? Comment cet homme conserve-t-il, avec autant de détail, la mémoire de cette conversation, et ne se souvient-il plus de ce qu'on a fait de lui, depuis le moment où on a ôté de ses mains la personne qu'il battoit, jusqu'à celui où il s'est, dit-il, trouvé dans l'écurie de M. *Latontinière*? »

« J'ai lu dans une déclaration faite par M. *le Cointre*, au *Comité des Recherches de la Ville* de Paris, que dans un accès de joie, le même jour, on escalada le balcon du Roi, et qu'un Chasseur vouloit se tuer, ayant manqué l'escalade. Ce Chasseur ne seroit-il pas le même, auquel M. *Miomandre de Châteauneuf* impute d'avoir voulu se tuer, dans le desespoir de s'être laissé suborner par les Factieux? »

M. *Diot*, Curé de Ligny et Député, dépose avoir entendu plusieurs brigands réunis, proposer le 5 Octobre, à sept heures du soir, 50 louis d'or, payables par un Agent de M. le Duc *d'Orléans*, à ceux qui voudroient assassiner le lendemain matin, les Gardes-du-Corps et la Reine. M. *Barras* dépose avoir entendu d'autres brigands lui répondre: *A quoi bon un Roi? plus de tout cela.* »

« Ces deux témoins *ont l'air de vouloir se rencontrer.* Je ne conçois pas comment M. *Diot* a pu voir et parer le coup qu'on lui portoit, et M. *Barras* donner un signalement aussi détaillé. On ne concevra pas aisement encore que, malgre la faveur de l'obscurité, ce soit *dans un lieu public* que des *conspirateurs* cherchent à séduire des hommes dont ils veulent se faire des complices, qu'ils de-

Digitized by Google

reloppent leurs perfides projets ; mais surtout on aura peine a croire que deux personnes auxquelles le hasard révéloit des secrets de cette importance, *n'en aient pas donné connoissance à l'instant.* M. *Diot* craint pour sa tranquillité, comme si alors il étoit permis de s'occuper de son repos et de sa vie. (La partie droite murmure). M. *Barras* se borne à faire des remontrances froides. Si je crois le récit de l'un et de l'autre, *je dois mettre sur leur tête les événements qui se préparoient.* M. *Derosnet* observe que, « lorsque les femmes qui étoient entrées chez le Roi, vers sept heures, pour demander du pain, furent sorties, elles ne cessèrent de crier *vive le Roi!* qu'elles rendirent compte sur la Place d'Armes, de la réponse favorable qu'elles avoient reçue du Roi. Plusieurs femmes ouvrirent alors l'avis de retourner à Paris ; mais beaucoup d'autres dirent qu'il falloit bien s'en garder ; qu'on leur avoit donné ordre exprès de rester. »

« On dépose qu'on avoit payé des Filles de joie pour les envoyer au Régiment de Flandres. Les conspirateurs *avoient des confidentes peu discrètes.* Des témoins nombreux annoncent que des Soldats payoient au Café avec des écus de 6 liv. On dépose aussi que 45 mille liv. ont été distribués au Régiment de Flandres à Saint-Denis. »

« M. *de Montmorin*, Major en second du Régiment de Flandres voit, le 5 au soir, une femme portant dans l'un de ses bras, un panier d'osier à anse, couvert d'une toile, et dans lequel il y avoit de l'argent qu'elle distribuoit au Régiment de Flandres. Il falloit aussi gagner le Peuple. M. *Duval*, dit *Grand-Maison*, dépose qu'on a vu jeter de

Digitized by Google

l'argent par les fenêtres du Palais-Royal. Il cite M. *la Mothe*, qui dépose aussi du même fait, et cite, à son tour, M. *Duval*. M. *Firmin Mianné* dépose qu'il a ouï dire à M. *Destreffes*, qu'étant chez lui, lorsque sa Blanchisseuse rapporta son linge, il lui dit : comment, vous n'êtes pas à Versailles? Et que cette Blanchisseuse lui répondit : M. le le Chevalier, vous êtes dans l'erreur d'imaginer que ce ne sont que des Blanchisseuses et autres femmes de ce genre qui sont allées à Versailles; on est bien venu sur mon bateau en faire la proposition à moi et à mes compagnes, et c'est une femme qui est venue offrant six et douze livres; mais cette femme n'est pas plus femme que vous. Je l'ai bien reconnu, car je blanchis son Valet-de-Chambre; c'est un Seigneur qui demeure au Palais-Royal ou aux environs. »

« On a déposé que cinquante garçons Vitriers avoient été enrôlés à un louis. Les témoins varient et descendent d'un louis à 3 liv. Madame *Andelle* dépose qu'on en distribua, dans la matinée du 6, dans la cour du Château; mais alors on étoit au terme; la séduction pouvoit paroître inutile. »

« Voilà beaucoup de dépositions, je reste entre le soupçon et la croyance : si l'on ajoute, je pourrai croire; si l'on ôte, je ne puis même soupçonner. M. *Montmorin* affirme : eh bien! qu'il dise, j'ai vu, et *mon irrésolution subsiste*. J'ai quelque lieu de croire qu'il *croit avoir vu ce qu'il n'a pas vu*. Un panier plein d'argent est d'*un poids trop lourd pour une femme;* des yeux qui distinguent de l'argent à travers une toile, sont peut-être trop perçans; et puis il faisoit nuit, et puis on ne trouve qu'un seul témoin,

Digitized by Google

quand il devroit y en avoir mille. Je compte pour rien *Marguerite Andelle ;* la vérité même est suspecte à côté de telles visions. »

Après avoir exposé *les faits* avec cette candeur, M. *Chabroud* passe aux *causes*, et les développe aussi *impartialement*.

« Le 5, des Grenadiers se présentent à M. *de la Fayette*. L'Orateur *est simple*, il m'apprend que le pain manquoit ; il est prouvé qu'on avoit des inquiétudes sur les dispositions de la Cour, que le Peuple étoit rempli d'indignation au sujet d'une *insulte faite au signe de la Liberté Nationale*. On desiroit posséder le Roi à Paris, pour faire cesser toutes les craintes. En partant pour Versailles, *on disoit : Nous* allons demander du pain au Boulanger et à la Boulangère. Grace à M. *Maillard*, cette caravane avoit *quelque discipline ;* on n'a pas fait assez d'attention à l'action de ce Citoyen obscur. Je me plais à rendre hommage *à son courage, à sa présence d'esprit et à sa conduite.* »

« Il *étoit annoncé* que le Roi devoit fuir ; qu'il devoit se rendre à Metz ; que l'Assemblée seroit dissoute ; que la guerre civile commenceroit. M. *Bouillé* étoit désigné chef de cette Armée ; des cocardes blanches, substituées à la cocarde nationale, augmentoient les soupçons. »

« Le Régiment de Flandres pouvoit *paroître l'avant-garde* de l'Armée.... Le 5 Octobre, *les voitures du Roi sont arrêtées à la grille de l'Orangerie :* cinq Témoins en déposent. Le Procès-verbal de la Garde Nationale annonce qu'on a également arrêté à la grille du Dragon, *les voitures de la Reine.* — Ici *l'intérêt va croître.* Suivant la déclaration faite au Comité des Recherches

Digitized by Google

de la Ville, par M. *le Cointre*, M. *d'Estaing* se rend, le 18 Septembre, au Comité Militaire de la Garde Nationale de Versailles; il exige le serment du secret; il lit une lettre dans laquelle M. *de la Fayette* dit qu'il n'est plus maître de retenir les Gardes-Françoises qui veulent aller reprendre leurs postes à Versailles : M. *d'Estaing* représente qu'un secours de mille hommes seroit nécessaire; le Roi accorde la demande : l'Assemblée Nationale en est informée; le 23 le Régiment est aux portes de la Ville. Le 4 Octobre M. *le Cointre* monte au Château, il voit dans la galerie trois Dames et plusieurs Abbés, distribuant des cocardes blanches. »

« La conduite des Gardes-du-Corps pourroit seule avoir causé les mouvemens. *On apprend de M. le Cointre*, que les Citoyens déclarent que les couleurs Nationales et le Serment civique, ne pouvoient compatir avec les Gardes-du-Corps. Quelques Témoins attestent la décence du dîner, donné le premier Octobre, à la Salle de l'Opera. M. *le Cointre dépose* que la Nation y fut proposée et rejetée avec *mépris*; que *plusieurs personnes y prirent la cocarde blanche*; qu'elle a été portée par M. *Varin*, qui dit l'avoir acceptée à ce dîner; que M. *Leclerc* a entendu crier sur la terrasse : *Vive le Roi et la Reine! au diable l'Assemblée Nationale*; qu'un M. *Parseval*, Aide de-Camp, à la suite de cette fête, escalade l'appartement de Louis XVI, s'empare des postes, s'écrie : *ils sont à nous*, et arbore la cocarde blanche. Un Garde du Roi, M. *Canecande*, dépose qu'au moment où le Roi vint au Repas, il demanda au maître de musique, l'air : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille?*

Digitized by Google

et qu'on y substitua l'air : *O Richard ! ô mon Roi ! l'univers t'abandonne ;* allusion qui ne pouvoit manquer d'être sentie. M. *le Cointre* dit que cet air fut un signal pour escalader les loges. *Jeu significatif par lequel, peut-être, on se disposoit à quelques efforts.* Tous ces détails se répandirent. Le déjeûner du 3 jeta des *matières inflammables sur l'incendie.* »

« Maintenant vous auriez à choisir entre des complots et des causes naturelles ; mais s'il y a plusieurs routes pour arriver à la vérité, il n'en faut négliger aucune. Un nom auguste fut prononcé le 2 octobre *au milieu des imprécations.* La Reine avoit dit qu'elle *étoit contente du dîné de Jeudi* ; l'uniforme national avoit été refusé à sa porte ; des Dames de la Cour avoient distribué des cocardes ; beaucoup de conjectures *sembloient lier la Reine aux torts dont on accusoit les Gardes du Roi...* »

« Examinons maintenant les faits ; les Gardes étoient en bataille sur la place ; plusieurs témoins disent, les uns que les Gardes ont été hués, les autres que des gens armés de piques sont alliés à eux.... Si on croit M. *S. Aulaire*, un Garde National a traversé les rangs, le sabre à la main, et sabrant de droite et de gauche. M. *de Savonière* poursuit un Garde National, qui se défend en fuyant ; un cri s'élève ; on nous laisse assassiner ; un coup de fusil part, et M. *de Savonière* est atteint. »

Charpentier, Garde National de Versailles, est indiqué dans la Procedure, comme ayant tiré un coup de fusil ; il n'est pas décrété : le Châtelet a donc pensé que cet événement étoit la suite naturelle d'une

Digitized by Google

gression ; les Gardes se retirent, quatre témoins déposent qu'un ou plusieurs coups de pistolet sont partis de la queue de la colonne ; la Garde Nationale de Versailles répond par une décharge, et la guerre est déclarée... »

« Jusques-là il n'a été commis par le Peuple aucun excès ; c'est ici qu'on trouve la première violence du Peuple. Un témoin dit, « qu'un Garde du Roi, qui avoit massacré un homme, avoit été assommé. M. *Durepaire* se défend à la porte de la Salle ; il se retire, et un coup de pistolet fait tomber un homme à ses pieds. » — On désireroit que les momens fussent désignés, il y auroit moins de confusion. Il paroît que les premiers événemens se passèrent vers la Chapelle ; il paroît aussi que les Gardes du Roi *tuèrent deux hommes.* M. *S. Aulaire* dit, « qu'un homme s'est avancé jusques dans la Cour de Marbre, ses deux pieds ont glissé en avant, qu'il est tombé en arrière, et s'est tué roide. Trois témoins déposent avoir entendu *un coup de fusil partir.* Trois autres disent avoir vu ce même homme *tomber d'un coup de fusil.* » La déposition de M. *S. Aulaire* ne résiste pas contre ces témoignages. Ainsi il paroît que le Peuple n'a commis *un meurtre que pour en venger un autre.* Je pense que la même chose est arrivée dans le grand escalier, théâtre de la dernière scene. Aussi je remarque que DEUX TÊTES SEULEMENT SONT COUPÉES, bien qu'un plus grand nombre périsse. Aussi je remarque qu'une rage excessive se dissipe, quand les Gardes du Roi sont retranchés, et qu'une poignée de Grenadiers Nationaux sépare tout. »

Digitized by Google

« Selon M. *de la Châtre*, le lit de la Reine parut avoir été bouleversé par des malfaiteurs, tandis qu'il est certain que cet appartement n'a pas été souillé par leur présence. Voici la preuve : M. *Rabel*, Garçon de la Chambre du Roi, dépose que la Reine frappa à la porte derrière le poële de l'Œil-de-bœuf, qu'elle y entra fondant en larmes, criant : *Mes amis, mes chers amis, sauvez-moi*.... Que pendant que la Reine passoit chez le Roi, le Roi inquiet d'Elle et de sa famille, étoit allé la chercher par un passage pratiqué sous l'Œil-de-bœuf; que le Roi est rentré par la même porte que la Reine y étoit entrée, et qu'une minute plus tard le Roi auroit vu dans la chambre de la Reine, les gens à piques qui y étoient entrés. M. *Marquand*, aussi garçon de Chambre du Roi, fait à peu près la même déposition ; *mais ne dit pas que les gens à piques soient entrés dans la Chambre de la Reine*. Quant à M. *de la Châtre*, je considère le lieu et le moment : rempli de saisissement et de respect, un *regard furtif le servit mal, son imagination vit le reste*. Les femmes de la Reine déposent et ne disent pas qu'on entra; un valet-de-pied de la Reine et un Cent-Suisse présens, n'en disent rien : *leur silence fait des négations*. Si vous admettez un complot, vous verrez que *Blangey* et le Chasseur des Trois-Evêchés, auroient été destinés à en être les complices. Les conversations nocturnes, l'ordre donné aux femmes de rester, et les distributions d'argent, annonceroient des Chefs puissans. Examinons maintenant les charges dans leurs rapports avec MM. *de Mirabeau* et *d'Orléans*.

« Je vais maintenant, Messieurs, appeler

Digitized by Google

« votre attention sur les charges relatives à « vos deux Collègues, MM. *de Mirabeau* et « *d'Orléans.* »

« Un témoin a dit que M. *de Mirabeau* avoit des liaisons suspectes avec trois personnes; ces trois personnes sont designées; mais elles ne le sont plus après lui dans le cours de la Procédure. Ce n'est donc qu'un vain propos. Le 5 Octobre arrive; le Peuple de Paris est annoncé à Versailles; *M. Mirabeau donne à M. le Président le conseil de se trouver mal pour lever la Séance, et d'aller chez le Roi.* Je suis d'autant plus surpris de l'importance que l'on a voulu attacher à cette déposition, qu'ailleurs on lui fait donner le conseil de ne pas aller chez le Roi; or, si dans le second fait attribué à M. *de Mirabeau* il y a une trahison, *il ne peut y en avoir dans le premier.* »

« On lui attribue un propos tenu à M. *Mounier;* la deposition de celui-ci DÉMENT ce rapport. »

« On a dit qu'on avoit vu M. *de Mirabeau* portant dans sa main un sabre nud, passant derriere ou dans les rangs du Regiment de Flandres, et parlant aux Soldats. Un Officier d'Infanterie a dit que c'étoit M. *de Gamache*, et a ajouté qu'il ressembloit à M. *de Mirabeau*. M. *de Bessancourt* dépose qu'il a vu un sabre nud dans la main de M. le Comte de***. J'observe que trois étoiles étonnent dans une information, parce qu'on y cherche les noms comme les faits. J'observe encore que M. *de Gamache* n'a pas la même taille que M. *de Mirabeau*. Il resulte enfin que le discours rapporté par M. *Miomandre* n'a été entendu que de lui. »

» M.

Digitized by Google

« M *Deschamps* dépose qu'allant au Château, il entendit des femmes crier : *où est notre Comte de Mirabeau? nous voulons notre Comte de Mirabeau.* Par-tout ailleurs que dans une information, je prendrois cela *pour une mauvaise plaisanterie.* Je remarque que, lorsque les femmes furent introduites dans l'Assemblée, ce fut M. *de Mirabeau qui les gourmanda vivement.* Un second fait ne permet peut-être pas une interprétation sérieuse : deux Soldats de la Garde Nationale Parisienne sont arrêtés par des Citoyens de Versailles. Ils demandoient M. *de Mirabeau.* Vous allez penser qu'ils le cherchoient, que c'étoient deux Emissaires qui lui étoient envoyés; l'un étoit Avocat et l'autre Tapissier; l'un d'eux déclara qu'il étoit l'intime ami du Valet-de-Chambre de M. *de Mirabeau.* Le lendemain, 6 Octobre, M. *de Mirabeau* fut vu avec plusieurs Membres de l'Assemblée, caché derrière les rangs du Régiment de Flandres. Il me semble qu'alors la scène étoit passée, et j'ai peine à croire pourquoi l'on se cachoit lorsque cela n'étoit plus nécessaire. »

« *Votre impatience* me demande si je n'arriverai pas à de plus graves récits; vous me reprochez de m'appesantir sur des *riens*, et une *vaine prolixité.* Eh bien! j'ai tout dit; voilà l'énumération *complète et fidelle* des charges que j'ai péniblement cherchées contre M. *de Mirabeau.* Venons à M. *d'Orléans.* »

« Les dépositions du Chasseur ivre et désespéré dont parle M. *Mignandre*, celles de Mlle. *Andelle*, tout cela est extravagant ou grossièrement fourbe. »

« M. *de Frondeville* dit avoir vu un sac

Digitized by Google

d'argent caché dans la poche de M. *d'Orléans* avec précaution. Comment M. *de Frondeville* n'auroit-il pas fait observer à quelqu'un ce qu'il venoit de découvrir ; comment en seroit-il resté seul témoin ? »

« Tantôt on a vu M. *d'Orléans* avec un *quidam* ; tantôt un témoin sur le même fait déclare l'avoir vu avec deux *quidams*. Un Sieur *de Raigecourt* déclare avoir entendu dire à M. le Duc *de Chartres* : il nous faut encore des lanternes ; et l'on assure que M. *de Raigecourt* est sourd. Un témoin le fait revenir de Corbeil, un autre de Neuilly : on le voit à la fois dans les lieux les plus distans ; les mêmes témoins le voient à la même heure, au même instant, avec des habits différens. Sur le même fait, un témoin déclare qu'il l'a vu à six heures, d'autres disent sept, huit, neuf, dix et onze heures. »

« M. *de Mirabeau* le jeune entendit, la soirée du 5, dire que M. *d'Orléans* avoit donné ordre au Buvetier de distribuer au Peuple des cervelas, des fruits et du vin. Tout cela me paroît singulier. J'ajoute que suivant la déposition de M. *Antoine*, Membre de l'Assemblée, *le Président* avoit ordonné au Buvetier de donner des vivres à cette foule exténuée ; ce témoignage m'est confirmé *par d'autres personnes et par une déclaration.* »

« MM. *de Frondeville* et *de Digoine* déposent qu'un espion, Valet-de-Chambre de M. *d'Orléans*, s'étoit glissé dans l'appartement de la Reine, et fut reconnu par cette Princesse ; mais l'un désigne cet homme comme étant vêtu d'un habit puce, l'autre lui donne un habit gris. Il est vrai que M. *de Frondeville* se ravise, et dit que sa mémoire peut

Digitized by Google

le tromper sur le signalement. Or, il dépose le 21 Avril ; M. *de Digoine* avoit déposé le 19 : le premier se ravise, comme a fait M. *Laimant* dans l'affaire de *Blangey ; fort à propos j'achève là mon Commentaire.* »

« Divers témoins déposent avoir vu M. *d'Orléans* dans la Cour des Princes, au grand Escalier, au Château. Tous varient sur son costume, sur l'heure, sur le lieu. L'un le dit en habit gris, l'autre en lévite. M. *de Frondeville* fait monter M. *d'Orléans* vers la Cour des Princes à 7 ou 8 heures ; M. *Boyer* à dix ; M. *Quence* à huit et demie ; Madame *Besson* et M. *Jean Jobert* à sept heures ; M. *la Borde* à neuf heures ; M. *Dodemain*, après que le Roi eut paru sur son balcon ; M. *de la Serre* à six heures ; M. *Morel* à sept heures, etc. »

« Il s'agit de décider si M. *d'Orléans* alla au Château avant ou après les scènes du grand Escalier. Il est clair que ce fut après ; car, suivant MM. *la Borde*, *Dodemain*, le Suisse de l'Hôtel de Talaru, les Troupes étoient déjà en ligne, et la tranquillité rétablie. Ajoutez à cela l'exposé de M. *d'Orléans* qu'il partit de Paris à huit heures, et rencontra à Sèves les deux têtes coupées. »

« MM. *Nampty*, *de la Châtre*, *Frondeville* et *Boisse*, déposent que le Peuple suivant M. *d'Orléans* crioit : *vive le Roi d'Orléans !* Si l'on suppose ces acclamations antérieures aux excès de la multitude, on en conçoit l'intention ; mais elles sont évidemment postérieures, et l'on n'y *peut croire une minute*, car elles n'ont *point de sens.* »

« Six autres témoins ont entendu, au même moment, les cris de *vive le Duc d'Orléans.* Eh bien ! DES ACCLAMATIONS, TÉ-

Digitized by Google

MOIGNAGES D'AMOUR, HOMMAGE FLATTEUR DU PEUPLE, seroient un attentat dans *les Sérails de l'Asie :* un Sultan, dans sa vieillesse imbécille, fait laver dans le sang de son fils, le crime d'avoir été aimé; mais parmi *des Hommes libres*, ces BÉNÉDICTIONS QUI HONORENT LES BONS CITOYENS ET ACQUITENT L'ÉTAT, sont le trésor du Peuple, *le germe* à la fois, et la *récompense du Patriotisme.* »

« M. *de la Serre* dépose avoir vu M. *d'Orléans*, à six heures, sur le second palier du grand Escalier, montrant au Peuple la Salle des Gardes de la Reine. M. *Morel*, mis en faction à six heures et demie, dit avoir refusé la porte de l'Œil-de-bœuf à M. *d'Orléans*. M. *de Digoine* le vit d'abord au bas de l'escalier des Princes, ensuite à 8 heures et quart, à côté de deux hommes déguisés en femmes. Ces témoignages effrayans sont sans valeur. M. *de Digoine* n'a pas consulté le temps qu'il employa à se lever, à entrer au Château, à en sortir. M. *Morel* ne put être mis en faction qu'après la *retraite des bandits* : il n'étoit donc pas à l'Œil de bœuf à six heures et demie, et ne put y voir M. *d'Orléans*. M. de *la Serre* ne dépose ni de la mort de deux hommes tués au-dessus et au-dessous de l'escalier, ni des mouvemens des Gardes du Roi, ni de ce qui se passoit dans l'appartement du Roi où il entra. Donc son témoignage est insignifiant ou suspect. Divers autres témoins ne disent pas avoir vu M. *d'Orléans* ; donc, M. *de la Serre* ne l'a pas vu non plus. »

« On a dit que des scélérats ensanglantés pénétrèrent dans l'appartement de la Reine : je n'hésite pas ; je retranche ce fait. Deux

Digitized by Google

témoins l'ont vu, mais d'autres n'en parlent pas. — L'aventure de *Blangey* est un conte absurde. — Il y a un *apprêt plus que suspect* dans l'Histoire de ce Chasseur dont parlent MM. *de Miomandre et Rebourceaux*, et dont M. *le Cointre* fait un *ridicule bravache*. — Les propos nocturnes, entendus par MM. *Diot* et *Barras*, choquent la vraisemblance : d'ailleurs, ces deux témoins sont isolés. »

« Mais, dit-on, pourquoi les femmes restèrent-elles à Versailles après la réponse du Roi au sujet du pain? Le dessein d'amener le Roi à Paris retint tout ce Peuple : *Les coups de sabre et les coups de pistolet des Gardes du Roi* provoquèrent *son ressentiment. L'obscurité de la nuit* explique le reste. »

Les dépositions de *Morel* et *la Serre* se décèlent d'elles-mêmes. Elles *sont démenties* par d'autres. Dès que l'imposture *est évidente*, il ne reste d'indices que CONTRE LES TÉMOINS. »

« *Les inquiétudes de mon imagination sont calmées.* Tout s'applanit, lorsque je vois le Peuple, manquant de pain, accourir à Versailles et dans ses *alarmes*, regardant la présence du Roi à Paris comme le *terme de tous ses maux.* »

« Deux témoins affirmatifs, clairs, uniformes, avoient chargé M. de *Toulouse-Lautrec*; les Juges du Châtelet l'auroient décrété : *la calomnie ne soutient pas vos regards*; M. de *Toulouse* fut absous. Ce que vous avez fait alors, vous le ferez aujourd'hui. »

« J'ai aperçu le moyen d'arriver à la vérité sans nuages. La grande Révolution que vous avez faite, promet des heureux, mais fait des mécontens. Des attaques ouvertes ont échoué,

Digitized by Google

mille mesures sourdes ont été soupçonnées : la Constitution s'élève au milieu de la rage impuissante d'une Faction *toujours vaincue et toujours révoltée*. Toute cette procédure n'en seroit-elle pas une production nouvelle ? Cette faction n'y a-t-elle pas laissé des traces bien marquées du ressentiment qui l'anime ? Quelle différence ne remarque-t-on pas entre ces hommes simples qu'on peut supposer étrangers à ces passions, et ces hommes dévoués à une faction. Tel est le discours du Grenadier qui harangua M. *de la Fayette*, et celui de *Maillard*, qui par la à Versailles à la tête des femmes : *c'est-là le langage de la vérité.*

« Si j'avois appartenu à une Faction ANTI PATRIOTIQUE, si j'avois été appelé *à concerter l'enlèvement du Roi* et la *guerre civile*, j'aurois provoqué des *distributions de Cocardes odieuses* ; j'aurois suscité des inquiétudes sur les subsistances ; j'aurois semé des bruits alarmans, et je me serois dit, c'est au milieu du trouble qui va naître qu'il sera aisé de tromper le Roi, de l'enlever, d'étouffer la liberté dans des flots de sang. J'articule des conjectures opposées à d'autres conjectures. L'information elle-même n'est-elle pas un complot ? Quelqu'un a dit que le Châtelet faisoit le Procès à la Révolution ; c'est, peut-être, une grande vérité. Le Châtelet a affecté de négliger nombre de témoins. MM. *le Cointre*, *Martereau*, *d'Estaing*, etc. Que signifie l'histoire des pressentimens de M. *Malouet* et de sa Société intime ? Que signifie cette affectation malicieuse à rappeler une *ancienne* conversation de M. *Corroller*, pour montrer un mystère dans une LÉGÉRETÉ. (Cette *légéreté* est l'aveu que fit M. *Corroller* chez M. *Malouet*, que faute du

Digitized by Google

renvoi de M. *Necker*, au mois de Juillet, on auroit mis le feu au Palais Bourbon, pour commencer la Révolution.) Ce que tout cela signifie! voyez comme ces atrocités sont vagues; comme la calomnie se replie, change de face. Voyez les noms attaqués, choisis sur la liste des Amis de la liberté, des Citoyens chers au Peuple. Ici la *querelle à la Constitution* ne se déguise pas; elle est ouverte, déclarée. On veut que l'acceptation du Roi soit imputée à l'empire des circonstances. Nos Détracteurs insensés, ont-ils pensé que cette Déclaration des Droits, Evangile immortel de la Raison et de la Nature(1), que comme les transactions de l'intérêt, devoit dépendre DE QUELQUES FORMES ET DE QUELQUES VOLONTÉS. »

« Messieurs, je n'ajoute rien. Mon *irrésolution* est *fixée*. Je suis ramené à ces termes *simples*, où un seul point éclairci, donne l'explication de tous, et il me semble enfin qu'enlacement par enlacement, *j'ai défait le nœud gordien*. Je ne vois plus qu'une conspiration, celle qui a été *ourdie contre la Constitution*. Une ligue s'est formée sur les débris de l'ancien régime, pour tenter le renversement du régime nouveau. Elle a dit : la force est unie contre nous à la Justice, nous avons développé d'inutiles efforts; ployons pour nous relever; opposons l'in-

(1) Que de courage dans M. *Chabroud*, d'oser citer les *Droits de l'Homme*, à l'instant où il atténue les plus affreux attentats contre ces mêmes Droits, violés dans les foyers, sur l'auguste Epouse, sur les Gardiens d'un Roi inviolable et sacré.

Digitized by Google

trigue à la force, et l'artifice à la Justice. Agissant ensuite dans l'ombre, elle a marqué un but dont elle ne s'écarte pas; déconcertée, elle substitue une mesure à une mesure nouvelle, et son art est de se reproduire sous toutes les formes. Elle avoit appelé cette armée qui devoit envahir Paris et la liberté naissante; elle a suscité, elle a nourri cette procédure monstrueuse, *cette guerre de greffe*, passez-moi l'expression, dont le *prétexte n'a pu dérober* à nos yeux la prétention secrète. Je m'abuse peut-être, mais par-tout je crois voir son influence. »

« Je l'accuse de *la tiédeur dans laquelle le patriotisme semble s'engourdir*, et de cette sécurité dangereuse qui a pris la place *d'une sage et nécessaire réserve*. Je l'accuse des nuages qui ont obscurci *ces jours purs* où les bons Citoyens n'avoient qu'une ame et ne formoient qu'un vœu. Je l'accuse des *vains démêlés* où cette Milice généreuse qui, de la Capitale, donna à tout l'Empire un si noble exemple, ne craint pas d'exposer enfin le fruit de ses travaux. Je l'accuse de l'inconcevable illusion dont nous sommes frappés, et où germe entre les vrais serviteurs de la Patrie, cette défiance qu'ils devoient garder pour ses ennemis. Je l'accuse de la *division cruelle qui se propage* entre nous et dans le sein de l'Assemblée Nationale, alors même que la liberté est l'objet commun de notre culte; comme si les dogmes de cette Religion étoient à la merci des *tristes disputes qui enfantent les sectes!* »

« Ainsi l'on *nous égare pour nous surprendre*, et l'on nous divise pour nous vaincre; et lorsque nous allons échapper à une embûche, d'autres plus dangereuses peut-

Digitized by Google

être sont dressées, où nous sommes attendus, que dis-je ?... où nous semblons courir de nous-mêmes. »

« Et quant aux *malheurs* du 6 Octobre (car il faut enfin ne plus voir *que d'horribles malheurs* dans cette journée fatale), nous les livrerons à l'histoire éclairée pour l'instruction des races futures; le tableau fidèle qu'elle en conservera, fournira *une leçon utile aux Rois*, aux *Courtisans* et aux Peuples. »

C'est par cette moralité conforme au Rapport entier, que M. *Chabroud* a terminé son épouvantable Exposé. Il n'y manquoit que la leçon du Catéchisme; ils nous la donnée.

On prévoit qu'elles ont été les conclusions de ce Factum. M. *Chabroud*, au nom de son Comité, a demandé qu'on déclarât et décrétât qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

A la lecture de ce Rapport, on a joint celle des trois Lettres suivantes :

« *Première lettre trouvée dans les Papiers de M. d'Estaing*, écrite de sa main. — *Lundi 14 Septembre 1789.* — Mon devoir et ma fidélité l'exigent, il faut que je mette aux pieds de la Reine, *ce que j'ai vu* dans mon voyage de Paris. *On m'a dit* dans la société et dans la bonne compagnie, qu'on prend des signatures de la Noblesse et du Clergé; les uns disent que c'est à la connoissance du Roi, d'autres disent que c'est à son insu. On dit que le Roi ira par la Champagne ou à Verdun; M. *de Bouillé* est désigné, M. *de la Fayette* me l'a dit; il est froidement positif M. *de la Fayette*..... On nomma

Digitized by Google

M. le Maréchal *de Broglie* commandant le tout ; M. *de Breteuil* conduit le projet, M. *de Mercy agit de concert.* Ces propos, s'ils se répandoient dans le Peuple seroient incalculables. Je suis allé chez M. l'Ambassadeur d'Espagne, et c'est là, je ne le cache pas à la Reine, que mon effroi a redoublé. M. *de Fernand-Nunès* en a parlé avec moi, je lui ai parlé de ce bruit et de ce plan qui occasionneroient la plus déshonorante guerre civile. Après avoir parlé de la Cour errante, de la banqueroute indispensable, M. l'Ambassadeur a baissé les yeux ; il est convenu que quelqu'un de considérable ou de croyable avoit reçu des signatures. Ce fait m'inspire un genre de terreur que je n'ai jamais connu ; la première démarche coûte assez cher, ce seroit des flots de sang : la Reine peut conquérir au Roi son Royaume, la nature lui en a prodigué les moyens... Je supplie la Reine de m'accorder une audience. »

Autre lettre de M. d'Estaing. « Il m'est impossible de ne pas mettre aux pieds de la Reine mon admiration ; il faut qu'elle croie uniquement ses véritables serviteurs ; sa fermeté triomphera tout..... *L'ondulation des idées a failli tout perdre...* Les anciens Ministres du Roi n'ont peut-être mérité la haine que par l'instabilité des principes. Ils n'ont *pu empêcher ce malheureux dîner.* La santé à la Nation *a été omise à dessein ;* portée par des personnes augustes, elle auroit tout arrangé..... Le hasard, car il est plus consolant d'y croire, a fait partir deux coups de pistolet, *partis de trop bas pour venir de gens à cheval.* J'ai voulu retenir la Garde Nationale de Versailles. *J'ai en vain retenu ou relevé les coups...* Il faut un autre

Digitized by Google

enthousiasme ; la Reine seule a le pouvoir de le faire naître ; la voilà sur un grand théâtre ; avec quelques soins elle sera adorée... Ah ! Madame, soyez notre première Citoyenne, vous serez tout, si vos principes vous permettent de le vouloir. Le *Clergé et la Noblesse n'ont que le Roi pour les sauver...* M. *de la Fayette* m'a juré que les événemens en *avoient fait* UN ROYALISTE. Tout François doit l'être *jusqu'à un certain point.* »

Lettre de M. de la FAYETTE *à M.* de SAINT-PRIEST (sans date).

« Le Duc *de la Rochefoucault* vous aura dit l'idée qu'on avoit mise dans la tête des Grenadiers, d'aller cette nuit à Versailles ; je vous ai mandé de n'être pas inquiet, parce que je comptois sur leur confiance en moi pour détruire ce projet, et je leur dois la justice de dire qu'ils avoient compté me demander la permission, et que plusieurs croyoient faire une démarche très-simple, et qui seroit ordonnée par moi. Cette velléité est entièrement détruite par les quatre mots que je leur ai dit, et il ne m'en est resté que l'idée des ressources inépuisables des cabaleurs. Vous ne devez regarder cette circonstance que comme une nouvelle indication de mauvais desseins, mais non en aucune manière comme un danger réel. Envoyez ma lettre à M. *de Montmorin.* »

« On avoit fait courir la Lettre dans toutes les Compagnies de Grenadiers, et le rendez-vous étoit pour trois heures à la Place Louis XV. »

C'est M. *de la Fayette* lui-même qui a exposé l'original de ce billet à la citation qu'avoit fait hier le Rapporteur.

Digitized by Google

Durant la lecture de M. Chabroud, plusieurs Députés déposans l'ont interpellé, et se sont inscrits en faux. Clameurs perdues. Le Rapport achevé, M. *de Bonnay* a pris la parole, et au milieu des interruptions et des huées de la gauche et des galeries, il a dit avec noblesse et fermeté:

MESSIEURS,

« La calomnie qui s'attaque à la vertu, n'obtient jamais que des succès bornés, que des triomphes passagers. En vain les scélérats qui avoient tant d'intérêt à tromper le Peuple et à l'égarer, qui avoient tant d'intérêt sur-tout à se frayer un chemin facile jusques dans l'asyle sacré de nos Rois, ont entrepris de diffamer les Gardes-du-Corps: la voix publique les a bientôt vengés. — Dans cette prétendue orgie, devenue le prétexte malheureux de tant de crimes, tout homme sage n'a vu qu'un repas fraternel, consacré par l'usage entre les Corps Militaires, et dont l'intention étoit innocente et pure. Pour la première fois, dans cette Tribune, et dans un Rapport, qui, je l'avoue, M'A PARU UN MODÈLE DE PLAIDOYERS POUR TOUS LES GRANDS CRIMINELS, on a osé avancer que dans les affreuses journées du 5 et du 6 Octobre, les Gardes-du-Corps avoient été les Agresseurs. On a osé plus, on a eu l'étrange courage, dirai-je, de s'étonner, dirai-je, de s'applaudir, de ce que deux têtes *seulement* avoient été coupées. On a tenté de rejeter sur les prétendues violences de ces Guerriers, que j'appellerai vraiment stoïques, et qui se sont laissés égorger sans résistance, de rejeter, dis-je, sur eux les atrocités, qui, dans la matinée du 6 octobre, ont souillé le Palais de nos Rois, et entaché à jamais notre

Digitized by Google

Histoire. Vains efforts ! méchanceté inutile! Vous tous, MESSIEURS, vous avez été témoins des faits. Vous tous, vous avez lu les pièces du procès, les seules dépositions légales et juridiques. La vérité est au grand jour. La France et l'Europe entière, savent que les Gardes-du-Corps, toujours fidèles à l'honneur, toujours fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, les Gardes-du-Corps, qui ont tant de fois combattu pour la Patrie, et qui l'ont peut-être quelquefois sauvée, n'ont jamais été si grands, que lorsque par excès d'amour et d'obéissance pour le Roi, ils ont laissé enchaîner leur courage ; héroïsme sublime qui n'eut jamais de modèle ni d'égal ! Oui, MESSIEURS, jamais ils n'ont été plus dignes d'hommages et de respects, que le jour où, frémissant de rage et de désespoir, ils se sont laissés massacrer sur les marches du trône, que le Roi leur avoit interdit de défendre. Ils sont tombés, victimes innocentes, sous le fer des assassins ; et l'on ose encore outrager leurs cendres ! Mais, MESSIEURS, en se sacrifiant, ils ont sauvé la REINE ; ils ont sauvé le ROI peut-être ; ils sont morts contens. »

« Pour moi, MESSIEURS, Membre de ce Corps respectable, auquel j'ai toujours fait gloire d'appartenir, et qui ne m'a jamais été plus cher que depuis qu'il est malheureux, de ce Corps dont l'honneur et la loyauté furent toujours les seuls guides, je craindrois d'être désavoué par lui, si je m'abaissois à le justifier, si je m'abaissois à repousser des calomnies grossières, et qui partent de trop bas pour l'atteindre. En réponse au récit d'un Sieur le *Cointre*, en réponse à la déclaration illégale de cet homme, trop connu pour que

Digitized by Google

son témoignage dût être compté, en réponse aux allégations de M. le Rapporteur qui n'a pas craint de s'appuyer d'un tel témoignage, j'opposerai seulement quatre cents ans de courage, de victoires et de vertus : et malgré leurs lâches détracteurs, les Gardes-du-Corps du Roi, mes braves frères d'armes, seront toujours ce qu'ils ont été ; ils seront toujours, tels que Bayard, *sans peur et sans reproche.* »

M. *de Mirabeau,* très-courroucé, a demandé qu'on approfondît et qu'on accélérât la discussion, et que M. *de Bonnay* plaidât contre les grands Criminels.

« Je déclare, a répliqué M. *de Bonnay*, que mon projet n'est point de monter à la Tribune pour discuter cette procédure ; je reconnois toute mon insuffisance à cet égard ; mais j'ai dû y monter pour justifier un Corps dont je suis Membre ; et quand à l'expression dont je me suis servi de *modèle de plaidoyer pour de grands criminels*, et que je ne rétracte point, je déclare que je n'ai voulu retracer que la critique sévère à laquelle le rapport de M. *Chabroud* m'a paru et me paroît encore donner lieu. »

La Séance a été levée.

Du Samedi 2 Octobre.

Après la lecture du Procès-Verbal, M. *de Mursanne* a invoqué la suppression des Comités des Recherches, Inquisitions illégales, auxquelles il étoit nécessaire de substituer sans delai une Haute Cour Nationale. Le cri redoublé de passer à l'ordre du jour a decidé le sort de cette Motion.

Par addition à son Rapport, M. *Chabroud* a exhibé une espèce de Requête d'un Vainqueur de la Bastille, qui, sans prononcer,

Digitized by Google

dit-il, *sur les intentions du Châtelet*, demande pourquoi on ne l'a pas fait assigner en déposition lui et ses Collègues. Une autre pièce, non moins curieuse, a suivi celle-là. C'est une Déclaration d'un Comité du Gros-Caillou, qui rapporte l'affirmation faite devant lui, par MM. *Billot*, *Larcher*, *Poyau* et autres, que le 6 Octobre 1789, à SEPT HEURES ET DEMIE, étant avec un Détachement de 60 hommes à la hauteur D'AUTEUIL, ils rencontrèrent M. *d'Orléans* allant à Versailles, et qu'ils lui portèrent les armes.

Il est bien étonnant que ces Messieurs, pour démentir d'autres dépositions, disent avoir vu M. *d'Orléans* à Auteuil, à sept heures et demie, tandis que ce Prince, dans son Exposé justificatif, déclare N'ÊTRE PARTI DE PARIS QU'A HUIT HEURES.

Cette lecture finie, on a confiné au fond de la Salle, tous les Députés déposans, à la réserve de ceux qui ont déclaré *n'avoir rien su, ni rien vu*. M. *de Mirabeau* a plaidé vivement cette exception, en célébrant le vertueux silence de ces *Chers Amis de la Liberté* que *la scélératesse* lui auroit ôtés, si elle eût été *aussi habile qu'effrontée*.

Le séquestre une fois exécuté, M. l'Abbé *Maury* a pris la parole. Il a d'abord représenté que l'Assemblée n'étoit point appelée à juger le fonds du Procès; que sans exercer le plus exécrable despotisme, sans violer les principes communs à toutes les Nations policées, sans usurper tous les pouvoirs, elle ne pouvoit soustraire, par un Décret du Corps législatif, les Représentans de la Nation aux Décrets des Tribunaux, et consacrer ainsi un *Privilége* en matière criminelle. Ensuite, il a montré la puérilité des menaces illusoires de M. *de Mirabeau*

Digitized by Google

contre les Témoins et le Châtelet, puisque les premiers n'avoient encore été ni confrontés ni recollés, et que le dernier, entièrement passif, n'avoit pas achevé l'information.

Confrontant ensuite le procédé de l'Assemblée Nationale avec celui des Communes d'Angleterre, et avec le Ministère du *Grand Juré*, il en a établit la parfaite dissemblance. Passant ensuite à l'examen et au but du Rapport, il a dit : « M. le Rapporteur, qui n'a voulu voir dans les attentats du 6 octobre, aucun complot, nous a dit que la procédure étoit dirigée contre la Révolution. Je sais combien tous ces mots parasites de *Révolution*, de *Constitution*, *de Liberté*, *de Patriote*, *d'Ami du Peuple* ont de faveur dans cette Assemblée.

Pour moi, qui n'aspire pas à l'honneur, d'exciter les transports des *Habitués* qui viennent ici dispenser la gloire, je demande qu'on me définisse enfin le mot *Révolution*. Je demande s'il est dans le *sens de la Révolution* de souiller, par des crimes dignes des Cannibales, le Palais de nos Rois, de massacrer la Personne sacrée du Monarque, d'assassiner son auguste Compagne, d'armer contre cette Princesse une légion de Tigres. Je demande si la *Révolution* a pu être un titre d'impunité pour les plus grands crimes, si elle a pu autoriser un vil amas de brigands à méditer, à commettre les plus noirs forfaits entre l'Assemblée Nationale et le Trône. Je demande enfin si l'on regarde comme ennemis de la Révolution tous ceux qui sont profondément révoltés des attentats de Versailles. Dans cette supposition, je déclare que je me mets à leur tête. Non,

Digitized by Google

Messieurs, ce n'est plus d'une *Révolution*, c'est d'une révolte qu'il s'agit, d'une revolte contre la Constitution elle-même, d'un véritable régicide. C'est déshonorer la chaine de nos Decrets, que d'en suspendre honteusement le premier anneau au poignard des assassins. »

Le discours de M. l'Abbé *Maury* ayant été indignement et à dessein, défiguré par toutes les Feuilles publiques, à la seule exception de *l'Ami du Roi*, nous le transcrirons en entier la semaine prochaine; mais il est juste de réserver aujourd'hui la place qu'il nous reste à M. *de Mirabeau*. Les conclusions de M. l'Abbé *Maury* alloient à faire sortir cet Accusé de la procédure, et à y laisser M. *d'Orléans*. On va voir avec quelle contenance, et dans quel style, M. *de Mirabeau* a reçu cette distinction. Il a dit;

« Lorsque rien ne m'accuse dans une Procédure où tout est absurde, il est pourtant des difficultés que j'éprouve. »

« Ce n'est pas de réprimer le juste ressentiment qui oppresse mon cœur depuis une année, et que *l'on force enfin à s'exhaler*. Dans cette affaire, *le mépris est à côté de la haine;* il l'émousse, il l'*amortit;* et quelle ame assez abjecte pour que l'occasion de pardonner ne lui semble pas une jouissance! »

« Ce n'est pas même la difficulté de parler des tempêtes d'une juste Révolution, sans rappeler que, si le Trône a des torts à excuser, *la Clémence Nationale* a eu des *complots* à mettre en oubli. »

« Non, non, Messieurs, la véritable difficulté du sujet est toute entiere dans l'histoire même de la Procédure; elle est pro-

Digitized by Google

fondément odieuse cette histoire. Les fastes même du crime offrent peu d'exemples *d'une scélératesse tout à la fois si déhontée et si mal-habile.* Le temps le saura ; mais ce secret hideux ne peut être révélé aujourd'hui sans produire de grands troubles. Ceux qui ont suscité la Procédure du Châtelet ont fait cette horrible combinaison, que, si le succès leur échappoit, ils trouveroient dans le patriotisme même de celui qu'ils vouloient immoler, le garant de leur impunité. Ils ont senti que l'esprit public de l'offensé tourneroit à sa ruine, ou sauveroit l'offenseur. »

« On m'accuse d'avoir parcouru les rangs du Régiment de Flandres le sabre à la main ; c'est-à-dire, qu'on m'accuse d'un grand ridicule ; les témoins auroient pu le rendre d'autant plus piquant, que né parmi les Patriciens, et cependant député par ceux qu'on appeloit alors le Tiers-Etat, je m'étois toujours fait un devoir religieux de porter le costume qui me rappeloit l'honneur d'un tel choix ; or, certainement l'allure d'un Député en habit noir, en chapeau rond, en cravate et en manteau, et se promenant à 5 heures du soir, le sabre nud à la main, dans un Régiment, méritoit de trouver une place parmi les caricatures d'une telle Procédure. J'observe néanmoins qu'on peut bien être ridicule sans cesser d'être innocent. J'observe que l'action de porter un sabre à la main ne seroit ni un crime de lèze-Majesté, ni un crime de lèze-Nation. Ainsi tout pesé, tout examiné, la déposition de M. *Valfond* n'a rien de vraiment fâcheux que pour M. *de Gamache*, qui se trouve légalement et véhémentement soupçonné d'être fort laid puisqu'il me ressemble. »

Digitized by Google

« Il est dans cette Assemblée un ami qui m'est très-cher, et dont je réclame en ce moment le témoignage, c'est M. *de la Marck.* J'ai passé l'après-dîner toute entière le 5 Octobre seul avec lui et chez lui. Nous avions pour toute compagnie des *Cartes Géographiques*, sur lesquelles il me montroit *des combinaisons des Provinces Belgiques*, qui lui tenoient fort à cœur. Un fait d'une autre nature attachera encore vos regards, c'est que la *préoccupation dont nous étions dans cette étude géographique* étoit telle, que nous ne parlâmes que deux ou trois minutes de ces redoutables Amazones qui arrivoient alors à Versailles; et dans la courte conversation que nous eûmes à cet égard, je lui dis : *Il est probable que des Conseils pervers proposent de faire partir le Roi cette nuit; et si Monsieur ne prend pas la Lieutenance-Générale du Royaume, la dynastie est perdue. Si le Roi part, je vais de suite demander une audience à Monsieur.* »

« On me reproche d'avoir tenu à M. *Mounier* ce propos : *Eh ! qui vous dit que nous ne voulons pas un Roi? mais qu'importe que ce soit Louis XVI ou Louis XVII?* »

« Ici, Messieurs, j'observerai que le Rapporteur, dont on vous a dénoncé la partialité pour les accusés, est cependant loin, je ne dis pas de m'être favorable, mais d'être exact, mais d'être juste. »

« C'est uniquement parce que M. *Mounier* ne confirme pas ce propos dans sa déposition, que M. le Rapporteur ne s'y arrête pas. *J'ai frémi*, dit-il, *j'ai frémi en lisant;* et je me suis dit : *si ce propos a été tenu, il y a un complot, il y a un coupable. Heureusement M. Mounier n'en parle pas.* »

Digitized by Google

» Eh bien, Messieurs, avec toute la mesure que me commande mon estime pour M. *de Chabroud* et pour son Rapport, je soutiens qu'il a mal raisonné. »

» (1) Supposez *un Royaliste exalté*, tel que M. *Mounier*, conversant avec un *Royaliste* TEMPÉRÉ, et repoussant toute idée que le Monarque pût courir un danger chez une Nation qui professe, en quelque sorte, le culte du Gouvernement Monarchique. Trouveriez vous étrange que l'ami du Trône et de la Liberté, voyant l'horison se rembrunir, jugeant mieux que l'enthousiaste la tendance de l'opinion, l'accélération des circonstances, les dangers d'une insurrection, et voulant arracher son Concitoyen trop confiant à une périlleuse sécurité, lui dit: eh! qui vous nie que le François ne soit Monarchiste, qui vous conteste que la France n'ait besoin d'un Roi et ne veuille un Roi! Mais *Louis XVII* sera Roi comme *Louis XVI*, et si l'on parvient à persuader à la Nation que *Louis XVI* est fauteur ou complice des excès qui ont lassé sa patience, elle invoquera un *Louis XVII*. Le Zélateur de la Liberté auroit prononcé ces paroles avec d'autant plus d'énergie,

---

(1) Nous prions nos Lecteurs de bien méditer ces deux paragraphes et de les retenir. M. *Mounier*, absent, mais vivant, M. *Mounier* parlera, non au Comité des Rapports, mais à la Nation et à l'Europe. *Magna est veritas et prævalebit.* Le 5 Octobre, M. *Mounier* ne compulsoit pas des *Cartes Géographiques;* il étoit à son devoir, et il lui reste de terribles vérités à dire sur la manière dont d'autres ont rempli le leur.

Digitized by Google

qu'il eût mieux connu son interlocuteur et les relations qui pouvoient rendre son discours plus efficace. Verriez-vous en lui un Conspirateur, un mauvais Citoyen, ou même un mauvais Raisonneur? »

« Puisque j'en suis à M *Mounier*, j'expliquerai un autre fait que dans le compte qu'il en a rendu lui-même, *il a gâté à son désavantage.* »

« Il présidoit l'Assemblée Nationale, le 5 Octobre, où l'on discutoit l'acceptation pure et simple, ou modifiée, de la Déclaration des Droits. J'allai vers lui, dit-on; je l'engageai à supposer une indisposition, et à lever la Séance sous ce frivole prétexte... J'ignorois sans doute alors que l'indisposition d'un Président appelle son Prédécesseur: j'ignorois qu'il n'est au pouvoir d'aucun homme d'arrêter à son gre, le cours d'une de vos plus serieuses deliberations.... Voici le fait dans son exactitude et sa simplicité. »

« Dans la matinée du 5 Octobre, je fus averti que la fermentation de Paris redoubloit; je n'avois pas besoin d'en connoître les détails pour y croire; un augure, qui ne trompe jamais, la nature des choses, me l'indiquoit assez. Je m'approchai de M. *Mounier*, et je lui dis: « *Mounier, Paris marche sur nous.* — Je n'en sais rien. — Croyez-moi, ou ne me croyez pas, peu m'importe; mais Paris, vous dis-je, marche sur nous. Trouvez vous mal; montez au Château; donnez-leur cet avis; dites, si vous voulez, que vous le tenez de moi, j'y consens; mais faites cesser cette controverse scandaleuse; le temps presse; il n'y a pas une minute à perdre. »

« Paris marche sur nous, *répondit Mounier*, eh bien! tant mieux, nous en serons

Digitized by Google

plutôt République. » Si l'on se rappelle les *préventions et la bile noire* qui agitoient *Mounier ;* si l'on se rappelle qu'il voyoit en moi le boute-feu de Paris, on trouvera que ce mot qui a plus de caractère, *que le pauvre fugitif n'en a montré depuis, lui fait honneur.* Je ne l'ai revu que dans l'Assemblée Nationale, *qu'il a désertée, ainsi que le Royaume, peu de jours après.* Je ne lui ai jamais reparlé ; et je ne sais où il a pris que je lui ai écrit, le 6, à 3 heures au matin, un billet pour lever la Séance ; il ne m'en reste pas l'idée la plus légère. Rien, au reste, n'est plus *oiseux ni plus indifférent.* »

« J'en viens à la troisième inculpation dont je suis l'objet, et c'est ici que j'ai promis le mot de l'énigme. J'ai conseillé, dit-on, à M. d'Orléans de ne point partir pour l'Angleterre. Eh bien, qu'en veut-on conclure? Je tiens à honneur de lui avoir, non pas donné (car je ne lui ai point parlé), mais fait donner ce conseil. J'apprends, par la notoriété publique, qu'après une conversation entre M. *d'Orléans* et M. *de la Fayette*, très-impérieuse d'une part, et très-résignée de l'autre, le premier vient d'accepter la mission, ou plutôt de recevoir la loi de partir pour l'Angleterre. Au même instant, les suites d'une telle démarche se présentent à mon esprit. »

« Mon parti fut pris à l'instant ; je dis à M. *de Biron ;* avec qui je n'ai jamais eu de relation politique, mais qui a toujours eu toute mon estime, et dont j'ai reçu plusieurs fois des services d'amitié : M. *d'Orléans* va quitter, sans jugement, le poste que ses Commettans lui ont confié ; s'il obéit, je dénonce son départ et je m'y oppose ; s'il reste, s'il

Digitized by Google

fait connoître la main invisible qui veut l'éloigner, je dénonce l'autorité qui prend la place de celle des Lois. Qu'il choisisse entre cette alternative. M. *de Biron* me répondit par des sentimens chevaleresques, et je m'y étois attendu. M. *d'Orléans*, instruit de ma résolution, promet de suivre mes conseils; mais dès le lendemain je reçois, dans l'Assemblée, un Billet de M. *de Biron*, et non de M. *d'Orléans*, comme le suppose la Procédure; le Billet portoit le crêpe de sa douleur, et m'annonçoit le départ du Prince. »

« Mais j'oublie que je viens d'emprunter le langage d'un accusé, lorsque je ne devrois prendre que celui d'un accusateur. Quelle est cette Procédure, dont l'information n'a pu être achevée, dont tous les ressorts n'ont pu être combinés que dans une année entière; qui, prise en apparence sur un crime de leze-Majesté, se trouve entre les mains d'un Tribunal incompétent qui n'est Souverain que pour les crimes de leze-Nation! Quelle est cette Procédure qui, menaçant vingt personnes différentes dans l'espace d'une année, tantôt abandonnée et tantôt reprise, selon l'intérêt ou les vues, les craintes ou les espérances de ses machinateurs, n'a été pendant si long-temps qu'une arme de l'intrigue, qu'un glaive suspendu sur la tête de ceux que l'on vouloit ou perdre ou effrayer, ou désunir ou rapprocher; qui enfin n'a vu le jour, après avoir parcouru les mers, qu'au moment où l'un des accusés n'a pas cru à la Dictature qui le retenoit en exil, ou qui l'a dédaignée! »

« Qu'elle est cette procédure prise sur des délits individuels dont on n'informe pas, et dont ont veut cependant rechercher les cau-

Digitized by Google

ses éloignées, sans répandre aucune lumière sur leurs causes prochaines! Quelle est cette procédure dont tous les événemens s'expliquent sans complot, et qui n'a cependant pour base qu'un complot, dont le premier but a été de cacher des fautes réelles, et de les remplacer par des crimes imaginaires, que l'amour-propre seul a d'abord dirigée, dont l'esprit de parti s'est ensuite emparé, dont le Pouvoir ministériel s'est ensuite saisi, et qui recevant ainsi tour-à-tour plusieurs sortes d'influences, a fini par prendre la forme d'une protestation insidieuse, et contre vos Décrets, et contre la liberté de l'acceptation du Roi, et contre son voyage à Paris, et contre la sagesse de vos délibérations, et contre l'amour de la Nation pour le Monarque? »

« Quelle est cette procédure que les ennemis les plus acharnés de la révolution n'auroient pas mieux dirigée, s'ils en avoient été les seuls auteurs, comme ils en ont été presque les seuls instrumens; qui tendoit à attirer le plus redoutable esprit de parti, et dans le sein de cette Assemblée, en opposant les témoins aux Juges; et dans tout le Royaume, en calomniant les intentions de la Capitale auprès des Provinces; et dans chaque ville, en faisant détester une liberté qui avoit pu compromettre les jours du Monarque; et dans toute l'Europe, en y peignant la situation d'un Roi libre et juste sous les fausses couleurs d'un Roi captif, persécuté; en y peignant cette auguste Assemblée comme une assemblée de factieux! Oui, le secret de cette infernale procédure est enfin découvert; il est là tout entier; il

est

Digitized by Google

est dans l'intérêt de ceux dont le témoignage et les calomnies en ont formé le tissu ; il est dans les ressources qu'elle a fournies aux ennemis de la révolution ; il est.... il est dans le cœur des Juges, tel qu'il sera bientôt burîné dans l'histoire par la plus juste et la plus implacable vengeance. »

On suppose bien, sans que nous en fassions la remarque oiseuse, que les Galeries et le côté gauche ont prodigué leurs transports, leur enthousiasme, le vacarme des applaudissemens à cette diatribe, dont l'Auteur d'Accusé qu'il étoit, est devenu Accusateur menaçant.

M. *de Biron* l'a suivi, et a reçu les mêmes hommages, en défendant M. *d'Orléans*. Il a montré ce Prince comme le premier Sectateur de la Liberté en France, sa conduite comme un modèle de modération, et de modestie.

Cet éloge fini, M. *de Montlauzier* a tenté de prendre la parole pour discuter enfin la Procédure, qui ne l'avoit pas été du tout ; mais quoique M. *de Mirabeau* eût sollicité un examen profond, aussitôt un second Contradicteur du Rapport a-t-il paru à la Tribune, que les murmures, les huées et la guerre de cris l'ont repoussé. « Ces murmures, a dit M. *de Montlauzier*, sont une infamie. La délibération est prématurée. Quoi ! vous n'avez pas examiné encore une seule charge, et après deux ou trois Discours apologétiques, vous entendez juger une Procédure aussi compliquée ! Le Rapport n'est pas même imprimé ; on ne nous l'a pas distribué. Je demande trois jours pour méditer ce travail de trois mois. Pour le moment, je ne suis pas muni de toute ma

Digitized by Google

force ; il faudroit une ame calme pour dire les vérités qui m'oppressent, et des hommes sages pour les entendre. »

« Du moment où la Procédure a été dans nos mains, a repliqué M. *Barnave*, elle a *été jugée*. Il n'y a en tout ceci, d'autre *conjuration* que la *Procédure même*. Je demande de votre *justice*, de votre *bonté*, le plus profond mepris pour cette Procédure, pour le Châtelet, pour les Temoins. M. *d'Orléans* imprimera ce qu'il voudra, et ne fera que confirmer l'estime universelle de la Nation pour son patriotisme. »

Les oracles de M. *Barnave* ont été ceux de la Majorité. Plus de cent Membres ont refusé de délibérer. Le Décret du Comité a été admis.

Du Samedi. Séance du soir.

Un des Secrétaires a lu une Adresse insensée de je ne sais quel Comité d'Avignon, qui dénonce une armée, une fabrique de canons de 60 livres de balle, et une contre-Révolution, montés dans le Comtat Venaissin.

Les Députés de l'Assemblée Coloniale de Saint-Marc, ont plaidé leur cause à la Barre. Nous reviendrons dans la suite à cet Historique.

Du Dimanche 3 Octobre.

La lecture du Proces-verbal a été suivie de celle des remerciemens que M. *Desilles*, ce généreux Officier du Régiment du Roi, a adressés à l'Assemblée Nationale.

On a décrété ensuite d'autoriser la Caisse d'Escompte à délivrer encore *quinze millions* d'Assignats au Trésor Public, pour le service du mois d'Octobre.

Digitized by Google

Par-tout furieux, et ayant brisé tous les freins, le Peuple s'attaque en plusieurs lieux à la libre circulation des grains. Celui de Carcassonne a détruit et incendié une partie des écluses du canal. Sur le Rapport des faits, décrété de prier le Roi de faire marcher des Troupes dans le Département de l'Aude.

M. *d'Orléans* a paru à la Tribune, où il a prononcé un Discours que nous rapporterons la semaine suivante.

Dans la crainte de noircir davantage l'imagination de nos Lecteurs, nous remettons à la semaine suivante, les extraits de la Procédure du Châtelet, et leur rapprochement avec le Rapport de M. *Chabroud*. Nous jugeons du Public par nous-mêmes; il ne soutiendroit pas une plus longue attention aux horribles objets qui composent ce Tableau. Le Rapport qui en a été fait n'échappera point à l'Histoire; il ira à la Postérité avec la Procédure, et les crimes qu'elle a constatés.

Inutilement, M. *Chabroud* aura usé les ressources d'un talent médiocre, à faire disparoître la certitude et la chaîne de ces attentats; vainement, aura-t-il rejeté sur le *hasard* et sur la *faim* l'exécution d'un complot prémédité un mois auparavant, et publiquement au Jardin du Palais-Royal; vainement, aura-t-il employé deux Audiences à démontrer, que le

Digitized by Google

besoin de pain fit déguiser des hommes en femmes, arracher une foule de malheureuses de leurs Maisons pour les conduire à Versailles, traîner des canons, prendre les piques, corrompre des Soldats, et soudoyer des brigands. Vainement aura-t-il vu dans cet appareil le cortége d'un Peuple malheureux qui va porter ses demandes aux pieds du Trône; vainement aura-t-il poli les calomnies qui préparèrent le massacre des Gardes du Roi, et l'invasion de son Palais. Vainement aura-t-il nié la notoriété publique, et opposé ses interprétations à cent actes juridiques, et l'invraisemblance à la certitude; vainement aura-t-il diffamé les Témoins, les Victimes et le Tribunal, en mettant son opinion à la place des faits; malgré lui, ces faits resteront immortels, pour laver la Nation, indignement compromise, des crimes de quelques scélérats.

Ce Rapport pèche par une mal-adresse, qui seroit inexplicable en d'autres temps, et en d'autres lieux. Jusqu'ici, les fonctions de Rapporteur avoient consisté à balancer impartialement les témoignages, les indices, à écarter toute fascination, à citer avec exactitude, à discuter sans passion. M. *Chabroud* aura donné le premier exemple d'un système bâti sur des raisonnemens, contre cent dépositions juridiques. Il lui étoit réservé de ne trouver d'autres Coupables, que ceux

Digitized by Google

dont la Justice s'occupoit à venger les droits et les infortunes. Il lui étoit réservé de détruire les témoignages, par des outrages sanglans à la probité des Témoins, et de montrer à la France, dans les forfaits dont elle repoussoit l'opprobre, les vengeances du *Peuple*, le châtiment de quelques Conspirateurs, et *la leçon des Rois*.

Quel spectacle offre-t-il à l'Europe ? 60 Représentans de la Nation parjures et faussaires, ou une prévarication inouie du Corps Législatif. Lorsque la Commune de Paris, le cri des François et celui de l'Europe, armèrent le Châtelet de la recherche des forfaits du 6 Octobre, qui auroit prévu qu'organe de la *clémence Nationale*, M. *de Mirabeau* l'aîné, du haut de la Tribune, prononceroit la grace de la Cour de France et de ses Gardes ?

L'Assemblée Nationale a des droits inviolables sur les actions des Citoyens, elle n'en a aucun sur leurs sentimens ; son autorité finit là où celle de l'opinion commence, et il n'est pas plus en son pouvoir de paralyser l'Histoire, qu'il n'est en celui du Crime, d'échapper aux Sentences de la conscience et de la morale publiques.

Au reste, nous l'avons dit antérieurement, nous renfermerons cet examen ultérieur dans la recherche des faits, en laissant à l'avenir celle des imputations.

Digitized by Google

Deux Accusés sont déclarés irréprochables aux yeux de la Loi; nous les considérerons comme tels, et nous nous abstiendrons de revenir aux charges qui les concernent. Les crimes de Versailles ont-ils été des accidens, ou des entreprises préparées? Voilà ce qu'il faut découvrir dans la Procédure et le Rapport.

Le Public voudra se rappeler que nous lui annonçâmes, il y a trois mois, l'issue inévitable de cette éclatante Information. Sera-t-elle suivie? Par qui le seroit-elle? Qui oseroit déposer? Le Châtelet, cependant, a reçu de nouveaux témoignages en assez grand nombre, et il s'en trouve, dit-on, de très-instructifs. — Le caractère du Rapport va même faire naître une nouvelle Procédure, par les démentis cruels et publics dont M. *Chabroud* ne tardera pas à être accablé. En voici un deja, dont on ne peut se dissimuler la force, et que l'équité nous oblige de faire connoître, puisqu'on nous en a requis.

« M. *Chabroud* s'est permis, dans son plaidoyer d'inculper hier, dans la tribune, la conduite des Gardes-du Corps du Roi, dans les journées des 5 et 6 Octobre. Vraisemblablement il a des preuves légales. Je le somme, tant en mon nom qu'en celui de tout le Corps, de se presenter, soit au Parlement, au Châtelet, à l'un des Tribunaux nouvellement décrétés, soit enfin à une Commission prise dans l'Assemblée, composée de MM. *de Mirabeau*, *Barnave*, *Alexandre de Lameth*,

Digitized by Google

Menou, *Maloquet*, l'Abbé *Maury*, *Cazalès*, *Foucault* et *Saint-Simon*, à l'effet d'y produire les preuves légales qu'il a à fournir contre les Gardes-du-Corps, et faute par lui de remplir cette demande, je le déclare calomniateur, et, comme tel, indigne de remplir la confiance dont l'a honoré la Nation. »

« Je lui donne le démenti le plus formel de ce qu'il a avancé au sujet de la grille royale. J'affirme qu'elle n'a jamais été ouverte que par moi, ou par mes ordres; qu'elle ne l'a pas été une seule fois depuis une heure du matin jusqu'à cinq heures trois quarts que j'ai quitté le poste du Corps-de-garde. J'en ai emporté la clef; je l'ai, et la représenterai au Roi et à l'Assemblée Nationale, quand on voudra. »

« Je déclare aussi que les brigands sont entrés dans l'appartement de la Reine; que je les ai vus dans la première anti-chambre, et que M. *de Barreau*, Brigadier commandant la Salle de la Reine, qui est entré jusques dans la Chambre à coucher avec quelques Gardes, a laissé les brigands possesseurs dudit appartement, où ils se sont portés à tous les excès qui étoient la suite de leur fureur contre le Roi, la Reine et leurs Gardes. »

« J'affirme encore et démens formellement M. *Chabroud*, et j'assure sur mon honneur qu'il n'a pas été tiré un seul coup de mousqueton par les Gardes-du-Corps dans tout le Château. L'homme tué et déposé sous les fenêtres du Roi, l'a été par les brigands en tirant sur les Gardes-du Corps qui secouroient MM. *Durepaire* et *de Miomandre*. La Garde Nationale est témoin de ce fait, et on en offre la preuve. »

Digitized by Google

« On peut assurer qu'il n'a été tiré qu'un seul coup de pistolet du côté des écuries du Roi par les Gardes-du-Corps de l'extérieur du Château, dans le moment où un Garde-du-Corps, qu'on vouloit assommer, fut sauvé par son frere qui le ramena à la troupe. »

« J'ai assisté au dîner et au dejeûner; tout s'y est passé avec autant de decence que d'honnêteté et de cordialité; et je déclare formellement qu'il n'a été tenu aucun propos contre la Cocarde ni contre la Garde Nationale, et que le Corps n'a jamais porté d'autre Cocarde que celle qui est uniforme. »

A Paris, ce 1er. Octobre 1790. *Signé*, LUILLIER, Maréchal-des-Logis des Gardes-du Corps du Roi, Compagnie Ecossoise.

Le prétendu calme de Brest a duré huit jours. De nouveaux excès ont éclaté. Les équipages se communiquent leurs desseins de révolte par des signaux; ils les exécutent en passant d'un bord à l'autre sur les canots. Les Commandans et la Municipalité de Brest s'accusent mutuellement. On a livré des pancartes avec promesse d'une médaille et de toute protection, aux gens du *Léopard*, congédiés. La fermentation ne diminue point, et n'aura vraisemblablement de terme que par le désarmement, ou par la retraite des Officiers.

« On a imprimé la semaine dernière, lu, vu, vendu dans tout Paris, une lettre anonyme adressée de Rouen à M. *Bailly*, et mise en lumieres, dit on, par le Comité des Recherches, où l'on instruit amicalement le Maire

Digitized by Google

de Paris d'une Conspiration tramée en Normandie, pour enlever le Roi et le conduire à Rouen. Trois mille Gentilshommes formeront un Camp volant. Mde. la Duchesse *de Villeroi* est l'ame du complot, et gagne les Citoyens de Rouen : 600 signatures ont été remises au Roi par M. *Villequier*. Les Chefs du Régiment Suisse de Salis et de Dauphin Dragons, se sont assurés de leurs Troupes ; les Chefs de la Fédération de Rouen entrent dans le complot. Le Roi mettra le pain à un sou ; il dissoudra l'Assemblée Nationale : de nouveaux Députés accepteront la Déclaration du 23 Juin dans un lit de Justice. Les Conspirateurs Normands correspondent par chiffres avec M. *de Villequier* ; ils viennent d'adresser des paquets à MM. l'Archevêque de Toulouse, l'Abbé *Maury*, *Bergasse* et *Cazalès*. M. de la *Bourdonnaye de Blossac* est un des principaux Conspirateurs. Ils préparent deux mille cages de fer, dont deux destinées à MM. *Bailly* et *la Fayette*. On égorgera ensuite mille Patriotes. M. *Brissot* ajoute dans sa Feuille, que le 28 Octobre est le jour d'exécution, et qu'on doit faire sauter les *Patriotes* de l'Assemblée Nationale, assassiner MM. *de la Fayette*, *Bailly*, *Camus*, *Péthion*, et lui *Brissot* qui est aussi un Personnage, *un grand homme*. »

Tel est l'abrégé fidèle des infamies scandaleuses dont la Police a souffert la vente publique, que M. *Bailly* a laissé vendre et crier en tous lieux, sans daigner avertir du moins qu'il étoit innocent de la publicité de ce Libelle, et que l'imbécille scélérat qui écrivoit ces horreurs étoit un ANONYME. Nous savons

Digitized by Google

que MM. *de Villequier* et *de la Bourdonnaye* ont déjà représenté au Maire de Paris, leur étonnement de voir son nom compromis dans cette atrocité. Elle n'a pas d'autre but que de distraire les esprits de la Procédure du Châtelet, d'exciter la fureur publique contre ceux qu'on a l'insolence criminelle de nommer dans ce Libelle, d'échauffer le Peuple, et de de le faire apparemment servir à quelques nouveaux desseins. M. *Bergasse* vient de s'élever contre les infames Propagateurs de ces sottises. Voici sa Déclaration.

« Je viens de lire dans le Journal d'un homme accoutumé à calomnier (1), et à dévouer à la fureur du Peuple tous ceux qui ne pensent pas comme lui, le plan d'une conspiration imaginée, dit-on, en Normandie, dont l'objet est de transporter le Roi à Rouen, de le mettre à la tête d'un Camp volant de trois à quatre mille Gentilshommes, de marcher ensuite sur Paris, d'y égorger MM. *la Fayette* et *Bailly*, et même M. *Thouret*, et sans doute après ramener l'ancien régime. »

« Je ne crois pas plus à cette conspiration qu'à toutes celles dont on nous berce depuis si long temps. Je suis bien persuadé qu'il y a plus d'une Province qui desireroit que le Roi accomplit la promesse qu'il a faite de visiter son Royaume, et ce desir qu'elles peuvent exprimer une seconde fois, comme elles l'ont fait le jour de la Fédération, ne me paroîtroit point un crime ; car, pour que

(1) Le *Patriote François*, par *J. B. Brissot*.

Digitized by Google

la liberté existe, il faut que le Peuple *de la Capitale et celui des Provinces* jouissent du droit de faire parvenir leurs desirs au Roi, de la même manière qu'à l'Assemblée Nationale, et que la faculté de recourir à l'un ou à l'autre de ces deux pouvoirs suprêmes, soit également permise. »

« Quoi qu'il en soit, je me trouve, par une lettre anonyme (insérée au Journal dont je parle) impliqué dans la prétendue conjuration. On fait même de moi un des centres de correspondance de cette conjuration. »

« Or, je défie ici, de la manière la plus formelle, et l'Auteur de la lettre anonyme, et le Journaliste qui, pour satisfaire une basse vengeance, a la témérité de l'insérer dans ses Feuilles, d'établir que je sois pour quelque chose dans une conjuration aussi odieuse et aussi bisarre en même temps, que celle qu'ils ont eu l'extravagance d'inventer. »

« Certes, mes principes sont connus, et il faut être bien hardi pour oser me faire partisan de complots qui auroient pour objet des massacres et des assassinats. On sait que mes opinions different de celles adoptées par l'Assemblée Nationale; mais on sait en même temps que je n'ai jamais combattu les opinions de l'Assemblée qu'avec les armes de la raison, que je ne pense pas qu'il convienne en aucun temps de les combattre avec d'autres armes, parce que celles-là suffisent, et que sur toutes choses j'ai une aversion insurmontable pour l'ancien régime. »

« Après cela, comment s'est-on permis de troubler mon repos par une calomnie aussi folle que celle dont je me plains? »

« Au reste, je n'ai jamais quitté la France,

Digitized by Google

et je ne la quitterai pas jusqu'à la fin des opérations de l'Assemblée Nationale. Je ne me démettrai pas davantage de ma place de Député, et cela par deux raisons; d'abord, parce que je conserve encore l'espoir de voir arriver le moment où je pourrai développer les idées que j'avois conçues pour le bonheur et la liberté de mon pays. Ensuite, parce que je veux dans tous les temps me trouver à portée de répondre, et au Peuple qu'on égare et qui me méconnoît, et à cette foule de calomniateurs qui ne s'élèvent de temps en temps contre moi, que parce que ceux qui les soudoient craignent un peu trop qu'il ne m'arrive un jour de manifester à leur détriment des vérités sévères. »

« Cette conduite n'est celle ni d'un conspirateur, ni d'un esclave. »

Paris, ce 4 Octobre 1790.

BERGASSE.

P. S. Par un Billet inséré aujourd'hui dans le Journal de Paris, M. *Bailly* vient de déclarer que le Libelle de Rouen ne *lui avoit pas été adressé.*

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 1^er^. Octobre 1790, sont : 71, 17, 47, 26, 87.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 28 Septembre 1790.

Enfin, la Diète est convenue dans ses dernières délibérations de quelques-uns des Points fondamentaux du Gouvernement de la République. Il est aisé d'apercevoir dans ce travail l'empire de plusieurs préjugés; mais aussi celui d'une crainte patriotique de se livrer à des changemens inappréciables, de sacrifier l'Etat à l'incertitude des Opinions, et de renverser toutes les Lois anciennes au lieu de les réformer. Ce caractère de prudence qui distingue de vrais Législateurs des Fabricans de Constitutions à coups de hâche, épargnera à la République des torrens de sang, et une mul-

Digitized by Google

titude de calamités publiques et particulières.

Les quatre premiers Points de Lois Cardinales, décrétés, concernent la Religion.

1°. La Religion Catholique Romaine, la Grecque *unie* et *non unie* seront dominantes en Pologne et en Lithuanie; tous les droits qui appartiennent à l'Eglise seront conservés. 2°. On ne pourra devenir Roi de Pologne et Grand Duc de Lithuanie sans être né ou sans avoir embrassé la Religion Catholique Romaine; la Reine sera de la même Religion. 3°. Ceux qui quitteront la Religion dominante pour en embrasser une autre, seront poursuivis criminellement. 4°. Ceux qui professent d'autres dogmes que ceux de l'Eglise, et dont la profession a été tolérée jusqu'à présent, n'y seront point troublés, non plus que dans l'exercice des cérémonies religieuses : en général, personne ne pourra être inquiété par aucun Tribunal, pour des opinions.

Par un effet de cette Loi, l'Archevêque de Kiovie du Rit *Grec-Uni* a été introduit le 9 dans le Sénat.

Le cinquième Décret a pour objet l'indivisibilité de la République, et défend de proposer ou d'entreprendre à l'avenir aucune cession, ou échange quelconque d'une partie des Etats de la République. Cette Loi paroît aller au delà de son objet. Sera-t-elle observée

Digitized by Google

lorsqu'une guerre malheureuse, ou d'importantes convenances nécessiteront une cession, ou un échange ? Autant valoit prohiber tous Traités de paix qui emporteroient une aliénation quelconque des domaines de l'Etat, et ordonner aux armées de la République d'être toujours victorieuses. Au reste, si l'on est d'accord sur le principe de cette Loi, on ne l'est pas encore sur sa rédaction.

Dans la Séance du 9, on a consacré le principe fondamental de la Constitution, qui réserve aux Nobles seuls la participation au Pouvoir Suprême, Législatif et Exécutif. Ainsi les Requêtes de quelques Corporations ont manqué leur effet, et les Bourgeois demeurent exclus de la Souveraineté Nationale.

Par une autre décision long-temps débattue, la Diète a conservé au Roi la nomination aux Dignités et aux Emplois. En vertu de cette prérogative, la plus importante de celles de la Couronne, S. M. reste en possession de créer les Sénateurs Ecclésiastiques et Séculiers, les Ministres d'Etat, les Grands Officiers de la Couronne et de Lithuanie, les Dignitaires de l'Ordre Equestre ; de nommer aux Archevêchés, Evêchés, et à plusieurs Abbayes par Concordat avec *Benoît XIV* ; de conférer les principaux Emplois Militaires, et les Starosties.

Le nombre des Ministres d'Etat a été jusqu'ici de quatorze : la Diète a sagement

Digitized by Google

arrêté d'en retrancher plusieurs, entre autres les Généraux de Camp de la Couronne et de Lithuanie. Quant à la succession au Trône qui forme le sixième article des Lois Cardinales, la Diète a montré son respect envers ses Commettans, en se renfermant dans les bornes de son autorité, et en renvoyant aux Diétines de décider si l'on conservera l'Election libre du Roi, ou si l'on adoptera la Succession héréditaire.

Le Décret relatif à l'indivisibilité de la République, avoit un rapport évident avec la demande faite par le Cabinet de Berlin, de la cession de Dantzick et Thorn. Cette Loi ne pouvoit préserver Dantzick, ou de sa ruine immédiate, ou de la nécessité de changer de Protecteur. Dans l'alternative de perdre son Commerce, ou de devenir Prussienne, cette Ville probablement s'exécutera sans l'aveu de la Diète, en se donnant elle-même un nouveau Suzerain. On fut instruit, le 9, à Dantzick, que, suivant le Traité de Commerce près d'être conclu entre la Prusse et la République de Pologne; « Le Droit d'Etape dont jouit la Ville de « Dantzick, seroit supprimé, et que les Polo- « nois jouiroient de la navigation libre sur la « Vistule jusqu'à son embouchure dans la « mer. En vertu de cette liberté, ils pour- « roient expédier eux-mêmes les productions « de leur pays, et faire venir en échange par « mer telles marchandises dont ils auroient « besoin, sans être obligés de se servir de la « voie de Dantzick. A cet effet, il leur seroit « assigné une place d'Etape, sur le Nouveau-

Digitized by Google

« Fahrwasser, lequel appartenant actuelle-
« ment à S. M. Prussienne, il seroit payé
« pour cette liberté à la Prusse deux pour
« cent de toutes les marchandises qui y pas-
« seroient, sur le même pied que de celles
« qui sont destinées pour Elbing; que de
« celles qu'on transporteroit à Dantzick,
« l'on continueroit il est vrai de payer douze
« pour cent, mais que dans la suite il pour-
« roit y être pourvu, et qu'en fixant une
« taxe plus modérée sur les marchandises,
« assujetties à la Douane, l'on travailleroit
« aussi en faveur de Dantzick. »

Cette nouvelle consterna les Habitans de Dantzick. Le Magistrat ayant convoqué, le 11, les Trois Ordres, le troisième qui représente le Corps de la Bourgeoisie, fit éclater son mécontentement, et demanda une Déclaration au Roi de Pologne, par laquelle on lui signifieroit que si la République ne conserve pas à Dantzick ses Droits et Priviléges, cette Ville pourvoira elle-même à son salut, et cherchera un autre Protecteur. La Régence et les Echevins, qui forment les deux premiers Ordres, combattirent cette résolution; les débats furent opiniâtres, et durèrent jusqu'au 13; enfin, le troisième Ordre inébranlable, a pris sa détermination séparée, et a envoyé à Varsovie deux Négocians, en qualité de Députés chargés de sa Déclaration.

La Cour de Pétersbourg vient de publier le récit d'une victoire remportée, le 8 et le 9 de ce mois, par son Contre-Amiral *Ouschakof*, sur la flotte Ottomane, entre l'isle de Tendros et Codgia Bey, sur la mer Noire. S'il faut en croire

Digitized by Google

ce rapport de la main du Prince *Potemkin*, il y a eu deux combats, dont le premier indécis. Dans le second, le vaisseau Amiral Ottoman, nommé la *Capitania*, de 74 canons, a sauté en l'air : les Russes en ont pris un autre de 66 canons, commandé par *Seyd Bey*, Pacha à trois queues, et une corvette. La flotte ennemie, dit le Prince *Potemkin*, a été entièrement dispersée, et cette victoire éclatante coûte aux Russes..... le devinera-t on? *dix à douze hommes.* On est fâché que la relation n'ajoute pas que, le canon Ottoman a même guéri les malades, et rajeuni les Invalides de l'escadre Russe.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 29 Septembre.

Le 19 de ce mois, le Cardinal *Migazzi*, Archevêque de cette Capitale, a donné la bénédiction nuptiale à l'Archiduchesse *Clémentine* mariée au Prince héréditaire de Naples, qui a été représenté par l'Archiduc *Charles*; ensuite à l'Archiduc *François* et à la Princesse *Thérèse* de Naples; enfin, à l'Archiduc *Ferdinand* et à la Princesse *Louise* de Naples. Quatre jours après (le 23) le Roi, accompagné de la Reine et des Archiducs *Charles* et *Léopold*, est parti pour Francfort. Leurs Majestés Sici-

Digitized by Google

liennes et les Archiducs *François* et *Ferdinand* avec les Princesses leurs épouses ont pris la même route, le lendemain. Les Ministres des Républiques de Gènes et de Lucques sont les seuls Membres du Corps Diplomatique qui se soient rendus au Couronnement : suivant l'itinéraire de la Cour, le Roi arrivera le 30 à Aschaffenbourg, où il séjournera jusqu'à son entrée solennelle à Francfort. — Le Prince *de Colloredo*, Vice-Chancelier de l'Empire, et le Ministre d'Etat Comte *de Cobentzel*, ont pris la route de Nuremberg, et précéderont LL. MM.

Avant son départ, le Roi a donné, en ces termes, sa Réponse définitive à la Députation Hongraise.

« Je ne puis agréer d'autre Diplome que celui qui correspondra parfaitement au Diplome de *Charles VI* et de *Marie-Thérèse*; et comme le voyage de Francfort m'empêche actuellement de me rendre à Bude pour m'y faire couronner, je désire que ce couronnement puisse avoir lieu le 15 Novembre prochain, à Presbourg. Je me vois en outre obligé de déclarer inconstitutionnels et illegaux, les Arrêtés des Representans de la Nation assemblés à Bude, parce que cette Diete n'a été tenue ni en ma présence, ni en celle d'aucun Commissaire Royal. Ainsi, apres le couronnement de Presbourg, je donnerai les ordres nécessaires pour la convocation d'une Diete régulière. »

On a arrêté en Hongrie plusieurs Officiers des Régimens Nationaux : ils sont

Il y

Digitized by Google

prévenus d'avoir tenté d'ébranler la fidélité des Troupes, en les excitant à se mêler des affaires publiques. — Sur la demande des Hongrais, trois bataillons d'Infanterie qui venoient d'arriver de la Moravie, se sont mis en marche pour Bude.

Le nouveau Conseil de guerre est composé du Maréchal *de Wallis*, Président, et des Généraux Comte *de Tige*, Baron *de Brown*, Comtes *de Wartensleben*, *de Lilien* et *de Léonardo*. Aux Commandans des Provinces, dont nous avons antérieurement indiqué la nomination, il faut ajouter, pour la Hongrie, le Maréchal Prince *de Cobourg*.

De Francfort sur le Mein, le 4 Octobre.

Le 30 Septembre, les trois Electeurs Ecclésiastiques, et le Corps des principaux Ministres des cinq autres Electeurs absens, se sont rendus en grande cérémonie au Chapitre de St. Barthelemi, où après l'Office, célébré par le Suffragant de Mayence, et le serment prêté, ils sont entrés dans le Conclave d'Election, fermé, ainsi que la porte du Chœur, par le Comte *de Pappenheim*, Maréchal héréditaire de l'Empire. Le choix d'un Empereur est tombé unanimement sur *Léopold*, Roi de Hongrie, qui a été proclamé sur le champ en cette qualité par le Comte *de Leyen*,

Digitized by Google

Prévôt du Chapitre de Mayence. Le Duc *Charles de Mecklenbourg* a été nommé par le Collége Electoral pour aller porter au Roi *Léopold*, à Aschaffenbourg, la patente d'élection *de Roi et Empereur Elu des Romains.*

L'Electeur de Cologne, l'Archiduchesse *Christine*, les Electeurs de Mayence et de Trèves sont partis le soir même du jour de l'Election, pour Aschaffenbourg. Suivant l'usage et la Loi, tous les Etrangers sans distinction sortirent de la Ville, et n'y rentrèrent qu'après l'Election consommée. Trois jours auparavant, la Régence et la Bourgeoisie de notre ville Impériale s'étoient assemblés au *Rœmer*, et conformément à la Bulle d'Or, y prêtèrent le serment de protection et d'assurance, en présence de l'Electeur de Mayence et de tous les Ministres Electoraux. — Le Couronnement est toujours fixé au 8 de ce mois.

Les Députations d'Aix-la-Chapelle et de Nuremberg, sont arrivées ici, hier, avec les ornemens Impériaux, et autres choses nécessaires au couronnement; ceux que l'on conserve dans la première Ville, sont 1°. un livre d'Evangiles, écrit en lettres d'or; la reliure est ornée de pierres précieuses; l'Empereur prête le serment sur ce livre. 2°. Une capsule garnie en perles et pierres fines, renfermant de la terre imprégnée du sang de S. Etienne le martyr; 3°. une épée de Charlemagne qui sert à faire des Chevaliers; le nouvel Empereur en est ceint. Les ornemens

Digitized by Google

de Nuremberg consistent, 1°. dans la Couronne d'or de l'Empire; elle pèse 14 marcs et 6 onces; 2°. dans le sceptre de l'Empire; 3°. dans le globe de l'Empire; 4°. dans une autre épée de Charlemagne, enfin dans tout le vêtement Impérial, fondé par cet Empereur et dans d'autres reliques.

Les Liégeois seront un peu étonnés de la tournure que paroît prendre le dénouement de leur Révolution. Ils ont cru qu'ils braveroient l'Empire entier, et lui feroient la Loi comme ils l'ont faite à leur Evêque et à quelques Tréfonciers. Sérieusement, ils avoient délibéré une Pancarte, sous le titre *d'Avis des Sections*, où les Bourgeois de Liége traitent les Tribunaux de l'Empire, d'insensés, de barbares, de cruels, de tyranniques, imposoient à l'Empereur et à l'Empire, les conditions auxquelles ils se prêteroient à rester unis au Corps Germanique. Moyennant l'expulsion de leur Evêque, l'égalité parfaite entre tous, et la consécration absolue de toutes leurs prétentions, ils promettoient de pardonner, et de traiter lorsqu'il ne resteroit plus rien à traiter. Les Districts de Liége ont nommé cela des *Préliminaires*, et en ont fait une Instruction pour les Députés qu'ils ont envoyés ici. Malheureusement, le Corps Germanique a aussi ses *Préliminaires*. On assure très-positivement que les Ministres des Cercles du Bas-Rhin et de Westphalie

Digitized by Google

qui se trouvoient à Maseick, ont été rappelés, qu'on leur substitue d'autres Commissaires chargés de pacifier l'Evêque avec les Habitans de la Principauté, et que M. *Dohm*, qu'on accuse de partialité manifeste, sera remplacé par le Baron de *Stein*, Ministre de Prusse à Mayence. On ne connoît cependant qu'imparfaitement les bases de conciliation; on croit qu'à la fin du mois les Troupes de l'Empire entreront à Liège: quoiqu'il en soit de ces conjectures, on ne peut s'empêcher de présumer que M. le Prince de *Rohan*, Archevêque de Cambray, deviendra dans peu Evêque et Régent de Liège *in partibus*.

On avoit ridiculement exagéré le soulèvement de quelques Villages de la Misnie contre les Corvées Seigneuriales. Les Troupes en ont bientôt imposé aux Paysans qui commettoient des violences; la justice a achevé l'ouvrage de la fermeté; la Commission instituée pour examiner les plaintes des gens de la Campagne, a procédé avec modération et équité; les Paysans sont rentrés dans le devoir, et ont acquitté aux Possesseurs des terres Nobles, les services dont la légitimité a été constatée.

Il est fastidieux de chercher la vérité au milieu des relations contradictoires, publiées par le Congrès Belgique et par les Autrichiens, au sujet des combats des 21, 22, 23 et 28 Septembre. Le

Digitized by Google

seul résultat clair est que, la Croisade Belgique ayant passé la Meuse, attaqua en plusieurs colonnes les Autrichiens, qui les repoussèrent par-tout, écrasèrent le Corps du Général *Kohler*, s'emparèrent des bagages, des canons, des caissons, des scapulaires, et du *labarum*. Ainsi, l'expédition des Belges sur le Limbourg a totalement avorté. Leur Général *Kohler* prétend néanmoins être revenu à la charge le 28, et avoir détruit une batterie Autrichienne sur la Meuse. Le Congrès amplifie cet événement dans ses Bulletins. Les Autrichiens lui donnent le démenti; il faut donc s'en tenir qu'aux faits réels, savoir que les Croisés ont été repoussés dans toutes leurs attaques, et qu'avant 15 jours, l'armée Autrichienne qui presse sa marche, fera finir ce jeu sanglant et inutile.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 7 Octobre.

La dernière réponse de la Cour de Madrid a accéléré les résolutions définitives de notre Gouvernement. S'il est vrai, comme on l'a répandu universellement, que, dans cette réponse, le Roi d'Espagne prétextoit la nécessité d'assembler sa Noblesse avant de se déterminer, l'annonce d'une pareille convocation n'a pu être considérée ici que

Digitized by Google

comme un moyen dilatoire, propre à éterniser la négociation, à éviter tout *Ultimatum*, et à rendre immobiles nos armemens. Il faut qu'ils agissent, ou qu'ils rentrent dans le bassin; l'incertitude ne peut-être prolongée, et c'est pour y mettre fin qu'à l'issue d'un Conseil tenu le 4, et où tous les Ministres ont assisté, à l'exception du Chancelier et du Marquis *de Stafford*, absens, on a expédié un Courrier du Cabinet à Madrid, avec ordre à M. *Fitz-Herbert*, notre Envoyé, de quitter cette Résidence, si dans un temps fixé, il n'obtient pas l'accession formelle de la Cour de Madrid, au seul arrangement qui puisse prolonger la paix entre les deux Etats. La certitude de la guerre ne tient plus qu'à ce dernier fil; c'est à ceux qui connoissent les principes du Gouvernement Espagnol, ses intérêts, ses forces, ses espérances, ses ressources, et l'empire des conjonctures, à prévoir la résolution qu'il embrassera.

Ses lenteurs ont aigri les esprits, et donné ici aux passions politiques le temps de s'enflâmer. Pleine de confiance dans ses forces et dans la vigueur du Gouvernement, la Nation commence assez généralement à desirer la guerre; l'Espagne lui paroît une proie à dévorer, et l'on ne s'informe pas même si les motifs de cette rupture la rendent utile ou nécessaire. L'opinion marche

Digitized by Google

sur les traces du Cabinet, et en presse l'activité. Personne ne doute qu'il n'agisse d'après un plan très-prémédité, et qu'après en avoir essayé l'exécution par la voie des Négociateurs, il ne développe enfin toute la Puissance Britannique.

Soixante vaisseaux de ligne sont prêts à mettre à la voile, et l'armement de 20 autres s'accélère avec une promptitude sans exemple. Chaque Semaine, il émane de nouvelles Commissions de l'Amirauté; les Chantiers, les Ports, les Arsenaux maritimes travaillent sans interruption. L'Amiral *Barrington*, de retour à Spithéad, a hissé son Pavillon à bord du *Formidable*, de 98 canons; Mylord *Howe* y est attendu incessamment, et tout annonce qu'avant peu, la grande flotte s'ébranlera.

Le 2, on reçut ordre à Portsmouth d'approvisionner pour six mois le *Malbourogh*, de 74 canons; le *Cumberland*, de 74; l'*Ardent*, de 64; le *Lion*, de 64, et deux frégates. A la hauteur de Plymouth, l'*Orion*, de 74, se joindra à cet Armement, qui doit se rendre aux Indes Occidentales, sous les ordres du Contre-Amiral *Cornish*.

Le 1^er^. de ce mois, le Roi a de nouveau prorogé le Parlement, du 12 Octobre au 26 Novembre. Ce n'est pas un indice de paix. La même Gazette de la Cour, qui a donné connoissance de cette proroga-

Digitized by Google

tion, a annoncé la promotion du Capitaine *Keith-Stewart* au rang de Contre-Amiral. Cet Officier, frère de Lord *Gallowhy*, est un des plus anciens et des plus distingués de la Marine Angloise; il commandoit en second au fameux combat de Doggers-Bank.

Vendredi dernier, le Capitaine *Berkeley*, Commandant le sloop le *Fairy*, est arrivé de Gibraltar à l'Amirauté, après une croisière d'observation, sur les côtes Espagnoles. Il a rapporté des dépêches du Général *O Hara*, qui commande à Gibraltar, et auquel il a fait part de ses observations. Suivant son rapport, les Espagnols forment un Camp en Andalousie, et n'épargnent dans leurs ports aucuns préparatifs de guerre. D'après ces nouvelles, le Général *Boyd*, Gouverneur en Chef de Gibraltar, a reçu ordre de préparer son départ.

Toutes nos Feuilles ont imprimé l'Exposé qu'a produit pardevant le Conseil Privé, le Capitaine *Mac-Donald*, du traitement que lui a fait subir le Commandant d'une frégate Espagnole. Leur rencontre eut lieu le 6 Août dernier, dans le golfe de Floride. M. *Mac-Donald* revenoit de la Jamaïque en Europe avec son bâtiment chargé, le *Trelawny Planter*. Il suivoit le courant le long des côtes, lorsque le Capitaine Espagnol l'arrêta, et le fit conduire à son bord. Pendant qu'on visitoit son vaisseau, on lui fit passer la nuit sur le pont, couché entre deux canons et le nés au vent. Le lendemain matin, le Capi-

Digitized by Google

taine Espagnol le fit deshabiller, et coucher sur le dos entre deux poutres, le cou fixé par un cadenat, et les jambes par une charnière. Il resta quatre heures dans cette attitude, exposé au soleil brûlant, et auroit péri sans l'humanité des Matelots Espagnols, qui lui couvroient la tête de leurs vêtemens, lorsqu'ils n'étoient pas aperçus de leurs Officiers. La conduite de M. *Mac-Donald* fut ferme: il demanda à l'Espagnol de quel droit il violoit une mer libre; il ouvrit sa poitrine, et pria son bourreau de le faire tuer par ses Soldats, plutôt que de le livrer à un si indigne traitement. Au bout de seize heures lui et sa frégate furent relâchés : il est arrivé en Angleterre le 19 Septembre. La frégate Espagnole se nomme le *Rousillon* et son Capitaine, *Don Francesco Vidal*. Vraisemblablement celui-ci aura pris M. *Mac-Donald* pour un Contrebandier; mais rien ne peut excuser l'atrocité de sa conduite. Si le Patient a dit vrai, la Cour d'Espagne doit à son honneur de faire punir sévérement l'Officier Espagnol.

Les trois pour cent consolidés sont tombés de 78 et demi à 76 et demi.

FRANCE.

De Paris, le 13 Septembre.

Assemblée Nationale.

Nous avons promis le Discours de M. l'Abbé *Maury*, qui n'est point entré dans la discussion de la Procédure du Châtelet, ni du Rapport de M. *Chabroud*. Il s'est borné à caractériser cet œuvre de parti, et à en repousser les principes

Digitized by Google

généraux. Nous choisissons les principaux fragmens, qui nous ont forcément échappé la semaine dernière.

« Après la lecture rapide d'un Rapport qui a rempli deux longues Séances, et qui ne nous a pas encore été distribué, il est bien difficile, sans doute, de saisir les assertions et les principes qui provoquent dans ce moment, notre discussion. M. *Chabroud* a développé toute la subtilité de son esprit pour analyser cette Procédure; il a dirigé les faits vers le but qu'il s'étoit proposé. Il a poursuivi les témoins comme des accusés; il n'a rien négligé pour découvrir des contradictions ou des fausseté dans leurs dépositions, qu'il a tâché de réfuter les unes par les autres. Quand les témoignages embarrassoient notre Rapporteur, et échappoient à toutes les ruses de sa dialectique, il nous a dit que les témoins n'avoient pas vu ce qu'ils avoient cru voir, qu'ils n'avoient pas pu entendre ce qu'ils déclaroient avoir entendu. Il a suivi, dans l'examen des faits, une règle de critique qui a égaré tant d'Historiens, en ramenant toujours la vérité aux caractères de la vraisemblance. Il a conjecturé que tout étoit conjectural dans cette Procédure criminelle. Au lieu du Rapport impartial que nous attendions, on nous a présenté un Plaidoyer, ou plutôt un Panégyrique en faveur des accusés. Tous les moyens d'apologie qui nous ont été présentés, appartiennent au fond de la cause dont nous ne sommes pas Juges. Il s'agissoit d'examiner s'il y avoit lieu à accusation contre quelques-uns de nos Collègues; mais on nous a fait entiérement perdre de vue l'état de

Digitized by Google

la question. M. le Rapporteur a entrepris de prouver qu'ils n'étoient point coupables. En écoutant attentivement ce long Mémoire justificatif, je croyois assister à une Audience de la Tournelle, où l'on auroit plaidé en présence d'un Tribunal prêt à prononcer un Arrêt de mort. »

« Ce n'est pas contre la Révolution, c'est contre des coupables dont personne n'oseroit entreprendre l'apologie, qu'est dirigée l'instruction commencée au Châtelet. Plusieurs Membres de cette Assemblée sont compromis dans les dépositions reçues par ce Tribunal. Nous ne sommes pas les Juges de nos Collegues. Nous n'avons le droit ni de les condamner, ni de les absoudre. Il est de notre devoir de les faire juger. La Procedure n'est pas encore complete. Tous les témoins désignés n'ont pas été entendus. Une addition d'information, les interrogatoires, les récollemens, les confrontations peuvent répandre une nouvelle lumière sur cette instruction, qui ne seroit encore connue de personne, si nous avions suivi la marche ordinaire des Tribunaux, et même les dispositions littérales de nos propres Decrets. »

« Qui de nous oseroit prendre sur lui d'arrêter la recherche de la verité, et d'anéantir le premier acte de la Procédure criminelle? L'honneur et la tranquillité de nos Collègues doivent nous interesser, sans doute; mais le Corps Législatif est appelé, dans ce moment, à élever plus haut ses pensées. C'est l'honneur de l'Assemblée Nationale elle-même qui exige que cette horrible affaire soit approfondie avec le plus grand soin. La France nous entend, et l'Europe va nous juger. Toute exception en matiere crimi-

Digitized by Google

nelle est indigne des Représentans de la Nation. La mission honorable dont ils sont revêtus, ne doit servir qu'à les faire juger avec plus de sévérité, s'ils sont coupables. »

« Ce ne sont pas, sans doute, des lettres d'abolition qu'ils nous demandent. Il n'est pas plus en notre pouvoir de les accorder, qu'il n'est dans leur intention de les obtenir. Or, nous ne pourrions décréter en leur faveur qu'une déshonorante abolition de délit, si nous les séparions des autres accusés que le Ministère Public poursuit au Châtelet. »

« Pour condamner nos Collègues, nous aurions besoin d'examiner si la Procédure est concluante, nous n'avons besoin que de la lire pour les faire juger. Il suffit que les crimes qu'on ose leur imputer, soient possibles, pour qu'un Jugement définitif, portant décharge d'accusation, devienne absolument indispensable. Vous n'avez pas oublié, Messieurs, cet acte mémorable d'autorité, qui fit enlever du Greffe du Parlement de Paris, les minutes de la Procédure commencée contre feu M. le Duc *d'Aiguillon*. Vous renouvelleriez le même abus de pouvoir, si, en vertu d'un Décret qui déclareroit n'y avoir pas lieu à aucune accusation contre vos Collègues, vous anéantissiez une Procédure à peine ébauchée. Le Corps Législatif ne souillera point ses Registres d'un pareil monument du despotisme. »

« Eh! qu'on ne dise pas qu'en accordant aux Tribunaux le droit de décréter indistinctement les Représentans de la Nation, comme tous les autres Citoyens, on pourroit ainsi enchaîner arbitrairement dans les liens d'un Décret, tous les amis du bien public dont on redouteroit l'influence. Ce n'est

Digitized by Google

point par des possibilités, c'est uniquement par des probabilités que votre sagesse doit se conduire. Une supposition arbitraire ne prouve jamais rien : mais quand cette supposition est poussée à l'extrême, elle fait bien pire que de ne rien prouver en faveur de celui qui l'imagine; elle démontre alors l'impuissance de se défendre, et le désespoir d'une cause réduite aux plus absurdes et aux plus chimériques expediens. »

« A ce nom sacré de l'honneur qui presse nos Collègues accusés, de solliciter un Jugement, se joint la voie de leur propre intérêt, qui les appelle dès ce moment aux pieds des Tribunaux. Car enfin notre inviolabilité aura un terme. Cette Assemblée ne peut pas durer toujours. Dès que notre mission sera expirée, nous rentrerons dans la classe commune des Citoyens, et alors il faudra bien que nos Collègues se présentent à leurs Juges sans aucun intermédiaire. Nulle précaution ne peut les soustraire à cette inévitable responsabilité, parce qu'une continuation d'information peut amener de nouvelles charges, parce que les complices peuvent trahir d'importans secrets. »

« Vos principes dans cette matière sont déja connus de toute la Nation. Vous avez déja jugé qu'il y avoit lieu à inculpation contre M. le Vicomte *de Mirabeau*, et vous l'avez renvoyé au jugement d'un Conseil de guerre. Cet honorable Membre, qui vous avoit été dénoncé par son Régiment, convaincu dès-lors de l'insurrection la plus incontestable, avoit déja donné sa démission, et n'appartenoit plus au Corps Législatif, quand vous exerçâtes sur lui le droit de *suite*, malgré mes plus pressantes réclamations. Je

Digitized by Google

respecte votre sévérité, et je la rappelle aujourd'hui à l'impartialité que la Nation attend de vous. Vous n'aurez pas deux poids et deux mesures; et cette Assemblée ne nous retracera pas, sans doute, en action, la fable si philosophique des animaux malades de la peste. »

« Un autre exemple non moins récent fixe d'avance le Décret que vous allez rendre. M. l'Abbé *de Barmond*, notre honorable Collègue, vous a été déféré par votre Comité des Recherches. Le Rapporteur de ce Comité vous déclara *qu'il n'y avoit aucune preuve, aucune trace de complicité* entre la conduite de M. l'Abbé *de Barmond* et l'évasion de M. *de Savardin*. Je plaidai dans cette Tribune la cause de notre Collègue; je crus pendant une heure entière l'avoir soustrait aux poursuites de ses Adversaires; mais votre Décret empoisonna bientôt une jouissance si douce à mon cœur; vous décidâtes qu'il y avoit lieu à inculpation contre M. l'Abbé *de Barmond*; vous prorogeâtes son arrestation, qui dure encore, à la grande édification des amis de la Liberté, et vous renvoyâtes son jugement au Châtelet. »

« On ne dira pas, sans doute, que ces deux décrets furent sollicités par des hommes qui vouloient d'avance s'en faire un titre contre ceux de nos collègues qui sont compris dans les affreux événemens de Versailles. Ce furent MM. *de Mirabeau* et *Barnave* qui déterminèrent votre décision. »

« En vous présentant ces considérations, je m'abstiens de tous les moyens que me fourniroit l'analyse de la procédure. Je me borne à des principes généraux, parce que je ne regarde pas votre délibération comme un ju-

Digitized by Google

gement, mais comme une simple question de droit public. Votre Rapporteur a voulu instruire l'affaire comme si vous aviez dû la juger; et votre droit, ainsi que votre devoir, se réduit à la faire juger. »

« Relativement à la conspiration, M. le Rapporteur nous a dit qu'il n'apercevoit dans les horreurs de la journée du 6 Octobre, qu'un jeu cruel du sort, une fatalité qui confond toute la prudence humaine, et qu'il lui étoit impossible de découvrir dans la procédure, l'apparence d'un complot. J'ai lu attentivement cette procédure, et je déclare qu'il m'est démontré, comme à tous les esprits qui ne sont pas prévenus, que les forfaits de Versailles ont été le résultat d'une véritable conspiration. Un seul fait suffit pour donner à mon assertion la plus incontestable évidence. Il est prouvé par les dépositions unanimes d'une foule de témoins, que parmi cette multitude de brigands, dont le seul souvenir nous fait encore frissonner d'horreur, il y avoit un très-grand nombre d'hommes déguisés en femmes. Or, quand le Peuple vient seulement demander du pain à son Roi, et n'est pas en insurrection, il ne se masque pas de peur d'être reconnu. Tout travestissement suppose un projet, le besoin de se cacher; et parconséquent c'est le caractère d'un complot destiné à commettre impunément des crimes. »

« Je pourrois m'en tenir à cette seule observation pour convaincre tous les bons esprits. Mais à qui persuadera-t-on sérieusement que l'unité du départ à la même heure, l'ensemble de dix mille Personnes qui se rendent au même lieu, qui tiennent le même langage, qui portent les mêmes armes, qui annoncent

Digitized by Google

sur la route, la veille de cette journée à jamais déplorable, qu'elles ne sont pas pressées d'arriver à Versailles, parce que le rendez-vous n'est fixé qu'au lendemain à six heures du matin, qui en arrivant, font entendre les mêmes menaces, qui se mêlent avec des soldats, subornés le même jour, qui attendent, avec toute la patience du crime, pendant une nuit entière le signal des massacres, qui, à l'heure annoncée d'avance, se réunissent au même point, forcent la barrière qui environne le palais du roi; qui font retentir les cris d'imprécations et de blasphême contre la Majesté Royale, qui égorgent la Garde fidèle de nos Rois, qui pénètrent jusqu'à l'appartement de la Reine, et qui en souillant par l'effusion du sang, cette enceinte sacrée, ne regardent ces premiers crimes que comme le prélude d'un crime plus grand encore, destiné à déshonorer à jamais la Nation? A qui persuadera-t-on qu'un pareil accord ne suppose pas un complot? Ah! le hasard n'accumule pas des forfaits si atroces, et sur-tout si méthodiques. Il faut fermer les yeux à la lumière du soleil pour ne pas voir dans tous ces excès de scélératesse, préparés, annoncés, combinés, tous les caractères de la plus infâme conspiration; et lorsque nous fûmes témoins de ces scènes d'horreur, nul de nous ne douta qu'il n'y eût un plan, des chefs, des instrumens, au milieu d'une multitude qui obéissoit, sans le savoir, à des impulsions étrangères. Il y avoit une conspiration manifeste contre le Roi. On vouloit l'intimider, on vouloit l'éloigner, on vouloit le remplacer par un régent; on vouloit même probablement l'assassiner, et on consentit, par capitulation, à attenter à la liberté du Chef su-

Digitized by Google

prême de l'Etat, en le traînant, à main armée, dans sa capitale. La conspiration contre la Reine est encore plus évidente. Le sang a coulé dans ses appartemens; ses Gardes ont été massacrés à sa porte. L'auguste Fille des Césars, la digne Fille de *Marie-Thérèse*, cette Princesse que l'Europe entière admire, et qui doit tant de gloire à ses malheurs, n'échappa au fer des assassins qu'en s'évadant en chemise, à six heures du matin, pour aller attendre la mort aux côtés du Roi. »

« Que l'on ose contester tous ces faits, ou que l'on reconnoisse enfin les horribles combinaisons d'un complot digne d'être tramé dans le fond des enfers. Si on méconnoît encore le danger dont ces têtes précieuses n'ont été sauvées que par une protection particulière de la Providence, qui veille sur les destinées de cet Empire, il faut méconnoître le service immortel que rendirent à la Nation, dans ce moment de deuil et de carnage, les braves Grenadiers de la Garde Nationale de Paris. Ces Citoyens-Soldats vinrent s'emparer de l'anti-chambre du Roi pour en défendre l'accès aux assassins des Gardes-du-Corps. Je crois entendre dans ce moment, la voix publique de tous les bons François, qui les bénissoit comme les sauveurs du Royaume. Nous disions tous, en versant des larmes, que si la Garde Nationale avoit défendu la liberté contre la tyrannie, elle avoit su défendre le trône contre les brigands. Donnez aujourd'hui un démenti formel à notre reconnoissance; imposez silence à notre admiration patriotique, si vous méconnoissez un si mémorable service; si vous prétendez qu'une si glorieuse défense n'est pas une preuve invincible de la conjuration. »

« La

Digitized by Google

« La conspiration est prouvée, et toute conspiration doit être approfondie, et la procédure du Châtelet n'a été commencée que pour en suivre tous les rapports. »

« Mes conclusions ne peuvent pas être aussi favorables à M. le duc *d'Orléans*. Je ne prétends ni préjuger, ni entacher ce Prince; mais il est trop gravement accusé pour ne pas ambitionner lui-même un prompt jugement. S'il étoit coupable, il ne pourroit nous inspirer aucun intérêt. S'il est innocent, il doit obtenir justice contre ses Calomniateurs. »

« Sans rappeler les indices et les griefs qui ont précédé la journée du 6 Octobre, je vois dans la procédure que M. *d'Orléans* est accusé de s'être promené en habit peu décent au milieu de cette bande d'assassins; de leur avoir souri dans un moment où ses regards auroient dû les renverser, de leur avoir désigné les appartemens du Roi comme le point d'attaque où ils devoient se rendre; de n'avoir donné aucun signe de douleur, ni d'intérêt dans une circonstance où les augustes Chefs de sa Famille recevoient tant d'outrages, étoient exposés à de si affreux dangers, étoient entourés d'une consternation universelle, et où il étoit du devoir d'un premier Prince du Sang de verser jusqu'à la dernière goutte du sien pour défendre le trône. Je ne fatiguerai point votre douleur du récit lamentable des dépositions qui chargent M. le Duc *d'Orléans*: ma langue se refuse à articuler tant d'horreurs que j'ai devant mes yeux, et que je veux éloigner de ma vue; mais je dirai que l'opinion publique, entraînée par tant de bruits injurieux, étonnée du départ de M. le Duc *d'Orléans* pour l'Angleterre, à cette même époque où il ne devoit penser qu'à venger son

Digitized by Google

honneur, attend aujourd'hui que ce Prince oublie les prérogatives de son Rang et de sa Mission, pour subir le joug honorable de la Loi. Je sers mieux ses veritables intérêts en lui donnant un conseil sévère, que si je l'accusois par de lâches adulations. Il s'agit ici de l'honneur d'un petit-Fils *d'Henri IV*. Les égards qu'ils doit à ses ancêtres et à sa postérité, dont les rejetons peuvent être un jour appelés au trône, ne lui permettent aucune capitulation indigne de son grand nom. Le Corps Législatif dont il ne peut attendre ni grace ni justice doit donc l'inviter à faire triompher son innocence dans les Tribunaux. Ce n'est que là qu'il peut être jugé, honorablement déchargé, et venge de la calomnie dont les cicatrices ne sauroient être effacées que par la main des Ministres des lois."

" Je conclus donc à ce que l'Assemblée Nationale déclare qu'il y a lieu à accusation contre M. *d'Orléans*, et qu'elle le renvoie au Châtelet pour être juge. "

Discours lu par M. d'Orléans, *dans la Séance du Dimanche.*

MESSIEURS,

" Compromis dans la Procédure Criminelle instruite au Châtelet de Paris, sur la dénonciation des faits arrivés à Versailles dans la journée du 6 Octobre; désigné par ce Tribunal, comme étant dans le cas d'être décrété; soumis au Jugement que vous aviez à porter, pour savoir s'il y avoit ou s'il n'y avoit pas lieu à accusation contre moi, j'ai cru devoir m'abstenir de paroître au milieu de vous, dans les différentes Séances où vous vous êtes occupés de cette affaire. Plein

Digitized by Google

de confiance dans votre justice, j'ai cru, et mon attente n'a pas été trompée, que la Procédure seule suffiroit pour vous prouver mon innocence. »

« M. *de Biron* a pris hier, en mon nom, l'engagement que je ne vous laisserois aucun doute, que je porterois la lumière jusques dans les moindres détails de cette ténébreuse affaire : je n'ai demandé la parole aujourd'hui que pour ratifier cette obligation. Il me reste en effet de grands devoirs à remplir. Vous avez déclaré, Messieurs, que je n'étois pas dans le cas d'être accusé; il me reste à prouver que je n'étois pas même dans le cas d'être soupçonné; il me reste à détruire ces indices menteurs, ces présomptions incertaines, répandues avec tant de complaisance par la calomnie, et recueillies avec tant d'avidité par la malveillance. »

« Mais, Messieurs, ces éclaircissemens nécessaires doivent être donnés en présence de tous ceux qui auront intérêt de les contredire, et devant ceux qui auront droit d'en connoître. »

« Telles sont, Messieurs, les obligations que je viens contracter en ce moment; je me dois de les remplir, je le dois à cette Assemblée dont j'ai l'honneur d'être Membre, je le dois à la Nation entière. Il est temps de prouver que ceux qui ont soutenu la cause du Peuple et de la Liberté, que ceux qui se sont élevés contre tous les abus, que ceux qui ont concouru de tout leur pouvoir à la régénération de la France, il est temps de prouver que ceux-là ont été dirigés par le sentiment de la justice et non

Digitized by Google

par les motifs odieux et vils de l'ambition et de la vengeance. »

« Ce peu de mots que j'ai mis par écrit, je vais, Messieurs, les déposer sur le Bureau, pour y donner toute l'authenticité qui dépend de moi. »

Du Lundi 4 Octobre.

Après quelques discussions grammaticales sur la rédaction du Procès-verbal, après la lecture d'une lettre de l'Ambassadeur de France en Danemarck, qui s'est cru en conscience obligé d'envoyer son Serment Civique avant l'achevement de la Constitution, on a lu de nouvelles doléances de M. *de la Luzerne*, qui annonce que, malgre les soins des Chefs, des Officiers militaires et des Commissaires nommés par le Roi, la fermentation des équipages à Brest n'étoit point encore calmée le 29 Septembre ; que le vaisseau *la Ferme* a mis enfin à la voile, et qu'on se hâte de congédier l'equipage du *Léopard*, conformément au Décret sanctionné. Le Ministre fait part à l'Assemblée d'une particularité fort etrange ; c'est que chaque homme licencié reçoit un Diplome en forme de Lettres-Patentes, qui le recommande aux Municipalités et aux bons François, comme Sauveur de la Colonie, au nom de la Nation, de la Loi, du Roi et de la partie Françoise de St. Domingue ; Diplome délivré par une Chancellerie flottante, à bord du vaisseau le *Léopard*, surnommé le *Sauveur des François*, *par tant de degrés de latitude et de longitude ;* signé, D'AUGNY, *Président ;* BOURCET, *Vice-Président ;* DENIX et DEAUBONNEAU.

M. *de la Luzerne* ajoute que ces 480 Ma-

Digitized by Google

rins, prêts à être dispersés, s'attendent à recevoir une médaille qui leur est destinée. Un Décret renvoie la lettre et les incluses au Comité Colonial et au Comité de Marine, et ordonne à la Municipalité de Brest de s'opposer à la distribution de ces médailles; car il ne peut être dans le *sens d'une Révolution* légitime, de décorer les promoteurs de toute insurrection.

Pau et Navarreins se disputoient le Siège du Département. M. *Gossin*, Rapporteur du Comité de Constitution, a affirmé que dans les petites Villes il n'y a pas *d'opinion publique*, ou qu'elle y est *petite comme son centre*. Cette découverte géométrique, appuyée sur des événemens récens qui attesteront un jour la nécessité et la solidité d'une *opinion publique*, déployée dans de *grands centres*, a fait décréter la préférence en faveur de la plus considérable des deux Villes concurrentes.

De ces objets, on a passé à l'épineux remplacement des Gabelles. M. *Dupont*, organe du Comité des Finances, a fait un assez long discours, où il assure qu'on peut « estimer *sans erreur* que la population du Royaume, avant *les petites et vraisemblablement très-passagères* émigrations occasionnées par *l'agitation* actuelle, étoit d'environ *vingt-huit millions* d'ames »

On voit d'abord que M. *Dupont* veut alléger l'impôt en multipliant les Contribuables. Suivant son calcul, dans les Provinces de grandes Gabelles, où sa théorie met dix millions d'ames, la Contribution, en remplacement, ne sera que de 4 *sous* 7 *deniers* par tête pour chaque mois; dans les pays de quart-bouillon, de 12 *deniers*

Digitized by Google

par mois; dans les pays de petites Gabelles, de *2 sous 10 deniers et demi* par mois; dans les pays de Gabelles locales, *d'un sous 11 deniers* par mois pour le taux moyen, et l'indemnité due pour les 9 derniers mois de 1790, indemnité « qui renferme un si grand soulagement, doit produire, ajoute-t-il, *trente millions qui sont les trois quarts de quarante, comme neuf mois sont les trois quarts d'une année.* »

M. *Dupont* a ajouté, au sujet des impôts supprimés *par le fait ou par la force des insurrections :* « Oubliant l'irrégularité du procédé, résistant à la réaction qui auroit pu en résulter dans votre balance; voyant *une ressource* dans l'abolition et la conservation de plusieurs autres impositions.... et que la Caisse de l'Extraordinaire, fondée par votre courage et votre génie pourvoiroit à ce qui manqueroit encore pour couvrir l'appoint de *vos sacrifices*, vous vous êtes conduits, non pas comme des Législateurs sévères et des Financiers rigoureux, mais comme des pères indulgens. Vous pouviez punir, vous avez supputé, etc. »... Sa conclusion a été un projet de Décret dont le premier article, le seul adopté, n'ajoute rien aux Décrets des 14, 15, 18, 20, 21 et 22 Mars, et laisse encore indécise la question qu'on traitoit : quelle base établir pour une répartition ? Sera-ce la population ? Sera-ce la consommation qui ne s'y proportionna jamais ?

M. *Dupont* et le Comité prennent pour base la population. M. *Biauzat* cite un Décret qui ordonne que la répartition doit se faire à raison des quantités consommées et du prix. Ne se croyant pas assez fort d'un Décret, il s'arme de lieux communs contre

Digitized by Google

le système des économistes qui font retomber tous les impôts sur les Biens de la terre, ce qui n'étoit guère le résultat de l'espèce de capitation proposée par le Préopinant.

D'autres Orateurs ont été plus entendus qu'écoutés, et la fatigue générale a presque unanimement ajourné à Vendredi cette question du remplacement des Gabelles, qui n'offre plus d'occasion de flatter la multitude, et de l'étourdir en perpétuant des espérances illusoires. Pour faire diversion, on s'est occupé du traitement des Chanoinesses séculières. On étoit convenu de les dépouiller; toutes les lumières, tous les principes, tous les sentimens étoient à cet égard à *l'ordre du jour*, mais il restoit à décider de quelle rente viagère on gratifieroit ces Dames, sur leurs biens attribués à la Nation, qui n'a ni fondé, ni doté leurs Chapitres. Un Décret fixe le *maximum* des pensions à 1500 l. Les Abbesses, parmi lesquelles on compte des Princesses, seront-elles traitées comme les Abbés réguliers? Il échappe à M. *Prugnon* d'observer qu'un Abbé regulier n'est souvent que *le fils d'un paysan*; grandes clameurs de la part des Enthousiastes de l'égalité. Ce mot attire à M. *Prugnon* le désagrément d'être rappelé à l'ordre, et l'Assemblée décrète que la pension des Abbesses n'excédera pas 2000 francs.

Une Lettre, si non motivée, du moins d'un style nouveau, des 85 Députés de l'Assemblée générale de St. Domingue, a excité des murmures, qui malheureusement n'accompagnent jamais les félicitations et les flatteries, poison des Corps tout-puissans, ainsi que des Rois.

Les principaux traits de cette Dépêche en donneront une idée suffisante.

« Nous avons à vous témoigner notre étonnement, disent les Colons au Corps Législatif, sur le Décret qui nous mande à la suite de l'Assemblée. C'est au sujet d'un mouvement occasionné à Brest que nous avons reçu ce Décret affligeant, mais il convenoit auparavant d'être parfaitement instruit de cet événement. »

« Nous avons vu aussi avec douleur qu'une partie de nous seulement ait pu être introduite devant l'Assemblée, lorsque nous arrivions au nombre de quatre-vingt-cinq Représentans de la Colonie. »

« Nous gardons le silence sur l'accueil défavorable que vous nous avez fait. »

« Les Députés de nos Adversaires ont reçu au contraire des faveurs qui nous ont été refusées; nous espérons que leur triomphe se bornera là. »

Cette lecture n'a pas été écoutée sans humeur et sans murmures : on a joint la Lettre au Rapport qui doit être fait Jeudi soir de l'affaire de Saint-Domingue.

Dans la Séance du lendemain, M. *Barnave* a qualifié cette Lettre d'*insolente*. Elle étoit du moins peu respectueuse; mais il n'est pas indifférent de remarquer que l'épithète de M. *Barnave* fut littéralement employée par le Ministère Anglois et ses Adhérens, envers M. *Francklin* et autres Députés des Colonies Angloises, lorsqu'ils méconnurent la Suprématie du Parlement. Le système des Insurgens étoit absolument sem-

Digitized by Google

blable à celui que manifeste l'Assemblée de Saint-Marc ; il consistoit à ne vouloir d'autre Puissance législative que celle de l'Assemblée-générale de chaque Colonie, jointe au Pouvoir Royal. Les Insurgens rejettèrent comme un leurre, l'offre d'admettre leurs Députés dans le Parlement Britannique : ils sentirent que leur Représentation seroit infiniment disproportionnée à celle de la Métropole. Il est vrai que les Anglo-Américains appuyoient leurs demandes sur des Chartes, et que Saint-Domingue n'en a d'autre que la Déclaration, bien ou mal interprétée, des Droits de l'Homme.

Du Lundi. Séance du soir.

Si nous ignorons encore la valeur des biens aujourd'hui Nationaux, du moins a-t-on conçu le projet d'en faire une liste, et tel étoit l'objet de cette Séance. M. le Bailli *de Virieu* invite nos Legislateurs, dans une note communiquée par M. *de Montmorin*, à prendre en sérieuse considération les droits de l'Ordre de Malthe. Peut-être le Comité Diplomatique donnera-t-il d'utiles avis au Comité de Liquidation. En attendant, M. *Barrère de Vieuzac* propose, au nom des Comités des Domaines et des Finances, de payer 560 mille livres à la Municipalité de Paris pour la démolition de la Bastille. On n'a pas été arrêté par la remarque de M. *de Foucault*, que douze mille ouvriers désœuvrés et salariés des fonds destinés aux ateliers, ont travaillé à démolir cette Citadelle.

Digitized by Google

Le *demi million* a été accordé, sous la déduction de 40 mille liv. qu'ont valu les matériaux.

Les biens des Fabriques n'ont pas été compris dans la liste des biens Nationaux. M. *Populus* a fait entendre que si l'on s'en emparoit, les paysans ne trouveroient plus la Révolution aussi bonne.

L'article délicat des Hôpitaux, Colléges, Séminaires, a été ajourné, sur les réflexions humaines et judicieuses de M. l'Abbé *Bérardier*.

Du Mardi 5 Octobre

Après deux Décrets qui donnent six Juges aux Tribunaux de District des Villes de Bordeaux et de Lyon, M. *de Bouthillier* lit, au nom du Comité Militaire, un rapport sur les Adjudans-généraux et les Aides-de-Camp. Une sortie de M. *Millet* contre les Etats-Majors, appuyée par M *de Tracy*, la suppression d'un tiers des appointemens attribués à ces places, proposée par M. *d'Elbecq*, et l'opposition qui s'est trouvée entre quelques idées de MM. *de Lameth* et de *Noailles*, alloient faire ajourner la question, quand M. *d'André* a naïvement avoué que, fût-elle ajournée à dix ans, il ne l'entendroit pas mieux. Les principes du Comité seront assez developpés ici par l'exposé sommaire du Projet de Décret adopté :

1°. Indépendamment des 94 Officiers-généraux employés, l'Etat-Major général de l'armée sera composé de 30 Adjudans-Généraux, dont dix-sept auront le rang de Colonels, et treize le rang de Lieutenans-Colonels, et qui remplaceront les trois Etats-Majors de l'armée. 2°. Il sera attaché 136

Digitized by Google

Aides de-Camps aux 94 Officiers-généraux, quatre pour chacun des quatre Généraux d'armée, deux pour chacun des trente Lieutenans-généraux, et un pour chacun des soixante Maréchaux-de-Camp ; les premiers Colonels, à 6000 liv. ; les seconds, Lieutenans-Colonels, à 4000 liv. ; et les autres Capitaines, à 1800 livres d'appointement.

L'article du Plan du Ministre, relatif aux Commissaires des Guerres, a été ajourné. Mais toute organisation quelconque n'est qu'une vaine théorie sans les finances, sans les impôts.

M. *de d'Elley-d'Agier* a parlé le premier sur le mode de l'imposition. Il n'assied la contribution foncière que sur le *revenu net*, d'éduction faite des frais de culture, de semence et de récolte, et en écartant tout moyen industriel extraordinaire, pour éviter l'abus d'une contribution mixte portant sur la terre et sur la personne. En conséquence il distingue trois espèces de propriétés foncières, prises, non dans leur état accidentel, instantané, mais dans leur état naturel et durable. 1°. Celles qui, soumises à l'influence des saisons, exigent semences, culture et frais de récolte. 2°. Celles qui, soumises aux influences des saisons, n'exigent ni semences, ni culture, ni frais de récolte. 3°. Celles qui, indépendantes des saisons, n'exigent ni semences, ni culture, ni frais de récolte. Et l'impôt doit ménager la première espèce plus que la seconde ; la seconde plus que la dernière. En évaluant les revenus territoriaux imposables, pour la généralité du royaume, à 1,074,600,000 liv. il désire que la contribution foncière, n'ex-

Digitized by Google

cède pas le cinquième de ces revenus, et ne soit que de 200 millions.

M. *Heurtault de Lamerville* a vu trois classes d'impôts, le territorial, le personnel l'industriel. Il fixe le premier à 240 millions à prélever en proportion des anciennes impositions de chaque Département; le second à 80 millions sur les immeubles fictifs et territoriaux, maisons de Ville et de Plaisance, enceintes, logemens, jardins, par classes déterminées sur le prix du bail; cet impôt s'éseindroit de Législature en Législature, avec les rentes viagères dues par la Nation. Quand au troisième, qu'il nomme indirect, l'Assemblée en décréteroit la dénomination, le mode de perception et le tarif.

Satisfait des lumières que répandoient ces discussions sur la matière agitée, M. *de la Rochefoucault* a jugé qu'on n'avoit d'autre parti à prendre que celui de discuter encore; et après avoir combattu le projet de M. *Rey*, de sommer chaque particulier de déclarer quel est son revenu, il a lu le premier article du Décret, rédigé par le Comité, et demandé qu'il fût adopté, sauf les modifications, quoique M. *d'Ellay* eût prouvé que le sens des mots de cet article n'étoit rien moins que convenu.

Au milieu de tant de systèmes, M. *Brillat-Saparin* est venu renouveler la vieille idée de la perception de l'impôt en nature; elle a excité de vives réclamations. M. *Prieur* a représenté combien il étoit utile d'écouter pour n'en courir aucun reproche; M. *Brillat* a continué, et lu un Projet de Décret. M. *Dubois de Crancé* vouloit qu'on discutât cette question toute neuve de l'impôt payé en

Digitized by Google

nature. M. *Rœderer* a dit que les Notables assemblés par M. *de Calonne* avoient démontré que les frais de cet impôt, dont *Vauban* est le père, monteroient à 25 pour cent ; que M. *de Calonne* répondit au Clergé qui aida beaucoup à cette démonstration, qu'il étoit évident que la Dîme devroit se payer en argent pour diminuer les frais ; que l'Assemblée Nationale avoit depuis appliqué ce principe ; qu'enfin l'abolition de la Dîme etant l'une des causes qui attachoient le Peuple à la Constitution, il ne falloit pas rétablir la Dîme sous le nom d'impôt.

On n'a point fermé la discussion, que prolongera peut-être, moins ce qu'on dira que ce qu'on évitera de dire. M. l'Abbé *de Bruges* prenoit la parole, lorsqu'il a été interrompu par M. *Thouret* qui a lu à la Tribune, une Adresse et une Proclamation de la Municipalité de Rouen. Elle se disculpe, en style civique, du complot imaginaire pour enlever le Roi et le conduire à Rouen, faux bruit que M. *Bailly* auroit pu dissiper d'abord en démentant une lettre supposée qu'il n'a démentie que quatre jours plus tard : « Eh ! quel avantage notre Cité pourroit-elle « trouver dans une Contre-Revolution, se « demande la Municipalité de Rouen ? ne « sait-elle pas qu'il n'y a nul commerce sans « liberté ? Ne connoît-elle pas la funeste « injustice d'un Gouvernement où, par un « système révoltant et digne du despotisme « oriental, quelques Castes privilégiées *par-* « *venoient seules aux emplois publics, sans* « *partager les charges de l'Etat ?*... Si, dit- « elle ailleurs, les ennemis de la Patrie et « du Roi, par un attentat sacrilége à la

Digitized by Google

« liberté de ce Prince, osoient l'amener dans « nos murs, notre Garde Citoyenne *l'arra-* « *cheroit* des mains de ses ravisseurs, pour « le *rendre à lui-même et aux Représentans* « *de la Nation.* » Les applaudissemens du côté gauche, ont été aussitôt traduits en un Décret de satisfaction honorable, qui invite les Officiers Municipaux « à continuer leurs « soins pour éclairer la conduite des enne- « mis de la Constitution, qui sont ceux de « la Nation et du Roi. »

Du Mardi. Séance du soir.

Toutes les suites d'une Révolution ne sont pas également heureuses, et les mêmes causes y produisent des effets bien contraires. Si les Municipaux de Rouen repoussent l'idée chimérique de recevoir le Roi, par la crainte de nuire à la prospérité de leur Commerce qui fleurit, comme on sait, au sein de la Liberté, les Habitans de Versailles éprouvent douloureusement que les crimes des 5 et 6 Octobre 1789, ont porté un coup terrible à leurs intérêts. Ils demandent la résiliation de leurs baux; mais l'Assemblée a scrupuleusement renvoyé la Requête aux Tribunaux ordinaires. On est ensuite revenu à la vente des Biens Nationaux.

Les Châteaux, Domaines et Bois réservés au Roi sont soustraits à la vente Nationale; mais d'après les principes de M. *Robespierre*, ces objets réservés ne pourront l'être qu'*en vertu d'un Decret de l'Assemblée*.

Quant aux Hôpitaux, Colleges et Ordres Militaires, l'adjudication de leurs biens n'est pas encore décrétée au profit de la Nation. Les Corps Administratifs seront chargés de la gestion et rendront compte aux Posses-

Digitized by Google

seurs, qui n'auront pas le droit de les traduire en Justice.

Du Mercredi 6 Octobre.

L'Académie de Peinture demande qu'on l'autorise à nommer des Commissaires pour procéder à la recherche des tableaux et monumens des Arts qui se trouveront dans les immeubles Nationaux mis en vente; mais le chef d'œuvre de l'Art aujourd'hui est de vendre. M. *Bouche* fait renvoyer l'Adresse Académique au Comité d'Aliénation. Ce ne fut que bien long-temps après l'éruption du Vésuve, que l'avide amateur erra parmi les ombres, au milieu des ruines d'Herculanum.

M. *d'André* informe l'Assemblée de la fermentation qui règne à Marseille, où les Sections et la Commune ont destitué le Commandant en chef des forces Nationales, qui se voit soutenu d'un Décret et de 4000 hommes armés. Le Comité des Rapports est chargé de découvrir les causes et d'apprécier la légalité de ce nouveau schisme; car on n'a pas même pensé que le Chef de la Monarchie pût y remédier sans être prié, et l'on a oublié M. *de Mirabeau*, le Pacificateur né de Marseille.

L'Assemblée ordonne l'impression d'une Adresse des Gardes Nationales de Metz qui, pénétrés des témoignages de sa satisfaction, protestent qu'ils n'oublieront jamais *les malheurs qui naissent de l'insubordination*. Ces utiles souvenirs restreignent un peu l'idée de l'insurrection, considérée *comme le plus saint des devoirs*.

Une Pétition du Commerce de la ville de Paris, demande en grace que la Caisse d'Escompte lui administre un dernier secours,

Digitized by Google

en émettant 30 millions de Billets de confiance, payables à Bureau ouvert en Assignats. M. *Goupil* repousse cette Supplique, en affirmant que la Caisse d'Escompte payera à Bureau ouvert dès que la Nation lui aura payé ses 170 millions. Le paiement est ajourné par le fait indéfiniment, et un Projet de Décret de M. *Vernier*, concernant la Caisse d'Escompte, est ajourné à bref délai.

M. le Garde-des-Sceaux avoit instruit l'Assemblée, le soir de la veille, de la maniere dont les Lettres-Patentes qui suppriment les Cours de Justice, ont été reçues par les Chambres des Vacations des Parlemens de Rouen, Bordeaux, Douay, Nancy, Grenoble, Toulouse, et par le Conseil Superieur de Colmar. Rouen et Bordeaux ont ordonné la transcription et l'envoi aux Tribunaux inférieurs; Douay a arrêté, en cédant à l'empire des circonstances, de ces et toutes fonctions; Nancy a transcrit, en déclarant obéir à la force; à Grenoble, le Procureur-général s'est transporté plusieurs fois au Palais, sans jamais y trouver personne; à Toulouse, le Parlement s'est permis de protester. Nous avons donné, il y a huit jours, le sommaire de cette Protestation. A sa lecture, M. *Robespierre*, toujours maître de lui-même, comme doit l'être un Sénateur, s'étoit pris de cet Arrêté, suivant l'usage, au Pouvoir exécutif. Il avoit trouvé inouï que M. le Garde des-Sceaux eût osé le communiquer à la Diète Françoise; bien entendu que M. *Robespierre* auroit traité de crime de lèze Nation, le silence de M. le Garde-des-Sceaux, s'il n'eût pas envoyé l'Arrêté. Des huées furent la seule récompense du zéle de M. *Robespierre*. Des huées le passe

Digitized by Google

lorsqu'elles s'attaquent à MM. *de Cazalès*, *Maury*, *Malouet*, *Virieu*, etc.

Aujourd'hui, pour dissiper les alarmes sur une conduite, que ces Tribunaux n'avoient le droit de tenir que sous l'ancien despotisme, M. *le Chapelier* a proposé d'interpréter l'article III du titre III des Décrets du 2 et du 6 Septembre, qui obligeoient les Magistrats et Juges supprimés à se réunir afin de présenter, dans un mois, les titres de leurs charges et l'état des dettes actives et passives de leur Compagnie. L'interprétation a été faite au moyen d'un nouveau Décret, portant que l'Assemblée n'a pas entendu que ce titre III fût un prétexte pour ces Magistrats de se réunir, et qu'en conséquence elle le leur défend sous peine de forfaiture. Ce nouveau Décret a été adopté.

L'ordre du jour amenoit la discussion sur le mode d'imposition. M. *Dubois de Crancé* a proposé ses vues pour faciliter la perception en nature, en battant en ruine le plan du Comité. Celui-ci porte le revenu territorial de la France à *plus de 1500 millions*, donnée qui le met à son aise, ainsi que ses précurseurs les Economistes, dans l'évaluation hypothétique de leur *produit net*, qu'ils ne grevent que de *300 millions* d'imposition foncière; ce résultat soulage le Peuple, et satisfait à tout avec des zéro.

« Mais, observe, M. *de Crancé*, le moyen de parvenir à ce but me paroît encore absolument problématique, et c'est ici qu'il est spécialement important de ne pas commettre d'erreur (de quelques cents millions surtout); car après avoir debusqué de poste en

Digitized by Google

poste les *Ennemis de la Constitution*, c'est dernier défilé qu'ils nous attendent. »

Puis prenant son *ancienne Province*, Champagne, pour base de ses calculs, établit que ce qui seroit le cinquième revenu net dans les principes vagues du Comité, équivaudroit à *217 liv. 6 sous* sur *300 liv.*; or, ajoute-t-il, en 1789, un bien loué *300 liv.* ne payoit que *164 liv.*, y compris l'impôt représentatif de la corvée. « Je n'entends pas, poursuit-il, comment cette méthode peut laisser à l'Agriculture ses moyens de fleurir.... Quelque désastreux qu'ait été l'ancien mode.... je ne vois pas que personne, à cette Tribune, veuille avancer sérieusement qu'un homme qui est présumé avoir 300 liv. de rente, puisse en payer 257 année commune, supporter les non-valeurs et manger du pain et boire de l'eau. »

A la suite de ces aperçus, M. *de Crancé* a demandé, *au nom de ses Commettans*, une Caisse d'amortissement de 20 millions, et que les Finances de l'État soient indépendantes du Ministre des Finances, qui n'est jamais, selon M. *de Crancé*, qu'un agioteur, un vampire, un fléau. (M. le Président a invité l'Opinant à rentrer dans la question). « J'y suis, a repris M. *de Crancé*, car je déclare, *au nom de ma Province*, qu'elle ne paiera pas d'impôts qu'on n'ait pris des mesures pour en assurer le légitime emploi. » Ici plusieurs voix ont crié *à l'ordre!* presque aussi ardemment que si l'Opinant eût été du côté droit.

Après quelques mots prononcés par M. *Rœderer* sur la Trésorerie Nationale, dont le Comité s'occupe, et qu'il n'est pas encore temps de soumettre à la discussion,

Digitized by Google

M. *Dubois de Crancé* a repris l'examen du plan d'imposition foncière, l'a qualifiée de *charge exorbitante*, n'a supposé, en général, ni patriotisme, ni lumieres, ni bonne foi dans les évaluations faites par les Municipalités, les Districts, les Départemens (ce qui seroit supposer, à tort sans doute, que la Constitution, même avant d'être formée, auroit déja une incurable carie dans les os).

D'ailleurs, l'Opinant a reconnu que les impôts perçus en nature absorberoient trop, coûteroient trop, multiplieroient les accapareurs, causeroient des pertes et des gênes insupportables; et n'en a pas moins soutenu ce genre d'imposition comme ne laissant aucune ressource à l'avarice et à la mauvaise foi. Les inconvéniens avoués prouvent à quel point il redoute un manque absolu de civisme. Sa conclusion a été d'adopter les trois titres proposés par le Comité, et d'y en ajouter un quatrieme ayant pour objet de prescrire que la quotité de l'impôt total n'excéderoit pas *le quinzième* du revenu (ce qui réduiroit terriblement les ressources), et que chaque Département seroit libre d'imposer en nature ou en argent (ce qui nous paroît une participation de la Puissance législative). On a décrété l'impression du Projet de M. *de Crancé*.

Sur l'observation de M. *Richer*, qui fait sentir le besoin de nouvelles lumières, l'Assemblée voue le reste de la Séance à la discussion contradictoire de l'impôt en nature. M. l'Abbé *Charrier* y voit le précieux avantage d'économiser les frais énormes et le temps de la confection d'un Cadastre qui se formeroit ainsi de lui-même, et l'allégement du fardeau du pauvre; il a pensé que

Digitized by Google

le contribuable payant en nature le fermier pourroit vendre et l'Etat recevoir en argent.

M. *Vernier* croit qu'on peut faire ou suppléer un Cadastre, dans une ou deux années. M. *Boussion* peint les horreurs qui se commettent dans les pays soumis au Cadastre. M. *d'Elley* pèse le pour et le contre, repousse, en tant que loi générale, l'impôt en nature, comme dépendant de trop de Chances qui mettroient une dangereuse incertitude dans la masse de l'impôt, destinée à payer des dépenses fixes. On avoit souvent applaudi aux mots *impôts en nature*, *soulagement des Peuples*, *Cadastre*; alors on a crié contre l'impôt en nature; et quand M. *d'André*, en citant l'exemple de la Provence, a demandé que les Municipalités eussent le choix de percevoir de l'une et de l'autre manière, pourvu qu'elles payassent au Trésor en argent, il a été decidé que l'amendement seroit discuté le lendemain et que la discussion étoit fermée sur question principale.

Du Mercredi. Séance du soir.

Au travers de plusieurs Adresses, lues dans cette soirée, il faut remarquer celle de la Garde Nationale d'Orange, qui prie l'Assemblée d'usurper Avignon et le Comtat Venaissin. On a repoussé la lecture des Pétitions des plus grandes Villes, et de plusieurs Départemens contre les Assignats; mais ce vœu scandaleux d'usurpation, a été écouté jusqu'à la fin et renvoyé aux Comités.

M. *Voidel* a fait le rapport des nouvelles insurrections du Languedoc. Quatre Baillia-

Digitized by Google

ges sont revêtus du pouvoir de juger en dernier ressort les *brigands*, c'est à dire les Insurgens qui ont endommagé le canal de Languedoc et intercepté la circulation des grains : on renforce d'anciens Décrets trop méconnus, d'autres Décrets dont le succès est équivoque, et les Municipalités répondront de leur impuissance, à les faire respecter.

De ces détails, l'Assemblée rentre dans la partie de son grand ouvrage où rien ne résiste ; il s'agit des biens Nationaux.

Ceux dont l'administration appartenoit aux Evêques, aux Chapitres, aux Religieux, aux Magistrats, sont livrés aux Municipalités. Le Comité désireroit que les possessions des Communautés Protestantes fussent exceptées de la vente : plus circonspecte que le Comité, l'Assemblée met, par un ajournement, un intervalle entre deux décisions que l'opinion distraite appréciera plus froidement si on les sépare.

Quant aux Bénéficiers, Corps et Communautés, toujours catholiques, qui possèdent des Biens hors de la France, l'Assemblée en laisse jouir provisoirement ceux qu'elle n'a pas encore supprimés, en attendant qu'il ait été fait un réglement entre elle et les Puissances Etrangères, pour dépouiller ces possesseurs, et ordonne que les biens de ceux qu'elle a supprimés seront administrés par des Préposés de Directoires. Les Evêques et Curés, jouiront cependant provisoirement des biens qu'ils possèdent hors de la France, même sans diminution du traitement à eux assigné par les Décrets, mais *sauf à rendre compte s'il y a lieu.*

Ces Décrets ont été suivis de quelques articles

Digitized by Google

réglementaires. Les frais de culture seront à charge des personnes qui géreront cette année; mais, à l'estimation du Directoire de Département sur l'avis du District et la régie des Corps Administratifs commencera avec l'année prochaine.

Du Jeudi 7 Octobre.

Après la lecture des Procès-verbaux, on a eu le spectacle d'une altercation entre M. *Castellanet*, Député de Marseille, et M. *d'André* qui la veille avoit annoncé de nouveaux troubles dans cette Ville. Hardiment, M. *Castellanet* a prononcé que Marseille étoit dans une tranquillité vraiment civique; que le Ministre de la Guerre fut un *imposteur* lorsqu'il annonça la résistance des Habitans de Marseille au départ du Régiment de Vexin: qu'au surplus, la Ville jouissoit d'une telle harmonie, que 22 Sections sur 24, venoient de casser M. *Lieutaud*, Chef de la Garde Nationale.

M. *d'André* a facilement relevé le contre-« sens du Préopinant. « Je prends acte, a-t-il « dit, de sa déclaration. 22 Sections ont « cassé le Commandant National, et la Com-« mune y a consenti. Je dénonce cette Com-« mune, contrevenante au Décret qui dé-« fend toute innovation, quant à présent, « dans le régime des Gardes Nationales. »

Cette querelle personnelle avoit peu d'intérêt; mais son objet paroissoit mériter quelqu'attention. Comme on n'en a donné aucune aux précédens excès commis à Marseille, à l'enlèvement des Forts, l'assassinat de M. *Beausset*, les intrigues fructueuses de quelques Démagogues contre M. *Lieutaud* qui

Digitized by Google

sembloit avoir abjuré ce rôle, n'ont point suspendu l'ordre du jour, encore relatif à la Contribution foncière.

M. *de Dellcy d'Agier* a demandé que, pour éviter une discussion amphigourique, on proposât une serie de questions: M. *de la Rochefoucault* l'a trouvée dans ce seul point; « les « Corps Administratifs auront-ils la liberté « de s'imposer en nature ou en argent. »

« Je suis pour la liberte, a crié M. *Bouche*, « parce que je ne suis ici que pour la liberté. « Je conclus pour la liberté. » M. *de Sinetti* a appuyé l'imposition en nature. « Si vous « laissez l'option aux Municipalités, a judi- « cieusement repliqué M. *Goupil*, vous leur « donnerez une faculté Législative. Je re- « jette l'impôt en nature. »

Délibération prise, on décide 1°., que la Contribution foncière sera payée en argent.

« 2°. Que la Contribution foncière sera d'une somme déterminée chaque année par la Législature. »

« 3°. Qu'elle sera perçue sur toutes les propriétés foncières, sans autre exception que celles qui seront déterminées par l'interêt de l'agriculture. Elle sera répartie par égalité proportionnelle entre les propriétés foncières, à raison de leur revenu net, ainsi qu'il sera défini ci après. »

La Séance a fini par la lecture d'une lettre de M. le Contrôleur-Général, qui en renouvelant ses plaintes sur les nouveaux obstacles mis à la perception des impôts, demande des Juges Provisoires sur les contestations en matière d'impositions. Cette lettre est renvoyée au Comité des Finances.

DU JEUDI, SÉANCE DU SOIR.

Lecture faite de plusieurs Adresses et du

Digitized by Google

Procès-verbal, M. *de Santo Domingo* a été admis à la Barre, où il a rendu compte de sa conduite et des motifs qui l'avoient porté à remplacer son Capitaine, M. *de la Galissonnière*, à bord du *Léopard*.

M. *de la Galissonnière* voulut appareiller le 29 Juillet, pour s'éloigner du Port au-Prince, l'Equipage s'y refusa en disant que les Citoyens devoient être massacrés, et qu'il falloit rester pour les secourir. Le Capitaine insiste inutilement, descend avec son Etat-Major, et ordonne par écrit à M. *de Santo Domingo* de rester à terre. Celui-ci produit l'ordre. Un combat s'engage entre les Troupes commandées par M. *Mauduit* et des hommes attroupés au Port-au-Prince, parmi lesquels étoient les Membres du Comité de cette Ville. Ces derniers étant dispersés, M. *de Peynier* promit de faire grace à l'Equipage, pourvu que tous rentrassent dans le devoir. L'Equipage et M. *de Santo Domingo*, écrivirent à M. *de la Galissonnière* pour l'engager à reprendre le commandement; sa réponse fut qu'ayant perdu la confiance de ses subordonnés, il ne pouvoit plus les commander. Tous les Officiers Supérieurs étant à terre, l'ordre du service appeloit M. *de Santo Domingo* au commandement; un Décret de l'Assemblée-générale l'invite à protéger la ville de Saint-Marc. M. *Vincent* et son Armée paroissent, l'Assemblée générale se réfugie sur le *Léopard*, et exige qu'on la transporte en France. « Je me suis conformé aux ordres de mon Capitaine, a dit M. *de Santo Domingo*; j'ai suivi ceux du Roi, servi l'humanité, ramené un vaisseau

à

Digitized by Google

à la Nation : je crois avoir bien mérité de la Patrie. »

Il a communiqué à l'Assemblée quelques Pièces. Elles sont renvoyées aux Comités de Marine et Colonial réunis.

On a ensuite délibéré la suite du Réglement proposé par le Comité Ecclésiastique, sur l'administration et la vente des Biens Nationaux.

Du Vendredi 8 Octobre.

Le Directoire du Département de la Charente inférieure oppose à l'article VIII du Décret du 2 Septembre, qui exclut les Membres de Directoire des nouveaux Tribunaux, un Décret antérieur qui accorde aux Magistrats la faculté d'être Administrateurs, à condition d'opter, dans le cas où ils seroient nommés aux places du nouvel Ordre Judiciaire. Il représente le tort que fait au Public cette exclusion de Sujets dignes de confiance. Sans délibérer, on passe à l'ordre du jour.

Une Lettre de l'Administration de la ville d'Aix, lue par M. *Bouche*, annonce que l'apposition des Scellés sur les Archives du Parlement s'est faite avec la plus grande tranquillité. Quelques Citoyens demandent l'expédition d'Arrêts rendus en leur faveur. Cette Lettre est renvoyée au Comité de Constitution.

Sur le Rapport de M. *Thouret*, et d'après une Pétition du Directoire du Département de la Seine inférieure, l'Assemblée a accordé six Juges au Tribunal de District de Rouen, huit Juges de Paix à la même Ville, deux à Dieppe et deux au Havre.

La demande ajournée, relative à la Caisse d'Escompte, étant reproduite par M. *Ver-*

Digitized by Google

nier, il propose une nouvelle émission de Billets. M. *Camus* en redoute la concurrence avec les Assignats, et lit une autre rédaction de Décret, adopté en ces termes :

« L'Assemblée Nationale lève les défenses qui avoient été faites à la Caisse d'Escompte, de faire de nouvelles émissions, de ses billets, sans néanmoins que les Billets qu'elle émettra puissent être reçus autrement que de gré à gré, ainsi que tous autres Billets de Commerce, et sous la condition qu'ils seront dans une forme différente de celle de ses Billets qui sont actuellement en circulation. L'Assemblée Nationale déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le surplus des Pieces présentées par le Comité des Finances.

M. *de Montesquiou*, pour le Comité des Finances, propose la suppression de l'intérêt des 400 millions d'Assignats émis, et la fixe au 16 Octobre. M. *Brillat-Savarin* veut qu'on recule l'époque, afin que les Départemens aient le temps de s'en instruire. Cette suppression paroît à M. *Moreau* contraire à des Décrets antérieurs, et injuste. Elle réduit à six mois une stipulation solennellement faite pour trois années. M. *Malouet* la reconnoît nécessaire, demande qu'on la motive, et que l'intérêt ne cesse qu'au 16 Décembre.

Les Législateurs, observe M. *de Folleville*, ne doivent pas agir sur leurs Commettans par un coup de foudre. M. *Anson* pense qu'en divisant les intérêts en trois coupons, on n'avoit pas décrété que les Assignats porteroient intérêt pendant trois ans. L'Assemblée décide qu'il sera fait un préambule au Décret, adopté tel que nous le rapporterons dans huit jours.

Digitized by Google

Des Assignats frappés de stérilité, passant aux Assignats à faire, M. *de Montesquiou* presente diverses considérations sur le papier qu'il convient d'employer, et préfere celui des Billets de la Caisse d'Escompte. M. *de Mirabeau* discerte sur le papier, la fabrication, les planches; dit que l'Imprimeur y gagnera *566 mille liv.*, que le Graveur y fait fortune. Il se trouve ensuite que le traité général étoit *96 mille liv.* L'honorable Membre affirme que chaque Assignat revient à *10 sous*, et promet une économie de plus de *six millions 600 mille liv.*: si l'on veut adopter un procédé qu'il indiquera, l'Assignat ne coûtera que *3 sous*. On lui prouve que les autres ne coûtent que *18 à 20 deniers*. Le papier le conduit aux pièces de 20, de 10, de 5 et de 2 sous, et à la monnoie *de cuivre et d'argent*, qu'il préfere aux monnoies d'argent; il n'oublie pas les cloches dans le nombre de ses moyens immanquables d'assurer le succès des Assignats.

M. *Poignot* l'invite à se joindre au Comité des Monnoies, et prophétise que les petites pièces de cuivre mettront incessamment les Assignats au pair avec l'argent.

Après une courte discussion sur la plus petite division des Assignats, et conformément au Projet du Comité des Finances, on décrete huit articles, dont le premier dit:

« Art. I. Les nouveaux Assignats créés par le Décret du 29 Septembre dernier seront de 2000 l., 500 l., 100 l., 90 l., 80 liv., 70 l., 60 l., 50 l. »

Les sept autres fixent la couleur et la somme de chaque série d'Assignats.

On lit une Lettre noble de M. *Albert de Rioms*, qui, voyant que ni les Décrets, ni ses

Digitized by Google

soins ne peuvent rétablir l'ordre dans la flotte, offre sa démission. Cette Lettre est renvoyée au Comité de la Marine.

M. *Dupont* reprend le Décret sur la Gabelle, et impatiente d'aller aux voix, l'Assemblée en a décrété deux articles que nous rapporterons avec les suivans.

Du Vendredi, Séance du soir.

La ville de Nuremberg réclame des dettes de près de trente ans, que les Ministres n'ont point reconnues; elle se flatte qu'il y aura plus de facilité de Nation à Nation. Sa demande et les pièces sont renvoyées aux Comités de Liquidation et Diplomatique.

Des Députés de la Garde Nationale de Rouen viennent dissiper les doutes, que pourroient avoir laissés les faux bruits d'une conspiration pour amener le Roi dans cette ville. S'ils désirent de voir arriver le Monarque chez eux, ils ne veulent l'y voir qu'avec toute la puissance suprême que lui déférera la Constitution achevée. Ils ont renouvelé leur serment civique, ont recueilli jusqu'à trois fois les applaudissemens les plus flatteurs, et joui des honneurs de la Séance.

On passe à l'ordre du jour, et M. *Chasney* présente la suite des articles sur l'administration des Biens Nationaux, articles adoptés sans la moindre discussion.

Il en auroit presque été de même du décret qu'a lu M. *de Broglie* sur la Protestation du Parlement de Toulouse, dont nous avons déja parlé.

M. *de Broglie* a d'abord protesté bien sincèrement que les fonctions du Comité étoient très-pénibles, quand il s'agissoit de provoquer la sévérité de l'Assemblée contre des *Citoyens*. Mais le salut du Peuple et l'achè-

Digitized by Google

vement de la Constitution, ces objets sacrés, confiés par la Nation à ses Représentans, sont leurs devoirs de tous les momens. « S'il « étoit possible de n'attribuer ce délit qu'à « l'égarement ou à des regards inquiets jetés « en arrière sur des prérogatives *usurpées*, « M. *de Broglie* essaieroit de porter l'Assemblée à la clémence ou au mépris. Mais cet Arrêté *sacrilège* est un chef-d'œuvre d'égarement et de perfidie. » Bornons-nous à consigner ici le peu de débats qui ont suivi ce Rapport, dont la conclusion a été un Décret que tous les Partis ont eu diverses raisons d'appuyer.

Le côté gauche se lève et applaudit; M. l'Abbé *Maury* demande que la discussion soit fermée.

M. *Alexandre de Lameth*, rappelant indirectement sa clémence envers M. *d'Espresménil*, a fait violence, suivant ses propres expressions, à ses inclinations débonnaires, et, vu l'énormité du cas, s'est armé de toute la rigueur si nécessaire pour intimider les Ennemis de la Révolution. M. *Madier* a soumis aux Casuites de l'Assemblée deux scrupules, dont le dernier a paru fort singulier. D'abord ce qu'on nomme *protestation*, n'est, selon lui, qu'une *Déclaration*. Si une Législature, a-t-il dit ensuite en substance, détruisoit votre ouvrage, et que les Magistrats d'alors invoquassent leur serment fait à notre Constitution, comme le Parlement invoque celui qu'il a fait au Roi, leur protestation vous paroîtroit une forfaiture bien légalement prononcée. M. *d'Espresménil* a soutenu que l'Arrêté de Toulouse étoit une véritable protestation; le Décret a été porté en ces termes:

Digitized by Google

« L'Assemblée Nationale, sur le rapport de son Comité de Constitution, décrète que les Membres de la ci devant Chambre des Vacations du Parlement de Toulouse, qui ont pris les Arrêtés des 25 et 26 Septembre, et le Procureur-Général de cette Cour, seront traduits devant le Tribunal *qui sera incessamment érigé* pour juger les crimes de Lèse-Nation, pour y être procédé contre eux, comme coupables de rebellion et de forfaiture; décrète en outre que le Roi sera prié de donner des ordres pour s'assurer de leurs personnes. »

On ne peut disconvenir qu'en protestant non-seulement contre sa suppression, ce qu'elle eût fait par un droit naturel indisputable, mais encore contre l'existence même de l'Assemblée Nationale et la totalité de ses Décrets, la Chambre des Vacations n'ait provoqué cette sévérité. Que l'Assemblée l'eût dénoncée au Tribunal légal, elle ne sortoit point du cercle de son autorité; mais, ordonner une poursuite criminelle pardevant un Tribunal à venir, et rendre elle-même un Décret de prise-de-corps contre les Accusés, en contravention des Droits de l'Homme, des Lois, des Formes qu'elle a consacrées, c'est exercer l'autorité la plus absolue et la plus arbitraire. La *raison d'Etat* peut seule en expliquer l'emploi.

Du Samedi 9 Octobre.

MM. les Officiers, réunis à Brest, font parvenir au Corps législatif une lettre plus alarmante encore que celle de M. *d'Albert*

Digitized by Google

de Rioms. Ils n'ont plus de moyens de faire respecter ni les nouvelles, ni les anciennes lois, le Code pénal des Marins n'a été reçu qu'avec un insolent mépris, de la plupart des Equipages. Peu touchés de leur intérêt et des dangers, ces braves Officiers ne cèdent qu'à la crainte fondée de compromettre l'honneur du Pavillon François, dans le cas d'une guerre, et laissent à d'autres le soin de commander des hommes dont on ne peut attendre ni confiance, ni subordination. L'Assemblée décrète que ses trois Comités de Marine, Militaire et Diplomatique se concerteront, à l'issue de la Séance, pour travailler à ramener l'ordre sur l'Escadre.

Sous le prétexte du contre seing de l'Assemblée Nationale, en sept mois, la recette de la poste aux lettres a diminué de 8cc *mille liv.*, et les frais ont augmenté de 200 *mille liv.*; la différence est d'un million pour 7 mois. Presque toute la correspondance de Paris semble avoir passé sous le cachet privilégié de l'auguste Sénat qui détruit tous privileges. Le Comité des Finances a tâché de fermer cette source d'abus par un Décret adopté qui restreint le droit des honorables Membres à l'utilité rigoureuse.

L'Assemblée a encore rendu deux autres Décrets pour favoriser le Commerce des cuirs et peaux de bœuf, de vache, de mulet, d'âne, si nécessaire depuis qu'on a tant multiplié les tambours! des fers, des huiles, des savons; et pour fixer les Droits, dont le paiement suspendu jusqu'au 1^er^. Juillet, doit s'acquitter sans delai.

Du SAMEDI. Séance du soir.

Pour répondre à la demande faite Jeudi dernier par M. le Contrôleur-Général, l'As-

Digitized by Google

semblée a décrété la nomination de trois Membres du Directoire de chaque Département ; pour former un Comité contentieux, provisoire et juge en matières d'imposition.

Devenant ensuite Tribunal suprême, l'Assemblée, sur l'avis du Comité des Recherches, a évoqué au Tribunal de Fontenay-le-Comte, la procédure commencée par le Lieutenant Criminel de Niort, contre les Insurgens de cette Ville. Le 5 Septembre, le Peuple demanda la taxe du bled, et pour l'obtenir plus surement, il eut recours *au plus saint des devoirs*, aux *Droits de l'Homme*, à la violence; il sonna le tocsin, battit et désarma la Garde Nationale, poursuivit les Municipaux à coups de pierres. Le Régiment de Royal Lorraine parut à réquisition, et dissipa les séditieux pour un instant. Ils revinrent en force l'après-midi, et forcèrent la Municipalité à taxer le bled à un tiers au-dessous du prix courant. Le Directoire du Département cassa cet Arrêt; mais sans oser rendre le sien public. Le Peuple se porta à ses Séances, et le força de se séparer. Les Maréchaussées et Royal Lorraine réunis ont depuis rétabli l'ordre, et aidé les Municipaux à révoquer leur Arrêt; mais il règne toujours une dangereuse fermentation.

Sur le Rapport du Comité de Finances, on a terminé ce soir avec la Caisse d'Escompte, au moyen d'un Décret en trois articles. On lui alloue 3,709,407 liv. pour solde de son compte de Clerc à Maître avec le Trésor Public, depuis le 1^er^. Janvier 1790 jusqu'au 1^er^. Juin suivant. — Quant aux Billets Nationaux qu'elle peut avoir négociés, d'après la remise qui lui en a été faite

Digitized by Google

par Décret du 9 Décembre, elle en présentera l'état, qui sera déduit des 170 millions de Billets qui doivent lui être remis.

On ne peut opposer de meilleure preuve à la fausse imputation faite aux Parlemens, d'avoir concerté leur conduite à tenir au moment de leur dissolution, que la démarche de la Chambre des Vacations de Pau. Elle a transcrit le Décret de sa suppression, en présence du Peuple, qu'elle a invité à la paix, et à l'obéissance à l'Assemblée Nationale. Cette nouvelle a été accueillie par de grands applaudissemens.

Du Dimanche 10 Octobre.

M. *Merlin* passe à la Présidence, sur 400 Votans, il a eu 232 suffrages; 155 sont allés à M. *de Bonnay*. Les trois Secrétaires de remplacement sont : MM. *Durand de Maillanne*, *Regnault* de Nancy, et *Boullé*.

A la suite d'un nouveau Réglement en cinq articles, encore relatif à la Vente des Biens Nationaux, laquelle a déja produit autant de Lois qu'il en faudroit au Gouvernement d'un Empire, M. *Malouet* a annoncé que le Comité de Marine opinoit à accorder 4,958,218 liv. au Département de la Marine, à compte des dépenses de l'armement décrété. L'Assemblée a confirmé cette résolution, en ordonnant aussi au Ministre de la Marine de lui rendre compte successivement de l'état des armemens.

Un des Secrétaires se préparoit à lire une nouvelle Lettre de M. *de la Luzerne*, lorsque M. *Fréteau* s'y est opposé en *disant qu'il ne s'y opposoit pas*. « Le Comité Diplomatique, « a-t-il dit, trouve *très-fâcheux* cet envoi de « Lettres Ministérielles, qui donnent à l'As- « semblée une connoissance *inexacte des*

Digitized by Google

« *faits*, et répandent dans le Royaume des « détails *exagérés*, qui passent ensuite à tous « les Cabinets de l'Europe. Ces Lettres ne « doivent point être lues, sans avoir été au- « paravant renvoyées aux Comités. »

Si M. *Fréteau* regarde comme aussi impolitique que dangereuse, la publicité des notions et des projets qui concernent la Politique, ou intéressent la sureté extérieure de l'Etat, ceux dont le fanatisme n'égare pas le sens commun seront de son avis. Les Communes Angloises se sont bien gardées d'usurper le pouvoir pernicieux de diriger les rapports extérieurs de l'Etat; mais c'est contre lui-même, contre son Comité Diplomatique, contre l'attribution universelle des détails de chaque Département, que se réserve le Corps Législatif, et contre ses Décrets, qu'argumente M. *Fréteau*. Quoi ! il a voulu qu'une Assemblée patente, de mille personnes, devînt le Cabinet politique de la France, et il se plaint des lumières que cette notoriété porte à l'Etranger. On ne sauve point cette inconséquence par le renvoi aux Comités; d'abord, parce qu'ils ne sont point sous le serment du secret; ensuite, parce qu'ils sont bornés à dresser des rapports, dont ils doivent compte public à l'Assemblée.

M. *Fréteau* ne veut plus recevoir d'informations des Ministres : il suspecte leur véracité. Il convient donc, si sa doc-

Digitized by Google

trine est juste, de leur retirer la correspondance de leur Département, et d'en investir l'Assemblée Nationale : il est trop monstrueux d'avoir deux Gouvernemens et deux Ministères. Sous peine de perpétuer une effroyable confusion, et de plonger l'Etat dans d'inappréciables calamités, il est nécessaire d'opter entre le Ministère du Roi, ou celui des Comités de l'Assemblée Nationale. Ils ne peuvent exister concurremment, ni exercer les mêmes fonctions.

Un des grands crimes de M. *Necker*, a été cette suite d'informations chagrinantes qui troubloient l'inquiétude des Optimistes. On ne peut parler maintenant au Corps Législatif, que dans le langage réservé aux Souverains absolus; il faut montrer l'Etat sur un lit de roses, cacher les épines, taire les insurrections, voiler les désobéissances et les désordres. Lorsque l'esprit de révolte mettra une flotte dans l'inaction, le Ministre doit annoncer l'harmonie, la tranquillité, et se rappeler le Courtisan qui, après la bataille de Consarbrick, comptoit à *Louis XIV* plus de Régimens rentrés à Metz, que l'Armée de M. *de Créqui* n'avoit de bataillons.

M. *de Montlauzier* a déclaré que la remarque de M. *Prétextu* dérivoit de la jalousie des Ministres de l'Assemblée contre les Ministres du Roi. Après nombre de propos vagues, on a par deux fois délibéré sur la

Digitized by Google

lecture de la Lettre ministérielle. A la troisième, le côté droit a demandé l'appel nominal ; pour l'éviter, les Opposans ont consenti à écouter la Dépêche. Elle offre un tableau de l'état de Brest, accompagné de Pièces justificatives, et entre autres d'un Procès-verbal des Commissaires du Roi. Ce document pouvoit passer pour authentique ; néanmoins on en a rejeté la lecture avec violence, et le paquet a été renvoyé dans les Comités.

Veut-on le contraste ? le voici. La Municipalité de Lyon, après avoir repou sé, il y a 15 jours, l'émission nouvelle d'Assignats, félicite aujourd'hui l'Assemblée de la *profondeur de ses vues*, de la *sagesse profonde* avec laquelles elle a fixé, après une *discussion approfondie* l'opinion de la *France entière*, combiné tous les *rapports particuliers avec l'intérêt général*, et sauvé l'Etat par son *génie tutélaire*. Cette Adresse là a été fort bien reçue, lue jusqu'au bout, et honorée de l'impression.

Nota. M. le Marquis *François de Beauharnais*, Député de Paris, nous prie de faire connoître qu'il n'est point l'Auteur de la Motion, produite il y a quelques semaines à l'Assemblée Nationale, pour dépouiller les Ecclésiastiques de l'habit de leur état. Cette résolution fut proposée par M. *Alexandre*, Vicomte *de Beauharnais*, dont les opinions ne sont point celles de M. *François de Beauharnais*.

Avant d'entrer nous mêmes dans la,

Digitized by Google

discussion du Rapport de M. *Chabroud*, nous devons une place aux réclamations des Intéressés, et sur-tout de ceux dont le Rapporteur s'est efforcé de flétrir les témoignages. Peu de dépositions étoient aussi instructives, et annonçoient autant de candeur, de sang-froid, de maturité, que celle de M. *Henri de Longuève*, Député d'Orléans. Il étoit Secrétaire de l'Assemblée, peu avant les affreuses journées du mois d'Octobre, et à une époque où ces places étoient occupées par les premiers talens; depuis, il fut Membre du Comité des Recherches, et en tout temps il s'est montré invariable dans les principes sains et modérés, contre lesquels la catastrophe de Versailles fut en partie dirigée. Assurément, le caractère d'un pareil Témoin répond d'avance aux calomnies des Factions. M. *Henry* vient d'ajouter à cette autorité décisive, celle de quelques Observations sur le Rapport de M. *Chabroud*; elles vengent la décence, la morale, la vérité, autant que leur Auteur.

M. *Chabroud* a osé se permettre d'attaquer la véracité du témoignage de M. *Henry*, en la considérant comme l'effet d'un concert entre les Témoins.

« Si j'avois à discuter ici ma déposition, et à justifier mes inquiétudes, dit M. *Henry*, je demanderois s'il a été si extraordinaire de croire à des complots, et de redouter des violences, quand l'Assemblée

Digitized by Google

Nationale avoit eu à déliberer, dès les premiers jours de Septembre, sur l'insurrection de ces hommes coupables, qu'un chef plus vil et plus coupable encore avoit voulu conduire à Versailles, porteurs d'une liste de proscription, et précédés par des menaces? quand plus d'un mois avant le 5 Octobre, tous ceux que le besoin ou leur curiosité conduisoient à Versailles, voyoient des Corps-de garde établis, et des canons placés en divers points de la route? Je demanderois s'il a été si extraordinaire de concevoir, le 5 Octobre, des pressentimens funestes, en voyant dénoncer avec véhémence les Gardes-du-Corps, comme complices des plus noirs desseins, et comme en butte à toutes les fureurs du Peuple; quand on remarque que peu d'heures après cette annonce effrayante, le Peuple avoit déja investi et violé le Palais de ses Rois, et le lieu des Séances de l'Assemblée? quand on observe que M. *Chabroud* lui-même s'est efforcé de voir, dans le mécontentement du Peuple, la cause unique et naturelle de son insurrection contre Versailles et de toutes les horreurs qui l'ont suivie? »

De trois citations qu'a fait le Rapporteur de la déposition de M. *Henry*, en l'empoisonnant, la première est fausse; elle attribue à M. *Henry* ce qu'a déposé M. *Tailhardat*; la seconde est fausse encore; elle attribue à M. *Henry* ce qu'a rapporté M. *de Virieu*; la troisième attribue avec des interprétations malignes la *découverte* des plaques aux armes *d'Orléans*, à MM. *Henry*, *Turpin* et *Thailhardat*, Membres de l'ancien Comité des Recherches, tandis que c'est le Comité

Digitized by Google

même de la Ville qui a présenté les plaques à celui de l'Assemblée, comme indications essentielles au procès. Le seul rapprochement du Rapport et des dépositions constate ces trois énormes inexactitudes, sur lesquelles néanmoins M. *Chabroud* élève un système d'imputations contre le Témoin.

Ayant ensuite fait remarquer l'apropos avec lequel M. *Chabroud* repousse les témoignages lorsqu'ils paroissent se contredire, et les inculpe de concert, lorsqu'ils sont concordans, M. *Henry* examine la déclamation populaire, par laquelle le Rapporteur a terminé ses étranges raisonnemens.

« Ne vous est-il pas démontré, dit M. « *Chabroud*, que la Constitution est le but « de tous les traits qu'on aiguise en secret? « les fureurs qui veulent la renverser ne sont-« elles pas exercées d'abord contre l'Assem-« blée Nationale dont elle est l'ouvrage? »

« Vous n'avez pas oublié la remarque de « M. *de Virieu* et de M. *Henry*, que le 5 Oc-« tobre il y avoit de la roideur dans certaines « opinions, etc. »

« C'est ici que la prévention, j'ai presque dit la noirceur, se montre dans tout son jour: j'ai peine à contenir mon indignation; et quand M. *Chabroud* viole envers moi toute justice, il me dispense envers lui de toute mesure. »

« J'oserai demander à cet adversaire imprudent, qui s'érige en scrutateur de mes pensées, quand il n'est que le dépositaire de mes récits, quel est son titre pour calomnier mes intentions en donnant pour unique preuve des desseins qu'il m'attribue,

Digitized by Google

l'accusation même qu'il m'intente ? J'oserai lui demander compte de cette autorité arbitraire avec laquelle il prononce sur le mérite des dépositions, pour rejeter les unes parce qu'elles se contredisent, et les autres parce qu'elles se ressemblent ? avec laquelle il se permet de restreindre le sens des plus graves pour les affoiblir, et d'étendre celui des plus foibles, afin de les trouver répréhensibles. Eh quoi ! parce qu'appelé en témoignage, celui que j'ai donné aura quelques rapports avec d'autres, je ne serai plus qu'un agent subalterne, allant consigner fidelement dans une procédure les impressions qu'on m'a suggérées ? Quoi, parce que témoin des attentats horribles qui ont menacé des jours que je voudrois prolonger aux dépens de tous les miens, j'aurai obtenu sur moi-même assez d'empire pour énoncer froidement ce que j'ai si vivement, si douloureusement senti, je serai présenté comme un conspirateur adroit qui, sous l'apparence du calme, ai voulu porter un coup mortel à la Constitution ! »

« Eh ! qu'a de commun le Constitution avec les crimes du 6 Octobre et les trames qui les ont enfantés ? Que celui qui m'accuse dise dans quels complots il m'a trouvé compromis ; qu'il dise à quelle intrigue il trouve mon nom attaché ; qu'il dise en quel instant il a cessé de me voir autant d'égards pour l'opinion d'autrui que de bonne foi et de conséquence dans la mienne !

« Mes principes, je les ai hautement affichés ; mon opinion, je l'ai toujours énoncée sans passion comme sans crainte, au sein de l'Assemblée, souvent au milieu d'un Peuple excité, sans m'effrayer de ses mena-

Digitized by Google

ces; quelquefois en bravant ces listes sanguinaires rédigées jusques sous nos yeux, et destinées à faire circuler dans les Provinces la proscription et la vengeance. »

« Invinciblement attaché au gouvernement monarchique, parce qu'il est le seul qui convienne à la France, plaçant la liberté dans un juste équilibre des pouvoirs, j'avois pensé que le plus redoutable écueil pour l'Assemblée Nationale, c'étoit l'excès même de sa force, et que ce qu'elle avoit à craindre le plus, c'étoit de voir un seul instant toutes les autorités confondues dans ses mains. »

« J'avois pensé qu'une Assemblée permanente ne devoit pas calculer comme ces Ministres amovibles, qui ne se flattoient de réussir à rien, qu'en brusquant l'exécution de tout. J'avois pensé que toute rigueur inutile devenoit par cela même dangereuse; que le grand art de la régénération ne consiste pas à grossir, sans motif, le nombre des mécontens, mais à épargner aux victimes nécessaires du bien public toute occasion légitime de plainte. »

« Voilà ce que j'ai pensé, ce que je pense encore, ce que l'Assemblée toute entière a dû penser comme moi. J'ai droit du moins à cette justice, qu'avec des principes comme les miens, je n'ai pas eu besoin de recourir pour les défendre, à de vils et obscurs moyens. »

« Certes, le mouvement d'un grand Peuple que l'élan du patriotisme arme justement pour la liberté, est le plus imposant des spectacles; mais il cesseroit de m'intéresser, si je n'y voyois que le fruit de la séduction et le résultat d'une intrigue. Une fausse po-

Digitized by Google

litique pourroit applaudir au succès ; la vérité le jugeroit d'après les règles éternelles et immuables de la justice : et si l'impulsion donnée avoit entraîné loin de toute mesure, si elle avoit ébranlé jusqu'aux fondemens de la vraie liberté, jusqu'aux premiers principes de la morale, le Peuple trompé ne cesseroit pas, sans doute, d'être excusable ; mais les pervers qui l'auroient égaré, auroient appelé sur leurs têtes coupables toutes les vengeances du ciel et toute l'exécration des hommes. »

« Je manifeste hautement cette opinion ; je l'ai constamment partagée avec ce petit nombre de mes Collègues dont l'intimité a été relevée par M. *Chabroud* avec une attention si prononcée. Aux souvenirs déchirans que retrace la procédure sur les faits du 6 Octobre, il se mêle pour moi quelque douceur, quand je lui dois d'avoir annoncé qu'un homme modeste, par caractère, qu'un homme qui s'est si constamment renfermé dans l'obscurité qui lui convient, a eu pour amis les premiers amis de la liberté ; que c'est pour avoir marché sur leurs pas vers elle, que c'est pour l'avoir vue où ils la voyoient, qu'on l'a, comme eux, accusé de l'avoir trahie. »

M. *Malouet*, également compromis dans le Rapport, a adressé la Lettre suivante au Président de l'Assemblée Nationale.

MONSIEUR,

« N'ayant pu m'expliquer à la Tribune sur le rapport et la paraphrase de ma déposition dans l'affaire du 6 Octobre, permettez-moi d'adresser mes observations par

Digitized by Google

votre organe, à l'Assemblée Nationale. S'il ne s'agissoit ici que de l'opinion personnelle de M. le Rapporteur, elle me seroit indifférente ; mais, lorsqu'il se permet de présenter d'une manière défavorable l'intention même de ma déposition, je ne dois pas lui abandonner sans réclamation cette partie de ses succès. »

« Ce que j'ai dit de mes *pressentimens* dans le mois de Septembre 1789, sur ce qui devoit arriver le mois suivant, a indisposé M. *Chabroud*, il n'y voit qu'une suite d'opinions contraires à la Révolution ; mais en exposant les motifs de ces pressentimens, en citant les personnes qui avoient reçu comme moi, l'avis d'un projet d'enlever le Roi et l'Assemblée Nationale, il me semble que l'attention du Rapporteur devoit se fixer plus tôt sur les faits que je rapporte, que sur l'impression que j'en avois reçue. En rejetant tous les oui-dire qui ont suivi l'événement, en ne m'arrêtant qu'à ceux qui l'ont annoncé, j'avois le droit de croire à l'existence d'un complot antérieur, et celui du Rapporteur se bornoit à examiner si cette conviction étoit fondée, mais non à trouver mauvais qu'elle m'eût douloureusement affecté. »

« En parlant des lettres anonymes, des proscriptions qui s'adressoient à moi et à plusieurs de mes Collègues, *les plus attachés aux principes constitutifs de la Monarchie*, je n'ai pas prétendu, comme l'insinue M. *Chabroud*, que nous fussions les seuls à les défendre ; mais j'ai voulu dire, parce que cela m'est démontré, qu'avant le 6 Octobre il y avoit un plan de violence contre toute espèce de contradiction des opinions qu'on

Digitized by Google

vouloit faire prévaloir avant même qu'on pût savoir si elle acquéreroient le caractère légal de la volonté générale.

« Si cette maniere de voir paroît antipatriotique et contraire à la Révolution, je veux, Monsieur le Président, déposer entre vos mains, ma profession de foi sur le patriotisme et sur la Révolution. Je ne suis; je ne veux être patriote que comme ceux qui servent de tout leur pouvoir leurs concitoyens, qui chérissent les bons, qui ne se permettent contre aucun y nº injustice ni violence. — Ainsi la bienveillance, la loyauté et les vertus les plus attachantes me présentent seules l'image du patriotisme : tel est celui auquel je rends un culte fidele et dont l'alliance est impossible avec aucune espece de crime et de méchanceté.

« Quant à la Révolution, j'ai desiré vivement celle qui devoit s'opérer par l'exercice des droits et des pouvoirs de la Nation, confiés à ses Représentans. J'ai vu, je l'espérois au moins, cette Révolution consommée par la seule puissance de l'opinion publique, par l'adhésion du Roi, par un concours inouï de circonstances favorables; je respecte enfin la Révolution qu'on peut lire dans nos Decrets; mais celle qui emploie les libelles, les incendiaires, les assassinats, les émeutes et les fureurs populaires, m'afflige et m'épouvante; je m'indigne contre ses Panégyristes, et j'en attends impatiemment la fin.

« S'il est possible qu'il y ait des hommes qui n'accordent point leur estime à de tels sentimens, je ne veux point de leur estime.

« J'espere, Monsieur le Président, que cette explication simple, suffira pour restituer à ma déposition, sa véritable intention. »

Digitized by Google

La Société dont M. *Henri de Longuève* partageoit les principes, étoit composée habituellement de MM. l'Evêque de Langres, *Mounier*, *de Virieu*, *de Lally*, *Bergasse*, *Redon*, *Malouet*, *Henri de Longuève*, *de Marnezia*, *de Guilhermy*, *du Fraisse du Chey*, *Feydel*, *Madier*, *Durget*, *la Chèze* et quelques autres. Ces Députés n'avoient jamais eu besoin de savantes distinctions entre la morale publique et la morale particulière. Irréprochables sous tous les rapports, la pureté de leur conduite privée étoit le garant de leur intégrité politique. La liberté, non pas celle qu'il faut aux scélérats, mais la liberté des gens de bien, n'eut jamais de disciples plus sincères. Trop éclairés et Citoyens trop purs pour soupçonner même qu'on pût instituer un Gouvernement libre par des crimes et par de vaines théories dont traire à toute philosophie, à toute expérience, ils n'imaginèrent point de fonder une Constitution, balancée entre le pouvoir d'un Monarque absolu et le délire de l'autorité populaire, sur des catastrophes et des révolutions continuelles. C'est de tels sentimens que d'imbécilles instrumens de quelques Factieux, ont osé présenter à la Nation comme un système d'*Aristocratie*. Voilà les hommes contre lesquels ils invoquoient la fureur du Peuple, et qu'ils lui peignent comme des *Aristocrates*, des *Ennemis de la Révolution*, des *Amis de l'ancien*

Digitized by Google

régime. Ce délire de la calomnie et de la déraison, a déja passé son plus haut période ; l'opinion qui l'a soutenu pourrira d'elle-même sur les débris des Factions et des réputations du jour.

L'affaire du Chevalier *Bonne-Savardin* ayant été rapportée au Châtelet, ce Tribunal a décrété de prise-de-corps cet Accusé, ainsi que M. *de Maillebois*. Même décret contre les deux *quidams*, prévenus d'avoir favorisé l'évasion de M. *de Bonne*. M. *Gentil*, Capitaine de Dragons, accusé du même délit, le Concierge de l'Abbaye et sa femme sont décrétés d'ajournement personnel. M. l'Abbé *de Barmond* est décrété *d'assigné pour être ouï*, et la Garde formidable qui s'est emparée de sa maison et de sa chambre, a ordre de se retirer. Ce Député parut Samedi à l'Assemblée aux applaudissemens unanimes du côté droit et d'une partie des Tribunes. Le Châtelet n'a rien statué sur MM. *de Saint-Priest* et *Eggs*.

Cette réserve exprime-t-elle le dessein d'une ultérieure information? Sans doute, car autrement le Châtelet eût déchargé d'accusation et le Ministre et M. *Eggs*. Il est difficile de comprendre le but d'une enquête ultérieure contre ce dernier. Quant à M. *de Saint-Priest*, le Comité des Recherches ne le lâchera sans doute qu'à la dernière extrémité, et il est possible qu'il attende le secours de quelques délateurs. La noblesse de ce mé-

Digitized by Google

ier, si honoré par *Sylla*, par *Tibère*, *Séjan*, *Louis XI*, le long Parlement d'Angleterre, et notre Comité des Recherches n'a jamais eu un aussi grand éclat que celui qu'il vient de recevoir d'un dernier *Factum* de M. *Garran de Coulon* contre M. *de Saint-Priest*. (C'est M. *Garran*, Accusateur, Dénonciateur, Magistrat de la Cour des Recherches, plaide contre ceux qu'il accuse. Telle est la Jurisprudence *Républicaine* que nous avons gagnée, et qui n'est pas la Jurisprudence Angloise, selon la naïve observation d'une Apologiste des Inquisitions). Dans ce beau Plaidoyer de M. *Garran*, le principal rôle est joué par un Napolitain, qui, de Secrétaire de l'Ambassadeur du Roi de Naples, est devenu Citoyen actif d'un District, par pur zèle pour la Liberté. Depuis son abdication, qui fera oublier celle de Dioclétien, le Napolitain *National* s'amuse à rendre compte au Comité des Recherches des conversations qu'il dit avoir entendues chez l'Ambassadeur dont il tiroit les gages. Dans le cercle où il assure qu'il étoit admis, il fait parler M. et Mde. *de Saint-Priest* et autres personnes; ces interlocuteurs s'expriment en termes choisis, comme par la main d'un Investigateur de conspirations. Il faut croire, pour l'honneur du Délateur, qu'il s'est contenté d'écouter aux portes. Nous reviendrons sur cet espionnage *civique* dans la maison d'un

Ambassadeur : rien n'est plus propre à former les mœurs d'une Nation, rien mieux dirigé au principe de la Démocratie, que ce radoteur *de Montesquieu* plaçoit dans la VERTU.

Le District de Versailles a placé au nombre de ses Juges, MM. *Robespierre*, Artésien, et fameux par sa tendresse pour les Citoyens qui brûlent les Châteaux ; M. *Bouche*, l'oracle de la Provence, et M. *Biauzat*, ci-devant Auvergnat. Ce choix est si rassurant que, depuis quelques jours, S. M. a fait déménager entièrement le Château de Versailles, et enlever même les glaces. Ainsi, les Habitans de cette Ville, que *Louis XIV* tira des carrières, et qui y rentrera, vont expier les projets de quelques Factieux subalternes, aux ordres de quelques Factieux plus importans. On peut juger de la prudence de la Cour à se bannir de ce domicile, par la demande que, il y a 15 jours à la Municipalité de Versailles un des hommes qui a le plus contribué à en rendre le séjour odieux à la Famille Royale. Cet homme proposa fièrement au Maire de faire ériger sur la Place d'armes un Monument commémoratif des belles journées des 5 et 6 Octobre. On présume l'horreur avec laquelle cette Pétition fut reçue. Déjà, l'on annonce que le Tribunal de Versailles va être nanti des Crimes de Lèze-Nation, et du jugement des forfaits du mois d'Octobre 1789.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 5 Octobre.

Ce fut le 24 du mois dernier que le Roi, le Prince Héréditaire et le Ministre d'Etat Comte *de Hertzberg* revinrent de Breslau en cette capitale. Le Prince *de Reuss*, Ministre du Roi de Hongrie, le Comte *Oginski*, les Généraux *de Dittmar* et *de Motter*, et l'Artillerie des deux premiers Corps d'armée, ont suivi S. M. quelques jours après. Le 27, les Régimens d'Infanterie qui sont ici, et deux bataillons d'Infanterie légère exécutèrent les grandes manœuvres devant la porte de Halle, en présence de la Cour et d'un grand nombre d'Etrangers. Le Général *de Mollendorf*, qui avoit assisté à ces exercices, partit deux jours après (le 29) pour aller prendre le commandement de

Digitized by Google

l'armée d'observation rassemblée dans la Prusse. Elle est divisée en deux Corps, qui formeront ensemble 85,000 hommes. Les seules garnisons de Berlin et de Potzdam ont été remises sur le pied de paix. On s'attend à voir au premier jour le Général *de Henckel*, dont le Corps est posté entre Gumbinnen et Memel, s'avancer en Courlande : il sera remplacé dans sa position par le Corps du Général d'Usedom. On a fait déclarer *dans les Gazettes*, à l'Impératrice de Russie, que *vu sa colère* contre la Prusse et l'Angleterre, elle alloit les démasquer, les attaquer, et nous punir d'avoir dérangé ses plans d'envahissement. Il faudra bien que cette *colère* se radoucisse, comme s'est radoucie la colère contre la Pologne et le Roi de Suède. On ne nous intimide pas aussi facilement que des Khans de Tartares. Il est donc à croire qu'on négociera au lieu de se battre.

Les intrigues sont en pleine activité, et probablement elles dispenseront les Parties de recourir aux armes. Si la Russie persiste à écraser la Porte Ottomane par un Traité de paix, nous défendrons la Porte, dont les intérêts sont liés à ceux du Nord et de l'Allemagne, et qu'il nous importe de maintenir dans celles de ses possessions Européennes qui nous avoisinent. Cette politique n'est pas bien compliquée, et notre Cabinet est fermement résolu à s'y tenir. Quant

Digitized by Google

à *la Confédération du Nord*, dont nous menacent quelques Gazettes Françoises, qui honorent six fois par semaine notre Cabinet de leurs invectives, elle n'a jamais existé que dans ces bavarderies politiques. Nous pouvons affirmer qu'il n'y eut jamais de chimère plus absurde, plus dépourvue de tout fondement.

M. *de Dietz*, notre Envoyé à Constantinople, ayant été remplacé par M. *de Knobelsdorf*, est de retour ici. C'est un Négociateur fin et expérimenté : nul Ministre Etranger ne connoît mieux les intérêts et la politique de la Porte.

M. *Ewart*, Envoyé Britannique, a pris congé du Roi la semaine dernière, et se rend en Angleterre, laissant ici un jeune Chargé d'affaires, nommé M. *Jackson*. Ce départ, dans les conjonctures actuelles, a excité un juste étonnement. M. *Ewart*, le Négociateur le plus actif et le plus délié, qui a épousé une parente de M. *de Hertzberg*, qui a puissamment influé sur le concert, et sur l'intimité des relations nouvelles entre la Prusse et l'Angleterre, ne peut avoir quitté Berlin, en ce moment, sans un but politique sérieux, ou sans des motifs extraordinaires, dont on conjecture peut-être trop légèrement la nature.

L'Académie des Sciences a tenu, le 30 Septembre, une Séance publique à l'occasion de l'anniversaire du Roi. M. le Comte *de Hertzberg* a lu un dis-

Digitized by Google

cours sur les événemens politiques de cette année : on y a remarqué principalement un parallèle entre l'état de tranquillité qui règne dans les Etats du Roi, et les révolutions dont sont agités plusieurs autres Etats de l'Europe. M. *de Hertzberg* a terminé ce discours par quelques réflexions justes et sévères sur la harangue prononcée à l'Assemblée Nationale de France, par un soi-disant Député Prussien (*J. B. Cloots*).

De Vienne, le 5 Octobre.

Au défaut de nouvelles importantes, il faut se borner à démentir les fausses nouvelles. Les Gazettes avoient rompu notre Armistice avec la Porte, dissous le Congrès de Bucharest, dispersé les Plénipotentiaires. Tout cela est controuvé. Les dernières dépêches de la Valachie, apportées au Gouvernement, et envoyées au Roi à Francfort, nous apprennent que la Porte Ottomane a confirmé l'Armistice provisoire qu'avoit admis le Grand-Visir : cette confirmation a été publiée au camp de Bucharest, le 16 Septembre. Depuis cette époque, les Troupes commencent à retourner dans leurs quartiers de cantonnement; une partie marche en Transylvanie. — Le quartier-général du Grand-Visir est à Rudschuk, d'où ce Ministre a envoyé à Bucharest deux Députés char-

Digitized by Google

gés de pleins pouvoirs pour la négociation de la paix.

Le Colonel Prussien *de Goërs* est arrivé ici de Berlin ; il se rend de nouveau à Rudschuk, et de là à Constantinople. Hier, il a été suivi de M. *de Lucchesini*, Ministre Prussien, qui après demain se rendra à Bucharest, où vont aussi à la fin de la semaine les Ministres d'Angleterre et de Hollande.

Le Congrès National Illyrien tint le 31 Août sa première Séance à Temeswar. Dans la seconde Séance du 1^er^ Septembre, il fut arrêté de prendre pour base de la rédaction des doléances et vœux de la Nation, les Diplomes donnés par le Roi *Léopold I* le 6 Avril 1691. Dans la Séance du 6, on a arrêté, sur les représentations des Députés de l'Etat Civil et Militaire, de supprimer l'incorporation du Bannat à la Hongrie. Sur le champ un Courrier fut dépêché ici pour porter cet Arrêté à S. M.

Le Prince *Nicolas-Esterhazy de Galantha*, Chambellan et Conseiller privé de S. M., Chevalier de la Toison d'Or, et Feld-Maréchal des Armées du Roi, est mort, le 28 Septembre, dans sa 76^e^. année.

De Francfort sur le Mein, le 10 *Octobre.*

L'Election, l'entrée et le Couronnement de l'Empereur ont occupé tous les yeux et tous les esprits depuis 12 jours. Nous laissons aux Gazettes le soin de

Digitized by Google

transcrire les minuties, en nous bornant aux particularités générales.

Ainsi que nous le dîmes la semaine dernière, ce fut le Duc *Charles de Mecklenbourg*, accompagné du Colonel Comte *de Ponte de Léon*, du Directeur des Postes et de trente Postillons, qui porta au nouvel Empereur à Aschaffenbourg, la nouvelle de son Election. Arrivé à midi, il se rendit au château, et remit à *Léopold II* le Diplome de son élévation à la Dignité Impériale, en présence des trois Electeurs Ecclésiastiques, des Archiducs, de l'Archiduchesse *Christine* et du Duc *de Saxe-Teschen*. S. Maj. répondit qu'Elle s'empresseroit de mériter la confiance des Electeurs et de l'Empire. Le Duc *Charles* reçut de la main de l'Empereur une épée d'or garnie de brillans. Le Comte *de Pappenheim*, Maréchal Héréditaire de l'Empire, qui s'étoit aussi rendu auprès de S. M., fut gratifié d'une bague de brillans.

Dans l'après-midi du 4, le nouvel Empereur a fait ici son entrée solemnelle; à une lieue de la Ville, il fut reçu sous une grande tente par les trois Electeurs Ecclésiastiques, par les principaux Ambassadeurs Electoraux, et par le Corps de notre Magistrature qui lui remit les Clefs de la Ville. A son entrée, toutes les cloches sonnèrent; on tira sur les remparts 300 pièces de canon. Un peuple

Digitized by Google

immense couvroit le passage, et fit retentir les airs des cris redoublés; *Vive l'Empereur Léopold et son Auguste Famille!* S. M. se rendit d'abord au Chapitre de St. Barthelemi, où Elle jura la Capitulation d'élection, et ensuite au Palais Impérial. — L'Impératrice-Reine, le Roi et la Reine de Naples, les Archiducs et les Archiduchesses étoient arrivées deux jours auparavant.

Le lendemain 5, une Députation de notre Sénat se rendit auprès de l'Empereur, et lui remit le présent d'usage, consistant en une cuvette d'argent doré, deux flambeaux d'argent, cent doubles ducats et mille simples frappés à l'occasion du Couronnement. Une semblable députation fut introduite le lendemain chez l'Impératrice, à laquelle elle remit le même présent.

Rien de plus magnifique, de plus solennel que le cortége de cette entrée. 82 voitures à six chevaux, et 22 à quatre; 1493 personnes suivant à cheval, 1339 à pied: les chemins, les rues, les croisées ne laissoient aucune place vide. Par tout l'Empereur fut accueilli par des acclamations universelles.

Le 7, on annonça au son des trompettes et des timbales que le Couronnement se feroit le Samedi 9. Hier donc à 8 heures du matin, l'Empereur se rendit au *Rœmer*, d'où les Ambassadeurs des Electeurs Laïques le conduisirent à l'Eglise Saint Barthelemi,

Digitized by Google

au bruit d'une triple décharge d'Artillerie : les trois Electeurs Ecclésiastiques s'y étoient déjà rendus en grand cortége. La marche du *Rœmer* à l'Eglise se fit au bruit des cloches, des trompettes et de la musique. Le Prévôt de l'Empire ouvroit cette auguste Procession ; les Officiers de l'Empire et des Electeurs précédoient l'Empereur, qui, à son entrée dans l'Eglise, fut reçu par les Electeurs Ecclésiastiques. L'Archevêque de Mayence, après la prière, fit prêter serment à l'Empereur et le sacra. Le Prince reparut ensuite couvert des vêtemens Impériaux, et reçut la Couronne devant l'Autel. Après la cérémonie, tout le cortége revint au *Rœmer*, sous un couvert tendu de drap : le festin Impérial termina la soirée, dans laquelle l'Empereur, reconduit au Palais en grand cortége, reçut et rendit les visites des Electeurs.

Aucune Election Impériale n'a offert moins de difficultés. Il a régné la plus grande harmonie dans le Collége Impérial, et les articles de la Capitulation ont été dressés presque sans discussion. L'on assure que l'un de ces articles recommande à l'Empereur, en général, le maintien et la défense du Traité de Westphalie, sans faire une mention particulière des Droits des Princes propriétaires en Alsace et Lorraine. Cette réserve a résulté d'une considération toute-puissante, quoique personnelle ; et qui a frappé le Collége Electoral. C'est par un recez séparé qui sera porté à la première dictature de la Diète de

Digitized by Google

Ratisbonne, que ce Collège a arrêté les résolutions à prendre, relativement aux réclamations des Princes Allemands, qui se trouvoient lésés par les Décrets de l'Assemblée Nationale de France.

Le concours d'Etrangers a été immense; il s'y est trouvé plusieurs Français d'une très haute naissance. Le jeune Prince *de Craon*, ayant assisté à la cérémonie du Couronnement, dans son uniforme des Gardes-du-Corps du Roi de France, il a été comblé d'applaudissemens. Notre Nation loyale et valeureuse, a voulu rendre cet hommage à un Corps distingué par des infortunes si glorieuses, par son héroïsme de fidélité, par les calomnies même de ses Assassins.

Aux conditions que les Sections de Liège prescrivoient au Corps Germanique, le Collège Electoral a opposé une Capitulation en 15 articles, que voici :

« I. Les Insurgens doivent faire une soumission nue et simple, sans réserve et conditions, icelle à communiquer tant aux six Cours Electorales de Mayence, Trèves, Cologne, Munich, Brandebourg et Hanover, qu'à son Altesse le Prince de Liège et à la Chambre Impériale de Wetzlar.

« II. Le Prince de Liège enverra à l'Electeur de Mayence une déclaration d'accorder Amnistie à tous les Insurgens sans exception. »

« III. Le Roi de Prusse la leur fera connoître confidentiellement. »

Lo

Digitized by Google

« IV. Lorsque les Cours Electorales seront intimées de la soumission des Insurgens, elles feront surseoir à l'Exécution, en requérant le Prince, pour qu'il accorde grace et Amnistie aux Insurgens ; et feront supplier la même chose vis-à-vis de l'Empire. »

« V. Le Prince fera publier une Amnistie. »

« VI. Les Cours de Brandebourg, Cologne et Munich enverront à Liège chacune un Député, pour voir si la soumission est faite et pour faire désarmer. »

« VII. Les Gardes et Troupes du Prince seront rétablies. »

« VIII. Le tout sera rétabli dans l'Etat, où il étoit le 18 Août 1789. »

« IX. Cela fait, le Prince sera invité à retourner dans ses Etats. »

« X. Alors il sera question de voir, si la Magistrature rétablie sera continuée, ou si l'on doit procéder à la formation d'une nouvelle, ou s'il y aura une nomination intrimistique. »

« XI. Les Insurgens proposeront leurs griefs et on examinera quels changemens il y aura à faire. »

« XII. Les frais de l'exécution et ceux à faire seront à charge du Pays. »

« XIII. Pour éviter tous ressentimens personnels, il y aura de nouveaux Commissaires. La Prusse nomme le Baron *de Stein*, l'Electeur de Cologne, M. *de Kramer*, l'Electeur Palatin, M. *de Knap*. »

« XIV. Le Prince de Liège nommera aussi un nouveau Ministre ; et on lui dit, que le Comte *de Mean*, son Neveu, est agréable à tout le monde.

« XV. Le Prince sera prié de remissionner ses dommage ou un partie d'iceux. »

Digitized by Google

« Selon ce Plan, les Troupes d'exécution partiront du Pays de Liège, sauf qu'il y aura 400 hommes de la part de l'Electeur de Cologne, autant de l'Electeur Palatin, et autant de celui de Brandebourg, qui resteront au Pays, pour veiller au rétablissement du bon ordre. »

Ces Résolutions forment un tel contraste avec les prétentions de Liège, et l'assurance tranchante de ses volontés, qu'il est difficile de comprendre, ou la confiance des Habitans de cette Ville dans le plus léger espoir de faire adopter le vœu de leurs Districts, ou celle de l'Empire qui leur impose de pareilles Lois. Lorsque la nouvelle en est arrivée à Liège, les Sections, assemblées le 4, ont délibéré de *préférer la mort à l'esclavage*, d'être *libres ou mourir*, de verser *jusqu'à la dernière goutte de leur sang*, plutôt *que de courber la tête sous le plus dur despotisme*, en acceptant ces Préliminaires. On les a hautement rejetés, et les Députés de la Ville à Francfort, y ont été reporter la résolution de leurs Commettans. Qui fléchira de l'Empire ou d'eux? Nous osons croire que c'est un problème. Il paroît que le Roi de Prusse s'est entièrement refroidi sur le sort de ces Insurgens, dont la cause mériteroit plus d'intérêt, si elle n'avoit été fondée sur les violences du mois d'Août 1789. Employer la force pour obtenir des de-

Digitized by Google

mandes même justes, c'est donner à nos Adversaires le droit de nous écraser légitimement s'ils deviennent les plus forts. Après tant d'actes de Souveraineté, à la suite d'un style si impérieux et si outrageant, les Chefs de l'Insurrection de Liège doivent en effet être humiliés des conditions qu'on leur propose. S'il n'y a pas de milieu à commander en maîtres, *ou à se courber sous le plus dur despotisme*, le Rescrit du Collége Electoral est en effet très-despotique. Cependant, il ne prononce sur les prétentions d'aucun Parti, et se borne à les soumettre à un arbitrage plus équitable que celui des baïonnettes, des confiscations, des bannissemens, des délibérations prises les armes à la main.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 13 Octobre.

Les raisonnemens sur la guerre ou la paix touchent à leur terme : dans très-peu de jours, ce problème terrible ne sera plus douteux. Le Public appréciera alors la justesse des informations des prétendus Politiques, qui, sur la foi de quelques Gens à argent et des spéculations de Bourse, traitoient si lestement cette querelle, que l'anarchie de la France et la lenteur de ses résolutions politiques,

Digitized by Google

ont rendu maintenant presque inconciliable.

Le retour du Courrier de Cabinet, expédié à Madrid il y a 15 jours, décidera ou non la rupture ; mais il seroit possible qu'elle le prévînt. Nous l'avons annoncé invariablement : la paix dépend de l'accession de la Cour de Madrid aux conditions que notre Gouvernement lui dicte ; or, comme elle est préparée à la guerre, comme des intérêts puissans lui commandent un refus, comme elle a pu conserver l'espoir d'être secourue par la France, on ne désarmera pas facilement ; suivant les apparences, sa résolution est de combattre plutôt que de se résigner.

D'après cette opinion, devenue enfin générale, et les dispositions menaçantes qui la confirment ici de toutes parts, le cri de guerre est maintenant universel ; les 3 pour cent consolidés ont baissé d'un pour cent par jour depuis Vendredi ; ils étoient hier à 73. Un Courrier arrivé de Paris la semaine dernière, paroît avoir entraîné le Ministère à des mesures décisives. Samedi matin, à l'issue du Conseil, un Exprès partit pour Madrid ; dans les cercles les plus qualifiés, on assure qu'il porte à M. *Fitz-Herbert* ses Lettres de rappel. Deux autres Courriers ont été expédiés le même soir, l'un à la Haye et l'autre à Berlin. Dans le jour, Mylord *Howe* quitta Londres pour se rendre à Portsmouth, où il est arrivé le 8. Le

Digitized by Google

lendemain, il a arboré son Pavillon sur la *Queen Charlotte* de 110 canons, à Spithéad. L'Amiral *Barington* avoit antérieurement reçu l'ordre de mettre la Flotte en état de lever l'ancre, aussitôt que possible. Cet événement est peu éloigné; on l'annonce pour la fin de la semaine. On redouble d'activité pour l'équipement de la *Britannia* de 100 canons, du *Warrior*, du *Berwick*, de l'*Hector* de 74 canons, et du *Ruby* de 64. Le *Leviathan*, de 74 canons, sera lancé cette semaine à Chatham, où l'on presse l'équipement du *Zealous*, du *Terrible*, du *Vénérable* et du *Thunderer*, vaisseaux neufs de 74 canons. Suivant la dernière liste de l'Amirauté, nous avons 71 vaisseaux de ligne en commission, et 31 en bon état qu'on prépare actuellement. Nous pouvons certifier qu'il s'en trouve dans cette nomenclature 43 construits depuis la dernière guerre.

L'Escadre qui va mettre à la voile pour les Indes Occidentales est de sept vaisseaux de ligne et plusieurs frégates. Elle prendra sous son escorte les transports et les bâtimens armés en flûtes qui porteront des Troupes à la Barbade. Trois Régimens partiront de Cork, et l'on embarque un Bataillon de chacun des trois Régimens des Gardes. Le Corps entier sera de 6000 hommes; on en dit le commandement destiné au Général

Digitized by Google

Campbell. Les Gardes seront aux ordres du Général *Garth*: le 11, à la parade, on leur signifia l'ordre de leur départ. On a tiré de la Tour, des armes envoyées à Portsmouth, et qui seront embarquées sur les transports.

Ces dispositions font présumer qu'on tentera de bonne heure une expédition sur les Colonies Espagnoles; mais il faut laisser dans les Gazettes la nouvelle d'un plan contre le Mexique, donné par un Créole, dont le Gouvernement veut exécuter les idées. Toutes les guerres reproduisent de ces faiseurs. Un des plus dangereux parut en 1779, et il est certain que la première destination de l'Escadre du Commodore *Johnstone* avoit été déterminée sur les projets de cet Etranger (1).

(1) Si ce Commodore, suivant le premier plan du Cabinet, eût abordé au Pérou par la mer du Sud, il eût trouvé cette Province dévastée par le soulèvement des Naturels, 80 mille Blancs massacrés, *la Paz* saccagé, *Cusco* assiégé, et Lima sans défense. Avant que le Gouverneur eut reçu des secours de Buenos-Ayres, le Pérou étoit envahi. On a ignoré en Europe les détails de cette terrible révolte des Naturels; nous en avons en main les documens les plus authentiques; c'est le fait le plus étonnant de la dernière guerre et le moins connu. Il existe en France un Homme qui se trouvoit au Pérou à cette époque, et qui nous a confirmé toutes les particularités dont nous possédons les preuves officielles.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 20 Septembre.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décret sur les Assignats, rendus dans la Séance du Vendredi 8 Octobre.

« Art. I^er. L'intérêt des 400 millions d'Assignats-monnoie créés par le Décret des 16 et 17 Avril dernier, cessera le 16 du présent mois, et n'accroîtra plus le capital à compter de cette époque.

« II. Les coupons d'intérêt attachés à chaque Assignat pourront en être séparés, et, sur la remise qui en sera faite, les six mois d'intérêt échus au 18 Octobre, seront payés à Bureau ouvert, à partir du premier Janvier 1791, dans les Caisses qui seront désignées par l'Assemblée Nationale, tant à Paris que dans les Départemens; ils seront reçus pour comptant, à partir du 16 de ce mois, dans toutes les Caisses d'impositions et de perceptions, savoir, les trois coupons réunis des Assignats de 1000 liv. pour 15 liv., ceux des Assignats de 300 liv. pour 4 liv. 10 sols, et ceux des Assignats de 200 liv. pour 3 liv.

« III. La valeur des Billets de la Caisse d'Escompte, et les Promesses d'Assignats qui ne sont pas garnies de coupons d'intérêt, sera fixée au 16 de ce mois, savoir, les Billets de 1000 liv. à 1015 liv., les Billets de 300 liv. à 304 liv. 10 sols, et les Billets de 200 liv. à 203 liv.

« IV. Cette valeur fixe commencera auxdits Billets jusqu'à leur échange fait contre des Assignats, et, à cette époque, les As-

Digitized by Google

signats donnés en échange et séparés de leurs coupons d'intérêt ne vaudront plus que 1000 liv., 300 liv. et 200 liv., nonobstant la mention de l'intérêt faite dans le libellé de l'Assignat; les coupons de l'intérêt séparés desdits Assignats, seront payés conformément à l'article II. »

Articles décrétés sur le remplacement de la Gabelle dans la Séance du 8 Octobre.

« ART. I. Les diverses impositions établies par les Décrets des 14, 15, 18, 20, 21, et 22 Mars, pour indemnité de la suppression des Gabelles, pour l'abonnement du droit des fers, et du droit de la marque des Cuirs, et pour le remplacement du droit de fabrication sur les Amidons et sur les Huiles; et des droits de circulation sur les Huiles et Savons, seront réparties, conformément auxdits Décrets, entre les Départemens et les Districts qui formoient autrefois les Provinces soumises à ces Droits. La proportion de consommation sera évaluée en masse à raison de la population, sauf l'indemnité qui pourra être accordée aux réclamations fondées, conformément à l'article V, sans que les réclamations qui auroient lieu puissent arrêter l'exécution des rôles. »

« II. D'après cette première répartition, la population des villes indiquant en chaque Département la somme de la contribution à laquelle elles devront être soumises, cette somme sera distraite de la contribution générale, pour être imposée en chaque ville, ainsi qu'il sera décrété par l'Assemblée Nationale, sur le vu de l'avis du Directoire de Département, qui sera tenu de demander l'opinion du Directoire de District, et par celui-ci le vœu de la Municipalité, confor-

Digitized by Google

mément au Décret du 22 Mars. Le surplus sera imposé dans les campagnes, au marc la livre des impositions ordinaires et des rôles des vingtièmes dans les lieux où ils sont levés, ou du premier desdits vingtièmes dans les autres. »

Du Lundi 11 Octobre.

M. *de Bassignac*, Commandant du Régiment Mestre-de Camp, Cavalerie, annonce, par une Lettre suivie d'une Adresse du Régiment, le retour à l'ordre, et les bonnes intentions de ce Corps, égaré par des séductions dont son sincere repentir atteste toute la perfidie. On a fait une mention honorable de cette lettre dans le Procès verbal.

Après la lecture des Procès-verbaux, M. l'Evêque *de Clermont* est monté à la Tribune. On a cru deviner son intention, et aux premiers mots, on lui a fermé la bouche; en réclamant l'ordre du jour. Cette violence résultoit de la crainte que le Prélat ne protestât au nom du Clergé, contre la Constitution Ecclésiastique; cette crainte manquoit de fondement. M. l'Evêque *de Clermont* se bornoit à un acte de déference pour le Saint-Siége, et à demander qu'on suspendît l'exécution des Décrets concernant la Constitution du Clergé, jusqu'à ce que le Roi ait reçu la réponse de S. S.

Immédiatement après, la discussion est revenue au système d'imposition fonciere. M. *de la Rochefoucault* a pensé que non-seulement il ne falloit imposer que *le revenu net*, mais encore que *le revenu moyen* pris sur un nombre d'années. Par revenu net, il entend ainsi que le Comité, le produit des

Digitized by Google

terres dont l'on déduit les frais de semence, de culture, de récolte, et le salaire même du Propriétaire, s'il est Cultivateur lui-même.

M. *de Delley d'Agier* qui, dans les précédentes Séances, avoit montré une intelligence juste de la matière, des lumières positives, et la clarté de style qu'assurent les idées exactes sur le sujet qu'on traite, M. *de Delley d'Agier* a insisté sur la nécessité de déduire du revenu tout ce qui n'est pas d'une exploitation ordinaire et selon la coutume locale; il a posé trois principes; 1°. la Contribution foncière ne peut grever l'industrie sans devenir aussi personnelle. 2°. Elle ne doit porter que sur les Capitaux fonciers, à raison de leur *revenu net imposable*. 3°. Elle doit avoir une base solide, une quotité fixe; or, les produits extraordinaires et casuels de l'industrie agricole, ne sont ni des Capitaux fonciers, ni une base stable et fixe. Les imposer, ce seroit une mesure désastreuse pour le Propriétaire et pour la Nation.

« Au lieu de ces grandes et larges bases, a-t-il « ajouté, sur lesquelles se placent des Législateurs créant la Constitution d'un Peuple « libre, vous voulez vous circonscrire dans ces « combinaisons mesquines, dans cette *étroitesse* de génie qui, depuis tant de siècles, « comblent tous nos malheurs. Vous voulez... « augmenter même les abus de l'arbitraire... « Consultez vos Aînés en liberté, vos Aînés « en pensées fortes et profondes, vos Aînés « sur-tout en grandes vues législatives; et « au lieu de prendre leurs modes, qu'ils « vous fournissent de plus nobles et de plus « utiles objets d'imitation. Voyez ces Insulaires, avec une population et des propriétés moindres de moitié que les vôtres,

Digitized by Google

« avec une dette immense, briller entre les « Nations, et conserver dans l'opinion de « l'Univers une prépondérance que vous « n'avez pas. Chez eux l'agriculture est flo- « rissante. La taxe sur les terres, à peine le « sixième des revenus publics, et presqu'in- « variable dans sa quotité, l'est sur-tout « dans son assiette (1). L'Angleterre sent « que ce n'est pas quelques millions de plus « qu'elle retireroit sur les fruits de l'indus- « trie agricole qui feroient sa vraie ri- « chesse. »

Combien ces passages auront scandalisé tel Auditeur qui ne croit point à l'*aînesse du génie*, qui traite ces Insulaires d'absurdes esclaves, parce qu'ils ont un Roi puissant, une Chambre des Pairs, et n'en sont que plus libres, et qui se persuade que l'opinion de l'Univers se regle d'après la déraison tranchante et le galimathias de trois ou quatre Journaux !

En conséquence de ces principes, le projet de Décret offert par l'Opinant, distrait de l'évaluation du revenu net tous les produits de l'industrie du possesseur, comme les fruits des arbres plantés dans une prairie, dans une terre labourable, dans une vigne, et le plus recueilli par des engrais, travaux ou procédés particuliers. L'Assemblée a ordonné l'impression de ce discours applaudi, qui feroit autant d'honneur aux sentimens qu'aux lumières de M. *de Delley d'Agier*, dût-on n'y voir qu'une théorie ingénieuse. On a

(1) La taxe sur les terres qui rend deux millions sterlings, ne forme qu'environ un huitième du Revenu public actuel, de 15 millions six à sept cent mille liv. sterlings.

Digitized by Google

rendu le même honneur au discours d'un Propriétaire expérimenté, de M. *de Lamerville*, qui propose de diviser les terres en six classes, n'exempte de l'impôt que les accessoires du sol, et ne caractérise ainsi que les troupeaux, et non les arbres; attendu que les troupeaux vont et viennent. Mais toute l'attention se dirigeoit d'avance sur l'affaire de St. Domingue; M. *Barnave* étoit chargé du Rapport au nom du Comité Colonial.

Les faits à raconter et les mesures à prendre, cette division naturelle n'auroit peut-être pas obligé un Orateur plus économe du temps d'une Assemblée Constituante, à remonter à la première nouvelle de la convocation des Etats-Généraux. Voici le sommaire de l'historique détaillé par M. *Barnave*, avec une fatigante prolixité. Nous ne prononcerons pas s'il a été aussi impartial que verbeux et vide.

Il se forme au Nord, au Sud, et à l'Ouest de la Colonie, des Assemblées ou Comités qui, recueillant les suffrages des Paroisses, élisent, dit le Rapporteur, les Représentans admis depuis dans l'Assemblée Nationale. Les trois Assemblées provinciales en élisent une générale, et n'en subsistent pas moins. Celle-ci reçut avec une reconnoissance unanime le Décret du 8 Mars sur la Colonie; elle décréta des remerciemens et agit cependant en législatrice souveraine. Ici lecture du discours que M. *de Peynier*, le Gouverneur, y prononça le 28 Avril, et cette lecture est applaudie. Deux jours après, l'Assemblée générale se déclare permanente. Le 6 Mai, elle casse le Conseil Supérieur du Cap; le 20, elle attribue aux Municipalités des pouvoirs inouis, des fonctions militaires,

Digitized by Google

des droits relatifs aux forts, aux ports, au Commerce, et notifie simplement ces Décrets au Gouverneur, sans attendre ni la ratification du pouvoir constituant de la Métropole, ni la Sanction Royale. M. *de Peynier* fait des représentations, l'Assemblée générale répond fièrement, lui rappelle son Serment, persiste, et le rend responsable des suites d'un refus.

Les Assemblées du Nord et Sud avoient protesté de leur inviolable attachement à l'Assemblée Nationale. La premiere prit, le 17 Mai, un arrêté où elle exalte et proclame, comme *le principe absolu* de la conduite de la Colonie, *le sublime Décret* du 8 Mars (proposé par M. *Barnave*); arrêté applaudi à Paris pour le moins aussi chaudement que dans l'Assemblée du Nord. Celle du Sud assure « que tous les bons Citoyens regardent « le Décret du 8 mars comme la base de leur « régénération. »

Dans ces circonstances, l'Assemblée Générale, de St. Marc, déclare, à l'unanimité, le 28 Mai, que le pouvoir législatif, en ce qui concerne le régime intérieur de St. Domingue, réside dans l'Assemblée de ses Représentans constitués en Assemblée Générale; n'admet de plus que la sanction du Roi, et n'accorde force de loi aux Décrets de l'Assemblée Nationale, concernant les rapports commerciaux et communs, que lorsqu'ils auront été consentis par l'Assemblée Générale; fixe ses Législatures à deux ans, et décrète que ces articles, comme faisant partie de la Constitution de St. Domingue, seront incessamment présentés à l'acceptation de l'Assemblée Nationale et du Roi, envoyés aux Paroisses, et notifiés au Gouverneur.

Digitized by Google

« Vous voyez, dit le Rapporteur, vous « voyez que, par ce Decret, l'Assemblée Gé- « nérale *retient* la législation, en ce qui con- « cerne le régime intérieur, avec la seule « sanction du Roi.... L'Assemblée Générale « avance qu'il n'étoit pas dans son intention « que ce Décret fût définitif, et qu'il étoit « soumis à l'acceptation de l'Assemblée Na- « tionale; mais peut-elle oublier son préam- « bule et sa conduite? »

Ce préambule porte que le droit de statuer sur le régime intérieur appartient essentiellement à St. Domingue, parce que ceux-là seulement qui ont intéret à la loi peuvent la délibérer et la consentir; conséquences immédiates des principes de la Constitution Françoise; que les Décrets de St. Domingue ne doivent être soumis à d'autre sanction que celle du Roi, parce qu'à lui seul appartient cette prérogative inhérente au Trône; que l'Assemblée Nationale si constamment attachée aux principes de justice, n'hésitera pas à reconnoître les droits de St. Domingue par un Décret solemnel; on voit d'un coup d'œil quels sont le modèle et les torts de l'Assemblée de St. Marc. Mais elle n'a bientôt plus de modèle, et ses torts n'en deviennent que plus graves.

Le 1^er^. Juin, nouveau Décret par lequel elle déclare que tout en se croyant suffisamment confirmée, elle ne veut que d'une *confiance entière;* « que ne se dissimulant pas « les inconvéniens dont l'Assemblée Natio- « nale a senti le danger lorsqu'un de ses « membre lui proposa de convoquer les Bail- « liages, l'Assemblée Générale conservera « ses fonctions jusqu'au moment de l'expres- « sion du vœu des Paroisses. » L'Assemblée du Nord attaque le Décret du 28 Mars; on

Digitized by Google

discute, on imprime. Alors arrive une lettre « attribuée, sans doute faussement, à un « de nos Collègues, observe le Rapporteur « lettre qui tend à décrier notre *instruction* du 28 Mars comme le fruit de l'influence du Ministre de la Marine, et qui suppose que l'Assemblée Générale aura l'autorité de n'en prendre que ce qui est conforme aux localités.

« Mais les instructions même étoient faites « pour les convenances locales. Nous nous « étions, à cet égard, écartés des Lois Françoises. Ainsi ce raisonnement étoit un mi« sérable sophisme. Les instructions... étoient « la volonté de l'Assemblée Nationale. »

On délibère dans les Paroisses, on vote pour la conservation de l'Assemblée Générale; elle décrète une formule de serment, les Volontaires protestent et jurent de défendre tous les Décrets de l'Assemblée Nationale. L'Assemblée de St. Marc déclare, le 13 Juillet, ce serment inconstitutionnel, et ordonne que M. *Mauduit* sera poursuivi comme criminel de Leze-Nation; il est clair qu'il n'a manqué qu'un Général et des Troupes à cette Assemblée.

La fin du rapport a été renvoyée à demain.

DU LUNDI. SÉANCE DU SOIR.

La Communauté des Orfevres est venue ce soir solliciter la suppression du contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent. Son Adresse et le secret des moyens qu'elle offre de remplacer les produits du contrôle, ont été renvoyés aux Comités réunis de Commerce et des Monnoies.

Jamais l'Assemblée ne fut si peu nombreuse

Digitized by Google

breuse que dans cette Séance. Un Membre a invité les Assistans à se rendre au Club des Jacobins, où probablement l'Assemblée Nationale étoit séante. Cette rareté de Délibérans n'a pas empêché qu'on décrétât encore une vingtaine d'articles de la façon de M. *Chassey*, à ajouter au code immense qui doit régler l'aliénation des Biens Nationaux.

Du Mardi 12 Octobre.

A l'ouverture, un Décret proposé par M. *Thouret*, sur l'installation des nouveaux Tribunaux, a été adopté sans discussion : il compose un Réglement de circonstances en 15 articles minutieux.

M. *Barnave* a repris son verbeux Rapport sur l'affaire de Saint-Domingue, qu'il auroit bien pu réduire à ses conclusions, puisqu'on n'a pas permis la moindre réflexion, même à M. *de Mirabeau*.

Le dépouillement critique des scrutins des 52 Paroisses, fait avec une analyse qui devroit servir de modèle et de correctif à ceux qui évaluent la *volonté générale*, le *sentiment du Peuple*, par des Majorités factices ou fallacieuses, a tendu d'abord à mettre en doute la confirmation de l'Assemblée-générale ; confirmation néanmoins proclamée par M. *de Peynier*, qu'on n'accuse pas de partialité à l'égard de cette Assemblée. Ensuite, énumérant tous les actes d'autorité qui lui servoient à prouver l'usurpation du Pouvoir législatif, le Rapporteur a cité le Décret par lequel l'Assemblée générale se déclare confirmée ; celui qui licencie les Troupes et crée des Gardes Nationales ; celui qui ordonne à l'Officier commandant le vaisseau le *Léopard*, au

Digitized by Google

nom de la Nation, de la Loi, du Roi et de la Colonie, de ne point quitter la rade.

Après l'exposé des faits de la fin de Juillet et du commencement d'Août ; faits que nous avons antérieurement rapportés, M. *Barnave* récapitule les crimes de l'Assemblée générale. Elle s'attribuoit les Pouvoirs législatif et exécutif; elle a voulu mettre les armes à la main des Citoyens. « Mais ces derniers actes, observe-t-il, quoique extrêmement coupables, appellent moins de sévérité, parce qu'ils ont été faits pour la défense personnelle des Membres de l'Assemblée générale. »

« Nous avons séparé, poursuit le Rapporteur, la question des choses, de celle des personnes. Après avoir jugé les actes, il nous a paru *utile* de laisser aux Membres de l'Assemblée générale le temps de justifier, s'il est possible, ses intentions. Nous avons cru que des hommes qui avoient obtenu la confiance d'une partie de leurs Concitoyens, doivent obtenir une attention froide et lente. Vous ne douterez pas que cette Assemblée ne doive être annullée ; mais la casser, dira-t-on, c'est rendre un jugement! Il ne faut pas d'autre *jugement* que votre *décision* pour anéantir une Corporation politique, créée par vous. C'est au *Pouvoir constituant*, source de tous les Pouvoirs, qu'il appartient de *juger* une Assemblée subordonnée; mais vous n'avez *aucune de ces questions* à examiner. Les Assemblées Coloniales... ne sont que des *Commissions* du Pouvoir constituant. »

Passant de ce galimathias sur les *Constituans* et les *Constitués*, au contraste des éloges, M. *Barnave* a *sollicité la satisfac-*

Digitized by Google

tion de la Patrie pour l'Assemblée du Nord, les Volontaires du Cap, ceux de Saint-Marc, M. *Peynier*, M. *Mauduit*.... « On dira, s'objecte-t-il, qu'ils se sont opposés à la Révolution. Mais si cette Révolution devoit séparer cette Colonie de la Métropole, ils ont droit à votre reconnoissance. Si cette Révolution étoit l'exécution de vos Décrets, M. *Peynier* l'a demandée, l'a sollicitée, ne s'est servi que pour cet objet des moyens qui lui étoient confiés. On dira qu'il s'est opposé à l'établissement des Municipalités; mais il s'agissoit de Municipalités *funestes*. On dira qu'ils ont versé du sang; mais vous avez vu que ce malheur étoit nécessaire pour la conservation de la Colonie (nous avons aussi vu plus haut que ces actes étoient excusables pour la conservation des Auteurs des Décrets); que la guerre étoit presque déclarée par les Décrets de l'Assemblée générale, par les tentatives sur les magasins à poudre, sur la fidélité des Soldats; vous avez vu qu'il falloit périr ou prendre des précautions pour conserver la Colonie et le Gouverneur même. »

Ces traits, que nous n'apprécierons ni comme vérités, ni comme moyens oratoires, offrent un aspect extraordinaire, quand on les rapproche des événemens dont s'est composée la Révolution de la Métropole, qu'on se garde bien de juger sur ce qu'elle peut avoir eu de *funeste*. L'éloge et le blâme ont des applications arbitraires dans les temps d'anarchie. Nous remarquerons simplement que le vertueux *Louis XVI* est le seul, au milieu des insurrections, qui ait constamment recommandé de n'employer aucune

Digitized by Google

espèce de violence, et de ne point verser le sang du Peuple.

M. *Barnave* a révélé aux Colons de Saint-Domingue que l'Amérique Septentrionale ne sauroit être, de long-temps, pour eux, une utile alliée, et qu'ils n'ont « de choix à faire qu'entre la France et l'Angleterre... Celle ci réduiroit, a-t-il dit, à un *Gouvernement de fer* le Gouvernement doux que nous voulons établir. Ainsi, éloignez ces inquiétudes. *J'oserois m'en faire le garant. Quelques-uns ont été trompés....* (Ici des murmures du côté droit). Il m'est permis de disculper devant vous, des hommes, des François; ils étoient égarés, ils n'étoient pas corrompus.... »

Laissant à d'autres le soin de deviner cette énigme, nous observerons que M. *Barnave*, dans un Discours de plus de six heures, c'est-à-dire, de la valeur de 36 mille francs, n'a montré que des principes de circonstance, de ceux qu'en un autre ordre de choses, on foudroieroit soi-même par d'aussi vigoureux principes; qu'il a jugé comme la fortune, que la Déclaration des Droits de l'Homme étant l'élément radical de la Constitution Françoise, et ne convenant pas à Saint-Domingue, le Pouvoir législatif ne peut être essentiellement le même ici et là, parce qu'il n'existe nulle part dans le même sujet deux vérités dominantes, impératives et opposées; que la Colonie ne pécheroit pas contre la Souveraineté de la France, en voulant exercer la portion qu'elle en a, de l'unique manière qui ne lui soit pas nuisible, en tenant toujours à la Mère-Patrie par la nécessité consentie de la Sanction Royale et du Pouvoir exécutif du Roi par ses Gouverneurs; que les grandes ques-

Digitized by Google

tions contenues dans cette affaire majeure, n'ont été qu'éludées; qu'un Corps législatif n'a pas le droit d'infliger des peines; que l'Assemblée générale a déja été jugée et punie par ses Commettans; que la défense de l'Assemblée générale se réduit à ces mots: « J'ai abusé de la plupart de vos maximes de théorie et de pratique, pour me rendre indépendante de vous et de mes Commettans; ils m'exterminent, je me réfugie dans vos bras. Juges et Parties, il faut que vous soyez extrêmement généreux pour que je ne paroisse pas avoir tenu une conduite insensée. »

Le Décret dont on a inutilement invoqué l'ajournement, et rendu sans discussion, est conçu en ces termes:

« L'Assemblée Nationale, après avoir entendu son Comité des Colonies sur la situation de l'isle de St. Domingue, et les événemens qui y ont lieu; »

« Considerant que les principes constitutionnels ont été violés, que l'exécution de ses Décrets a été suspendue, et que la tranquillité publique a été troublée par des actes de l'Assemblée générale séante à St. Marc, et que cette Assemblée a provoqué et justement encouru sa dissolution; »

« Considérant que l'Assemblée Nationale a promis aux Colonies l'établissement prochain des Lois les plus propres à assurer leur prospérité; qu'elle a, pour calmer leurs alarmes, annoncé d'avance l'intention d'entendre leurs vœux sur toutes les modifications qui pourroient être proposées sur les Lois prohibitives du Commerce, et la ferme volonté d'établir comme article constitutionnel dans leur organisation, qu'aucunes

Digitized by Google

Lois sur l'état des personnes ne seront décrétées pour les Colonies, que sur la demande formelle et précise de leurs Assemblées Coloniales ; »

« Qu'il est pressant de réaliser ces dispositions pour la Colonie de St. Domingue, en y assurant l'exécution des Décrets des 8 et 28 Mars, et en prenant toutes les mesures nécessaires pour y rétablir l'ordre public et la tranquillité ; »

« Déclare les prétendus Décrets et actes émanés de l'Assemblée constituée à Saint-Marc sous le titre d'Assemblée générale de la partie françoise de St. Domingue, attentatoire à la Souveraineté Nationale et à la Puissance Législative, décrète qu'ils seront tenus pour nuls et non avenus, incapables de recevoir aucune exécution ; »

« Déclare ladite Assemblée déchue de ses Pouvoirs, et tous ses Membres dépouillés du caractère de Députés à l'Assemblée Coloniale de Saint-Domingue ; »

« Déclare que l'Assemblée Provinciale du Nord, les Citoyens de la ville du Cap, la Paroisse de la Croix-des-Bouquets, et toutes celles qui sont restées invariablement attachées aux Décrets de l'Assemblée Nationale, les Volontaires du Port au Prince, ceux de Saint-Marc, les Troupes Patriotiques du Cap, et tous les autres Citoyens qui ont agi dans les mêmes principes, ont rempli glorieusement tous les devoirs attachés au titre de François, et sont remerciés au nom de la Nation par l'Assemblée Nationale ; »

« Déclare que le Gouverneur-général de la Colonie de Saint-Domingue, les Militaires de tous grades qui ont servi fidèlement sous ses ordres, et notamment les Sieurs de

Digitized by Google

Vincent et *Mauduit*, ont rempli glorieusement les devoirs attachés à leurs fonctions ; »

« Décrète que le Roi sera prié de donner des ordres pour que les Décret et instruction des 8 et 28 Mars dernier reçoivent leur exécution dans la Colonie de Saint-Domingue ; qu'en conséquence, il sera incessamment procédé, si fait n'a été, à la formation d'une nouvelle Assemblée Coloniale, suivant les règles prescrites par lesdits Décret et instruction, et tenus de s'y conformer ponctuellement ; »

« Décrète que toutes les lois établies continueront d'être exécutées dans la Colonie de Saint-Domingue, jusqu'à ce qu'il en ait été substitué de nouvelles ; en observant la marche prescrite par lesdits Décrets ; »

« Décrète néanmoins que provisoirement et jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'organisation des Tribunaux dans ladite Colonie, le Conseil Supérieur du Cap sera maintenu dans la forme en laquelle il a été rétabli, et que les jugemens rendus par lui depuis le 10 Janvier dernier ne pourront être attaqués à raison d'illégalité du Tribunal : »

« Décrète que le Roi sera prié, pour assurer la tranquillité de la Colonie, d'y envoyer deux vaisseaux de ligne et un nombre de frégates proportionné, et de porter au complet les Régimens du Cap et du Port au Prince ; »

« Décrète enfin, que les Membres de la ci-devant Assemblée Générale de Saint-Domingue et autres Personnes mandées à la suite de l'Assemblée Nationale par le Décret du 20 Septembre, demeureront dans le même état, jusqu'à ce qu'il ait été ultérieurement statué à leur égard. »

Digitized by Google

Du Mardi. Séance du soir.

Quatorze articles ont été décrétés, pour opposer le plus de difficultés qu'il est possible, aux fraudes qui ruineroient la poste, à l'ombre du privilége de contre-seing des Membres de l'Assemblée Nationale.

Une Adresse de la Section de Paris nommée *du Roi de Sicile*, informe l'Assemblée qu'elle exige des Gens de Loi qui veulent ou voter, ou être élus pour les Tribunaux à composer, le serment de n'avoir participé à aucune manœuvre contre l'établissement du nouvel Ordre Judiciaire; et que ceux qui hésiteront de prêter ce serment, seront exclus des Assemblées Primaires. Un pareil serment, cette imitation, cette bigarrure de l'Autorité législative, n'étonnent pas au milieu des inconséquences, qui deviennent de plus en plus notre raison publique.

L'affaire de deux Officiers de la Martinique maltraités pour avoir paru au spectacle sans Cocarde, alloit être terminée par un Décret conciliatoire; M. *Bouche* y a vu le premier anneau d'une chaîne; M. *Alexandre de Lameth* a lié cette chaîne aux troubles de la Colonie; les Officiers, la Cocarde et la chaîne ont été renvoyés au Comité Colonial, dont le Rapport éclaircira ces mystères, qui exerceroient mieux la sagacité d'un Comité des Recherches.

Les horreurs de Nîmes, la recherche des coupables, les réclamations réitérées de la Municipalité, ses Adresses, ses Exposés, son Procès-verbal, restent ensevelis dans le Comité des Recherches ou des Rapports. La Justice publique, l'intérêt de Nimes, l'honneur, la vie, l'état des Officiers Municipaux

Digitized by Google

et de tant d'autres Citoyens, calomniés comme eux, après avoir échappé au massacre, restent compromis. M. *de Marguerites*, Maire de Nimes, livré, comme ses Collègues, aux impostures de quelques Factieux et des Journalistes leurs auxiliaires, a pris la parole pour supplier l'Assemblée d'ordonner enfin le Rapport de cette affaire, dont le Public ne connoît pas les affreux secrets. « Les Officiers Municipaux, a-t-il « dit, ont résigné; les nouvelles Elections « approchent; la fermentation augmente. « Un Officier-Major de la Garde Nationale « a osé dire dans le Club des Amis de la « Constitution, *que la lanterne seroit un sup-* « *plice trop doux* pour les Officiers Munici- « paux; qu'il falloit *dresser un échafaud* au « milieu de la place de l'Esplanade, et les « *y faire expirer sur une roue de charrette.* »

Quelques Membres du côté gauche ont témoigné leur sensibilité sur ce propos, plus digne d'un Cannibale que d'un *Ami de la Constitution*, en invoquant l'ordre du jour. « L'ordre du jour! a repris M. *de Margue-* « *rites.* Y en a-t-il de plus important que « celui de rappeler la tranquillité, si cruel- « lement oublié, et d'écarter de Nîmes de « nouvelles calamités. » Cette louable indignation a été efficace: on a décrété que le Rapport seroit fait incessamment.

M. *Chassey* a continué ses Réglemens sur la vente des Biens Nationaux: 24 articles ont été décrétés.

Du Mercredi 13 Octobre.

Chaque jour tue une Municipalité. Un Décret, rendu ce matin, ordonne que quatre

Digitized by Google

Paroisses, du District de Châteauneuf, qui chacune avoient le bonheur de posséder son Maire, n'en auront plus qu'un seul pour les quatre.

M. *Thouret* a proposé la suite des Décrets rendus hier sur l'installation des Juges. Les voici réunis dans leur ensemble :

« Art. I. Les Juges élus pour composer les Tribunaux de District seront installés sans délai, et commenceront leur service aussitôt qu'ils auront reçu les Lettres-Patentes du Roi ; et si le commissaire du Roi près d'un Tribunal n'étoit pas nommé, ou ne se présentoit pas pour prêter son serment de réception, les Juges de ce Tribunal commettront un Gradué qui en remplira provisoirement les fonctions. »

« II. En attendant le prochain établissement de la procédure criminelle par Jurés, les anciens Tribunaux, tant qu'ils resteront en activité, ensuite les Tribunaux de District lorsqu'ils seront installés, pourront, dans toute l'étendue du Royaume, et nonobstant toutes Lois et coutumes locales contraires, informer, décréter, instruire et juger en matière criminelle ; à cet effet, les Tribunaux de District commettront un Gradué qui fera provisoirement les fonctions d'accusateur public de la même manière que les anciens Procureurs du Roi. »

« III. Les Tribunaux de District suivront aussi provisoirement, en toutes matières civiles et criminelles, les formes de la procédure actuellement existantes, tant qu'il n'en sera pas autrement ordonné. »

« IV. Les procès civils et criminels pendans en première instance, dans les Tribunaux supprimés dont le ressort se trouve

Digitized by Google

divisé en plusieurs District, continueront d'être instruits devant le Tribunal de District où étoit le Chef-lieu du Tribunal supprimé, et y seront jugés. »

« V. Les procès civils pendans aux Parlemens, Conseils Supérieurs, Présidiaux et autres Tribunaux de District, supprimés, seront renvoyés aux Tribunaux de District qui remplaceront les anciens Tribunaux qui ont jugé ces procès en première instance, et les parties y procéderont, conformément aux dispositions du Titre V du Décret du 16 Août dernier, au choix d'un Tribunal d'appel sur les sept qui composeront le tableau pour le Tribunal substitué à celui qui a rendu le jugement ; ce qui n'aura lieu toutefois que dans le cas où toutes les Parties ne consentiroient pas à être jugées par les Tribunaux de District établis dans les Villes où étoient les Présidiaux, Conseils Supérieurs, Parlemens et autres Tribunaux saisis de ces procès. »

« VI. Les procès pendans en première instance ou par appel, dans quelques Tribunaux ou devant quelques Commissions extraordinaires que ce soit, en vertu de *committimus* ou autres priviléges, ou en vertu d'évocation ou attribution quelconque, seront renvoyés aux Tribunaux de District qui remplaceront ceux qui auroient dû naturellement connoître de ces procès, soit pour y être instruits et jugés en première instance, soit pour y être procédé au choix d'un Tribunal d'appel, ainsi qu'il est dit en l'article précedent. »

« VII. Seront comprises dans le précédent article, les affaires dont la connoissance a été attribuée, par des Décrets de l'Assemblée

Digitized by Google

Nationale, à quelques-uns des anciens Tribunaux dont les fonctions vont cesser, à l'exception seulement des accusations pour crimes de Lèse-Nation, attribuée au Châtelet de Paris, sur lesquelles l'Assemblée Nationale se réserve de prononcer ultérieurement. »

« VIII. Les procès criminels pendans aux anciens Siéges Prévôtaux et Présidiaux, et ceux pendans par appel aux anciens Parlemens, Conseils supérieurs, et autres Tribunaux d'appel, seront incessamment jugés par les Tribunaux de District établis dans les Villes où étoient les Juges Prevôtaux et Présidiaux, les Parlemens, Conseils supérieurs et autres Tribunaux d'appel saisis de ces procès. »

« IX. L'appel des procès criminels qui seront jugés en première instance après la publication du présent Décret, même de ceux qui auront été jugés antérieurement, lorsque les accusés n'auront pas été transférés aux prisons près les Tribunaux d'appel, sera porté et jugé en dernier ressort dans l'un des sept Tribunaux de District dont le Tableau sera incessamment proposé et arrêté par le Tribunal de District qui aura rendu le Jugement, ou qui se trouvera substitué à l'ancien Tribunal qui aura jugé. »

« X. Le choix d'un Tribunal entre les sept qui composent le Tableau, appartiendra aux accusés, et dans le cas où ils n'auront pas usé de leur droit, ce choix sera dévolu au gradué faisant les fonctions d'*accusateur public* près le Tribunal de District qui aura rendu le jugement, ou qui se trouvera subtitué à l'ancien Tribunal qui aura jugé. »

« XI. Les Tribunaux de District qui jugeront les appels en matière criminelle ne pour

Digitized by Google

ront prononcer qu'au nombre de dix Juges lorsque le titre de l'accusation pourra mériter peine afflictive, et au nombre de sept, lorsque le titre de l'accusation pourra mériter peine infamante, à l'effet de quoi ils appelleront les Suppléans, et autant de Gradués qu'il en sera besoin. »

« XII. Les dispositions du présent Décret relatives à l'instruction et jugement des procès criminels n'auront lieu que provisoirement, et jusqu'à ce que la forme du jugement par Jurés soit mise en activité. »

« XIII. Dans les Villes où les Tribunaux de District vont être installés, le Conseil général de la Commune notifiera, au moins quatre jours d'avance, aux Officiers Municipaux des autres Villes et lieux du District dans lesquels il y a des Tribunaux supprimés, et dont les fonctions doivent cesser le jour qu'il aura fixé pour l'installation ; et, la veille de ce jour, les Officiers Municipaux se rendront en corps aux Auditoires des Tribunaux supprimés, dont ils feront fermer les portes, ainsi que celles des Greffes, après avoir fait mettre par leur Secrétaire-Greffier le scellé sur les Armoiries et autres dépôts de papiers ou minutes en leur présence et en celle de l'ancien Greffier de chaque Tribunal qui sera tenu de s'y trouver. »

« XIV. Dans les lieux où les papiers et minutes des Greffes se trouveront déposés dans la maison du Greffier, le scellé sera mis provisoirement en cette maison, sur les Armoires et autres lieux de dépôt qui contiendront les papiers et minutes ; il sera ensuite dressé inventaire de ces papiers et minutes contradictoirement avec l'ancien Gref-

Digitized by Google

fier, et ils seront remis au Greffe du Tribunal du District. »

« XV. Sont exceptées de la disposition de l'article XIII ci-dessus, les Amirautés et les Maîtrises des Eaux et Forêts dont l'activité ne va cesser que pour l'exercice de la Juridiction contentieuse seulement; mais il sera procedé incessamment au triage des papiers et minutes de leurs Greffes, en distinguant ceux qui concernent l'exercice de la Juridiction de ceux qui ne sont relatifs qu'aux parties d'administration confiées à ces Tribunaux; les premiers seront remis au Greffe du Tribunal de District, et les autres laissés à la disposition des Officiers des Amirautés et des Maîtrises.

De l'Ordre Judiciaire, on a passé aux Finances, M. *le Brun*, interprète de leurs besoins, a lu un Mémoire instructif sur cette matière.

« M. *Necker*, a-t-il dit, n'avoit fait entrer dans le compte de l'avenir, ni les « mouvemens intérieurs, ni les mouvemens « étrangers, ni les lenteurs nécessaires dans « la récomposition d'un Gouvernement qu'il « falloit reprendre dans ses fondemens, ni « tant d'opérations nouvelles, que le déve- « loppement de vos principes a nécessitées, « et qui toutes ont ou altéré les revenus, ou « augmenté les dépenses. Ce n'est point de « l'effroi que je viens vous inspirer. Notre « situation n'a d'effrayant que ce que notre « imagination voudroit y mettre. Les 400 « *millions* d'Assignats sont épuisés, mais ils « ne sont pas perdus.... Les mécomptes ne « sont pas des pertes.... 15 *et* 16 *millions* « (dus à la Régie générale) rentreront, si « les Départemens, si les Districts, si les

Digitized by Google

« Municipalités déploient cet esprit public « et cette vigueur que nous nous en sommes « promis. La Régie des Domaines produi- « soit 50 *millions*; mais la suppression du « Franc-Fief, la langueur des Tribunaux, « et tout à l'heure la gratuité de la justice, « le mouvement ralenti des affaires..... ont « altéré, pour cette année, le produit de « cette Régie; elle se relevera, quand la « tranquillité sera rétablie, quand vous aurez « imprimé le mouvement aux Biens Natio- « naux et ramené les Citoyens à la nécessité « d'acquérir... Je dois vous rappeler que la « fonte de la vaisselle n'a donné jusqu'ici « dans toutes les Monnoies, que 15,726,652 l. « 14 *sous*.... Par le produit de notre vais- « selle, nous pouvons juger ou du patrio- « tisme de nos Citoyens ou de la misère de « notre luxe.... Le remplacement de la Ga- « belle, etc. devoit donner 52 *millions*; rien « n'est rentré, rien peut-être ne rentrera « dans cette année; mais sans doute nous « retrouverons une partie de cette recette « en 1791... Enfin, nous vous présenterons « incessamment l'état du porte-feuille du « Trésor public. »

En attendant, la dépense présumée des trois derniers mois de cette année, sans compter l'extraordinaire éventuel et probable, s'élève à plus de 230 *millions*, la recette présumée, si elle s'effectue, n'ira pas au-delà de 93 *millions et demi*; le déficit excédera donc 130 *millions*. M. *le Brun* les divise ainsi : 31 en Octobre courant, 52 en Novembre, et 48 en Décembre; on néglige ici les fractions. L'inévitable conséquence de ces calculs a été un Décret adopté dans les termes suivans :

Digitized by Google

« ART. Ier. Des 800 millions d'Assignats décrétés le 29 Septembre, 31,095,000 liv. seront employés au service du Trésor public pour le present mois d'Octobre. »

« II. Et attendu que les nouveaux Assignats ne sont point encore fabriqués, la Caisse de l'Extraordinaire prêtera au Trésor Public ladite somme, laquelle sera formée avec le capital desdits Assignats, et la portion d'interêt, échue à l'époque du prêt, et le Trésor public le rétablira dans la Caisse de l'Extraordinaire, en nouveaux Assignats. »

« III. La Caisse de l'Extraordinaire versera dans le Trésor public, la somme de 4,340,000 l., qu'elle a reçue à compte du premier terme de la Contribution Patriotique. »

« IV. Le Département de la Maison du Roi cessera de faire partie du Trésor public, à compter du 1er. Juillet dernier; et à partir de la même époque, les honoraires de l'Administration, les appointemens de Commis, et les frais de Bureau, seront à la charge de la Liste Civile. »

Jusqu'ici on a renversé tout avant de s'occuper de reconstruire, tout étoit proposé partiellement et décrété de même; aujourd'hui M. l'Evêque *d'Autun* a prié l'Assemblée de vouloir bien changer de marche à l'égard de l'instruction publique. Il est instant de protéger l'ancienne, de ne cesser de l'étayer qu'au moment où elle pourra être remplacée par la nouvelle. Le dessein du Comité est de fondre celle-ci d'un seul jet. Les précautions suggérées par M. *d'Autun* ont été converties en Décret, qui ordonne les rentrées ordinaires dans les Ecoles publiques, et la préservation des Monumens des

Digitized by Google

Arts, Chartes et Bibliotheques, livrées de tous côtés à la dilapidation des Barbares.

On a repris la discussion des contributions foncieres. Un Discours lumineux de M. *de Delley d'Agier*, les classifications de M. *Lamerville*, les remarques de M. *Rey*, les subtilités de M. *Rœderer*, ont occupé la scène contradictoirement. La priorité a été débattue entre un Projet de M. *Boussion* et celui du Comité, qui l'a emporté, quoique battu les jours précédens. Le Décret est en trois articles.

« I. Le produit net d'une terre est ce qui reste à son Propriétaire, déduction faite sur le produit brut des frais de semences, culture, récolte et entretien. »

« II. Le revenu imposable d'une terre est son produit net moyen, calculé sur un nombre d'années déterminé. »

« III. Il sera donné avec le Décret une instruction détaillée sur la maniere d'évaluer le faux moyen des revenus. »

Dans le cours du debat, il est échappé une prophétie effrayante à M. *Rey*; c'est que si les bases de la contribution foncière ne sont pas déterminées d'ici au 15 Novembre, il n'y aura plus d'impôts à espérer pour l'année prochaine.

Le même Opinant a exposé la nécessité de continuer encore pendant une année le système d'imposition actuellement établi. Il étoit temps d'aborder ces grandes questions: Combien demanderons-nous aux Départemens? Que demanderont-ils aux Districts? Combien ceux-ci demanderont-ils aux Municipalités? et que pourront-elles recevoir des Propriétaires? C'est par la solution de

Digitized by Google

la dernière de ces questions, qu'on doit répondre à toutes les autres.

M. *de Moncalm-Gozon* a lu un Plan, accompagné d'une instruction et de deux tableaux, auxquels il a joint des détails, *pour accélérer une opération* qu'il fonde sur les Rôles des tailles et des impositions ordinaires faits pour 1790; opération qui lui paroît infiniment simple, et ne suppose que la peine légère de trouver le taux moyen de la répartition proportionnelle du principal. « Par-tout elle pourra être exécutée, a-t-il « dit, en deux ou trois jours au plus, et « elle fournira la connoissance totale du « revenu net de chaque Municipalité. »

M. *Rey* proposoit trois vingtièmes pour 1791 et vouloit qu'on ne s'occupât de la répartition nouvelle que pour 1792.

Pour combattre les deux Préopinans, M. *Rœderer* n'a pas tiré ses raisons des principes ou des conséquences de leurs opinions, mais de sa prédilection pour celles du Comité, qu'il assure avoir obtenu les suffrages des Praticiens les plus versés dans la matière de l'impôt. Sa plus forte raison, il l'a puisée dans l'engagement qu'a pris l'Assemblée de constituer et de répartir l'impôt de 1791, engagement qu'elle doit s'obstiner à remplir, malgré tous les obstacles.

Des deux articles présentés par le Comité et relus par M. *de la Rochefoucault*, le second a été décrété sauf rédaction, et le premier ainsi qu'il suit :

Art. I, du Titre III. « Aussitôt que les Municipalités auront reçu le présent Décret, et sans attendre le mandement du Directoire de District, elles formeront un tableau indicatif du nom des differentes divisions de

Digitized by Google

leur territoire, s'il y en déja d'existantes, ou de celles qu'elles détermineront, s'il n'en existe pas déja; et ces divisions s'appelleront Sections, soit dans les villes, soit dans les campagnes.

Du Mercredi. Séance du soir.

Une Lettre de l'Assemblée Provinciale du Nord de S. Domingue, une Adresse de la Province du Nord, et deux Délibérations de Paroisses, donnent les derniers coups aux Fugitifs. La première annonce qu'elle s'est réconstituée elle-même Assemblée Administrative, et proteste d'un tendre attachement pour la mere-patrie, et d'une confiance entière aux Représentans de la Nation. M. de *la Luzerne* n'est pas encensé dans cette correspondance. Que des Patriotes à l'ordre du jour, décrient les Ministres, cela n'est pas surprenant; mais qu'ils maltraitent M. *Barnave*! qu'ils le nomment *Créature du Ministre*! on trouve néanmoins cette singularité dans ces Lettres Coloniales.

Le District de Vigan se joint au Directoire du Gard, pour implorer une amnistie en faveur des bons Citoyens de Nimes, que le *patriotisme* a exaltés au point de souiller leur Ville par des massacres.

Des Députés de la Garde Nationale de Pamiers, ont déployé devant l'Assemblée, une éloquence que des Journalistes pompeux ont comparée à celle du Paysan du Danube. Les Bourgeois de Pamiers ne s'attendoient pas à tant d'honneur. Ils offrent leurs bras et leurs Bayonnettes. Ils luttent contre la rage; chacun de ces Soldats de la Patrie, dont ils chérissent cordialement la

Digitized by Google

paix, se promet bien de combattre un ennemi corps-à-corps...

Ces Adresses, et la suite des Décrets sur la disposition des Domaines Nationaux, ont rempli la Séance entière.

Du Jeudi 14 Octobre.

Autres Municipalités supprimées. Celles de Fremoy et d'Ircy-les-Prés ont reçu le coup de mort ce matin : M. *Gossin* les a fait incorporer dans celle de Montmédy. Après ce Décret, et un autre qui donne quatre Juges de Paix à Besançon, M. *Thouret* a occupé toute la Séance du Rapport et de l'examen précipité du volumineux Code, relatif à la nouvelle Justice de Paix; Code qui contient huit Titres divisés en cinquante articles, et un neuvième Titre en six articles pour les Juges des Villes, qui profiteront également du reste.

Citations, cédules, comparutions, enquêtes, visites de lieu et appréciations, Jugemens préparatoires, Jugemens définitifs, minutes et expéditions et dépens; tels sont les objets qu'embrassent ces nouvelles Lois. Quelques remarques contradictoires, n'ont suspendu que le temps de les entendre, ce torrent de Décrets sur lesquels des Législateurs moins pressés auroient peut-être médité des années, et qui attesteront la confiance de l'Assemblée dans l'infaillibilité de M. *Thouret* et du Comité.

Les procédés connus des Justices Seigneuriales et des Commissaires de Police, y sont réduits aux proportions de l'intelligence et des facultés des nouveaux Juges. Puis-ent-ils être respectés et les lois ne pas s'avilir en naissant,

Digitized by Google

par la dépendance de tous ces Magistrats populaires! Puissent les Brouillons ne pas dire d'eux, « nous les avons faits; nous pouvons » donc les défaire, et nous ne devons pas » les craindre. » Puisse ce mépris inévitable ne pas perpétuer l'anarchie!

Si M. *Thouret* n'affirmoit positivement que la Constitution tient au succès de ce Code, nous le prendrions pour une débauche d'imagination, un de ces plans de théorie, qu'on ne s'attend pas à voir exécuter. Nous le transcrirons la semaine prochaine.

Du Vendredi 15 Octobre.

Le Procureur-Général-Syndic du Département du Nord, écrit à l'Assemblée Nationale qu'il se présente une foule d'acquéreurs pour les biens Nationaux. Dans la Châtellenie de Lille, il se présente des soumissions pour 1500 arpens. Cette annonce a été suivie d'un nouveau rapport de M. *Gossin*, au nom du Comité de Constitution. Le Département de l'Ain demande qu'on le délivre de quelques-uns de ses neuf Districts.

En s'occupant dans l'origine, de la formation des Départemens, on ne pensoit pas encore au nombre des Districts; on divisoit à plaisir des quantités idéales ou des cartes. En créant ensuite des Districts, on ne songeoit pas qu'on y mettroit des Tribunaux; on ne savoit encore ni que ces Tribunaux auroient besoin de cinq Juges, ni qu'on y joindroit des Juges de Paix, un Juré, des Commissaires du Roi, ni tout ce qu'il faudroit payer à ces Fonctionnaires; on ignoroit que les

Digitized by Google

frais exorbitans d'Administration et de Justice, aggraveroient peut-être le fardeau du Peuple.

Ainsi, faute d'ensemble dans cette chaîne d'opérations précipitées, les inconvéniens se manifestent au premier pas. Le Rapporteur a été forcé de confesser ces vérités, traitées de révolte contre la Constitution, lorsqu'on les opposa à cette vaste découpure sans cohérence. Que ceux dont la tyrannie présomptueuse appelle le fer des enthousiastes, sur la poitrine de quiconque ose soumettre les Décrets à l'examen de la raison, apprennent, par cet exemple, que la raison et l'expérience valent bien les déclamations des Journrux, et le vertige de notre jeune Liberté.

Le Département de l'Ain observe M. *Gossin*, ne peut donner que 1900 *mille livres* d'impositions; ses Administrateurs et ses Juges, suivant le nouveau système, lui coûteront 300,000 *livres*; l'ancien régime des Etats de Bresse, de Dombes et du Bugey, n'exigeoit que 60,000 *livres*.

« Combien de Villes, Chef-lieux de Districts, où des Tribunaux d'appel (et ils le sont tous) ne peuvent, a continué le Rapporteur, ni se faire respecter, ni exister! Les établira-t-on aujourd'hui pour les détruire demain? Quel danger n'y a-t-il pas d'exposer à la juste critique, peut-être même à la haine du Peuple, des institutions créées pour son bonheur? car il ne verra jamais ce bonheur dans des établissemens qui le grèveront d'impôts... Le mépris qu'affectent pour eux

Digitized by Google

les *Ennemis de la Constitution*, ne s'accroîtra-t il pas par la *formation vicieuse* des Tribunaux, là où rien ne les appeloit, où rien ne peut les soutenir ? »

« Mais il s'élève de toutes parts un abus destructif de vos principes constitutionnels... la provocation, pour ainsi dire *universelle*, que plusieurs Districts, plusieurs Municipalités font des vœux des Communes et des Electeurs, pour les faire appartenir à un Canton, à un District, à un Département. »

De ces considérations, M. *Gossin* est descendu à un Projet de Décret qui a éprouvé de très-vives contradictions. Quelques Membres ont proposé de différer la nomination des Juges dans les lieux à l'égard desquels on est indécis. D'autres vouloient attendre de nouvelles lumières des Assemblées Administratives, sur des objets que l'on supposoit irrévocablement terminés. M. *Bouche* a pensé que l'Assemblée devoit décréter que tout est au mieux, et que tout restera tel qu'il est jusqu'à ce qu'une *réclamation universelle* oblige à des changemens; ou bien charger le Comité de Constitution de présenter un Projet de Loi générale qui réduise uniformément tout Département à trois Districts.

Il a paru à M. *d'André* que les Districts, obérés de frais de Justice et d'Administration, pourroient s'adresser, chacun pour soi, à l'Assemblée Nationale qui seroit toujours à temps de les incorporer, et qu'une Loi générale opéreroit un bouleversement. Cette crainte a décidé l'opinion; on s'en est tenu à la première partie du Décret présenté par M. *Gossin*, en ajournant au

Digitized by Google

12 Novembre, la Pétition du Département de l'Ain.

On a ensuite adopté huit articles qu'a présentés M. *le Brun*, au nom du Comité des Finances, sur la liquidation des Créanciers du Clergé, auxquels on laisse le choix ou du remboursement, ou de conserver leurs rentes dans l'état des rentes constituées.

La discussion reprise sur la Contribution foncière, on a décrété en ces termes le troisieme article : la rédaction des suivans a été renvoyée au Comité.

« III. Ces Commissaires se transporteront dans les différentes Sections, et y formeront un état indicatif des différentes propriétés qui sont renfermées dans chacune, ils y prendront le nom de leur Propriétaire, en y comprenant les Biens appartenans aux Communes elles-mêmes.

« Les états, ainsi formés, seront déposés au Secrétariat de la Municipalité, pour que tous les Contribuables puissent en prendre communication. »

On se rappelle les Décrets qui excitèrent les réclamations du Clergé d'Alsace. L'Assemblée ajourna la délibération à prendre à ce sujet. Un extrait du Décret d'ajournement indéfini, et un écrit tendant à persuader aux Alsaciens que cet ajournement suspend l'effet des premiers Décrets sur lesquels on s'oblige à délibérer, cet avis circulaire, distribué dans les campagnes par les Bedeaux des Chapitres, fait croire aux Paysans abusés que l'Assemblée consent traiter les Prêtres catholiques comme elle a traité les Protestans ; ces faux bruits arrêtent la circulation des Assignats en faisant douter

Digitized by Google

douter de la vente des Biens Ecclésiastiques. Le Maire de Strasbourg adresse cet écrit à l'Assemblée qui le renvoie au Comité d'aliénation, chargé de préparer un Projet de Décret.

Du Vendredi. Séance du soir.

D'après l'ordre du jour M. *Chassey* a enfin terminé sa législation sur la vente des Biens Nationaux; les derniers articles ont été adoptés.

Après la lecture d'un Mémoire de M. *Monneron* sur Pondichéry, on a remis à plusieurs Comités le soin d'examiner ce Mémoire, et l'on a décidé qu'il seroit formé un *Comité Asiatique*.

Du Samedi 16 Octobre.

M. *de Noailles* a rendu compte d'une lettre des Capitaines du Régiment de Château-vieux, suivant laquelle les Soldats de ce Corps, inébranlables neuf mois entiers, malgré les exemples et les efforts pervers qu'ils avoient sous les yeux, égarés ensuite par quelques-uns d'entr'eux, aujourd'hui soumis et revenus à l'honneur, ont demandé de restituer à leurs Officiers l'argent qu'ils en avoient arraché pendant leur révolte. Sur le refus des Capitaines, les Soldats ont insisté. Ils se regardent comme entachés tant que cet argent restera entre leurs mains. Ils ont exigé une reprise sur leur décompte; les Capitaines ont cédé à ces sollicitations honorables. L'Assemblée a décrété l'impression de cette lettre, son envoi à tous les Régimens, et l'insertion au Procès-Verbal.

M. *Olivier*, un des Députés du Comtat Venaissin, Jurisconsulte estimable, et qui, aux connoissances de son état, joint le mérite d'un esprit sage et réfléchi, a offert à l'As-

Digitized by Google

semblée un Ouvrage de sa composition, intitulé : *Nouveau Code Civil proposé à la Nation Françoise.* On a arrêté de donner place dans les Archives à ce travail utile, et d'en faire une mention honorable dans le Procès-verbal.

La suite des Articles qui concernent la Contribution Foncière a reparu aujourd'hui sous une rédaction nouvelle, et a été décrétée en ces termes.

« IV. Dans le délai de quinze jours, après la formation et la publication des susdits États, tous les Propriétaires feront, au Secrétariat de la Municipalité, par eux ou par leurs Fermiers, Régisseurs ou Fondés de pouvoirs, et dans la forme qui sera prescrite, une déclaration de la nature et de la contenance de leurs différentes propriétés. Ce délai passé, les Officiers Municipaux et les Commissaires-Adjoints procéderont à l'examen des déclarations, et suppléeront, d'après leurs connoissances locales, à celles qui n'auront pas été faites ou qui se trouveroient inexactes. »

« Il sera libre à tous les Contribuables de prendre communication de ces déclarations au Secrétariat de la Municipalité. »

« V. Aussitôt que ces opérations préliminaires seront terminées, les Officiers Municipaux et les Commissaires-Adjoints feront, en leur ame et conscience, l'évaluation du revenu des différentes propriétés foncières de la Communauté, Section par Section. »

« VI. Les Propriétaires dont les fonds sont grevés de rentes ci-devant seigneuriales ou foncières, d'agriers, de champarts, ou d'autres prestations, soit en argent, soit en denrées, soit en quotité de fruits, feront,

Digitized by Google

en acquittant ces rentes ou prestations, une retenue proportionnelle à la contribution, sans préjudice de l'exécution des baux à rente faits sous la condition de la non-retenue des impositions Royales, suivant l'instruction qui sera jointe au présent Décret. »

« VII. Les Débiteurs d'intérêts et de rentes perpétuelles, constituées avant la publication du présent Decret, et qui étoient autorisés à faire à leurs créanciers la retenue des impositions Royales, le seront dans la proportion de la contribution foncière. »

« VIII. Les Débiteurs des rentes viagères constituées avant la même époque, et sujettes aux mêmes conditions, ne feront la retenue que dans la proportion de l'intérêt que le capital eût porté en rentes perpétuelles, lorsque le capital sera connu; et quand le capital ne sera pas connu, la retenue sera de la moitié de la proportion de la contribution foncière. »

« IX. A l'avenir, les stipulations entre les contractans, sur la retenue de la contribution foncière, seront entièrement libres; mais la retenue à raison de la contribution foncière aura toujours lieu, à moins que le contrat ne porte la condition expresse de non-retenue. »

« X. Pour déterminer la cote de la contribution des maisons, il sera déduit un quart sur leur revenu, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation. »

A la fin de la Séance, on a lu une lettre de M. le Bailli *de Crussol*, qui demande un Congé pour aller consulter M. *Tissot* à Lausanne, et se rendre de là à Turin, auprès de M. le Comte *d'Artois*, au service duquel il

Digitized by Google

est attaché depuis long-temps. Quelques Membres de la gauche ont murmuré de cette indication qui honore M. *de Crussol*, dont la demande a été décrétée.

Dans la Séance du soir, on a décrété six articles présentés par M. *Prugnon*, sur les logemens des Corps Administratifs, et les bâtimens devenus Nationaux dont ils seront maîtres de s'emparer. En beaucoup de lieux, l'usurpation a prévenu les Décrets, et c'est un spectacle digne des observations d'un Philosophe, que cette avidité effrayante avec laquelle on se jette à discrétion sur les Edifices du Clergé; l'expoliation des Ecclésiastiques ressemble en divers lieux à un pillage. Jamais l'avarice et l'inhumanité ne se deployèrent avec plus d'empressement. Il résulte des Décrets de M. *Prugnon*, que, tous les édifices publics bâtis par les Villes sur leurs terrains, et à leurs frais seuls, resteront à leur disposition. Tous les autres seront vendus, sauf aux Directoires d'acheter ou de louer ce qui leur sera nécessaire.

Du Dimanche 17 Octobre.

Encore un Département, celui de la Sarthe, qui demande qu'on mettre en quatre les neuf Districts que lui donne l'Echiquier Constitutionnel. M. *Gossin* a de nouveau disserté sur cette Pétition qu'on a éludée pour le moment, en la renvoyant au Directoire du Département, qui donnera son avis pour le 11 Novembre.

La discussion ultérieure sur la Contribution foncière a eu pour objet aujourd'hui, l'imposition des bâtimens rustiques. M. *de Dellay d'Agier* a combattu le Comité par des considerations puissantes. M. *Rœderer* a defendu avec aigreur l'opinion du Comité.

Digitized by Google

M. *Anson* a offert un amendement : on l'a fondu dans le Décret que voici :

« Art. XI. Les bâtimens servant aux exploitations rurales, ne seront point soumis à la Contribution foncière ; mais le terrain qu'ils occupent sera évalué au taux des meilleures terres labourables de la Communauté. »

On alloit passer à l'ordre du jour, lorsque M. *Durand de Maillane* est venu répéter les histoires de Carpentras, les conspirations du Comtat Venaissin, les contre-Révolutions en enfantement, et autres inventions du Gazetier d'Avignon.

« *Il faut éventer*, s'est écrié M. *Durand*, qui, quoique Avocat, paroit un profond Ingénieur, *il faut éventer les mines et les contre-mines.* »

« S'il y a des contre-mines, a répliqué très-plaisamment M. *de Folleville*, les mines ne sont plus à craindre. »

Du siége de M. *Durand* on a passé à un Rapport de M. *Chassey* sur les Circulaires répandues en Alsace, et dénoncées Vendredi dernier. Le Decret qu'il a proposé déclaroit *criminels* les Prebendaires d'Alsace, et ordonnoit d'informer contre eux. M. l'Abbé *Maury* a pris la parole, et a terrassé ce Rapport par l'énonce de faits incontestables. Il a rappelé l'opposition des Chambres Ecclésiastiques d'Alsace aux Décrets du 4 Août : opposition connue de l'Assemblée, à elle signifiée, mentionnée dans le Procès-verbal du 22 Septembre 1789.

Ici M. *Lavie* a interrompu l'Orateur, en disant : *le fait est faux.* Pour réponse, M. l'Abbé *Maury* a lu le Procès-verbal ; M. *Lavie* est resté muet.

Digitized by Google

Le Procès-verbal, a continué M. l'Abbé *Maury*, est donc authentique; on a donc présenté un Mémoire, dans lequel l'Alsace demandoit à n'être pas confondue avec le Clergé de France, et réclamoit une exemption établie sur le Traité de Westphalie. On ajourna la question, sans décider que cette demande n'étoit pas fondée.

Une Assemblée impartiale doit avoir le courage d'entendre la vérité que j'ai le courage de lui dire. Les *Néron*, les *Polaris* n'auroient jamais fait un crime à un Titulaire de dire : faites attention avant d'acheter mon bien. L'Assemblée n'a pas le pouvoir de fabriquer des crimes; elle ne peut croire criminel ce qu'un honnête homme croit légitime. Les Ecclésiastiques d'Alsace n'ont rien fait de dangereux; ils ont conservé l'espoir que donnoit votre ajournement. J'en demande l'exécution. Les véritables ennemis de l'Etat sont ceux qui exagèrent les Décrets de votre Comité Ecclésiastique, ou plutôt anti-Ecclésiastique. »

Des cris, des huées, des menaces, des éclats de rire simulés, ont vingt fois interrompu l'Orateur sans le déconcerter. On n'a osé ni lui répondre, ni confirmer le Décret de M. *Chassey;* l'Assemblée s'est bornée à défendre à qui que ce soit de contrevenir à ses Décrets et d'y porter obstacle, sous peine d'être puni.

Après avoir attaqué en détail les Ministres actuels, tantôt par des dénonciations privées à l'Assemblée Nationale, tantôt par des Feuilles calomnieuses; un jour en inculpant leur conduite, et leur con-

Digitized by Google

duite justifiée, en inculpant le lendemain leurs intentions; après avoir condamné leur impuissance, lorsque l'anarchie les réduisoit à l'inaction, et leur audace lorsqu'ils tentoient d'agir, on a décidé de les abattre d'un seul coup. Pour les punir de la nullité où l'on a plongé le Gouvernement, on va les déclarer *privés de la confiance de la Nation :* formule commode qui dispense même d'accuser; et qui renouvelle le bienfait de l'Ostracisme. La subversion de tout ordre, de toute discipline, artistement entretenue dans l'Escadre de Brest, doit servir de prétexte à cette Déclaration *Nationale*, faite par l'organe de la Majorité de l'Assemblée. M. *de Mirabeau* a porté cette Motion aux quatre Comités Diplomatique, Colonial, Militaire et de Marine réunis, pour préparer le Rapport des désordres de Brest. Par amendement, quelques Membres n'étendoient l'anathême qu'à MM. *de Saint-Priest* et *de la Luzerne*. M. *Malouet* s'est opposé à cette restriction, qui eût formé une dénonciation spécifique contre ces deux Membres. A dix voix près, la Déclaration générale a été adoptée : divers Commissaires ont seulement demandé une exception en faveur de M. *de Montmorin*, qu'ils ont assuré être parfaitement *dans le sens de la Révolution*. Cette faveur, ou plutôt cette disgrace, a été rejetée dans le Projet de

Digitized by Google

Décret; aujourd'hui, Mardi, il est porté à la délibération du Corps Législatif.

On se demandera peut-être par quel point l'Administration de M. *de Saint-Priest*, de M. le Garde-des-Sceaux, du Ministre de la Guerre, et de celui des Affaires Etrangères, peuvent correspondre à ce soulèvement méthodique d'une Escadre corrompue : on se demandera comment le Ministre même de la Marine se trouve impliqué dans un système d'insurrection contre l'autorité du Roi, contre les ordres de ses Agens, contre les Chefs choisis par lui, contre la sureté de l'Etat. On se demandera si, en supposant à la tête de la Marine, au lieu d'un Ministre dont personne n'accusera sans calomnie l'intégrité, un Administrateur factieux et infidèle, il lui seroit possible, en combinant sa volonté criminelle avec le pouvoir exténué dont il est revêtu, de faire réussir la révolte d'une chaloupe.

Aussi, n'est-ce point par aucune accusation spéciale qu'on se propose d'assiéger le Gouvernement. Son crime est de manquer de vigueur, et de prolonger l'anarchie par sa foiblesse. C'est punir une sentinelle dont on a lié bras et jambes, de n'avoir pas su défendre son poste. La nullité du Gouvernement est un fait incontestable; le Pouvoir exécutif n'existe que nominalement dans les mains des Ministres du Roi : la foible

Digitized by Google

action qu'il a conservée, il la tire de l'Administration journalière du Corps Législatif, des Municipalités et des Directoires. De cette confusion de principes dérive une désobéissance universelle ; car aucun Décret n'ayant déterminé les limites des Pouvoirs, chacun se juge en droit de résister à l'exécution des Loix, parce que chacun est autorisé à en méconnoître la compétence.

Pour remédier à ce vice, le plus grand dont un Etat puisse être affligé, nous avons vu les moindres détails de la Puissance exécutive passer aux Comités du Corps Législatif. Ces Directoires suprêmes achèvent d'effacer l'ombre du Gouvernement ; il est anéanti. Il semble donc aussi indifférent à la Nation qu'au Ministère, qu'on déplace les Agens de l'Autorité. Celle-ci ne recouvrera pas plus d'énergie ; d'où il est démontré que ce changement ne peut servir qu'à des intérêts de faction, ou personnels.

Dans des conjonctures terribles, dans un instant de dissolution publique, qui sembloit excuser les illégalités, le 16 Juillet 1789, M. *Mounier* s'opposa énergiquement à la Motion que va reproduire M. *de Mirabeau*, et que ce Député, appuyé de M. *Barnave*, proposa à cette époque. M. *Mounier* représenta qu'influer ainsi sur le choix des Ministres, c'étoit briser la limite des pouvoirs, s'emparer du Pouvoir exécutif, réduire le

Digitized by Google

Roi à un vain titre, et établir le despotisme dans l'Assemblée. M. *de Mirabeau* qualifia cette doctrine d'*impie* et *de détestable*. Il retrouvera aujourd'hui beaucoup d'*impies*, et je m'honore d'être au nombre de ces *sacrilèges*.

Chaque Faction, chaque Club a déja fait un nouveau Ministère, et nomme ses Créatures. Les Gazettes se chargent de ces promotions que nous nous garderons bien de répéter. Avec beaucoup d'autres, nous sommes convaincus que ce nouveau coup porté à l'Autorité Royale, qu'on veut forcer à congédier arbitrairement des Ministres, dont on n'ose pas demander le procès, tient à un plan plus grave. On parle de créer des Directoires, tels que le Comité des Finances de l'Assemblée Nationale; un Commis, sous le nom de Secrétaire, auroit la signature. Quoi qu'il en soit de ces desseins conjecturés, tout homme de sang-froid ne verra pas de milieu, entre la nécessité de rendre au Gouvernement plus d'autorité, ou de placer le Gouvernement dans l'Assemblée. Ce dernier événement renverseroit la Constitution même, qui, primitivement, et dans ses Décrets fondamentaux, repose sur l'unité monarchique, la plénitude de la Puissance exécutive dans les mains du Roi, et la division inaltérable des Pouvoirs.

Nous avons présenté sur l'affaire de Brest des faits et des pièces authentiques:

Digitized by Google

leur lecture aura aidé le Public à pénétrer la nature et les causes de cet opiniâtre soulèvement. Par les derniers avis du 16, qui nous ont été communiqués, l'insubordination des équipages n'avoit pas augmenté, parce que tout accroissement étoit impossible. On en jugera par le résumé des événemens depuis le commencement du mois : nous en garantissons la fidélité.

Les Commissaires du Roi, accompagnés de deux Officiers Municipaux, s'étant transportés, le 2, sur le *Majestueux*, ils employèrent inutilement les raisonnemens et les exhortations. L'équipage, loin de se soumettre, persista à répondre qu'il ne vouloit, ni du Code pénal, ni du Général, ni de son Capitaine de Pavillon ; que tels étoient les sentimens de toute l'armée, et qu'ils seroient tous massacrés s'ils en différoient. Les Commissaires revinrent à terre sans avoir abordé d'autres vaisseaux ; on les prévint qu'ils y seroient encore plus mal accueillis, et qu'en restant plus long-temps dans la rade ils courroient le risque d'être insultés. En leur présence, M. *d'Albert* demanda à son équipage, quels reproches il avoit à lui faire ; il l'invita à former contre lui une accusation pardevant les Commissaires. A ces interpellations, l'équipage répondit ; *Nous ne voulons pas de vous.*

Cette scène étant décisive, toute au-

Digitized by Google

torité quelconque subvertie, et les Commissaires n'ayant aucun moyen de soutenir la leur, M. *d'Albert* envoya sa démission à S. M. Il l'annonça à tous ses Capitaines par une lettre circulaire, et au Président de l'Assemblée Nationale. On lira plus bas les deux premières de ces dépêches; elles respirent autant de dignité que de patriotisme et de prudence; c'est le langage simple de la douleur noble qui sied à l'Homme juste et au grand Capitaine. Depuis, M. *d'Albert* a redoublé d'efforts pour engager les Officiers à ne pas l'imiter, et à continuer leur dévouement. Jamais celui de Gens d'honneur n'a été mis à une épreuve si déplorable. Désobéis sur tous les points, ou plutôt n'osant plus commander; dans quelques vaisseaux l'équipage leur a tracé à la craye la limite de leurs promenades sur le gaillard : lorsqu'on les leur porte, on crache sur les plats de leurs repas. Un Lieutenant de la *Bellone* ayant repris un Matelot, cet homme l'a insulté et frappé. Le coupable est resté libre et impuni. Les Capitaines sont en quelque sorte prisonniers sur leur bord; on ne souffre pas qu'ils mettent leur canot en mer, sans permission de l'équipage. Tant d'outrages, rapprochés du mépris le plus insultant des Décrets de l'Assemblée Nationale, de l'anéantissement de toute discipline, sont néanmoins excusés par la considération qu'au-

Digitized by Google

cun *Officier n'a encore été égorgé;* tel est le langage des *Patriotes* dans le *sens de la Révolution.* M. *d'Albert* a dû quitter Brest du 16 au 20; il séjournera 48 heures à la campagne de Madame *d'Hector*, près de Morlaix, d'où il ira chercher le repos dans la solitude des montagnes du Dauphiné. Voilà la destinée d'un Général, auquel la Marine et la France devoient une éternelle reconnoissance, qui, au milieu de nos humiliations, soutint le fardeau de la gloire de notre Pavillon, et qu'à l'heure du danger, toutes les voix, il y a deux ans, eussent appelé au commandement. Voici les lettres que nous avons annoncées :

Lettre circulaire de M. D'ALBERT *aux Capitaines de l'escadre.*

Brest, le 3 Octobre 1790.

« J'ai l'honneur, Monsieur, de vous prévenir que par le prochain Courrier, je compte supplier le Roi d'accepter ma démission du commandement de l'escadre; la répugnance marquée qu'on témoigne à m'obéir me fait de cette démarche un devoir indispensable: en effet, pourrois-je sans crime, aveuglé par des vues d'intérêt ou d'ambition, desirer de rester dans une place dont tout me dit que je ne puis plus remplir les fonctions avec honneur, et que des considérations de bien public m'invitent à quitter; un Chef ne peut se passer de la confiance des gens qu'il a charge de commander; je n'ai pas su gagner celles des équipages. J'ai gémi; mais moi-même

Digitized by Google

j'ai prononcé mon Arrêt. Je jure qu'il est irrévocable. »

« Un espoir me console, j'aime à me flatter que la plus grande partie de ceux qui montrent tant d'animosité contre moi se trouvera plus disposée à obéir quand elle n'aura plus à craindre d'être commandée par moi. Je serai heureux si le parti que je prends peut ramener les équipages au sentiment de leurs devoirs; cette idée seule est capable d'adoucir l'amertume du sacrifice auquel je me condamne. »

« Elle est bien grande, Monsieur, cette amertume quand je songe à tout ce que je pouvois me promettre des Officiers que j'avois le bonheur de commander... Pardonnez, je n'ai pas assez de courage pour m'arrêter sur cette trop douloureuse réflexion. »

« Il me reste à vous parler d'une crainte qui n'est peut-être pas fondée, mais qui m'inquiète par l'importance de l'objet sur lequel elle porte; je crains que les Officiers commandant dans l'escadre ne se croient autorisés par mon exemple à quitter le commandement qui leur a été confié. Leur erreur seroit funeste. Les mêmes considérations de bien public qui me commandent impérieusement de laisser ma place à un Chef plus agréable aux équipages, leur défendent à eux de quitter le poste qu'on leur a choisi. Ils doivent sentir, je ne doute pas que vous ne sentiez vous mêmes, que si un individu quelconque est toujours facile à remplacer, il n'en seroit pas de même d'un grand nombre d'Officiers principaux, qui tous à la fois prendroient un parti extrême; je n'ai jamais eu jusqu'ici besoin de vous parler de vos devoirs; permettez, mes chers

Digitized by Google

Camarades, que dans ce moment-ci, je vous en rappelle un qui paroît bien important, et laissez-moi espérer que je ne l'aurai pas fait en vain. »

Lettre de M. d'Albert *au* ROI.

SIRE,

« Tant qu'un foible espoir a soutenu mon courage, j'ai compté pour peu les humiliations et les outrages, de toute espece, qu'il me falloit dévorer. Aujourd'hui, que je n'ai plus d'espérance, je me rendrois coupable envers l'Etat et envers Votre Majesté, si les mêmes considérations du bien public, qui m'ont retenu jusqu'ici, ne me déterminoient pas à laisser ma place à quelqu'un plus habile et plus heureux que moi, peut-être même que dans l'état desespéré ou est l'escadre, le changement de Chef deviendra une ressource salutaire, peut être que mes Ennemis, ou plutôt ceux du bien, effrayés du mal qu'ils ont déja fait, craindront eux-mêmes d'en être les victimes, et que, contens de me voir éloigné, ils laisseront les équipages revenir à l'obéissance, dont ils ont pris tant de peine à les écarter. Quoi qu'il en soit, Sire, il est plus que temps que Votre Majesté remette en d'autres mains l'autorité méconnue et avilie dans les miennes. Le fardeau dont je m'étois trop imprudemment chargé est au dessus de mes forces; je ne puis plus le supporter. Daignez, Sire, ne pas mettre le comble à mon désespoir en désapprouvant le parti inaltérable que je suis forcé de prendre. C'est la grace que mon amour pour la personne sacrée de Votre Majesté, et mon zèle pour son service me fait attendre de ses bontés. »

Je suis, etc.

Digitized by Google

L'affreux désordre qui a entraîné la démission de M. *d'Albert* a plusieurs causes ; d'abord l'esprit de licence effrénée qui a gagné tous les états, et qui montre au Peuple sa liberté dans le renversement de toute subordination ; les doctrines insensées par lesquelles on oppose l'égalité naturelle des hommes, à l'inégalité nécessaire que met entre eux la différence des talens, de l'éducation, des classes sociales, et l'autorité légitime ; le fanatisme exécrable qui, depuis un an invite les hommes à exagérer leurs droits et à oublier tous leurs devoirs, à briser toute relation de dépendance, et à envisager comme des traits de patriotisme, comme des services rendus à la Révolution, des actes dignes de l'échaffaud chez les Nations qui ont conservé la moindre idée d'ordre social. Ajoutez à ce mobile primordial, l'impunité, la protection même, accordées un an entier aux révoltes, aux brigandages, à la violation de toute morale et de toute règle ; l'empire incertain et vacillant de Lois nouvelles, brusquement établies sur la ruine subite et complète des anciennes institutions ; l'avilissement où l'on a plongé le Pouvoir le plus respecté dans la Monarchie ; tant d'exemples d'insurrection justifiés, honorés, lorsque les coups étoient dirigés contre des dépositaires Nobles de quelqu'autorité ; l'impunité sur-tout des outrages essuyés à Toulon

Digitized by Google

par M. *d'Albert ;* les calomnies dont cent Imposteurs périodiques ont accablé ce Général; le projet formé d'expulser les Officiers actuels de la Marine Royale, et de livrer nos flottes à l'inexpérience, à la brâvoure sans science navale des Patrons de navires marchands; l'intervention des Municipalités et des Clubs des *Amis de la Constitution* dans le gouvernement des flottes et des armées; le poison des Libelles versé dans l'ame de tous les Matelots ou Soldats qui savent lire ; enfin, les intrigues de l'ambition et de la jalousie. Si l'on veut ajouter les manœuvres que certaines Personnes supposent aux Ennemis extérieurs de l'Etat, on trouvera que les Anglois auroient gratuitement contribué de leur argent, à mettre hors de service une escadre, égarée par tant de causes évidentes que nous venons de rappeler.

Quelque parti que prenne l'Assemblée Nationale, celui du désarmement est le seul que conseillent la sagesse et même la politique. M. *d'Albert* en a démontré la nécessité aux Commissaires du Roi, dans une lettre du 6, où il leur dit entr'autres:

« Il y a peu de probabilité qu'on ait besoin de faire sortir l'escadre de tout l'hiver; mais ce besoin exista-t-il, je crois avoir le droit de dire qu'il y auroit impossibilité : cela posé, où est le bien d'entretenir sans utilité pendant tout l'hiver, 15 à 18 mille hommes, dont la plus grande partie de ceux qui sont bons Ma-

Digitized by Google

telots demandent à être envoyés à la pêche du Hareng; mais dira-t-on, des considérations politiques veulent qu'on ait l'air d'être prêt à prendre la mer, comme si nos voisins pouvoient ignorer la déplorable disposition où sont nos équipages, et que nous ne pouvons pas l'être. Non-seulement nos vaisseaux armés comme ils le sont dans le moment, sont incapables de faire aucun service, mais même il me paroît de toute impossibilité qu'on la mette en état de servir, sans des moyens extraordinaires et qui demandent du temps. »

« La masse des équipages de l'escadre en général est gangrenée au point de ne pouvoir rien en espérer; s'il s'y trouve un grand nombre d'individus susceptibles de rentrer dans la bonne voie, ou même qui n'en soient pas sortis, ce ne sera qu'après les dissolutions des équipages, que délivrés de la crainte que les mutins ont su leur inspirer, on pourra en tirer quelque parti. Renoncez donc à la possiblité de faire sortir les vaisseaux avant que d'avoir régénéré les Soldats et les Matelots, débarquez les poudres et les vivres périssables, entrez dans le Port les bâtimens tout armés, n'y laissez pour tout équipage que les principaux maîtres et quelques Canonniers-Matelots pour les garder; renvoyez à leurs régimens les détachemens corrompus, dont la corruption a si rapidement gagné les Marins; repoussez cette détestable race de novices dans la boue d'où on les a tirés. Enfin, quand vous aurez besoin que vos vaisseaux sortent, levez des gens qui soient véritablement Marins, et qu'avant de quitter leurs quartiers ou leur fasse connoître la loi à laquelle ils auront à se soumettre; choisissez pour former les garnisons, des régimens qui ne se soient pas

Digitized by Google

déshonorés, et embarquez les en entier, et non par détachement ; les Soldats de terre trouvant un grand avantage à faire campagne, que la préférence qu'on donnera à ceux-ci soit la récompense de leur bonne conduite. »

M. *Elliot*, Envoyé Britannique à Copenhague, est arrivé ici la semaine dernière. Il suffisoit de nommer ce Ministre et de le connoître, pour conjecturer plausiblement le but de sa mission. Tandis que des Folliculaires qui s'étudient à étourdir la Nation sur ses dangers, à l'enivrer de sa puissance, et à la plonger dans une fausse et folles écurité, imprimoient que M. *Elliot* venoit solliciter l'intervention du Roi et de l'Assemblée pour ménager à M. *Pitt* un accommodement avec l'Espagne, cet Anglois étoit chargé au contraire de confirmer la demande d'une déclaration cathégorique sur la destination de nos Escadres, et nous menacer de la guerre, dans le cas où notre intention seroit de secourir les Espagnols. La rupture entre les Cours de Londres et de Madrid semble inévitable, ainsi que nous l'avons dit à l'article d'Angleterre : cette guerre funeste va nous atteindre, à moins que nous ne souscrivions au déshonneur de la neutralité. Tel aura été le fruit des Libelles périodiques contre le Pacte de Famille, des déclamations incendiaires des Clubs sur ce Traité, de la fatale

Digitized by Google

indécision où l'on est resté trop long-temps, du Décret tardif à ce sujet, et qui, combiné avec l'insurrection de Brest, a déterminé l'Angleterre à braver ce simulacre d'armement.

Le Conseil-général de la Commune ayant délibéré sur la continuation du Comité des Recherches, les opinions se sont divisées en nombre égal; 67 voix pour, et 67 contre. C'est à M. *Bailly* que la Liberté doit la conservation de ce Comité; il a rompu l'équilibre en votant pour le continuer, et qui pis est, pour le remercier: les vrais Patriotes, les Amis sincères de la Liberté doivent apprendre que l'avis de supprimer ce Comité a été ouvert par M. *de Vauvilliers*, honoré à juste titre de l'estime et de la confiance de ses Concitoyens.

Après le dégoût de lire des Feuilles publiques, rédigées par des Ecrivains ou ignorans, ou insensés, le plus cruel tourment est d'être obligé de les réfuter. Mais il est des vérités auxquelles on doit le sacrifice de sa répugnance. Celles de ces Feuilles ivres qui se sont arrogé le Département de la Suisse, répandent chaque jour de nouvelles impostures sur cette Contrée. Elles ont à leurs ordres des Lettres prétendues du Pays, et fabriquées dans les Clubs, ou recueillies dans les boues du Palais Royal. La semaine dernière, elles imprimèrent que le Gouvernement de Berne avoit fait

Digitized by Google

arrêter un jeune François *très-estimé, pour quelques propos sur les troubles du Bas-Valais ;* que, considéré *comme un Emissaire de la Propagande,* le Bailli de Vevay l'avoit engagé *amicalement à venir le voir,* et qu'à peine arrivé, *huit Grenadiers le saisirent, et le mirent au cachot* dans le Château de Chillon. Ces Feuilles finissent par se lamenter sur l'indocilité des Habitans du Pays de Vaud, et sur l'éloignement dans lequel leur caractère juste et sensé recule la *révolution salutaire,* le *retour à l'égalité Républicaine.* La douleur de ces Périodistes est très-bien fondée. Il est très sûr que les Suisses, eussent-ils jamais eu envie de sacrifier leur bonheur, leur liberté, leur repos, leur inestimable sécurité, à la déraison de quelques Sophistes, aux chimères de quelques Fous, et aux calamités, au travers desquelles ils arriveroient à l'anarchie, seroient guéris de ce désir, en jetant les yeux sur les œuvres et le théâtre de leurs Prédicateurs Etrangers. Tout le reste du récit précédent est faux ou altéré.

Il est très-vrai que divers Emissaires propagateurs, animés par le fanatisme ou par l'intérêt, et armés par le Machiavélisme, se sont répandus dans le Pays de Vaud, avec le dessein de le conquérir à la licence, et aux opinions

Digitized by Google

passagères sur lesquelles on l'établit ailleurs : il est vrai encore qu'ils ont proposé les mêmes moyens, et qu'ils se sont rendus coupables du plus grand de tous les crimes, celui de tenter d'arracher des Peuples libres et heureux, à un Gouvernement sage, modéré et paternel; de leur prêcher la révolte contre les Lois, qui depuis trois siècles ont opéré leur félicité, comme on la prêcheroit aux esclaves opprimés de la Russie ou de l'Indostan. L'un de ces Propagateurs, le Marquis *de C.* (et non point *de Périgny*, ainsi que l'ont dit les mêmes Gazettes) a répandu des Libelles incendiaires, et obligé, par ses manœuvres, le Bailli de Vevay à le faire arrêter. Les circonstances prétendues de cette arrestation sont une fable stupide : le Magistrat n'avoit pas besoin de surprise pour s'assurer de cet Etranger. On l'a transféré au château de Chillon, et ensuite à Berne. Ses papiers ont été saisis; il sera jugé, et probablement condamné à être enfermé à la forteresse d'Arbourg. Ce ne seroit pas un châtiment trop sévère d'une si criminelle violation de l'hospitalité, et du droit des Nations. Un autre François qui faisoit le même métier, a été aussi pris le 4 en flagrant délit dans le Bas-Valais : arrêté à 9 heures du soir, il fut pendu le lendemain à 9 heures. Nous publions ces faits, afin de prémunir les Moines politiques, qu'on envoie ainsi *vagabonder* dans l'Etran-

Digitized by Google

ger pour y travailler en fermentation. Ils ont tout à perdre dans leurs projets sur la Suisse, et nulle conquête à espérer. Ces tentatives n'ont abouti qu'à mettre dans un plus grand jour l'attachement général des Habitans du pays de Vaud pour le Souverain. Ils viennent de lui en renouveler les témoignages expressifs ; la ville de Vevay entre autres a mérité l'estime que l'on doit à la raison, à la droiture et aux sentimens patriotiques, par l'Adresse suivante qu'elle vient de faire passer au Grand Conseil de Berne.

« *Souverains Seigneurs*, le mouvement qui vient d'avoir lieu en Vallais, paraissant attirer l'attention de Vos Excellences, les Conseils de la Ville de Vevay, fideles Sujets de l'Etat, s'étant assemblés à l'extraordinaire, et agissant tant en leur nom, qu'en celui de la Bourgeoisie, ont cru devoir saisir cette circonstance, et singulierement celle du Mandement exhortatoire et paternel du trois courant, pour offrir à V. E. une respectueuse Adresse.

« Penetrés de la plus vive reconnoissance pour le Gouvernement, également juste, sage, genereux et modéré de V. E., ils n'ont qu'à benir la Divine Providence de les avoir fait naître sous leur bienfaisante Domination. Rassurés contre la crainte de ces guerres étrangeres qui agitent et écrasent si fréquemment les diverses Nations de l'Europe, certains de leur sureté individuelle, et de la jouissance pleine et entiere de leurs propriétés, à l'abri de l'oppression et de ces vexations particulieres qui tourmentent tant d'autres Pays, les Conseils et la Bourgeoisie sentent vivement le bonheur dont ils jouissent ; c'est

Digitized by Google

donc autant par amour que par devoir, qu'ils viennent aujourd'hui renouveler à V. E. les assurances, non-seulement de la plus inaltérable fidélité, mais encore de leur dévouement à maintenir la Constitution actuelle de l'Etat, et à défendre la Patrie au péril de leurs vies et de leurs fortunes. »

L'insurrection accidentelle du Bas Valais est entièrement appaisée. Cela fâchera M. *Cerutti*, Auteur d'une Feuille innocente, qu'il intitule *Feuille Villageoise:* dans cet humble recueil (N°. 2), où l'Auteur fait l'éducation des Paysans, il les entretient des Assignats, et du Rapport de M. *Chabroud*. Il apprend aux campagnes que le procès fait aux Régicides, aux Assassins des 5 et 6 Octobre, étoit un *procès fait à la Révolution*. Il passe delà à des notions importantes; il dresse les petits enfans à l'étude de la Géographie; on saura désormais, dans chaque hameau que Paris est la Capitale de la France, et Madrid celle de l'Espagne. De ces grandes leçons, M. *Cerutti*, passant aux Gouvernemens, il communique aux honnêtes Cultivateurs, que *les Valaisans, vexés par le Sénat Aristocratique de Berne ont chassé leurs Gouverneurs, et qu'ils vivent dans les montagnes.* Ah! M. *Cerutti*, faut-il vous apprendre que jamais le Valais n'appartint à la domination de Berne, et qu'il forme une République indépendante, et alliée du corps Helvétique?

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 5 Octobre 1790.

APRÈS avoir renouvelé, le 24 Septembre, l'ancienne Loi fondamentale qui attribue à *la Nation*, c'est-à-dire, à la Noblesse, le droit d'élire librement son Roi, la Diète s'est enfin accordée à consulter les Diétines sur le genre de cette Election constitutionnelle. Le projet d'*Universal* adressé aux Commettans, leur prescrit le 16 Novembre pour la tenue de leurs Assemblées. A cette décision, M. *Matuszewitz*, Nonce de Brezesc, proposa d'en ajouter une seconde, tendante à obtenir des Diétines une confirmation des Nonces actuels, ou une élection de nouveaux Députés,

Digitized by Google

afin que la Diète actuelle, tenue sous les liens d'une Confédération générale et sous la Présidence continuée de ses Maréchaux actuels, ne fût point interrompue jusqu'à l'accomplissement de ses travaux politiques. Malgré l'appui que le Roi donna à ce Projet, il fut pris *ad deliberandum*, et ajourné à une autre Séance.

Puisque le Successeur au Trône sera nommé du vivant de S. M., on suppose sans peine les innombrables intrigues auxquelles la proximité de cette nomination donne lieu. La Cour de Russie a multiplié les caresses, les offres, les tentatives, pour faire adjuger la Couronne à l'un de ses Petits-Fils. Elle alloit, dit-on, jusqu'à promettre de restituer ses usurpations sur la République. Ces efforts et ces artifices n'ont séduit que quelques Intrigans, et le vœu général s'est arrêté à l'Electeur de Saxe : le Roi lui-même n'a pu se refuser à ce choix presqu'unanime, justifié par les anciennes liaisons de la République avec la Maison de Saxe, et par les bonnes qualités de l'Electeur actuel. Ce Prince n'a point d'enfans mâles; circonstance qui, en laissant subsister parmi nos Magnats l'expectative d'une nouvelle donation de la Couronne, après la mort de l'Electeur, a contribué à réunir les suffrages en sa faveur. Incessamment, la Diète le

Digitized by Google

proposera en forme, comme Successeur éligible du Roi vivant.

Les Etats ont sanctionné le Traité de Commerce entre la Prusse et la République. M. *de Lucchesini* l'a reçu avant son départ. Les plaintes du Commerce de Dantzick ont été accueillies par des promesses, et par l'assurance que le Traité avec la Prusse ne lui étoit pas si défavorable que le bruit public l'avoit annoncé.

En reprenant, il y a deux ans, sa place dans la hiérarchie politique, la République nomma des Envoyés auprès de diverses Cours Etrangères. On vient de compléter notre Corps Diplomatique, en nommant M. *Oraczewski*, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès du Roi de France, et M. *Morski*, en la même qualité auprès de la Cour d'Espagne.

Des lettres authentiques de Constantinople ont réduit à sa juste valeur la prétendue victoire navale des Russes sur la mer Noire, les 8 et 9 Septembre. Il est vrai que la *Capitania*, trop éloignée du reste de l'escadre Ottomane, fut entourée de dix vaisseaux Russes, et qu'après une sanglante résistance, le Commandant se fit sauter, plutôt que de se laisser aborder. Cette explosion fit périr un des bâtimens ennemis. Après le combat indécis, les Russes rentrèrent

Digitized by Google

dans le Boristhène, et les Ottomans à Gexeré.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 12 Octobre 1790.

Puisque la Russie, en rejetant toute médiation pour rester libre d'écraser les Turcs par un Traité, nous oblige de résister à ces entreprises éternelles et infinies, dont la chaîne a commencé à l'Election du Roi de Pologne actuel, et dont les suites livreroient finalement à son ambition le Levant et le Nord de l'Europe, il a bien fallu reprendre l'attitude propre à de semblables conjonctures. L'ordre de rejoindre a été envoyé aux Semestriers; plusieurs Régimens qui retournoient dans leurs cantonnemens ont suspendu leur route; les Valets d'Artillerie sont rappelés, la vente des chevaux de trait est contremandée; en un mot, la plupart des dispositions qui présagent une guerre, se sont développées depuis quinze jours. Elles ne sont encore que précautionnelles; la saison où nous allons entrer ne permettroit guère d'entrer en Campagne cette année; à moins que notre Cabinet ne voulût frapper un coup subit, tandis que les Armées Russes ont les Turcs à contenir. Les forces respectables qui sont rassemblées sous les ordres de

Digitized by Google

M. *de Mollendorf*, serviroient alors à ce dessein; car quoique les Gazettes placent 60,000 Russes en Livonie, il s'en trouve à peine de quoi résister à l'avant-garde de notre Armée. La conservation de la paix dépendra essentiellement de la contenance que gardera la Porte Ottomane. Quant à l'Empereur, on a répandu le bruit que son Ministre ici, le Prince *de Reuss*, avoit déclaré que sa Cour se regardoit comme liée par son Alliance avec la Russie, dans le cas où cette Puissance auroit à soutenir une nouvelle guerre. On ajoute que notre Ministère a demandé à ce sujet une réponse nette à *Léopold II*, et que le Courrier porteur de cette demande est attendu de Francfort dans peu de jours. Il est raisonnable de douter de la teneur prétendue de cette Déclaration, dont les suites pourroient entraîner la ruine de la Convention de Reichenbach, et plonger l'Allemagne dans une guerre générale, que la sagesse de l'Empereur, et sa condescendance ont voulu prévenir. Quoi qu'il en soit, nous sommes prêts à tout événement; mais surement les bravades du Prince *Potemkin* ne désarmeront pas les Troupes et les Ministres de *Frédéric-le-Grand*.

Quelques Papiers publics avoient déja annoncé l'entrée d'une escadre Russe dans la rade de Dantzick, l'occupation de

Digitized by Google

cette Ville par nos Régimens, et cent sottises pareilles. Le fait est qu'un vaisseau Russe, faisant partie d'une escadre de trois ou quatre bâtimens de cette Nation, qui se trouve à la rade de Copenhague, est venu chercher des provisions à Dantzick, et y transporter le Général Suédois *de Sprengporten*, fameux par la part qu'il eut à la défection de l'armée de Finlande, et que l'Impératrice renvoie hors de ses Etats. Comme on ignoroit la destination de ce vaisseau, le Général *de Brunning* rassembla quelques détachemens, fit garnir les batteries du Farhwasser, et entrer le Régiment de Hanstein sur le Nehrung, Banlieue de Dantzick. En même temps, M. *de Lindenowski*, notre Résident, avertit la Régence que ce mouvement n'avoit pour but que d'empêcher à tout événement l'approche des Troupes Etrangères. Le vaisseau Russe s'étant éloigné, le Régiment de Hanstein est rentré dans ses quartiers. Le Général *de Moltendorf* est à Dantzick en ce moment (1).

---

(1) Quelques Feuilles ont répandu sur cet incident de bien absurdes fausse'és. Elles l'ont représenté comme une invasion de Dantzick, comme un trait de Machiavelisme digne de la politique des Rois, comme un coup de tocsin pour l'Europe entiere. Il ne manquoit à ces déclamations de quelque Maître d'école travesti en Gazetier, que la

Digitized by Google

De Francfort sur le Mein, le 17 Octobre.

Le Landgrave de Hesse-Cassel avoit rassemblé six mille hommes à Bergen, où ils ont formé un Camp de plaisance. Leurs Majestés Impériales, Leurs Majestés Siciliennes, les Electeurs Ecclésiastiques, les Archidues et les Archiduchesses se rendirent à ce Camp le 12. Ils assistèrent aux manœuvres qui furent très-brillantes, et exécutées avec une étonnante précision. Cette petite Armée d'élite, composée des plus beaux hommes, passa en revue devant Leurs Majestés Impériales, qui dînèrent ensuite sous des tentes.

Au retour, le Roi de Naples se trouva indisposé, et le surlendemain la rougeole s'est déclarée. Comme elle s'annonce avec bénignité, et que dans peu de jours ce Prince sera en état de monter en voiture, l'Empereur ne l'a point at-

---

vérité du fait. Dans ce même fatras politique et périodique, on lit que la Prusse est reduite à la nullité, que M. *de Hertzberg* est un brigand, qu'il est disgracié, que les Prussiens le méprisent, que le Nord se confédere contre la Prusse, et cent autres histoires de cette force. Voilà ce qu'on imprime journellement à Paris, et que des Lecteurs plus sots que le Gazetier, citent comme la nouvelle du jour, et l'histoire des Cabinets de l'Europe.

Digitized by Google

tendu, et est parti le 15. De Vienne, où il s'arrêtera fort peu de jours, ce Monarque se rendra immédiatement à Presbourg, où il recevra, le 15 Novembre, la Couronne de Hongrie.

On ignore encore l'effet qu'aura produit la résistance, ou plutôt le premier échauffement des Sections de Liège contre l'arrangement arrêté par le Collége Electoral. En lisant ce Recez, on ne peut douter que la Cour de Berlin ne se soit désistée de la protection qu'elle avoit accordée aux prétentions des Insurgens. Il paroît dans cette transaction, sous la simple qualité d'Intercesseur, et que son Ministre s'est engagé à employer tous les moyens possibles pour faire accepter à Liège les conditions prescrites.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 21 Octobre.

L'arrivée du Sieur *Wifflin*, Courrier du Cabinet, venu de Madrid en dix jours, dit-on, au Bureau du Duc *de Leeds*, avec des dépêches de M. *Fitz-Herbert*, n'a point tiré l'opinion de l'incertitude où elle continue de flotter. Immédiatement après l'arrivée du Courrier, le Conseil s'assembla, et le résultat de sa délibération fut envoyé à S. M. à Windsor. Rien de certain n'a transpiré. On sait seulement que la négociation

Digitized by Google

n'est point terminée, et l'on attend à la fin de la semaine un second Courrier plus décisif. Ce Messager, dont l'impatience publique abrège le voyage, pourroit bien ne pas y répondre si promptement, si c'est le même qui porte à M. *Fitz-Herbert* l'ordre de finir la négociation, ou de se retirer.

Il seroit fastidieux de répéter les conjectures et les raisonnemens : c'est toujours le même cercle. L'opinion se promène autour du Cabinet sans y pénétrer. Chacun se fait Augure suivant ses intérêts. Les gens à argent, qui ne voient dans les intérêts des Nations que la hausse ou la baisse des Fonds publics, les Gens à argent pour qui le Traité public le plus glorieux ne vaut pas un gain de cent guinées, soutiennent leurs espérances tant qu'ils peuvent : à force de vouloir faire croire à la certitude de paix, ils se la persuadent à eux-mêmes, et par des motifs plus nobles, tous les vrais Citoyens en forment le vœu. On est du moins assuré maintenant qu'aucune hostilité ne précédera la rupture formelle de la négociation.

Les dispositions viriles continuent comme si elle étoit rompue. Les Gardes se mettent en route pour Portsmouth en deux divisions, Lundi et Mardi prochain. Quatre vaisseaux, chacun de 44 canons, sont prêts à les recevoir; ils s'embarqueront immédiatement. — 300 hommes du

Digitized by Google

Corps de l'Artillerie, sous le commandement du Major *Sowerby*, sont partis de Gravesend, sur des transports qui les conduisent, une partie à Gibraltar, et l'autre aux Antilles.

Le Général *Boyd*, Lieutenant-Gouverneur de Gibraltar durant le dernier siége de cette forteresse, et jusqu'à la mort de Lord *Hat-field*, a été nommé par le Roi successeur de ce célèbre Commandant, mort cet Eté à Aix-la-Chapelle. Le Major-général *Henry Calder* a obtenu la place de Lieutenant-Gouverneur. L'un et l'autre vont s'embarquer.

A la date du 16, Milord *Howe* se trouvoit à bord de son vaisseau Amiral la *Queen Charlotte*, de 110 canons. La veille, il avoit envoyé des ordres secrets à tous les Capitaines. On avoit enjoint au *Royal Sovereign*, aussi de 110 canons, de se tenir prêt à lever l'ancre. Neuf Pavillons de Commandans flottoient à bord de l'escadre. Les mouvemens des ports et chantiers sont toujours les mêmes; on ne voit que vaisseaux équipés, en équipement, ou passant d'une station à l'autre.

Digitized by Google

FRANCE.

De Paris, le 27 Octobre.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décret sur les Juges de Paix, rendu le Jeudi 14 Octobre.

TITRE Ier. *Des Citations.*

« Art. Ier. Toute citation devant les Juges de Paix sera faite en vertu d'une cédule du Juge, qui énoncera sommairement l'objet de la demande, et désignera le jour et l'heure de la comparution. »

« II. Le Juge de Paix délivrera cette cédule à la réquisition du demandeur ou de son porteur de pouvoirs, après avoir entendu l'exposition de sa demande. »

« III. En matières purement personnelles ou mobilières, la cédule de citation sera demandée au Juge du domicile du Défendeur. »

« IV. Elle sera demandée au Juge de la situation de l'objet litigieux, lorsqu'il s'agira,

« 1°. Des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ; »

« 2°. Des déplacemens de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année, des entreprises sur les cours d'eau servans à l'arrosement des prés, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires ;

« 3°. Des réparations locatives des maisons et fermes ;

« 4°. Des indemnités prétendues par le

vj

Digitized by Google

Fermier ou Locataire pour non jouissance, lorsque le droit de l'indemnité ne sera pas contesté, et des dégradations alléguées par le Propriétaire. »

« V. La notification de la cédule de citation sera faite à la Partie poursuivie par le Greffier de la Municipalité de son domicile, qui lui en remettra copie, ou la laissera à ceux qu'il aura trouvés en sa maison, ou l'affichera à la porte de la maison, s'il n'y a trouvé personne. Le Greffier fera mention du tout, signée de lui, au bas de l'original de la cédule. »

« VI. Les cédules de citation, et leurs notifications seront écrites sur papier timbré, dans les Départemens où le Timbre a eu lieu jusqu'à présent, et ne seront sujettes ni aux droits, ni à la formalité du contrôle. »

« VII. Il y aura un jour franc au moins entre celui de la notification de la cédule de citation et le jour indiqué pour la comparution, si la Partie citée est domiciliée dans le canton, ou dans la distance de quatre lieues. »

« Il y aura au moins trois jours francs, si la Partie est domiciliée dans la distance depuis quatre lieues jusqu'à dix; au-delà, il sera ajouté un jour pour dix lieues. »

« Dans le cas où les delais ci-dessus n'auront pas été observés, si le Défendeur ne comparoît pas au jour pour lequel il aura été cité, le Juge de Paix ordonnera qu'il soit réassigné. »

« IX. Si au jour de la première comparution, le Défendeur demande à mettre un garant en cause, le Juge de Paix lui délivrera une cédule de citation, dans laquelle

Digitized by Google

il fixera le délai de comparoître relativement à la distance du domicile du garant. »

« X. Il n'y aura plus lieu à la citation en garantie, si la demande n'en a pas été formée au jour de la première comparution du Défendeur; et celle qui auroit eté accordée demeurera comme non-avenue, si elle n'a été notifiée au garant à temps utile pour l'obliger de comparoître au jour indiqué; sauf au Défendeur à poursuivre l'effet de la garantie, s'il y a lieu, séparément de la cause principale. »

« XI. Les Parties pourront toujours se présenter volontairement et sans citation, devant le Juge de Paix, en déclarant qu'elles lui demandent jugement : auquel cas il pourra juger seul leur différend, soit sans appel dans les matières où sa compétence est en dernier ressort, soit à charge d'appel dans celles qui excèdent sa compétence en dernier ressort; et cela, encore qu'il ne fût le Juge naturel des Parties, ni à raison du domicile du Défendeur, ni à raison de la situation de l'objet litigieux. »

TITRE II. *De la comparution devant le Juge de Paix.*

« Art. Ier. Au jour fixé par la citation, ou convenu entre les Parties, au cas qu'elles aient consenti de se passer de citation, elles comparoîtront en personne, ou par leur fondé de pouvoirs, devant le Juge de Paix, sans qu'elles puissent fournir aucunes écritures, ni se faire représenter ou assister par aucune des personnes qui, à quelque titre que ce soit, sont attachées à l'Ordre Judiciaire. »

« II. Si, après une citation notifiée, l'une

Digitized by Google

des Parties ne comparoît pas au jour indiqué, la cause sera jugée par défaut, à moins qu'il n'y ait lieu à la réassignation du Défendeur au cas de l'art. VII du titre précédent. »

« III. La Partie condamnée par défaut pourra former opposition au jugement dans les trois jours francs de sa signification, en vertu d'une cédule qu'elle obtiendra du Juge de Paix, et qu'elle fera notifier à l'autre Partie, ainsi qu'il est dit au Titre précédent pour les cédules de citation. »

« IV. La Partie opposante qui se laisseroit juger une seconde fois par défaut sur son opposition, ne sera plus reçue à former une opposition nouvelle. »

« V. Lorsque les deux Parties, ou leurs fondés de pouvoirs, comparoîtront, elles seront entendues contradictoirement par elles-mêmes ou par leurs fondés de pouvoirs; et la cause pourra être jugée sur le champ, si le Juge de Paix et ses Assesseurs se trouvent suffisamment instruits. »

« VI. Il y aura lieu à juger sur le champ, toutes les fois qu'il ne sera pas nécessaire pour l'entier éclaircissement de la cause, soit d'accorder à une des Parties un délai pour présenter des pièces dont elle ne se trouveroit pas saisie, soit d'ordonner une enquête, ou la visite du lieu contentieux. »

TITRE III. *Des Enquêtes.*

« Art. I^er^. Si les Parties sont contraires en faits qui soient de nature à être constatés par témoins, et dont le Juge de Paix et ses Assesseurs trouvent la vérification utile et admissible, le Juge de Paix avertira les Parties qu'il y a lieu de procéder par enquête, et les interpellera de déclarer

Digitized by Google

si elles veulent faire preuve de leurs faits par témoins. »

« II. Lorsque, sur cet avertissement, les Parties, ou l'une d'elles, requerront d'être admises à faire preuve par témoins, le Juge de Paix, de l'avis de ses Assesseurs, ordonnera la preuve, et en fixera précisément l'objet. »

« III. Les Témoins seront toujours entendus en présence des deux Parties, à moins que l'une d'elles ne soit défaillante au jour indiqué pour leur audition; et elles pourront fournir leurs reproches soit avant, soit après les dépositions. »

« IV. Il sera procédé au jugement définitif aussitôt après l'audition des Témoins, sans qu'il soit nécessaire de faire écrire la prestation des Témoins, les reproches ni les dépositions dans les causes où le Juge de Paix prononce en dernier ressort; mais les uns et les autres seront écrits par le Greffier dans les causes sujettes à l'appel. Dans les premières causes, les Assesseurs seront toujours présens. Dans les secondes, ils pourront assister ou s'abstenir. »

« V. Dans tous les cas où la vue du lieu est utile, pour que les dépositions des Témoins soient faites et entendues avec plus de sureté, et spécialement dans les actions pour déplacement de bornes, pour usurpations de terres, arbres, haies, fossés, ou autres clôtures, et pour entreprises sur les cours d'eau, le Juge de Paix sera tenu de se transporter sur le lieu, et d'ordonner que les Témoins y seront entendus. »

TITRE IV. *Des visites de lieu, et des appréciations.*

« Art. Ier. Lorsqu'il s'agira, soit de cons-

Digitized by Google

tater l'état des lieux dans le cas d'entreprises, de dommages, de dégradations, et autres de cette nature, soit d'apprécier la valeur des indemnités et dédommagemens demandés, le Juge de Paix et ses Assesseurs ordonneront que le lieu contentieux sera visité par eux, en présence des Parties. »

« II. Si le Juge de Paix et ses Assesseurs trouvent que l'objet de la visite ou de l'appréciation exige des connoissances qui leur soient étrangères, ils ordonneront que des gens de l'art, qu'ils nommeront par le même jugement, feront la visite avec eux, et leur donneront leur avis. »

« III. Dans le cas où les Assesseurs qui auront concouru au jugement qui ordonne la visite, où l'un d'eux ne se trouveroit pas sur le lieu contentieux au jour et à l'heure indiqués, le Juge de Paix appelleroit un ou deux Assesseurs du nombre des Prud'hommes nommés dans la Municipalité du lieu où se fera la visite. »

« IV. Il ne sera pas nécessaire de faire écrire le procès-verbal de visite, ni l'avis des gens de l'art dans les causes où le Juge de Paix peut prononcer en dernier ressort; ils seront écrits par le Greffier, seulement dans les causes sujettes à l'appel. »

La fin à l'ordinaire prochain.

Du Lundi 18 *Octobre.*

Le Régiment de Lorraine, Infanterie, proteste de son entier dévouement au maintien des Décrets de l'Assemblée Nationale, et manifeste le tendre attachement des Soldats pour M. *de la Tour-du-Pin* leur ancien Commandant.

Digitized by Google

M. *Thouret* présente, au nom du Comité de Constitution, quelques articles additionnels relatifs aux Juges de Paix et à leur récusation. L'inimitié notoire entre le Juge et les Parties, et l'indiscrétion du Juge qui auroit révélé son opinion avant le jugement, paroissoient à M. *Bouche* devoir être comptées parmi les motifs de récusation ; mais on doit supposer que des Juges élus par le Peuple ne seront ni haineux, ni indiscrets. Sans discussion ultérieure, les articles ont été décrétés en ces termes :

TITRE II. *Sur la récusation des Juges de Paix.*

« ART. I. Les Juges de Paix ne pourront être récusés que quand ils auront un intérêt personnel à l'objet de la contestation, ou quand ils seront parens ou alliés d'une des Parties, jusqu'au degré de cousin issu de germain, inclusivement. »

« II. La Partie qui voudra récuser un Juge de Paix, sera tenue de former la récusation, et d'en exposer les motifs par un acte qu'elle déposera au Greffe du Juge de Paix, dont il lui sera donné par le Greffier une reconnoissance faisant mention de la date du dépôt. »

« III. Le Juge de Paix sera tenu de donner au bas de cet acte, dans le délai de deux jours, sa déclaration par écrit, portant, ou son acquiescement à la récusation, ou son refus de s'abstenir, avec ses réponses aux moyens de récusation allégués contre lui. »

« IV. Les deux jours étant expirés, l'acte de récusation sera remis par le Greffier à la Partie récusante, soit que le Juge de Paix ait passé sa déclaration au bas de cet acte ou non ; il en sera donné décharge au Greffier par la Partie si elle sait signer ; et si elle

Digitized by Google

ne le sait pas, le Greffier fera la remise, et en dressera Procès-verbal en présence de deux témoins qui signeront ce Procès-verbal avec lui. »

« V. Lorsque le Juge de Paix aura déclaré acquiescer à la récusation, ou n'aura passé aucune déclaration, il ne pourra rester Juge, et sera remplacé par l'un des Asesseurs qui connoîtra de l'affaire avec l'assistance de deux autres Assesseurs. »

« VI. Si le Juge de Paix conteste l'acte de récusation, et déclare qu'il entend rester Juge, le jugement de la récusation sera déféré au Tribunal de District qui y fera droit sur les simples Mémoires des deux Parties plaidantes, sans forme de procédure et sans frais. »

A la suite de quelques articles nouveaux, proposés par le Comité Ecclesiastique, et décrétés, on est revenu à la contribution foncière, et d'après l'observation de M. *Durand de Maillane*, on a adopté l'article suivant.

« ART. X. Les Manufactures, Forges, Moulins et autres usines seront imposés seulement sur les deux tiers de leur valeur locative, attendu les réparations et entretien coûteux qu'exigent ces objets. »

M. *la Rochefoucault* a fait ensuite ordonner au Comité des Finances de remettre incessamment au Comité d'Imposition l'état de toutes les dépenses décrétées, et l'aperçu de celles qu'on n'a pas encore déterminées.

Sur les instances de M. *Antoine*, afin que les Membres du Parlement de Toulouse, livrés par un Décret à la justice d'un Tribunal qui n'existe pas encore, ne soient ni condamnés sans jugement, ni renvoyés au Châtelet, et pour obvier aux troubles, aux

Digitized by Google

sujets d'inquiétude qui naissent du jour au lendemain dans plusieurs Départemens, l'Assemblée décrète que le projet d'organisation du Tribunal destiné à connoître du crime de haute trahison, sera présenté à la Séance de Jeudi matin.

On avoit adroitement fait lire hier une lettre du Département de la Gironde, qui célébroit le patriotisme avec lequel il avoit échangé contre de l'argent monnoyé, des Assignats envoyés par le Ministre de la Marine pour la conduite de 2500 Matelots. La conclusion devoit être aux yeux des Galeries, que le Ministre faisoit languir le service par sa négligence à faire passer les fonds en argent. Par une lettre dont il a été fait lecture ce matin, M. *de la Luzerne* se disculpe pleinement de tout reproche.

Il a payé en papier par une raison péremptoire, c'est que le Trésor public n'a pas d'autre numéraire.

Du Mardi 19 Octobre

L'intérêt majeur du principal objet dont l'Assemblée s'est occupée dans cette Séance, nous fera passer légèrement sur les détails préliminaires. Tels ont été la demande que fait le Département du Lot et Garonne, d'un Décret qui déclare criminel de Lèse-Nation, quiconque aura protesté contre un Décret de l'Assemblée, et qui ne retractera pas sa protestation quinze jours après en avoir été requis par un Corps Administratif; moyen de liberté renvoyé au Comité de Constitution; une adresse du Mont-Jura, dont les Gardes Nationales ayant saisi trois mille aunes de mousseline qui entroient en fraude, croient devoir instruire le Corps Législatif de ce grand événement, et lui demander de dé-

Digitized by Google

créter l'emploi de ces marchandises. (Un *Corps Constituant*, un *Législateur*, chargé de prononcer sur une saisie de contrebande! Des Gardes qui tous les mois jurent le maintien de la Constitution, et qui en sont à ignorer que ces détails ressortissent au Pouvoir exécutif!) On n'en a pas moins renvoyé cette adresse au Comité des Domaines. De nouvelles limites assignées au territoire de la Municipalité de Paris; des mesures prises pour l'expédition des Arrêts du *ci-devant* Parlement de Paris par des Greffiers que nommera la Municipalité du lieu; des déprédations imputées aux Religieux de Cluny qui sans être entendus, sont supposés coupables, privés de leur traitement, et punis conformément aux lois; enfin, l'annonce de la vente de trois maisons du Clergé de Paris, dont les enchères ont été poussées fort haut. De ces objets, on a passé aux articles suivans, décrétés sur la proposition de M. *Dauchy*, organe du Comité des Impositions:

« XIII. Les terrains enclos seront évalués d'après les mêmes règles que celles des terrains non clos, donnant les mêmes genres de productions. Les terrains enlevés à la culture, pour le pur agrément, seront évalués au taux des *meilleures terres* labourables de la Communauté. »

« XIV. L'évaluation des bois en coupe réglée sera faite d'après le prix moyen de leurs coupes annuelles. »

« XV. L'évaluation des bois-taillis, qui ne sont pas en coupe réglée, sera faite d'après leur comparaison avec les autres bois de la Communauté, ou du Canton. »

Nous nous hâtons d'arriver au Rapport qu'a fait M. *de Menou* au nom des Comités Di-

Digitized by Google

plomatique, Colonial, Militaire et de la Marine, de l'insubordination de l'escadre et des troubles de Brest.

« *L'insouciance* des Agens du Pouvoir exé-
« cutif, une longue oppression, l'exaltation
« des esprits, les *erreurs* de *quelques ignorans*
« qui prennent *la licence* pour la liberté,
« peut-être même les intrigues et *l'argent*
« de quelque Puissance étrangère, et l'ar-
« rivée du *Léopard*, ont produit, a dit le
« Rapporteur, les désordres qui nous affli-
« gent... On s'est occupé de savoir s'il falloit
« changer quelques articles du Code pénal
« de la Marine. Nous avons pensé que si
« l'inconstance des Lois étoit l'attribut du
« despotisme, leur immutabilité est celui
« d'une Constitution libre. C'est à des Chefs
« qui auroient la *confiance* des Marins, à
« user avec sagesse, peut-être avec *clémence*,
« des Lois que vous avez portées. » (On ne pouvoit guère insinuer plus directement aux Equipages, qu'ils ont raison de se soulever contre des Chefs auxquels ils refusent leur *confiance*; que ceux qui ne la possèdent pas, ne se sont pas conduits avec *sagesse*, et que les Chefs outragés doivent user d'une prudente *clémence*).

Pour le rétablissement de l'ordre et de la discipline, les Comités proposent deux classes d'expédiens.

1°. Celui d'envoyer de Paris deux Commissaires Civils, à qui l'on donnera le droit de faire arrêter et punir les coupables, de requérir les Gardes Nationales et les Troupes de ligne, congédier des Equipages les hommes non Marins, ni Classés, de changer le Pavillon blanc, le Pavillon François, en Pavillon aux *couleurs Nationales;* et cette

Digitized by Google

grace ne seroit accordée qu'au moment où l'insubordination auroit cessé. 2°. La Municipalité de Brest, qui s'est *emparée du Pouvoir exécutif*, suivant les propres expressions de M. *de Menou*, opposée au depart du vaisseau *la Ferme*, *qui a compromis le sort de nos Colonies;* cette Municipalité, qui a cité devant elle M. *Albert de Rioms*, M. *Hector*, et exigé la représentation des minutes de leurs Lettres, *trompée par son zèle et par son patriotisme*, doit servir d'exemple et être improuvée; ses actes du 14 Septembre, l'Adresse aux Vaisseaux, etc. seront déclarés illégaux et nuls. Tous les Corps Administratifs ou Municipalités qui s'en permettront de pareils, encourront la peine de forfaiture. Enfin, le Procureur-Syndic de la Commune de Brest, Auteur d'un Discours véhement, propre à augmenter le désordre, sera mandé à la Barre pour rendre compte de sa conduite.

Passant de la Municipalité de Brest à une diatribe contre les Ministres, M. *de Menou* les accuse d'*inertie*, de ne connoître la Constitution que de nom, d'en arrêter l'*organisation*, d'être les objets de la défiance *du Peuple*. Dès que le Roi aura placé autour de lui *les Amis de la Constitution*, celle-ci marchera toute seule, et la force publique reprendra son énergie. En conséquence, les Comités demandent qu'on décrete ce qui suit.

« L'Assemblée Nationale... reconnoissant que la *défiance des peuples* contre les Ministres occasionne ce défaut de force du Gouvernement... son Président se retirera pardevers le Roi pour représenter à S. M. que la *méfiance* que les *peuples* ont conçue contre les Ministres actuels, apporte les plus grands

Digitized by Google

obstacles au rétablissement de l'ordre public, à l'exécution des Lois, et à l'achèvement de la Constitution. »

M. *de Cazalès* a pris la parole, et bravant la déraison des murmures et l'injustice des interruptions, il a dit :

« Ce n'est pas pour venger les Ministres que je suis monté dans cette Tribune ; je ne connois pas leur personne, je n'estime pas leur conduite ; et si j'eusse pu vaincre l'extrême répugnance qu'éprouve un galant homme à attaquer des Ministres sans considération, et sans autorité, dès long-temps je me serois porté pour leur accusateur. »

« Je les aurois accusés d'avoir trahi l'autorité Royale dont ils sont dépositaires ; et c'est un crime de leze-Nation aussi de trahir cette légitime autorité, cette autorité si nécessaire au bonheur et à la liberté publique ; cette autorité qui défend les Peuples du despotisme des Assemblées Nationales, comme les Assemblées Nationales les défendent du despotisme des Rois. »

« J'aurois accusé votre fugitif Ministre des Finances, de s'être constamment tenu derriere la toile, quand son devoir l'appeloit à jouer un rôle honorable et périlleux. »

« Je l'aurois accusé de ne vous avoir pas servi de guide dans cette importante partie de l'Administration publique, parce que dans la crise dangereuse où étoient nos Finances, il craignoit de se compromettre, il n'osoit rien prendre sur lui, et qu'au milieu des périls de la chose publique, il calculoit bassement les intérêts de son ambition et de sa sureté. »

« Je l'aurois accusé d'avoir provoqué la Révolution, et de n'avoir pas osé tenter de

Digitized by Google

la diriger; de n'avoir pris aucunes des mesures nécessaires pour prévenir ou atténuer les malheurs inséparables de toute révolution."

« Je l'aurois accusé, dans cette importante crise de l'Etat, d'avoir toujours dissimulé ses principes et déguisé sa conduite. »

« J'aurois accusé le Ministre de la guerre d'avoir donné des congés à tous les Officiers qui lui en ont demandé; d'avoir souffert que dans les temps orageux où nous sommes, ils quittassent leurs Régimens; de n'avoir pas fait juger, fait noter d'infamie tous ceux qui abandonnoient leur poste, parce qu'il étoit difficile et dangereux, et d'être par-là la principale cause des insurrections qui ont éclaté dans l'Armée. »

« J'aurois accusé les Ministres des Provinces d'avoir souffert que les ordres du Roi fussent désobéis; de n'avoir pas déployé toute la force publique pour en procurer l'exécution, sauf à répondre sur leur tête, comme il est juste, de la légitimité de ces ordres. »

« Je les aurois accusés tous d'avoir donné au Roi les plus lâches conseils, je les aurois accusés de cette coupable nullité à laquelle ils se sont voués, nullité qui, dans des circonstances où il s'agit de la perte ou du salut de l'Empire, est, à mon avis, le plus grand des crimes. »

« Tout peut être excusé, hors la lâche indifférence pour la chose publique; les mesures les plus violentes, les principes les plus exagérés peuvent être la suite de la faillibilité de l'esprit humain, les actions peuvent être atroces, et les intentions être restées pures. Mais qui peut excuser ces ames froides et viles, que n'échauffa jamais le saint amour de la Patrie, qui, se concentrant

Digitized by Google

centrant dans l'abjection du moi personnel, s'isolent de la chose publique, parce que la chose publique est en danger, gardent une honteuse neutralité, quand les plus grands intérêts se balancent, et se cachent lâchement, quand les méchans s'agitent, quand des hommes hardis et factieux se saisissent du timon de l'Etat. »

« Comment les excuser, sur-tout quand ces hommes remplissent les premières places de l'Administration, quand ayant la conscience de leur lâcheté et de leur impéritie, ils s'obstinent à garder des places qu'ils n'osent plus faire, qu'ils ne se font pas justice, qu'ils ne se condamnent pas à l'obscurité et au mépris qui suit tout homme qui ayant brigué, qui étant arrivé par le charlatanisme de sa fausse vertu à la place la plus importante de l'Administration, rentre dans la vie privée au moment même, dans ces circonstances difficiles, où tout bon Citoyen doit à sa Patrie le sacrifice entier de tout son être. »

« Pendant les longues convulsions dont l'Angleterre fut agitée sous le règne de l'infortuné *Charles Strafford*, ce Ministre, dont les talens égaloient les vertus, périt sur un échaffaut; mais l'Angleterre pleura sur sa tombe; mais l'Europe entière honore sa mémoire; mais son nom est un objet de culte pour tous les sujets de l'Empire Britannique. »

« Tel est le modèle que doivent se proposer, tel est l'exemple que doivent suivre tous ceux que dans les temps difficiles où nous sommes, la confiance de leur Roi appellera au maniement des affaires publiques, à ce poste qui aujourd'hui peut être l'objet

Digitized by Google

de l'ambition d'un galant homme, puisqu'il est devenu difficile et dangereux. »

« *Strafford* mourut ! mais n'est-il pas mort aussi ce Ministre qui n'aguère a lâchement déserté la chose publique, l'abandonnant aux dangers que lui-même avoit suscités ! Son nom n'est-il pas effacé de la liste des vivans ? N'éprouve-t-il pas l'affreux supplice de se survivre à lui-même, et de se voir dévoué d'avance au mépris des générations futures ? »

« Quant aux serviles compagnons de son ministère, quant à ces hommes qui sont l'objet de notre délibération actuelle, on peut leur appliquer avec justesse ce vers de l'Arioste :

Andare ancora maero morte.

Ils marchoient encore, mais ils étoient morts.

« Avant de discuter au fond cette importante question, j'ai cru devoir manifester, avec la franchise de mon caractère, mon opinion sur les Ministres actuels, opinion qui vous prouve, Messieurs, que si je m'oppose de toutes mes forces à la Motion de M. *de Menou*, ce n'est point que je veuille défendre les intérêts de ces Ministres que je vous abandonnerois sans regret, si leur sort n'étoit lié avec celui des principes constitutifs de la Monarchie. »

« Il y a dans chaque Etat deux sortes de Pouvoirs, le Pouvoir législatif et le Pouvoir exécutif. C'est sur l'entière et mutuelle indépendance de ces deux Pouvoirs que repose la liberté publique. »

« Le Pouvoir exécutif ne peut exercer l'autorité qui lui est confiée, qu'à l'aide de ses Ministres. Si le Corps législatif en usurpoit la nomination, la puissance exécutrice

Digitized by Google

seroit envahie, les deux Pouvoirs cumulés dans la main du Corps législatif, et la Nation gémiroit sous le plus intolérable despotisme. »

« Cependant, si l'Assemblée Nationale s'arrogeoit le droit de présenter au Roi le vœu de son Peuple sur le choix de ses Ministres, il arriveroit que le Roi, n'ayant encore, par la Constitution, aucun moyen légal d'appeler au Peuple des volontés du Corps législatif, aucun moyen légal de connoître le véritable vœu de la Nation, il seroit contraint d'obéir; et il est évident que l'Assemblée Nationale ayant conquis le droit d'exclure des Conseils du Roi, par le seul fait de son improbation, les Ministres qui lui déplairoient, finiroit nécessairement par nommer tous les Dépositaires de l'autorité Royale; que dès-lors la réunion des deux Pouvoirs dans ses mains, seroit consommée, et y formeroit la plus monstrueuse tyrannie. »

« Il est donc nécessaire, pour que les Pouvoirs ne soient pas cumulés, pour assurer la liberté des Peuples contre le despotisme de ses Représentans, il est nécessaire que la liberté du Roi soit entière dans le choix de ses Ministres, et que sa volonté ne puisse jamais être gênée par l'approbation ou le blâme de l'Assemblée Nationale. »

« A l'appui de cette incontestable théorie de tout Gouvernement libre, je citerai la pratique constante de l'Angleterre; la pratique de ce Peuple qui, le premier de tous les Peuples modernes, a connu l'art de la liberté; et vous verrez qu'il est sans exemple, dans l'Histoire de ce Gouvernement, que les Ministres du Roi aient été renvoyés par

Digitized by Google

le seul fait de l'improbation des Communes, et que toutes les fois que les Communes ont osé tenter cette entreprise contre l'autorité Royale, elles ont succombé et ont encouru le blâme de la Nation Angloise. »

« Pendant le long Parlement, à cette époque que l'Angleterre voudroit effacer de son Histoire, pendant ce Parlement dont les faits ne font pas autorité chez les Anglois, la Chambre des Communes presenta une Adresse à *Charles I*, pour le prier d'éloigner de sa personne les méchans Conseillers dont il étoit entouré. »

« Cet infortuné Monarque, qui garda jusque sur l'échaffaut la dignité de son caractere, répondit que c'étoit un droit que la nature avoit donné à tout homme libre, que celui de choisir pour ses Conseils, les hommes en qui il avoit confiance. »

« Que c'étoit une prérogative de la Couronne, qui n'avoit jamais été contestée, que le droit de choisir librement ses Ministres, sans être gêné dans ce choix par l'approbation ou le blâme de la Chambre des Communes; qu'il n'avoit jamais refusé de soumettre à la Loi ses Ministres, quand les Communes avoient porte contre eux des chefs précis d'accusation; mais que tant qu'elles se renfermeroient dans des allégations vagues, dans des accusations insignifiantes, il les garderoit auprès de lui, et ne leur retireroit pas sa confiance. Les Communes n'insistèrent pas, et *Charles* garda ses Ministres. »

« A quelque temps de-là, le Comité qui gouvernoit ce factieux Parlement, rédigea une seconde Adresse, pour que le Roi fût supplié d'éloigner des places de l'Adminis-

Digitized by Google

tration tous ceux qui les occupoient, et de n'y mettre désormais que des hommes qui eussent mérité la confiance de la Nation, ce qui, chez tous les Peuples, ce qui, dans toutes les langues, ne veut dire autre chose que des hommes dévoués au parti dominant; mais ces Communes, toutes séditieuses qu'elles étoient, ces Communes qui se sont souillées de tant de crimes, ces Communes qui ont fait monter leur Roi sur l'échaffaut, eurent honte d'une usurpation aussi manifeste de l'autorité Royale, et le projet d'Adresse fut rejeté. »

« Deux fois depuis cette époque les Communes ont essayé la même entreprise sur l'autorité Royale; sous *Charles II*, contre le Marquis *d'Halifax*, sous *Guillaume III*, contre le Comte *de Portland*, et leur tentative a été vaine; et deux fois leurs mesures ont encouru le blâme de la Nation Angloise.

« Il est donc sans exemple, même sous le règne de l'infortuné *Charles*, sous ce règne où les limites de tous les Pouvoirs furent méconnues, que les Ministres du Roi d'Angleterre aient été renvoyés par le seul fait de l'improbation des Communes. Ils n'ont jamais été éloignés que quand elles ont intenté contre eux des chefs précis d'accusation.

« Enfin, de nos jours, à une époque à laquelle nous touchons, cette grande question vient d'être décidée d'une manière solennelle par le Peuple Anglois, en faveur de l'autorité Royale. »

« *Charles Fox* étoit alors Ministre; il proposa un Bill relatif aux affaires de l'Inde. Ce Bill, reçu avec enthousiasme dans la

Chambre des Communes, fut combattu dans la Chambre haute par le Lord *Hamilton* et le Marquis *de Buckingham*, qui prouvèrent qu'il étoit destructif de l'autorité Royale. A deux heures le Bill fut rejeté, à minuit *Fox* n'étoit plus Ministre. »

« *Fox* qui, à de grands talens joignoit un grand parti, incendia la Chambre des Communes: une première Adresse fut présentée au Roi, par laquelle les Communes se plaignoient que sa religion avoit été surprise dans le choix de ses Ministres; (ce Ministre étoit ce même *Pitt*, qui depuis a gouverné et gouverne encore l'Angleterre avec tant de gloire);

« Que ces Ministres étoient inconstitutionnellement appointés. Le Roi répondit, que d'après la Constitution, sa volonté étant le seul titre légal de l'appointement de ses Ministres, il étoit impossible qu'ils ne fussent pas constitutionnellement appointés. »

« La Chambre passe une seconde Adresse, par laquelle elle déclara traîtres à la Patrie, tous ceux qui aviseroient le Roi de dissoudre le Parlement. »

« Enfin, elle demanda formellement le renvoi des Ministres, et pria le Roi de ne mettre dans son Conseil, que des hommes qui eussent la confiance de la Nation. »

« Le Roi se rendit au Parlement: « Une grande difficulté s'est élevée entre mon Parlement et moi. C'est au Peuple Anglois, c'est à votre Juge, c'est au mien que j'en appelle, je dissous le Parlement. » Il dit, et le Parlement cessa d'être, et la Nation Angloise jugea presqu'à l'unanimité cette question en faveur de l'autorité Royale: il

Digitized by Google

n'y eut de réélus que 25 Membres de l'opposition. »

« Car telle est l'admirable Constitution de ce Gouvernement, que calomnient ceux qui ne le connoissent pas ; tel est le salutaire effet pour la liberté publique, du droit qu'a le Roi d'Angleterre de dissoudre le Parlement, que le Peuple Anglois n'aliène jamais la Souveraineté ; que sans désordre, sans sédition, sans aucun des énormes inconvéniens qui accompagnent par tout ailleurs l'influence immédiate du Peuple, il garde l'influence la plus directe sur ses Représentans. »

« Si les trois parties de la puissance législative sont d'accord, il obéit ; et alors il y a les plus grandes probabilités, que puisse réunir la prudence humaine, qu'il n'obéit qu'à des Lois sages. Si l'une d'elles est divisée des autres, c'est à son jugement qu'on appelle ; c'est lui qui décide. Sa décision est exprimée d'une manière d'autant plus claire, que les Candidats qui se présentent pour être élus, déclarent hautement, s'ils sont dans le parti du Roi, ou dans l'opposition. C'est une tache en Angleterre, dont on se lave difficilement, que de changer de parti. D'où il suit que selon que la majorité des Elections tourne en faveur du parti du Roi, ou en faveur de l'opposition, le Peuple Anglois a prononcé par la majorité des suffrages de ses Comtés le blâme ou l'approbation des dernières mesures de la Couronne ou du Parlement. Si à ces principes incontestables de tout Gouvernement libre, si à la constante pratique du Peuple moderne le plus éclairé dans l'art du Gouvernement, de ce Peuple chez lequel nous devrions sou-

Digitized by Google

vent prendre des leçons de sagesse et de modération, il étoit nécessaire d'ajouter des considérations particulières à la position où nous nous trouvons ; »

« Je rappellerois à l'Assemblée Nationale que plusieurs de ces Ministres ont été pris dans son sein ; que c'est ce qu'on appeloit alors l'opinion publique ; que c'est l'opinion de cette Assemblée qui semble les avoir désignés au Roi. »

« Ne craignez-vous pas que la Nation ne soit effrayée de cette mobilité dans votre opinion ? ne craignez vous pas que cette Adresse ne paroisse l'effet de l'intrigue de quelques-uns de vos Membres, qui voudroient monter au poste d'où les Ministres actuels seroient tombés? Et ne pensez pas que le Décret par lequel il a été déclaré que les Membres du Corps législatif ne pourroient pas accepter des places dans ce Ministere, suffise pour vous mettre à l'abri du soupçon. »

« On répand déja dans le Public que ce Décret va être abrogé ; on dit plus, on dit que quelques Membres de cette Assemblée ont formé le coupable projet de dépouiller le Roi du peu d'autorité qui lui reste, et de faire exercer par des Comités pris dans votre sein, les différentes branches du Pouvoir exécutif. S'il étoit possible qu'un pareil projet fût jamais adopté par cette Assemblée, alors la ressemblance entre l'Assemblée Nationale et le long Parlement d'Angleterre seroit complete ; alors il ne resteroit d'autre ressource aux amis de la Monarchie, et ils sont plus nombreux, plus puissans que vous ne pensez, il ne leur resteroit d'autre ressource que de se rallier autour du Trône,

Digitized by Google

et de s'ensevelir sous ses ruines. Je pense donc qu'il n'est, pour le Corps législatif, qu'un moyen constitutionnel d'exclure des Conseils du Roi, les Ministres qui ont démérité de la chose publique; ce moyen est de porter contre eux une accusation précise; je dis précise, parce que toute accusation vague est une invention de tyran; qu'elle met le Citoyen le plus vertueux dans l'impossibilité de se défendre, et qu'elle est tout-à-fait indigne de la justice et de la loyauté des Représentans d'un Peuple libre.

« Je pense que tout autre mode d'influer sur les Conseils du Roi, est illégal, attentatoire à l'autorité Royale, destructif de la liberté du Peuple souverainement intéressé à ce que cette autorité tutelaire soit conservée dans toute son intégrité. »

« Je pense que si l'Assemblée Nationale acquéroit le droit de faire renvoyer les Ministres du Roi par le seul fait de son improbation, tous les Pouvoirs seroient confondus, la Constitution renversée, et que, pour me servir de l'expression de *Montesquieu*, nous serions condamnés à vivre dans une République non libre. »

« M. *de Menou* s'étant renfermé dans des accusations vagues, insignifiantes, n'ayant articulé aucun chef d'accusation, je conclus pour l'intérêt de la Monarchie, pour l'intérêt du Peuple, qui en est inséparable, pour l'intérêt de la Constitution, pour l'intérêt et la dignité de l'Assemblée Nationale elle-même, à ce que sa Motion ne soit pas même mise en délibération, et qu'elle soit rejetée par la question préalable. »

M. *de Cazalès* achevoit, lorsque M. *Ricard*

Digitized by Google

de Toulon a paru à la Tribune un cahier à la main. L'impatience de M. *de Mirabeau* s'est effrayée à l'aspect de ce volume; il a tenté d'usurper la parole sur son Auteur, afin de repliquer plus promptement au Préopinant : « Je me présente, a crié M. l'Abbé « *Maury*, pour répondre immédiatement à « M. *de Mirabeau*. » Celui-ci n'a pu parvenir à obtenir la préférence; M. *Ricard* a été autorisé à débiter son Manuscrit.

« Les torts de la Municipalité de Brest, « a-t-il dit au début, sont ceux du *patrio-* « *tisme égaré ;* si vous n'aviez eu que des « torts de cette nature à punir, la Consti- « tution seroit déja faite. La grande impru- « dence est due au Ministre de la Marine. « Pourquoi a-t-il proposé un Commandant, « contre *lequel il savoit que la flotte étoit pré-* « *parée ?* » (M. *Ricard* témoigne ici une trop haute opinion, des effets que produisirent ses invectives, et ses déclamations incendiaires contre M. *d'Albert* dans l'affaire de Toulon.)

« On vient d'attaquer M. *Necker ;* nous devons à ce Ministre *infortuné* l'égalité de représentation, et par conséquent de la reconnoissance (M. *Ricard* est bien tardif à l'exprimer. Il n'étoit pas si généreux lorsque M. *Necker* étoit aux prises avec M. *Cumus* et Consors). *Il est temps d'établir pour la Législature un grand pouvoir ; et pour les Ministres, de grands devoirs.* »

L'honorable Membre veut qu'il soit nommé trois Commissaires pris dans l'Assemblée Nationale, et auxquels le Roi sera supplié de donner tous pouvoirs ; ils se rendront à Brest, ils entendront les plaintes, *ordonne-* *ront* provisoirement ce qu'ils jugeront utile,

Digitized by Google

tiendront compte *jour par jour*, s'embarqueront sur la flotte en cas de guerre, se distribueront de manière qu'il y en ait un sur chaque vaisseau commandant une division; ils se tiendront *au poste d'honneur* pendant toutes les actions brillantes. Des éclats de rire universels ayant accueilli cette facétie, M. *Ricard* s'est retiré un peu honteux de la Tribune, en y laissant la suite de ses opérations navales. La discussion a été ajournée à demain.

Du Mardi. Séance du soir.

Après la lecture d'une Lettre de la Garde Nationale de l'Orient, contenant des témoignages de civisme, et 2000 liv. pour les veuves et orphelins des Gardes Nationaux tués à Nancy, le reste de cette Séance a été rempli par la discussion d'un Décret, qui autorise le sieur *Jean-Pierre Brullée* à construire, à ses frais, un canal de navigation qui commencera à Beuvrome, près du pont de Souilly, arrivera entre la Villette et la Chapelle, dans un canal qui formera deux branches dont l'une passera par les fauxbourgs de S. Martin et du Temple, les fossés de la Bastille et de l'Arsenal, pour se rendre dans la Seine, et l'autre se divisera, au-dessous de Pierrelaye, en deux branches qui se rendront l'une dans la Seine à Conflans-Sainte-Honorine, et la seconde dans l'Oise près de Pontoise. Le sieur *Brullée* construira des ponts sur toutes les grandes routes, et dans Paris à la rencontre des rues, et des quais de six toises. Il acquerra les propriétés nécessaires, suivant l'estimation des Commissaires des Directoires des

Digitized by Google

Départemens ; la consignation des sommes sera considérée comme payement ; si les Propriétaires refusent de vendre, et le sieur *Brullée* pourra se mettre en possession des terres, champs, etc. quinzaine après le payement ou la consignation, et des bâtimens, clos et marais légumiers après le délai de trois mois. Quelques Membres ont objecté des dommages réels, le peu d'utilité, des droits à payer, plus forts que le fret qui nourrit les Bateliers des rivières, les dépenses du curement, les temps de gelée, le sacrifice de quinze mille arpens en bonne culture ; on leur a opposé une navigation abrégée de trente lieues, et l'urgente nécessité d'employer vingt mille malheureux, raison qui a paru peremptoire, l'entreprise fut-elle mauvaise ; le Decret a été adopté.

Du Mercredi 20 Octobre.

M. *d'Augy*, Président de l'une des 48 Sections de Paris, annonce que sa Section trouve des inconvéniens à ce que les Membres de la Municipalité soient nommés Electeurs ; cet avis à la Loi est soumis aux lumières du Comité de Constitution. Quelques objets de détail suivent cette annonce, et l'Assemblée passe à l'ordre du jour, à la discussion du Rapport fait la veille par M. *de Menou*, au nom des quatre Comités.

M. *d'André* a d'abord opiné à séparer la discussion des trois dispositions du Décret, des deux articles particuliers, dont l'un regarde l'Escadre, l'autre la Municipalité de Brest, et du troisième, d'un intérêt général, sur le renvoi des Ministres. M. *Malouet* a

Digitized by Google

demandé, au contraire, que ce Décret fût discuté dans son ensemble. M. *Alexandre de Lameth* a découvert un enchaînement nécessaire du dernier article avec les autres. La Municipalité de Brest, *dont le patriotisme est connu*, n'a, suivant lui, motivé les actes répréhensibles qu'elle s'étoit permis, que sur la *défiance* que lui inspiroient les *sentimens* et les *projets* des Ministres. « Les Comités, a-t-il ajouté, ont cherché la cause des désordres, et l'ont *unanimement* reconnue dans cette *défiance*, dans le *système d'inertie* par lequel les Ministres vous renvoient toutes les difficultés pour embarrasser votre marche. Le mal est dans l'existence des Ministres actuels. Si l'on sépare les trois dispositions du Décret, il faut commencer par la dernière. » On adopte sans plus de débat cette marche inverse.

M. *Malouet* a repris la parole sur le fond de la question, et a dit :

« M. *Alexandre de Lameth* a eu tort de vous dire que le Projet de Décret avoit été adopté à l'unanimité des quatre Comités. Mon vœu, en particulier, y a été absolument contraire, et je vois de toutes autres causes des troubles de Brest, que l'impéritie ou l'inactivité des Ministres. »

« Celles qui m'ont paru causes immédiates sont le renversement de tous les principes de subordination, l'impunité prolongée de tous les désordres, la propagation, je pourrois dire l'enseignement des idées fausses, licencieuses, anti-sociales sur la liberté; les suspicions, les calomnies suggérées aux gens de mer contre leurs Officiers, contre un Général que la marine de France et celle d'Angleterre estiment également. J'ajouterai les

Digitized by Google

entreprises de plusieurs Municipalités qui s'accoutument à régner dans leur enceinte, qui se mêlant de tout, relâchent tous les ressorts de la discipline; enfin, les actes coupables que s'est permis la Municipalité de Brest : je n'accuse point ses intentions, mais sa conduite ne peut être justifiée. »

« Toutes ces causes d'insurrection sont les effets d'un Gouvernement inactif, impuissant, désorganisé dans toutes ses parties. Si donc l'on vous propose d'attaquer la racine du mal, je suis de cet avis; si l'on vous propose de déclarer que le Gouvernement est nul, et qu'un tel Gouvernement ne peut avoir la confiance de la Nation, j'adhère à cette déclaration; car jamais une grande Nation n'eut plus besoin de vigueur, de prudence et de concert entre ceux qui la dirigent. Jamais je ne fus plus pénétré de la nécessité d'établir ce centre d'unité dont a parlé M. le Rapporteur, c'est-à-dire, de rétablir l'action légale de l'autorité royale, sans laquelle le Corps Législatif lui même arrivera bientôt à la nullité ou à la tyrannie. »

« Mais, Messieurs, en convenant de ces principes, en convenant même que dans tout Gouvernement représentatif, le Ministère ne peut se soutenir, et diriger avec succès les affaires publiques qu'autant qu'il est en harmonie avec le Corps Législatif, je n'accuserai point, je n'aurai point cette injustice d'accuser les Ministres actuels de tous les maux dont nous nous plaignons. Je n'oublierai point qu'on a paralysé les ressorts qu'ils sont chargés de faire mouvoir; et la censure amère qu'on fait de leur conduite dans tous les partis, les absout, à mes yeux, de tous les torts qu'on leur impute; je n'en

Digitized by Google

excepte qu'un seul; et dès le 6 Septembre de l'année dernière, je m'en suis permis le reproche dans cette assemblée; j'ai improuvé les Ministres de ce qu'ils ont consenti à être les dépositaires fictifs du Pouvoir exécutif, et à se rendre, en quelque sorte, complices, de sa nullité; j'aurois voulu que chaque fois qu'ils ont vu briser les rênes entre leurs mains, ils vous en eussent porté les débris; et que lorsque les Municipalités, les Troupes, qui ont mepriſé leurs ordres, n'ont point été reprimées, ils eussent imité le Général de l'escadre, qui a renoncé à commander lorsqu'il n'a plus été obéi. »

« Mais s'ensuit-il que vous puissiez provoquer, gêner et diriger le choix du Roi dans la dispensation de sa confiance, ou transporter le Gouvernement dans vos Comités, qui y ont déja trop d'influence? Ce ne peut être l'intention de l'Assemblée Nationale, qui réuniroit alors tous les pouvoirs, et prépareroit l'effacement du sien par l'abus de sa force. »

« L'ordre inévitable des choses dans une constitution telle que la nôtre, et celle d'Angleterre qui n'y ressemble pas, est que, sans porter atteinte à la prérogative royale, les Ministres cessent de l'être quand ils n'ont pas l'appui de la majorité, car la minorité ne peut rien, ni pour eux, ni auprès d'eux. »

« Mais provoquer leur démission par un décret est, d'une part, une attaque gratuite à l'autorité royale, et sous un autre rapport, cette mesure peu digne du Corps Législatif me paroit plutôt foible que vigoureuse; elle me rappelle les Arrêts des Parlemens contre *Mazarin* et le *grand Condé* faisant la guerre au Cardinal. Remarquez,

Digitized by Google

en effet, Messieurs, que hors les temps de troubles et de faction, les Assemblées Législatives dans aucun pays ne se sont occupées de faire renvoyer les Ministres qu'elles pouvoient accuser, tandis que les Peuples esclaves demandent fréquemment la tête de leurs Visirs, que les Sultans ne refusent jamais. »

« Vous n'approuverez donc pas, Messieurs, la disposition du Décret relatif aux Ministres ; vous ne voudrez pas que des cris séditieux la change en un arrêt de proscription, car nous avons tous entendu crier ces jours-ci *le renvoi des Ministres traîtres à la Patrie.* »

« Sans vous occuper du parti qu'ils prendront, comme ce ne sont pas les personnes, mais la chose publique qui fixe votre attention ; comme vous reconnoissez enfin le danger d'un Gouvernement nul et sans autorité, cette dénonciation produira surement l'effet que nous desirons tous. Vous commencerez par ôter aux Ministres tout prétexte d'inactivité en donnant au Ministere les moyens d'agir, en rendant à l'autorité royale toute l'énergie qu'elle doit avoir également, pour nous préserver de l'anarchie qui nous devore. »

« C'est ainsi que vous ferez cesser la défiance de la Nation, qui veut un Gouvernement, qui en a grand besoin, et qui veut un Gouvernement monarchique. »

« Je vous propose donc de substituer à l'article celui-ci : L'Assemblée Nationale declare que le salut de l'Etat dépendant de l'obéissance aux Décrets sanctionnés par le Roi, et de l'activité du Gouvernement pour réprimer tous les désordres, les Ministres

Digitized by Google

demeureront responsables de leur négligence (1). »

M. *Alexandre de Beauharnais* a soutenu que les Pouvoirs dont l'Assemblée *est investie*, l'autorisent à tout diriger, diviser, organiser, à surveiller *les Agens quelconques* du Gouvernement. En notre qualité de *Convention Nationale*, a-t-il dit, nous sommes subordonnés à deux espèces de responsabilités, *celle des vices* que la négligence laisseroit introduire dans la Constitution, et *celle dont l'opinion publique nous menace en ce moment*. Le Pouvoir constituant est *forcé d'avoir à lui ses moyens d'exécution*. Les Ministres ne se conduisent que comme les Conseils du Roi. Ils l'isolent de la chose publique; ils alarment les Amis de la Liberté; ils nourrissent les espérances de ses Ennemis.

De ces lieux communs passant aux craintes de la guerre, l'Opinant les a toutes dissipées en une phrase. « Rappelez vous, a-t-il dit, le mot *fameux* prononcé dans cette Tribune. *Nos Voisins ont de l'or! Eh bien! nous avons du fer.* »

Après avoir si sagement pourvu à la sureté extérieure, M. *de Beauharnais* est revenu aux désordres intérieurs, et s'est appuyé des expressions même de M. *de Cazalès*, de ses insultes aux Ministres, de ses reproches à leur lâche neutralité. « Leur inaction reduiroit nos travaux à des spéculations de théorie.

---

(1) Ce Discours, ainsi que celui de M. *de Cazalès*, a été travesti dans la langue barbare des Tachygraphes, et absolument défiguré.

Digitized by Google

« Des Ministres prudens auroient dû devancer la demande de leur démission, et le Décret *qu'ils savent que nous allons rendre*. Ces expressions de confiance ont excité de vifs applaudissemens, après lesquels l'Opinant a fini par inviter *les Amis de la Liberté* à se *rallier* pour adopter ce Décret. »

« Est-ce un ordre que vous intimez au Roi, a répliqué en substance M. *de Clermont Tonnerre?* Alors la Constitution n'est plus, nous sommes des despotes. N'est-ce qu'un vœu? Si le Roi s'y refuse, vous aurez fait une fausse démarche. Est-ce parce que le Ministère est mauvais que l'Escadre a refusé votre Code pénal? Le Code pénal; voilà l'objet de la révolte. Sans doute, il est plus aisé de chasser des Ministres que de calmer des séditieux : en conséquence, l'on vous dit : il faut un holocauste à la Loi, et les Ministres doivent en servir. »

« On s'est appuyé du vœu National. Mais je ne reconnois point de vœu prononcé, aucun Département ne s'explique. Il y a six semaines, cinquante voix demandèrent tumultuairement le renvoi des Ministres; ce n'est pas là le vœu de la Nation. J'apprends aujourd'hui que quatre de vos Comités, dont le nombre des votans a été par hasard réduit à vingt-cinq, ont décidé à la Majorité de 15 contre 10, et ont découvert que le seul moyen de rétablir l'ordre est de renvoyer les Ministres. S'il pouvoit en être ainsi, Messieurs, je ne crains pas de le dire, vous ne trouveriez plus un honnête homme qui voulût accepter la place de Ministre, et vous ne trouveriez pas d'homme malhonnête qui se refusât à une responsabilité détruite par d'aussi foibles moyens. »

Digitized by Google

« M. *de Cazalès* s'est animé contre les hommes qui n'embrassent aucun parti. Je suis un de ces hommes foibles et changeans qui n'épousent aucun parti. La raison n'est ni là, ni là; elle est tantôt dans l'une, et tantôt dans l'autre opinion. Montrez moi le parti qui a toujours eu raison, et dites que je l'ai abandonné. Je me suis dit en venant ici, je combattrai le Despotisme, je défendrai le Peuple, et je ne sacrifierai point à sa faveur. Je demande la question préalable sur la partie du Projet de Décret qui regarde les Ministres du Roi. »

C'est par une logique d'un autre genre, que M *Brevet de Beaujour* a tâché de soutenir la motion. Il a accusé les Ministres de n'avoir pas concouru avec assez de vigueur à l'abolition des Ordres, de la Noblesse, à la spoliation du Clergé. Dans cette lutte longue et terrible entre les passions *les plus viles et les passions les plus nobles...*; lorsqu'ils ont vu l'intérêt et l'orgueil prostituant *avec audace* les mots *Religion, Prérogative du Trône*, pour défendre leurs Abbayes, leurs pensions, leurs Parlemens, des Croix, des rubans, *la chamarrure de leurs Valets*, ils ont enhardi par *le silence et l'inertie*, *une poignée de Praticiens et de Prêtres rebelles et factieux.*

« J'avoue avec M. *de Cazalès*, que les Ministres ont mis l'Etat en péril, et compromis la gloire du Trône. La méfiance est autour des Citoyens, la chose publique est menacée. Le premier besoin des Rois est la connoissance de la vérité, mais ils sont obsédés par les Ministres et leurs Créatures... Accusez les Ministres nous dit-on: et ne sont-ils pas reprehensibles sans mériter une accusation Nationale? »

Digitized by Google

« Nature, Egalité, Liberté, voilà le livre que vous avez ouvert aux Nations. Vous arriverez intrépidement au terme, à travers les discours incendiaires et les complots impunis ans. Si les François retomboient sous le joug de l'esclavage, vous seriez debout et immobiles, impassibles comme la Nature et la vérité. »

Ce fracas de déclamations, où le sang froid n'aperçoit pas l'ombre d'un raisonnement, a fait tressaillir de joie les Galeries, et mérité l'honneur de la presse Nationale.

Ici le débat a été interrompu par une lettre de M. *de Saint-Priest*, qui s'empresse de communiquer à l'Assemblée, des dépêches des Commissaires envoyés à Brest, même avant de les avoir mises sous les yeux du Roi. Elles annoncent que les Lieutenans de vaisseaux, la Société des Amis de la Constitution, des Gardes Nationales et la Municipalité vont faire des adresses aux Matelots de l'escadre pour les ramener à l'obéissance à leurs Chefs par l'empire de l'opinion publique, et que M. *d'Estaing* est le Général *désiré* par les Citoyens de Brest, et par les Marins. Au reste les Commissaires sont dans le plus grand étonnement de ne recevoir aucun ordre d'après les comptes qu'ils ont rendus; et le Ministre leur écrit que l'incertitude du parti auquel se fixeroit l'Assemblée Nationale, avoit arrêté ses expéditions.

Rentrant dans la discussion, M. *de Virieu* a paru bien étranger à la profonde politique du Préopinant, en admirant qu'on pût saisir un rapport entre la mutinerie des Matelots qui se moquent d'un Code pénal, et la nécessité de demander au Roi le renvoi de ses Ministres. Il n'y a vu qu'une intrigue ourdie

Digitized by Google

par l'intérêt: « car, a-t-il dit, quoiqu'il soit décrété qu'aucun de nous ne doit être admis au Ministère, on peut avoir des vues sur des amis, sur des créatures; l'Assemblée ne se livrera pas à de pareils pièges. Je luttai contre le Despotisme au mois de Juillet 1789; je le combattrai aussi fièrement sous ses nouvelles faces. J'appuie l'opinion de M. *Malouet.* »

L'attention s'est ensuite dirigée vers M. *Barnave.*

D'abord, il a réfuté les soupçons calomnieux, *en affirmant* qu'il ne s'agissoit pas d'attenter à l'autorité Royale. Ensuite il a dénaturé la question en promettant de la réduire à sa pure simplicité. « Est-il vrai, a-t-il « dit, que le Gouvernement ait constamment souffert, soit de l'incapacité des « Ministres, soit de leur malveillance, soit « de la *méfiance* qu'*on* leur oppose? Si « cela est vrai, devez-vous mettre cette « vérité sous les yeux du Roi? » Or, l'article du Décret à examiner ne contient rien de tout cela. Voici la question: le Peuple vous a-t-il témoigné sa *méfiance*, de la seule manière légale et indispensable, pour que vous soyez l'organe de ses vœux auprès du Roi? Des bruits artificieusement répandus, des signes d'improbation suggérés, des lettres dictées par ceux qui les recueillent, ne tiendroient pas lieu de mandats motivés des Départemens.

« Tous les Orateurs qui ont paru dans la « Tribune, poursuit M. *Barnave*, ont dit « que l'inertie et l'incertitude forment le « caractère de ces hommes placés au timon « des affaires; tous ont dit que par leur foi- « blesse, l'autorité Royale légitime étoit

Digitized by Google

« anéantie... Vos Comités ont été *unanimes* « sur l'*incapacité*, sur l'impuissance des Mi- « nistres actuels. Il n'est aucun Comité qui « n'en recèle des preuves. Le Comité des « Rapports... le Comité Militaire... le Co- « mité des Finances. »

« *C'est une assertion fausse*, s'est écrié « M. *de Wimpfen*. Il n'y a pas au Comité « Militaire une seule plainte contre M. *de la* « *Tour-du-Pin*. »

« Le Comité, a repliqué M. *de Noailles*, « a été si fort surchargé d'affaires étrangères « à ses fonctions, de demandes de Soldats, « d'Officiers... qui ne s'adressoient pas au « Ministre... *Ce qui prouve sans replique*, que « le Ministre n'a pas la confiance des « Corps. »

« C'est en vertu d'un Décret formel, ré- « pond M. *d'Estourmel*, que les Officiers et « les Soldats ont adressé leurs demandes « au Comité Militaire. » M. *de Rostaing*, Membre du Comité Militaire, ajoute : « J'ai l'honneur d'assurer que le Comité Mi- « litaire n'a *aucune connoissance* de plaintes « directes contre le Ministre de la Guerre. »

M. *Barnave*, revenant alors en arrière, prétexte qu'on l'a mal entendu, et qu'il n'a pas parlé d'une *manière bien précise*. Battu sur le Comité Militaire, il se rejette sur les Colonies, les Finances, les Assignats, finit par abandonner les faits, et par rentrer, dit-il, dans la question. Il l'a reprend en effet, par les mêmes déclamations que M. *Brevet*, et demande que la proposition des Comités soit décrétée.

M. l'Abbé *de Jacquemard* a succédé à M. *Barnave*, en contrastant avec ce Député, par la simplicité modeste de son avis, et

Digitized by Google

par le ton naturel de la candeur et de la raison.

« Je ne sais si pour mériter le titre de Patriote, il faut se déchaîner, invectiver sans cesse contre les Ministres ; si pour plaire au Peuple, ou pour réchauffer son zèle, il faut lui présenter chaque jour de nouveaux Conspirateurs, de nouveaux Ennemis de la liberté, bercer son oisiveté de plans insensés, de projets chimériques de conjuration, de contre-révolution. Mais nous ne pouvons nous dissimuler que ces moyens incendiaires ont été multipliés jusqu'à l'ennui et la satiété. Dans l'espace d'une année, si je ne me trompe, nous en sommes à la quatrième dénonciation des Ministres, et aucune, que je sache, n'a été justifiée et couronnée par le succès, et les Dénonciateurs nous ont dit froidement, que dans la crise d'une révolution, la délation même la plus hasardée, devenoit un devoir sacré, une vertu héroïque, et qu'en pareil cas le zèle devoit servir d'excuse, même à la calomnie. Pour moi, Messieurs, je vous avoue que des preuves aussi équivoques de zèle et de patriotisme, ne m'en imposent pas ; que le nom de Ministre si envié et si souvent calomnié, n'est pas à mes yeux un titre de réprobation. Je vous déclare d'ailleurs que je ne connois aucuns de ceux que le Roi a honorés de son choix et de sa confiance ; qu'au dessus de la crainte, ainsi que de l'espoir, je n'ambitionne pas plus leur faveur, que je ne redoute leur pouvoir ; je puis donc, sans rougir, élever la voix en leur faveur, et repousser les traits que la prévention, un zèle exagéré sans doute, ont essayé de lancer contre eux. »

« Et d'abord j'observerai, Messieurs, que

Digitized by Google

trois d'entr'eux ont mérité les éloges et les regrets de cette Assemblée, que les deux autres ont été choisis dans son sein, que ce choix alors excita l'enthousiasme et la reconnoissance de tous les bons François ; c'est déjà, ce me semble, un préjugé heureux en faveur de leurs talens et de leurs vertus. Par quelle fatalité, ces hommes si chers aux Peuples, ont-ils donc pu encourir sa disgrace? Quels sont leurs torts ? quels sont leurs crimes? on les accuse en général, et sans articuler aucun fait probant, d'avoir perdu la confiance de la Nation ; mais que signifie cette accusation vague et destituée de toute espèce de fondement. Où sont les plaintes, les réclamations? entend-on par la Nation cette partie du Peuple toujours si facile à égarer, qui naguère demanda à grands cris la tête de ces Ministres qu'il ne connut jamais, et celle de ce Général dont il bénit aujourd'hui la sagesse et le courage? n'est-il pas plutôt l'écho que l'auteur des plaintes qu'on se permit en son nom? qu'on produise les réclamations d'une seule de nos Provinces, et je ne balance pas à les condamner ; mais je ne regarderai jamais comme légales ces récriminations odieuses de quelques individus, qui ont peut-être un grand intérêt à les trouver coupables. »

Entend-on par la Nation, ces Libellistes incendiaires, ces Folliculaires méprisables, qui ne vivent que de poisons, qui ne s'abreuvent que de fiel, qui, semblables aux harpies, corrompent et infectent tout ce qu'ils touchent? si nous en croyons ces organes corrompus de l'opinion publique, c'est à l'insouciance coupable des Ministres, aux

mesures

Digitized by Google

mesures foibles ou perverses qu'ils ont adoptées, qu'il faut attribuer l'esprit d'insubordination et d'insurrection qui s'est fait sentir dans nos troupes de terre, ainsi que dans nos forces de mer; mais des hommes flétris par l'opinion publique, sont-ils faits pour influer sur celle des Représentans de la Nation? »

« Entend-on par la Nation, les 15 Membres de vos Comités, qui, contre l'opinion de 10 de leurs Collègues, ont décidé que l'insurrection de Brest avoit sa source dans l'incapacité ou la mauvaise volonté des Ministres? Quelle que soit ma docilité, j'avoue qu'une telle majorité ne me séduit pas; je dirai plus, ce reproche me paroît incompatible avec une accusation qui est partie de ces Comités, dont on veut nous faire valoir l'autorité: on accuse depuis long-temps les Ministres de vouloir fortement la guerre, et cette accusation n'est pas sans vraisemblance, parce que la guerre est le triomphe du pouvoir ministériel; mais si les Ministres doivent desirer la guerre, ils doivent donc vouloir aussi les moyens de la faire avec succès, puisque les revers sont le signal de leur chute, le tombeau de leur prospérité; mais comment pourront-ils se flatter de quelques succès, s'ils n'ont à opposer aux ennemis de la Nation, que des soldats sans discipline; des Généraux sans autorité? Est-ce ainsi qu'on se conduit, quand on n'est pas entièrement frappé d'aveuglement et de folie? Se prépare-t-on de gaieté de cœur, et par pure complaisance pour ses ennemis, des revers qui doivent ruiner, sans ressource, un Pouvoir qu'on chérit, et pour lequel on a tout sacrifié? En un mot, s'ils ont un grand in-

Digitized by Google

térêt à faire cesser le désordre, pourquoi les accuse-t-on de le fomenter? »

« Un d'entre eux, en particulier, est accusé de négligence, d'inexactitude même, dans la manière dont il transmet vos Décrets; mais vingt fois dans cette Assemblée, j'ai entendu renouveler cette accusation, et jamais nous ne l'avons crue assez sérieuse et assez fondée pour oser lui donner des suites. »

« Mais en supposant que ces accusations aient toute la vraisemblance qu'on veut bien leur prêter, devez vous pour cela engager le Roi à renvoyer ses Ministres? Non, Messieurs, une pareille démarche ne conviendroit point à la majesté du Corps législatif; ou la demande que vous ferez au Roi sera ce qu'elle doit être, une simple prière, et alors vous compromettez la dignité de l'Assemblée, en l'exposant à un refus, toujours humiliant; ou bien ce sera un ordre, et alors vous franchissez les bornes de votre autorité, vous dépouillez le Monarque, vous envahissez son Pouvoir, puisqu'en le forçant à renvoyer les Ministres qui vous déplairont, vous le réduisez à la nécessité de n'avoir que ceux qui seront de votre choix. Le jour qui éclairera cette entreprise hardie, j'oserai le dire, Messieurs, sera le dernier de votre liberté, l'époque du despotisme le plus absolu; c'est alors qu'il sera vrai de dire que la France, au lieu d'un Roi, aura 1200 Tyrans. »

« Vous ne l'avez point oublié, Messieurs, vous l'avez si souvent répété, que la division des Pouvoirs est la base de votre Constitution; concluez donc que leur réunion en sera le tombeau. »

« Ce n'est pas tout, Messieurs, en disposant à votre gré du sort des Ministres, vous

Digitized by Google

ouvrez la porte à l'ambition, et par conséquent à la corruption. Rappelez-vous ce Décret à jamais mémorable qui, en excluant du Ministère les Membres de cette Assemblée, prouva au Peuple François, que ses Représentans étoient vraiment dignes de sa confiance. N'allez pas, par une démarche précipitée, vous exposer à en perdre le fruit; gardez-vous de donner lieu aux conjectures téméraires, aux soupçons injurieux. Le jour que la Nation nous soupçonnera d'ambition, nous perdrons sa confiance sans retour, et à bien plus juste titre que les Ministres. »

« Si les Ministres vous paroissent coupables, vous avez dans vos mains un moyen bien sûr de réprimer leurs excès, de punir leurs prévarications; faites exécuter la Loi tu élaire de la responsabilité; faites les juger, vous en avez le droit incontestable: c'est ainsi qu'il convient aux Représentans de la Nation d'assurer notre bonheur et notre liberté; mais n'exigez pas du Monarque que, sur des soupçons, des conjectures vagues, il vous donne une satisfaction qu'il ne vous doit pas. Songez que si le sort des Ministres est entièrement livré à la disposition du Corps législatif, la crainte de lui déplaire, l'instabilité de ces places, déja si dangereuses, en éloignera les hommes qui en sont vraiment dignes; qu'on n'y verra, à l'avenir, que de bas Intrigans qui les déshonoreront, et finiront peut-être par renverser l'édifice que vous avez eu tant de peine à élever. »

« Je conclus donc à la question préalable sur le troisieme article du Projet des quatre Comités; ou à ce que la Loi, qui établit la responsabilité des Ministres, soit mise à exécution, et que leur procès, s'il y a lieu,

Digitized by Google

soit instruit pardevant le tribunal qu'il plaira à l'Assemblée d'instituer. »

La discussion ayant été fermée, M. *de Beaumetz* a tâché d'écarter la question préalable, et a demandé que le Decret d'exclusion excepтât M. *de Montmorin*. Cet amendement a été accepté par M. *de Menou*; M. *le Chapelier* l'a motivé par de nouveaux éloges du Ministre des Affaires Etrangères; éloges entendus, ainsi que ceux de M. *de Beaumetz*, avec beaucoup de murmures par une partie de l'Assemblée. On a disputé ensuite sur la priorité à accorder à l'amendement, ou à la question préalable. L'amendement l'a emporté, et a été reçu. Chacun peut observer combien cette forme de délibération étoit irrégulière, puisque le sort de l'amendement étant subordonné à celui de la question préalable, il étoit absurde de perdre le temps à le décréter, avant de savoir si la question préalable seroit rejetée.

Elle a été mise aux voix par *assis et levé*. Les six Secrétaires ont été d'avis que l'épreuve lui étoit contraire. Le côté droit a réclamé l'appel nominal; l'opposition a produit un tumulte indicible: enfin, les voix prises, 403 voix contre 340 ont prononcé contre la proposition des quatre Comités. Il étoit six heures du soir lorsque la Séance a été levée.

Les Galeries ont répondu à l'énoncé des suffrages, par un mugissement effroyable, dont celui dépeint par *Racine* dans le récit de *Theramène*, peut seul fournir le modèle.

Du Jeudi 21 Octobre.

Une lettre des Gardes Nationales de

Digitized by Google

Pau, lue par M. *Bouche*, informe l'Assemblée que ces Citoyens-soldats ont brûlé l'arrêté du Parlement de Toulouse comme incendiaire. Il sera fait mention honorable de leur acte de juridiction *incendiaire*, au Procès-verbal.

M. *S. Martin* demande qu'on hâte le rapport du travail relatif à l'organisation du Trésor National, et dit que ce dépôt doit être confié *à des mains sûres*, que *les Ministres actuels n'en sont pas dignes*. C'étoit faire une injure aussi grossière que gratuite à M. *Lambert*, homme de la plus respectable probité, et le seul Ministre qui soit chargé du Trésor. (Les Galeries et l'extrémité gauche applaudissent à cet outrage.)

La Municipalité de Clermont-Ferrand, pour débarrasser le Ministre de la Guerre de fonctions, que la *méfiance* générale le met dans l'impuissance de remplir, passe les troupes de ligne en revue sans qu'il y paroisse, et dénonce confidentiellement à M. *Biauzat*, que 52 soldats d'un Régiment d'Artillerie en Garnison à Strasbourg, ont été réformés sous le prétexte du défaut de taille. On s'attend bien que ce sont d'excellens *Patriotes* que l'*Aristocratie* persécute. Des jeunes gens, reçus dans l'espoir qu'ils grandiront, ne grandissent pas, les Chefs les renvoient ; pure intrigue. M. *Biauzat* ajoute charitablement : « On m'assure, sans « preuves, qu'il a été donné 25 *mille* congés de cette espèce. » Qu'est-ce que deux ou trois zéros de plus dans les assertions propres à augmenter le désordre? L'Assemblée Nationale décrète que le Ministre de la Guerre fournira au Comité Militaire, d'ici à Dimanche prochain, un état exact de tous

Digitized by Google

les congés donnés aux Soldats de toutes les armes, depuis le 15 Juillet 1789. Il n'a pour cela que Vendredi et Samedi ; on ne dira pas que l'Assemblée ne suppose aucune activité dans le Ministère.

L'ordre du jour ramène la discussion sur l'affaire de Brest.

M. *d'Arembure* propose que douze anciens Officiers de l'Escadre se réunissent aux Commissaires nommés, pour voir en quoi le Code pénal est si contraire au *nouvel esprit* des Marins ; et être ensuite, par l'Assemblée Nationale, statué ce qu'il appartiendra. M. *Larévellière Lépaux* trouve la proposition inconstitutionnelle, et crie qu'on rappelle à l'ordre le Préopinant. M. de *Vaudreuil* appuie les principaux articles du Projet des Comités, et observe d'ailleurs que le Pavillon qu'on veut arborer est celui des Hollandois.

Ici va se présenter un spectacle étrange, et qui mérite de fixer toute l'attention des Citoyens. M. *de Menou*, Rapporteur la veille et défenseur du Décret des Comités, se lève aujourd'hui pour le combattre. Il ranime les passions que la décision d'hier n'avoit fait qu'irriter ; il revient aux Ministres par l'Escadre et les Comités ; il se plaint du *souffle empoisonné* de l'influence ministérielle, qui se fait sentir jusque dans *le sanctuaire des Fondateurs* de la liberté. Dès que l'amphigouri prend la place de la raison, les applaudissemens se font entendre. Le côté droit demande que l'Opinant soit rappelé à l'ordre ; M. *Goupilleau*, dit plaisamment aux Membres de ce côté : « Quand « on parle des Fondateurs de la liberté, ce « n'est pas à vous qu'on s'adresse. »

Digitized by Google

On voit déja percer l'humeur. M. *de Menou* continue : « *Il étoit convenu*, dit-il, que le Décret seroit indivisible. Il étoit simple qu'en présentant le Décret contre les Ministres, nous n'épargnassions personne, nous fissions sentir aux *Patriotes* que les erreurs... résultant de l'intention la plus pure... devoient être réprimées par la Loi; mais aujourd'hui l'*affaire change de face*... (C'est-à-dire : puisque les Ministres nous ont échappé hier, les Officiers Municipaux ne sont plus coupables.) *Encourageons-les*, *soutenons les* « dans leur patriotisme... Voilà comme nous « devons punir les amis de la Révolution, « les défenseurs de la liberté naissante. Un « seul mot de votre part, éclairera mieux « leur patriotisme que les Décrets les plus « sévères. »

Quant à l'insubordination des Matelots, l'Opinant ne supprime de l'article qui les concerne, que le droit attribué aux Commissaires de requérir les forces publiques. La persuasion doit suffire, avec la grace d'avoir le Pavillon aux couleurs Nationales.

Après une interruption, dès ses premiers mots, et un tapage *patriotique*, M. *de Virieu* a demandé que les Citadelles, les Arsenaux de terre et de mer fussent continuellement sous la Loi Martiale.

Cette Opinion, très-sage à la veille d'une guerre, ayant excité des clameurs : « Cette idée, ajoute M. *de Virieu*, vous a déja été proposée par M. le Vicomte *de Noailles*. » Ici de nouveaux cris. Il n'y a *plus de Vicomtes! A l'ordre! à l'ordre!* Le Président a la foiblesse d'adhérer à cette boutade.

M. *de Virieu* finit par relever les glorieux

Digitized by Google

souvenirs qu'une innovation inutile tend à détruire, et se retranche à désirer que le signe de la liberté conquise soit une bande aux couleurs nationales, jointe à l'antique Pavillon de France, connu, respecté sur toutes les mers.

Lecture des Décrets, débats pour la priorité. On décrète le premier article, proposé par M. *de Menou* qui lit le second. M. *Malouet* remarque que la substance du second se trouve dans le premier, que le reste consiste en détails qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée. Mais M. *Charles de Lameth* ne veut rien lâcher, et prétend que l'Assemblée est obligée de se charger de plusieurs détails, parce que les Ministres ne veulent ou ne peuvent s'en occuper. « Leur système est de « *faire croire* le Pouvoir exécutif paralysé, « et leur système, en cela, n'est pas bien « malin... Le Pouvoir exécutif fait le mort « puisque l'Assemblée n'a pas cru pouvoir « déclarer que les Ministres ont perdu la « confiance publique, *il faudra bien qu'on s'oc-* « *cupe de convaincre les plus incrédules*, qu'ils « ne l'ont pas, qu'ils ne la méritent pas. »

M. *de Montlauzier* demande que le Préopinant soit rappelé à l'ordre. Le Président garde le silence. *Vous faites le mort*, lui dit M. *de Folleville*. « Les Plaideurs ont vingt-quatre heures après la perte de leur Procès, reprend M. l'Abbé *Maury*. M. *de Montlauzier*, excusant, à ce titre, l'humeur de M. *Charles de Lameth*, retire sa Motion. Celui-ci poursuit le cours de ses invectives anti-ministérielles. On met aux voix l'amendement de M. *Malouet*; il est rejeté. Le second article est décrété, et M. *de Menou* lit son troisième. Il s'agit du Pavillon, et ce sujet

Digitized by Google

va être considéré sous un aspect bien extraordinaire. On invoque la question préalable. M. *Millet* et pour l'ajournement. M. *Larévellière-Lépaux* insiste sur l'urgente nécessité de décréter le principe. En vain M. de la *Galissonnière* observe-t-il que les Pavillons Anglois et Hollandois sont aux trois couleurs; que ce changement, inutile et dangereux, occasionnera des dépenses considérables.

M. de *Foucault* prend la parole et dit: « Je commence par faire aux Comités une première question qui prouvera que la mesure proposée est peut-être dangereuse. Je leur demande s'il est un Département, un District, une Municipalité, un Militaire, un seul homme en France, qui leur ait ordonné de profaner comme ils l'ont fait dans leur rapport, l'honneur et la gloire du Pavillon François? On diroit que ce malheureux, mais si glorieux Pavillon est la cause des désordres qui vous occupent. Je suis persuadé que ceux qui sont les premiers à en demander le changement, croient cette mesure inutile, puisqu'il n'est pas un seul Marin, pas un seul Militaire qui trouve mauvais de conserver l'ancien Pavillon. Acceptez la proposition de laisser exister le ralliement de l'honneur françois; ne présentez point, comme une récompense d'enfant, ce nouveau hochet à trois couleurs. Ne changez point le Pavillon François, à moins que des besoins pressans ou des demandes réitérées ne vous y obligent indispensablement. Je demande donc la question préalable; et au cas que vous décidiez le contraire, je réclame la priorité pour la motion de M. *Gualbert*, qui tend à faire

Digitized by Google

placer un guidon aux trois couleurs à côté du Pavillon blanc. »

Ces objections paroîtront à tout homme impartial, exprimées avec ménagement; au terme près de *hochet*, qui nous semble imprudent et peu convenable, on ne trouve ici pas un mot d'humeur ou de malignité; mais l'adroite politique des Factions sait tirer parti de tout. Elle a saisi la phrase de M. *de Foucault*, comme un brandon à lancer dans les Galeries, dans la multitude, et parmi les Enthousiastes de l'Assemblée. M. *de Mirabeau* s'est chargé de ce Ministère. Le cœur très-froid et l'œil incendié, il est monté à la Tribune, d'où il a dit avec un emportement étudié :

« Aux premiers mots proférés dans cet étrange debat, j'ai ressenti, je l'avoue, les bouillons de la fievre du patriotisme, jusqu'au plus violent emportement. Messieurs, donnez moi quelques momens d'attention, je vous jure qu'avant que j'aie cessé de parler, vous ne serez pas tentés de rire... (C'est au côté Droit, murmurateur, que M. *de Mirabeau* adressoit cette menace.) Tout le monde sait quelles crises terribles ont occasionnées de coupables insultes aux couleurs nationales; tout le monde sait quelles ont été, en diverses occasions, les funestes suites du mépris que quelques individus ont osé lui montrer; tout le monde sait avec quelle félicitation mutuelle la Nation entière s'est complimentée, quand le Monarque a ordonné aux Troupes de porter, et a porté lui-même ces couleurs glorieuses, ce signe de ralli-

Digitized by Google

ment de tous les amis, de tous les enfans de la Liberté, de tous les défenseurs de la Constitution; tout le monde sait qu'il y a peu de semaines, peu de jours, le *téméraire qui eût osé montrer quelque dédain pour cette enseigne du Patriotisme, eût payé ce crime de sa tête.* »

« On a objecté la dépense, comme si la Nation, si long temps victime des profusions du despotisme, pouvoit regretter le prix des livrées de la Liberté! comme s'il falloit penser à la dépense des nouveaux Pavillons sans en rapprocher ce que cette consommation nouvelle versera de richesses dans le commerce des toiles, et jusque dans les mains des Cultivateurs du chanvre! Cette mesure au fond, n'avoit pas besoin d'être demandée ni décrétée, puisque le *Directeur du Pouvoir exécutif*, avoit déja ordonné que les trois couleurs fussent le signe national. »

« Eh bien, parce que, je ne sais quel succès d'une *Tactique frauduleuse* dans la Séance d'hier, a gonflé les cœurs contre-révolutionnaires, en vingt-quatre heures, en une nuit, toutes les idées sont tellement subverties, tous les principes sont tellement dénaturés, on méconnoît tellement l'esprit public, qu'on ose dire à vous-mêmes, à la face du Peuple qui nous entend, qu'il est des préjugés antiques, qu'il faut respecter: comme si votre gloire et la sienne n'étoit pas de les avoir anéantis, ces préjugés que l'on réclame! qu'il est indigne de l'Assemblée Nationale de tenir à de telles bagatelles, comme si la langue des signes n'étoit pas par-tout le mobile le plus puissant pour les hommes, le premier ressort des Patriotes, et des Conspirateurs pour le succès

Digitized by Google

de leur fédération ou de leurs complots! on ose, en un mot, vous tenir froidement un langage qui, bien analysé, dit précisément : Nous nous croyons assez forts pour arborer la couleur blanche, c'est-à-dire, la couleur de la contre-Révolution, à la place des odieuses couleurs de la Liberté. Cette observation est curieuse, sans doute, mais son résultat n'est pas effrayant. Certes, ils ont trop présumé. Croyez-moi, ne vous endormez pas dans une si périlleuse sécurité; *car le réveil seroit prompt et terrible.* "

" Je prétends que les véritables factieux, les véritables Conspirateurs sont ceux qui parlent des préjugés à ménager, en rappelant nos antiques erreurs, et les malheurs de notre honteux esclavage. — Non, Messieurs, non : leur folle présomption sera déçue : leurs sinistres présages, leurs hurlemens blasphémateurs seront vains : elles voguèront sur les Mers, les couleurs nationales; elles obtiendront le respect de toutes les contrées, non comme le signe des combats et de la gloire, mais comme celui de la sainte confraternité des amis de la liberté sur toute la terre, et comme la terreur des conspirateurs et des tyrans... "

Il ne manquoit à cette déclamation, que d'être prononcée le poignard à la main. Ainsi eût parlé un Frère-Rouge de *Cromwel*, gourmandant l'Opposition dans les Communes. Si l'on réfléchit aux atrocités dont la France a été souillée, à la part que la calomnie a attribuée dans quelques-unes à M. *de Mirabeau*, au moment choisi pour faire ce nouvel appel aux bourreaux et aux

Digitized by Google

coupeurs de tête, au motif de cette sanguinaire invocation ; à l'exagération puérile de cette colère de commande, à l'exaltation des Galeries, dont les applaudissemens frénétiques présageoient ceux, dont elles auroient couronné celui qui eût fait rouler à leurs pieds la tête de M. *Foucault*, on sera peu surpris de la scène qui a suivi.

Pendant que M. *de Mirabeau* parloit, plusieurs voix avoient crié : *Voilà le langage d'un factieux*. A ces mots, M. *Guilhermy*, de sa place et hon point de la Tribune, ainsi que l'ont rapporté des Journaux menteurs, a ajouté, en parlant à M. *de Beauharnois*, *Mirabeau parle comme un scélérat et un assassin*. Ces épithètes passent de bane en bane, elles arrivent à M. *de Menou* ; il dénonce M. *Guilhermy*, et exhorte le Président à le faire arrêter sur-le-champ. L'Accusé vole à la Tribune et dit :

« L'Assemblée a été témoin de la manière dont M. *de Mirabeau* a empoisonné le discours de M. *de Foucault*. Celui-ci avoit insisté sur le danger du chargement de Pavillon ; M. *de Mirabeau* l'a accusé, ainsi qu'une partie de cette Assemblée, de vouloir la contre-révolution, parce qu'on vouloit conserver le Drapeau blanc ; comme si l'Oriflamme, suspendue à la voûte de cette Salle, étoit un signe de contre-révolution. M. *de Mirabeau*, parlant du triomphe d'hier, a dit qu'il seroit court ; il a traité de factieux les Membres qui composent une partie de cette Assemblée. J'ai dit que M. *de Mirabeau* vouloit faire assassiner cette partie de l'Assemblée. »

Digitized by Google

« Je demande si c'est un mépris des couleurs nationales, que de demander la conservation du Pavillon blanc. M. *de Mirabeau* a dit que celui qui auroit osé tenir un semblable propos, trois semaines plus tôt, auroit payé ce crime de sa tête. Or, je demande si celui qui auroit fait tomber la tête de M. *de Foucault* n'auroit pas été un assassin? Si celui qui l'auroit conseillé n'auroit pas été un assassin? Je demande si ce discours de M. *de Mirabeau* n'est pas séditieux, s'il ne tend pas à attirer la vengeance du Peuple sur un Parti qui n'est pas le sien?... Je dis : qui n'est pas le parti de M. *de Mirabeau* : certainement celui-là n'est pas le parti du Peuple. »

« J'ai dit à M. *de Beauharnois*, qui étoit près de moi, je l'avoue, je l'ai dit bien haut, le propos de M. *de Mirabeau* tend à faire assassiner une partie de l'Assemblée. Je le répète; j'ai dit que ce propos tendoit à faire assassiner une partie de l'Assemblée, ou que le propos de M. *de Mirabeau* étoit celui d'un assassin. M. *de Mirabeau* sait combien le Peuple est aisé à tromper, il y a quelque temps qu'il en a fait l'épreuve. Je veux croire que cette intention n'étoit pas dans son cœur. Qu'il rétracte son propos, je rétracterai le mien. Quant à M. *de Menou*, je ne sais s'il demande contre moi une lettre de cachet indéfinie, ou si je serai arrêté à la requête de M. *de Menou* ou de M. *de Mirabeau*. »

Pendant que M. *Guilhermy*, troublé par d'indecentes interruptions, se justifioit, plusieurs Membres se sont plaints que l'on faisoit passer des billets au Peuple; M. l'Abbé *Maury* a prié le Président d'envoyer deux

Digitized by Google

Officiers pour détromper le Peuple ; il a paru que le Président donnoit des ordres à cet égard. M. *de Mirabeau* a généreusement demandé qu'on revînt à l'ordre du jour, tant que cette demande interrompoit la défense de l'Accusé, dont M. *de Cazalès* a été l'Avocat. Après ce Plaidoyer, M. *de Mirabeau* s'est ravisé ; il a dit que l'injure étoit *trop vile pour l'atteindre ;* il n'a pas cru devoir sacrifier *la portion de respect qui lui est due.* Quiconque lui faisoit un crime d'avoir provoqué la lanterne contre un Député de la Nation, *révéloit l'exécrable secret de son cœur déloyal.* Il cessoit d'être clément, et demandoit qu'on jugeât M. *Guilhermy.*

Ces tirades de Tribun subalterne n'ont produit qu'une impression médiocre. Les Auditeurs sensés n'ont vu dans cette altercation, qu'une querelle personnelle à vider entre les Intéressés, et non à la Tribune, par des exclamations de tréteaux publics ; mais, comme l'Assemblée avoit été troublée et la décence violée par le propos de M. *Guilhermy*, après deux épreuves douteuses, on a prononcé contre lui les arrêts domestiques durant trois jours.

La Séance a fini par l'adoption du Décret suivant de M. *de Menou* sur l'affaire de Brest.

« L'Assemblée Nationale, ouï le Rapport de ses Comités de la Marine, Militaire, Diplomatique et des Colonies ;

« Décrète que le Roi sera prié de nommer deux nouveaux Commissaires Civils, lesquels se réuniront à Brest avec ceux que Sa Majesté a précédemment nommés, et seront revêtus de pouvoirs suffisans pour employer, de concert avec le Commandant qu'il plaira au Roi de mettre à la tête de l'Armée na-

Digitized by Google

vale, et avec celui du Port, tous les moyens et toutes les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre dans le port et la rade de Brest ;

« Décrète qu'attendu qu'il a été embarqué sur l'Escadre, en remplacement de quelques gens de mer, des hommes qui ne sont ni Marins, ni Classés, le Commandant de l'Escadre sera autorisé à congédier ceux qui ne lui paroîtront pas propres au service de la mer ;

« Décrète que le Pavillon de France portera désormais les trois couleurs Nationales, suivant les dispositions et la forme que l'Assemblée charge son Comité de la Marine de lui proposer ; mais que ce nouveau Pavillon ne pourra être arboré sur l'Escadre qu'au moment où les Equipages seront rentrés dans la plus parfaite subordination ; »

« Décrète en outre qu'au simple cri de *vive le Roi*, usité à bord des vaisseaux le matin et le soir, et dans toutes les occasions importantes, sera substitué celui de *vive la Nation, la Loi et le Roi.* »

« L'Assemblée Nationale, considérant que le salut public et le maintien de la Constitution exigent que les divers Corps Administratifs et les Municipalités soient strictement renfermés dans les bornes de leurs fonctions ; . . . . . .

« Déclare que lesdits Corps Administratifs et Municipalités ne peuvent, sous peine de forfaiture, exercer d'autres pouvoirs que ceux qui leur sont formellement et explicitement attribués par les Décrets de l'Assemblée Nationale, et que les Troupes de terre et de mer en sont essentiellement indépendantes, sauf le droit de les requérir

Digitized by Google

dans les cas prescrits et déterminés par les Lois. »

« Au surplus, l'Assemblée Nationale persuadée qu'un excès de zele a pu seul entraîner la Municipalité et le Procureur de la Commune de Brest dans des démarches irrégulieres, inconstitutionnelles, et qui pouvoient avoir de dangereux effets, décrète que son Président sera chargé de leur écrire pour les rappeler aux principes de la Constitution ; ne doutant pas d'ailleurs qu'ils ne fassent tous leurs efforts pour concourir avec le Commissaire du Roi et le Chef de la Marine, au rétablissement de l'ordre et de la discipline parmi les Equipages des vaisseaux actuellement en armement à Brest. »

Du Jeudi. Séance du soir.

Le Président et le Doyen du Conseil-Supérieur d'Alsace déclarent, par lettres, qu'ils n'ont pris aucune part aux protestations de leur Compagnie. Leurs noms sont insérés dans le Proces-verbal. Un Artiste fait hommage de quelques inventions à l'Auguste Diète qui renvoie le tout à ses Comités de Marine et de Commerce. Elle donne ensuite deux Juges de Paix à la Ville de Bar-le-Duc, porte un nouveau Décret en faveur du Sieur *Brullée*, au sujet de son Canal, dont un Sieur *Joseph* vient, après tant de Lois, réclamer la propriété ; prétention confiée à l'examen des Comités de Commerce et d'Agriculture, et l'on ajourne la discussion de l'affaire d'Huningue.

Du Vendredi 22 Octobre.

La lecture du Décret de la veille sur le Pavillon National, suggère à M. *de Praslin*

Digitized by Google

l'idée d'attacher à tous les Drapeaux de l'armée, des cravates aux trois couleurs. Cet objet est renvoyé, pour le moyen d'exécution, non au Pouvoir Exécutif, mais au Comité Militaire.

Etonné de voir que l'Assemblée n'est pas en nombre suffisant, bien qu'on ait déja rendu un Décret, M. *d'Andlé* demande, ou que les séances ne commencent qu'à deux heures, ou qu'on fasse l'appel nominal tous les jours à 9 heures et un quart. Un autre Membre propose que chaque Député mette, en entrant, une cheville à une planche. On rit, et l'on prête l'oreille à M. *de Cussy* qui annonce que le Comité des Monnoies exposera incessamment les bases générales d'une fabrication de numéraire qui doit ranimer la circulation.

L'ordre du jour amenoit la discussion de la Contribution personnelle, dont les deux premiers articles, lus par M. *Fermond*, n'ont pas éprouvé de contradiction.

Un troisième article prend pour base de répartition la qualité de Citoyen actif, le bail ou l'estimation de la valeur annuelle de l'habitation, les Domestiques mâles, les chevaux de selle, de carrosse ou de cabriolet dans les villes.

M. *Nogaret* y voit de l'inégalité et de l'arbitraire. Tel particulier opulent est mal logé, tel moins riche occupe un logement considérable. La Contribution personnelle doit se rapprocher des facultés. L'habitation paroît à M. *Rœderer* la moins défectueuse des mesures conjecturales, en établissant une classification de villes, de circonstances, en déduisant les frais de l'entretien des biens-fonds dont l'usage est évalué, en n'imposant

Digitized by Google

que *3 deniers pour livre* sur un loyer de *20* ou *30 livres*, et jusqu'à *72 deniers* sur le loyer du riche. Tant d'applications multiplieront les prétextes pour eluder la Loi, et ouvriront mille portes à l'arbitraire, dit M. *Blauzat*. Des ateliers, des magasins, l'habitation indispensable à de nombreuses familles, doivent moins payer que le logement du célibataire oisif, un Lapidaire plus qu'un Marchand de sabots. Il veut que le Décret combine la qualité et les facultés des Contribuables.

M. *Malouet* observe que l'habitation n'est qu'improprement l'objet d'une imposition nommée personnelle. Il s'effraie des dangers de ce système pour l'agriculture, et conclut à ce que la Contribution personnelle n'admette d'autre qualité que celle de Citoyen actif, et qu'on atteigne le riche par les impôts sur les consommations.

Le loyer est le principal indice des richesses cachées, répond M. *Rœderer*. Plus de jouissances exigent plus de loyer. Il compense les avares par les prodigues, et dit que les ateliers, les magasins, l'habitation de nombreux enfans, le célibat, seront la matière de diverses exceptions qui ne dérogeront pas au Décret qu'il appuie. M. *Lanjuinais* substitue aux mots : *Citoyen actif*, ceux-ci *les facultés mobilières qui peuvent donner qualité de Citoyen actif*. M. *Lavenue* se plaint qu'on épargne ou qu'on oublie les Rentiers. M. *Péthion* désapprouve la distinction des sexes entre les Domestiques. Le projet du Comité offre plus que jamais, l'inconvénient d'un arbitraire sans ressource, aux nouvelles méditations de M. *Biauzat*, qui conseille de s'en tenir aux évaluations, telles que les faisoient

Digitized by Google

les Collecteurs, et ne voit pas de plus sûr expédient pour éviter l'arbitraire, que de se confier aux Municipalités.

M. *Rœderer* pense que les derniers venus dans la Salle n'attaquent le système proposé, que parce qu'ils n'ont pas entendu ce qu'il a dit avant leur arrivé. Les taxations municipales seroient un abus inoui. « Le projet du Comité met, dit-il, en équilibre la Contribution fonciere, et la Contribution personnelle, sur les capitaux mobiliers qu'on n'avoit pas encore atteints; elle met aussi en equilibre la Contribution des Municipalités, des Districts, des Départemens. Nous vous proposons de répartir une somme fixe en sommes fixes; nous vous donnons des moyens *de rectification de haut en bas*, pour égaliser, pour niveler les Personnes et les Provinces... » De grands applaudissemens, et la discussion est fermée.

M. *Buzot* demande qu'on attende le tarif annoncé; M. *Rewbell* propose, en amendement, une légère imposition sur les Domestiques femelles, sur les chiens inutiles, et un louis par tête pour le droit libre de chasser avec une arme à feu. M. *Rœderer* motive l'exemption des servantes par leur utilité auprès des enfans, des vieillards, des malades; et l'impôt sur les valets par le grand intérêt de renvoyer le plus possible d'hommes sains et vigoureux aux Champs, aux Arts, à l'Armée. L'ajournement et l'amendement écartés, le troisième article est decrété. Le voici ainsi que les deux premiers :

« ART. I. Il sera établi, à compter du premier Janvier 1791, une Contribution personnelle dont la somme sera déterminée chaque année. »

Digitized by Google

« II. Une partie de cette Contribution sera commune à tous les habitans du Royaume, de quelque nature que soient leurs revenus ; l'autre partie sera levée à raison des salaires publics et privés, et des revenus d'industrie et de fonds mobiliers. »

« III. La partie de cette Contribution commune à tous les habitans, aura pour base de répartition les facultés qui peuvent donner la qualité de Citoyens actifs, la valeur annuelle de l'habitation fixée suivant le prix du bail ou l'estimation qui sera faite, les Domestiques mâles, les chevaux de selle dans les Villes, et de carrosses ou cabriolets dans les Villes et dans les Campagnes. »

On a appris à l'Assemblée la mort du généreux M. *Desilles*. M. le Président témoignera au père de ce jeune Héros les regrets du Corps Législatif M. *Desilles* emportera ceux de tout le Royaume.

Du Samedi 23 Octobre.

A la lecture du Procès-verbal, M. *de Mirabeau* a réclamé l'affranchissement absolu des rentes constituées et viagères, contre une proposition de la veille, faite par M. *Lavenue*, et consignée dans le Procès-verbal.

On a lu ensuite et ordonné d'imprimer deux Adresses aux Equipages, l'une par les Sous-Lieutenans de Vaisseaux, l'autre par la Société des Amis de la Constitution de Brest.

La discussion étant reprise sur la Contribution personnelle, M. *Fermond* a fait décréter une suite d'articles que nous transcrirons avec les suivans. Toutes ces dispositions ont été arrêtées sans débats, à la réserve d'une seule, par laquelle le

Digitized by Google

Comité a tenté un nouvel effort contre le *Cens* qui fixe la faculté de Citoyen actif. M. *Fermond* proposoit de considérer comme tels tous ceux qui s'obligeroient à la *Contribution civique* de trois journées de travail, en déclarant *qu'ils veulent la payer.* Cette tentative déja repoussée, l'a été aujourd'hui par M. *d'André*, qui a réclamé l'autorité des Décrets précédens, et celle de l'expérience. *Avec cent pistoles*, a-t-il dit judicieusement, *on fera cinq cents Citoyens actifs.* M. *Robespierre* a cru soutenir l'article par le lieu commun absurde qui forme toute la science politique de cet honorable Membre. « Le droit naturel, a-t-il dit, donne à chaque Membre de la Société le droit de Citoyen. » Cela n'est point, a répliqué M. *d'André.* Le droit de Citoyen actif dérive de la Loi, et sans la Loi nous serions une horde de brigands.

Du Samedi. Séance du soir.

Parmi les Adresses qui ont fait perdre la première heure, on en distingue une très-curieuse du Conseil général de la Commune de Marseille, qui demande à poursuivre devant les Tribunaux le Ministre de la guerre, pour avoir calomnié Marseille, en avançant que les Sections s'étoient opposées au départ du Régiment de Vexin. Nous verrons s'il en sera de même de cette grande menace, comme de la dénonciation de la même Commune contre M. *de Saint Priest*, il y a quelques mois.

Le Comité des Rapports, auquel on a renvoyé cette Adresse, a ensuite occupé l'Assemblée de l'anarchie d'Huningue, à laquelle on a ordonné de former sa Munici-

Digitized by Google

palité, sous l'inspection d'un Commissaire du Directoire du Haut-Rhin.

Du Dimanche 24 Octobre.

Le Comité de Marine étant chargé de proposer la forme à donner au nouveau Pavillon, M. *de Champagny* a rendu compte du Projet de ce Comité. M. *Nérac* a objecté que ce changement feroit sortir du Royaume cinq ou six millions pour l'achat des étamines ou autres étoffes dont on fabrique le Pavillon. Aussitôt, M. *Camus* a demandé qu'il fût prescrit de réserver la préférence aux Etoffes Françoises. Cet amendement a été reçu et joint aux articles offerts par M. *de Champagny*. Nous les transcrirons dans huit jours.

Sur le Rapport de M. *de Puzy*, au nom du Comité Militaire, on a décrété la composition et la paie du Corps du Génie, dont la dépense totale sera de 783,000 liv. et qui sera composé de quatre Inspecteurs-généraux, tirés du Corps même, de vingt Colonels Directeurs divisés en trois classes, de quarante Lieutenans-Colonels en deux classes, de 180 Capitaines, de 60 Lieutenans, et de dix Elèves Sous-Lieutenans.

On a décrété ensuite un nouvel article sur la Contribution personnelle. Nous avons donné, dans la Seance de Vendredi, les trois premiers points du Décret général : voici les suivans, adoptés jusqu'à ce jour.

« IV. La partie qui portera uniquement sur les salaires publics et privés, les revenus d'industrie et de fonds mobiliers, aura pour base ces revenus évalués d'après la cotte des loyers d'habitation. »

« V. La Législature déterminera chaque

Digitized by Google

année la somme de la Contribution personnelle, d'après les besoins de l'Etat, et en la décrétant en arrêtera le tarif. »

« VI. Il sera établi un fonds pour remplacer les non-valeurs résultantes, soit des décharges et réductions qui auront été prononcées, soit des remises ou modérations que les accidens fortuits mettront dans le cas d'accorder. »

« VII. Ce fonds, qui ne pourra être détourné de sa destination, sera formé par un excédent sur la Contribution personnelle, et partagé en deux portions; l'une, qui sera la moitié de cet excédent, sera confiée à l'Administration de chaque Département, et l'autre restera à la disposition de la Législature. »

« VII. Les Administrations de Départemens et de Districts, ainsi que les Municipalités, ne pourront, sous aucun prétexte, et ce, sous peine de forfaiture et de responsabilité personnelle, se dispenser de répartir la portion contributoire qui leur aura été assignée dans la Contribution personnelle; savoir, aux Départemens, par un *Décret* de l'Assemblée Nationale ou des Législatures; aux Districts, par la *Commission* de l'Administration de Département; aux Municipalités, par les *Mandemens* de l'Administration de District. »

« IX. Aucun Département, aucun District, aucune Municipalité, ni aucuns Contribuables, ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, même de réclamation contre la répartition, se dispenser de payer la portion contributoire qui leur aura été assignée, sauf à faire valoir leurs réclamations

Digitized by Google

mations, selon les règles qui seront prescrites. »

TITRE II. *Contribution personnelle pour 1791.*

Le premier article doit porter la quotité de la Contribution. Il est ajourné.

« II. La somme qui sera décrétée sera incessamment répartie entre les Départemens, par un Décret particulier. »

« III. La partie de Contribution, qui sera établie à raison des facultés qui peuvent donner le titre de Citoyen actif, ne pourra être évaluée au-dessus de la valeur de trois journées de travail, dont le taux sera proposé par chaque District pour les Municipalités de son territoire, et arrêté par chaque Département. »

« IV. La Contribution foncière ou mobilière sera payée par tous ceux qui auront quelques richesses foncières ou mobilières, ou qui, réduits à leur travail journalier, feront quelque profession qui leur procurera un salaire plus fort que celui des ouvriers et manœuvres de la dernière classe, en suivant les fixations locales qui auront été faites. »

« V. La partie de Contribution qui sera établie à raison de l'habitation aura pour base le véritable prix ou estimation du loyer vis-à-vis des Locataires, et son estimation vis-à-vis des Propriétaires occupant leurs maisons, et sera dans les proportions déterminées par le tarif qui sera joint au présent Décret. »

« VI. La partie de Contribution à raison des Domestiques mâles, sera payée d'après le tarif suivant, par chaque Contribuable, par addition à son article. Pour un seul Domestique, 3 liv.; pour un second, 6 liv.;

Digitized by Google

pour un troisième, 12 liv.; et 12 liv. pour chacun des autres au-dessus de ce nombre. Celle des Domestiques femelles y sera comprise, et ne sera que de moitié; et ne seront compris les Apprentifs et Compagnons d'Arts et Métiers, les Domestiques de charrue et autres destinés uniquement à la culture, à la garde des bestiaux, ni les Domestiques au-dessus de 60 ans. »

« VII. La partie de Contribution à raison des chevaux de selle dans les Villes, et des chevaux et mulets de voitures, cabriolets et litières, dans les Villes et les Campagnes, sera payée par chaque Contribuable: savoir, par chaque cheval ou mulet, 3 liv.; par chaque cheval ou mulet de voitures, cabriolets ou litières, 12 liv.: ne seront compris au présent article que les chevaux ou mulets servans habituellement à ces usages. »

Quelques observations sur le discours de M. de Cazalès.

Lorsqu'on lira dans quelques années l'histoire du moment actuel, les Séances où le sort des Ministres a été agité, attesteront qu'une grande Assemblée populaire agit par sentiment plus que par réflexion, et qu'elle obéit aux opinions vives, bien plus qu'elle n'écoute les opinions justes.

C'est par forme d'épisode, qu'à propos de la conduite séditieuse d'une escadre, délivrée par ses équipages de toute obéissance à ses Supérieurs, on a proposé

Digitized by Google

la diffamation des Ministres, et placé le levier de leur éloignement. Qui que ce soit ne s'est inquiété de lier la cause à l'effet, ni de justifier par des preuves de fait, ce rapport des troubles de Brest avec la conduite du Gouvernement. On a généralisé le blâme dont on les a couverts, ensorte que la Motion eût été aussi convenable il y a trois mois; car, il y a trois mois, l'Administration n'avoit pas plus de vigueur qu'elle n'en a maintenant. De leur côté, les principaux Adversaires du Décret des Comités n'ont pas même tenté d'aborder la question, en discutant les véritables causes de notre anarchie navale, et en opposant ce tableau aux inculpations faites au Ministère. Ils se sont retranchés dans les droits de la Prérogative Royale : de la même massue qui leur servoit à défendre un principe vrai, mais mal appliqué, ils ont écrasé les Ministres, et jeté leurs lambeaux aux oiseaux de proie.

Un contre-sens palpable résulte de cette politique; car si les Agens de l'Autorité méritoient, par exemple, les outrages qu'a fait M. *de Cazalès* à leur caractère, à leurs intentions, à leur conduite, il seroit trop absurde que le Corps représentatif de la Nation leur conservât une ombre de confiance : et s'ils lui retirent leur confiance, ils en doivent la déclaration publique à la France et au Monarque. Toute Cons-

Digitized by Google

titution qui n'assureroit pas un droit pareil au Corps Législatif, seroit imparfaite, et dégénéreroit bientôt en Monarchie absolue.

Il étoit donc contradictoire de verser le mépris et l'animadversion sur le Ministère, en interdisant à l'Assemblée d'exprimer le vœu de leur retraite. C'est néanmoins ce qu'ont fait M. *de Cazalès* et quelques autres. MM. l'Abbé *Jacquemart* et *de Clermont-Tonnerre* ont seuls touché le véritable point du débat, savoir; « où est la connexité de la révolte de Brest, avec les accusations portées contre le Gouvernement? »

Nous laisserons dans l'oubli ces déclamations de Tribuns sur la place publique, ces invectives, qu'on croit énergiques quand elles sont féroces, ces clameurs hypocrites de l'esprit de faction, et le fatras des tirades populaires, par lesquelles des hommes qui ne parlent ni n'écrivent que pour une multitude à égarer, cherchent à frapper l'opinion du vulgaire, et à acquérir la gloire facile de déchirer les Dépositaires impuissans de l'Autorité. M. *de Cazalès* appartient à une autre classe d'Orateurs; plus son caractère de loyauté, les beautés de son discours, la force de ses idées, et la justesse de plusieurs de ses motifs sont dignes de considération, plus il importe de les juger sans prévention : il n'en a pas besoin pour rester à la hau-

Digitized by Google

teur d'un grand talent, et d'une ame peu commune.

A la lecture des qualifications flétrissantes, et des termes méprisans employés par cet Orateur, on reconnoîtra difficilement la mesure qui sied même à la Tribune de l'Assemblée Nationale, lorsqu'on y parle des Personnes; mesure dont M. *de Cazalès* offre un exemple habituel. Dans un autre bouche, on prendroit ce langage amer et virulent pour celui d'un Chef de parti, ou d'un Ennemi personnel, et certainement l'Orateur n'a fait que céder à un zèle dont je partage les motifs, mais dont l'expression me paroît outrée et impolitique.

En déclarant M. *Necker* fugitif, mort, oublié, M. *de Cazalès* sembloit se condamner au silence. On ne viole pas les tombeaux. Je pense que peu d'Hommes d'Etat expérimentés eussent imité la conduite politique de M. *Necker*. Il est des événemens imprévus qui échappent à la pénétration du génie; mais ceux qui naissent des mesures même qu'on a volontairement adoptées, sans calculer la portée de ses armes, ni se ménager des ressources contre les revers, on ne peut en disculper un Homme public, que par ses intentions. La censure de M. *de Cazalès* embrasse les talens, et le cœur de M. *Necker*. Il le traîne sur la claie, à la vue de l'Europe. Ici, l'indignation blesse la Justice, et le ressentiment égare

Digitized by Google

le Juge. Je persiste à croire M. *Necker* aussi trompé par ses conseils, aussi aveuglé par des illusions, aussi inférieur aux circonstances, qu'irréprochable dans ses intentions. Personne ne persuadera sans preuves qu'un homme dont la morale ne fut attaquée, jusqu'à nos jours de calamités, que par des Intrigans désespérés ou par des Libellistes, a pu sacrifier son Roi, ses anciens Protecteurs, la Monarchie, l'Ordre public, et des Classes entières de Citoyens dont il éprouva particulièrement l'estime, aux hommages de la Grève, et aux transports de la populace de Versailles.

Rien de plus injuste à mon sens, que le reproche d'avoir préféré *son ambition et sa sureté* au devoir *de guider* l'Assemblée Nationale dans l'Administration des Finances. On ne guide point celui qui ne veut pas l'être; on ne guide point celui qui, au premier pas, donne des leçons à son Instituteur; on ne guide point le Gouverneur qui renverse toutes ses fortifications, brûle ses Magasins, et ouvre les issues, pour reprocher ensuite à l'Ingénieur d'avoir mal défendu la place; on ne rétablit point de Finances, au milieu de l'anarchie universelle, de l'anéantissement des Pouvoirs, de l'impunité des désordres, et du fanatisme qui, pour plaire au Peuple, ferme les sources du Revenu Public; on ne rétablit point de Finances, sans crédit,

Digitized by Google

sans impôts, sans force publique, sans confiance. A l'ouverture des États-Généraux, M. *Necker* traça le déficit, et les moyens d'y subvenir. Est-ce lui qui a imaginé de nouveaux systêmes, aggravé ce fardeau, et réduit à l'appuyer sur des Feuilles de Papier? Ne résistons pas à l'évidence, et laissons les torts à leur place. Accuser M. *Necker* du malheur de nos Finances, c'est l'accuser de la perte de la bataille de Ramillies.

Un très-grand nombre d'hommes plus impartiaux que M. *de Cazalès* dans leur jugement sur M. *Necker* (et je me mets du nombre), l'accuseront, avec l'Orateur, d'avoir *provoqué la Révolution, sans avoir tenté de la diriger, et d'avoir manqué les mesures nécessaires pour en prévenir ou atténuer les calamités inséparables*; mais dans l'évaluation de ce reproche, au sujet duquel j'ai moi-même prévenu M. *de Cazalès* (1),

(1) Voyez six pages sur M. *Necker*, N°. 38 de ce Journal. J'avois cru garder dans cet article, la mesure qui convient à un homme, dont aucune considération de haine ou de faveur ne fera fléchir ni la conscience, ni la plume. Je le crois encore, et certes les injures rendent mon opinion plus inébranlable. Tandis que je l'exposois avec ménagement, au milieu des passions furieuses, et de l'indifférence mortifiante qui se croisent ici sur le compte de M. *Necker*, dans sa Patrie, d'imbécilles émules des *Brissot*, des *Marat*, des

Digitized by Google

l'équité doit faire entrer les torts de chacun et de tous. Cette balance appartient à l'histoire et non à l'éloquence : elle est encore trop pesante du poids des calamités qui ont accompagné ce Ministre, dont l'espérance s'est perdue dans les orages. J'ose dire, au risque de déplaire aux détracteurs comme aux amis de M. *Necker*, qu'en conservant une grande estime pour ses vertus, pour ses rares qualités dans l'administration des Finances, la postérité n'en aura peut-être aucune pour ses talens politiques.

Les imputations dont M. *de Cazalès* charge les autres Ministres, sont autant de généralités qu'il a lui-même condamnées dans le Discours de M. *de Menou*. Quel Homme public résisteroit à cette méthode arbitraire d'accuser ? Sans doute, on ne sauroit trop gémir de la

---

Desmoulins, répandoient que pour déchirer M. *Necker* j'étois *payé par les Aristocrates*, que je me vengeois de n'avoir pas été consulté par ce Ministre, que j'en imposois sur l'article du *Veto*, et vingt autres turpitudes du même genre. Je plains M. *Necker* d'avoir de pareils serviteurs de sa renommée. Je ne descendrai pas jusqu'à répondre à ces bassesses, et je ne les cite que pour consoler ceux qui pourroient croire qu'on ne rencontre qu'à Paris cette vile espèce de Calomniateurs, trop stupides pour discuter des opinions, et assez lâches pour supposer des motifs honteux à la franchise qui les profere.

Digitized by Google

nullité du Gouvernement ; mais on ne doit pas en méconnoître les véritables causes. Sans doute, l'effroi des circonstances a eu prise trop souvent sur les résolutions du Cabinet ; peut-être, en quelques occasions, sa fermeté eût déconcerté des desseins funestes, et prévenu des dangers qu'on réalise en s'en laissant intimider ; peut-être les Ministres se sont trop rendu compte de leur position, et pas assez préparés à la soutenir ; peut-être se sont-ils trop abandonnés à l'impulsion des premières secousses, et ont-ils trop révélé, l'année dernière, le secret de leurs alarmes ; peut-être encore ont-ils réellement perdu la confiance, par leurs efforts même pour ne pas la compromettre. Enfin, on ne peut se déguiser qu'en butte à des outrages renaissans, à des difficultés insurmontables, au mépris constant de l'autorité légitime du Roi, ils ont dissimulé sans fruit et les causes de ce malheur public, et ses remèdes, et les vérités sévères dont l'intérêt de la Monarchie leur prescrivoit la révélation.

Mais, comment M. *de Cazalès* peut-il leur faire un crime d'*avoir souffert la désobéissance aux ordres du Roi, et de n'avoir pas déployé toute la force publique pour en procurer l'exécution* ? La force publique ! Est-elle entre leurs mains ? Punir la désobéissance ! et avec quelles armes ? La Constitution, l'exis-

Digitized by Google

général, la licence autorisée par l'exemple universel, le Pouvoir réprimant usurpé par ceux-là même contre lesquels il doit s'exercer, leur laissoient-ils une autre autorité que celle d'opinion? Et que peut l'opinion contre des désordres commis à main armée, et justifiés par le fanatisme? Où est sa force contre des Factions, qui, en appelant la multitude au Tribunal de la Législation, ont changé une guerre de volontés en violences coactives, et subordonné la confection des Lois, non aux luttes morales des Parties, mais à la clameur publique et à l'empire subversif des mouvemens populaires?

L'expérience a mille fois répondu à M. *de Cazalès*. Les Proclamations du Roi ont été fréquemment méprisées, et presque toujours impuissantes : on a vu des Municipalités renvoyer des Lettres aux Ministres sans les décacheter; d'autres refuser de leur écrire; des Directoires se confronter avec l'Autorité Royale, et répondre à ses Agens dans le style des Empereurs Romains. L'Armée absolument subordonnée aux Corps Administratifs, a dû en respecter l'autorité : celle du Ministère pouvoit-elle empêcher les Soldats de participer au délire de la licence, et de vivre inactifs au milieu du désordre sans le partager?

Ainsi, il est trop évident que la Constitution, au lieu de contenir et de limiter

Digitized by Google

l'action de l'Autorité Royale, l'a complètement désarmée, et qu'en avilissant le Trône en même temps qu'on en retranchoit le despotisme, on lui a enlevé la dernière et salutaire influence qu'il auroit tirée du respect et de l'amour public.

Dans cet état de choses, quels Ministres supporteroient le poids de leurs fonctions? Quelle vigueur exiger de membres paralysés? Éviter les chocs, les catastrophes, et glisser lentement vers les derniers maux, au lieu de s'y précipiter, voilà sans doute les élémens de la politique, et de la conduite d'un Gouvernement froissé de toutes parts, dont la machine demi-fracassée voleroit en éclats au premier acte de virilité.

M. *de Cazalès* a trop oublié que nous vivons tous entre les poignards et les libelles; que la tête des Serviteurs de la Couronne est, depuis long-temps, placée entre l'échaffaut et le fer des Factieux; que leur mort mettroit en péril le Trône même, et que, responsables de son existence, leur témérité seroit un crime.

Par le sort du Ministère formé au mois de Juillet 1789, par les événemens qu'il entraîna, apprenons les effets qu'auroit produits une Administration, assez hardie pour braver inconsidérément des passions furieuses et des partis tout-puissans. M. *de Cazalès* frémira, comme nous, de la perspective.

Digitized by Google

Eh ! d'ailleurs, y avoit-il possibilité de sortir de cette circonspection, exagérée peut-être par un sentiment louable ? Si cet effacement inévitable que M. *de Cazalès* nomme *lâche indifférence* et *coupable impéritie*, n'a prévenu ni les dénonciations continuelles, ni les calomnies, ni les soupçons infâmes, ni les procès criminels ; si la nullité du Gouvernement n'a pu le sauver de tant d'attaques réitérées, où son énergie l'auroit-elle conduit ? Quels appuis se présentoient ? M. *de Cazalès* leur cite l'exemple de *Strafford ;* c'est par cet exemple même que je le combattrai. *Strafford* contribua innocemment aux malheurs de *Charles I*, en lui faisant méconnoître sa dangereuse position, et hasarder des actes qu'on étoit impuissant à soutenir. M. *de Cazalès* hasarderoit-il, d'ailleurs, le parallèle des forces et des ressources du Trône sous le Ministère de *Strafford*, avec le moment présent ? Comme lui, je proposerai en exemple ce généreux Anglois, assassiné par d'hypocrites Démagogues ; mais je demanderai des circonstances équivalentes.

Il est reçu en mécanique que deux forces égales opposées, donnent une force morte. On peut appliquer ce principe aux différentes attaques que vient d'essuyer le Ministère. M. *de Cazalès* l'accuse d'avoir trahi le Trône : le côté gauche l'accuse de trahir la Révolution.

Digitized by Google

Où est la vérité entre ces extrêmes? Une semblable distance dans les opinions en dénonce l'exagération et l'injustice.

Quant au reproche de manquer *au sens de la Révolution ;* il est l'aveu que les Ministres en ont du moins suivi la lettre, et il rappelle un mot plaisant du Cardinal *de Retz*. Lorsqu'il fut arrêté au Louvre, on lui donna à manger, et il mangea bien. « Les Courtisans, dit-il, eurent la bassesse de trouver mauvais que je n'eusse pas perdu l'appétit. »

Personne n'a fait sentir avec plus de justesse, avec une plus heureuse précision, que M. *de Cazalès*, les effets de l'influence du Corps Législatif sur la nomination aux places du Gouvernement. Ces principes reconnus de chacun, il y a un an, consacrés par la Constitution, offensés chaque jour, hardiment méprisés maintenant par l'intérêt de Faction, n'auront contre eux que la déraison publique, qui nous tient lieu d'expérience et d'esprit public. M. *de Cazalès* cependant, me semble en avoir outré l'application, et abusé de l'exemple de l'Angleterre.

Il affirme qu'aucun Ministre ne fut jamais renvoyé par le seul fait de l'improbation des Communes, et considère comme inconstitutionnelles et usurpatrices, leurs Adresses pour déclarer les Agens de l'autorité déchus de la confiance publique. Ces assertions ne sont

Digitized by Google

pas exactes. Le droit qu'il dispute aux Communes est aussi ancien que le Parlement : presque tous les règnes en ont offert des exemples. La pratique les a consacrés, parce que la raison, le caractère de la Constitution, et les fonctions même du Parlement les autorisent. Nul Roi d'Angleterre, depuis 1688, n'a tenté de disputer cette prérogative, ni de se montrer insensible à la censure exercée par les Communes contre ses Ministres. Pour ne rappeler que des faits récens, qui ne connoît les Discours éloquens de MM. *Wyndham*, *Shippen*, *Pulteney* et *Carteret*, à l'appui des Motions fréquentes, faites dans l'une et l'autre Chambre, pour prier *George II* d'éloigner *Walpole* de ses Conseils ? Ce Ministre crut conserver la Majorité dans un nouveau Parlement ; elle lui fut contraire, et sa résignation prévint le renouvellement de la Motion.

Le 8 Mars 1782, Mylord *John Cavendish* proposa formellement aux Communes, de déclarer que les malheurs de l'Empire étoient dus à l'imprévoyance et à l'impéritie des Ministres. Lord *North* ne conserva la supériorité que de dix voix. Le Chevalier *Rous* opina huit jours après, à déclarer que les Communes retiroient toute confiance à l'Administration : il ne resta plus à celle-ci que l'avantage de 9 voix. Sûre de le perdre avant la fin de la semaine, elle abdiqua

Digitized by Google

ses fonctions. A l'instant où Lord *Surrey* alloit reprendre la Motion des jours précédens, Lord *North* annonça aux Communes que le Roi avoit résolu de changer son Ministère.

Il s'en faut bien que *George III*, à l'époque de 1782, citée par M. *de Cazalès*, tînt le langage absolu que lui prête cet Orateur. Il ne répondit point que, d'après la Constitution, sa volonté étant le seul titre légal de l'appointement de ses Ministres, il étoit impossible qu'ils ne fussent pas constitutionnellement appointés. Cette vérité ne pouvoit être contestée que par des maximes factieuses, auxquelles les Communes se hâtèrent de renoncer. Leurs deux Adresses signifièrent au Roi que son Ministère étoit indigne de leur confiance, et qu'elles en requéroient l'éloignement. « Je n'ai « jamais mis en question, répondit le « Roi, le droit qu'ont mes fidelles Com- « munes de m'offrir leurs avis, en toute « occasion, sur l'exercice de chaque « branche de ma Prérogative. Je les « recevrai et les considérerai toujours; « mais nulle charge, nulle accusation « spécifique n'étant portée contre mes « Ministres, et un grand nombre de « mes Sujets étant contens de leurs ser- « vices, je les conserverai. »

Les intrigues, les subterfuges, les sophismes de M. *Fox* et de son Parti, vinrent se briser contre ces argumens.

Digitized by Google

constitutionnels. A la dissolution du Parlement, il ne leur restoit que la supériorité d'une voix. Le Peuple, en refusant la sienne à 160 d'entr'eux, prouva son attachement aux Lois, et à la Prérogative Royale Constitutionnelle.

Il résulte de cet exposé, que de graves reproches, le mécontentement général prononcé, et des malheurs publics, suite des fautes du Gouvernement, légitiment seuls au Parlement d'Angleterre, les Motions pareilles à celle des quatre Comités de l'Assemblée Nationale; qu'en tout autre cas, le Roi est en droit de regarder ces attaques comme des atteintes à sa Prérogative, comme une audacieuse usurpation. Lorsque la perversité de l'esprit de parti, et une ambition factieuse auront gagné assez de voix pour dire impunément aux Ministres en place : « Sortez du Cabinet, nous vous « lons le remplir, malgré vous, malgré « le vœu du Roi, et sans que la Nation « nous y ait formellement autorisés; » ce procédé réunira l'injustice à l'illégalité, et la Couronne fera son devoir en y résistant.

Que conclure, d'ailleurs, de cet exemple des Anglois, dont la Constitution est absolument dissemblable de la nôtre? Quel rapport entre leur liberté politique et nos Lois nouvelles? Tout s'enchaîne et se balance dans leur système législatif. Si l'une des Chambres demande in-

Digitized by Google

justement d'autres Ministres, la Prérogative Royale est couverte par la seconde Chambre, qui peut refuser son concours à la première ; par le droit de dissoudre un Parlement factieux, et par le jugement du Peuple. Bien plus; la Couronne, par de nombreuses nominations aux places, par le séjour de ses Ministres dans le Parlement, où ils peuvent se défendre chaque jour, par la force d'opinion qui compense la foiblesse nécessaire de son autorité; la Couronne, dis-je, conserve une influence puissante et permanente dans les deux Chambres.

Parmi nous, le Trône n'a aucun de ces appuis. Une majorité de deux voix dans une Assemblée unique peut le dépouiller de tous ses droits, l'effacer, l'anéantir. Qu'une Faction redoutable se présente, il est sans ressources pour la contrebalancer. Ses Ministres, toujours peints comme des Ennemis du Corps Législatif, n'y ont aucun accès : ils ne communiquent avec lui que par mémoires ; leur absence facilite toutes les imputations ; elles ont corrompu l'opinion avant qu'ils aient eu le temps de les repousser; séquestrés, isolés, ils ne paroissent au Corps Législatif qu'en qualité de Suppliants, et leur humilité forcée achève à tout instant de dégrader la Majesté Royale. Tel est le rôle où nos Formes actuelles circonscrivent le Ministère. Comparez-le maintenant à

Digitized by Google

celui de l'Administration Angloise; comparez les Agens d'une Autorité affermie, dont les droits et les limites sont exactement définis, les Exécuteurs d'un Corps Législatif dont le Roi fait une partie puissante et nécessaire, des Ministres dont la responsabilité ne peut jamais s'exercer arbitrairement; comparez-les, avec des Serviteurs de la Couronne, qui ont en tête un jour le *Corps Législatif*, et le lendemain, le *Corps Constituant*; qui, sans pouvoir ni influence, doivent non-seulement exécuter les Lois dans l'anarchie, mais encore résister souvent à un torrent d'Institutions nouvelles et fondamentales, qu'ils peuvent estimer contraires aux droits légitimes du Trône, et au bonheur des Peuples.

Si, par exemple, il existoit une Faction qui voulût lasser la France de la Monarchie, et achever la République; si la Constitution même étoit en danger; si les organes de cette Faction imprimoient au sein de la Capitale, que la *la France ne sera libre qu'autant qu'elle n'aura plus de Roi*, des Ministres soupçonnés de contrarier ce dessein criminel, ne seroient-ils pas en butte à l'animosité de ses Auteurs, et dépeints au Peuple comme des instrumens de tyrannie, comme des fauteurs de l'ancien régime?

Quoique la Majorité de l'Assemblée

Digitized by Google

ait rejeté la Motion des quatre Comités, il étoit aisé de prévoir l'effet qu'elle produiroit sur les Ministres. Personne ne les soupçonnera de l'amour de leurs places : ils ont eu le temps de se guérir de cette maladie. Ils ont écrit en commun (M. *de Montmorin* excepté), la lettre suivante à S. M. le 21 Octobre 1790.

SIRE,

« Le vœu manifesté des Représentans de la Nation vous détermina le 18 Juillet de l'année dernière, à rappeler deux d'entre nous dans votre Conseil. L'Assemblée avoit déclaré solennellement qu'ils avoient emporté dans leur retraite l'estime et les regrets de la Nation. Vous voulûtes encore prendre dans le sein de l'Assemblée, ceux que depuis vous avez associés aux premiers ; et elle en a remercié Votre Majesté par l'organe de son Président, qui lui dît, en son nom, qu'elle les auroit présentés elle-même. »

« Ces honorables suffrages nous étoient nécessaires pour espérer quelques succès ; et malgré la difficulté des circonstances, nous crûmes devoir n'écouter que notre zèle et notre dévouement. »

« Nous avions en nous-mêmes le sentiment de la droiture de nos intentions. Il nous fut peut-être permis de compter que la confiance publique nous accompagneroit près de vous, qu'elle ne pourroit nous être enlevée, tant que nous y conserverions tous nos droits ; et la loi de la responsabilité, à laquelle nous nous étions soumis avant même qu'elle fût prononcée, sembloit devoir nous mettre à l'abri des inculpations hasardées, mille fois plus dures que cette loi. »

Digitized by Google

« Ainsi, nous avons dû mépriser les traits de la calomnie, les dénonciations vagues, et tout ce qui auroit pu nous distraire des soins importans de l'Administration. »

« Ainsi nous avons dû nous exposer à la haine des ennemis de l'ordre, et à la censure de ceux qui, ne jugeant les Ministres que par les événemens, n'apprécient ni les obstacles à vaincre, ni le nombre et le degré d'efforts qui ont été déployés contre eux. »

« Il est consolant, il est glorieux pour nous de pouvoir invoquer votre témoignage auprès de Votre Majesté elle même. »

« Elle sait, et elle a eu la bonté de nous le dire quelquefois, combien, dans une carrière hérissée de difficultés toujours renaissantes, il nous a fallu de courage pour y persévérer et supporter le poids de nos places. »

« Elle sait qu'il a fallu nous oublier sans cesse nous-mêmes, pour ne nous souvenir que de l'amour de Votre Majesté pour le bien des Peuples, de l'importance de nos obligations, et de notre dévouement à de si grands intérêts. »

« C'est dans les mêmes sentimens et dans les mêmes principes, qui nous ont fait un devoir sacré de tout sacrifice utile, que nous devons maintenant supplier Votre Majesté de prendre en considération s'il ne convient pas à ses intérêts, ainsi qu'à la chose publique, de choisir d'autres Ministres. »

« Nous avons lieu de juger, par ce qui vient de se passer dans l'Assemblée Nationale, que nous n'obtenons plus la confiance d'un grand nombre de ceux qui la composent; et quoiqu'Elle ait, dans sa justice, rejeté le Décret qui lui a été proposé, quoiqu'il

Digitized by Google

n'ait été rien articulé de précis contre nous, quoique la généralité et l'amertume des imputations n'annoncent que l'impatience de fixer sur nous le tort des malheurs publics, et qu'il nous fût facile de rendre sensible la pureté de notre conduite, soit dans son ensemble, soit dans tous ses détails; cependant il peut résulter de l'éclat même de cette discussion, et du fantôme de méfiance que l'on cherche à susciter contre nous, une impression fâcheuse pour le bien de votre service. »

« Daignez donc, SIRE, peser dans votre sagesse ce que la circonstance demande de Vous. Daignez imposer silence à votre bonté naturelle, et ne consultez que l'intérêt de votre Personne et de votre Administration. »

« Notre amour pour notre Patrie et pour notre Roi vivra toujours dans nos cœurs; et certes, quel que puisse être notre sort, nous mériterons toujours d'être comptés au nombre des bons Citoyens de votre Empire. »

« Nous sommes avec le plus profond respect, etc. »

« *Signé* † L'ARCHEVÊQUE DE BORDEAUX, LA LUZERNE, GUIGNARD et DA TOUR-DU-PIN. »

Réponse du ROI.

Saint-Cloud, le 22 Octobre 1790.

« Je suis très-touché des sentimens que vous me témoignez. Personne ne sait mieux que moi combien sont peu fondées les inquiétudes que l'on a conçues à votre sujet. Je vous ai toujours vus amis du Peuple, de l'ordre, de la justice et des Lois. Je prendrai en grande

Digitized by Google

considération votre lettre ; je ferai connoître à chacun de vous mes intentions ; et j'attends de votre zèle pour le bien public et de votre attachement pour moi, que jusques-là vous n'abandonnerez pas vos fonctions. »

Signé, LOUIS.

Cette réponse de S. M. n'a pu retenir M. *de la Luzerne*, qui a persisté dans sa démission, et s'est retiré à la campagne. Il est remplacé par M. *de Fleurieu*, ci-devant Directeur-Général des Ports et Arsenaux.

Mardi 19, M. *de Menou* déclara à la Tribune la Municipalité de Brest, coupable *d'avoir usurpé le Pouvoir Exécutif, et compromis le sort de nos Colonies;* il accusa le Procureur de la Commune d'avoir augmenté le désordre par un discours vehement ; il jugea ces écarts repréhensibles et pernicieux, et proposa *d'improuver* la Municipalité, de mander à la Barre le Procureur de la Commune.

Jeudi 21, le même M. *de Menou* transforma dans 48 heures, ces mêmes Coupables de Mardi, *en intrépides et magnanimes défenseurs de la Liberté, entraînés par un sentiment sublime, dignes d'être encouragés et soutenus*, et d'être seulement avertis de se tenir en garde contre les *excès de la vertu*. Plus de blâme, plus d'improbation, plus de Procureur-Syndic à la Barre. On jugera de l'esprit qui régnoit à Brest, et de son influence sur la conduite des équipages, par le Discours suivant, que prononça M. *Cavelier*, Procureur de la Commune, dans la Séance

Digitized by Google

du Conseil général du 14 Septembre. C'est la harangue dont M. *de Menou* avoit parlé dans son Rapport.

MESSIEURS,

« Vous connoissiez depuis long-temps la fureur et la rage de vos Ennemis, et néanmoins vous avez de la peine à croire les horreurs que vous venez d'apprendre; la raison en est simple, c'est qu'il est des atrocités que les cœurs magnanimes ne sauroient supposer. Les scènes sanglantes, dont l'isle de St. Domingue vient d'être le théâtre, se passeroient sous vos yeux, dans le sein même de votre Ville, *si vos Ennemis n'étoient encore plus lâches que méchans.* Mais ils savent que vous avez toujours les yeux ouverts *sur leur conduite;* ils savent qu'une seule démarche équivoque suffiroit pour faire prendre les armes à toute la Garde Nationale, et à leurs Frères des Troupes de Lignes; ils savent que que le jour où l'on découvriroit une trahison de leur part, *seroit aussi celui ou vos murs seroient purgés de ces scélérats.* Ce n'est pas dans le continent où ils ont à combattre l'opinion publique et deux millions de Soldats Citoyens, qu'ils iront manifester leurs coupables projets; c'est dans une Colonie éloignée où tous les esprits ne sont pas encore déterminés à un parti fixe et invariable, où les Agents du despotisme sont ressaisis de tous les pouvoirs, qu'ils vont répandre le venin dont leur cœur est ulcéré: Tels ces animaux féroces qu'on a arrachés des déserts de l'Afrique, ont, lorsqu'ils sont environnés d'un Peuple nombreux, un air morne qu'on prendroit d'abord pour de la douceur; mais s'ils parviennent à briser leurs chaînes et à forcer leurs prisons, ils déchirent et mettent

Digitized by Google

en pièces tout ce qui se trouve sur leur passage. Vos cœurs sont serrés, Messieurs, du triste récit que vous venez d'entendre. Vos larmes coulent sur le sort de cette isle infortunée, jadis florissante et maintenant désolée par ceux mêmes dont elle avoit droit de réclamer la protection et les secours. Mais que l'indignation prenne la place de la douleur. *La trahison est affreuse, que la vengeance soit prompte et éclatante.* Joignez, Messieurs, vos efforts à ceux de ces braves Colons, pour obtenir justice et la punition des traîtres: ils sont François, ils sont vos Frères, l'immensité des mers ne doit pas mettre d'intervalle entre leurs cœurs et les vôtres; et quand il n'auroient pas ces deux titres puissans à votre assistance, ils en ont un sacré, sont malheureux, et viennent d'un autre hémisphère réclamer les droits de l'humanité outragée. »

On annonce la livraison du second volume *in-folio* du TABLEAU GÉNÉRAL DE L'EMPIRE OTHOMAN, par le Chevalier de *Mouradgea d'Ohsson*. MM. les Souscripteurs peuvent s'adresser à M. *de St. Julien*, chez l'Auteur, rue neuve des Capucines, près le Boulevard, pour avoir ce volume; ainsi que les trois estampes qui manquoient au premier.

Cet Ouvrage admirable par sa superbe exécution, et l'un des plus intéressans, des plus instructifs qu'ait produit notre siècle, est le seul qu'on puisse consulter sur l'Histoire, les Lois et les Coutumes de l'Empire Othoman. Nul n'est plus digne à tous égards d'orner les grandes Bibliotheques.

Digitized by Google

Supplément à l'article de Paris & aux Nouvelles étrangères.

Du jeudi 28 octobre 1790.

LA municipalité d'Avignon n'ayant pu faire croire dans les provinces Françaises voisines qu'il se fît réellement un rassemblement de troupes, ni qu'il y eût aucune espèce de dispositions hostiles, de la part des Comtadins, a voulu forcer ce rassemblement, en formant une attaque sur le territoire du Comtat. En même-temps elle avoit répandu dans cette province, que vingt mille gardes nationales françaises venoient désarmer les Comtadins & arborer par-tout les armoiries de France. Deux cents cinquante hommes armés, sortis d'Avignon, sont venus le 16 du courant attaquer Cavaillon, d'où ils ont été vigoureusement repoussés.

Les dispositions des Comtadins étoient tellement passives, que les secours envoyés à Cavaillon par l'assemblée représentative du Comtat, n'ont pu y arriver que trente heures après la première hostilité. La faction Avignonnaise a feint d'accourir au secours d'un parti opprimé dans Cavaillon. Elle a séduit quelques paysans du territoire de cette ville, elle en a forcé beaucoup d'autres à marcher avec cette troupe, qu'on peut appeller de brigands.

Les gardes nationaux du Comtat ont bientôt dispersé ces agresseurs; mais ils ont respecté le territoire français où les brigands se sont réfugiés en traversant la Durance. Du moment que l'assemblée représentative du Comtat a été informée de l'incursion faite à Cavaillon, elle a invité les maires des municipalités françoises les plus voisines à venir être témoins de ce qui se passoit, pour pouvoir attester à toute la France que le Comtat n'avoit fait aucunes dispositions hostiles, & que ses habitans n'ont fait qu'user d'un droit de défense naturelle contre une faction désespérée.

Le projet de conquête étoit si bien formé à Avignon, que les assaillans s'étoient fait suivre par une charrette chargée d'écussons aux armoiries de France, qu'ils se proposoient d'arborer dans chaque lieu du Comtat qu'ils comptoient parcourir.

Digitized by Google

Nous donnerons de plus grands détails de cette affaire. A la tête des impoſteurs incendiaires, qui troublent cette contrée, il faut mettre un nommé Tournal, alternativement chef de bourreaux, commandant militaire, gazetier, étranger à Avignon, & rédacteur de la feuille de cette ville. C'eſt de l'attelier de cet homme, que ſortent toutes les fauſſetés, ſoit ſur le Comtat, ſoit ſur les provinces françoiſes, voiſines. Son but eſt de mettre aux priſes nos gardes-nationales avec les Comtadins. C'eſt à lui qu'on doit toutes les fables du camp de Jalès, des contre-révolutions de Languedoc, de l'armée de Carpentras, &c.

Sur le faux bruit, que l'aſſemblée nationale venoit de déclarer ſa neutralité dans la querelle de l'Angleterre & de l'Eſpagne, les fonds publics montèrent à Londres, le 20, d'un & demi pour 100. Ils ſont retombés à leur premier taux, & y reſterent vraiſemblablement juſqu'à l'arrivée du courrier déciſif, attendu de Madrid. Le contre-amiral Cornish, qui va conduire aux Antilles dix vaiſſeaux de ligne, arbora le 16, à Spithead, ſon pavillon ſur le *Marlborough*, de 74 canons. Nos lettres du 22 nous annoncent poſitivement que ce Commandant ayant donné le 21 le ſignal de lever l'ancre l'eſcadre, devoit appareiller le ſoir ou le lendemain.

La ſcène de Liège, ainſi que celle du Brabant, tire vers ſon dénouement. Les députés de cette ville à Francfort ont reçu ordre de ſe retirer : ils ont demandé & obtenu un délai de quelques jours, juſqu'à la réponſe définitive de leurs commettans. L'armée d'exécution, à laquelle ſe joindront les troupes autrichiennes, va ſe remettre en mouvement. Son général, le prince d'Iſembourg, & d'autres officiers abſens, l'ont rejointe.

Lundi 23 octobre. M. Barnave a emporté de deux voix la préſidence ſur M. de Bonnay. M. Bouche a fait renvoyer au tribunal de diſtrict de Marſeille, la procédure prévôtale, attribuée d'abord à la ſénéchauſſée. Le préſident du tribunal eſt un nommé Jourdan, qu'on dit être le parent, & même le frère du procureur de la commune, du même nom, gravement impliqué dans cette procédure.

M. le Chapelier a enfin préſenté le projet déjà connu du comité de conſtitution, *ſur la formation de la haute-cour-nationale & du tribunal de caſſation.* Quoique ce projet

Digitized by Google

eût été pulvériſé par M. Bergaſſe qui, au mois d'avril, en démontra les horribles inconvéniens ; quoiqu'il tende manifeſtement à établir dans l'aſſemblée nationale le centre d'une ariſtocratie tyrannique ; quoiqu'il choque les premiers principes de la liberté, de la ſûreté individuelle, & de la raiſon ; il a reparu ſous la même forme. M. l'abbé Maury l'a combattu avec un grand ſuccès, & a judicieuſement prié le comité de déterminer les crimes de lèze-nation, avant d'inſtituer le tribunal qui devra les juger. On a ajourné la diſcuſſion, en ſe bornant ſeulement à retirer au Châtelêt, la connoiſſance des crimes de lèze-nation. Ainſi les accuſés, les martyrs de l'inquiſition auront le temps de mourir dans les priſons, en attendant le nouveau tribunal. Tout cela ſe paſſe dans un état que l'on *dit libre*, & les habitués des galeries que M. l'abbé Maury nomme plaiſamment les *coadjuteurs de la conſtitution*, ſont enyvrés de joie, & eſtropient leurs mains à force d'applaudiſſemens.

Du Mardi 26. Après les oppoſitions de MM. Dionis du Séjour, Tronchet, Biauzat, le comité d'impoſition a fait décréter un nouvel article, qui établit la contribution perſonnelle ſur les revenus d'induſtrie & de richeſſes mobiliaires, à raiſon de 10 deniers pour livre de leur montant, préſumé d'après les loyers d'habitation.

Dans la ſoirée, le comité des recherches a occupé l'aſſemblée d'une prétendue conſpiration tramée par un M. de Buſſy, dont les libelliſtes avoient fait M. de Bourbon-Buſſet. Ce nouveau contre-révolutionnaire, du genre de ceux que la démence publique ou le machiavéliſme ont fait paroître ſur la ſcène, ſeront traduits à la Baſtille moderne, à l'abbaye de Saint-Germain, où ils attendront commodément la formation de la haute-cour nationale.

Du Mercredi 27. Sur la motion de M. d'André, on a décrété que les députés nommés juges, feront exercer leurs fonctions par leurs ſuppléans aux tribunaux, juſqu'à la fin de la légiſlature.

Pluſieurs nouveaux décrets ſur la contribution perſonnelle. Les citoyens hors d'état de payer la contribution d'activité en ſeront exempts. — Tout père de plus de trois enfans jouira d'une diminution. — M. de Champagny, au nom du comité de la marine, a fait ſupprimer du code pénal les peines de l'anneau, de la chaîne, de la liane. Les Muletots à Breſt ſont rentrés dans l'ordre, d'après la promeſſe qui leur avoit été faite de ce ſacrifice.

Digitized by Google

Digitized by Google

Supplément à l'article de Paris, & aux Nouvelles étrangères.

Du jeudi 21 octobre 1790.

LE parlement d'Angleterre fut prorogé, il y a quinze jours, au 25 novembre. Comme à la formule de cette prorogation, on n'avoit pas ajouté *pour l'expédition des affaires publiques*, cette omission indiquoit une prorogation ultérieure, & l'on ne pensoit pas que le parlement se rassemblât avant le mois de janvier. Les circonstances ayant changé, une nouvelle proclamation du roi d'Angleterre, en date du 13, vient d'ordonner la convocation fixe des deux chambres, au 25 novembre, *pour l'expédition de diverses affaires importantes.*

A cette nouvelle qui fortifie la crainte d'une guerre immédiate, nos lettres de Londres du 16 ajoutent, qu'on a complétté le choix de deux mille soldats tirés des trois régimens des gardes : ils doivent s'embarquer, ainsi que d'autres troupes, sur cinq frégates de 44 canons; mais leur véritable destination est encore incertaine. Quelques-uns les font passer à Gibraltar; d'autres, en plus grand nombre, aux Indes occidentales.— On a ordonné la levée de dix mille hommes, par compagnies indépendantes de cent hommes chacune.

Les fonds publics restent au même taux : on a quelque repi jusqu'au retour du courrier envoyé à Madrid; car la négociation n'est point ouvertement rompue.

Les troupes autrichiennes qui arrivent dans les Pays-Bas, n'y seront pas rendues, en totalité, avant la fin du mois. La première colonne de douze mille hommes va dépasser la Franconie, & sera à Luxembourg du 20 au 25.

Il vient de paroître ici un *précis du mémoire des princes allemands à la diète de l'empire*, contre les décrets de l'Assemblée nationale, attentatoires à leurs droits en Alsace. Les gazetiers ont pris cette brochure anonyme d'un homme de mauvaise humeur, pour un extrait authentique du mémoire des princes, & s'étendent en verbiage à ce sujet. Des esprits grossiers peuvent seuls s'y méprendre : tout homme de bon sens n'a qu'à lire ce *précis* anonyme où des vérités sévères sont

Digitized by Google

mêlées à des déclamations, il se convaincra que ce précis n'est point le résumé du mémoire des princes.

On a débité que M. de Peynier s'étoit embarqué au Port-au-Prince, & qu'il revenoit en Europe sur la frégate l'*Engageante*. On a ajouté que les assemblées du sud & de l'ouest à Saint-Domingue, avoient désavoué celle du nord, & adopté les vues de la ci-devant assemblée de Saint-Marc. Ces bruits ne nous paroissent reposer encore sur aucune autorité solide.

Lundi 18. M. Thouret a rempli la séance de l'Assemblée nationale par de nouveaux articles sur la justice de paix : ces paquets d'articles ont été décrétés comme les précédens, presque sans examen.

Sur la demande de M. de la Rochefoucault, on a ordonné au comité des finances de fournir à celui des impositions, l'état certain des besoins publics pour 1791. C'est avoir attendu bien tard des notions, qui paroissoient indispensables, avant toute discussion sur les moyens de remplacer les ressources détruites.

Mardi 19. M. de la Rochefoucault a fait décréter sur la *contribution foncière*, trois nouveaux articles, par lesquels on taxe les enclos cultivés comme les terreins non clos, & les enlos de pur agrément comme les meilleures terres labourables. — Les bois seront évalués sur le prix moyen des coupes annuelles. — Le bois taillis non en coupe réglée, d'après leur comparaison avec les autres bois de la communauté.

M. de Menou a fait le rapport de l'affaire de Brest, & proposé la motion combinée dans les comités, sur l'avis de MM. de Mirabeau, Barnave, &c. contre les ministres. Des lieux communs populaires qui manquent aujourd'hui leur effet, même dans les groupes des motionnaires en plein air, ont servi au rapporteur à expliquer les désordres de Brest : des citoyens *trompés*, *le patriotisme égaré*, *les erreurs de la liberté*, l'arrivée du *Léopard*, voilà les causes. Comme il falloit coudre tant bien que mal les ministres à la motion, M. de *Menou* a trouvé dans leur *insouciance* un des grands resforts du ravage de l'anarchie à Brest. Ses conclusions ont été de nommer deux commissaires civils, *envoyés de Paris*, de déclarer nuls & illégaux les actes de la municipalité de Brest, de l'improuver, de mander le procureur de la commune ; enfin, « de représenter à S. M. que la méfiance *des peuples*, contre les ministres,

Digitized by Google

» apporte les plus grands obstacles au rétablissement de l'ordre » public, à l'exécution des loix & à l'achevement de la » constitution ».

Ce que ce rapport a prouvé de plus clair, c'est, comme on le voit, que nous sommes sans ordre public, sans loix exécutées, & seulement dans le cours d'une constitution.

M. de Cazalès a semblé d'abord justifier la motion par une déclamation outrageante contre les ministres. Après avoir déclaré qu'il les *mesestimoit*, qu'ils étoient *pleins d'impéritie & de lâcheté*, il a très-éloquemment prouvé, que les comités commettoient une acte de tyrannie en demandant leur renvoi, & que le roi devoit les garder, s'ils lui convenoient. Il a passé en revue l'histoire d'Angleterre & des communes britanniques; il a rappellé les principes déjà developpés à Versailles & dans trente ouvrages, touchant le danger de laisser les agens de la couronne à la disposition du corps législatif. Nous présenterons dans huit jours quelques observations sur ce discours nerveux, toujours éloquent, souvent démonstratif, & que le côté gauche a écouté avec sa patience ordinaire.

Après M. de Cazalés, M. Ricard de Toulon a fatigué l'audience d'une dissertation écrite, où il a reproché au ministre de la marine d'avoir mis à la tête de l'escadre M. d'Albert, c'est-à-dire, l'homme le plus digne de la commander. Suivant M. Ricard, tout ira bien, & nous battrons l'ennemi, si l'on embarque sur la flotte trois membres de l'assemblée, qui, le jour du combat, se tiendront au poste d'honneur, pour *rendre compte de tout*. Des huées & des ris immodérés ont abrégé le cours des ingénieux expédiens de M. Ricard.

Du Mercredi 20. On a remis en discussion la partie de la motion des comités, relative aux ministres. MM. Malouet, de Clermont-Tonnerre & de Virieu l'ont combattue avec succés : elle a eu pour défenseurs tout le camp républicain; MM. de Lameth, Barnave, Montmorency, Mathieu, & même M. de Landine, digne de défendre une meilleure cause. M. de Beaumetz a flétri M. de Montmorin de la demande d'une exception, & l'a motivée par des éloges que ce ministre auroit peut-être été humilié de recevoir.

La question principale a seule été mise en délibération. L'agitation a été grande. On a fait l'appel nominal : soixante-trois voix de plus ont fait triompher la monarchie, & les royalistes constitutionnels sur le club des Jacobins.

Digitized by Google

Demain l'on discutera le reste de la motion, relatif à l'affaire de Brest.

C'est vendredi dernier que les scellés furent apposés sur les greffes du parlement. Douze cents hommes de la garde nationale occupèrent le palais ; où tout se passa dans l'ordre. La chambre des vacations enrégistra avec la formule ordinaire.

Nota. *Lorsque ce* SUPPLÉMENT *manquera, comme il a manqué la semaine dernière, ce sera faute de matières intéressantes.*

Digitized by Google

FEUILLETON.

CE n'est point u parties
annonçons ici, mai que des
pres de trois ans, ures qui
à portée de l'éten procédés
l'abondance des ma as seule-
teur, a cru devoir elle des
forme s d'agré-

Digitized by Google

Digitized by Google

LIVRES NOUVEAUX.

Les Contemporains de 1789 & 1790, *ou* les Opinions débattues pendant la première Législature, avec les principaux évènemens de la Révolution; rédigé par l'Auteur de la Galerie des Etats-Généraux, 3 vol. *in*-8. A Paris, chez Lejay fils, Imprimeur-Libraire, rue de l'Echelle.

De l'Insurrection Parisienne & de la Prise de la Bastille, Discours historique, prononcé par extrait dans l'Assemblée Nationale; par M. Dussaulx, de l'Académie des Belles-Lettres, l'un des Electeurs réunis le 14 Juillet 1789, Représentant de la Commune de Paris, & l'un des Commissaires actuels du Comité de la Bastille, *in* 8. A Paris, chez Debure l'aîné, hôtel Serrant, rue Serpente, n°. 6.

Lettres à M. le Chevalier de Pange, sur sa brochure intitulée: *Réflexions sur la Délation & sur le Comité des Recherches*; par J. P. Brissot de Warville, un des Représentans de la Commune de Paris, Membre du Comité des Recherches. A Paris, au Bureau du Patriote François, Place du Théâtre Italien; chez Defenne, Libraire, au Palais-Royal; & Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, vis-à-vis le Corps-de-garde des Sergens.

Discours sur l'Etude de la Langue Angloise, par Mademoiselle Scott Godfrey. A Paris, chez l'Auteur, rue Mazarine, n°. 63; & J. R. Lottin, Imprimeur-Libraire, rue Saint-André-des-Arts, n°. 27.

Mémoire sur quelques abus dans la constitution des Corps & Colléges de Chirurgie, & particulièrement sur l'abus des droits, prérogatives & priviléges attachés à la place de pre-

mier Chirurgien du Roi; par M. Chauſſier, Gradué en Médecine & en Chirurgie. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Du Mariage des Chrétiens, *ou* la Loi ſur l'état civil des non-Catholiques en Fra , juſtifiée aux ye Religion & de la Politique ; par un Avocat au Parlement de Paris. *in* 8. nouvelle édition. Prix, 1 liv. 16 ſous, br. & 2 liv. 2 ſ. franc de port par la Poſte. A Paris, chez Buiſſon, Libraire, rue Hautefeuille, Hôtel de Coëtloſquet, n°. 20.

Le prix de nnement eſt de trente-trois liv. *franc de port* pour *Paris* que pour la Pro- *vince. Il faut* nchir le port de l'argent & de *la lettre, &* re à cette dernière le reçu du *Directeur des* s. On ſouſcrit Hôtel de Thou, *rue des Poitevins. On s'adreſſera au ſieur* Guin, *Directeur du Bureau du Mercure.*

Digitized by Google

BIBLIOTHÈQUE de l'Homme public, *ou* Analyse raisonnée des principaux Ouvrages Français & Etrangers, sur la Politique en général, la Législation, les Finances, la Police, l'Agriculture, & le Commerce en particulier, & sur le Droit naturel & public; par M. le Marquis de Condorcet, Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Sciences, l'un des Quarante de l'Académie Françoise, de la Société Royale de Londres; M. de Peyssonnel, ancien Consul général de France à Smirne, &c. M. le Chapelier, Député de l'Assemblée Nationale, & autres Gens de Lettres. Il paroît chaque mois un volume de cet Ouvrage, formant environ 200 pages *in* 8. Le prix de l'abonnement est, pour la Province, franc de port, de 32 liv. par année ou pour 12 vol., de 17 liv. pour 6 mois, & de 9 liv. pour 3 mois; & pour Paris, de 28 l. 10 s. pour l'année, 15 l. pour 6 mois, 8 l. pour 3 mois, franc de port. Tome V. L'argent & les lettres d'avis seront adressés, francs de port, à Paris, chez Buisson, Libraire, rue Haute-feuille, hôtel de Coëtlosquet, n°. 20. On souscrit aussi chez tous les Libraires & Directeurs des Postes du Royaume & de l'Etranger. A compter du tome IV, chaque volume sera composé de 264 à 272 pages.

Mémoires d'Agriculture, d'Economie rurale & domestique, publiés par la Société Royale d'Agriculture, année 1788, trimestre d'été & trimestre d'automne, 2 vol. *in*-8. A Paris, chez Cuchet, Libraire, rue & hôtel Serpente.

Sermon patriotique, prêché dans l'église de Saint-Germain-des-Prés, le Dimanche de Quasimodo, 22 Avril 1790,

Digitized by Google

par M. l'Abbé Cassius, Vicaire de la Paroisse de Saint-Louis en l'Isle, Membre de plusieurs Sociétés Littéraires, ci-devant Prêtre de l'Oratoire. A Paris, chez Leclerc, Libraire, rue St-Martin, près celle aux Ours, n°. 254.

La Franciade, *ou* l'ancienne France, Poëme en seize Chants, par M. Verne fils, Citoyen de Genève, 2 volumes *in*-8. Prix, 6 liv. br. & 7 liv. 4 s. franc de port par la Poste. A Nantes, chez Lonis; & à Paris, chez Maradan, Libraire, rue St-André-des-Arts, hôtel de Châteauvieux.

Le pri[illegible]'abonnement est de trente-trois liv. *franc de* [illegible]*tant pour Paris que pour la Province. Il* [illegible] *affranchir le port de l'argent & de la lettre,* [illegible]*oindre à cette dernière le reçu du Directeur* [illegible] *Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Po*[illegible]*tins. On s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure.*

Digitized by Google

LIVRES NOUVEAUX.

Le Voyageur François, *ou* la Connoissance de l'ancien & du nouveau Monde. Voyage de France, mis au jour par M. D***. Tome 33. Prix, 3 livres relié. A Paris, chez Moutard, Imprimeur-Libraire, rue des Mathurins, hôtel de Cluni.

Moyens certains de rendre au plus tôt l'Agriculture florissante par tout le Royaume, & d'établir la prospérité dans les campagnes par la manière de disposer des biens ecclésiastiques & domaniaux; par M. Lette, Architecte. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Élémens de Chimie, par M. J. A. Chaptal, Chevalier de l'Ordre du Roi, Professeur de Chimie à Montpellier, Inspecteur honoraire des Mines du Royaume, & Membre de plusieurs Académies, &c. 3 vol. *in*-8. A Paris, chez Croullebois, Libraire, rue des Mathurins.

Le Panthéon littéraire, sous l'invocation des neuf Muses, de Thémis, d'Esculape & des trois Graces, contenant des Discours didactiques & réflexions curieuses sur les Sciences, & tous les Arts utiles & agréables, Anecdotes, Lettres, Bons-mots, Vers, Epigrammes, Idylles, &c. présenté au Roi. Seconde année 1790. Prix, 36 s. broché, & 2 liv. par la Poste. A Paris, chez Maradan, Libraire, rue Saint-André-des-Arts, hôtel de Châteauvieux.

Rapport fait au Comité des Recherches de la Municipalité de Paris, tendant à dénoncer MM. Maillebois, Bonne-Savardin & Guignard St-Priest, comme prévenus d'une conspiration contre la France; suivi des Pièces justificatives & de l'Arrêté du Comité. Brochure de 200 pages *in*-8.

Digitized by Google

par [illegible] Paris, chez [illegible]aillon, Libraire, rue Haute-feuille, hôtel de Coëtlosquet, n°. 20.

Le Supplice des cloches, *ou* Epître amicale, écrite, en 1783, à la Dame Supérieure des Filles Saint-Thomas, & autres Pièces; par M. de la Place, in-8. Deuxième édition. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Observations sur le Rapport de M. Martineau, par M. l'Abbé Baudin. A Paris, de l'Imprimerie de la Société typographique, Collége des Cholets, près la rue Saint-Jacques.

Le prix de l'abonnement est de trente-trois [illegible] fran[illegible]port, *tant pour Paris que pour la* [illegible]*ut affranchir le port de l'argent & de* [illegible] *& joindre à cette dernière le reçu de* [illegible] *des Postes. On souscrit Hôtel de Thou,* [illegible]*itevins. On s'adressera au sieur* Guf[illegible] *Dire*[illegible] *du Bureau du Mercure.*

Digitized by Google

LIVRES NOUVEAUX.

Nouveau Plan d'éducation pour toutes les classes de Citoyens, par M. Verlac, Avocat & Professeur de Langue angloise à l'Ecole Royale de Marine, établie à Vannes en Bretagne, avec un Traité de la nature de la liberté en général, de la liberté civile & des principes du Gouvernement; Ouvrage extrait d'un Auteur Anglois, & qui en France peut servir de Catéchisme national. A Vannes, chez Bizette, Libraire, Place des Lices, au Parnasse; & se trouve à Paris, chez Defer de Maisonneuve, Libraire, rue du Foin-Saint-Jacques, la porte cochère au coin de la rue Boutebrie.

Eloge de la Constitution Françoise, prononcé à Tarbes le 24 Mai 1790, devant MM. les Electeurs & les Gardes Nationales du Département des Hautes-Pyrénées; par M. l'Abbé Tornié, Prédicateur ordinaire du Roi. A Tarbes, chez Jacques Rocquemaurel, Imprimeur du Roi.

L'Explosion, au profit des pauvres du District des Enfans-Trouvés. A Paris, chez Denné, Libraire au Palais-Royal, passage du Perron, vis-à-vis la rue Vivienne.

Histoire des Naufrages, *ou* Recueil des Relations les plus intéressantes des naufrages, hivernemens, délaissemens, incendies, famines & autres évènemens funestes sur mer, qui ont été publiées depuis le quinzième siècle jusqu'à présent; par M. D...., Avocat, 3 vol. *in*-8. Prix, 15 liv. & 16 liv. 10 s. francs de port par la Poste. A Paris, chez Maradan, Libraire, rue St-André-des-Arts, hôtel de Châteauvieux; & Lerellier, Libraire, quai des Augustins, n°. 10.

La Théologie récon-

cillée avec le Patriotisme, *ou* Lettre théologique & patriotique à un Troyen sur la puissance Royale. Prix, 8 sous. A Paris, chez Leclerc, Libraire, rue St-Martin, près celle aux Ours, n°. 254.

L'Art des Accouchemens, par M. Baudelocque; Membre du Collége, & Conseiller du Comité perpétuel de l'Académie de Chirurgie, &c. nouvelle édition, revue, corrigée & augmentée, 2 vol. *in*-8. Prix, 15 liv. reliés. A Paris, chez Méquignon l'aîné, Libraire, rue des Cordeliers.

Le prix de l' *nement est de* trente-trois liv. *franc de port* *pour Paris que pour la Province. Il faut* *chir le port de l'argent & de la lettre,* *à cette dernière le reçu du Directeur de* *On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins* *s'adressera au sieur* GUTH, *Directeur du Bureau du Mercure.*

Digitized by Google

LIVRES NOUVEAUX.

Dictionnaire portatif de la Langue Françoise, par Richelet, nouvelle édition, augmentée d'un Vocabulaire géographique des noms de villes, 2 vol. *in* 8. Prix, 12 l. rel. A Lyon; & se trouve à Paris, chez Mourard, Imprimeur-Libraire, rue des Mathurins, hôtel de Cluni.

Discours historiques sur la Féodalité & l'Allodialité; suivis de Dissertations sur le Franc-alleu des Coutumes d'Auvergne, de Bourbonnois, du Berri, de Champagne, & principalement pour la partie de cette province régie par la Coutume de Vitri; par M. Chapsal, Avocat au Parlement, exerçant au Présidial de Riom. A Paris, chez Gueffier le jeune, Libraire, rue du Hurepoix, n°. 17. Prix, 5 l.

Ultimatum à M. l'Evêque de Nanci; par M. Bertolio. Prix, 18 s. & 24 s. franc par la Poste. A Paris, chez Buisson, Libraire, rue Hautefeuille, hôtel de Coëtlosquet, n°. 20.

Apperçu du Plan général de Finances, le plus propre à concilier les intérêts publics & particuliers; par M. le Vicomte de Prunclé. A Paris, chez Baudouin, Imprimeur de l'Assemblée Nationale, rue du Foin-Saint-Jacques, n°. 31.

Code politique de la France, *ou* Collection des Décrets de l'Assemblée Nationale. A Paris, chez Nyon l'aîné, Libraire, rue du Jardinet; & Ballard, Imprimeur, rue des Mathurins. Tome I.

La Femme jalouse. A Paris, chez Henry, Libraire, rue Taranne, Fauxbourg St. Germain; & Desenne, Libraire, au Palais-Royal.

Essai sur la Réforme des Loix civiles; par Victor Chantereyne, Avocat. A Paris, chez

Belin, Libraire, rue St-Jacques; Méquignon le jeune, Libraire, au Palais; à Caën, chez Poisson, Imprimeur.

Mandement & Instruction pastorale de Monseigneur l'Evêque de Saint-Claude, adressés au Clergé de son Diocèse, pour annoncer la tenue du Synode, & rappeler aux Pasteurs leurs principaux devoirs envers la Religion. Seconde édition. A Paris, chez la veuve Desaint, Imprimeur, rue de la Harpe, au dessus de l'église Saint-Côme, n°. 133; & Leclerc, Libraire, rue St-Martin, près celle aux Ours, n°. 254.

Le prix de l'abonnement est de trente-trois liv. *franc de port, tant pour Paris que pour la Province. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit Hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur Guin, Directeur du Bureau du Mercure.*

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google


Digitized by Google